



Bodleian Libraries

UNIVERSITY OF OXFORD

This book is part of the collection held by the Bodleian Libraries and scanned by Google, Inc. for the Google Books Library Project.

For more information see:

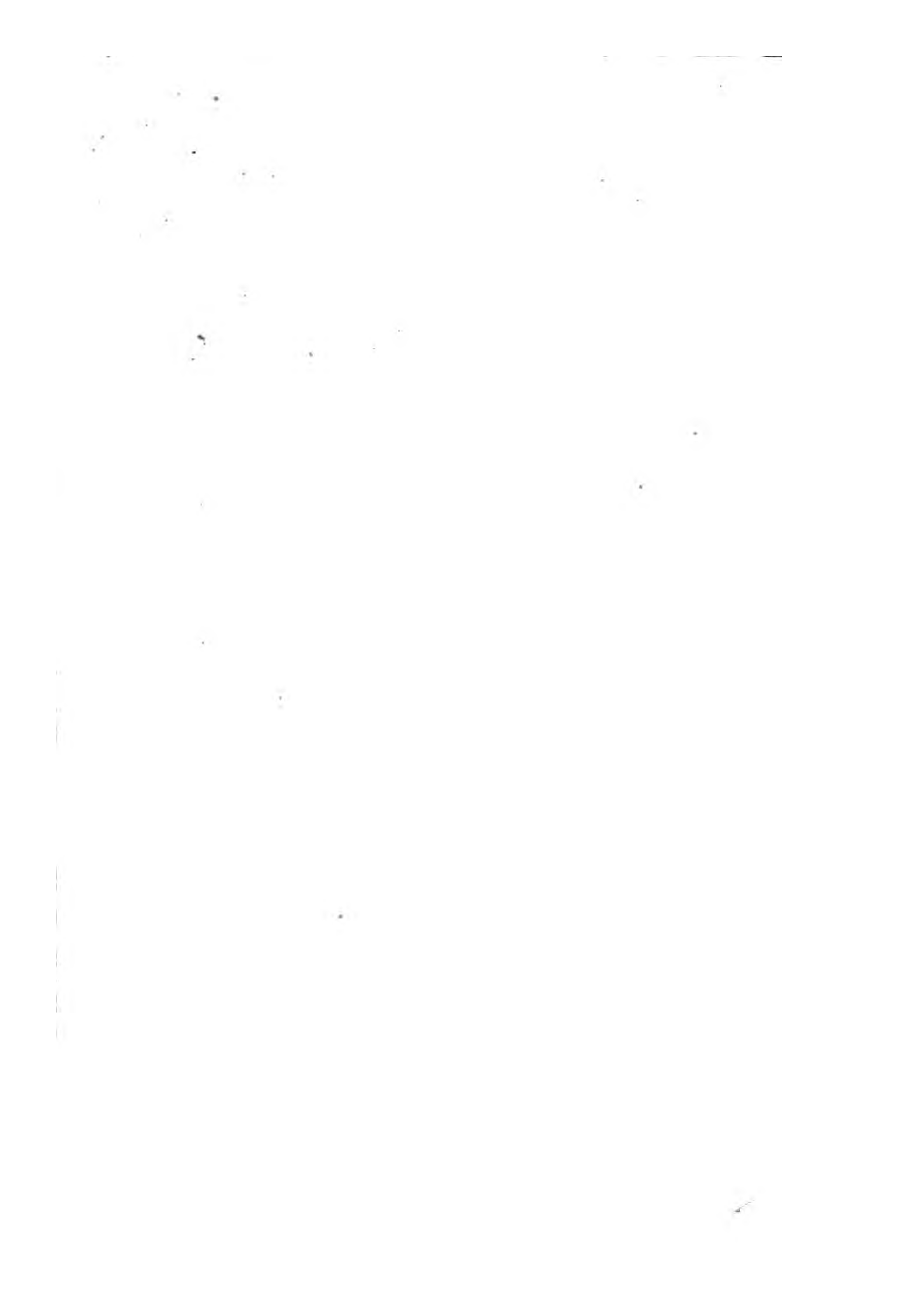
<http://www.bodleian.ox.ac.uk/dbooks>



This work is licensed under a Creative Commons Attribution-NonCommercial-ShareAlike 2.0 UK: England & Wales (CC BY-NC-SA 2.0) licence.



2288 d. 278.



ÉCONOMISTES ET PUBLICISTES CONTEMPORAINS

LA VIE

DE

RICHARD COBDEN

PAR

JOHN MORLEY

TRADUIT

PAR SOPHIE RAFFALOVICH

PARIS

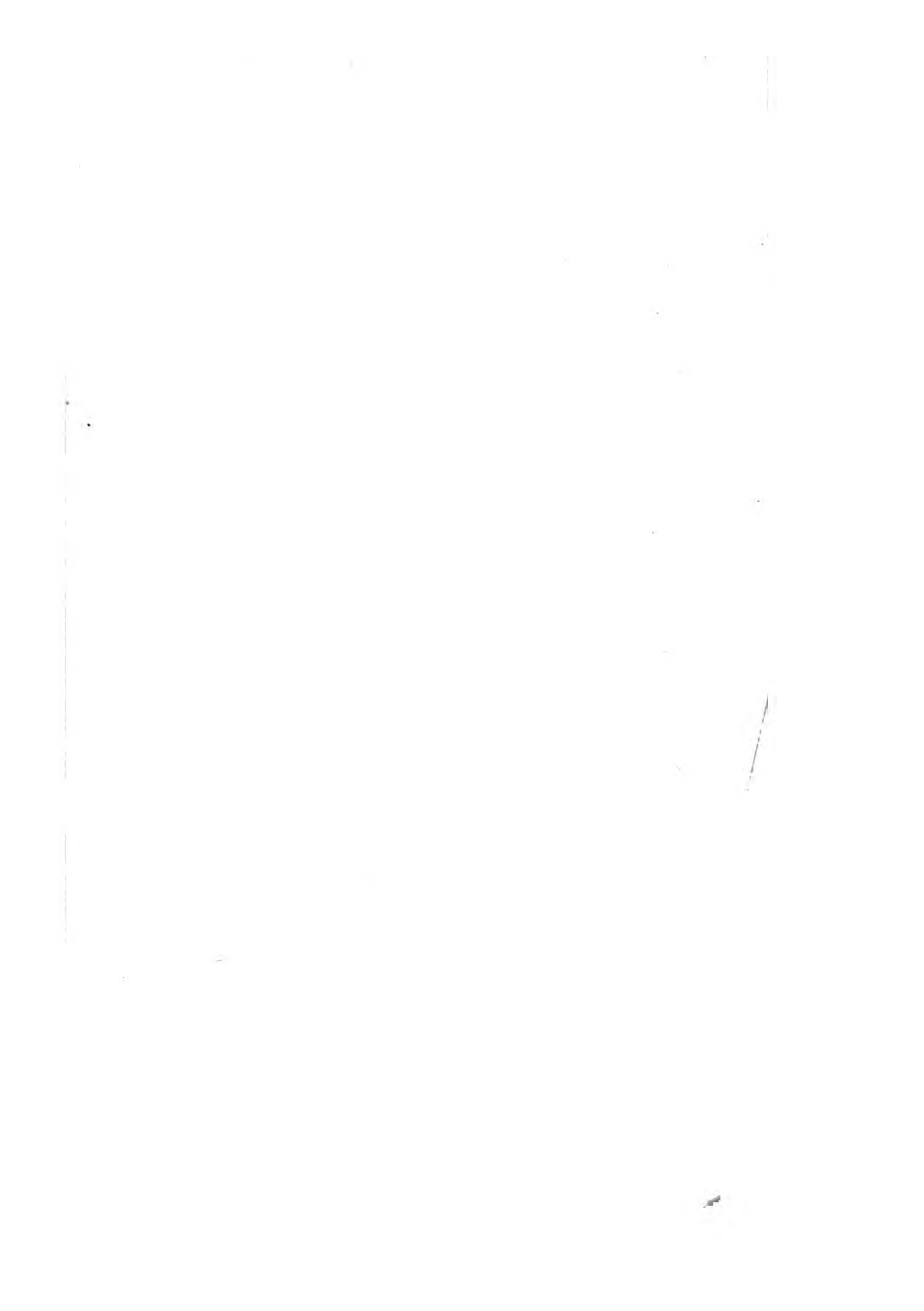
LIBRAIRIE GUILLAUMIN ET C^{ie}

Éditeurs du Journal des Économistes, de la Collection des principaux Économistes,
du Dictionnaire de l'Économie politique,
du Dictionnaire universel du Commerce et de la Navigation, etc.

RUE RICHELIEU, 14

—
1885

2288 d. 278



BODL LIBR.
31 AUG 1915
OXFORD

BRYCE DON. 1915

LA VIE

DE

RICHARD COBDEN

PRÉFACE



« L'heure du triomphe a sonné pour vous. Vous pouvez vous rendre le témoignage que vous avez laissé sur cette terre une profonde empreinte de votre passage et l'humanité bénira votre nom. »

Bastiat (Lettre à Richard Cobden, 25 juin 1846).

M. Morley a publié en 1881 la *Vie de Cobden*, en deux volumes. L'ouvrage eut un tel succès que l'année suivante paraissait une édition populaire abrégée. M. Morley s'était chargé du travail de réduction, qui portait sur « des passages d'histoire et de critique et modifiait le moins possible les extraits des lettres de Cobden ». Nous avons suivi en général l'édition abrégée, tout en prenant la liberté de rétablir les passages de l'édition complète lorsqu'ils offraient un intérêt particulier pour le lecteur français, c'est-à-dire les rapprochements entre les idées anglaises et celles des écrivains français, les rapports de Bastiat et de Cobden, des détails de la vie de Cobden à Paris, etc. ; afin de ne pas grossir cette traduction hors des limites fixées, nous avons supprimé ce qui nous paraissait d'un intérêt plus exclusivement anglais. Les quelques notes explicatives du traducteur ont été placées entre ce signe () pour les distinguer des notes de M. Morley.

Les amis de Cobden qui ont pressé M. John Morley d'écrire la vie de cet homme éminent ont été bien inspirés. Ils n'auraient pu faire un meilleur choix, ni mieux honorer cette belle mémoire. M. John Morley est dévoué aux mêmes causes pour lesquelles Cobden a lutté toute sa vie, il par-

tage ses idées sur les réformes à opérer et les progrès à poursuivre, il appartient comme lui au parti des libéraux indépendants, qui ne se laissent pas enrégimenter dans la discipline parlementaire et qui songent bien plus aux résultats pratiques qu'aux mots d'ordre des partis. Il avait toujours professé une admiration sympathique pour le personnage dont on lui proposait de raconter l'histoire. Mais la sympathie ne suffit pas pour remplir une telle tâche. M. Morley disait un jour à propos d'une biographie écrite avec plus de zèle que de discrétion : « La qualification d'un biographe n'est pas qu'il soit un homme vertueux, ou un parent, ou un ami dévoué, ou un fidèle collègue, mais qu'il sache écrire un livre, qu'il ait du tact, du style, du goût, du jugement, le sens de la proportion, un œil pour le commencement et la fin des choses. » Ces qualités, M. Morley les possède ; la *Vie de Cobden* en est toute pénétrée.

Nous voudrions, dans cette courte introduction, faire connaître en quelques mots rapides l'auteur, son livre et son héros.

I

D'abord l'auteur.

En écrivant la *Vie de Cobden*, M. Morley a fait acte d'homme politique autant que d'écrivain. Il est en effet l'un et l'autre. Son activité s'est exercée, avec un égal succès, dans les deux directions. Ceux qui connaissent le membre du Parlement éloquent, énergique, résolu, qui ose dire ce que les autres ne font que penser, ne savent peut-être pas qu'il a fait une étude approfondie des écrivains français du dix-huitième siècle ; ses beaux livres sur Voltaire, sur Rousseau, sur Diderot, forment la partie la plus éclatante de son œuvre littéraire ; c'est parmi ses écrits ceux qui craignent le moins l'effet du temps ; c'est dans ces trois ouvrages que l'on peut le mieux constater chez M. Morley l'heureuse

union de la perfection du style — plus rare en Angleterre qu'en France — et de la solidité des idées. M. Morley a été longtemps l'éditeur de la *Fortnightly Review* et de la *Pall Mall Gazette*. Depuis qu'il a abandonné la direction de ces deux publications, on a eu plus d'une fois l'occasion de le regretter. C'est encore sous ses auspices que se publie aujourd'hui une série de Vies des écrivains illustres de l'Angleterre. Il a donné à ce recueil, pour sa part de contribution, une *Vie de Burke*, et il prépare une *Vie de Stuart Mill*. Enfin il a composé de nombreux articles de critique et d'essais historiques : c'est dans ces écrits de moins longue haleine, que nous allons chercher la note personnelle de M. Morley et essayer de définir ce qui fait son originalité.

Le premier point pour arriver à établir cette sorte de portrait moral, ce serait de trouver parmi les Anglais de ce siècle quel est le penseur déjà bien connu en France, avec lequel M. Morley a le plus de sympathie intellectuelle. Ce penseur, c'est sans contredit Stuart Mill.

Ce que M. Morley ressent pour Stuart Mill n'est pas seulement de l'affection personnelle. M. Morley a en effet beaucoup pratiqué Mill, il en parle comme de « l'homme le plus sage et le plus vertueux qu'il ait connu ». Quand Stuart Mill mourut, en mai 1873, M. Morley se trouva chargé de prendre la parole sur la tombe du philosophe et de l'homme de bien que l'Angleterre venait de perdre. On ne peut lire encore aujourd'hui son discours, sans ressentir quelque chose de l'émotion douloureuse que l'orateur chercha en vain à maîtriser.

Toutefois M. Morley n'eût-il jamais vu Stuart Mill, il n'en appartiendrait pas moins à la même famille intellectuelle.

Les points de rapprochement sont si nombreux entre eux, que plus d'une fois ce que M. Morley dit de Stuart Mill pourrait lui être appliqué.

Quels sont, aux yeux de M. Morley, les traits caractéris-

tiques de Mill? Le premier, c'est une grande ouverture d'esprit, — « une ouverture d'esprit, dit-il, qui était exempte de l'inconvénient qu'elle entraîne souvent à sa suite. Cet inconvénient consiste en des croyances vagues acceptées un jour, silencieusement abandonnées le lendemain, des opinions vacillantes sans cesse échangées pour des opinions contraires.... Personne n'imputera ces infirmités fâcheuses à M. Mill. Son impressionnabilité était celle d'un caractère positif, qui prend et assimile de nouveaux éléments sans jeter le désordre dans la structure organique de l'ensemble. Ce qu'il dit de lui-même à une certaine époque de sa vie est resté vrai jusqu'à son dernier jour : « Je trouvai que l'édifice des vieilles doctrines qu'on m'avait enseignées penchait et menaçait de s'écrouler ; je ne le laissai pas s'abattre, mais j'étais sans cesse occupé à rebâtir à la place de ce qui était tombé. Je ne voulus pas, au cours de ma transition, rester un seul jour confus et indécis. Quand j'avais accepté une nouvelle idée, je n'avais pas de repos avant de m'être rendu compte de l'effet qu'elle produirait par rapport à mes opinions antérieurement acquises, si elle les modifiait ou les remplaçait. » (Autobiographie de J. S. Mill, page 156.) « Cette conscience soucieuse que Stuart Mill avait du devoir de définir ses opinions, — continue M. Morley, — de les rendre aussi conséquentes que possible avec elles-mêmes, est ce qui distingue M. Mill des hommes qui volent sans dessein d'une doctrine à l'autre, comme les mouches l'été s'élancent sans but d'un point à l'autre de l'espace. Elle le distingue également des esprits impressionnables, qui se jettent soudainement des hauteurs du rationalisme dans l'abîme d'une église infallible ; et de ceux qui, comme Lamennais, oscillent violemment entre la foi et la raison, entre la tradition et l'examen, entre la plénitude de la déférence à l'autorité et la plénitude de l'affirmation individuelle. »

On le voit par ces lignes, ce qui est pour M. Morley la

première qualité du penseur, c'est la sincérité intellectuelle, c'est la recherche désintéressée de la vérité. C'est là ce qui fait à ses yeux le charme sérieux du caractère de Mill. En toute occasion M. Morley affirme ainsi le prix qu'il attache à la recherche de la vérité pour elle-même. Il a développé cette haute préoccupation dans son traité *On compromise*, qui mérite une place à côté du traité de Mill sur *La liberté*. Veut-il une autre fois faire l'éloge de Miss Martineau ? Ce qu'il trouve de plus admirable en elle, c'est « une sincérité splendide, un magnifique amour de la vérité. »

Mill l'attire encore par une autre qualité, par sa modestie, par son *self effacement*. « L'histoire du génie et de la supériorité intellectuelle, dit-il, est trop souvent l'histoire d'un égoïsme immodéré. » Et il continue : « Quelques grands hommes nous saisissent par la force d'une autorité imposante et majestueuse ; leurs pensées frappent l'imagination, leurs paroles sont ailées ; ce sont des prophètes portant un haut témoignage, que nul ne peut contredire. Tels étaient Bossuet ou Pascal. D'autres, comme M. Mill, acquièrent des disciples, non par une autorité imposante, mais par une sorte de persuasion modérée et impersonnelle. M. Mill ne cherche pas à éveiller en nous le sentiment de la grandeur et de la force du maître, — ce qui est noble, — il fait appel à notre désir de chercher et d'embrasser la vérité pour nous-mêmes, — ce qui est encore plus noble. Ceux qui veulent que le maître qui dirige leurs idées soit comme un roi, qui publie ses décrets par la voix du héraut, au son des trompettes, trouvent peut-être M. Mill trop pâle pour eux. Mais cet effacement de sa propre personnalité indiquait un trait délicat et rare de sa révérence pour la pureté sacrée de la vérité. »

Nous aurions encore à relever bien d'autres points de ressemblance entre Stuart Mill et M. Morley. Il en est que nous ne pouvons oublier dans le pays où nous écrivons : c'est la sympathie que Stuart Mill, comme M. Morley,

éprouvait pour la France et la littérature française : « M. Mill avait des qualités spécialement anglaises, il appartenait à une école dans laquelle, comme on l'a dit, les noms de Hume, d'Adam Smith et Bentham (et M. Mill aurait ajouté le nom de James Mill son père) marquent la succession des idées et des faits. C'est une école qui subordonne l'imagination à l'observation et qui place les bases du savoir dans l'expérience, la pierre de touche de la conduite morale dans l'utilité. Et malgré cela, un des signes caractéristiques les plus remarquables de M. Mill était moins anglais que français; M. Mill introduisait un élément idéal et imaginatif dans ses spéculations sur le développement des sociétés; il avait la conviction ardente que l'effort, la sagesse, l'ingéniosité des hommes sont capables, si l'arrangement social n'entrave pas leur activité, d'élever la destinée humaine à un degré qu'il nous est impossible de concevoir aujourd'hui. Ce qui distingue M. Mill avant tout, c'est peut-être cette union de science sévère et d'aspirations infinies, de sentiment rigoureux de ce qui est réel et pratique avec une espérance pure et lumineuse. Il disait à un ami, qui lui parlait de la *Vie de Turgot* par Condorcet, que dans sa jeunesse, quand il se sentait découragé, il avait l'habitude de prendre ce livre et qu'il ne le faisait jamais sans recouvrer la possession de lui-même. Le même ami compara un jour l'échec de M. Mill à Westminster à la disgrâce du grand ministre de Louis XVI, et M. Mill lui écrivit : « Je n'ai jamais reçu un compliment qui m'ait causé plus de plaisir que cette comparaison entre Turgot et moi; c'est vraiment un honneur pour moi qu'une telle assimilation vous soit venue à l'esprit. » Ceux qui ont étudié le caractère de l'homme d'État, que le rigide Austin appelait « le divin Turgot », connaissent la noblesse et la rareté de cette famille d'hommes. »

M. Morley lui aussi aime et connaît la France. Il a pour Condorcet et pour Turgot le même culte que Mill. Il leur

a consacré des études d'un grand intérêt et d'un grand agrément, où il les venge des accusations que Coleridge, Carlyle et leurs imitateurs ont portées contre eux et contre toute la littérature française du dix-huitième siècle. Parmi les écrivains anglais, nul n'a senti avec plus de force et n'a rendu avec autant de délicatesse le charme de la France ; nul n'a plus contribué que lui, par la plume et par la parole, à faire apprécier la littérature française par ses concitoyens. Un jour, à une distribution de prix, dans le *Town Hall* de Birmingham (5 octobre 1876), il traitait la question de la *culture populaire*. Il remarqua à cette occasion qu'il avait éprouvé une vive satisfaction, en feuilletant le rapport scolaire, de voir que la classe de français était très suivie.

« On ne saurait rendre, dit-il, à un homme laborieux, à quelque classe qu'il appartienne, un plus grand service que de lui ouvrir un accès facile vers la littérature française. Montesquieu déclarait qu'il n'avait pas connu de chagrin ou de souffrance, qu'il ne pût adoucir par une demi-heure de la lecture d'un bon livre ; et ce n'est pas une exagération de dire, qu'il dépend de l'homme qui peut lire aisément le français de ne pas connaître une heure d'ennui. Notre propre littérature possède certainement plus d'un nom royal. En richesse infinie et en variété d'imagination, Shakespeare n'a pas de rival ; en énergie, en élévation, en majesté, Milton et Burke n'ont pas été surpassés. Mais à côté de ses grands hommes d'un ordre sublime, la France a une longue liste d'auteurs, qui ont produit une littérature dont la marque distinctive est l'agrément. On l'a souvent répété, le génie de la langue française, c'est la clarté, la fermeté, l'ordre ; à cette clarté certaines circonstances dans l'histoire de la société française ont ajouté les qualités charmantes de la vivacité et de l'urbanité unies ensemble. Comme l'une des parties les plus importantes de l'éducation populaire est de rendre les hommes capables de s'amuser et de se distraire d'une

façon rationnelle, on leur a assuré un grand gain, quand on leur a donné la clé de la collection de livres la plus amusante et la plus réconfortante qui soit au monde. »

Il fallait un certain courage à M. Morley pour venir parler ainsi à un auditoire, composé de représentants de cette classe moyenne anglaise si active, si industrielle, qui a tant contribué à la grandeur de son pays, mais dont l'ouverture d'intelligence n'est pas la qualité dominante. L'ancien esprit puritain ne s'est pas encore défait de ses vieux préjugés. Il a pour ce qui est simplement amusant ou agréable une méfiance instinctive. Il est bien près d'appliquer à la littérature française dans son ensemble l'épithète énergique qu'un jour, par boutade (1), le plus grand poète de l'Angleterre appliquait à certains romans :

My scrofulous French novel
On grey paper with blunt type.

Il n'y a chez nos voisins que trop de gens, qui pensent à ce sujet ce que M. Browning a mis dans la bouche de son moine frondeur. Récemment encore, un écrivain anglais qui a pris à partie avec le plus d'ardeur, d'ironie, de verve étincelante, l'intolérance intellectuelle d'une classe nombreuse de ses concitoyens, a fini par se laisser entraîner par le courant ; il a commis la faute qu'il avait tant blâmée chez les autres. Dans une conférence faite en Amérique, qui a eu un grand retentissement en Angleterre, il définissait les tendances de la France, par une de ces formules incomplètes, qui prouvent seulement l'absence de sens critique chez celui qui les adopte.

Quand un homme comme M. Matthew Arnold, qui connaît si bien la France et ses grands écrivains, qui leur

(1) Pour se convaincre que telle n'est pas la conviction sérieuse de M. Browning, voir le chapitre éloquent des *Essais sur la littérature anglaise*, dans lequel M. Darmesteter montre la dette que la France doit à l'auteur de *Hervé Riel*. (*Essais sur la littérature anglaise*, p. 247 et suivantes.)

a rendu autrefois une justice éclatante, condescend à flatter les idées fausses de la foule, en employant de ces formules qui ne sont bonnes qu'à faire appel à toutes les erreurs régnantes et à les consacrer, on comprend qu'un chercheur aussi sincère que M. Morley mette une sorte d'âpreté à dénoncer et à attaquer la méthode, consistant à résumer en une formule brute une époque, une nation ou un homme : « Les étiquettes ont été inventées pour épargner aux personnes bavardes la peine de penser. »

M. Morley se défie donc des étiquettes. S'il s'occupe d'un grand écrivain ou d'un grand penseur, il ne songe pas à le faire entrer bon gré mal gré dans le cadre étroit d'une doctrine ou d'une école, mais il recherche « quelle est sa théorie sur les hommes, sur leurs caractères, sur leurs rapports les uns avec les autres, et quelle est la valeur de cette théorie. »

M. Morley ne mériterait pas d'être un disciple ou plutôt un continuateur de Stuart Mill (1), s'il n'avait pas le souci constant de rendre pleine et entière justice aux hommes qui professent les opinions les plus contraires aux siennes. Cette impartialité ne se dément jamais. Chaque fois qu'il est en face d'un adversaire, il met en lumière la part de vérité qui, chez l'adversaire, se trouve mêlée à l'erreur. A ceux, par exemple, qui, comme Carlyle, ne verront dans la doctrine des jésuites qu'une « lueur de l'enfer », il répond : « La nature humaine n'est pas conduite pendant des siècles par le seul mensonge. Soyons certains que les idées qui ont séduit des générations successives, qui leur ont appris à se préoccuper des intérêts sociaux, doivent contenir quelque chose qui ne soit pas une grossière tromperie. » De même dans ses nombreux essais biographiques, il indique

(1) Ce qui ne veut pas dire que M. Morley abdique son indépendance devant le penseur, pour lequel il éprouve une si vive sympathie. Il en donne une preuve éclatante dans son essai sur la *Religion* de Mill, où il démontre avec beaucoup d'acuité que, dans cet écrit, l'auteur de la *Logique* s'est laissé entraîner à faire des concessions dangereuses.

les faits qui peuvent expliquer le caractère de l'homme dont il s'occupe, ou ses écrits ; il n'atténue pas les fautes, mais il ne leur donne pas une importance exagérée. « Un caractère n'est pas seulement vertueux ou vicieux. Dans beaucoup de caractères, quelques-unes des qualités les plus rares et les plus précieuses de l'esprit ont atteint leur plus haut développement, tandis que leur côté moral était le côté le moins digne d'attention. On peut en dire autant des opinions vraies ou fausses dans l'ordre intellectuel. Condamnons l'erreur ou l'immoralité, quand nous les rencontrons dans le cercle de notre critique, mais pourquoi nous hâter de blâmer et de louer, quand nous ferons mieux d'explorer et de jouir ? L'imperfection morale est une triste mutilation de la vie, mais bien des fleurs exquises, bien des choses gracieuses et fortes peuvent éclore au milieu du désordre.

« Les dommages qu'entraîne cette limitation volontaire de la vue sont regrettables, s'il est vrai que rien n'enrichit tant la nature humaine qu'une large sympathie et une large faculté d'apprécier. Pour un historien, comme Macaulay, par exemple, la critique était un tribunal devant lequel les hommes étaient appelés, pour être jugés d'une façon décisive, suivant une ou deux formules ; après quoi, il les envoyait rejoindre d'un côté les brebis, de l'autre les boucs. Les *Essais* de Macaulay résument des sentences ; ils ne présentent pas le caractère humain dans sa plénitude et dans sa couleur ; la conséquence est que, malgré leur brillante rhétorique, les écrits de Macaulay ont déjà perdu beaucoup de leur crédit. Quelle différence entre l'essai incolore de Macaulay sur Johnson et la vitalité dramatique que nous offre l'essai de M. Carlyle sur le même homme. M. Carlyle sait aussi bien que Macaulay que le torisme anglais, il y a un siècle, était aveugle et stupide ; mais il s'attache à comprendre et à nous représenter le caractère individuel de Johnson, et c'était un sujet plus important

que les opinions de Johnson. Il en est de même pour Burns. C'était un buveur, un libertin, un prodigue, et M. Carlyle éprouve pour ces vices une réprobation aussi profonde que s'il avait écrit contre eux dix mille sermons ; mais il laisse les foudres aux moralistes de la chaire ou de la presse, dont c'est la profession et avec qui les mots n'ont guère de valeur fixe et précise. Pour lui, quand il a découvert chez l'homme qu'il peint une sincérité profonde, une rare acuité de jugement, des qualités singulières, il croit mieux faire de les mettre en lumière et de leur rendre justice, que d'accumuler les lieux communs sur la laideur du vice. La chose la moins importante dans Johnson, c'est qu'il était un tory, et dans Burns, qu'il se conduisait mal. »

Ce n'est pas à dire que l'historien et le critique doivent se laisser flotter dans une aimable fadeur. L'équité n'exclut pas une sévérité raisonnée, pourvu qu'elle ne soit pas le résultat de la colère ou de la prévention. M. Morley aime parfois à citer un vers qui résume sa pensée, et il répète à ce sujet :

Thüricht ist's
In allen Stücken billig sein ; es heisst
Sein eigen Selbst zerstören.

D'après ce que nous venons de citer de M. Morley, qu'est-ce donc que M. Morley ? C'est avant tout un moraliste dans le sens supérieur du mot. Non qu'il prêche ou débite des lieux communs ; mais souvent par un mot, une remarque, il ouvre des horizons nouveaux, il nous fait sentir que nous sommes en présence d'un homme, qui a beaucoup réfléchi sur la vie et les conditions de l'existence humaine.

Qu'on nous permette une dernière citation, qui achèvera de nous faire pénétrer dans ses plus intimes pensées. Nous l'empruntons à ce discours sur la *Culture populaire* que nous avons signalé plus haut. Au moment de terminer son allocution, M. Morley s'attache à prémunir ses audi-

teurs contre le découragement auquel il est si facile de céder. « Les prix de l'année ont été distribués, dit-il, le discours a été prononcé et nous nous demandons peut-être : eh bien, et après ? » Il rappelle alors l'exemple de Dupont de Nemours, qui disait que sur la charrette fatale, au pied de la guillotine, il crierait encore : *Prends garde!* à l'enfant qui s'approcherait trop près des roues : « Je pourrais peut-être lui sauver la vie, et un jour peut-être il sauverait sa patrie. » C'est là une pensée généreuse et inspiratrice, » continue M. Morley, « une pensée à laquelle l'ouvrier ou l'ouvrière de Birmingham peut répondre aussi sincèrement et aussi efficacement que le philosophe qui l'a écrite. Elle doit nous rendre honteux de l'indifférence avec laquelle nous regardons trop souvent la grande fantasmagorie de la vie passer devant nous.... Ce que nous distinguons chaque jour plus clairement, c'est que non seulement le bien-être pour les masses, mais encore les chances de génie exceptionnel, moral ou intellectuel chez le petit nombre de privilégiés sont plus élevés dans une société où l'intelligence, la curiosité, la capacité de la *moyenne* se sont accrues. La morale de ceci est claire pour vous et pour moi. Nous ne pouvons comme Beethoven ou Haendel ravir les âmes dans un septième ciel de vision ineffable et d'espoir infini, par la magie d'une mélodie divine; nous ne pouvons comme Voltaire brûler ce qui est cruel et faux d'une parole de feu; ni comme Milton ou Burke éveiller les cœurs avec le son de la trompette.... Mais il y a une chose que nous pouvons tous, — il y a une chose que peut le plus humble parmi nous dans cette grande salle; il peut en employant avec zèle son intelligence, en cherchant avec zèle les occasions d'aider à développer l'intelligence des autres, il peut grossir le grand courant dont la force et la direction décident de l'heureux voyage de l'humanité. Quand nos noms seront oubliés, quand notre place sera occupée par d'autres, l'énergie de chaque service social rendu par nous continuera

de produire ses effets ; et de même, ne l'oublions pas, chaque desservice social dont nous aurons été coupables nous survivra, comme le flot incessant d'une des forces persistantes de la nature. Cette pensée a de quoi alléger pour nous les tristes perplexités de la vie de chaque jour et même de quoi adoucir l'amertume de nos calamités ; elle nous enlève comme sur des ailes ; elle donne une signification plus large à nos travaux personnels, elle assigne un but plus haut à nos efforts pour la cause commune ; grâce à elle la matinée nous apporte sa bienvenue à notre réveil et la nuit nous entoure comme d'un doux vêtement ; c'est cette pensée qui arme notre bras d'une force nouvelle contre l'oppression et l'injustice ; c'est elle qui affermit notre voix contre le mensonge, quand nous sommes dans la force de l'âge — oui, et peut-être elle nous éclairera d'un rayon de consolation, quand nos yeux se fermeront à toute chose et que nous descendrons dans la Sombre Vallée. »

Cette page, dont une traduction rend mal la magnificence, nous donne en abrégé le système de morale et de philosophie de M. Morley, à la fois idéaliste et pratique. Nous serions tenté de dire que Cobden a appliqué le système dans toute sa vie et partoute sa vie, si la carrière active de Cobden n'avait précédé les formules de son historien. En tout cas le discours de M. Morley sur la *Culture populaire* nous montre combien son essence spirituelle, si nous pouvons parler ainsi, se confondait avec celle de Cobden. Le héros et l'apologiste étaient faits étroitement l'un pour l'autre.

II

Ce qui donne à la *Vie de Cobden* par M. Morley un charme inexprimable, c'est une éloquence communicative, d'autant plus entraînante qu'elle est contenue. On pourrait appliquer à M. Morley ce qu'il dit de George Eliot. Lui aussi, il « peut produire un effet plus vrai par la sobre élévation de

la pensée que l'écrivain le plus brillant du genre transcendant par une élévation artificielle de langage. » La *Vie de Cobden* nous offre des marques nombreuses de cette « sobre élévation de la pensée ». Le style en est clair, énergique, précis. L'objet de l'auteur n'est pas de se faire admirer lui-même, mais d'expliquer les événements auxquels Cobden a été mêlé et de mettre en pleine lumière le rôle qu'il a joué.

C'est en se reportant aux autres livres où sont exposés soit les opinions de Cobden, soit les faits auxquels il a pris part, que l'on est vivement frappé du mérite particulier de M. Morley (1).

Plusieurs de ceux qui ont été les compagnons de Cobden dans sa longue campagne contre le monopole ont raconté les épisodes et les péripéties de cette lutte. Mais ils n'ont pas le sens de la composition ; ils se perdent dans les détails ; l'ensemble leur échappe. Le livre de M. Ashworth, par exemple, *Recollections of Cobden and of the League* nous laisse une idée toute confuse et de la Ligue et de Cobden. M. Morley a su donner un relief plus puissant à la figure de Cobden et produire une impression plus vivante, que ne nous l'ont donnée les hommes, qui ont bien connu Cobden, qui ont lutté à ses côtés, qui ont partagé ses craintes et ses espérances.

(1) En France, Bastiat a fait connaître la campagne soutenue par les libre échangistes anglais par son beau livre : *Cobden et la Ligue*, qui fit un grand effet au moment où il parut et qui est encore aujourd'hui plein d'intérêt.

M^{me} Salis Schwabe a publié des extraits de la correspondance de Cobden dans ses voyages, des traductions de ses discours sous le titre : *Richard Cobden, notes sur ses voyages, correspondances et souvenirs*.

En Allemagne, M. Karl Walcker vient de publier une brochure sur *Richard Cobden*, où il résume assez fidèlement les principaux événements auxquels Cobden a été mêlé et les opinions qu'il a exposées dans ses discours et ses écrits de toute sorte. Il ne s'y trouve pas d'aperçu nouveau, mais il faut savoir gré à l'auteur d'avoir étudié les sources, et de n'avoir pas partagé les préventions de tant de ses compatriotes contre l'épouvantail, qu'ils ont inventé et qu'ils ont baptisé du nom de *Manchesterthum*.

Le livre de M. Thorold Rogers, *Cobden and Political Opinions*, ne mérite pas le même reproche que les *Recollections* de M. Ashworth. Il se distingue, au contraire, par une grande suite dans les idées, et l'auteur s'en tient fidèlement au cadre qu'il s'est tracé. Il a pris pour tâche d'exposer quelles étaient les pensées de Cobden sur les divers problèmes, qui ont passionné cet esprit actif; nous avons un exposé raisonné et minutieux des opinions de Cobden sur la question de la terre, sur les relations internationales, sur les dépenses militaires, sur la réforme financière, sur l'éducation, etc. Cet ouvrage a d'autant plus d'importance que M. Rogers connaissait intimement Cobden; tout en se servant des matériaux qui sont à la portée du public, les discours de Cobden et sa correspondance, il s'est aussi reporté aux conversations que Cobden et lui avaient eues ensemble; il a pu faire connaître sur la question terrienne, par exemple, certaines idées de Cobden, que celui-ci n'avait pas eu l'occasion de développer publiquement, de manière à leur donner toute leur clarté. Il a réfuté avec succès les accusations souvent répétées contre l'école de Manchester (1). Il prouve que les vraies doctrines de cette

(1) Après la mort de Cobden une société s'est formée pour encourager et développer les principes économiques et politiques de l'école de Manchester, que Cobden avait mis tant d'ardeur à défendre et auxquels son nom reste à jamais associé. Le *Cobden Club* fut fondé dans ce but en 1866, et depuis cette époque il a poursuivi sa tâche avec une persévérance énergique. Le comité du club, avec le concours de son infatigable secrétaire, M. Potter, s'occupe de la publication et de la circulation d'ouvrages et de pamphlets, où se trouvent exposées les doctrines qu'il cherche à populariser. Il ne perd pas une occasion de lutter pour la bonne cause. Il poursuit sans relâche ceux qui reproduisent, sous le drapeau du *Fair Trade*, les anciens sophismes protectionnistes. Les publications du *Cobden Club* se distinguent par une grande clarté; ces essais sont écrits pour être compris de lecteurs qui ne sont pas au courant des discussions économiques.

La question du libre échange occupe naturellement une grande place dans la liste des ouvrages publiés et distribués par le *Cobden Club* depuis 1866. Parmi les meilleurs travaux, on peut citer : *Free Trade and English Commerce*, par Augustus Mongredien; *Free Trade and Fair Trade*, par M. Farrer; ces deux études sont tout à fait remarquables. On peut en dire autant de l'essai : *Letters on Commercial Treaties, Fair Trade and*

école n'avaient aucun rapport avec le travestissement que ses détracteurs en ont fait. Chacun sait que le parti de

Internationalism, par un disciple de Richard Cobden. Sir Louis Mallet a fait ressortir avec beaucoup d'esprit, dans une *Lettre sur la réciprocité*, les inconvénients et les dangers d'un système qui repose sur la vieille théorie mercantile de la balance du commerce, dont la réfutation a été faite de main de maître et qu'on ne s'attendait peut-être pas à voir réparer. M. Pearce a traduit les *Sophismes économiques* de Bastiat, en laissant de côté tout ce qui ne se rapporte plus à la situation actuelle. Cet ouvrage reste, comme le reconnaît l'écrivain anglais, celui qui met en lumière avec le plus de force les principes du libre échange.

Mais l'attention du comité ne se borne pas à cette seule question, quelque importante qu'elle soit. Il est toujours prêt à ramener l'opinion publique quand elle s'égare sur d'autres sujets. L'année dernière, pour répondre à des craintes exagérées sur la sécurité de la Grande-Bretagne, il publia une nouvelle édition des *Trois Paniques* de Cobden, dont il fit une grande distribution.

Le comité du *Cobden Club* n'a pas négligé un des problèmes à l'ordre du jour en Angleterre, les réformes à opérer dans les lois qui régissent la propriété territoriale. Ce sujet a été traité avec beaucoup de soin par des écrivains compétents. Sir Robert Torrens, dans un *Essai sur le Transfert du sol par registration*, énumère les avantages d'un système qui est appliqué depuis vingt ans dans plusieurs grandes colonies anglaises et qui a pour résultat de « substituer la sécurité à l'incertitude, la simplicité à la complication, de réduire le prix de livres en shellings et le temps de mois en jours. » Dans le *Journal des Economistes* du 15 octobre 1882, M. Yves Guyot a exposé le fonctionnement du *système Torrens* et les conséquences heureuses que son adoption produirait en France comme en Angleterre. La question a été étudiée à d'autres points de vue par MM. Osborne Morgan, Arthur Arnold, Shaw Lefèvre, William Fowler, dans des brochures sur : *la Réforme des Land Laws, la Terre libre, le libre échange de la Terre, etc.*

Le comité du *Cobden Club* se prépare en ce moment à l'éducation économique des deux millions de nouveaux électeurs. Il a commencé à faire paraître une série de *Leaflets* qui sont composés de façon à frapper l'imagination populaire. Ce sont des fables, des apologues, des conversations entre un fermier et son berger, par exemple, des exposés courts et frappants des conséquences du libre échange et de la réciprocité. La longueur de ces *Leaflets* varie de une à quatre pages, et on ne saurait trop louer la façon dont les divers écrivains se sont acquittés de leur tâche. Mais s'il fallait faire son choix parmi tous ces efforts, c'est à M. Holyoake, le champion de la coopération, qu'il faudrait donner la préférence. Il explique avec beaucoup de verve quelle est la signification de ce mot de *Réciprocité*, qui est toujours la protection, c'est-à-dire le moyen de : *Voler mille Pierres pour payer un Paul.*

Le comité encourage encore l'étude de la science économique en accordant en Angleterre et à l'étranger des prix aux meilleurs travaux traitant un sujet d'économie politique. Il est en rapport avec des associations ouvrières, des bibliothèques populaires, des corps savants en Angleterre et au dehors. Quand les fonds dont il dispose sont insuffisants, il fait à la

Manchester a été représenté comme le parti de la paix à tout prix, le parti de manufacturiers sordides, qui ne pensaient qu'au lucre, qui étaient prêts à sacrifier le travail au capital, de mauvais patriotes désireux d'*américaniser* les institutions anglaises, des chercheurs de chimère, d'étroits politiciens, des ennemis du grand empire britannique, pleins de dédain pour la culture intellectuelle, des démagogues qui se plaisaient à soulever une classe contre une autre, qui étaient animés d'une haine violente contre les propriétaires et les fermiers. On n'a qu'à lire le livre de M. Rogers pour se convaincre que ces calomnies n'ont aucun fondement. Ce livre est une contribution précieuse à l'histoire politique de l'Angleterre contemporaine. On ne saurait trop en louer les qualités sérieuses; mais l'ardeur communicative de M. Morley en est absente. M. Thorold Rogers nous montre bien ce que pensait Cobden, mais si nous voulons pénétrer la personnalité de cet homme illustre, c'est toujours à M. Morley qu'il en faut revenir.

M. Morley s'est acquitté de sa tâche de biographe avec une modestie rare. Il ne cherche qu'à exposer les traits caractéristiques de son héros, cette vie si bien remplie, consacrée tout entière à des travaux désintéressés; il fait agir Cobden devant nous; il lui laisse la parole toutes les fois que l'occasion s'en présente. Ce soin touchant n'a pas été perdu. Nous lui devons une biographie animée, qui a

générosité de ses adhérents un appel, auquel ils ne manquent pas de répondre.

Depuis l'année 1866, le nombre des volumes distribués par le *Cobden Club* s'élève au chiffre de 1,539,808, sans parler de la distribution des journaux, qui a pris des proportions non moins considérables.

Il est impossible d'estimer d'une façon positive les résultats pratiques d'une telle propagande; mais il est évident qu'elle doit rendre de grands services en faisant connaître la vérité sur des questions importantes et trop peu connues, et en mettant à la portée de la foule des faits exacts et des notions saines. Et M. Potter a le droit de se féliciter que « grâce à l'activité du comité, les principes du libre échange sont mieux compris par la masse du peuple qu'il y a quelques années. »

presque le charme d'une autobiographie, tant nous finissons par nous pénétrer du caractère, des tendances, des sympathies ou des antipathies de l'homme d'État anglais.

Ce n'est pas que M. Morley tombe dans le panégyrique ou se laisse aveugler par le système du *hero-worship* cher à Carlyle. Il évite cet écueil et sa sympathie n'égare pas son jugement. Il n'hésite pas à indiquer les points sur lesquels il pense que Cobden était dans l'erreur ; il ne déguise pas ses faiblesses ; il ne le suit pas dans ses inimitiés violentes contre le grand journal de la Cité, qui lui faisaient « prendre parfois d'extrêmement petits monticules pour des montagnes ». Il ne manque pas de montrer combien le jugement porté par Cobden sur O'Connell est injuste pour la mémoire du grand patriote irlandais. Il est vrai que ce sont là des erreurs et des faiblesses bien minces, dans une existence aussi belle que celle que nous retrace M. Morley.

Si cette *vie* est un monument durable à la gloire de Cobden, elle rend un hommage égal à l'homme, qui fut son ami et son compagnon d'armes fidèle, à M. Bright. M. Morley raconte d'une façon touchante, comment commença cette amitié, qui devait durer jusqu'à la mort. Il y a dans toute la scène qu'il fait passer devant nos yeux comme un souffle tragique. Il y a la simplicité de mœurs et l'émotion élevée que l'on retrouve dans une tragédie antique. Le serment d'appui mutuel pour le bien général, qui fut juré devant un cercueil, fut religieusement observé. L'amitié de ces deux champions de la liberté ne se démentit pas un instant dans leur longue carrière, rien ne put l'obscurcir, elle ne connut ni jalousie, ni caprice.

M. Morley rencontre des accents d'une haute éloquence pour décrire le pèlerinage de ces deux apôtres d'un nouvel évangile, leur longue lutte contre le monopole, le triomphe éclatant qui couronna leurs efforts ; mais il fait encore mieux ressortir peut-être leur grandeur d'âme dans l'ad-

versité, le jour où l'Angleterre entière se détourna des deux illustres représentants du principe de paix et de justice. Il y eut alors contre eux un déchaînement universel. Leur attitude en présence de ce débordement d'injures et de haines fut, dit M. Morley « un des spectacles les plus admirables de notre histoire politique. » Dans ce triste moment, au milieu de la ruine complète de ses espérances, la pensée qui poursuivait Cobden et ne lui laissait pas de repos, c'était la façon indigne dont les électeurs de Manchester avaient traité M. Bright, l'ingratitude dont ils s'étaient rendus coupables envers celui qui avait tant fait pour eux. M. Bright, de son côté, sans ressentir l'indignation que son ami éprouvait pour lui, lui exposait dans une lettre empreinte d'une philosophie sereine, les raisons de leur échec; le jugement qu'il portait alors, au milieu de l'ardeur de la lutte, est encore aujourd'hui celui de l'historien impartial.

Quand plus tard, dans une occasion mémorable, l'Angleterre revint aux idées de Cobden et de M. Bright et s'y attacha avec autant de passion qu'elle les avait rejetées au moment de la guerre de Crimée, la modération des deux patriotes devant ce retour de la faveur publique fut aussi admirable que leur fortitude dans la disgrâce.

Deux grands triomphes ont signalé la vie de Cobden. L'année 1846 vit en Angleterre la victoire définitive de la liberté du commerce. L'année 1860 vit les principes du libre échange recevoir en France par le traité franco-anglais une première consécration officielle. En France comme en Angleterre, le grand ouvrier de l'œuvre fut Cobden. Mais en Angleterre, l'œuvre est restée solide; en France, elle est chancelante et toujours attaquée. Aucun homme sensé, en Angleterre, ne songe à remettre en question les résultats obtenus par la brillante campagne que soutint avec tant d'ardeur la Ligue contre les lois-céréales, de 1838-1846. On ne peut songer sans une profonde amertume que

l'Angleterre jouit depuis tant d'années des bienfaits de la liberté commerciale, et que la France en soit encore bien éloignée. La vieille lutte entre la protection et le libre échange est en France redevenue une question de politique pratique. Elle est aujourd'hui plus que jamais à l'ordre du jour. Les protectionnistes forment toujours un parti redoutable. Ils s'appuient sur la coalition des préjugés et des intérêts égoïstes ; ils ont réussi « à augmenter en moyenne de 25 p. 100 la généralité des droits de douane (1), » et ils se préparent à de nouvelles usurpations.

Il est vrai que de leur côté les libre échangistes ont senti la nécessité de s'unir pour défendre le bien-être national menacé par l'égoïsme des uns, l'apathie des autres. Ils ont formé une nouvelle Ligue anti-protectionniste, qui est devenue la Ligue contre l'Enchérissement du pain et de la viande. A Bordeaux, à Lyon, on commence à s'organiser contre le mouvement protectionniste. Ces efforts seront-ils couronnés de succès ? La France aura-t-elle un Cobden ? Bastiat écrivait un jour à l'homme d'État anglais qu'il souhaitait que son exemple suscitât en France un homme de génie. C'est un vœu que doivent toujours former tous ceux qui ont le plus à cœur les vrais intérêts de cette grande nation.

Nous ne méconnaissons pas d'ailleurs, que diverses conditions propices, qui ont favorisé le libre échange en Angleterre ne se retrouvent pas en France. Quand régnaient en Angleterre les lois-céréales, les grands propriétaires qui se partageaient le sol anglais, étaient à peu près les seuls à profiter des droits sur les grains. Les fermiers n'en tiraient que des avantages précaires. Le nombre était donc petit des hommes, qui avaient un intérêt positif au monopole du blé. Ce petit nombre mettait en relief l'iniquité commise au détriment de la masse. Ainsi les ouvriers des

(1) M. de Molinari. Manifeste de la Ligue (nov. 1884).

viles manufacturières, la classe considérable des journaliers agricoles devaient payer plus cher leur pain et celui de leurs enfants, pour grossir les rentes d'un duc de Richmond ou d'un duc de Buckingham ! Il y avait là un argument puissant, que les orateurs de la Ligue ne négligeaient pas ; leur véhémence dénonciation soulevait l'indignation populaire.

Autre est l'état des choses en France. La grande division de la propriété permet aux protectionnistes de s'y poser en défenseurs d'une nombreuse population agricole. Le protectionnisme est parvenu à répandre parmi les paysans la croyance, qu'ils ont intérêt à l'aggravation des droits sur les blés et sur les produits agricoles. Il s'est assuré ainsi de fidèles partisans dans les campagnes. En réalité, en France comme en Angleterre, la politique du monopole est une politique purement aristocratique. Elle favorise les grands propriétaires, qui seuls ont un intérêt réel aux lois de protection. Les petits propriétaires consomment une grande partie de ce qu'ils produisent ; sur ce qu'ils vendent, le gain que leur procure la protection est si minime, qu'en réalité il équivaut à rien. Bien loin de là ; on pourrait soutenir que la protection se résout pour eux en perte. Les tarifs de douane ont un contre-coup funeste sur l'industrie, contre-coup que la solidarité économique fait retomber sur les populations rurales. Mais enfin l'apparence est trompeuse. Pour quiconque ne va pas au fond des choses, les droits sur les blés paraissent être un encouragement à l'agriculture ; les électeurs ruraux votent pour les candidats qui promettent de les protéger. Ici comme toujours, c'est l'ignorance économique qui est la source du mal.

Nous remarquons encore une autre différence sensible entre la France et l'Angleterre. Le tempérament des libre échangistes français n'est pas du tout le même que celui des libre échangistes anglais. En France, les libre échangistes ne savent pas agir spontanément. Certes il en a

coûté de la peine pour mettre en mouvement les libre échangistes de l'Angleterre. C'a été l'honneur de Cobden, de M. Bright, de M. Villiers et de leurs fidèles associés. Personne ne connaît mieux et ne proclame plus haut que nous, ce que la nation anglaise a dû à l'activité personnelle de ces hommes de cœur. Admirables ont été leur dévouement et leur désintéressement. Il leur a fallu huit années d'efforts pour secouer le pays de sa torpeur, pour lui faire comprendre ses vrais intérêts, pour réunir un parti capable de triompher de la coalition de tous les monopoleurs.

Mais qu'auraient-ils pu sans les ressources pécuniaires qui ont été mises à leur disposition ? Ce qui a assuré le triomphe de leur Ligue, c'est qu'elle a obtenu l'appui énergique des intérêts puissants que la protection ruinait. Les manufacturiers de Manchester, les riches marchands du Lancashire et du Yorkshire ont compris bien vite, de 1838 à 1846, qu'il s'agissait de « risquer une partie de leur fortune pour sauver le reste » ; ils fournirent à la Ligue par leurs contributions volontaires de sérieux capitaux. C'est grâce à ces contributions, que la propagande du libre échange en Angleterre a pris un développement aussi considérable.

En France aussi, ils sont bien puissants les intérêts que menace la protection, mais combien peu actifs ! Les manufacturiers de Lyon, les négociants de Bordeaux et de Marseille, les représentants du commerce de Paris feraient sagement de s'imposer les sacrifices d'argent que Cobden recommandait comme nécessaires à ses concitoyens. Il y a des cas où la libéralité est une économie bien entendue.

Si la lutte du libre échange contre la protection en Angleterre a été longue et pénible ; si elle a exigé le concours d'un grand nombre de bonnes volontés et commandé beaucoup de sacrifices, en revanche elle est devenue une affaire nationale ; le libre échange une fois établi, l'a été pour

toujours. En France, en 1860, le souverain a tout fait. La volonté d'un seul homme a imposé et décrété du jour au lendemain la liberté commerciale; mais cette liberté n'a cessé depuis lors d'être précaire.

On peut suivre dans le livre de M. Morley les détails préparatoires du Traité de commerce de 1860, et voir avec quel mystère fut tramée cette révolution commerciale. Les négociateurs mettaient autant de secret dans leurs réunions que s'il s'était agi d'un conciliabule entre voleurs surveillés par la police.

M. Morley se donne beaucoup de peine pour établir « la moralité d'une négociation avec l'Empire. » Il a parfaitement raison de soutenir qu'aucun reproche ne s'attache à la mémoire de Cobden, pour avoir négocié avec un gouvernement qui, quel qu'en fût l'origine, était le gouvernement reconnu par la nation française. Les principes de Cobden lui dictaient une non-intervention morale, aussi bien que matérielle dans les affaires intérieures des autres nations. Il déclara un jour que s'il avait été Français, il se serait rangé dans la minorité, quelque faible qu'elle fût, des adversaires de Napoléon III, mais qu'étant Anglais, c'eût été de l'impertinence à lui de prétendre juger la conduite du peuple français, qui « pour des raisons à lui connues, a accepté l'autorité de l'Empereur (1). »

D'ailleurs, en traitant avec l'Empire, il suivait sa règle politique habituelle, qu'il n'est pas sage de perdre une occasion de faire une œuvre utile. En Angleterre, il était prêt à accepter une réforme du parti conservateur, aussi bien que du parti libéral. En France, la conscience des avantages immenses, que la liberté du commerce allait apporter à deux grandes nations, lui a fait fermer les yeux sur la façon dont ce progrès fut accompli. Cobden a remarqué avec admiration, que M. Rouher et Napoléon III ont

(1) 1792 et 1853. En trois lettres. — Cobden.

accompli en une heure, ce qu'il a fallu vingt ans pour obtenir en Angleterre. Oui, mais, nous le répétons, en Angleterre ce progrès, une fois acquis, a été définitif; en France, le traité anglo-français n'a pas été renouvelé et le protectionnisme est debout et triomphant.

M. Morley ne met-il tant d'ardeur à défendre la pureté des intentions de Cobden dans cette négociation, que parce qu'il n'approuve pas entièrement le panégyrique trop peu réservé, que Cobden fait en cette occasion des procédés de Napoléon III et de M. Rouher? Dans tous les cas, il écrivait un jour que la chute du second Empire a confirmé cette vérité, qu'on ne viole pas impunément « la moralité des choses. » Il nous a développé sur ce sujet le fond de sa pensée et toute sa théorie dans son traité *On compromise*. Il soutient, comme Stuart Mill, que pour les progrès à réaliser, pour les vices à réformer, pour l'infirmité humaine à redresser, il vaut mieux se fier à l'action lente de la liberté que de recourir à la loi pour cela. Il prend un exemple à la portée de tout le monde, l'ivrognerie : « Admettons qu'en passant une loi vous puissiez supprimer un vice; cette méthode a un singulier attrait pour les caractères impatientes. Et pourtant n'auriez-vous pas mieux fait de ne pas voter cette loi et de vous appliquer à améliorer les habitations de la classe la plus adonnée à la boisson, à lui fournir des amusements qui puissent rivaliser avec le cabaret, à développer l'instruction et ainsi de suite? Vous direz peut-être qu'on peut faire l'un et l'autre; mais l'histoire et l'expérience sont là pour prouver qu'on n'a jamais suivi le premier principe sans négliger le second, que les lois ascétiques dans l'intérêt de la vertu n'ont jamais été accompagnées d'autres lois ou d'autres efforts pour rendre la vertu plus facile. » Si M. Morley trouve dangereux d'imposer par une loi la sobriété, de même, et à plus forte raison, n'y a-t-il pas des inconvénients à imposer arbitrairement la liberté commerciale?

Il y a une unité admirable dans la vie de Cobden. Il travailla de toutes ses forces au bien général du pays, sans aucun retour sur lui-même. Depuis le jour où, au début de sa carrière, il refusait l'offre d'une position officielle dans le cabinet whig, refus qui lui valut les félicitations de Bastiat : « J'aurais voulu vous embrasser, mon cher Monsieur, » lui écrivait Bastiat, « quand vous m'avez appris par cette conduite que votre cœur est à la hauteur de votre intelligence, » — jusqu'à la veille de sa mort, où dans une lettre pleine de grandeur, il exposait à M. Gladstone les raisons qui l'empêchaient d'accepter un poste élevé, offert avec une affectueuse insistance, il resta fidèle à l'idéal du respect que se doit un citoyen, du *self-respect* civique. L'œuvre était à elle-même sa seule récompense ; sans ostentation, ni faste, avec une simplicité toute antique, il repoussait ce qui attire les esprits inférieurs, les récompenses, les titres, les places. Au fond, il y a bien une certaine fierté à ne pas se laisser enrégimenter, à ne pas vouloir accepter ce que tant d'autres recherchent. Mais quand on a conscience d'une valeur personnelle sérieuse, on sent que tout ce qui prétend la consacrer ne fait que la rabaisser.

Cobden avait conçu un vaste ensemble de réformes dont la liberté commerciale ne devait être que le point de départ. Toutes ses idées sont loin encore d'être réalisées. Il faudra bien des années avant que les compatriotes de Cobden se rapprochent de l'idéal de paix dont il s'était fait le défenseur le plus ardent. Les paniques auxquelles les Anglais sont sujets, que Cobden avait combattues par le raisonnement et le ridicule, n'ont pas cessé de se reproduire. Pour s'en convaincre, on n'a qu'à se rappeler l'alarme dont le projet du tunnel fut le prétexte, on n'a qu'à considérer le mouvement qui se produit aujourd'hui, sur l'initiative d'un journal radical, pour renforcer la flotte. Mais, comme le disait M. Bright à son ami : en présence des

énormes progrès jusqu'ici accomplis dans l'esprit public, qui oserait se laisser aller au découragement?

On a accusé Cobden d'avoir un idéal étroit, égoïste, indigne d'un homme libre. Son idée de génie, le prix moral qu'il attachait au bien-être, le système de progrès moral par l'aisance et de la vertu par la richesse, est ce qui a soulevé toutes ces accusations. Il n'y a rien, à notre gré, de plus insensé que le dédain stoïque de la *richesse*, quand il s'agit des masses. Comme le disait Bastiat : « Ce mot ne veut pas dire quelques écus de plus ; il signifie du pain pour ceux qui ont faim, des vêtements pour ceux qui ont froid, de l'éducation, de l'indépendance, de la dignité. » Pour Cobden, ce progrès matériel devait être suivi de bien d'autres progrès. Il n'a pu que mettre la main à la tâche, d'autres la continueront et l'achèveront.

Quelque précieux que soient les bienfaits que l'Angleterre doit à l'activité et au dévouement de Cobden, il a laissé à ses concitoyens et au monde entier un héritage plus précieux encore — par son exemple il a montré la voie qu'il faut suivre pour atteindre un degré de civilisation de plus en plus haut. Selon que les nations se rapprocheront ou s'éloigneront des principes qu'il a prêchés avec tant de foi, nous pouvons affirmer qu'elles se prépareront un avenir de prospérité et de progrès ou de ruine et de décadence.

SOPHIE RAFFALOVICH.

LA VIE DE RICHARD COBDEN

CHAPITRE PREMIER

PREMIÈRES ANNÉES

Heyshott est un petit hameau dans un coin solitaire de l'ouest de Sussex, sur une des collines qui s'élèvent comme des îles boisées dans la grande vallée de Weald. A peu de distance, les toits rouges de Midhurst dorment parmi les arbres, et des hauteurs voisines la vue s'étend sur les eaux étincelantes de la Manche. Le pays autour de Midhurst est parsemé de fermes et de petites propriétés; des groupes d'arbres au feuillage sombre tranchent sur l'espace vert des pâturages, puis viennent de vastes bruyères, les étangs qui brillent au soleil et les étendues jaunes ou blanches des terres en friche.

Ici, dans une vieille ferme, appelée Dunford, naquit Richard Cobden le 3 juin 1804. Il était le quatrième d'une famille de onze enfants. Ses ancêtres étaient des cultivateurs propriétaires (*yeomen*). On dit, et c'est vraisemblable, que l'on peut trouver le nom de Cobden dans les annales du district dès le quatorzième siècle. Les antiquaires du pays racontent qu'un Adam de Coppdene fut envoyé au Parlement par le bourg de Chichester en 1313. On parle d'un château de Cobden dans la neuvième

année du règne d'Édouard IV (1470). En 1562, on retrouve un William Cobden qui est géomètre arpenteur et qui mesure des terres sur la plaine de Westdean. Thomas Cobden, de Midhurst, contribua pour 25 livres à la somme qui fut réunie pour résister à l'Armada. Quand on leva l'impôt du foyer (*hearth money*) en 1670, Richard Cobden junior paya pour sept foyers sur les soixante-seize du district. Dans le registre électoral de 1734, un autre Richard Cobden se trouve au nombre des électeurs de la paroisse de Midhurst. L'opinion la plus générale, c'est que les Cobden s'établirent à Midhurst vers le dix-septième siècle, et qu'ils étaient les descendants des sir Adam et des sir Ralph d'autrefois.

Les cinq cents ans qui s'étaient écoulés depuis cette époque n'avaient pas accru la prospérité de la famille. Le grand-père de Cobden était un simple fermier. Il remplit pendant plusieurs années la place de bailli dans le bourg de Midhurst. Il mourut, en 1809, laissant un bien des plus modestes. Dunford fut vendu. William Cobden, le seul fils du bailli et le père de notre Richard, se retira dans une autre ferme, moins importante, près de Midhurst. C'était le meilleur des hommes, doux et affectueux, mais sans la moindre énergie pratique. Honnête et intègre, il lui était impossible de douter de l'honnêteté ou de l'intégrité des autres. Il se laissait tromper sans le savoir et n'avait pas assez de force de caractère pour ressaisir la fortune qui lui échappait. La pauvreté, sombre manteau, pesa sur toute sa vie. Sa femme, la mère de Richard Cobden, avait porté avant son mariage le gracieux nom de Millicent Amber. Elle avait le bon sens, la sagacité, la fermeté qui manquaient à son bon mais faible mari; malheureusement le courage de la femme en pareil cas ne peut guère suppléer au manque d'esprit de ressource chez le mari.

En ce moment, la situation économique générale était favorable à un cultivateur tel que William Cobden. La guerre et la disette, qui plongeaient le reste du pays dans la détresse, répandaient une pluie d'or sur les fermiers et les propriétaires. Pendant les cinq années que William Cobden resta à Guillard's Oak (1809-13), le prix du blé en moyenne s'éleva à 5 livres (125 fr.) le quarter (1) ». Malgré les dîmes, les impôts de guerre et l'énorme

(1) Cette mesure équivaut à 2 hectol., 907 de blé.

taxe des pauvres, les propriétaires touchaient des rentes royales, et les fermiers obtenaient des bénéfices considérables. Nous ne savons ce que fit William Cobden pendant cette période de prospérité. Après la récolte de 1813, la perspective de la paix mit un terme à la hausse artificielle du blé. Insolvabilité et saisie devinrent des mots familiers dans les fermes où, quelques mois auparavant, on se réjouissait dans l'abondance.

William Cobden n'était pas homme à se tirer d'un désastre financier. En 1814, il vendit sa ferme, il se transporta d'un endroit dans un autre, jusqu'à ce qu'enfin il s'établît à Westmeon, dans le Hampshire, près d'Alton. Ses voisins étaient aussi malheureux que lui, et Richard Cobden put dire plus tard que, lors de son retour dans son pays natal, tous ses anciens camarades étaient devenus des journaliers ; quelques-uns même cassaient des pierres sur les routes.

Des parents de William Cobden et de sa femme se chargèrent de l'éducation de leurs enfants. Moins heureux que ses frères, Richard dut quitter la petite école de Midhurst ; il abandonna les moutons de la ferme qu'il aimait à garder, et fut envoyé par un beau-frère de sa mère, marchand de Londres, dans une pension du comté de York. Il y resta cinq ans. Ce fut une époque sombre et désolée, dont le souvenir même resta une souffrance pour lui. Vingt ans plus tard, le génie puissant et le style coloré de Dickens rendirent aussi familières à l'Angleterre la férocité brutale de Squeers, les horreurs de Dotheboys Hall que les scènes les plus connues de Shakespeare. C'est dans une école semblable que Cobden fut enfermé. De dix à quinze ans le pauvre enfant fut mal nourri et maltraité ; il n'apprit rien ; il ne vit ni parents ni amis. Une fois tous les trois mois on lui permettait d'exprimer ses sentiments dans le style officiel d'une lettre telle que celle-ci :

25 mars 1817.

HONORÉS PARENTS,

Vous ne pouvez savoir la joie que j'éprouve d'avoir le plaisir de m'adresser de nouveau à mes parents. Quoique la distance entre nous soit si grande, je puis vous envoyer ma lettre sans frais. Voici trois ans que nous sommes séparés, et je vous assure que je pense avec plus de satisfaction à ces trois ans qu'à toute autre époque de ma vie. Je vous remercie de m'avoir procuré une instruction qui me

permettra de gagner ma vie d'une façon honorable, quand j'aurai à me tirer d'affaire dans le monde.

Il y avait là une parodie cruelle et révoltante de l'éducation. Cette parodie se termina en 1819. L'oncle de Cobden le fit entrer comme commis dans son entrepôt de *Old Change*. Tout d'abord, les rapports entre l'oncle et le neveu furent assez tendus. Rien n'est plus difficile que d'obliger et d'avoir des obligations. L'oncle et la tante de Cobden s'attendaient non à de la reconnaissance, mais à de la servilité et, selon les propres mots de Cobden, « ils lui infligeaient plutôt qu'ils ne lui accordaient leurs bontés. » Ils le blâmaient sévèrement de ce qu'il se levait de bonne heure pour apprendre le français ; ils regardaient son goût pour les livres comme de mauvais augure pour son succès dans les affaires. La situation devint intolérable. En 1822, Cobden accepta l'offre d'une place dans une maison de Gand, qui lui promettait des avantages considérables. Son père n'approuva pas son projet. Richard Cobden se soumit au désir paternel et resta chez son oncle. Il arrive souvent que ceux qui ont échoué dans leur propre carrière, faute d'énergie, sont toujours prêts à arrêter et à blâmer l'essor de caractères plus entreprenants.

Les lettres de William Cobden sont imprégnées d'un doux sentiment de famille, qui est plus français qu'anglais. Le seul chagrin véritable que la pauvreté lui fit éprouver semble avoir été le regret de ne pouvoir réunir tous les siens autour de lui. Son fils aîné, Frédéric, passa plusieurs années aux États-Unis. William Cobden ne cessa de le presser de revenir. En 1824, il revit ce fils, qui n'avait guère amélioré sa situation pendant son absence, et à qui la fortune se montra constamment rebelle. L'affection la plus profonde régnait entre Richard et Frédéric Cobden, et quand Richard se fixa à Londres, les rapports entre les deux frères étaient fréquents et amicaux. Richard avait trois frères plus jeunes : Charles, Miles et Henry. Dès que Richard Cobden gagna quelque chose, il se montra un père pour eux. Il fit tout son possible pour égayer la pauvreté de la maison paternelle à Westmeon. Quand il avait un congé, il venait le passer avec sa famille. Un panier, aussi bien rempli que le lui permettait l'état de sa bourse, ne manquait pas d'arriver à Noël.

Le dimanche, en été, il n'avait pas de plus grand plaisir que de rencontrer son père dans quelque auberge sur les vastes plaines de Surrey, à mi-chemin entre Alton et la capitale. Un petit livre de dépense, relié en parchemin, qui remonte à cette époque, nous montre Cobden apprenant à danser et à boxer, jouant aux cartes, allant aux Vauxhall Gardens, fréquentant le théâtre pour entendre Charles Mathews, achetant le traité de Brougham sur l'Éducation populaire, les Essais de Franklin et Child Harold. Les sommes sont bien minimes, mais un doux esprit semble se dégager de l'écriture pâlie et du français gauche dont Cobden se servait, quand nous lisons ses petits cadeaux à son père et à ses frères, et qu'il a dépensé : *charité, 1 shilling; — donné un pauvre garçon, 1 penny; — un pauvre garçon, 2 pence.*

Un grand chagrin ne tarda pas à frapper toute la famille. La mère de Richard soigna pendant une épidémie l'enfant malade d'un voisin; elle prit la fièvre et mourut à l'âge de quarante-huit ans. « Notre douleur serait une torture », écrivait Frédéric Cobden à son père, « si en songeant à notre conduite envers cette chère âme, nous pouvions nous rappeler une occasion où nous lui aurions fait de la peine volontairement. » Il semble qu'ils avaient le droit de se consoler avec cette douce pensée.

Ce fut la même année où Cobden fit cette perte douloureuse, qu'il obtint de l'avancement dans sa carrière. Son énergie, sa bonne humeur, son habileté avaient triomphé du mauvais vouloir de son oncle. Il avait gagné la confiance de tous ses chefs. De simple commis, il devint commis-voyageur. Nous pouvons sourire de la joie que lui causa cette promotion, mais tout est relatif, et on peut éprouver tout autant de satisfaction d'un avancement dans la hiérarchie industrielle qu'en d'autres hiérarchies plus brillantes. Le caractère de Cobden s'adaptait admirablement à ses nouvelles occupations. En encaissant les factures et en sollicitant des commandes d'indiennes et de calicots, il déployait dans une humble sphère les rares qualités d'énergie et de sociabilité qui firent de lui plus tard le plus actif et le plus persuasif des hommes d'État. La vie de commis-voyageur permettait à Cobden de satisfaire sa passion dominante, un désir insatiable de connaître le monde et son train d'affaires. Les hommes célèbres, qui devinrent ses amis dans la suite, sont d'accord pour déclarer,

qu'ils n'ont jamais connu personne en qui le désir de savoir et d'apprendre fût si puissant. Ce n'était pas une curiosité enfantine et superficielle. Ce n'était pas le sec étalage d'un statisticien qui dresse ses tables. Ce n'était pas une érudition de livres, parce que Cobden sentait que ce qui vaut le plus la peine d'être connu ne se trouve pas dans les livres. Ce n'était pas pas enfin la curiosité d'une intelligence spéculative ; et pourtant nous verrons que les connaissances si ardemment cherchées se groupèrent chez lui autour d'un ensemble de théories, et l'amènèrent à une conception philosophique du monde moderne.

Les connaissances que l'on peut acquérir dans les diligences et dans les chambres des hôtels de province sont assez mesquines, mais d'un autre côté elles sont variées, fraîches et ont une valeur pratique. Le contact avec une telle diversité d'intérêts et de caractères convenait à l'activité et à l'indépendance d'esprit de Cobden. C'était la seule éducation que les circonstances lui avaient permise. Les lettres écrites par lui à cette époque révèlent déjà l'art de lire les caractères et l'indulgence pour les faiblesses d'autrui, qui distinguèrent Cobden dans sa vie politique. Il ne laissait pas plus échapper les petites choses que les grandes. A peine était-il âgé de vingt et un ans, et déjà il avait le sens des grands faits sociaux, qui sont bien plus importants à observer que les paysages et les sites pittoresques, et qui pourtant n'existent guère d'habitude pour la jeunesse, soit qu'elle lise, soit qu'elle voyage.

La première fois qu'il est en Irlande (sept. 1825) il écrit à son frère, en quittant Dublin :

Les misérables habitations de la route rappellent au voyageur qu'il se trouve dans le pays de la pauvreté, de l'ignorance et du mauvais gouvernement. Je passai par une province qui est relativement aisée, et pourtant c'était un spectacle lamentable. Il n'y a pas, paraît-il, de classe moyenne en Irlande. On y voit des riches ou des malheureux dans la plus grande misère. En traversant quelques assemblages de huttes qu'on appelle villes, j'ai aperçu le cochon mangeant dans la même chambre que la famille. On m'a dit qu'il y dormait aussi. Bas et souliers sont des objets de luxe auxquels peu d'hommes ou de femmes aspirent. Les chaumières sont faites de boue et quelquefois de pierre. Le plus souvent elles n'ont pas de vitres, et elles contiennent rarement plus d'une chambre, qui sert jour et nuit aux paysans et à leur cochon.

D'Irlande, Cobden se rendit en Écosse, et dans une lettre écrite au mois de février 1826, il se félicite d'avoir eu la bonne fortune, en flânant dans la *court of Session* d'apercevoir Jeffrey, Cockburn et sir Walter Scott. On ne peut nommer le dernier et le plus grand des trois, sans remarquer que Cobden le vit trois semaines après le « terrible 17 janvier », où Scott se trouva entraîné dans une ruine complète et irréparable.

A ce moment sévissait dans toute sa force une de ces crises financières qui s'abattent sur le pays à certaines époques comme des tempêtes périodiques. Ceux dont l'intelligence était ouverte à ce qui se passait autour d'eux, n'oublièrent jamais les désastres de 1825 et 1826. L'ouragan qui balaya la prospérité de Walter Scott entraîna l'humble destinée de Cobden dans une catastrophe moins retentissante. La maison à laquelle il était attaché fit faillite avec des milliers d'autres entreprises (fév. 1826). Cobden dut passer quelque temps dans un loisir forcé à Westmeon.

Une gêne encore plus étroite régnait dans la maison paternelle. Ce n'était pas un endroit sur lequel le soleil souriait quand le reste du ciel était gris. Les différents membres de la famille se soutenaient au milieu d'embrassades mesquines par leur affection mutuelle; leurs voisins les regardaient avec une sympathie profonde, mais impuissante. Pourtant, quelque étrange que cela paraisse, ils n'étaient pas très malheureux. Ils étaient doués d'un naturel que les inquiétudes ne pouvaient accabler. Au moment où les circonstances étaient le plus tristes, Richard Cobden passa de gaies journées, avec une de ses sœurs, dans l'île de Wight, parmi des parents à Chichester et ailleurs.

Ce fut un bonheur pour les siens qu'il pût mettre à leur service les ressources de son esprit actif. Il était évident qu'une plus grande ville que Westmeon offrirait plus de moyens d'existence. On finit par se décider à émigrer à Farnham, célèbre par ses jardins de houblon, son beau palais épiscopal et le souvenir de deux des meilleurs prosateurs anglais, William Cobbett, le fils d'un laboureur de Farnham, et Jonathan Swift, qui avait été le secrétaire de sir William Temple à Moor Park, à peu de distance de la ville. Songeant moins à toutes ces particularités qu'au problème éternel de gagner son pain et de trouver un abri, William Cobden s'établit à Farnham au commencement de 1827.

Cependant Richard Cobden avait trouvé une situation à Londres, dans l'entrepôt de Partridge et Price. Pendant sept ans, M. Partridge avait été un des chefs de Cobden dans la maison qui avait fait faillite. Il s'était remis dans les affaires avec un nouvel associé. Il avait pu apprécier la capacité de Cobden et il se l'attacha, non sans avoir débattu pour obtenir ses services au moindre prix possible.

En septembre 1826, Cobden se trouva de nouveau sur la grand' route, avec des échantillons d'indienne et de calicot. Il travailla activement pendant deux ans. Il faisait en moyenne quarante milles (13 lieues environ) par jour. C'était beaucoup à cette époque, quand on commençait à peine à construire le chemin de fer de Manchester à Liverpool.

Deux ans plus tard Cobden prit une résolution importante. Il se décida à s'établir avec deux de ses amis, qui étaient dans la même branche de commerce ; ils devaient travailler à eux trois pour leur propre compte. Le projet des trois jeunes gens était d'aller à Manchester et de s'entendre avec une maison considérable d'imprimeurs d'indiennes pour vendre ses produits en commission. Plus de la moitié de leur petit capital était emprunté. Cobden était allé chez M. Lewis, du célèbre établissement de Regent Street, lui avait exposé ses idées et lui avait demandé un prêt. L'éloquence de Cobden convainquit M. Lewis, qui fit une certaine avance, à laquelle vint s'ajouter une somme prêtée par un ami.

Bien des années plus tard, Cobden écrivait :

A mon début dans les affaires, je m'associé à deux jeunes gens ; nous possédions à peine mille livres (25,000 francs), et plus de la moitié nous avait été prêtée. Nous étions montés tous les trois dans la diligence, *Peveil of the Peak*, qui nous conduisit de Londres à Manchester en vingt heures. C'était une vitesse merveilleuse pour l'époque. Arrivés à Manchester, notre ignorance touchant les établissements de cette ville était telle, qu'il nous fallut chercher dans un livre d'adresses la liste des imprimeurs d'indiennes. Nous connaissions ce commerce, et nous étions certains que ces négociants nous feraient crédit. Pourquoi ? parce que nous pouvions leur donner la preuve que la connaissance que nous avions du marché de Londres, nos relations nombreuses, notre goût supérieur dans le choix des dessins, nous assuraient le succès. Nous nous adressâmes à Fort

brothers et C^{ie}, une riche maison, et nous racontâmes notre histoire honnêtement, sans rien cacher. En 1832, nous leur devions 40,000 livres (1 million de francs) pour des produits qu'ils nous avaient envoyés à Watling Street, sans avoir d'autre garantie que notre caractère et notre connaissance des affaires. Je leur ai souvent parlé depuis cette époque de la confiance qu'ils avaient témoignée à des gens qui avouaient ne pas posséder 200 livres chacun. Ils m'ont répondu qu'ils préféreraient se fier à des jeunes gens capables, ayant des relations, plutôt qu'à des hommes disposant d'un plus grand capital, mais sans ces avantages. Ils avaient agi avec succès d'après ces principes, dans toutes les parties du monde.

Ce passage se trouve dans une lettre écrite par Cobden, pour exprimer sa ferme opinion, que le plus souvent « le caractère, l'expérience, les relations de l'emprunteur, son habileté probable à mettre tout cela en œuvre pèsent d'un plus grand poids sur le capitaliste, que quelques milliers de livres de plus ou de moins qu'on peut posséder. » Le tempérament de Cobden le portait peut-être à pousser trop loin cette vérité, mais pour le moment la fortune lui souriait.

Depuis que nous sommes ici, écrivait Cobden de Manchester, avant que tout ne fût réglé, nous avons été en suspens. Cela vous amuserait de nous voir un seul jour. Oh! quels changements d'humeur! Tantôt nous ne faisons que rire et plaisanter, tantôt nous sommes muets comme des poissons et graves comme des hiboux. Pour être juste, je dois avouer que nos lamentations ne durent jamais cinq minutes.

A une ardente inquiétude pour le succès de l'entreprise, se joignaient les modestes espérances d'un profit, dont le tiers devait atteindre 800 livres par an. Cobden se faisait une joie de faire partager sa bonne fortune à sa famille.

Je vous connais assez, écrivait-il à son frère Frédéric, pour sentir combien mes intérêts vous tiennent au cœur, et je serais injuste envers moi-même si je ne vous disais que je n'ai pas d'ambition, ni de projet dont vous soyez exclu. La fortune, avec son caprice habituel, s'est tournée vers celui qui le mérite le moins, mais nous réparerons sa faute cette fois-ci, et j'insiste pour que dorénavant vous vous regardiez comme associé avec moi à toutes ses faveurs.

(21 septembre 1828).

Ce n'étaient pas de vaines paroles, mais une résolution bien arrêtée, que Cobden exécuta jusqu'à son dernier jour.

CHAPITRE II

PROGRÈS COMMERCIAL ET INTELLECTUEL

Il n'y avait pas beaucoup de mois depuis que Cobden s'était embarqué dans la nouvelle entreprise, et son esprit actif enfantait de nouveaux projets. L'arrangement conclu avec la maison Fort avait parfaitement réussi. Les imprimeurs d'indiennes du Lancashire envoyaient leurs produits à l'entrepôt de Cobden et de ses deux associés dans Watling Street à Londres. La commission sur la vente de ces marchandises permit à la modeste entreprise de vivre et même de prospérer de 1829 à 1831. En 1831, les associés résolurent d'étendre leurs opérations et d'imprimer eux-mêmes leurs tissus. Ce commerce venait de subir une modification considérable. Ces marchandises avaient supporté jusqu'à un droit des plus lourds, qui s'élevait à 50, 60 et même 100 p. 100 de la valeur ; ce qui rendait cet impôt encore plus intolérable, c'est la façon capricieuse dont il était établi. Les laines et les soies en étaient affranchies, tandis que les cotonnades étaient accablées d'un droit qui doublait parfois le prix de vente. Comme il arrive toujours, un impôt aussi excessif entraînait un système de fraude. Il n'est pas étonnant que le commerce restât stationnaire, de 1825 à 1830. Les imprimeurs d'indiennes du Lancashire ne cessèrent d'*agiter* pour obtenir l'abolition du droit qui les ruinait. Ils réussirent : l'impôt disparut en 1831, et en 1841 le commerce des indiennes avait doublé.

Ce grand changement facilitait la nouvelle entreprise de Cobden et de ses associés. La maison Fort possédait à Sabden, un village dans une vallée reculée du Lancashire, une vieille manufacture, où elle imprimait des indiennes. Cobden et ses amis l'achetèrent.

L'imagination de Cobden avait été frappée par la vie active de la province, à laquelle son nom devait rester associé. « Man-

chester est l'endroit pour les hommes d'affaires et d'initiative », écrit-il avec enthousiasme. Sa plume prend une animation triomphante quand il décrit le mouvement des rues, l'originalité du dialecte, l'abondance des capitaux, les vétérans de l'industrie avec 100,000 livres dans chaque poche, que l'on pouvait voir tous les soirs fumant leur pipe d'argile et buvant de l'eau-de-vie dans quelque salle d'auberge. Il déclarait que s'il se trouvait sans autre ressource que son expérience, dans le Lancashire, il gagnerait une fortune, et ainsi de suite, avec une confiance que lui-même appelait napoléonienne.

Je suis plein de sollicitude pour votre prospérité, écrivait-il à son frère (30 janvier 1832), je voudrais vous faire partager les sentiments à la Bonaparte dont je suis animé : la conviction que je triompherai de tous les obstacles. Tout est perdu si vous vous laissez aller au découragement dont vous m'avez parlé dernièrement. Dame Fortune, comme toutes les belles, aime qu'on lui fasse la cour d'un air gai et confiant. Il faut que vous éleviez la voix quand il s'agit de vos intérêts, et que vous ne cédiez pas à l'indifférence quand votre cause est juste et n'a besoin que d'être soutenue avec ardeur.

Dans une autre lettre à son frère (12 avril 1832) il décrit ses projets commerciaux comme étant sûrs pour le présent et ouvrant un horizon presque sans limite à son ambition.

Quelquefois le sentiment de l'ambition me domine au point de me harasser jour et nuit, et pourtant si je me demande quel est l'objet de mes désirs, je ne puis trouver une réponse satisfaisante. Ce n'est certainement pas l'argent ; j'éprouve pour lui un dédain qui est tout à fait dangereux. J'ai rarement une livre dans la poche, et j'ai été deux fois chez Whalley sans avoir sur moi de quoi payer mes dépenses. Je ne crois pas que la possession de millions changerait beaucoup à mes habitudes.

Avec un tempérament aussi exubérant, les moments de réaction étaient inévitables, mais ils ne duraient guère. Dans une de ses lettres à son frère, il écrit :

Je sais que je dois m'élever rapidement, si je ne suis arrêté. Une autre lettre lamentable de la pauvre M... (une de ses sœurs) m'est arrivée hier. C'est la seule épreuve de ma vie que je ne pourrais traverser de nouveau : elle m'enverrait à Bedlam. Eh bien ! j'oublie le passé en songeant à l'avenir, mais Dieu sait si l'avenir ne me

trompera pas. Je vous avoue que je suis souvent découragé et que j'ai besoin de votre concours, ou le ciel sait ce que deviendront mes beaux châteaux en l'air. Apportez-moi *du courage, du courage, du courage.*

Peu d'hommes, au début de leur carrière, eurent à lutter contre tant d'obstacles que Cobden. Sa famille était toujours ballottée d'un endroit à l'autre par la mauvaise fortune. En 1829, Frédéric Cobden s'était établi marchand à Barnet. Il ne fut pas plus heureux que dans ses entreprises précédentes. William Cobden, dont les affaires n'allaient pas mieux, quitta Farnham et vint vivre avec son fils à Barnet. Il put du moins s'y donner le plaisir de regarder passer chaque jour cent vingt diligences, qui se croisaient sur la grand' route du Nord. C'était un de ses goûts. Rien ne lui réussissait. Il perdit la même année (1830) un fils et une fille. Frédéric tomba malade, perdit l'argent de son frère, et son courage l'abandonna.

Richard Cobden avait de l'énergie pour toute sa famille. Il pria son frère de venir auprès de lui à Manchester, où il avait acheté une maison. Gillet et Sheriff conduisaient les affaires dans l'entrepôt de Londres; M. George Foster, qui avait été directeur chez les Fort, était associé à l'entreprise et dirigeait les travaux à Sabden.

C'est à Sabden que nous voyons pour la première fois Cobden prendre en main d'autres intérêts que les siens ou ceux de sa famille. Là, une petite école bâtie en pierre est le premier monument de cet esprit public ardent, qui devait répandre une telle prospérité dans son pays et contribuer à la civilisation du globe. A Sabden, en 1832, les travaux d'imprimerie d'indiennes occupaient six cents ouvriers, et pourtant il n'y avait ni école ni église. Une petite chapelle baptiste, desservie sans régularité, mettait seule en communication avec la grande tradition religieuse ce troupeau isolé. Les travailleurs jouissaient de la plus grande indépendance envers leurs patrons. Ils quittaient leur travail quand il leur plaisait, sans demander de permission; ils allaient, pendant des semaines entières, boire dans quelque ville voisine, d'où ils auraient été honteux de revenir avant d'avoir vidé leur poche de leur dernier sou. Si l'on s'occupait peu de religion à Sabden, on s'y intéressait beaucoup à la

politique. Une légende locale raconte que M. Foster, un libéral éclairé et intelligent, avec la bonne vieille foi dans la liberté, la justice et le progrès, conduisit les ardents électeurs de Sabden à Clitheroé, pour la première élection après le *Reform Act*; il les ramena chez eux sans qu'ils se soient arrêtés dans les cabarets de Clitheroé; ils se rafraîchirent à une source dans la montagne. Mais la politique de Sabden n'était pas toujours aussi judicieuse.

C'est dans ce petit coin que Cobden commença sa carrière d'agitateur, pour une cause à laquelle toute l'Angleterre s'est ralliée. Ses premiers discours furent prononcés à Clitheroé, sur l'éducation de la jeunesse, et une de ses premières lettres sur une question d'intérêt public est une note indiquant les arrangements pour une exposition de vingt enfants d'une école de Manchester, qui devaient servir d'exemple à un pays moins avancé. Il se jeta avec autant d'enthousiasme dans la direction de cette exposition d'écoliers, qu'il en mit plus tard aux affaires les plus importantes. Son associé était un collègue digne de lui.

Vous avez le droit, lui écrivait Cobden, de vous féliciter du mouvement qui se prononce en faveur de l'école de Sabden. On ne sait jamais jusqu'à quel point une action philanthropique peut s'étendre, parce que les fondations utiles se multiplient et continuent à produire des fruits longtemps après que vous avez cessé de veiller à leur développement. J'ai toujours été d'avis que les bons exemples ont plus d'influence que les mauvais, et cette opinion confirme mes espérances d'amélioration générale et permanente. Voyez comme le mal est passager, combien peu on doit en craindre la perpétuité; tandis que le bien ou la vertu, par la seule force de l'exemple, par sa nature même, doit grandir et se développer! Je crois que vous pouvez acquérir le grand honneur de faire de Sabden un foyer de lumière qui éclairera toute la région et portera la civilisation dans les villes qui auraient dû donner l'exemple à notre village; quand vous aurez recruté dans vos troupes d'enfants un corps volontaire d'écoliers pour aller apprendre toute la tactique de notre système d'enseignement aux gens de Clitheroé, vous offrirez de rendre le même service gratis aux bonnes gens de Padiham. Faites cette proposition d'une façon officielle aux personnes les plus considérables de l'endroit et des environs, qui devront se donner la peine d'agir par elles-mêmes et qui apprendront en même temps par vos instructions ce qu'elles doivent faire. *Il y a beaucoup d'hommes bien intentionnés*

dans ce monde qui ne sont pas aussi utiles qu'ils pourraient l'être, faute de savoir comment s'y prendre.

(A. M. G. Foster, 14 avril 1836.)

La perception de cette vérité, unie à une énergie infatigable, est le secret d'une partie importante des succès de Cobden. C'est ce qui, joint à son intelligence ouverte, lui donnait tant de force.

Vous me dites, écrivait-il à son associé, de prendre mon temps et de me mettre à l'aise, mais je crains que le repos ne soit pas mon lot. J'y rêve parfois, mais je me rappelle le vers de Byron :

Le repos est un enfer pour les esprits actifs;

et j'ai peur que dans mon cas il n'ait raison.

Mais ce besoin d'activité ne dégénéra jamais en ce fracas stérile que tant de gens prennent pour de l'énergie pratique. Son enthousiasme ardent pour un but public était modéré par une sage patience quant aux moyens.

Ce qui surprend dans les lettres écrites par Cobden de 1833 à 1836, c'est la rapidité avec laquelle son caractère se forme et mûrit. Nous passons d'un bond de l'égoïsme naturel et salutaire d'un jeune homme qui doit gagner sa vie, aux intérêts plus larges et à l'esprit public d'un bon citoyen. Son premier désir fut d'apprendre. A un moment où l'on aurait pu lui pardonner de ne penser qu'à l'argent et aux indiennes, il sentit la nécessité de l'instruction, de l'instruction comme instrument, non comme objet de luxe.

Quand il était plongé dans les premières inquiétudes de sa nouvelle entreprise à Manchester, il écrivait à son frère, à Londres :

Septembre 1832.

Ne pourrions-nous pas cet hiver apprendre un peu de mathématiques? Passez chez Longmans et regardez dans le catalogue; je pense que vous y trouverez une publication élémentaire qui pourrait nous aider. J'ai un grand désir de savoir un peu de latin, et six mois me suffiront, si j'ai des livres. Avez-vous assez de persévérance pour continuer? Je crois que j'en aurai. Écrivez-moi. Je désire que Henri prenne des leçons d'espagnol cet hiver; c'est une des langues les

plus utiles pour le commerce; les deux Amériques seront nos meilleurs clients, malgré les tarifs.

Cobden avait commencé à écrire de bonne heure. Sa première tentative fut une pièce appelée *le Phrénologue*. Cobden l'offrit au directeur du théâtre de Covent Garden, qui la refusa, « heureusement pour moi », disait Cobden, « car s'il l'avait acceptée, j'aurais été un vagabond toute ma vie. » Une autre comédie existe encore en manuscrit, mais elle n'a aucun mérite. Le premier écrit politique de Cobden consiste dans une série de lettres anonymes publiées dans un journal de Manchester sur l'*incorporation* du bourg. Mais ce fut le pamphlet de 1835, *Angleterre, Irlande et Amérique*, qui révéla le talent de l'écrivain. Nous reparlerons dans un autre chapitre des tendances politiques de cet écrit. Nous le citons pour montrer quelle direction avaient prise les études de Cobden. Les allusions que l'on trouve dans ce pamphlet et dans celui de l'année suivante, témoignent que l'auteur, après s'être établi à Manchester en 1832, s'était familiarisé avec l'*humour* grandiose de Cervantès, la gaieté naturelle de Lesage, la douceur de Spenser, la majesté de Burke, et qu'il avait acquis une connaissance sérieuse de l'histoire de l'Europe dans le passé, ainsi que de ses forces actives dans le présent. Un de ceux qui connaissaient intimement Cobden à cette époque me dit que, lorsqu'il écrivait et qu'il parlait, il *allait toujours jusqu'au fond de ses connaissances*. Ce qui veut dire, je crois, que Cobden avait un don particulier d'employer tout ce qu'il savait pour donner de la force ou de l'agrément à ses arguments. On s'en aperçoit, en lisant les pamphlets et les discours de Cobden. Il avait l'esprit si vivant et si aigu, qu'avec des moyens d'instruction médiocre, il pénétrait plus avant dans une question que d'autres qui avaient une préparation bien plus considérable.

Cobden comprit de bonne heure que les voyages lui seraient très utiles. Il quitta l'Angleterre, au mois de juillet 1833; il s'arrêta à Paris, où il venait chercher des dessins pour sa fabrique. Il ne resta pas assez longtemps pour que ses idées sur la France méritent d'être indiquées ici. Il n'alla pas au delà de l'impression commune aux Anglais, que les Français sont une

nation de grands enfants, mais il décrit la vie de Paris dans une phrase heureuse, comme « du plaisir sans ostentation ».

L'année suivante, il voyagea en Suisse. Les forêts et les montagnes le remplirent d'admiration et d'enthousiasme. Bien des années plus tard, un ami sur le point d'aller aux États-Unis lui demanda s'il devait s'écarter de sa route pour voir la chute du Niagara.

Assurément, répondit Cobden. Il y a deux états sublimes dans la nature, celui du repos et celui du mouvement. Le sublime du repos est une vue lointaine des Alpes, le sublime du mouvement est le Niagara.

Tout en sentant profondément les beautés glorieuses de la nature inanimée, c'est un trait caractéristique de sa juste appréciation des choses qu'après avoir parlé du paysage suisse, il dit à son frère « *qu'encore mieux* » il a fait la connaissance de gens qui pouvaient lui donner des informations sur la vie et les institutions du pays.

L'enthousiasme et la foi sociale de Cobden le portaient plutôt vers les États-Unis que vers la Suisse; après avoir publié son pamphlet, en 1835, il résolut de voir par lui-même ce pays de promesses illimitées. Les affaires allaient bien, et ses associés, tout en pensant qu'il ferait mieux de rester chez lui à surveiller les intérêts communs, le laissèrent partir.

Son père était mort le 15 juin 1833. Quand Frédéric Cobden rejoignit son frère à Manchester, le vieillard alla vivre avec ses filles à Londres. Il ne put supporter le changement. La campagne, qu'il avait tant aimée, lui manquait. Sa santé s'altéra. On le transporta peu avant sa mort à Droxford, mais il était trop tard. Pendant les derniers mois d'une existence qui aurait été bien triste sans la consolation de la famille, il avait joui de la prospérité de son fils. C'est un des éléments les plus amers dans l'ironie de la vie humaine, que les yeux fatigués, auxquels le succès d'un fils aurait apporté la joie la plus pure, se ferment si souvent avant que le succès ne soit venu.

CHAPITRE III

VOYAGES DANS L'OUEST ET L'EST

Le 1^{er} mai 1835, Cobden quitta Manchester, s'embarqua sur la *Britannia*, et, après un voyage orageux de plus de cinq semaines, arriva à New-York le 7 juin. Il rencontra sur le quai son frère Henry, qui était parti pour l'Amérique peu de temps auparavant. Cobden commence la description de son voyage par cette exclamation : « Quelle beauté présentera la baie intérieure de New-York, quand la richesse et le commerce se seront unis pour l'embellir ! » Écrivant à son frère, il exprime sa joie de se trouver dans un pays, « sur le sol duquel j'espère que se réaliseront quelques-uns de ces rêves de progrès, sinon de perfection, avec lesquels j'aime à me consoler. »

Il n'est pas nécessaire de suivre l'itinéraire des trente-sept jours que Cobden passa aux États-Unis. Il visita les principales villes de l'Est, mais n'alla pas plus loin dans l'Ouest que Buffalo et Pittsburg. Sa curiosité et sa faculté d'observation étaient aussi alertes et variées que jamais ; il notait tout, depuis les salaires, la qualité de la terre, jusqu'à la rapidité des chevaux. « Un compagnon », dit-il, « qui portait des lunettes d'or, parlait du goût, me questionna sur Bulwer, lady Blessington et le duc de Devonshire ; mais il mâchait du tabac et ne faisait que cracher par la fenêtre. » La bonne humeur de Cobden égalait celle des Américains, dont la force de résistance, au milieu des petites tribulations de chemin de fer ou de la vie d'hôtel, excite l'admiration des Européens.

Cobden résume ses impressions dans une longue lettre à son frère :

Mon voyage a été vraiment un voyage de plaisir : sans exception et sans interruption, j'ai joui du temps trop court qui m'était ac-

cordé pour voir ce pays magnifique. On n'a pas rendu justice au splendide décor du paysage de l'Amérique. Ses lacs, ses rivières, ses forêts et surtout ses cataractes, sont bien à elle. Quand je pense comme tout cela est supérieur à ce que nous possédons dans le vieux monde, et que je me rappelle que, par la volonté mystérieuse de leur créateur, ces beautés ont été cachées aux regards des civilisés jusqu'aux temps modernes, la pensée bizarre me vient que le continent occidental a été créé plus tard, comme un spécimen plus parfait de la nature. Mais alors comment s'expliquer la dégénérescence de la forme humaine sur cette terre qui produit tout en grand? Les hommes sont de tristes descendants de la noble race qui a engendré leurs ancêtres. Et les femmes! depuis que je suis ici, mes yeux n'ont pu se reposer sur une femme bien portante, fraîche et jolie. Un quart des femmes a l'air de relever de jaunisse, l'autre quart en Angleterre serait déclaré dans un état de phthisie, et les autres ressemblent à nos dames à la mode, quand elles sont pâles et épuisées par la saison de Londres. Est-ce que je ne dépasse pas M^{me} Trollope et Basil Hall (1)?

Mais passons du physique au moral. Le caractère américain est au-dessus de ce que j'attendais. Ma sympathie pour les grandes qualités de ce peuple était profonde; elle a encore grandi. J'aime l'intelligence, la sincérité, le respect de soi-même, qui dominent dans toutes les classes. Le génie de l'activité semble s'être fixé dans l'âme de cette race remuante et énergique. Les Américains n'ont pas la force corporelle des Anglais, ils y suppléent par la rapidité de leurs actions. Tout est vitesse chez eux, tout favorise l'économie du temps. *Hâte* est la devise que l'on retrouve dans la forme de leurs navires et de leurs bateaux à vapeur, dans la race de leurs chevaux, dans la construction de leurs voitures et de leurs charrettes, dans les milliers de mécaniques qui sont inventées pour gagner des mois ou des minutes, dans un engin à haute pression, ou un lire-bottes patenté.

Nous aimons à spéculer sur l'avenir, et j'ai quelquefois essayé de conjecturer quelle serait l'industrie, l'activité, l'ingéniosité des habitants futurs d'une nouvelle Hollande ou d'un continent aujourd'hui inconnu, qui surpasserait les Yankees dans la carrière du progrès, aussi effectivement que ceux-ci ont surpassé les habitants du vieux monde. Ce serait une race capable de se passer de nourriture et de sommeil, car les Américains ont découvert le minimum de temps nécessaire au lit et à la table. Je crois qu'il est *presque* aussi impossible pour un autre peuple de rivaliser en richesse avec ces États, que pour un *individu* de surpasser notre infatigable ami et esclave volontaire K... dans la recherche d'une fortune qu'il faut acquérir

(1) M^{me} Trollope et Basil Hall venaient de publier des critiques très acerbes de l'Amérique. Les Américains, au moment du voyage de Cobden, étaient sous le coup de ces attaques. Ils ne pouvaient voir un Anglais sans s'exhaler en plaintes contre ces deux écrivains.

avec peine. Vous savez que je croyais, à mon départ d'Angleterre, que mon séjour ici ne me plairait pas assez pour souhaiter de m'y établir pour toujours. Mes sentiments ont tout à fait changé à cet égard. Je ne connais pas de sujet légitime d'aversion pour ce pays; il n'y a que des gens déraisonnables qui ne sauraient vivre aussi heureux ici qu'en Angleterre, à moins que des liens d'affection ne les rattachent à leur patrie.

(A Frédéric Cobden, 5 juillet 1835. Boston.)

Cobden revint en Angleterre, au milieu d'août, après une traversée des moins incidentées, où il ne trouva pas de meilleure manière de se distraire que d'analyser le caractère de ses compagnons de voyage et de les ramener à des types. De bonne heure sa curiosité avait été attirée par la doctrine de la phrénologie. Quelque imparfaitement justifiées que nous paraissent maintenant les prétentions de la phrénologie, elle méritera toujours un certain respect historique, parce qu'elle a été le premier essai tenté pour systématiser les études de caractère et classer les facultés et les dispositions humaines. Un homme qui accepterait aujourd'hui la phrénologie ferait preuve d'un esprit antiscientifique, mais celui qui l'acceptait en 1835 donnait un signe d'activité mentale. Les portraits que fit Cobden des passagers ne sont certes pas aussi profonds que ceux de La Bruyère, mais ils témoignent de l'habitude d'observer les hommes et de les juger avec l'impartialité bienveillante de l'humouriste ou du naturaliste. Nous verrons bientôt combien cette habitude fut utile à Cobden quand il devint le chef d'une agitation politique.

Après son retour d'Amérique, il resta quinze mois en Angleterre. Il se donna tout entier d'abord à l'arrière des affaires, il discuta de nouveaux projets avec ses associés; mais la politique l'attirait irrésistiblement. Vers cette époque il prononça son premier discours dans une réunion publique. La réunion, peu nombreuse et peu importante, avait pour objet de demander une corporation pour Manchester. Cobden était timide; on eut de la peine à le décider à parler. Il n'eut pas de succès. « Il était troublé et confus, dit un témoin oculaire, il ne put aller jusqu'au bout; le président dut faire des excuses en son nom. »

En 1836, Cobden publia un important pamphlet sur la *Russie*. Son premier pamphlet, *l'Angleterre, l'Irlande et l'Amérique*, avait eu trois éditions en un an, au prix élevé de 3 shillings et 6 pence. En avril 1836, il atteignit une cinquième édition, qui fut vendue 6 pence. Les journaux s'étaient montrés favorables; ils avaient déclaré dans leur style solennel, que l'auteur était un homme d'un esprit libéral et éclairé, un penseur profond et original, un écrivain clair et intéressant, « dans le meilleur sens, et non le sens exclusif du mot, un vrai patriote (1). » L'éditeur, M. Ridgway, avait déclaré à Cobden que l'on ne devait faire paraître de pamphlet que si l'on avait un but autre que la publication. « J'ai un autre but, » écrivait Cobden, « dans une perspective lointaine. » Nous pouvons conclure qu'avec une ambition naturelle, il songeait à l'influence que donne un siège au Parlement.

Ces deux pamphlets méritent un chapitre à part; mais avant d'y arriver, nous parlerons des voyages qui suivirent la publication du second. Une telle tension d'esprit et tant d'efforts différents avaient affecté la santé de Cobden. Il avait été sérieusement malade; les médecins lui conseillèrent de passer l'hiver dans le Midi. Les affaires allaient bien; le ressort principal, pour employer la comparaison de Cobden, n'était pas nécessaire. Il quitta Plymouth le 22 octobre 1836 pour l'Orient, et revint le 21 avril 1837. Le navire s'arrêta à Lisbonne et à Cadix. Cobden, selon son habitude, envoya des descriptions animées de son voyage à ses amis. Alors, comme aux époques les plus occupées de sa vie, Cobden était un correspondant infatigable. Au temps le plus ardent de l'agitation contre la loi-céréales, il n'avait pas plus tôt jeté de côté son pardessus, en arrivant à l'auberge, après un long trajet ou une réunion bruyante, qu'il demandait du papier et de l'encre et se mettait à écrire pour présenter de nouveaux arguments, faire des remontrances, persuader, diriger. Quand il voyageait pour se reposer, il éprou-

(1) Le *Manchester Guardian*, 23 mai 1835. — Il n'est peut-être pas sans intérêt de remarquer que ce journal, de 1830 à 1836, paraissait une fois par semaine et se vendait 7 pence. Quand les droits sur le papier furent réduits, il parut deux fois par semaine et ne coûta que 4 pence. (15 septembre 1836.)

vait le même besoin de communiquer aux autres ses impressions.

Je vous écris ceci, dit-il une fois, naviguant sur le Nil ; pour pupitre j'ai mes genoux ; mes jambes sont croisées sur mon matelas, dans une cabine tellement basse que je ne puis me tenir debout.

(A Charles Cobden, 8 janvier 1837.)

Aucun obstacle physique, aucun besoin de repos n'émoussait son désir d'entendre ou de parler. La seule difficulté du biographe est de faire un choix au milieu d'une telle abondance de matériaux. Je voudrais pouvoir reproduire ses journaux ; ils sont trop copieux pour l'espace dont je dispose. D'ailleurs les faits commerciaux qu'ils contiennent ne sont plus en rapport avec la réalité ; les courants de trafic, que Cobden prit tant de peine pour observer, suivent aujourd'hui une autre direction. Des recherches approfondies sur l'importation et l'exportation n'empêchaient pas Cobden de se réjouir de passer une journée à terre à Ténos, et de « s'amuser à sauter, à courir et à lancer. »

Dans une lettre à sa sœur, il décrit son arrivée à Alexandrie, et la satisfaction qu'il éprouve, après un voyage ennuyeux, dans une scène aussi délicieuse. Il courut se promener dans la ville, au clair de la lune, le soir de son arrivée.

Je pensais à vous tous, et je souhaitais que quelqu'un de vous pût partager mon exaltation. On a dit que « le bonheur était né double, » et vous, ma chère M..., êtes associée tout naturellement à moi dans mes joies idéales. Je m'imaginai que vous étiez avec moi, et que nous étions heureux ensemble...

Les curiosités d'Alexandrie n'arrêtent pas longtemps le voyageur. La colonne de Pompée, l'aiguille de Cléopâtre, les catacombes et quelques ruines à moitié ensevelies, voilà tout ce qui reste de l'ancienne splendeur d'une ville qui contenait 4000 bains et dont la population s'élevait à 600,000 âmes. Ces fragments curieux d'une grandeur évanouie ont été si souvent décrits et présentent si peu d'intérêt intrinsèque, que je ne vous en parlerai guère.

Les monuments appelés les aiguilles de Cléopâtre sont d'énormes masses de granit. L'une est debout, l'autre est couchée et à moitié ensevelie dans le sable. C'est le résultat des vains efforts qu'on a tentés pour la transporter à Londres. Remarquez combien il y a d'injustice et de folie à retirer ces débris du milieu naturel qui leur donne de l'intérêt, afin de les transporter à Paris ou à Londres, où ils deviennent des objets d'étonnement vulgaire et sont soumis aux

effets désastreux de notre climat humide. Espérons que le bon sens, ou du moins l'esprit d'économie de nos gouvernants, laissera ce vestige des Pharaons où il se trouve (1).

Le 16 décembre, Cobden voit pour la première fois les Pyramides.

Le premier moment d'étonnement passé, ce que j'éprouvai, écrit-il dans son journal, était un sentiment profond de regret, en pensant à la somme énorme de travail ingénieux, dépensé en pure perte. Six millions de tonnes de pierre, taillées avec art, sont entassés sans aucune utilité. Le tiers des matériaux et un dixième du travail a servi à construire un des ouvrages publics les plus utiles de l'Angleterre, la digue brise-lames de Plymouth.

Deux entrevues avec Méhémet-Ali forment l'incident le plus intéressant du séjour de Cobden en Égypte. Le pacha voulut interroger le manufacturier de Manchester. La conversation roula sur le coton, sur la fabrication des étoffes; Cobden fut frappé de la facilité avec laquelle Méhémet-Ali maniait les 2 1/2 % et les 20 %, de son amour pour les faits et de sa rapidité à calculer.

Caire, 22 décembre 1836.

Méhémet-Ali poursuit une politique de désordre et d'avarice, qui aurait ruiné un pays moins riche que celui-ci. Et maintenant tout dépérit sous son système de monopole. Il est difficile de comprendre l'état de l'Égypte, quand on n'a pas été dans ce pays. Le pacha s'est rendu maître, par la violence ou la ruse, de toutes les propriétés. Je ne

(1) Théophile Gautier attribue à l'obélisque de Paris un sentiment analogue à celui qu'exprime Cobden :

Sur cette place je m'ennuie,
Obélisque dépareillé;
Neige, givre, bruine et pluie
Glacent mon flanc déjà rouillé;

Et ma vieille aiguille, rougie
Aux fournaies d'un ciel de feu,
Prend des pâleurs de nostalgie
Dans cet air qui n'est jamais bleu.

La sentinelle granitique,
Gardienne des énormités,
Se dresse entre un faux temple antique
Et la Chambre des députés.
Etc., etc.

veux pas dire qu'il a obtenu seulement le pouvoir de régler et de commander, mais le sol, les maisons, les bateaux, les chameaux, etc., lui *appartiennent*. Il est singulier de trouver dans le pays un seul propriétaire et un seul marchand, le pacha ! Ses créatures en Europe le vantent comme un régénérateur et un réformateur. *Je ne puis voir en lui qu'un tyran rapace*. Afin de satisfaire son ambition, il a essayé, il est vrai, d'obtenir une gloire européenne en introduisant quelques arts des nations civilisées en Égypte, mais il l'a fait, non pour être utile à son peuple, — par ostentation. Ses fabriques de coton en sont un exemple frappant. J'ai passé un certain temps à visiter ces établissements, qui sont au nombre de vingt-huit dans le pays, et qui représentent une perte de capital et de travail telle qu'on n'en a jamais vu. On a bâti de splendides édifices, on a fait venir d'Angleterre et de France des machines d'un prix élevé ; au bout de quelques années, le tout est dans un état de dilapidation et de ruine ; on ne peut poursuivre l'entreprise qu'au prix de grands sacrifices. On avait établi des machines à vapeur dans les principales fabriques ; on dut les remplacer par des machines à la main. J'ai vu des ouvriers carder avec des machines presque sans dents d'engrenage. Le filage est exécrable. Quant au tissage, le pauvre ouvrier passe son temps à couper les matons et à raccommoder le tissu. Près de la rivière, en s'approchant d'Alexandrie, on voit une fabrique imposante d'aspect, elle contient le plus bel assortiment de métiers de Sharp et Roberts.

La machine à vapeur ne marche pas, tous les métiers mécaniques ont été changés en métiers à main, et font une étoffe qu'il serait impossible de vendre à Manchester. On gaspille sans aucun profit du coton brut de la meilleure qualité, qu'il serait bien plus avantageux d'exporter. Cette perte, n'est pas le seul mal : les hommes que l'on attire dans les fabriques sont enlevés au sol, qui devient inculte, quand il pourrait être un des plus fertiles de la terre.

Mais le plus beau bâtiment est réservé à l'imprimerie sur étoffes. Figurez-vous deux ateliers, ayant chacun près de 100 mètres de long et 15 pieds de haut ; un enclos, entouré de fortes murailles, contenant 50 acres (1) ; tout cet espace est traversé par des cours d'eau. Pensez à une telle installation, auprès de laquelle notre usine et même les meilleurs établissements du Lancashire ne sont que des granges. Que direz-vous quand vous saurez que l'un de ces ateliers contient quinze bancs en activité, et que dans l'autre tous les bancs sont entassés dans un coin, tandis que deux tisserands s'efforcent de produire un tapis grossier ! Ce n'est pas la faute de Méhémet-Ali seul. Les misérables aventuriers qui sont venus d'Europe pour remplir le rôle de parasites auprès d'un tyran, sont en grande partie cause du mal. Ils connaissent son égoïsme et sa soif de renommée, et voilà com-

(1) L'acre, mesure de terre équivalente à 40 ares 4671. L'arpent de France a un cinquième de plus que l'acre d'Angleterre.

ment ils trouvent moyen de tromper un sentiment et de satisfaire l'autre.
(A. M. George Foster.)

Cobden quitta Alexandrie le 19 janvier et il arriva de Constantinople le 1^{er} février. Il écrit de Constantinople, 14 février 1837 :

Ne vous attendez pas à une longue lettre, pleine d'enthousiasme. Au moment où je vous écris, j'ai froid et je suis de mauvaise humeur. J'ai près de moi un brasier dont je n'ose approcher pour me chauffer, parce qu'il me fait mal à la tête. Il y a un trou dans le plafond, par lequel la neige fondue tombe sur mon lit et éclabousse un coin de ma table à écrire. Pour ajouter à l'agréable situation de votre correspondant, il loge dans une maison dont le propriétaire (un tailleur) a des enfants de tout âge, depuis l'âge le plus désagréable de tous, 18 mois, jusqu'à dix ans, qui ne cessent de crier toute la journée. Mais vous direz que je ne dois pas passer beaucoup de temps dans la maison, quand je suis entouré des beautés de Constantinople. Hélas ! si je sors, les rues sont pleines de boue et de neige, et comme elles ne sont jamais nettoyées, vous pouvez vous imaginer dans quel état elles sont. Si l'on marche près des maisons, il y a des fenêtres qui avancent et qui servent à faire tomber sur le front et le cou un flot incessant d'eau ; si, pour ne pas être noyé, vous allez au milieu de la rue, à chaque pas vous plongez jusqu'aux genoux dans la boue, et parfois vous tombez dans un trou, d'où vous ne sortez que grâce à la charité de quelque bon Turc ou chrétien. Pour finir le tableau, tout homme ou femme que vous rencontrez vous évite pour échapper à la contagion ; il serait aussi difficile à Péra, le quartier des Francs, de toucher quelqu'un, que si toute la population jouait aux barres. La peste a été plus violente que d'habitude ; le nombre des morts s'élève à 50,000 suivant les uns et 100,000 suivant les autres. Je dois vous dire, pour votre tranquillité, qu'elle a presque disparu et qu'elle a perdu toute son intensité. Heureusement, le jour de mon arrivée, le vent du nord a soufflé et a apporté la neige et la gelée, auxquelles la peste ne peut résister. A mon entrée dans le port de Constantinople, il n'y avait pas encore de neige, et malgré l'hiver j'ai eu toute facilité d'admirer la vue. Elle est trop belle, trop magique pour être décrite, et tout ce que j'ai lu à ce sujet reste au-dessous de l'effet produit.

Il écrit encore de Smyrne, le 24 février 1837 :

Je viens de faire une excursion sur le Bosphore pour voir ce qui, de l'avis de tous, est le plus beau site de l'Europe. Je voudrais l'avoir vu avant d'être allé en Turquie ; la misère, la saleté, la peste, tous les désagréments de Constantinople, me poursuivaient dans le repos et la solitude, au milieu des beautés d'une nature qui, sans un tel

accompagnement, éveillerait une admiration fervente dans les cœurs les plus froids. Pour ces raisons, je n'ai pas rendu justice au Bosphore. Je ne pouvais regarder les palais, les kiosques, les maisons de bois qui couvrent le rivage, avec l'intérêt qu'ils m'auraient inspiré si je n'avais connu la pauvreté, le vice, la tyrannie de leurs possesseurs. Dois-je l'avouer? je crois que la rivière Hudson présente un aspect plus attrayant que le Bosphore. Mais changez les lieux : si le Bosphore était dans les États-Unis et le Hudson en Turquie, je penserais que le premier est de beaucoup le plus beau; voilà comme nous sommes les esclaves des associations d'idées.

Dans le navire qui m'a amené de Constantinople ici, il y avait beaucoup de passagers, surtout des Turcs. Cela m'amusa de marcher sur le pont entre les rangées de ces graves musulmans, dont le costume pittoresque et les armes m'offraient un intérêt constant; de leur côté, ces honnêtes Turcs trouvaient un amusement égal à ruminer, tout en fumant leur pipe, sur la cause qui décidait un giaour comme moi à s'imposer une tâche aussi vaine que celle de marcher de long en large sur le pont, sans aucun motif qu'ils pussent comprendre, à moins que ce ne fût une pénitence religieuse. Il y avait deux vieillards en turban vert, qui mettaient de côté leurs pipes cinq fois par jour et, courbant leurs fronts sur leurs pieds, récitaient des prières avec beaucoup de ferveur. Tout cela passait sans être remarqué de leurs voisins, car les Turcs ne sont pas arrivés (comme les nourrices disent des enfants) à l'âge de *faire attention*. J'ai vu les scènes les plus étranges ne faire aucune impression sur un Turc plongé dans sa rêverie.

De Smyrne, après un tour de quinze jours dans les îles, Cobden arriva le 19 mars à Athènes. Les circonstances économiques et politiques du nouveau royaume hellénique l'intéressèrent plus vivement que les monuments, bien qu'il ne manquât pas d'aller les voir. Ce qui l'étonna, c'est que les États fameux de l'Attique et de Sparte couvraient un espace plus petit que les comtés de York et de Lancastre.

Les vieux Grecs étaient de merveilleux hâbleurs! La moitié du monde savant de l'Europe consacre plus de temps aux anciennes affaires de ces États lilliputiens, aux querelles de leurs tribus, aux guerres de leurs villages, à la géographie de leurs petits cours d'eau et de leurs collines, qu'il n'en accorde à l'histoire moderne de l'Amérique du Nord et du Sud, à la politique des États-Unis, aux cours d'eau puissants et aux montagnes du nouveau monde.

On peut voir les antiquités d'Athènes dans une demi-journée. La description de ces chefs-d'œuvre et leur reproduction avaient fait moins d'impression sur moi que la vue des restes de ces monuments

et de ces temples, dont les ruines couronnent la plateforme rocheuse de l'Acropole. Je suis persuadé qu'il n'existe rien maintenant qui, par la beauté de l'ensemble, la supériorité de l'exécution, le choix du site, puisse être comparé au spectacle sublime que présentaient les temples d'Athènes, il y a deux mille ans. Que ce peuple avait de génie et de goût! Et le génie existe encore. Les plus hauts faits de l'antiquité peuvent être égalés par les Grecs de l'avenir. Ne croyez pas les récits mensongers et calomnieux que le manque de pénétration de quelques voyageurs, l'envie des marchands du Levant et des Francs de Constantinople répandent contre les Grecs. Les matériaux bruts de tout ce qui est noble, brillant, élevé, glorieux, existent à l'état latent dans le caractère de ce peuple, recouverts, il est vrai, de la ruse, du mensonge, de la bassesse et des autres vices inséparables de l'esclavage. Ne vous imaginez pas toutefois que je prédise la nouvelle grandeur de la Grèce, grâce à la petite monarchie de ce nom, qui s'écroulera comme d'autres bulles soufflées par nos hommes d'État. Tout l'Orient deviendra grec, et Constantinople, n'importe sous quelle domination nominale elle se trouve, deviendra, par la force du génie indomptable de la Grèce, la vraie capitale de ce peuple.

(A Frédéric Cobden, 18 avril 1837.)

Le 21 avril, Cobden arriva à Falmouth après une absence de six mois. Il n'aurait pu passer des vacances plus utiles, car il avait acquis un grand fonds de connaissances pratiques et obtenu une certaine familiarité avec les faits du bassin oriental de la Méditerranée et du gouvernement turc, alors comme aujourd'hui le centre de notre activité diplomatique.

CHAPITRE IV

LES DEUX PAMPHLETS

A cette époque Cobden possédait la faculté philosophique de regarder la société comme un tout et de voir le rapport qui existe entre les problèmes sociaux. Il avait des idées systématiques et arrêtées sur la façon dont les hommes doivent marcher à la recherche du progrès; il attachait un sens nouveau et plus étendu à la vie nationale.

L'agitation pour l'Acte de Réforme de 1832 avait soulevé des aspirations que le gouvernement des dix années suivantes était incapable de satisfaire. On s'aperçut qu'après avoir donné le droit de vote aux *ten pound householders* et aboli un grand nombre de bourgs pourris, on ne s'était guère approché du but que la nation avait en vue comme récompense de ses efforts.

Ce désappointement amena un redoublement d'activité parmi les meilleurs esprits du temps, de sorte que la génération suivante, de 1840 à 1870, vécut sur le fonds de sentiments et de pensées remuées pendant les sept ou huit dernières années qui précédèrent la chute du parti libéral en 1841. Tous ceux qui étaient capables de pensées larges et désintéressées furent entraînés dans un torrent d'humanité, de générosité, de désir d'amélioration, un grand torrent de sentiment social en un mot. L'esprit politique dans le sens le plus étendu, animait ceux qui cherchaient le moyen d'affermir la société en l'adaptant à un idéal supérieur et en l'enrichissant de nouvelles ressources, que lui donnerait une force toute morale. Aux lueurs d'une lumière intellectuelle que ses apôtres concevaient plus pure, un besoin de régénération sociale pénétrait dans les cercles ecclésiastiques aussi bien que dans les districts manufacturiers. C'était en 1835 que D^r Pusey se jetait avec une nouvelle ardeur dans le mouve-

ment d'Oxford, que D^r Newman projetait les *Catenas*. Du côté opposé de l'horizon, M. Mill essayait dans la *Westminster Review* d'introduire une vie nouvelle dans la politique radicale, en donnant aux théories un caractère plus libre. Carlyle contribuait à la fermentation de ces années par les apostrophes véhémentes du *Chartisme* et du *Passé et Présent* ; Carlyle, enflammé d'un dédain éloquent pour le système aristocratique de la prison, du gibet, des trente-neuf actes de Parlement « sur la chasse aux perdreaux, » n'indiquait pas de moyen plus défini à la régénération nationale que les mots trop vagues d'éducation et d'émigration. Enfin, dans la même décennie, les premiers romans de Charles Dickens attiraient l'attention sur des types déshérités, tels que l'apprenti de la paroisse, le débiteur dans sa prison, le pauvre dans le *workhouse*, et tout le reste de cette triste série. Dickens n'avait pour toute solution qu'une philanthropie universelle, mais il éveillait le sentiment d'humanité chez ses lecteurs, et nous ne pouvons exiger davantage d'un grand romancier.

Quelque éloigné que fût Cobden de ces aspects différents d'opinion, ses premiers pamphlets témoignent qu'il avait discerné aussi clairement que personne, que l'heure était venue de développer de nouveaux éléments dans la vie publique et de faire des efforts vers un idéal plus élevé. Ce qui inspirait Cobden, aussi bien qu'Arnold ou Mill, était l'espoir, plus ou moins conscient, d'édifier sur des fondements solides un état social supérieur et d'arriver à une diffusion d'un bien-être plus relevé.

Quelques lecteurs souriront quand je dirai qu'aucun écrivain n'exerça une influence aussi profonde sur Cobden que George Combe. Il avait lu le volume de ce dernier avant d'écrire son pamphlet. Il nous dit qu'il y avait trouvé « comme un exposé de ses pensées familières. » Peu d'hommes de second ordre ont fait un meilleur ouvrage que la *Constitution de l'homme*, de Combe. Ce livre mémorable, dont les principes sont aujourd'hui acceptés comme des lieux communs par les gens raisonnables, fit l'effet, quand il parut en 1828, d'une révélation saisissante. Il montrait aux hommes que leurs corps sont soumis à des conditions générales et inexorables ; que la santé de l'esprit et le caractère sont en rapport avec l'état du corps, que l'ancien mépris ignorant et ascétique du corps est contraire à la santé

et à la force intellectuelle, et que la santé est un département de la morale. Nous ne sommes pas surpris qu'on ait légué des fortunes pour répandre le sain évangile de Combe, que la vente de son livre se soit élevée à des milliers d'exemplaires et qu'on trouvât la *Constitution de l'homme* sur des planches où il n'y avait que la Bible et le *Pilgrim's progress*.

On saisit facilement quel fut l'attrait d'une telle doctrine pour Cobden, dont l'esprit impatient des anciens préjugés recherchait ardemment les signes d'une espérance nouvelle et avait foi dans les larges possibilités de la destinée humaine. Montrer, comme le faisait Combe, que le caractère et les mobiles des hommes sont en rapport avec leurs dispositions physiques, c'était ramener le caractère et les mobiles dans notre sphère d'action, parce que nous pouvons dans ce cas les modifier en accordant l'attention qu'elles méritent aux exigences de l'organisation corporelle. Un champ infini s'ouvre à l'influence des institutions sociales, et le bien à faire est sans limite. Il y a un autre point sur lequel Cobden trouva les enseignements de Combe en harmonie avec les impulsions de son propre tempérament : ils étaient d'accord sur la rectitude naturelle du cœur humain et ils croyaient que la meilleure méthode est la douceur et l'indulgence. Par sa foi intrépide dans la perfectibilité de l'homme et la société, Cobden a été le seul homme d'État pratique éminent de l'Angleterre qui ait constamment exprimé les nobles idées de l'école française, dont le représentant le plus illustre est Turgot. Ses pamphlets sont inspirés par le même esprit qui a banni peu à peu la violence, la dureté, les formes les plus sombres de répression de l'éducation des enfants, du traitement des fous, du châtement des criminels, et qui a substitué à ces procédés consacrés par le temps mais inefficaces, une modération rationnelle et une humanité éclairée, la force de l'exemple et la possession de soi-même. Le principe de *non-intervention* fut plus tard une extension de cette doctrine qui, renonçant aux appels à la force brutale, invoquait les qualités les plus nobles et les plus puissantes de l'intelligence et de la nature morale. Ce qui distingue Cobden comme homme d'État, ce n'est pas qu'il accepta et appliqua ces principes d'une façon générale : les charlatans et les maraudeurs ont aussi des principes d'une

manière générale. Son mérite, c'est d'avoir discerné que l'Angleterre, quel que pût être le cas de l'Allemagne, de la France ou de la Russie, était dans une situation où cette nouvelle politique coïncidait avec ses intérêts les meilleurs et les plus étendus. Cobden était trop sagace pour croire que de telles vérités, avec lesquelles on était si peu familier, pénétreraient d'elles-mêmes dans l'esprit d'une nation. C'est à l'Angleterre qu'il pensait et pour l'Angleterre qu'il écrivait ; il ne déclamait pas des platitudes sentimentales et couleur de rose, mais, s'appuyant sur les faits les plus certains de notre existence nationale et de nos relations internationales, il démontrait que non seulement la dignité morale, mais la force matérielle, les intérêts solides, la vraie puissance du pays, exigeaient l'abandon des principes d'une époque qui était aussi peu éclairée dans sa politique étrangère que dans diverses autres matières.

Les pamphlets ne s'occupent pas de l'univers, mais de ce pays. L'auteur a été traité de cosmopolite par ceux qui, en même temps, par une contradiction flagrante, lui reprochaient ses principes d'égoïsme national et d'isolement. Cobden était cosmopolite en ce sens qu'il poursuivait une politique qui, tout en servant son pays, serait aussi utile au reste du monde. « Je suis un citoyen anglais, » aurait-il dit, « et ce que j'affirme, c'est que l'Angleterre, tout en laissant les autres gouvernements arranger leurs affaires et lutter pour leurs intérêts, en s'occupant de son énorme empire, donnera un noble exemple au monde et tiendra la conduite que le soin de sa propre grandeur exige. C'est précisément parce que la Grande-Bretagne est si puissante en ressources, en courage, en institutions, en position géographique, qu'elle peut être morale et, avant tout autre gouvernement d'Europe, donner l'exemple d'une grande nation marchant dans la voie de la justice et de la paix. » Le génie politique de Cobden avait compris ce signe du temps et que, pour citer ses propres paroles, « à certaines époques dans l'histoire d'une nation il est nécessaire de passer en revue ses principes de politique intérieure, pour les adapter aux progrès accomplis dans la condition du peuple. Il est également sage de la part de la communauté de passer en revue les maximes qui ont réglé ses relations extérieures pour les adapter aux changements qui ont

eu lieu dans le monde entier » (Préface de la *Russie*, 1836). Il pensait qu'une telle période était arrivée pour l'Angleterre. Le fait particulier qui le frappait, c'était que la population se groupait en masse dans les nouveaux centres industriels du Nord de l'Angleterre, sous l'influence des progrès magiques de la vapeur.

Ce n'était pas avec enthousiasme qu'il voyait cette transformation. Dans son premier pamphlet il avait prévu le cri, qu'il entendit bien souvent dans la suite, que son rêve était de changer l'Angleterre en une vaste usine et que ses vues politiques étaient dirigées d'après la politique de sa classe. « Loin de nourrir un tel *esprit de corps*, dit-il dans le premier pamphlet, mes prédilections sont tout opposées. J'ai été élevé dans le charme pastoral du Midi de l'Angleterre, et j'ai, je l'avoue, une telle affection pour les occupations de nos pères, que s'il dépendait de moi de donner des rôles aux différents acteurs sur la scène du monde, je ne permettrais ni usine ni fabrique... Mais toutes les nations civilisées ont adopté le système manufacturier, qui est dû aux découvertes mécaniques, et c'est une peine inutile de songer à arrêter son développement, qui répond aux nécessités du pays; tout ce que nous pouvons faire, c'est de mitiger autant que possible les inconvénients de ce nouvel élément social, qui ne sont peut-être pas sans remède. »

Cobden s'attacha de près à cette conception du nouveau problème. C'était là pour lui la base du nouvel ordre de choses, qui demandait une nouvelle direction des affaires publiques et de la politique nationale. Tout son système repose sur la base positive des nécessités sociales. A l'exclusivisme politique, au monopole commercial, à la prépondérance législative d'une aristocratie territoriale, il opposait l'affirmation que tout cela était devenu incompatible avec le système industriel, qu'aucun homme d'État, qu'aucune classe, n'avait le pouvoir de renverser.

Cobden maintenait avec raison que le bien-être matériel est non seulement le plus sûr moyen d'éclairer et d'élever les masses, mais que c'est, au milieu de nos populeuses sociétés modernes, la seule sauvegarde contre des désordres incessants et des bouleversements violents. Il ne parlait pas d'une sympathie émo-

tionnelle, mais du désir positif et scientifique de maintenir l'ordre et un gouvernement sage, qui est le vrai mobile de l'homme d'État et sa passion la plus profonde. La bienveillance sentimentale, à laquelle Victor Hugo et Dickens ont fait appel avec tant de puissance, donnerait peu d'aide pour contenir et régler la marée montante des forces économiques et industrielles. La charité avait été un auxiliaire reconnu dans les sociétés peu nombreuses du moyen âge, mais pour les grandes populations et les intérêts complexes du monde moderne, la prospérité dépend des institutions et de la politique, et non de la compassion des individus.

Il n'est pas nécessaire d'analyser les pamphlets, que chacun peut lire en quelques heures et qui méritent d'être lus. Le pamphlet sur *l'Angleterre, l'Irlande et l'Amérique* développe la pensée suivante : une nation grandit de l'autre côté de l'Atlantique qui, par suite de différentes causes énumérées par l'auteur, doit inévitablement à une époque peu éloignée entrer en compétition avec nos propres fabriques. Notre compétiteur a en sa faveur des avantages naturels, sur lesquels le fabricant anglais ne peut compter ; et ce dernier de plus a contre lui deux grands obstacles, qui tendent à le faire succomber. C'est d'abord la protection et la restriction du commerce, et ensuite la politique d'intervention dans les querelles de l'Europe. Celle-ci nous impose de lourds impôts, celle-là aggrave le fardeau en limitant nos ressources. L'auteur se sert de l'Irlande, dont il décrit la situation déplorable, pour donner un exemple « du peu de sagesse et de l'injustice des hommes d'État qui ont détourné les yeux de ce membre malade, mais qui en même temps nous ont entraînés, ainsi estropiés, dans tous les conflits qui ont agité le continent de l'Europe. » Enfin, nous devons abandonner la politique d'intervention parce qu'elle a créé et continue d'augmenter la dette, qui nous paralyse dans notre lutte industrielle avec les autres peuples, parce qu'elle a été fatale ou inutile, parce qu'elle absorbe des ressources et une énergie qui étaient absolument nécessaires pour le développement des parties arriérées et négligées de notre propre royaume.

David Urquhart, un homme remarquable, d'une prodigieuse activité, doué d'un singulier don de persuasion, venait de publier

un appel à l'Angleterre en faveur de la Turquie. Il avait fourni des arguments aux ministres, pour une politique qui flattait d'anciens préjugés et il avait convaincu tous les journaux. Le livre de M. Urquhart fut la provocation immédiate du second pamphlet de Cobden, où il s'occupait de la Russie. On nous exhortait alors, comme vingt ans et quarante ans plus tard — quelque lecteur écrira peut-être en marge de cette page « comme soixante ans plus tard » — avec des imprécations passionnées, de faire la guerre à la Russie pour défendre la loi de l'Europe, qui est l'équilibre du pouvoir et la sécurité des intérêts britanniques.

Désavouant bien haut toute sympathie pour les principes de la politique intérieure ou extérieure du gouvernement de Saint-Pétersbourg, Cobden passait en revue les arguments employés alors comme aujourd'hui, afin de justifier l'intervention armée de l'Angleterre entre la Russie et la Turquie. Une description animée de la Turquie et de la Russie, le contraste entre le développement de Saint-Pétersbourg et le déclin de Constantinople amenaient l'auteur à ces deux conclusions : — d'abord ce serait un grand pas dans la voie du progrès, que de voir la Russie maîtresse des pays, que les Turcs ont dévastés autrefois par le fer et le feu, et qu'ils ruinent aujourd'hui plus sûrement encore par leur mauvaise administration; ensuite aucun progrès ne peut être contraire aux intérêts ou au bien-être de la Grande-Bretagne. Quel avantage y a-t-il pour nous, une nation commerçante et industrielle, que des pays placés sous la meilleure latitude, jouissant du plus beau climat, soient maintenus dans une situation qui empêche les habitants de croître et de multiplier, de retirer du sol une richesse qui leur permettrait d'acheter les marchandises des nations occidentales, et échappant à leur pauvreté présente, d'avoir leur part des produits obtenus par les ressources naturelles et l'ingéniosité humaine? Quant à la Russie, elle a traité la Pologne avec cruauté et injustice, mais mettons de côté l'hypocrisie des déclarations sentimentales, qui, avec les mots d'ancienne liberté, d'indépendance nationale, de république glorieuse, cachent le fait que la nation polonaise était un parti de nobles. Dix-neuf habitants sur vingt étaient des serfs sans droit civil, ni politique, un sur vingt était un noble; les nobles polo-

nais formaient l'aristocratie la plus vaine, la plus égoïste, la plus cruellement intolérante, la plus indisciplinée des temps anciens ou modernes. Reconnaissons, comme doit le faire toute nation libre et honnête, que la Russie, la Prusse et l'Autriche ont été coupables d'assassinat, de trahison et de parjure à l'occasion du partage. Allons plus loin et admettons que les reproches d'infamie, par lesquels Burke, Sheridan et Fox cherchèrent à flétrir les agents des violences anglaises dans l'Inde, étaient bien plus mérités à la même époque, par les représentants du despotisme russe en Pologne. Aucun honnête homme, qui prend la peine de comparer la condition du véritable peuple polonais sous la Russie, et la condition de ce même peuple sous ses maîtres tyranniques d'il y a cent ans — et ici Cobden fournit de nombreux exemples — ne pourra nier qu'en prospérité matérielle et en progrès moral, cette partie du monde n'a été surpassée par aucune autre nation. Même en laissant de côté cette transformation historique, la crainte exagérée de la Russie est une absurdité. Avec de légers changements la démonstration de Cobden est aussi vraie aujourd'hui qu'il y a quarante ans.

Il est facile de voir combien peu raisonnables sont ceux qui accusent d'égoïsme le principe de non intervention soutenu par Cobden et qui auraient honte d'appuyer une politique opposée sur autre chose que l'égoïsme. « Nous désirons », disait Cobden, « voir la Pologne heureuse, la Turquie civilisée, la Russie consciencieuse et libre : nous désirons aussi que la Grande-Bretagne travaille à assurer ces bienfaits à nos voisins moins avancés. Nous sommes d'accord sur ce point avec la plupart de nos adversaires. *Comment* accomplir ce dessein, voilà la question qui nous sépare. » Ils voudraient recourir, comme Washington Irving disait de nous avec une douce ironie, au bâton pour assurer le bonheur de leurs voisins, la paix et la prospérité du monde. Il y a une objection sans réplique à ce système, disait Cobden : l'expérience est contre lui ; il a été poursuivi pendant des siècles et n'a jamais réussi. Il proposait de tendre au même résultat par notre exemple national, en maintenant la paix, en poursuivant des réformes et des progrès intérieurs, en présentant le spectacle de la richesse, de la puissance, de la stabilité qui sont la récompense d'un système de paix, pratiqué avec sagesse et avec

jugement. « Votre méthode n'est pas bonne, » disait-il, « parce que vous êtes convaincus que vous pouvez décider, à toute époque, ce qui est bien pour les autres et le monde — et vous ne le pouvez pas. Et même si votre jugement était infaillible, la méthode n'en serait pas moins mauvaise, car vous n'avez pas une juridiction sur les autres États, qui vous autorise à leur faire du bien par la force des armes. »

L'auteur des pamphlets dénonçait d'avance la politique, qui envoyait nos vaisseaux de guerre forcer les Chinois à nous ouvrir de nouveaux ports. Pourquoi, demandait-il, nos vaisseaux de guerre ne forceraient-ils pas les Français à transférer le commerce de Marseille au Havre, pour nous épargner le transport de leurs vins à travers le détroit de Gibraltar. Où est la différence ? Et quant à Gibraltar, la présence de l'Angleterre à Gibraltar était un exemple de violence brutale sans excuse. « Aucun principe, » continuait-il, « ne peut justifier cet outrage unique et permanent commis à l'égard d'une nation ancienne, puissante et renommée; si cet exemple était suivi, au lieu d'être évité, il jetterait toutes les nations de la terre dans la barbarie et l'anarchie. » Ici, comme partout, nous voyons que le mal engendre le mal, car si l'Angleterre n'avait pas possédé Gibraltar, elle n'aurait pas été entraînée vers cette politique turbulente dans la Méditerranée, qui un jour lui coûtera cher (1).

La méthode immorale a échoué. Pourquoi ne pas essayer, si le commerce ne réussira pas mieux que la guerre à régénérer et à unir les nations, que vous voudriez faire avancer ? Que les gouvernements aient aussi peu que possible à faire entre eux, et que les peuples commencent à avoir plus de rapports les uns avec les autres. Combien il y a de cas d'intervention anglaise, que les Anglais reconnaissent aujourd'hui pour des erreurs monstrueuses, inexcusables ? N'est-il pas certain que si nous avions poursuivi la politique opposée de bien diriger notre gou-

(1) Il y a quelques années, l'auteur de ce livre demanda à M. Mill ce qu'il pensait de notre possession de Gibraltar. Il répondit que ce qu'il fallait désirer, dans le cas des places fortes, commandant l'entrée des mers fermées, était de les voir entre les mains d'une ligue internationale. Mais comme le temps n'est pas encore venu pour une telle ligue, l'Angleterre est peut-être, de toutes les nations, celle qui abusera le moins de la possession d'une place forte de ce genre.

vernement à l'intérieur et dans les pays qui nous sont soumis, d'alléger les charges du commerce et de l'industrie, de ménager nos ressources, nous aurions augmenté notre puissance matérielle, et nous aurions appris aux gouvernements qui se sont appauvris et épuisés par la guerre, que le moyen de donner de la satisfaction, des lumières, des vertus civiles à leurs peuples et une force solide à leur gouvernement, est d'assurer la paix. « C'est ainsi, poursuivait Cobden, que les vertus des nations ont de l'influence; telle est la force de leur exemple, que les autres États deviendront moraux par mesure défensive. »

Cobden n'a certes pas été le premier homme d'État, qui ait conçu le rêve d'une grande et définitive pacification. Chacun a entendu parler du grand dessein de Henri IV de France, avec ses alliances européennes et son auguste sénat de la République chrétienne. Au dix-huitième siècle, si riche en grandes idées humaines, nous ne sommes pas surpris de trouver plus d'un penseur, plus d'un homme d'État épris d'une politique pacifique, depuis l'abbé de Saint-Pierre, qui dénonçait Louis XIV, faisant des plans d'agrandissement au dehors et détruisant au dedans la prospérité publique, jusqu'à Kant qui écrivait un essai sur la paix perpétuelle, et aux encyclopédistes, qui restèrent le parti de la paix jusqu'au moment de la Révolution. Outre ces utopies d'une philosophie optimiste, il y eut un homme d'État pratique, que l'on peut regarder comme un précurseur de l'école de Cobden. C'est lord Shelburne, le maître politique du second Pitt. Le premier, parmi ceux qui jouèrent un rôle important dans nos affaires nationales, il fut un disciple fidèle de la grande école des Économistes. C'était à Morellet, le collaborateur de l'Encyclopédie et l'ami de Turgot, plutôt qu'à Adam Smith et à Tucker, que Shelburne avait pris, comme il le reconnaissait, ses idées sur la paix et les relations internationales, qu'il mit en pratique dans les négociations avec la France, qui mirent fin à la guerre d'Amérique. Dans le discours qui termina sa carrière ministérielle (1783), Shelburne dénonça le monopole comme une folie funeste, plus funeste encore pour l'Angleterre que pour toute autre nation. Avec plus d'industrie, plus d'esprit d'entreprise, plus de capitaux qu'aucun autre peuple, tout ce que nous devrions souhaiter, s'écria-t-il, c'est la liberté du

commerce et des marchés ouverts. Il ne mit pas moins d'enthousiasme à défendre une politique de paix, qu'il avait déployé d'énergie pour soutenir la cause du libre échange.

Tandis que les paroles de Shelburne ne trouvèrent pas d'écho, les pamphlets de Cobden, qui reprenaient les mêmes théories un demi-siècle plus tard, firent une impression profonde sur ses contemporains. En effet, l'expansion prise par l'intérêt manufacturier avait créé, au moment où parut Cobden, un public puissant favorable aux nouvelles doctrines, et c'est ainsi que les théories d'une école devinrent le programme d'un parti national.

Nous verrons, quand nous arriverons à la guerre de Crimée, que les vieux principes ne cédèrent pas tout à fait la place devant les nouveaux; on ne pouvait s'attendre à un changement aussi prompt, en réfléchissant à la force des préjugés, surtout des préjugés basés sur un motif honorable. Mais les pamphlets indiquent une étape dans l'histoire politique de l'Angleterre, et à ce titre ils méritent d'être lus.

Après avoir parlé de l'importance politique des pamphlets, il y a un point secondaire, mais qui ne manque pas d'intérêt dans une biographie, sur lequel nous voudrions attirer l'attention : c'est l'excellence littéraire de ces essais. Cobden fait preuve d'une clarté brillante, d'une vivacité naturelle, il manie la langue avec une liberté et une force que l'on a rarement atteintes. L'exemple de Cobden est la meilleure preuve à opposer aux fanatiques du latin et du grec. Ceux-ci aiment à soutenir que les études classiques seules peuvent former un beau style. Il serait plus vrai de dire, que notre éducation classique est le moyen le plus efficace, qu'on aurait pu inventer, pour arrêter le développement d'un grand écrivain ou d'un grand orateur. Les qualités indispensables pour bien écrire ou bien parler sont une certaine liberté et une certaine spontanéité, ainsi que l'habitude de s'attacher plus aux faits qu'aux mots. Ce sont justement les tendances, que notre façon d'enseigner le latin ou le grec répriment et paralysent, chez tous ceux en qui la faculté littéraire n'est pas irrésistible. Ce qui frappe en Cobden, c'est qu'après la dure expérience de son enfance, sa jeunesse passée dans un entrepôt, les années écoulées dans la compagnie quel-

que peu vulgaire des commis voyageurs, il se montre à trente et un ans un maître dans l'art d'écrire, il déploie une hardiesse, une correction, une modération persuasive, qu'aucun de ses contemporains n'a surpassées. Il avait cherché à s'instruire, il avait beaucoup lu, mais il ne s'était jamais préoccupé de son style.

CHAPITRE V

LA VIE A MANCHESTER [1837-39].

Quelques semaines après le retour de Cobden de son voyage en Orient, Guillaume IV mourut (20 juin 1837). L'avènement de la reine Victoria fut suivi d'un renouvellement de la Chambre des communes. Depuis quelques mois, l'attention des électeurs de Stockport avait été attirée sur le nom de Cobden, et pendant son absence, il avait chargé son frère de défendre ses intérêts. Frédéric Cobden exprimait une certaine inquiétude, que la vie publique n'occupât trop son frère et ne le détournât de ses affaires, qui avaient absolument besoin de son attention. Il avait même engagé son frère à ne pas publier de nouveaux pamphlets. « Ne craignez rien, répondait Richard Cobden, je n'ai pas la manie d'écrire, mais j'ai écrit une lettre à l'éditeur du *Globe*, dans laquelle, » etc. Il n'avait pas la manie d'écrire, mais il avait une abondance de pensées, d'arguments, de zèle pour le bien général, qui faisait de la publicité, dans une forme ou dans une autre, une nécessité aussi impérieuse pour lui que pour un poète ou un apôtre. Dans la même lettre, il répond aux conseils de ses amis, de ne pas troubler ses vacances, par le souci de ses intérêts politiques :

Je vous assure que je ne pense pas à mes électeurs de Stockport. Les braves gens n'ont qu'à agir comme il leur semble bon. Ils peuvent me faire par leur faveur M. P. (membre du Parlement), mais ils ne peuvent me rendre malheureux en me rejetant. C'est « la cause », avec laquelle je me suis en quelque sorte identifié, qui me rend inquiet. Personnellement, vous le savez, j'aimerais mieux être libre deux ans encore... Je puis dire, une fois pour toutes, que quant à l'affaire de Stockport, je serai heureux, quel qu'en soit le résultat. Vous me connaissez mieux que personne, et vous croirez, j'en suis

sûr, que ma paix ou mon bonheur ne dépend pas de circonstances extérieures de cette nature.

(A Frédéric Cobden, 4 janvier 1837.)

Même dans cette disposition d'esprit, Cobden savait comme toujours ce qu'il voulait, et son intention était de se faire élire, si c'était possible. Il poursuivait avec ardeur ce qu'il entreprenait. A mesure que l'élection approchait, il fut pris par l'ardent désir de réussir, qui s'empare du candidat le plus philosophe, au milieu de la lutte. Il se jeta dans la mêlée avec toute son énergie. Il est intéressant de voir ce qui préoccupait alors les électeurs libéraux. Ils demandèrent à Cobden son opinion sur les conditions, qui devaient être requises pour l'éligibilité au Parlement, sur le droit d'ainesse, sur l'acte d'amendement à la loi des pauvres, sur la question manufacturière. La dernière question était sans doute la plus importante, car Cobden avait pris la peine, plusieurs mois auparavant, d'exposer ses idées à ce sujet dans une lettre au président de son comité. Il disait que, pour des raisons toutes physiques, aucun enfant de treize ans ne devait travailler dans une fabrique, mais quant à la diminution nécessaire des heures de travail des adultes, ce n'était pas au Parlement à l'imposer : les ouvriers devaient l'exiger eux-mêmes et s'appuyer non sur la législation, mais sur leur propre initiative. Un ouvrier, en épargnant les 500 francs nécessaires pour le transporter en Amérique, pouvait être aussi indépendant de son patron, que son patron est indépendant de lui ; grâce à cette indépendance, il pouvait faire ses conditions sur la durée de la journée de travail, sans l'intervention du Parlement. Devant ses électeurs, Cobden répéta qu'il dépendait des travailleurs de diminuer les heures de travail, mais il déclara qu'il était décidé à protéger, autant qu'il dépendait de lui, les enfants, employés dans les manufactures. Il tourna en dérision la prétendue philanthropie des tories, propriétaires terriens, qui prenaient un intérêt si vif à la population manufacturière et qui s'opposaient à toute amélioration dans les lois céréales, qui, en doublant le prix des vivres et en diminuant les débouchés, contribuaient puissamment à dégrader et à paupériser la classe ouvrière.

Nous ne savons si ces opinions détournèrent quelques-uns de ceux qui auraient soutenu Cobden. Il est probable que l'argu-

ment le plus sérieux contre sa candidature, c'est qu'il était un étranger au bourg. Le jour de l'élection il se trouva le dernier sur la liste (1). Il écrivit à son oncle, M. Cole, pour expliquer sa défaite :

La cause de l'échec, c'est qu'il y avait une *trop grande confiance* de la part des réformistes. Nous étions trop satisfaits et nous avons négligé les moyens de succès que les tories ont employés; leur activité leur a assuré la victoire à Stockport comme ailleurs. Si la lutte recommençait demain, je l'emporterais. Pour se venger de leur défaite, les radicaux, depuis l'élection, ont adopté un système de trafic exclusif (*que je n'approuve pas*), les aubergistes et les boutiquiers qui ont voté pour le major, voient leurs magasins abandonnés. La conséquence est que les radicaux mettent au-dessus de leurs boutiques des placards où sont imprimés en grosses lettres les mots : *Voté pour Cobden*; les bouchers, les épiciers dans le marché crient : bœuf Cobden, pommes de terre Cobden; vous voyez que je n'ai pas perdu de terrain avec la foule par mon échec. La vérité est que je suis réconcilié avec le résultat obtenu. Il y a beaucoup de considérations qui me font trouver que c'est pour le mieux.

Ses amis s'arrangèrent pour lui offrir une pièce d'orfèvrerie. Dix-sept mille souscriptions à deux sous fournirent la somme nécessaire. Il y eut pour la remise du don une cérémonie, à laquelle on invita Daniel O'Connell. Celui-ci arriva avec Cobden dans une voiture ouverte (13 nov. 1837). Ils parlèrent dans une grande réunion en plein air et ils prirent de nouveau la parole dans un grand dîner public. Le discours du grand libérateur occupe trois colonnes du journal, qui fait la relation de la journée, tandis que celui de Cobden est resserré dans le petit espace, accordé aux orateurs qui n'ont pas gagné leurs éperons.

Il valait mieux pour les intérêts de Cobden, qu'il fût libre quelque temps encore de s'occuper de ses intérêts. Le caractère faible de son frère ne permettait pas à celui-ci de diriger les affaires avec l'énergie indispensable; à chaque moment le besoin d'un jugement plus ferme et d'une activité plus entreprenante se faisait sentir. A cette époque, l'entreprise, dont les commencements avaient été si modestes, avait pris une telle extension que Cobden évaluait son capital à 80,000 livres (2,000,000 fr.), avec

(1) Henry Marsland (réformiste), 480; major Marsland (tory), 471; Richard Cobden (réformiste), 418.

un crédit de banque de 25.000 livres (625.000 fr.), ce qui représentait un mouvement de fonds de 150,000 livres (3,750,000 fr.). En 1836, les livres de la maison montrent que le bénéfice net de l'année est de plus de 23,000 livres (575,000 fr.), mais les fluctuations étaient telles que les profits des premiers six mois atteignirent à peine 4000 livres (100,000 fr.); toutefois le tempérament optimiste de Richard Cobden le faisait parler comme si leur capital devait augmenter régulièrement de 2,000 livres par mois. Nous pouvons comprendre que Frédéric Cobden craignait de porter un tel poids; son frère lui promit de ne pas lui laisser une responsabilité aussi lourde. Les deux frères désiraient se séparer de la maison de Londres, ainsi que de la fabrique de Sabden; deux ans après le retour de Cobden de l'Orient, ils mirent leur projet à exécution.

Après l'élection de Stockport, Cobden avait résolu que la poursuite de la fortune ne serait pas le grand but de sa vie.

Je suis prêt à donner quelques années de coopération active, écrit-il en 1838 à Frédéric, pour que notre nouvelle maison réussisse pleinement. Mais en même temps mes efforts auront pour but de me rendre indépendant. J'espère que Henry et Charles (deux frères plus jeunes) contribueront à ce résultat. Je souhaite que dans cinq ans ils soient en état de prendre ma place, je la leur céderai avec plaisir. Je suis sûr qu'ils seront capables de mettre à profit mon désir de me reposer, de m'occuper de ma santé et de satisfaire des goûts, qui sont en quelque sorte indispensables à mon bonheur. Quant à la santé, vous et moi, nous ne devons pas négliger les précautions raisonnables. Nous ne sommes pas faits pour rivaliser avec Mathusalem. N'oublions pas qu'il vaut mieux vivre utilement, que vivre longtemps. Ayons un jour la satisfaction de nous dire que nous n'avons pas, comme des égoïstes, rendu notre vie amère à amasser de l'argent, mais que nous avons consacré une partie de notre temps à des efforts plus rationnels et plus dignes.

(26 octobre 1838.)

Même alors, quand il n'avait pas établi sur des bases solides sa fortune, et que ses propres affaires auraient pu absorber toute son attention, il pensait bien plus sérieusement aux intérêts des autres qu'aux siens. Les contemporains et les voisins apprécient rarement un esprit aussi généreux et aussi rare; la ville de Manchester ne différerait point sous ce rapport du reste du monde. On n'est point étonné d'avoir à constater que Cobden avait peu

de succès dans la société de Manchester. Il savait se maîtriser et il éprouvait une grande confiance en lui-même ; on lui reprochait de manquer du respect qu'un jeune homme doit témoigner aux vieillards, et qu'un homme, dont la fortune est à faire, doit avoir pour ceux qui ont déjà fait la leur. Son audace, sa liberté de langage, son ardeur pour les idées nouvelles étaient considérées comme des signes de légèreté ; un certain laisser-aller de costume indiquait un réfractaire aux petites conventions du monde. Il lui était impossible de supporter patiemment les cérémonies purement officielles. On ne put le décider d'assister à un dîner présidé par le Lord du Manoir. Quand il fut élu assesseur à la cour foncière, il traita cet honneur très peu sérieusement, bien qu'il le mit en rapport avec des hommes qui auraient pu lui être utiles. Il resta à peine une heure ou deux sur son banc ; quand il vit que les affaires n'avaient guère d'importance, il s'éloigna. Il ne pouvait comprendre le désir d'amis plus prudents, qui le pressaient de retourner à l'audience. Ce n'était ni vanité, ni méfiance, mais l'incapacité naturelle d'une intelligence active et sérieuse à s'emmitoufler pendant une demi-journée dans des formes oiseuses. Il était né homme politique ; ses intérêts les plus réels étaient les affaires du gouvernement et les institutions du pays ; sa passion dominante était celle du progrès. Son esprit était absorbé par les grands besoins et les grandes ressources de la société humaine, comme d'autres le sont par les aspirations de la religion ; il avait aussi peu de patience avec les petites questions d'étiquette mondaine que Calvin ou Knox.

Mais s'il avait peu d'intérêt pour les petites intrigues locales, Cobden défendait les libertés locales avec ardeur. Quand il s'agit de donner à Manchester une municipalité indépendante, il déploya toute son énergie. Les journaux du temps le montrent prenant l'initiative du mouvement, qu'il dirigea jusqu'au jour du triomphe.

Le gouvernement de Lord Melbourne avait fait passer l'acte de réforme municipale en 1835. C'était le complément de la grande réforme de 1832. L'acte de 1835 étendait le principe du *self government* aux affaires locales, il purifiait le pouvoir administratif, et agrandissait le champ d'activité des citoyens. En 1833, Brougham avait proposé d'accorder aux villes, comme Manchester ou

Birmingham, par un acte du Parlement, le droit d'élire leur municipalité. De 1833 à 1835, le zèle se refroidit, et ce qu'on avait proposé de rendre obligatoire était simplement toléré. Les villes pouvaient obtenir des chartes municipales, si la majorité des contribuables en exprimait le désir, par une pétition à la Couronne. C'était laisser libre carrière à toutes les intrigues. Tous les intérêts en jeu se coalisèrent. Les privilégiés, qui dirigeaient les affaires de la ville, ne pouvaient supporter l'idée d'une organisation, où les dépenses publiques seraient contrôlées. Ils résistèrent de leur mieux à la pétition. Les tories étaient pleins d'ardeur pour défendre un état de choses dont ils profitaient. Quelques radicaux égarés se joignirent à eux et conclurent une alliance, que Cobden appelle « l'alliance maudite ». Les whigs étaient timides; ils déclaraient qu'une charte municipale était inutile; ils faisaient entendre qu'il y aurait des dépenses.

Cobden se jeta avec ardeur dans la lutte. Il dévoila les malversations, exposa les intrigues, lutta contre les partis extrêmes, donna un peu d'énergie aux modérés. Il se rendit deux fois à Londres en députation. Il écrivait à son frère, le 4 mai 1838 :

Le résultat définitif n'est pas douteux, mais je ne suis pas satisfait de la conduite du cabinet whig dans cette affaire. Il est disposé à nous susciter autant de difficultés que les tories peuvent le souhaiter... Les whigs sont contre nous dans la question municipale. C. P. Thomson (1) m'a dit qu'il n'aimait pas l'indépendance locale, et les whigs, ses collègues, sont-ils plus libéraux que lui?

Dans l'automne de 1838, le Lancashire fut troublé par des meetings aux flambeaux, par la destruction de la propriété et d'autres actes de violence, sous la direction des chartistes, Stephens, Oastler et autres. Ce mouvement, qui était tout superficiel, n'inquiéta pas Cobden. Il écrivit ces lignes caractéristiques à son frère, le 5 octobre 1838 :

Quant à la politique générale, je ne vois rien dans l'explosion radicale, qui doive causer de l'inquiétude ou nous faire craindre pour l'avenir du libéralisme. Bien au contraire; cela vaut mieux que l'apathie de ces trois années, où une prospérité apparente avait fait de nous des tories. Je ne suis pas tenté, comme vous, de renoncer à la

(1) Charles Poulett Thomson, plus tard lord Sydenham, fut un des représentants de Manchester, de 1832 à 1839.

politique, parce que les radicaux ont commis des erreurs. Ils sont étourdis, présomptueux, ignorants, si vous voulez, mais la faction qui nous gouverne n'a-t-elle pas de plus grands défauts? Est-ce que l'égoïsme, le pillage systématique, la fourberie politique ne sont pas aussi odieux que les folies de la démocratie? Nous devons choisir entre le parti qui gouverne d'après un principe exclusif de monopole et le peuple qui cherche, quoique peut-être à l'aveugle, le bien du plus grand nombre. S'il se trompe, nous devons essayer de le mettre dans la bonne voie; s'il est imprudent, nous devons le modérer, mais *jamais, jamais* ne parlez d'abandonner le navire... *Je crois que les éléments épars peuvent être ralliés autour de la question des lois céréales. Il me paraît qu'on peut traiter ce sujet dans un esprit moral et même religieux; si l'on agite la question de la même manière que celle de l'esclavage, ce sera irrésistible.* (A Frédéric Cobden, 5 octobre 1838.)

Cobden n'avait pas d'illusion sur ses concitoyens et sur leur enthousiasme pour la vérité.

Que votre zèle pour la démocratie, écrivait-il à Tait, l'éditeur d'Édimbourg, ne vous dissimule pas l'*ignorance opaque*, dans laquelle est plongée la grande masse de la nation anglaise. Si vous traitez une question politique avec raison et avec honnêteté, le peuple est aujourd'hui incapable de vous apprécier; par conséquent il ne vous soutiendra pas. Vous ne flattez pas les illusions sur la loi des pauvres, vous ne mêlez pas la loi-céréales avec le charlatanisme d'Attwood sur le crédit. Ces cris seuls satisfont la populace. Il y a un motif secret aux procédés des agitateurs. Ils soutiennent des *impossibilités*; ils ne se trouveront jamais à court. Leur conduite éloigne les gens intelligents, qui pourraient remplacer lesdits agitateurs et prendre la direction du mouvement. Le seul remède est une meilleure éducation des masses. Tels sont la queue et le corps, telle sera la tête. La nature ne produit pas des monstruosité telles, que serait une communauté ignorante et vicieuse, avec des chefs vertueux et sages. Vous êtes plus favorisés en Écosse, vous avez plus d'instruction. Les paysans anglais, pris dans leur ensemble, n'ont pas fait un progrès sensible depuis les temps de leurs ancêtres saxons.

J'espère que vous vous joindrez à notre cri pour les maîtres d'école, et que vous y verrez un premier pas vers le radicalisme... Je vous conseille de ne pas mettre trop de politique dans votre revue, mais je vous prie de soutenir la cause de l'éducation. J'ai une foi infinie dans le peuple, et je préférerais le suffrage universel, demain, au système actuel. Nous ne pouvons espérer nous approcher d'un tel but que par deux voies: la révolution ou l'école. Avec la dernière, nous ferons de la réforme permanente; la première, après des changements passagers, nous rejettera, comme l'Espagne ou l'Italie, dans le despotisme ou l'anarchie. (17 août 1838.)

En août 1838, Cobden fit un voyage d'un mois en Allemagne. Il voulait satisfaire son besoin de changement, qui faisait de la monotonie la pire fatigue pour lui, et en même temps étendre ses connaissances sur la condition économique des autres pays.

Quelles absurdités sont débitées par les hommes les plus intelligents, écrivait-il le 3 mai 1837 à M. Tait, quand ils touchent la question la moins comprise et pourtant la plus importante de toutes, le commerce de notre pays! Tout lourdaud, tout imbécile aristocratique se croit doué d'une capacité naturelle pour trancher ce problème difficile et compliqué.

Il se préoccupait de ne pas mériter le reproche de se croire une science infuse. Il profita de ses vacances dans les pays de l'Elbe et du Rhin, pour faire provision, comme il disait, d'arguments sur les lois-céréales. Ce sujet commençait à prendre définitivement la première place dans son esprit.

Dans une lettre à sa sœur, il montre que son voyage lui a servi à faire une comparaison instructive.

Je vais vous donner une idée de la façon dont j'ai passé ma journée d'hier, qui était un *dimanche*. A neuf heures du matin je suis allé dans la cathédrale, un grand édifice, assez bien rempli (il y avait cinq fois plus de femmes que d'hommes). Le chant aurait été un plaisir; malheureusement j'étais placé près d'un petit vieux, dont la dévotion était si grande, qu'il chantait plus fort que toute la congrégation, avec une voix stridente qui m'écorchait les oreilles. Le sermon dura quarante minutes, et le service fut terminé en une heure et demie. A onze heures, j'allai en voiture au palais royal de Charlottenburg, où l'on peut voir un splendide mausolée et la statue de la dernière reine. La statue est le chef-d'œuvre du premier sculpteur prussien, et comme je critique toujours les chefs-d'œuvre, je trouvai que c'était raide. J'entrai dans un bois, où il y avait de jolies allées, des cours d'eau, des bancs, une foule de promeneurs; j'aurais pu me croire dans les jardins de Kensington. Mais la variété des coiffes, l'absence des odieux chapeaux fermés, qui semblent indispensables aux Anglaises, et qui sont remplacés par quelque chose en dentelle ou en gaze, qui rehausse au lieu de cacher les plus charmants accessoires d'un visage féminin, les jolies coiffures, me rappelaient que j'étais à l'étranger. Je revins à deux heures moins le quart, et je rencontrai les fils du roi allant dîner avec leur père, qui prend ce repas à deux heures. Vous voyez que nous sommes plus à la mode à *Quay Street* que nous ne le pensons. Après avoir dîné à la hâte, je pris une voiture pour me rendre à Tivoli. Je vis de belles maisons dont les habitants étaient dehors, soit sur des balcons, soit dans le

jardin, devant des tables; les messieurs buvaient, les dames causaient ou tricotaient, les enfants jouaient. Cela se passait le long de la route, que suivait une multitude de piétons, de voitures et de cavaliers. Personne ne tournait la tête pour se moquer des uns ou insulter les autres; il n'y avait ni curiosité ni indiscretion. Je pensai à la vieille Angleterre, et comme il est impossible d'y voir un tel spectacle, je pense que j'eus raison de condamner la conduite *irréligieuse* des bonnes gens de Berlin. A Tivoli, d'où l'on a une bonne vue de la ville, il y a des montagnes russes et d'autres amusements. Le temps était splendide et la scène était des plus animées. Des centaines de personnes bien mises, d'une tenue encore meilleure, se promenaient ou se reposaient dans les grands jardins et les nombreux bâtiments de cette gaie retraite... Il y eut de la musique, puis des feux d'artifice; la journée s'écoula sans bruit ni tumulte grossier, ni ivresse.

Je m'arrêtai dans deux théâtres qui étaient bien remplis. Ainsi finit le jour qui n'avait pas été pour moi un jour de repos. Si vous trouvez que c'est un tableau fort peu convenable d'un dimanche protestant, d'un autre côté, l'Allemand, sobre et paisible, trouve que l'ivresse, les cabarets sordides, les ouvriers tristes et ennuyés, qui languissent dans les ruelles étroites de nos villes anglaises le jour du sabbat, sont des traits infiniment plus indignes d'une communauté protestante que ses jardins de Tivoli. Qui des deux a tort?

(A miss Cobden, 3 septembre 1838.)

Quittons sur une dernière observation de Cobden le voyage de 1838. Il écrivait à son frère :

Je souhaite que les bipèdes à tête de cuir, qui s'imbibent les jours de marché de cognac et d'eau à l'*Ours Blanc*, soient réduits à une conduite plus rationnelle par les bas prix des derniers douze mois. Espérons qu'ils vont réfléchir quelque peu sur leurs vrais intérêts, dans les questions qui dépassent l'enceinte de leur usine. Je suis humilié de penser à la différence qu'il y a entre les hommes éclairés et instruits, qui appartiennent à la classe manufacturière sur le continent, et ceux qui ont les mêmes occupations chez nous. Si nos concitoyens possédaient un peu de l'intelligence des marchands et manufacturiers de Francfort, Chemnitz, Elberfeld, etc., ils deviendraient les Médicis, les Fuggers, les Witts de l'Angleterre au lieu de s'enorgueillir d'être les parasites d'une aristocratie stupide, dont l'ignorance dépasse la leur.

(6 octobre 1838.)

Dans l'été de l'année précédente, Cobden avait fait une excursion à Londres; il avait vu quelques-uns des premiers journalistes et hommes politiques; il écrivit ses impressions.

Hier — c'était en juin 1837 — nous sommes allés voir avec Cole les

imprimeries de Surrey, et nous avons dîné avec Makepeace... Samedi matin j'étais allé aux Clubs; j'ai fait la connaissance de Fonblanque (*Examiner*), Rintock (*Spectator*), Bowering, etc. Le soir du même jour, j'ai dîné chez Hindley et j'ai vu plusieurs membres du Parlement qui représentent le nord. C'est un triste assemblage de gens sans âme; après l'atmosphère intellectuelle du matin, je suis tombé d'une température élevée à zéro... Je n'ai pas vu C. P. Thomson. J'ai laissé ma carte chez lui avec mon adresse; mais il n'y a pas fait attention; s'il ne vient pas, je ne retourne pas chez lui. J'entends conter de drôles de choses de notre honorable député; on me dit qu'il n'est pas l'homme pratique pour lequel nous le prenons. Nous verrons. Plus je connais nos représentants du comté de Lancastre, plus je suis honteux d'être si mal servi.

Je m'attends à plus de faillites à Manchester et à Liverpool. Je crains que la détresse ne soit plus grande et plus permanente que je n'avais cru. On s'en apercevra ici aussi par la banqueroute de quelques vieux princes marchands, qui sont princes quand il s'agit de dépenser, mais dont les gains sont devenus bien minimes. La conséquence est que Liverpool et Manchester prendront de plus en plus la place qui leur est due de capitales commerciales. Londres se contentera de spéculer sur les papiers de ces deux villes. J'ai eu des invitations sans nombre, et je n'en aurais pas fini si je restais encore une année. Mais trop parler et trop courir ne me convient pas; je suis décidé à devenir morose. J'ai vu quelques membres de la faction d'Urquhart, ils sont plus fous que jamais.

(A F. Cobden, 6 juin 1837.)

Je suis allé hier chez M^{me} et M. Grote; je dis Madame et Monsieur, parce que Madame est la plus forte politique des deux. C'est un homme doux et philosophique, qui a les plus hautes facultés intellectuelles et morales, mais qui manque de quelque chose que, faute d'un meilleur mot, j'appellerai *diablerie*. Il raisonne d'une façon trop abstraite et ne cherche à influencer les autres que par le raisonnement. Si M^{me} Grote avait été un homme, elle aurait été le chef du parti; il en est incapable.

J'ai vu une foule de gens, entre autres l'ambassadeur de Grèce, William Allen, le quaker, chimiste et philanthrope, Roebuck, Joseph Parkes de Birmingham, etc. J'ai passé deux heures avec Roebuck. Il est intelligent, mais son esprit a plus d'activité que de force. Il prend les choses au point de vue d'un avocat, comme on peut le voir par ses discours; il s'attache trop aux petits côtés d'une question...

Easthorpe, de la *Chronique*, voulait me décider à voir lord Palmerston; je lui dis que je regardais Sa Seigneurie comme incurable. Il me répliqua qu'il a l'esprit ouvert et qu'il est plus intelligent que ses collègues. Quelle belle collection ce doit être!

Tout en étant si occupé avec mes nouvelles connaissances, je n'ai pas négligé nos parents et nos amis. (A F. Cobden, 12 juin 1837.)

Cette visite à Londres et celles qui la suivirent firent sur Cobden une impression qu'il est bon de noter. Combe, l'auteur de la *Constitution de l'homme*, dont il avait fait la connaissance, lui avait écrit d'Écosse pour se plaindre de la bigoterie écossaise.

Ce que vous me dites de l'intolérance en Écosse, lui répondait Cobden, s'applique aussi à Manchester. Il n'y a qu'un endroit où l'on puisse vivre avec une entière liberté d'action et de pensée, c'est Londres.
(A George Combe, 9 mars 1841.)

Toutefois il suivit le vieux et bon principe *Spartam nactus es, hanc exorna* et ne fit pas une querelle à la société dans laquelle le sort l'avait jeté, parce qu'elle préférait d'anciens préjugés à un courant nouveau d'idées.

Manchester obtint sa charte municipale dans l'automne de 1838. Les habitants du nouveau bourg reconnurent la part de Cobden dans cette réforme importante; il fut nommé *alderman* à la première élection. La capitale commerciale du Lancashire allait montrer qu'elle méritait d'être le centre d'un grand mouvement national.

CHAPITRE VI

L'ORIGINE DE LA LIGUE.

L'économiste français, qui a raconté à ses concitoyens l'histoire de la grande agitation, dans laquelle Cobden ne tarda pas à occuper le premier rang, remarquait avec raison que le nom d'Association contre la loi-céréale (*Anti-Corn-Law League*) a donné aux étrangers une idée incomplète du but de la Ligue, de son importance et de l'ardeur qui l'animait. Ce que Bastiat disait des étrangers est également vrai des nouvelles générations anglaises. Nous sommes enclins, comme les Français ou les Allemands, à ne pas rendre justice à la grandeur du but et à l'esprit qui soutenait cette célèbre fédération. Le grand intérêt de la Ligue, — de cette histoire mémorable de zèle, de tact, de dévouement, de courage, dont le biographe de Cobden doit redire une partie, c'est que l'abolition du système protecteur et des droits sur les subsistances était, d'un côté le début de notre grande lutte moderne contre la prépondérance d'une classe à l'intérieur, de l'autre l'aurore d'un idéal plus élevé de civilisation dans le monde entier.

Quand la Ligue eut atteint un développement inespéré, Cobden avoua un jour que d'abord tous n'avaient pas eu une idée aussi étendue des intérêts engagés, qu'ils l'eurent dans la suite, mais ce n'était certes pas à lui-même qu'il pensait.

J'ai peur, disait-il, que la plupart aient entrepris cette lutte, dans la pensée que notre classe y avait un intérêt spécial et que nous l'emporterions, en manifestant notre volonté dans ce district, contre la volonté du reste du pays.

Il n'y avait à cela rien d'étonnant ni de honteux. Le fait important, c'est que l'intérêt des manufacturiers et des marchands

coïncidait avec le bien-être du reste de la nation ; tandis que l'intérêt de la classe contre laquelle ils entraient en lutte était un fardeau onéreux pour le pays entier. On a vu bien des fois dans l'histoire qu'une bonne cause attire des éléments inattendus, et que ceux-ci à leur tour font apparaître les sentiments les plus nobles des meilleurs parmi les combattants. Tel fut le cas ici. L'intérêt d'une classe apparut comme un intérêt national important. En agitant la question de l'impôt sur le pain et de ses effets déplorables, tant sur leur commerce que sur le bien-être de leurs ouvriers, les hommes du Lancashire soulevaient le problème de la condition de toute l'Angleterre.

Le nœud de la question, dans son aspect local, était le fait sur lequel Cobden et ses amis ne cessaient à cette époque d'attirer l'attention. Avec une population augmentant de mille âmes par jour, comment peut-on maintenir les salaires, s'il n'y a pas de marchés toujours grandissant pour augmenter la demande de travail ? comment les nations étrangères achèteront-elles nos produits manufacturés, si nous n'achetons leur blé, leur bois et tout ce qu'elles peuvent produire ? Même sans faire entrer en ligne de compte l'augmentation des capitaux, n'est-il pas vrai que si les capitalistes étaient libres d'échanger leurs produits contre le blé des autres nations, les ouvriers auraient un travail abondant, avec des salaires plus élevés ?

Les pétitionnaires de la Ligue faisaient valoir un argument encore plus puissant. Ils reprochaient au Parlement de favoriser la concurrence de l'industrie étrangère ; il n'y avait pas moyen de nier la réalité de ce grief. En refusant à l'Amérique et à l'Allemagne d'échanger le surplus de leurs céréales, la législation anglaise forçait l'Amérique et l'Allemagne de détourner leur attention de la production du blé, pour satisfaire elles-mêmes à leurs besoins de produits manufacturés.

Mais ce point de vue purement commercial n'était pas suffisant. Derrière les préoccupations du mouvement, il y avait des idées élevées sur les rapports des classes entre elles dans ce pays et sur les rapports entre les nations du monde civilisé ; ces idées furent soutenues avec éclat, dans la suite des discussions. Les raisonnements de la sagacité commerciale devinrent de l'enthousiasme pour un grand principe ; l'homme d'affaires pratique

se sentit peu à peu touché de l'inspiration généreuse du patriote et du libérateur.

L'esprit de Cobden avait bien vite placé le conflit dans ses vrais rapports avec d'autres causes. Nous avons vu quelle large conception il s'était faite de la transformation pour laquelle la société anglaise était mûre, et comme il s'était habitué à regarder dans les lois-céréales un simple côté d'un ensemble d'abus et de spoliations. Il était trop sage pour tomber dans l'écueil caractéristique des hommes à théories, qui négligent l'intérêt du moment pour exiger que le peuple accepte sur-le-champ leur système entier. Il se jeta avec une énergie d'esprit apostolique sur le point particulier qui servit de début à la lutte. Comme il l'avait dit à son frère, dans une lettre que nous avons citée, il était convaincu qu'on pouvait donner à la question des lois-céréales un caractère moral et même religieux, et qu'en suscitant une agitation semblable à celle qui avait triomphé dans la question de l'esclavage, le succès serait certain.

L'idée première d'organiser l'opposition destinée à faire disparaître les lois-céréales ne revient pas à Cobden. En 1836, une Association contre les lois-céréales avait été formée à Londres ; ses principaux membres étaient les radicaux parlementaires, Grote, Molesworth, Joseph Hume et Roebuck. Malgré leur sagacité, leur pénétration, la justesse de leurs idées, ces hommes étaient impuissants, dans cette question, comme dans bien d'autres. Leurs dons de raisonnement étaient admirables, mais il leur était impossible de créer une organisation populaire ; ni leur personnalité ni leur logique n'offrait rien qui pût exciter l'imagination ou toucher les sentiments du public. « Les libre-échangistes » dit avec regret lord Sydenham en 1841, « n'ont jamais été des orateurs depuis les premiers temps de Pitt. Nous brassions avec force des chiffres, des faits, voire même quelques arguments ; mais nous ne savions pas élever la question et éveiller l'intérêt du peuple. »

La démonstration économique n'eut d'influence, que quand elle put s'appuyer sur le cri des souffrances de la foule et sur la réverbération de la voix populaire. En 1838, lord Melbourne répondit aigrement à ceux qui demandaient le rappel des lois-céréales, qu'ils ne devaient attendre aucun appui du gouverne-

ment, jusqu'au jour où il serait évident que le pays tout entier réclamait la nouvelle politique. Londres ne pouvait être le centre de l'agitation que le premier ministre, avec quelque ironie, conseillait aux libre-échangistes. Le zèle se perd au milieu du jeu complexe de tant d'éléments divers dont Londres est le siège. Ce ne fut que lorsqu'un certain nombre d'hommes de Manchester eurent pris en main la direction du mouvement, qu'on se mit sérieusement à éclairer le pays sur la question et à le rallier à soi.

Le prix du blé avait atteint la somme de 74 shillings par quarter (42 fr. 75 les 100 kilog.) dans le mois d'août 1838 ; selon toutes les apparences la récolte allait être mauvaise ; le rendement des impôts diminuait ; déficit était devenu un mot familier dans la langue budgétaire ; le paupérisme se développait ; les populations manufacturières du Lancashire allaient se trouver dans l'impossibilité de se suffire à elles-mêmes, parce que les propriétaires du sol, et la législation promulguée par les générations précédentes de propriétaires du sol, maintenaient à un prix artificiellement élevé un objet de première nécessité. Cependant s'il est facile d'énoncer maintenant en quelques mots cette explication, peu d'hommes à cette époque étaient capables de la saisir. On soupçonnait vaguement la cause du malaise, plutôt qu'on ne la définissait d'une façon précise. Les hommes sont si absorbés par les soucis journaliers, la vie courante donne lieu à tant de préoccupations, qu'on supporte avec patience une mauvaise institution, un abus monstrueux, bien des années après que le remède a été signalé. On ne s'inquiète de faire disparaître le mal que quand il a pris des proportions telles qu'il est impossible de le subir plus longtemps, ou quand il a été mis en lumière d'une façon irrésistible, par des esprits doués d'une persévérance à toute épreuve et d'une énergie indomptable.

Au mois d'octobre 1838, sept hommes se réunirent dans un hôtel de Manchester et formèrent une nouvelle association contre les lois-céréales (1). D'autres bientôt se joignirent à eux, parmi lesquels se trouvait Cobden, qui dès ce moment commença à prendre une place importante dans les conseils et dans l'action.

(1) (Voici leurs noms : Edward Baxter, W.-A. Cunningham, Andrew Dalziel, James Howie, James Leslie, Archibald Prentice et Philip Thomson.)

Au mois de janvier 1839, l'association contre les lois-céréales montra qu'elle voulait se mettre sérieusement à l'œuvre. Elle fit une souscription et obtint une somme considérable. Cobden lança une de ces expressions, qui deviennent un mot d'ordre quand l'heure de l'action est arrivée. « Risquons une partie de notre fortune pour sauver le reste. » Dans un mois on réunit 6,000 livres, qui devaient être suivies de bien d'autres milliers. On donna un grand banquet à quelques membres du Parlement favorables au libre échange. Le lendemain du banquet, dans une réunion des délégués des autres villes, Cobden fit part d'un projet d'union, qui devait assurer l'unité entre les différentes associations. Tel fut le noyau de la Ligue. Avant le mois de janvier, l'association de Manchester contre la loi-céréales était organisée ; son programme était connu du public. Elle se proposait d'obtenir par tous les moyens légaux et constitutionnels, tels que les associations locales, les discours, les distributions de pamphlets, les pétitions au Parlement, l'abolition totale et immédiate des lois sur les céréales et sur les subsistances. Cobden fut nommé membre du comité exécutif ; il resta en fonctions jusqu'à la fin de l'agitation.

En février 1839, comme Cobden le rappelait gaiement dans une grande réunion, à la veille de la victoire, six années plus tard, trois membres de la Ligue se trouvaient à *Brown's Hotel* dans *Palace Yard*. Ils y reçurent la visite d'un membre de l'aristocratie, qui avait soutenu avec ardeur une modification des lois-céréales, mais qui ne pouvait accepter leur abolition. Il leur demanda ce qui les avait amenés à Londres et ce qu'ils se proposaient. Ils répondirent qu'ils étaient venus chercher le rappel total et immédiat des lois-céréales. Avec un mouvement emphatique, il répliqua : « Vous renverserez la monarchie avant d'y arriver. » En ce moment cela paraissait probable. M. Villiers proposa dans la Chambre des communes (18 fév. 1839) que les pétitions contre les lois-céréales fussent portées devant le Parlement formé en comité. La demande fut rejetée à l'unanimité. Le jour suivant, il proposa que certains membres de l'Association de Manchester pussent paraître à la barre afin de défendre la pétition, qu'ils avaient présentée trois jours auparavant. Quoique ce fût un Parlement whig, ou parce que c'était un Parlement whig, la

proposition fut rejetée à une majorité de deux contre un, dans une assemblée de cinq cents membres. Ce refus délibéré des hommes les plus importants du royaume, à un moment si critique, ne nous étonne pas, quand nous songeons que, malgré la prétendue réforme parlementaire de 1832, les quatre cinquièmes des membres de la Chambre des communes représentaient les anciens intérêts terriens.

Quelques jours plus tard (12 mars) M. Villiers réclama, comme il le faisait tous les ans, que la Chambre se formât en comité pour délibérer sur l'acte qui réglait l'importation du blé étranger. De l'autre côté de *Palace Yard* étaient réunis les délégués envoyés par les principales villes du royaume, avec mission de soutenir une pétition, qui s'appuyait sur un demi-million de signatures. Après un débat qui dura cinq nuits, la proposition n'obtint que 197 voix dans une chambre de 541 membres. Les délégués revinrent chez eux avec la conviction que la campagne à poursuivre serait longue. Suivant l'expression pittoresque d'un écrivain contemporain, leur départ de Londres fut comme la dispersion d'un camp mahratte. Cela signifiait, non pas que la guerre était terminée, mais que l'attaque recommencerait dans une autre direction. Quelques-uns se laissaient aller au découragement, mais Cobden communiqua au plus grand nombre son énergie. Il rappela aux délégués, qu'en dépit de la Chambre, ils représentaient trois millions d'hommes. Il compara l'alliance des grandes villes de l'Angleterre à la Ligue des villes hanséatiques de l'Allemagne. La Ligue allemande avait changé en ruines historiques les châteaux, qui couronnaient les hauteurs du Rhin, du Danube et de l'Elbe ; la nouvelle Ligue ne tarderait pas à abattre l'orgueil des oppresseurs féodaux de l'Angleterre.

On ne perdit pas de temps pour grouper les sociétés isolées autour d'un centre actif. On prit des mesures (mars) pour former une union permanente, qui aurait le titre général d'Association contre les lois-céréales, qui serait composée de toutes les villes, de tous les districts représentés dans la délégation, de tous ceux qui ensuite formeraient des associations locales et voudraient se rattacher à la Ligue. Le comité exécutif de l'ancienne association de Manchester fut transformé en conseil de la nouvelle Ligue contre les lois-céréales. L'organisation centrale eut son

siège à Manchester et à partir de ce jour dirigea le mouvement national.

Les libre-échangistes sentaient que tout dépendait de leurs efforts, et qu'ils ne devaient pas plus compter sur lord John Russell et le parti whig, que sur sir Robert Peel et le parti tory. Ils avaient créé, en avril, un petit journal pour soutenir leur doctrine; la plupart d'entre eux pensaient que l'*Anti-Corn-Law Circular* n'employait pas un langage trop violent, quand il déclarait que les factions politiques n'avaient ni honnêteté ni pudeur; que les partisans du libre échange ne laisseraient pas leur grande question devenir le jouet d'un parti; qu'ils poursuivraient leurs efforts pour éclairer le pays, car ils savaient que l'abolition ne serait jamais accordée par l'une ou l'autre des factions de chicaniers politiques, qui ruinaient alternativement le pays.

Avec plus de modération Cobden soutenait la même opinion, que la Ligue traitait des questions trop importantes pour s'enfermer dans les limites des partis traditionnels, car ces partis en Angleterre ne se préoccupaient que de questions superficielles et personnelles.

A la fin de 1839, Cobden rappelait aux ligueurs que les grandes réformes sociales ou religieuses s'étaient toujours accomplies par un appel à l'opinion publique. « Comment, » s'écriait-il, « avaient-ils fait triompher la réforme postale, qui entra en pratique le jour même de leur réunion? Ce n'était pas en restant tranquilles et en se bornant à des vœux, mais un certain nombre d'hommes s'étaient réunis, avaient dépensé leur argent, avaient donné leur temps pour créer une agitation dans le pays. Pouvaient-ils croire qu'ils obtiendraient le rappel des lois-céréales en restant chez eux et en énumérant leurs griefs? Il s'adressait à eux, non comme à des whigs, des tories ou des radicaux, mais comme à des hommes qui prenaient en considération moins leur intérêt commercial qu'un devoir national impérieux. »

La première année montra aux libre-échangistes que l'agitation n'est pas chose aisée. Ils apprirent comme il est difficile de lutter contre des intérêts de classe enracinés. Ils commencèrent leur œuvre de propagande en envoyant une petite bande de

missionnaires économistes, qui ne tarda pas à en devenir une grande. En Écosse, ils trouvèrent un auditoire calme et disposé à accepter les idées nouvelles; mais en Angleterre, ils découvrirent bien vite les dangers, auxquels sont exposés ceux qui attaquent les préjugés d'une aristocratie territoriale. Dans certains districts, personne ne leur faisait obstacle, mais dans d'autres on ne connaissait à leur égard ni loi ni équité. Le maire d'Arundel refusa de leur prêter l'hôtel de ville, sous prétexte que leurs discours auraient pour résultat de rendre les laboureurs mécontents; l'hôtelier ne voulut pas louer sa grande salle, de peur de perdre ses clients. Un riche fermier alla plus loin et offrit un boisseau de blé à celui qui jetterait le libre-échangiste à la rivière. A Petersfield, un petit hameau du Hampshire, non loin du lieu de naissance de Cobden, le mauvais vouloir et la crainte des conséquences politiques allèrent si loin, que quand le délégué de la Ligue revint de sa conférence sur la place du marché, à l'hôtellerie, où il avait pris son thé et commandé son lit, l'aubergiste et sa femme lui déclarèrent, qu'il devait sur-le-champ quitter la maison. Dans les comtés de l'Est, les missionnaires économistes étaient bien reçus par la foule, mais les autorités leur étaient hostiles et les tourmentaïent. A Louth, on leur permit de prononcer un discours à la mairie, mais ils eurent le malheur de réduire au silence dans une discussion un grand personnage local; la nuit suivante on leur retira arbitrairement la permission de se servir de la mairie; ils furent réduits à adresser la parole à la foule du haut d'une charrette, au milieu du marché. Ce ne fut pas la fin de leur aventure. Comme ils allaient quitter la ville, on les arrêta sous l'inculpation d'avoir obstrué la voie publique; ils furent conduits devant le magistrat sur lequel ils avaient remporté une victoire fatale, et qui les condamna à payer une amende. A Stamford on les avertit que la foule allait les mettre en pièces, mais ils se placèrent sous la protection de gens bien intentionnés, et ils ne trouvèrent d'hostilité que dans un petit groupe de ces hommes, que l'on qualifie ordinairement de respectables. A Huntingdon, le secrétaire de la ville provoqua un tumulte devant lequel le conférencier dut se retirer. Dans le pays du duc de Newcastle, à Newarck et à Retford, aucun

aubergiste n'eut le courage de louer une chambre aux partisans du libre échange ; à Warksop, non seulement ils ne purent se procurer une salle ni trouver un imprimeur, qui osât imprimer leurs placards, mais encore ils furent assaillis dans la rue par des hommes que l'on avait payés pour faire du tapage. Il était réservé à une université de montrer qu'aucune férocité n'est égale à celle qu'engendrent de violents préjugés héréditaires, dans les classes instruites, unis à l'impétuosité de la jeunesse. Il n'y a pas d'être plus brutal qu'un étudiant furieux : à Cambridge, un discours paisible fut interrompu par un désordre sanglant. Les journaux félicitèrent pieusement les jeunes gens d'avoir fait leur devoir, de s'être montrés les « vrais soutiens du bon gouvernement et les défenseurs des institutions religieuses de leur pays » (14 mai 1839).

Une longue campagne de calomnie effrénée et virulente contre les membres de la Ligue s'ouvrit dans la presse hostile. Un journal de Londres décrivit les partisans les plus recommandables du libre échange comme des socialistes pleins d'orgueil, et les autres comme des ambitieux sans principes. Un autre déclara que l'Association se composait en partie de filous commerciaux et de filous politiques. Un troisième, avec une onction édifiante, dénonça leurs idées comme contraires à tout sentiment moral et à tout ordre public ; leur organisation, affirmait-il, était factieuse, leurs orateurs étaient des émissaires révolutionnaires ; il ajoutait que tous les citoyens paisibles devaient aider la police à les réduire au silence. Le *Morning Post*, l'organe de l'indolence de Londres, traitait les travailleurs de Manchester dans un style qui aurait été grotesque, s'il n'avait pas représenté les pensées sérieuses des gens les plus puissants de la classe dominante : « Les manufacturiers s'écrient : Pourquoi ne pouvons-nous pas échanger les produits de notre industrie contre la plus grande quantité de subsistance, que cette industrie peut obtenir ? Nous répondons : Pourquoi pas ? Qui vous arrête ? Emportez vos manufactures avec vous et échangez-les où vous voudrez de Tobolsk à Timbuctoo. Si vous voulez absolument manger du blé étranger, allez-vous-en, avec vos produits, et puissions-nous ne plus vous voir ! » On devait s'attendre de ce côté à un langage peu sensé, mais les ligueurs

eurent mille occasions de s'apercevoir, dans les sept années suivantes, que la langue des fous a bien des dialectes. Il y eut des gens, qui perdirent complètement le sens de la proportion des choses et atteignirent au dernier degré de la perversion du bon sens. Ils répétèrent avec colère que la question essentielle à poser aux candidats, aux élections générales, n'était pas s'ils étaient ou non favorables aux lois-céréales, mais : « Quelles sont vos vues sur la question du dimanche ? » Les chartistes, dont nous parlerons plus tard, inaugurèrent leur système d'hostilité contre la Ligue, en essayant de disperser une assemblée à Leeds. Ils affirmaient que le mouvement était une duperie organisée contre les ouvriers du pays, par des capitalistes avides et rusés. Même dans les villes où il y avait beaucoup de sagacité politique comme à Birmingham, des membres de la municipalité parlaient « des projets intéressés des whigs, qui se servaient de la question du blé pour cacher leurs intrigues. » Les ligueurs entendirent ces folies et bien d'autres encore, pendant des années.

Cependant les détails sur l'état des districts ruraux, que les missionnaires du libre échange rapportèrent à Manchester, remplirent les chefs de l'agitation, d'une espérance nouvelle. Ils apprirent qu'en Devonshire, le salaire des laboureurs était de sept à neuf shillings par semaine ; que ces malheureux voyaient rarement de la viande ou du lait ; que leur nourriture se composait de pommes de terre ou d'orge.

Il n'est pas étonnant que, dans un pays où telle était la condition des travailleurs, de pauvres gens, sur la route, demandassent à la dérobée aux délégués de la Ligue de leur dire où l'on allait se battre. Bien que la grande masse de la population de Devon ignorât le chartisme comme question politique, elle était aussi prête à prendre des piques et des pistolets, que les habitants plus inflammables des villes manufacturières. Dans le comté de Somerset, voici quel était le budget d'un laboureur, de sa femme et de cinq enfants au-dessous de dix ans : il gagnait 7 shillings par semaine, un demi-boisseau de blé lui coûtait 4 shillings ; il payait 6 pence pour le moudre, le faire cuire au four et pour le levain ; il dépensait 6 pence pour le chauffage et 18 pence pour le loyer. Il restait, sur le salaire de 7 shillings, 6 pence pour procurer à la

famille les vêtements, les pommes de terre et les autres objets de nécessité et de luxe de l'existence humaine.

Ayant de tels faits sous les yeux, les ligueurs ne pouvaient lire qu'avec dérision le galimatias idyllique, dans lequel les hommes les plus intelligents du parti propriétaire donnaient carrière à leur goût du pittoresque. Sir James Graham, en combattant cette année-là la proposition de M. Villiers, parla du frais appel du matin au souffle parfumé, de la jolie maisonnette recouverte de chaume, du jardin fleuri, du gai pré du village. L'abolition des lois-céréales amènerait une migration, qui entraînerait la population loin de toute cette beauté vers la rue bruyante et « le triste son de la cloche de l'usine. » — « Ne me parlez plus, » s'écria l'orateur dans une extase insensée, « des cruelles transportations des Polonais dans les déserts glacés de la Sibérie ; ne me parlez pas des mauvais traitements subis par les indigènes transportés de la côte de Coromandel dans l'île Maurice ; des membres de cette Chambre proposent d'opérer des transformations plus cruelles, plus déchirantes au sein de notre pays. » Si un homme aussi intelligent que Graham se complaisait dans de telles absurdités, on peut juger de la profondeur des préjugés, où Cobden et ses alliés devaient suivre et poursuivre des gens moins raisonnables. Et pourtant la lutte venait à peine de commencer. Les propriétaires fonciers n'avaient pas encore conscience, que cette fois les hommes de Manchester étaient bien fermement résolus à soulever le pays contre eux. Ils croyaient encore que les lois-céréales étaient aussi solides que la monarchie ; bien des mois s'écoulèrent avant qu'ils eussent compris que le petit groupe, dont les réunions avaient lieu plusieurs fois par semaine, dans une chambre obscure, à un étage supérieur des *Newall Buildings* dans Market Street, à Manchester, ne reculerait pas devant une majorité parlementaire hostile, ni devant les calomnies des journaux ; ce groupe était encouragé par la conviction qu'il combattait non seulement une erreur fiscale, mais une iniquité nationale.

Cobden vivait à cette époque avec ses frères et ses sœurs dans une grande maison de *Quay Street*, qu'il avait achetée en s'établissant à Manchester. Ses affaires étaient florissantes, il se serait épargné bien des chagrins s'il avait consenti à n'y rien changer. Ce n'était pas par égoïsme ni pour des motifs personnels, qu'il

fit de nouveaux arrangements. Le lecteur se rappelle qu'au début de sa carrière Cobden insistait auprès de son frère et lui disait : « Vous devez vous considérer désormais comme associé à ma bonne fortune. » C'est dans l'intérêt de Frédéric Cobden et de ses deux plus jeunes frères, qu'il résolut de se séparer de ses anciens associés et de fonder une entreprise sans eux. L'Association avait été composée de cinq membres, qui poursuivaient leurs affaires sous trois noms différents ; l'un dans l'entrepôt de *Watling Street* à Londres, l'autre dans l'usine de Sabden, et enfin Richard Cobden et C^{ie} à Manchester et à Crosse Hall, près de Chorley, dans le Lancashire. Frédéric Cobden ne faisait partie d'aucune de ces maisons alliées ; on n'était pas disposé à lui faire une place.

Vers la fin de juillet 1839, Cobden se sépara de ses associés. Il leur laissa continuer leurs affaires dans l'entrepôt de Londres et l'usine de Sabden ; il entra dans une association avec son frère Frédéric, afin de gérer l'entrepôt de Manchester et la fabrique d'imprimés à Crosse Hall. Ce fut ainsi que Cobden arrangea ses affaires, pendant les six années de l'agitation contre les lois-céréales.

Bien que son motif ait été de donner une meilleure situation à Frédéric et de préparer une carrière à ses plus jeunes frères, Cobden, avant d'opérer un changement aussi important, s'était convaincu que son projet avait les meilleures chances de succès. Un homme d'un caractère moins confiant aurait trouvé redoutables les conditions de la nouvelle affaire. Dans l'Association dont il venait de se séparer, il ne s'était pas toujours trouvé d'accord avec la maison de Londres, mais les opérations se faisaient avec une grande exactitude, il y avait un capital abondant en rapport avec l'étendue des affaires. A Crosse Hall la situation était moins favorable. Tout dépendait de lui, car Frédéric Cobden, malgré ses excellentes qualités, était un de ces hommes, qui tantôt sont paralysés par une anxiété fiévreuse qu'ils prennent pour de la prudence, et tantôt s'abandonnent à une activité désordonnée. Au lieu de trouver une fabrique comme celle de Sabden, parfaitement organisée, dirigée par un homme expérimenté, Cobden dut réunir un nouveau personnel, et, ce qui était au moins aussi difficile, se procurer de nouveaux capitaux, dont il

fallait, avant tout profit, payer les intérêts. De plus, en 1835, il avait acheté par spéculation des terrains dans différents quartiers de Manchester, où son imagination trop optimiste voyait déjà les maisons, les magasins, les fabriques, qui devraient s'élever quand les lois-céréales seraient abolies, et que les entreprises industrielles prendraient un nouvel essor. Pendant vingt-cinq ans de grands espaces déserts, entre Victoria Park et Rusholme, restèrent le triste témoignage de ce mauvais calcul; pendant vingt-cinq ans Cobden dut payer une somme annuelle de 1000 livres, pour une propriété qui ne lui rapportait pas un shilling. Malgré ces désavantages, il est certain que la nouvelle maison fut assez heureuse au commencement et qu'elle eut même des temps de prospérité réelle. Mais à peine l'entreprise était-elle lancée, que celui qui était capable de la mener à bon port en abandonnait la direction, entraîné par une vocation irrésistible, celle de chef d'une grande cause nationale.

Quelques mois avant la réorganisation de ses affaires, Cobden avait pris une décision non moins importante. Il s'était marié au mois de mai 1840. Sa femme était miss Catherine Anne Williams, une jeune fille du pays de Galles, qui avait été l'amie de pension de l'une de ses sœurs. Ceux qui l'ont connue disent qu'elle avait un grand charme et une dignité parfaite.

Ce n'est pas un rôle facile que celui de femme d'un homme politique éminent. Comme le dit la Léonora de Goethe des hommes et des femmes :

*Ihr strebt nach fernen Gütern,
Und euer Streben muss gewaltsam sein.
Ihr wagt es für die Ewigkeit zu handeln,
Wenn wir ein einzig nah beschränktes Gut,
Auf dieser Erde nur besitzen möchten,
Und wünschen dass es uns beständig bliebe (1).*

Si le champion d'une grande cause perd les joies du foyer, il trouve sa compensation dans la satisfaction patriotique que lui donnent les résultats obtenus; mais à moins que la femme

(1) Vous vous efforcez vers des biens lointains, et votre effort doit être considérable. Vous vous piquez d'agir pour l'immortalité; mais nous c'est un bien modeste, près de nous, que nous voudrions posséder sur la terre, et nous demandons seulement qu'il nous reste constant.

ne soit animée d'un zèle public infiniment supérieur à celui de la moyenne, les longs mois de solitude, les soucis domestiques qu'elle est seule à partager, mettent son humeur et sa force d'âme à une rude épreuve. Dans la dernière année de sa vie, Cobden revenait à Londres de la campagne avec sa femme, et madame Cobden lui dit : « Je pense quelquefois que malgré le bon travail que vous avez fait, malgré la gloire et la position que vous avez acquise, il aurait mieux valu pour nous deux, qu'après notre mariage nous nous fussions établis dans un coin reculé du Canada. » Cobden tourna ses regards vers la fenêtre du wagon et, après quelques secondes de réflexions, il répondit qu'elle pouvait bien avoir raison. Mais, en 1840, les mauvais jours étaient encore bien éloignés ; quand il conduisit sa femme à travers la France, la Suisse et l'Allemagne, Cobden voyait devant lui un avenir de prospérité matérielle, de bonheur domestique et de services rendus à sa patrie.



CHAPITRE VII

LES LOIS-CÉRÉALES

Il ne sera peut-être pas inutile d'interrompre un instant mon récit et d'expliquer en quelques mots quel était le caractère des lois-céréales. Le rappel de ces lois est le triomphe durable auquel le nom de Cobden est associé. Les doctrines plus étendues qu'il essaya de répandre n'ont pas été encore généralement acceptées; mais on peut affirmer, sans crainte de démenti, qu'aucun homme d'État anglais ne proposera de rétablir l'impôt sur le pain.

Cobden observait les faits avec trop d'attention, pour tomber dans l'erreur des déclamateurs de son parti, qui prétendaient que, seuls en Angleterre, les propriétaires du sol avaient réclamé la protection légale de leurs produits. Dans le premier numéro du petit journal publié par l'Association (16 avril 1859) il écrivit un article sur l'histoire des lois-céréales; il commençait par reconnaître, ce qu'il était enfantin de nier, que jusqu'à 1820 les manufacturiers avaient joui d'une part aussi large de protection législative que les cultivateurs du blé. La législation de Huskisson, de 1823 à 1825, réduisit le tarif des droits sur presque tous les objets de fabrication étrangère. De cette époque datait, suivant les mots de Cobden, une révolution commerciale importante. Les droits sur les cotonnades importées avaient été abaissés de 75 et 50 p. 100 à 10 p. 100. Les toiles avaient payé jusqu'alors 185 p. 100; elles furent admises à 25 p. 100. Aucun droit ne devait dépasser 30 p. 100 de la valeur des produits. Après qu'on avait modifié une série de mesures prohibitives, il restait une question importante, celle de l'importation du blé et des denrées alimentaires. D'après la loi de 1815, on pouvait importer du blé quand il avait atteint le prix de 80 shillings le

quarter (46 fr. 20 les 100 kilogr.). Par la loi de 1822, l'importation avait été permise quand le prix du quarter s'élevait à 70 shillings. Les propriétaires jurèrent que c'était le plus bas prix que les fermiers anglais pouvaient supporter. Ils avaient des alliés puissants dans le cabinet. Les ministres libéraux, sous la conduite de Canning, n'osaient guère résister aux propriétaires. Quand on leur proposait d'étendre au blé le principe qu'ils avaient appliqué avec tant de sagesse au coton, à la laine, à la soie, ils répondaient que le moment n'était pas encore venu. Deux ans s'écoulèrent avant que le ministère touchât à cette question brûlante. Il n'y toucha que pour persister dans les anciens errements. Ce ne fut pas Huskisson qui présenta la loi. On déclara officiellement que la santé de Huskisson l'empêchait de prendre part aux débats, qui allaient s'ouvrir, mais chacun savait que cette maladie du ministre était un prétexte, et qu'en réalité ce qui motivait son abstention, c'était le chagrin d'un économiste devant une mauvaise mesure. Ce fut Canning qui, en 1827, présenta le nouveau bill sur les céréales. Son plan était de faire varier le droit en sens inverse du prix du blé sur le marché national. Quand le prix du blé anglais atteignait le chiffre de 60 shillings par quarter, le blé étranger payait un droit de 20 shillings. Chaque fois qu'une hausse d'un shilling se produisait dans le prix du blé indigène, le droit sur le blé étranger diminuait de 2 shillings; à chaque baisse d'un shilling sur le marché national correspondait une hausse de 2 shillings. L'augmentation et la diminution du droit étaient toujours le double de la baisse ou de la hausse du prix. Le bill fut voté par la Chambre des communes et rejeté par la Chambre haute, qui ne le trouvait pas suffisamment protecteur. Canning mourut peu après et lord Wellington devint premier ministre. Le grand soldat était un homme d'État à vues étroites. Il présenta une nouvelle loi, qui aggravait encore les inconvénients du bill de Canning. D'après la loi nouvelle (1828), quand le prix du blé indigène atteignait le chiffre de 64 shillings, le droit était de 23 shillings 8 pence. Les variations n'étaient pas proportionnelles, comme dans le bill de Canning, mais allaient par bonds. Quand le blé était à 69 shillings, le droit était de 16 shillings et 8 pence; quand le prix s'élevait à 73 shillings, le droit

descendait au chiffre nominal de 1 shilling. Telle était la loi sur les céréales que Cobden et ses amis résolurent d'abolir.

Les whigs gouvernèrent le pays, sauf une légère interruption de quelques mois, pendant onze ans, de 1830 à 1841. Le ministère de lord Melbourne, en 1839, n'était pas d'accord sur la question des lois-céréales. Mais deux ans plus tard la situation du pays était devenue si précaire, le crédit du parti avait tellement baissé, qu'il fallut prendre une décision. Les dépenses n'avaient cessé de croître. Depuis quatre ans il y avait un déficit considérable. Ce n'était pas le résultat d'une mauvaise direction fiscale, mais le signe d'une stagnation industrielle et commerciale à laquelle une révolution économique pouvait seule mettre fin.

Il y avait encore des considérations politiques. Le biographe de Macaulay cite un passage frappant de son journal : « Le cri pour la liberté du commerce du blé, » écrivait-il en 1839, et il faisait partie du cabinet, « semble formidable. Si les ministres jouent bien leur jeu, ils peuvent triompher, ou tomber avec honneur. Ils ont d'excellentes cartes, s'ils en tirent profit. » Malheureusement c'est ce qu'ils ne surent faire ; chacun sentait que leur conversion au libre échange ne serait pas le résultat d'une conviction, mais la dernière ressource d'un parti aux abois.

En 1840, un comité s'était formé pour étudier la question des droits d'importation ; il produisit un rapport remarquable, où il recommandait de renoncer à la politique étroite et illibérale du passé et de simplifier le tarif, en substituant, à la multiplicité de droits, des impôts sur un petit nombre d'objets calculés à rapporter le plus de revenu possible. Ce fut sur cette base que Peel fit la réforme de 1842. Mais le cabinet de lord Melbourne était trop timide pour accepter hardiment, comme le fit Peel, le principe que la réduction des droits est le moyen d'augmenter le revenu. Le gouvernement whig tenta cette expérience avec méfiance et faute de mieux. Lord John Russell proposa (7 mai) de diminuer les droits sur le sucre, d'abolir l'échelle mobile et d'établir un droit fixe de 8 shillings sur le blé.

Les demi-mesures du cabinet eurent le résultat qu'on devait en attendre : elles ne contentèrent personne. La raison de cette apathie était, comme le disait sir Robert Peel, que personne ne croyait que les propositions ministérielles étaient spontanées

et s'appuyaient sur une conviction bien ferme. Le changement avait été trop brusque. Deux ans auparavant, le premier ministre avait déclaré que l'abolition des lois-céréales était la plus grande folie, qui fût jamais entrée dans une tête humaine. Lord Palmerston faisait maintenant un discours contre les droits protecteurs, mais on n'avait pas oublié que deux ans auparavant il avait voté contre la motion de M. Villiers, qui proposait à la Chambre des communes d'écouter les membres de l'Association de Manchester.

Les droits sur le sucre furent discutés en premier lieu; les ministres se trouvèrent dans une minorité de 36 voix. Au lieu de dissoudre le Parlement ou de donner leur démission, les membres du cabinet déclarèrent, à l'étonnement général, qu'ils s'en tiendraient à l'ancienne législation sur le sucre et que dans deux ou trois semaines ils discuteraient la question des lois-céréales. Sir Robert Peel ne voulut pas leur laisser ce répit; il proposa un vote de manque de confiance et l'emporta à une voix de majorité.

Les ministres ne voulurent pas croire que la Chambre représentait les vœux du pays, et ils en appelèrent à la nation.

La dissolution du Parlement eut lieu au cœur de l'été. La Ligue prit une part active à la campagne, mais elle ne montra pas la même inflexibilité dans la politique électorale, dont elle fit preuve dans la suite. Ses partisans étaient en face d'une question, qui trouble les défenseurs ardents de tout principe politique, quand ils arrivent au moment de l'application. Il se trouve toujours un certain nombre de gens, qui sont prêts à aller jusqu'à moitié chemin, mais pas plus loin, et le gouvernement leur avait donné un cri de ralliement. Ces hommes ne demandaient pas une abolition totale, mais un droit fixe modéré. Ce droit fixe modéré fournissait une solution commode à ceux qui voulaient temporiser; ils pouvaient se dire libre-échangistes sans être suspects du péché mortel de radicalisme. Le conseil de la Ligue dut régler la conduite à tenir envers les hommes qui adoptèrent cette façon de voir. Devait-on leur opposer une résistance fanatique et courir le risque de s'aliéner les gens timides, qui étaient favorables à la Ligue, et perdre le caractère de prudence et de modération, qualités aussi essentielles au succès que la sincérité elle-même? La réponse fut telle qu'on

pouvait s'y attendre. Les ligueurs n'abandonnaient pas leur demande d'une libération entière du commerce des céréales. Dans tous les collèges électoraux où un de leurs candidats déterminés avait des chances de succès, il fallait faire tous les efforts possibles pour le faire nommer. Quand les partisans de la Ligue se trouvaient en face d'une population, qui n'était pas assez éclairée pour nommer un adhérent aux idées absolues, ils devaient voter pour un défenseur du projet gouvernemental. Quand on pense à la force peu considérable de la Ligue à cette époque et aux dispositions des esprits, cette conduite paraît la plus naturelle et la plus judicieuse.

Quelques-uns des membres les plus ardents s'indignèrent de ce compromis et menacèrent de se retirer. Cobden s'efforça de les convaincre de leur erreur et de leur expliquer les raisons qui avaient décidé les chefs du parti.

Dans les élections du nord de l'Angleterre, les libre-échangistes l'emportèrent sur les whigs et les tories; au nombre des députés élus se trouvait Cobden.

J'ai peur, écrivait-il à son frère (16 juin 1844), que vous soyez fâché, en débarquant en Angleterre, d'apprendre que je représente Stockport au Parlement. J'avais l'intention, comme vous savez, de ne pas me porter candidat. J'ai résisté. Les gens de Bolton et de Stockport s'engagèrent à me faire élire. Je refusai. C'est alors que les hommes de Stockport exercèrent une pression nouvelle, et m'envoyèrent une députation pour m'annoncer qu'ils ne pouvaient se mettre d'accord sur un autre individu, qui fût en situation de remplacer le major. Ils m'offrirent *carte blanche* quant à mon séjour à Londres et au temps que je garderai mon siège. Je me suis laissé persuader par mes amis de Manchester, j'ai cédé, et l'élection est certaine. Soyez sans inquiétude; je suis bien décidé à ne pas augmenter mes dépenses et à ne pas consacrer aux affaires publiques plus de temps que je n'ai fait jusqu'à présent. Je n'avais pas songé à cela, vous le savez bien.

J'ai le droit d'attendre le concours des hommes d'affaires, écrivait-il à un manufacturier de Warrington, à qui il conseillait de se présenter aux élections, car je donne moi-même ma personne et mon nom contre mon désir. J'avais offert 100 livres pour contribuer aux dépenses qu'entraînerait l'élection d'un autre candidat, j'avais promis de solliciter les votes pour lui pendant huit jours; c'est seulement quand les électeurs me déclarèrent qu'ils ne pouvaient tomber d'accord sur un autre que moi, et que sans moi ils ne pourraient triompher des taxeurs de pain, que je consentis à poser ma candidature.

La Ligue, en effet, exerça une pression sur lui, et nous pouvons peut-être croire que la résistance de Cobden aux désirs de ses amis ne fut pas très obstinée. Un instinct invincible lui disait qu'un siège au Parlement pouvait seul lui donner l'influence dont il avait besoin pour servir sa cause. Il est incertain si son échec de 1837 était dû à la discussion sur le libre échange ou à des motifs personnels. En 1841 il obtint une majorité écrasante.

L'affaire de Stockport s'est terminée avec un *éclat* inattendu, écrivait-il à Frédéric (3 juillet 1841). Nous avons si bien battu le major qu'à une heure il s'est retiré de la lutte. Nous aurions triomphé sans cela à deux heures. Mon comité a travaillé admirablement. Deux cents électeurs étaient sur pied la nuit qui précéda le vote, et parmi eux étaient les manufacturiers..... Ils n'ont pas changé de vêtements, ni fermé les yeux pendant trente-six heures. Ils étaient contre moi à l'élection précédente. Peel va avoir une majorité de 30 à 40 voix. Tant mieux. Nous ferons quelque chose dans l'opposition.

La majorité de sir Robert Peel s'éleva, non à 30 ou 40, mais à 90 voix. Lord Melbourne ne donna pas sa démission, comme c'est l'usage aujourd'hui, avant la réunion du Parlement hostile. Les ministres défendirent de leur mieux leur politique dans le discours de la reine et attendirent leur sort. Cobden était à sa place le premier jour de la session.

Hier, j'ai été à la Chambre, écrit-il à Frédéric (24 août 1841), et j'ai juré de renoncer au pape et au prétendant. Puis j'ai entendu lord John prononcer ses dernières paroles et sa confession devant sa minorité parlementaire. Il nous a donné la substance du discours de la reine, qui est aujourd'hui dans la *Chronique*. Je ne sais ce que les tories feront ce soir, mais ils essayeront d'éviter de se commettre sur les mesures libre-échangistes. Ils craignent la discussion comme la mort. On prétend que le vieux duc conseille à son parti de ne pas s'imposer à la reine, mais de laisser aux whigs le pouvoir jusqu'à ce qu'il tombe de leurs mains. La reine semble toujours aussi opposée aux tories.

La reine n'avait pas le choix. On proposa un amendement à l'adresse dans les deux Chambres; à la Chambre des communes, il fut voté à une majorité de 91 voix. Le résultat était connu à cinq heures du matin (28 août). Dans l'après-midi lord Melbourne alla porter sa démission à Windsor. Au bout de quelques jours se forma un ministère puissant, qui contenait non seulement des

tories capables comme lord Lyndhurst, mais des transfuges distingués des whigs, comme lord Stanley et sir James Graham, qui disposait d'une grande majorité dans les deux Chambres, qui était conduit par un chef d'une sagacité consommée et qui devait succomber cinq ans plus tard sous les efforts de Cobden et de la Ligue.

Cobden prononça son premier discours dans le débat, qui précéda la révolution ministérielle.

On me persuada, écrivit-il à son frère (26 août 1841), de parler hier soir à neuf heures. Nous pensions que le débat approchait de sa fin. Les tories étaient résolus à ne pas toucher à la question principale; la discussion, si on peut lui donner ce nom, était aussi plate que possible. Mon discours eut un bon effet. Il suscita un idiot qui se lança contre les manufacturiers, au grand regret des chefs de son parti. On pense maintenant que les tories doivent sortir de leur réserve et discuter la question du libre échange pour se défendre; s'ils ne le font pas, les arguments de leurs adversaires leur feront du mal. Tous mes amis disent que j'ai bien fait. Mais je sens qu'il est nécessaire d'être sur mes gardes et de ne pas trop parler. Je me tiendrai en observation pendant quelque temps.

Le premier discours de Cobden eut un résultat plus important que de retenir et de fixer l'attention de son auditoire. Il fit entendre une nouvelle note et étonna les députés par un accent auquel ils n'étaient pas accoutumés. Les hommes réfléchis reconnurent dans son discours le don rare de la réalité, et la voix d'un homme qui s'occupe de choses et non de mots. Il produisit l'effet singulier et profond que l'on observe dans une assemblée délibérative anglaise, quand un orateur abandonne les récriminations de parti, les arguments abstraits, les lieux communs du sentiment, pour faire entendre des faits parlants sur la condition du pays. Cobden rappela à la Chambre que c'était l'état de la nation, et non les intérêts d'une classe ou les doctrines des économistes théoriciens, qui réclamait un soulagement que la législation pouvait accorder. C'était le fond du discours. Malgré le désir de toute la majorité et d'une grande partie de la minorité, de ne pas mêler les lois-céréales au débat, Cobden insista sur ce point de vue que la loi-céréales était la seule question importante dont il fallait se préoccuper. Il montra qu'une famille aristocratique payait 1 sou d'impôt sur le pain pour 100 livres de revenu,

tandis qu'une famille ouvrière payait 20 p. 100 de son salaire. Un fait de ce genre, comme on disait des discours de Périclès, laissait un aiguillon dans l'esprit de ceux qui l'entendaient.

Ses amis du Nord se réjouirent de la vigueur et de la vivacité de leur champion. Avec la confiance de gens qui se sont persuadés de la justesse de leur cause et qui désirent ardemment son triomphe, ils étaient certains que les arguments de Cobden ne tarderaient pas à convertir le Parlement et le ministère.

Il est agréable, écrivait Cobden à son frère (29 août 1841), d'apprendre que mon premier discours a satisfait mes amis. J'ai reçu de Manchester des lettres pleines de compliments. Cela m'a fait plaisir. Mais je ne dois pas me laisser entraîner. Stanley me regarde de travers, Peel me sourit, l'un et l'autre ont de mauvaises intentions. Ils sont seuls à craindre parmi nos adversaires, à ce que j'ai entendu. Je m'aperçois qu'il y a beaucoup de gens affairés de notre parti, qui aiment à voir leur nom imprimé et qui prennent la parole pour des choses insignifiantes ; on les écoute à peine. Je les laisserai faire, et ils m'aideront à me faire entendre dans ma grande question. Nous avons eu aujourd'hui une curieuse scène de jalousie parlementaire. Sharman Crawford proposa un amendement à l'adresse sans consulter personne (1). Roebuck, qui est aussi capricieux qu'intelligent, sortit avec affectation de la Chambre, suivi de quatre ou cinq de ses collègues, tandis que le brave vieux Wallace de Greenock criait à ceux qui s'en allaient : « Qui se met en peine de vous ? Qu'importe ce que vous faites ? » Et cela au milieu de l'hilarité générale. Je vois que Roebuck ne fera aucun bien au parti du libre échange. Il ne comprend pas l'importance de notre principe et ne s'y intéresse pas. Il est en relation avec Brougham, qui, par parenthèse, m'a fait dire aujourd'hui qu'il voulait me voir. Je suis entouré de cliques, mais mon genre de vie retiré et ruminant me préserve de toutes les intrigues.

D'après ce que j'entends, écrivait-il un mois plus tard, il semble que Peel n'a aucun plan d'aucune sorte sur la question du blé. L'aristocratie et le peuple ont les yeux sur lui, se demandant ce qu'il va faire, et toute son ambition se borne à tromper les uns et les autres. Je suis d'opinion que le moment est favorable pour agiter la question au dehors. Si les esprits sont assez déterminés pour une démonstration sérieuse pendant les vacances du Parlement, le ministre cédera ; sinon, il s'en tiendra à l'échelle mobile et à l'aristocratie. On répand avec persistance à Londres, la nouvelle que les affaires vont s'améliorer.

(1) M. Crawford proposa un amendement pour établir que la détresse, que l'on déplorait dans le discours, avait pour origine la non-représentation des classes ouvrières au Parlement. Les radicaux n'étaient pas unanimes et l'amendement fut rejeté par 283 contre 39.

C'est là un des accidents heureux sur lesquels Peel compte pour s'échapper dans les eaux calmes.

A cette époque, et pendant le reste de la lutte, Cobden maintenait des relations étroites avec les chefs locaux du mouvement dans le Nord. Un des effets les plus funestes de la concentration et de l'intensité de la vie parlementaire, c'est que les députés perdent tout contact avec l'air plus sain du dehors. Du commencement à la fin de sa carrière Cobden se préoccupait fort peu du jugement du Parlement et n'avait guère d'espoir dans la liberté d'esprit des deux Chambres. Il n'aimait pas les coterie parlementaires. C'était l'opinion du pays qu'il cherchait toujours à savoir et sur laquelle il voulait avoir de l'influence. Quoiqu'il eût une confiance légitime dans son propre jugement, il n'avait pas la faiblesse de croire que son jugement seul suffisait. Il était toujours désireux de connaître les opinions de ses amis de Manchester, et non seulement de les connaître, mais encore de les suivre.

Cobden fit deux autres discours dans la session d'automne, après la formation du ministère (16 sept.-7 oct.). Lord John Russell reprocha au nouveau chef de cabinet de demander du temps pour préparer le projet qui devait rétablir les finances. Peel lui demanda avec raison pourquoi, s'il était convaincu des maux que les lois-céréales infligeaient au pays, s'il leur attribuait la détresse commerciale et s'il regardait ces lois comme la cause des souffrances de la classe ouvrière ; pourquoi le ministère whig avait laissé la question en suspens, et pourquoi il avait gardé le pouvoir et permis à lord Melbourne d'avoir une opinion contraire sur une question si importante. Cobden se leva pour protester contre cette façon de traiter le sujet au point de vue d'un parti. Il ramena l'attention sur la détresse des districts manufacturiers et pressa le ministre de ne pas ajourner les lois-céréales au delà de l'hiver.

..... Je suis resté assis pendant qu'on votait des sommes considérables, écrivait-il à Frédéric Cobden (27 septembre 1841). J'ai été édifié et scandalisé de voir comment les pauvres diables de contribuables sont volés. 100,000 livres pour armer et équiper la milice canadienne, des phares dans la Jamaïque, l'éducation des nègres, des évêques dans le monde entier, etc., etc., le tout en proportion..... J'ai peur que la na-

tion ne soit guère plus raisonnable que le Parlement. Je n'ai pas fait d'objection, car cela aurait été ridicule. Mais j'ai eu de la peine à rester tranquille. Je suis content que mon second discours ne vous semble pas trop violent. Je n'en étais pas satisfait. D'ailleurs, on l'a mal reproduit. J'étais un peu plus content de mon troisième discours, vendredi ; quelques jeunes étourneaux ont essayé de m'ennuyer : l'un d'eux me poursuivit d'une réponse évidemment préparée à l'avance, où il citait mon discours de Manchester, parlait de l'éducation d'Oxford, de l'Ilissus, du Scamandre. On n'a pas reproduit son discours. C'était une espèce d'essai de rhétorique qui, grâce au tour pratique de la discussion, n'a guère intéressé la Chambre. Il est évident qu'on me regarde comme un Goth, et les classiques ne m'accorderont pas de merci. J'ai assez d'énergie pour m'élever au-dessus de leurs coups. Dans la suite, ces attaques me donneront une position plus assurée. J'ai remarqué parmi les tories une disposition à se poser en philanthropes. Le vieux sir Robert Inglis était assis, les mains croisées, prêt à soupirer et, s'il le fallait, à pleurer sur l'indigence de l'Église ; il prononça l'autre nuit un panégyrique de lord Ashley, qu'il appelait *l'ami de ceux qui n'ont pas de soutien*, parce que lord Ashley avait fait du sentiment au sujet des maux que souffrent les fous. Ajoutez à cela que Peel montre la plus grande sollicitude pour les pauvres à la charge des paroisses. Quand je leur dis, à la fin de mon discours, que j'avais observé toute cette agitation, mais que leur philanthropie ne servirait à rien, s'ils n'abolissaient l'impôt qui pèse sur le pain des pauvres, il y eut une attention silencieuse comme de gens effrayés de voir qu'on dévoile leurs intentions. Ma façon de parler plait au public des tribunes, et elle attire l'attention des radicaux, hors de la Chambre. Mais les tories, surtout les jeunes gens, m'envisagent comme un pétard dans une poudrière.

Quand Cobden se leva pour prononcer son troisième discours, il y eut des cris d'impatience dans les rangs de la majorité, mais cela ne l'empêcha pas de développer tout ce qu'il avait à dire sur l'incrédulité ou l'apathie du gouvernement, à l'égard de la détresse des villes manufacturières. Il insista surtout sur l'échange de denrées et des produits manufacturés entre l'Angleterre et les États-Unis qui suivrait le rappel. Il cita une pétition adressée au congrès des États-Unis, où l'on déclarait que si les propriétaires anglais se contentaient d'un droit modéré, au lieu de l'échelle mobile, l'Angleterre offrirait un marché au blé américain, et les États-Unis en échange accepteraient les produits manufacturés anglais ; la conséquence serait que l'industrie prendrait un nouvel essor dans les districts manufacturiers de l'Angleterre.

« Supposez, » continuait Cobden, « que la Tamise et non l'Atlantique sépare les deux pays, supposez que d'un côté il y a une nation d'artisans capables de produire une grande quantité de marchandises industrielles ; de l'autre, c'est un peuple agricole, qui produit infiniment plus de blé, de porcs, de bœufs, qu'il n'en peut consommer ; supposez ces deux peuples désireux d'échanger les produits de leur travail, et figurez-vous un démon qui s'élève du fleuve, car je ne peux penser qu'un être humain se mettrait dans une telle position et se prêterait à un tel emploi : figurez-vous un démon qui sort du fleuve, tenant à la main un Acte de Parlement et disant : « Vous ne « satisferez pas vos besoins. » Puis supposons que ce démon dise à ses victimes avec un sourire : « C'est pour votre bien, je le « fais pour vous protéger. » Quelle est la différence entre la Tamise et l'Atlantique ? »

Après une description vigoureuse des privations des populations du Nord, Cobden attaqua vivement les hommes, qui détournaient l'attention du Parlement de la question importante, pour traiter de vagues projets de philanthropie. « Quand j'irai dans les districts manufacturiers, disait-il, je sais que je trouverai un triste spectacle. Je sais que la famine siège dans le pays, que des hommes meurent faute du nécessaire le plus indispensable. Quand je verrai ces souffrances, et que je me rappellerai qu'une loi spéciale condamne la population à cette misère absolue, je ne pourrai m'empêcher d'accuser d'assassinat la puissance législative de ce pays ; et partout où je me trouverai, ici ou au dehors, je dénoncerai ce système de meurtre légal. » Il se tourna vers un député, qui était un grand ami des nègres esclaves, vers un autre, qui était un soutien ardent de l'Église établie, et qui avait traité lord Ashley d'ami de l'humanité en général, et de soutien des enfants de fabrique en particulier. « Quand je vous vois afficher votre humanité, je ne chercherai pas à démêler vos motifs, mais je dois vous dire que si voulez donner de la valeur à vos professions de foi humanitaire, il ne suffit pas de vous occuper des nègres aux antipodes, ni de bâtir des églises, ni d'aller en passant dans les fabriques pour parler d'une façon sentimentale des enfants de fabrique : vous devez affranchir le pain du peuple ! »

L'intervention de Cobden dans le débat était plus qu'un incident parlementaire, c'était une nouvelle force sociale qui s'affirmait. Le *Reform Bill* avait donné des représentants aux villes manufacturières. Cobden venait donner de la réalité à cette représentation. Le conflit des cinq années qui suivent n'avait pas pour unique cause un droit douanier, c'était une lutte d'influence politique et d'égalité sociale entre l'aristocratie terrienne et les grands industriels. C'est en lisant la correspondance de l'époque, en écoutant les survivants qui se trouvent parmi nous, que l'on mesure l'étonnement furieux de la vieille société anglaise, devant les prétentions d'une classe nouvelle, qui faisait valoir ses droits à la première place. Bien des années plus tard, quand M. Bright ne fut pas réélu à Manchester, Cobden ne manqua pas de faire ressortir l'injustice des manufacturiers de la capitale du Nord, qui avaient oublié avec quelle ardeur M. Bright avait été « le vaillant défenseur de leur classe ».

CHAPITRE VIII

COBDEN AGITATEUR

Dans l'année 1841 se place un événement qui eut une importance capitale dans l'histoire de la Ligue et dans la vie de Cobden. Cobden et M. Bright firent alors ce pacte solennel, qui donna une telle impulsion au mouvement ; alors commença une noble amitié, qui dura sans interruption jusqu'à la mort de Cobden.

M. Bright avait sept ans de moins que Cobden. Il avait fait sa connaissance quelque temps avant que la question des lois-céréales ait été soulevée. Il était allé en 1836 ou 1837 à Manchester voir Cobden, « et lui demander d'avoir la bonté de venir parler à Rochdale en faveur de l'instruction, dans un meeting qui aurait lieu dans la salle d'école de la chapelle baptiste de cette ville. Je le trouvai dans son bureau de Mosley Street. Je lui dis qui j'étais et ce que je voulais. Sa figure s'illumina de joie en trouvant que d'autres se préoccupaient de cette question, et il promit sans hésitation son concours. Il vint, il parla, et bien qu'il n'eût pas l'habitude de parler, son discours avait les qualités que le grand orateur conserva jusqu'à la fin de sa vie, la clarté, la logique, une éloquence facile, une force de persuasion unie à la sincérité absolue que l'on lisait dans son œil et dans sa figure, une force de persuasion à laquelle il était presque impossible de résister. »

Survinrent ensuite la formation graduelle de la Ligue, l'élection de Cobden au Parlement et la fin de sa première session. « C'était au mois de septembre 1841, » dit M. Bright, « les souffrances du pays étaient effrayantes ; vous qui vivez maintenant, mais n'étiez pas en état d'observer ce qui se passait alors, vous n'avez aucune idée de l'état où se trouvait l'Angleterre à cette

époque... J'étais alors à Leamington, et le jour où M. Cobden vint me voir, car il se trouvait en visite chez des parents, j'étais plongé dans une tristesse qui était presque du désespoir ; car la lumière et le soleil de ma maison s'étaient éteints. Tout ce qui restait de ma jeune femme sur la terre, excepté la mémoire d'une vie sainte et d'un bonheur trop court, était étendu froid et immobile dans la chambre au-dessus de nous. M. Cobden venait me voir comme un ami, et m'adressa, comme vous pouvez l'imaginer, des paroles de sympathie (1). Après quelque temps, il leva les yeux et me dit : Il y a des milliers de maisons en Angleterre à cette heure où des femmes, des mères, des enfants meurent de faim. Maintenant, quand le premier paroxysme de votre douleur sera passé, je vous conseille de venir avec moi, et nous ne nous reposerons pas jusqu'à ce que la loi-céréales soit abolie. J'acceptai son appel. Je savais que la description de l'état où se trouvaient des milliers de malheureux n'était pas exagérée. Je sentis dans ma conscience que c'était une œuvre que quelqu'un devait accomplir ; je répondis à sa demande, et depuis ce jour nous ne cessâmes de faire des efforts pour exécuter la résolution que nous avions prise. »

« Pendant sept ans, » continue M. Bright, « la discussion roula sur ce seul point : vaut-il mieux pour un homme d'avoir un demi-pain ou un pain entier ; pendant sept ans la discussion se poursuivit, je ne dirai pas avec un résultat douteux, car le résultat ne pouvait être et ne fut jamais douteux dans une telle cause, mais pendant cinq ans et plus (1841-6) notre dévouement fut absolu ; chaque heure était absorbée par notre grande cause et tout ce qui s'y rapportait (2). »

Le moment est venu de considérer quelles étaient les qualités que Cobden mettait au service de la mission que lui et son allié s'étaient donnée. En parlant seulement de Cobden, il peut paraître que j'oublie ceux qui prirent une part presque égale à la sienne dans l'agitation ; et pourtant sans leur zèle, leur

(1) M. Bright avait perdu sa femme le 10 septembre, et Cobden vint le voir le 13.

(2) Ce passage et le précédent sont pris du beau discours prononcé par M. Bright, à l'inauguration de la statue de son ami à Bradford (25 juillet 1877). Le discours entier est reproduit dans le volume de M. Thorold Rogers : *Public addresses of John Bright*.

désintéressement, leur intelligence, les efforts de Cobden et de M. Bright n'auraient eu que peu d'effet. Un récit de la Ligue serait incomplet, s'il ne rappelait les noms et les travaux de tant d'hommes éminents qui se consacrèrent avec une énergie admirable à la lourde tâche de l'organisation et de la propagande. Mais ces pages n'ont pas la prétention de raconter toute cette histoire ; elles montrent seulement la part qui se rapporte à l'un des héros du mouvement. « Nous n'étions pas même les premiers », dit M. Bright, « bien que dans la suite, peut-être, nous ayons été plus en vue devant le public ; il y en avait d'autres avant nous. » L'imagination publique fut frappée par ces deux amis qui se consacraient ainsi à une grande cause. Leur alliance fit plus que doubler l'influence que chacun d'eux aurait exercée à part. Il y avait quelque chose d'apostolique dans ces deux hommes sans prétention, qui abandonnaient leurs maisons, leurs affaires, et allaient à travers le pays convertir la nation ; leur conduite était si différente de l'activité stéréotypée des politiques ordinaires, qu'elle toucha et émut la nation, à part même l'objet qu'elle poursuivait ; un intérêt dramatique s'attacha au long pèlerinage de ces deux amis, qui étaient devenus orateurs parce qu'ils avaient quelque chose à dire, et qu'ils voulaient convertir leurs auditeurs à des idées vraies, justes et sages.

L'agitateur a été un personnage très rare dans l'histoire anglaise. Le plus grand que l'on ait jamais vu est O'Connell, et avant lui je n'en connais aucun, jusqu'au moment de la Ligue, que l'on puisse mettre à côté de lui.

Cobden avait peu des talents que l'on regarde d'ordinaire comme indispensables à l'agitateur. Il n'avait aucun des dons physiques qui frappent la foule. En revanche, il avait une faculté précieuse pour un grand travailleur.

Il disait plus tard : « Si je n'avais pas eu la capacité de m'endormir comme un poisson mort, cinq minutes après l'effort mental le plus excitant, et avec la certitude de trouver l'oubli dans un sommeil de six heures, je ne serais pas vivant aujourd'hui. »

Dans sa jeunesse, il était mince et frêle d'aspect. Il fut enclin dans la suite à la corpulence. Il avait une tête grande et puissante,

et il y avait un charme indescriptible dans son regard candide. Ses traits n'étaient pas imposants, mais ils étaient éclairés et rendus attrayants par l'éclat de son intelligence, par sa sympathie, par son sérieux. La mobilité de sa bouche était singulièrement séduisante et expressive. Sa voix était claire, variée dans ses sons, douce et pénétrante; mais elle n'avait pas l'étendue, la profondeur que l'on trouve chez les orateurs qui se font entendre par de grandes multitudes. Il avait un feu intérieur; mais ce n'était pas le feu qui s'enflamme des couleurs radieuses d'une imagination ardente, c'était plutôt l'éclat d'une raison convaincue, le génie naturel, une force de pénétration, qui venait d'une honnêteté transparente, de la clarté des idées et d'un but défini. C'étaient les qualités que demandait le rôle de Cobden. Tout professeur aurait pu démontrer l'erreur économique du monopole. Fox, le pasteur unitarien, savait mieux toucher les esprits par des tableaux, auxquels l'art oratoire n'ôtait rien de leur vérité. Chez Cobden le zèle et la logique étaient réunis, et on voyait que son ardeur avait pour origine la force de sa conviction.

On a souvent remarqué que les deux grands orateurs de la Ligue se complétaient l'un l'autre; que leurs dons différaient, de sorte que l'un couvrait le terrain que l'autre n'aurait pas songé à occuper. Il est vrai que les points de ressemblance étaient plus nombreux que les différences. Si M. Bright avait une austérité plus profonde, chez l'un et chez l'autre il y avait la même simplicité, la même franchise. Ils évitaient tous deux les abstractions guindées de la rhétorique; ils ne craignaient pas la vulgarité des détails. Dans Cobden, comme dans Bright, il n'y avait rien de personnel ni de mesquin; ils se souciaient uniquement des grands côtés de la cause. Ils se tenaient à l'écart des petites préoccupations de parti, avec un dédain qui paraissait presque arrogant, si tout ce qu'ils avaient à dire eût été moins empreint de moralité politique et d'humanité. Les différences n'en étaient pas moins frappantes. M. Bright déployait toutes les ressources de la passion. Il était entraîné par une véhémence de colère politique, qui ressemblait parfois à la sainte indignation des anciens prophètes. S'attacher à une erreur nuisible lui semblait le signe d'un cœur corrompu. Ce qu'il voyait, c'était l'égoïsme

de l'aristocratie, et des propriétaires; il éprouvait pour l'injustice une haine violente, qui ne lui permettait pas de traiter patiemment des arguments faux en eux-mêmes, mais qui pouvaient paraître bons à ceux dont l'intérêt personnel était en jeu. Ses invectives étaient d'une énergie menaçante et il dominait de haut ses auditeurs; tandis que son compagnon les attirait vers lui, comme des amis et des égaux. Cobden n'était pas incapable de passion, de sentiments violents, d'expressions véhémentes. Son humeur batailleuse était pour le moins aussi redoutable que celle de M. Bright; il avait une manière d'abaisser les mâchoires et de rejeter la tête en arrière, quand il se préparait à une lutte sérieuse, qui n'était pas moins inquiétante pour ses adversaires que le style plus sombre de son collègue. Mais ce n'est pas la passion qui explique ses succès oratoires. J'ai demandé à ceux qui l'avaient connu, conservateurs aussi bien que libéraux, quel était son secret; dans aucun cas mon interlocuteur n'a manqué de commencer et dans presque tous les cas il finissait, comme il avait commencé, par le mot de *persuasion*. Cobden gagnait les cœurs par le mélange que l'on voyait en lui de simplicité, de zèle et de conviction, et il gagnait les esprits par un singulier don d'exposition. Cette facilité se montre par l'emploi d'exemples simples et bien choisis, par une curieuse ingéniosité dans les arguments. Il avait l'art de présenter les faits d'une telle façon que l'auditeur ne manquait pas de comprendre. Il n'oubliait pas qu'il est plus difficile de suivre un discours, que de suivre les mêmes arguments dans une page imprimée, sur laquelle on peut s'arrêter, jusqu'à ce qu'on l'ait entièrement comprise. Puis, les gens étaient attirés par sa vivacité mentale, par la promptitude avec laquelle il répondait à une nouvelle objection. Il n'était jamais embarrassé; il n'hésitait jamais. Voilà ce que M. Disraéli voulait dire quand il parlait de « l'insolence » de Cobden. L'effet produit était excellent, parce qu'on savait que ce n'était pas de la légèreté ou de la présomption, mais une connaissance parfaite du sujet.

Si la loi-céréales ne semblait pas un thème facile d'agitation populaire, pourtant elle était tout à fait propre à faire ressortir le talent de Cobden, car elle s'appuyait sur des faits palpables, dont on pouvait tirer des conséquences certaines; c'était le

terrain sur lequel Cobden était le plus solide. S'il avait fallu faire appel au sentiment et à la passion populaire comme O'Connell, il n'aurait pas suffi à la tâche. Quand il s'agissait de logique et de connaissances pratiques, Cobden était un maître.

Les bureaux de la Ligue recevaient toutes les semaines des masses énormes de matériaux. Cobden passait la journée à recevoir les gens qui avaient quelque chose à communiquer. De tous côtés, des correspondants lui envoyaient des informations. Et pourtant il ne se laissa pas dévoyer. Il était toujours à l'affût d'un fait utile, d'un exemple convaincant, d'une nouvelle erreur à exposer. Il se retrouvait si merveilleusement à travers l'amas de papiers sans cesse grandissant, que ses compagnons étaient unanimes à dire que rien d'à propos ne lui échappait, et que rien d'inutile ne le retenait.

Un agitateur politique ou religieux ne doit pas craindre de se répéter. La répétition est une force pour lui. L'esprit littéraire, qui craint de dire deux fois la même chose, est une cause d'impuissance quand il s'agit de propagande. C'est une des raisons qui expliquent pourquoi les plus grands agitateurs, ceux qui ont ébranlé le monde, sont souvent les caractères qui présentent le moins l'intérêt pittoresque de l'histoire. Cobden, il est vrai, avait des dons intellectuels qui lui prêtent un attrait particulier, et par lesquels il laissera le souvenir d'une nature riche et variée, mais il ne reculait pas devant l'obligation, qui incombe à l'agitateur, de répéter sans relâche ses formules, ses exemples et jusqu'à ses phrases.

Le langage de Cobden est élégant, aiguë, et ses arguments ne vont jamais à la dérive. Il ne perdait jamais de vue l'occasion présente, l'auditoire réuni autour de lui, l'impression à produire, de façon à ce que le souvenir ne s'effaçât pas. Sa tâche était de laisser, chaque fois qu'il parlait, dans l'esprit de son auditoire une réponse précise à l'erreur du jour et d'enterrer, ou de détruire autant de sophismes protectionnistes que possible, dans un temps donné. Ce qui est remarquable, c'est que, tout en s'en tenant à son sujet, en ayant rarement recours au sarcasme, à l'*humour*, à l'invective, au pathos ou aux autres éléments catalogués dans les manuels de rhétorique, aucun orateur n'a aussi peu encouru le reproche d'ennui, aucun ne s'est mis en

contact aussi réel et aussi sympathique avec son auditoire. Il parlait en homme pratique, et pourtant il n'était ni monotone, ni ennuyeux.

Après tout, ce ne sont pas les tropes, ni les péroraisons, qui font l'orateur populaire, c'est l'impression d'ensemble produite par sa personnalité. Nous qui lisons les discours de Cobden, nous y trouvons des qualités admirables ; l'habileté dans le choix des arguments, l'extrême lucidité dans la manière de les présenter, une énergie confiante qui les fait ressortir. Mais l'impression sur ceux qui l'écoutaient était bien plus puissante. Ils étaient séduits par la vivacité, l'aisance, la droiture, la spontanéité, la sincérité, le charme si puissant et si rare de l'orateur qui inspire aux auditeurs des sentiments de cordialité et d'amitié personnelle. En voici une preuve. Cobden avait eu une entrevue avec Rowland Hill en 1838, et il avait donné sa chaleureuse adhésion à la réforme postale, qui était sur le point de s'accomplir. Rowland Hill lui écrivit plus tard et s'excusa de l'importuner avec ses affaires personnelles : « Vos paroles, votre déposition, vos lettres, m'ont inspiré le sentiment que l'on éprouve pour un vieil ami, et j'oublie que je ne vous ai rencontré qu'une seule fois. » Il en était avec les masses d'hommes comme avec les individus. Si aucun orateur populaire ne réussissait si vite à établir, entre lui et ses auditeurs, des relations amicales, respectueuses sans formalité et intimes sans familiarité, la raison en était, comme le dit M. Bright, « la vérité absolue qui brillait dans ses yeux et dans son visage. »

J'ai parlé de la patience de Cobden à réunir et à coordonner des faits. Mais plus admirable encore était la patience, dont il faisait preuve, envers les infirmités intellectuelles de ceux qu'il s'était proposé de convaincre. Il était libre de cette colère démesurée contre la stupidité humaine, colère qui est, elle aussi, une forme de cette même stupidité. Il n'était pas dépourvu de la faculté de dédain intellectuel et il avait le don de l'ironie ; mais c'était un dédain sans arrogance, et une ironie sans brutalité. Il arriva un temps, où il se trouva sans influence, où il pouvait à peine parvenir à se faire entendre. Mais à l'époque de la Ligue, il n'avait pas encore cette prévention contre ses concitoyens, qu'un réformateur évite difficilement, parce qu'il a tant à souffrir des

défauts de ses concitoyens, et qu'il n'a pas le moyen d'observer ces mêmes défauts ou d'autres plus grands encore, chez les autres nations.

On a souvent dit que Cobden n'était pas un bon Anglais ; il l'était, mais il avait des qualités plus délicates que nos voisins ne nous accordent pas. La société de Londres et les journalistes moqueurs, qui voulaient faire de l'esprit et qui prenaient un peu de science acquise dans les livres pour de la culture intellectuelle, traitaient Cobden de manufacturier grossier, qui n'avait d'autre idée que d'acheter au plus bas prix possible et de revendre au prix le plus élevé. Ce n'est pas l'impression qu'il fit sur un écrivain français, critique blasé et raffiné, habitué à vivre dans le commerce des célébrités littéraires et politiques. Prosper Mérimée vit beaucoup Cobden en 1860, quand ils passèrent tous deux l'hiver à Cannes. « Cobden, » écrivait-il à son correspondant intime, « est un homme très intéressant ; il est tout à fait le contraire d'un Anglais, en ce sens qu'il ne dit jamais de lieux communs et qu'il a peu de préjugés. » C'est justement parce qu'il n'était pas un homme à préjugés, qu'il n'en avait pas contre ses concitoyens. Il avait une autre opinion que ses compatriotes sur ce qui faisait la grandeur de l'Angleterre, mais il était aussi soucieux de cette grandeur et aussi fier des vertus et de l'énergie anglaise, que les patriotes les plus bruyants des cafés-concerts de Londres.

Cobden dit à plusieurs reprises que c'était un avantage pour lui, en tant qu'agitateur, d'appartenir à l'Église établie. Il racontait que des hommes venaient lui déclarer que leur confiance en lui datait du moment qu'ils avaient appris qu'il était membre de cette Église. Mais cela lui fut peut-être encore plus utile qu'il ne le pensait. Quoique nous n'admirions guère l'institution d'une religion d'État, il est certain que là où cette institution existe, ceux qui ont été élevés dans la religion nationale, qui en acceptent tranquillement les doctrines, échappent à une grande cause de rudesse d'esprit et de discorde. Ce n'est pas un mérite de leur part, ni un signe de la supériorité de l'institution, pas plus que la rudesse d'esprit n'est un démérite en ceux qui n'acceptent pas les doctrines officielles.

Au surplus le caractère avait plus de part que les institutions

dans la force d'attrait moral dont Cobden était doué. On ne voit guère trace chez lui d'une profonde spiritualité. Il n'était ni accablé ni attiré par les mystères, les aspirations, les remords, les élans qui constituent la religion. Autant que nous pouvons savoir, il n'était pas de ceux qui vivent dans l'Invisible. Mais il avait pour la beauté morale, sous quelque forme que ce fût, un respect qui venait du plus profond de son cœur. Tout en penchant vers les théories scientifiques de motif et de conduite, que George Combe avait contribué activement à répandre, il ne méprisait pas ceux qui restaient attachés aux doctrines plus anciennes, pourvu que leurs efforts pratiques fussent vers le bien. Dans une lettre écrite à Combe, quand la lutte sur les lois-céréales fut terminée, Cobden parle librement de ses opinions en cette matière :

Quant à vos remarques sur les dissidents évangélistes et autres, sur leur jugement de votre philosophie, j'avoue que je ne suis pas disposé à entrer en lutte avec cette classe de mes concitoyens. Je vois toute la force de vos arguments, mais je suis porté à avoir plus d'espoir en eux avec le temps que dans aucun autre parti. Graduellement et sans s'en apercevoir, ils sont pénétrés des idées de l'époque, et reconnaissent que les lois morales font partie de notre organisation naturelle. Ils ne pensent pas que leurs doctrines puissent être remplacées par les vôtres, mais, comme il est arrivé pour la géologie, votre science se fait un chemin à côté des idées préconçues, et le tout ira ensemble pendant quelque temps sans choc sensible. Je ne trouve pas à redire aux gens religieux, parce qu'ils agissent, ou du moins qu'ils reconnaissent et déclarent agir, d'après la morale du nouveau Testament, et vous ne pouvez trouver mieux. La seule différence, c'est que John Calvin et George Combe agissent d'après des théories différentes, s'appuient sur des motifs différents, ont un point de départ tout à fait différent, mais reconnaissent pratiquement les mêmes fins, et je ne peux blâmer l'un ni l'autre..... Je suis religieux par nature. Je fus frappé de votre remarque, il y a onze ans, quand vous m'avez dit : « Si vous aviez vécu au moyen âge, vous auriez été moine, vous avez la bosse de la vénération. » C'était un triomphe pour la phrénologie, car vous n'aviez pu former votre opinion d'après ce que vous aviez vu et entendu. J'ai un profond sentiment religieux, une vive sympathie pour les hommes qui agissent sous cette impulsion ; je la respecte comme la force qui a conduit les hommes à faire de grandes choses. Je reconnais que ce sentiment a été perverti de telle sorte qu'il a pu faire un mal infini. J'avoue qu'il a été employé à abrutir et dégrader les hommes ; mais on lui doit aussi des actions glorieuses pour

la liberté et l'exaltation de l'humanité, et on lui en devra de plus belles encore dans l'avenir. Il est heureux pour moi que, tout en ayant une faculté logique qui me retient dans la voie du rationalisme, j'aie une sympathie religieuse, qui me permet d'agir de concert avec des hommes dont les sentiments sont exclusivement religieux. Je veux dire que c'est heureux pour ma capacité à me rendre utile dans mon temps et dans ma génération. C'est à cette circonstance que je dois mon succès dans la grande lutte pour le libre échange.

J'espère que la même circonstance me permettra de coopérer d'une façon efficace avec les meilleurs esprits de notre époque, dans l'œuvre de l'éducation morale et intellectuelle. Je puis insister sur la nécessité de l'instruction laïque sans blesser les préjugés religieux, excepté ceux des misérables dévots de l'Église haute ou de la portion extrême du parti opposé.

J'ai dit que j'ai une sympathie profonde pour le sentiment religieux, mais je sympathise avec tous les hommes moraux, qui ne sont pas des moralistes *passifs*; avec ces derniers, il est difficile de sympathiser, mais je les respecte. Je suis surtout attiré vers ceux qui se donnent de la peine et qui font des sacrifices pour répandre de saines doctrines morales. J'avoue qu'il m'est déplaisant de m'associer avec ceux qui, tout en se permettant de grossières allusions sceptiques à notre foi, ne s'imposent pas dans leur vie privée une règle de conduite meilleure que celle du Nouveau Testament. Ma vie publique m'a quelquefois jeté dans une telle société, et je n'ai pas de sympathie pour ces *esprits forts*, comme les appellent les Français. Ma maxime, dans ce cas, est d'éviter toute discussion théologique et de déclarer que je suis décidé à suivre l'avis de Bonaparte : rester fidèle à la religion de ma mère, qui était une femme énergiquement pieuse. (1^{er} avril 1846.)

Personne n'a mis en doute la droiture évidente de Cobden. Sa sincérité toutefois n'avait pas ce caractère inconsidéré et de mauvais aloi, qui amène des hommes dans un violent accès de franc parler à se rendre impossibles pour le reste de leur vie. Il y avait certaines réformes, qui lui semblaient devoir être fécondes, et auxquelles il croyait pouvoir concourir. Mais une fois que sa décision était prise et qu'il était prêt à agir, il devenait l'être le plus circonspect. Étant un homme d'action et non un chercheur spéculatif, il se préoccupait avant tout de consacrer ses efforts à une cause, où il avait des chances de succès, soit dans le Parlement, soit sur l'opinion publique. « Je suis prudent à l'excès, disait-il, et dans tout ce que je fais on retrouve la sagesse du serpent, aussi bien que l'innocence de la colombe. » (A. M. Lucas, 27 janvier 1864.)

C'était une autre façon de dire que l'enthousiasme chez lui n'était pas en contradiction avec le bon sens. Au lieu d'augmenter les éléments de discorde, ce qui est un défaut des réformateurs et des dissidents de tout genre, il se donnait une peine infinie pour les diminuer. Il se gardait de s'engager dans trop de questions à la fois, parce qu'en soulevant de tous côtés une masse d'ennemis, il avait moins de chance de réussir, que s'il triomphait de chaque opposition séparément. Un de ses correspondants lui écrivit un jour à ce sujet et il répondit :

(23 avril 1849.)

Vous soulevez un grave problème, en parlant du devoir qui incombe à un homme politique de soutenir tous les changements qui lui semblent nécessaires. J'y ai souvent réfléchi. Bacon dit : « Si vous avez la main pleine de vérités, n'ouvrez qu'un doigt à la fois. » Il n'est pas le guide le plus sûr, moralement parlant, et pourtant je crois qu'il a raison jusqu'à un certain point. Si nous devons déclarer nos opinions sur toutes choses, si nous nous conduisons d'après la raison abstraite sans nous préoccuper des circonstances, pourquoi n'avouerai-je pas, par exemple, que je suis un républicain ? Une république est sans contredit la forme de gouvernement la plus rationnelle pour des hommes libres. Mais je doute que j'augmenterais mes moyens d'être utile en demandant cette forme de gouvernement pour l'Angleterre. Tout en professant qu'il ne serait pas sage, dans la vie pratique, de mettre en évidence tout ce que je pense, j'admets votre principe, en ce sens que je ne soutiendrai jamais ce qui ne me semble pas vrai d'une façon abstraite. Et ceci me ramène à mon principe d'essayer de ne faire qu'une chose à la fois. Je veux dire par là que j'ai une aptitude pour certaines questions. D'autres que moi ont des facultés différentes, et je crois que la division du travail est aussi indispensable dans la vie politique que dans la vie industrielle.

C'est ce que Cobden appelait sa sagesse de serpent, qui fit sa force dans la partie la moins apparente, mais non la moins utile de sa carrière d'agitateur. Il était d'une énergie infatigable, d'une ingéniosité singulière à attirer sur la Ligue l'attention du pays ; il avait toujours l'esprit en éveil pour profiter d'une erreur de l'ennemi ; il ne perdait aucune occasion de changer en ami un adversaire ou un neutre. La continuité du but ne l'empêchait pas de diversifier ses moyens. Le danger des grandes confédérations, c'est qu'elles tendent à devenir automatiques. La machinerie doit nécessairement y jouer un grand

rôle. Les circulaires, les conférences, les souscriptions, les annonces, les députations, les propositions, les motions : tout cela risque d'enterrer la partie vitale du mouvement sous une monotonie mesquine et désespérante. Une organisation de ce genre amortit les esprits les plus ardents. C'est la fraîcheur intellectuelle de Cobden qui le préserva de ce danger. Il ressemblait à un général doué d'un vrai génie pour la guerre. La stratégie lui plaisait ; en fait de tactiques, il était le plus adroit des hommes ; rien ne lui échappait, il avait la hardiesse, la vigilance, la ténacité, la fertilité de ressources d'un grand chef d'armée. Il avait surtout ce don du chef, d'encourager et de stimuler les autres. Son enthousiasme, sa patience, sa bonne humeur étaient des qualités précieuses en campagne. Aucun être n'avait moins d'amertume dans le caractère que lui : il pouvait dire, après sept années d'une agitation si énergique, que le seul moyen qu'elle n'avait pas employé était celui de la force matérielle et de la violence, qu'il ne pensait pas avoir fait un seul ennemi, ni blessé aucun sentiment personnel.

Les critiques signalaient d'ordinaire la faculté logique de Cobden comme son trait caractéristique ; mais il était naturellement porté à voir les conclusions de sa logique sous une forme poétique. Il aimait les lignes de Cowper sur les avantages du commerce, où en quelques vers se trouve résumée une haute doctrine économique, et il ne cessait de citer également les vers de Cowper sur la liberté. C'était cette association de théorie, d'enthousiasme et d'idéal qui faisait l'originalité de Cobden. C'était cette forme bienveillante d'imagination qui gagnait les cœurs. On se moquait de son idéal, on le déclarait bas, matériel, vulgaire, et ces sarcasmes venaient surtout de la classe de gens dont la vie est une longue suite d'indolence et de dilettantisme. George Combe raconte qu'un soir, en 1852, il était dans le salon d'une grande dame, qui, au milieu de l'applaudissement de ses amis, déclara que les idées de Cobden ne s'élevaient jamais au-delà « du millenium d'un porte-balles ». C'était une façon spirituelle, parmi les gens égoïstes et indolents, de dire que Cobden se préoccupait du confort des masses et non du luxe du petit nombre. Il savait mieux qu'eux que la satisfaction des besoins les plus élevés de notre nature ne se trouve ni dans le

confort matériel, ni dans le luxe; mais il lui était facile de dédaigner les prétentions à un idéal sublime sur les lèvres d'une classe, qui laissait périr de faim les travailleurs pour conserver ses rentes.

Il y a encore un mot à dire sur le caractère de Cobden considéré comme agitateur. Le grand danger de cette carrière, c'est que celui qui s'y consacre devient avec le temps moins maître de lui-même. La considération capitale, pour lui, n'est pas la vérité, mais l'effet produit; un succès de réunion devient le but de la vie. Une fois, comme nous le verrons plus tard, en 1845, Cobden se laissa entraîner à employer, ce qui était assez excusable, un langage très violent contre sir Robert Peel. Miss Martineau, George Combe et d'autres le lui reprochèrent vivement. Il prit leur blâme en très bonne part et s'excusa humblement, en décrivant ses sentiments à l'égard de la vie politique dans des paroles, qui portent l'empreinte d'une sincérité absolue.

Vous ne devez pas me juger par ce que je dis dans ces tumultueuses réunions publiques. Je regrette sans cesse la nécessité où je me trouve de manquer au bon goût et au bon sentiment dans mes harangues. Je dis *nécessité*, car je défie qui que ce soit de se faire écouter du public pendant sept ans sur une seule question, sans chercher à amuser aussi bien qu'à instruire. Le public ne vient pas à une réunion pour apprendre, mais pour être ému, amusé, flatté. Si l'orateur fait une simple conférence, on écouterait peut-être la leçon jusqu'au bout, mais on ne reviendra pas; et comme j'ai eu besoin de faire revenir ces gens bien des fois, j'ai été obligé de les distraire, non en me tenant sur la tête ou en mangeant du feu, mais par des tours de passe-passe analogues, en faisant appel à leur vanité, à leur humeur batailleuse, à leur goût du burlesque. Vous savez comme il est facile, en éveillant ces sentiments, de tomber dans la flatterie, l'exagération vindicative et la grossièreté. Je m'étonne parfois d'y avoir échappé autant que je l'ai fait. Je ne suis pas de ma nature orateur populaire. C'est un effort pour moi de parler en public. Les applaudissements de meeting n'ont pas de charme pour moi. Quand je prends la parole dans une réunion, c'est avec le même sentiment de devoir à remplir et d'utilité pratique, qui me pousse à écrire un article dans le journal de la Ligue, sans aucune pensée d'*éclat* personnel. J'éprouverais une grande satisfaction de savoir que je n'aurai plus à paraître dans une réunion publique.

(A George Combe, 29 décembre 1843.)



CHAPITRE IX

LA NOUVELLE LOI-CÉRÉALES

Dans l'intervalle entre la prorogation et la grande session de 1842, on croyait généralement que le gouvernement s'occuperait de la question des céréales. Il n'y avait pas beaucoup de confiance parmi les hommes du Nord. Quelques-uns des plus impatients voulaient entreprendre une agitation pour renverser le ministère qui venait d'être formé et qui disposait d'une majorité écrasante. Cobden était plus sage. Il écrivit ces vérités utiles au plus clairvoyant de ses alliés, G. Wilson :

(12 octobre 1841.)

Votre idée d'amener les députés à voter pour le renversement du cabinet ne me plaît guère. Ce serait un acte de partisans qui nous ferait perdre notre influence morale. N'oublions pas que nous avons été très tolérants pour les ministres whigs, même après que Melbourne nous avait ri au nez et nous avait traités de fous. Le gouvernement actuel fera quelque chose. C'est la Chambre des communes et non le gouvernement que nous devons attaquer. Je ne vois pas comment nous aurions le droit de pousser la reine à changer ses ministres, quand les représentants du *peuple* lui ont imposé Peel contre son gré. Parmi ces représentants, il y en a de Liverpool, de Warrington, de Wigan, de Leeds, de Lancastre, etc. Quand nous pensons à ces villes, nous devrions être modestes. J'ai beaucoup réfléchi au projet de meetings dans les différents districts et j'y suis de plus en plus favorable. Je suis convaincu que des efforts dispersés à travers le pays auront plus d'effet qu'une nouvelle réunion à Manchester. La question a été trop confinée à Manchester. Les seigneurs du coton ne sont pas plus populaires que les seigneurs du sol.

Bien qu'il arrêtât l'agitation de l'impatience, Cobden était aussi ardent et aussi actif que tout autre dans l'agitation de la persuasion. Il parla dans un grand meeting tenu à Derby, auquel

prirent part les marchands des comtés de Derby, de Nottingham, et de Leicester. Il fit une sortie violente contre ce qu'il appelait la supercherie de la *landtax*. De la Trent, il se dirigea sur la Clyde, tandis que M. Bright allait à Dublin. Les membres de la Ligue exhortaient les habitants des centres industriels à former des associations, à réunir des pétitions, à multiplier les meetings. Ils devaient recueillir des informations sur l'état du commerce, le taux des salaires, l'étendue du paupérisme et tous les faits qui se rapportent au monopole de l'alimentation.

Entre autres expédients, la Ligue avait eu recours cet automne à une vente de charité, qui devait lui procurer des fonds et amener un contact plus personnel entre les partisans des idées libérales. La vente eut lieu au commencement du mois de février dans le théâtre royal de Manchester. Le succès fut considérable et on obtint 10,000 livres. La lettre suivante montre l'attention que Cobden donnait aux détails, et aux petites choses qui agissent sur l'opinion publique :

J'ai reçu votre lettre, écrivait-il à G. Wilson (novembre 1841), et je suis heureux que vous soyez satisfait de la bonne tournure que prend notre vente. Je m'étonne comment vous et vos quatre coadjuteurs supportez la fatigue énorme d'une telle entreprise. Vous ne devez pas juger votre succès uniquement d'après l'argent que vous obtiendrez. La position que vous vous ferez devant le public est également importante. Je me rappelle, il y a un an, je craignais que les journaux monopoliseurs n'empêchassent les dames de venir vendre pour nous par leurs invectives. Il y a trois ans, cela aurait certainement été le ton de l'*Herald*, du *Post*, du *Bull*. Maintenant, ces journaux ont tout à fait changé. Ils ne se permettent pas de pasquinades. Ils essayent d'être justes et deviennent même louangeurs. Le fait seul est une victoire morale de la Ligue. Ne pourriez-vous pas faire paraître une série d'articles comme celui du *Globe* d'hier? R... ne pourrait-il employer sa plume à cet usage? Dites-lui de ne pas faire de rapsodies et qu'il n'y ait pas même d'éloges dans sa description, mais qu'il donne tous les jours des faits, des détails qui décideraient les journaux à accepter ses articles comme nouvelles. Il pourrait décrire l'arrivée des grands trains remplis de ligueurs campagnards. Dans le nouveau numéro de la *Ligue*, voyez qu'on publie une liste aussi longue que possible des personnages de distinction qui y ont assisté. C'est très important.

Le journal des ligueurs mérite une mention. Son énergie était autant de nature à frapper les esprits que l'énergie des orateurs.

Chaque fois, les articles de fond, souvent écrits par Cobden et Bright, exposaient avec clarté et profondeur un nouveau côté de la question. Toute phrase malheureuse, tombée de la bouche d'un monopoliste, était saisie et servait de sujet à un paragraphe animé. On ne laissait pas échapper la moindre admission imprudente du parti ennemi, sans en tirer les conclusions les plus fâcheuses pour lui. Un esprit vigilant surveillait les faits de chaque jour et mettait à profit tous les arguments ou les exemples qui s'offraient. Cette verve et cette ingéniosité préservaient le journal de la monotonie de la plupart des feuilles consacrées à une seule cause. Il y avait là des chants des pauvres, des hymnes contre les lois-céréales, des prières contre la taxe sur le pain. L'éditeur n'oubliait pas les fameux vers de Byron dans *l'Age de Bronze*, qui furent souvent cités dans la suite de cette longue lutte.

A Preston, ce même hiver, un volontaire du libre échange commença à publier de son côté une petite feuille curieuse de quatre pages in-quarto, appelée *la Lutte*, et coûtant un sou. Elle n'était en relation avec aucune des associations qui formaient la Ligue. Celui qui l'écrivait, l'imprimait et la vendait, était seul responsable du contenu. En deux ans, onze cent mille exemplaires trouvèrent des acheteurs. *La Lutte* restera un modèle pour quiconque voudra agir sur l'opinion populaire, sans recourir à l'organisation coûteuse et souvent inefficace d'une grande société. Les arguments étaient présentés sous une forme piquante et dans un langage direct. Quelquefois un numéro contenait seulement un discours encore plus vif que d'ordinaire de Cobden ou de Fox. Il y avait aussi des dialogues pleins de verve, où le landlord n'avait pas le dessus, des allégories frappantes où le duc de Buckingham et le duc de Richmond apparaissaient sous des traits aussi peu flattés que possible. La Bible fournissait des textes appropriés. Sur la première page on voyait une gravure sur bois, faite avec aussi peu d'art qu'un dessin d'écolier, mais pleine d'esprit, qui tournait le gouvernement en ridicule, mettait en face du landlord opulent l'ouvrier affamé, ou représentait quelque idylle de pauvres gens laborieux, destinée à illustrer cette pensée politique, que « le confort domestique est l'objet de toutes les réformes ».

Cobden avait été sur le point d'accepter les services d'un homme qui fut très illustre dans la suite, et qui s'était offert au journal de la Ligue comme dessinateur. C'était Thackeray, qui n'était alors connu que d'un petit nombre de gens par son roman du *Hoggarty Diamond*. « L'inventeur d'un nouveau genre de gravure », écrivait M. Henry Cole à Cobden (22 juin 1839), « a dit à M. Thackeray qu'on pourrait l'appliquer aux dessins dont nous avons besoin. On a fait trois dessins de votre allégorie anglo-polonaise, qui n'ont pas réussi. Thackeray a renoncé au nouveau procédé, et il faudra revenir à la gravure sur bois. Cela fera une grande différence dans la dépense... J'espère que vous serez content de l'esquisse que je vous envoie, c'est une ébauche, mais tous ceux à qui je l'ai montrée l'ont trouvée très bien... M. Thackeray est un génie avec le crayon et avec la plume. Il est plein d'esprit et de sentiment. Il n'a pas eu l'occasion de s'occuper de la loi-céréales et il n'est pas au courant du sujet. Quand il l'aura suffisamment étudié, il voudrait dessiner et écrire, il pourrait composer des ballades, des récits et les illustrer. Je crois que vous trouverez un auxiliaire utile en lui; la meilleure manière de lui fournir des sujets de dessin, c'est de lui faire voir les tisserands, les fabriques, les usines. Si son dessin vous plaît, renvoyez-le-moi et je le ferai graver; Thackeray est l'auteur d'un article dans le dernier numéro de la *Westminster Review* sur les caricatures françaises. Il a dirigé *the Constitutionnal* pendant quelque temps. Il est l'ami de collègue de Charles Buller... Faut-il envoyer votre circulaire à Thomas Carlyle, Cheyne Street, Chelsea? On l'a cité dans la circulaire de la semaine dernière, et il est en train d'étudier la condition des ouvriers. »

Le Parlement allait bientôt s'ouvrir. Toute l'attention se concentrait sur la session prochaine. Un membre important du cabinet s'était retiré pendant les vacances et cet acte avait ajouté à l'excitation des protectionnistes et des libre-échangistes. Les uns et les autres sentaient que la question allait être résolue, car le premier ministre ne pouvait laisser la loi-céréales telle qu'elle était. Peel nous a raconté dans les Mémoires publiés après sa mort, ce qui se passa dans l'automne de 1841. Suivant l'usage général, il présenta à ses collègues un résumé écrit de ses idées

sur le sujet. Ces notes, disait-il, offraient la meilleure occasion pour une étude sérieuse des faits et des arguments, c'était la meilleure sauvegarde contre les malentendus ou les décisions hâtives et irréflechies. Peel insistait sur les inconvénients du système actuel. Il attirait particulièrement l'attention sur les fluctuations violentes des droits sur les blés, et sur les changements brusques et les vacillations des marchés, qui en étaient la conséquence. Il montrait que les droits sur l'importation ne pouvaient maintenir les hauts prix d'une façon permanente. Tout ce qu'on obtenait avec ces droits, c'est que tant que le blé du pays ne dépassait pas un certain prix, il n'avait pas à craindre de compétition sérieuse des blés étrangers. Quel était ce prix ? La loi de 1815 supposait que le blé ne pouvait être cultivé d'une façon profitable pour un prix inférieur à 80 shillings le quarter. Les événements avaient démontré l'absurdité de ce calcul. Le prix moyen actuel du blé était de 56 shillings. Il était sage d'adapter l'échelle mobile à cet étalon.

Le duc de Buckingham, dont le nom se retrouve si souvent dans les sarcasmes et les invectives de la Ligue, donna sa démission plutôt que de sanctionner un changement à la loi de 1828. Les autres membres du cabinet réclamèrent la promesse qu'on s'en tiendrait pour toujours au nouveau degré de protection qu'on allait fixer. Peel était trop consciencieux pour prendre un tel engagement. Le cabinet, après beaucoup d'hésitation, accepta les arguments du premier ministre, et le parti conservateur fut sauvé pour le moment.

Voici un passage d'une lettre familière de Cobden, qui décrit l'épisode à peu près comme le récit plus grave de Peel :

(22 juin 1842). A Frédéric Cobden.

Quand j'ai vu Mac Grégor (1), il m'a montré une copie de l'échelle des droits, qu'il a préparée sous la direction de Peel et que celui-ci a proposée à son ministère, ce qui amena la démission de Buckingham et causa presque la dissolution du cabinet. L'échelle était fixée pour être équivalente, autant que possible, à un droit fixe de 8 shillings. Avec l'exception de Ripon, Peel n'a trouvé aucun appui dans le ministère. Lyndhurst, comme un vieux renard, a refusé de voter (à ce qu'on m'a dit), ne sachant qui l'emporterait de Peel ou des monopoles.

(1) Un membre du bureau de commerce.

listes, et étant prêt à servir Dieu ou Mammon. Le duc de Bucks s'est emparé de l'esprit de Richmond, qui a gagné Wellington, et ce dernier, avec l'aide de Stanley et de Graham, a déjoué le projet de Peel. Celui-ci leur a dit qu'après lui aucun premier ministre n'offrirait aux landlords un droit maximum de 8 shillings. J'apprends de plusieurs côtés que Stanley est un des adversaires les plus acharnés de tout allègement au monopole. L'automne dernier, je me rappelle que j'écrivais à Langton que, si les conservateurs du Lancashire demandaient au ministre une loi-céréales libérale, ils aideraient Peel à forcer la main à ses collègues et que c'est là ce qu'il désire. Mac Grégor me confirme maintenant dans cette opinion.

La Ligue ne négligea rien pour soutenir ou contraindre le premier ministre. La veille de l'ouverture du Parlement, quelques centaines de délégués, parmi lesquels se trouvaient Cobden, O'Connell, M. Bright, M. Villiers, M. Milner Gibson, se réunirent à l'hôtel du *Crown and Anchor*. Ils apprirent que le premier ministre avait refusé le matin même de recevoir leur députation, alléguant ses nombreuses occupations. Le *Times* avait un article dédaigneux, se moquant de leur conduite présomptueuse et impertinente. Ces députés d'associations morales et de congrégations religieuses, ne pouvant d'ailleurs se mettre d'accord sur rien, avaient dressé sur un seul point un système si invincible, qu'en une seule séance, ils pourraient terrasser l'homme d'État le plus sage et le plus expérimenté. Peut-être ces messieurs consentiraient-ils à offrir leurs services comme membres du Conseil privé de Sa Majesté. Et ainsi de suite, dans cette veine de satire facile, avec laquelle les éphémères journalistes bourdonnent autour des hommes inconnus et des causes nouvelles. Malgré le ridicule dont on essayait de les couvrir, les délégués se portèrent vers la Chambre des communes avec un certain tumulte; la police dut intervenir pour faire évacuer les couloirs. Les délégués se réunirent devant le Parlement; ces hommes exaspérés lancèrent des invectives aux partisans du monopole. On remarqua que leurs clameurs n'étaient pas unanimes. Les uns criaient : *Pas d'échelle mobile*, d'autres réclamaient : *Un droit fixe*, d'autres enfin vociféraient : *Rappel immédiat et total*.

Le plan du ministère fut bientôt connu et causa une médiocre satisfaction aux hommes du Nord; ces derniers ne tardèrent pas d'apprendre le projet de leurs députés, qui accoururent leur

annoncer la nouvelle. Sir Robert Peel n'acceptait pas l'explication des ligueurs sur la détresse générale. Elle était due, disait-il, aux emprunts exagérés des manufacturiers, au déplacement du métier à main par la machine à vapeur, aux difficultés monétaires des États-Unis et à la demande plus faible d'objets manufacturés, qui en était la conséquence; à l'interruption du commerce avec la Chine, aux craintes de guerre en Europe, et à la stagnation industrielle qui suit ces alarmes. En touchant aux lois-céréales, on n'agirait sur aucune de ces causes et on ne porterait aucun remède au mal. Toutefois il pensait qu'on pouvait modifier la loi-céréales. Quel était le prix qui encouragerait la culture nationale du blé? Tont bien considéré, l'intérêt de l'agriculteur demandait que le prix du blé oscillât entre 54 et 58 shillings le quarter. La législature ne pouvait pas garantir le prix, mais l'échelle pouvait être calculée de manière à se conformer à cette moyenne. Ce qu'il proposait était une nouvelle échelle, qui diminuait la protection accordée jusqu'alors aux cultivateurs anglais (1).

Quand le ministre s'assit, lord John Russell prononça quelques paroles insignifiantes; Peel ajouta quelques explications. Cobden, d'après un reporter hostile, avait « eu l'air larmoyant toute la soirée, et il se leva maintenant (il est curieux de voir le jugement porté par des contemporains sur les hommes d'élite, dont l'importance n'est pas encore reconnue) pour infliger à la Chambre une de ses harangues stéréotypes. » Ce n'est pas ce qu'il fit, mais il termina le débat par une déclaration brève et véhémement,

(1) Comme cette proposition devint la loi-céréales attaquée par Cobden de 1842 à 1846, il n'est pas sans intérêt d'indiquer, d'après Peel, la différence entre la nouvelle échelle et celle de 1828 : « Quand le blé est à 59 shillings et au-dessous de 60 shillings, le droit à présent est de 27 shillings 8 pence. Quand le blé varie entre ces prix, le droit que je propose est de 13 shillings. Quand le prix du blé est de 50 shillings, le droit actuel est de 38 shillings 8 pence, augmentant à mesure que le prix diminue : je propose, quand le blé est à 50 shillings, de fixer le droit à 20 shillings; et ce droit ne sera pas dépassé. A 56 shillings, le droit actuel est de 30 shillings 8 pence, je propose à ce prix un droit de 16 shillings. A 60 shillings le droit actuel est 26 shillings 8 pence, je propose un droit de 12 shillings. A 63 shillings le droit actuel est de 23 shillings, et le droit que je propose est de 9 shillings. A 64 shillings le droit actuel est de 22 shillings 8 pence, et le droit que je propose est de 8 shillings. A 70 shillings, le droit actuel est de 10 shillings 8 pence, et le droit que je propose est de 5 shillings. »

qu'il ne pouvait laisser passer la nouvelle mesure, sans la dénoncer comme une amère insulte aux souffrances de la nation.

La réponse de Cobden au projet ministériel trouva un écho dans le Nord de l'Angleterre. Les districts manufacturiers apprirent avec colère qu'on allait conserver l'échelle mobile. Des milliers de pétitions, chargées de cent mille signatures, furent envoyées à Cobden et aux membres du parti, qui devaient les présenter à la Chambre. Les lieux ordinaires de réunion n'étaient pas assez grands pour contenir tous ces hommes exaspérés par la décision du gouvernement. Dans le froid, sous la pluie, ils se réunirent dans les places publiques de leurs villes pour écouter des discours et passer des résolutions, qui dénonçaient la mesure de sir Robert Peel comme une insulte à une population en détresse. On accusait le premier ministre de traiter avec dédain les classes ouvrières, de sacrifier les droits des pauvres aux intérêts égoïstes d'une aristocratie cruelle et rapace, de créer la richesse, le luxe, la splendeur d'une classe par l'abjecte misère de millions d'hommes.

L'effigie du premier ministre fut portée sur un gibet à travers les rues de Stockport, de Rochdale et d'autres villes manufacturières, au son du tambour et du fifre, puis jetée dans les flammes au milieu des malédictions générales. Dans certains endroits la cérémonie furieuse était précédée d'un semblant de jugement, dans lequel le criminel était accusé, condamné et précipité dans le feu de joie, après avoir été déclaré traître à sa patrie, pendant que la foule souhaitait à haute voix qu'ainsi périssent tous les oppresseurs du peuple.

Quand on songe à l'activité infatigable de Cobden pour tout ce qui se rapporte à sa cause, il semble curieux qu'il n'eût pas pris la parole dans le débat sur le nouveau projet. La discussion se termina par une majorité ministérielle de 123 voix. M. Villiers, avec ce dédain judicieux du tact qui exaspère les indifférents, mais sans lequel aucune cause impopulaire ne pourrait triompher, dès que la Chambre eût décidé que le blé serait soumis à un droit variable, proposa à cette même Chambre de déclarer que le blé serait affranchi de tout droit (18 fév.). Le premier débat avait duré quatre nuits et le second sur le même sujet en dura encore cinq. La dernière nuit (24 fév.) Cobden

prononça un discours. Il attaqua les arguments avec lesquels Peel avait défendu sa nouvelle loi.

Dans son discours, Cobden dénonça l'ignorance profonde des députés tories sur tout ce qui se rapportait à cette question. « Oui », s'écria-t-il, quand ses adversaires se récrièrent contre cette affirmation hardie, « je n'ai jamais vu une ignorance égale à la leur, parmi le même nombre d'ouvriers, dans le Nord de l'Angleterre. » Il rappelait qu'en 1815, quand la loi-céréales fut votée, tous les hommes éminents des deux partis pensaient sincèrement que les salaires suivraient le prix du blé, tandis que la grande masse de la nation, sans l'aide de la science, « mais avec cette sagacité intuitive, qui a donné naissance au dicton : La voix du peuple est la voix de Dieu », prévit l'effet de cette mesure sur les salaires. De 1815 à 1819, à toutes les réunions publiques tenues à Manchester, on voyait des bannières sur lesquelles étaient écrits les mots : *Pas de loi-céréales*.

La Chambre ne tarda pas à se venger de ces insultes. Quand Cobden s'assit, tous les bancs étaient occupés, et M. Ferrand, le représentant de Knaresborough, se leva. Dix jours auparavant, celui-ci avait dit, dans un discours, que le représentant de Stockport avait accumulé un demi-million de livres en six ans, et qu'au moment où il affirmait, dans la dernière session, que la loi-céréales avait ruiné le trafic du Lancashire, il faisait travailler jour et nuit dans ses fabriques. Ce n'était là qu'une des nombreuses et grossières attaques dirigées contre les manufacturiers du Nord. M. Ferrand revint à la charge avec plus d'insistance. Il cita un grand nombre de cas où les malheureux ouvriers étaient forcés de subir le système du *truck*. Les artisans, disait-il, étaient obligés de vivre dans des cottages appartenant à leurs patrons, ils payaient leur loyer 10 p. 100 au-dessus de la valeur réelle. Ils étaient empoisonnés par les affreux chiffons et la poussière diabolique, dans laquelle ils travaillaient et que leurs maîtres employaient pour adultérer les étoffes. Quant au manque de farine, il était causé par la consommation que les manufacturiers faisaient de cet article, dont ils fabriquaient une pâte pour asperger malhonnêtement leurs tissus.

Les députés des campagnes poussaient des cris de triomphe. Ils n'étaient pas en état de juger la valeur de ces dénonciations

extravagantes. Les villes du Lancashire leur étaient totalement inconnues ; ils ajoutaient foi à toute atrocité reprochée à ceux qui y vivaient et y travaillaient. La conception de l'industrie moderne était à leurs yeux aussi horrible qu'étrange. Nous avons vu que sir James Graham la déclarait plus cruelle que les déserts glacés de la Sibérie ou les rivages brûlants de l'île Maurice. Le premier journal du parti des campagnes déclarait ouvertement que l'Angleterre serait 'aussi grande et aussi puissante, et que tous les Anglais utiles seraient aussi riches que jamais, si toutes les maisons manufacturières de l'Angleterre étaient englouties dans un seul désastre. Le même journal flattait le goût de ses lecteurs en affirmant qu'il n'existait pas un seul fabricant, qui ne vit avec joie la destruction totale de l'industrie anglaise, pourvu que pendant ce temps il eût beaucoup de commandes et des profits considérables. On peut dire sans exagération, que la majorité parlementaire de 1841 regardait les fabricants de cotonnades du Nord, avec la même aversion qu'inspiraient, vingt ans auparavant, les représentants du *Trade Unionism* découverts à Sheffield.

Cobden ne perdit pas son calme pendant la scène furieuse, qui suivit le discours de M. Ferrand. Au milieu des cris, il se leva tranquillement pour dire à la Chambre, qu'il ne se préoccupait pas de personnalités grossières. Il assura les membres qui avaient du goût pour une telle lutte, que rien ne pourrait lui faire accepter une altercation personnelle ; il pensait que la dignité du Parlement était menacée, quand un langage, semblable à celui qu'on entendait depuis une demi-heure, était reçu avec bienveillance par les ministres, et avec des applaudissements par la majorité.

Les amis de Cobden éprouvèrent une violente irritation de l'attaque dirigée contre lui et la classe à laquelle il appartenait. Ce qui les affligeait c'était moins l'exagération de l'attaque elle-même, que le succès qu'elle avait obtenu à la Chambre. Des voisins de Cobden dans le Lancashire vinrent prouver, qu'à Sabden et à Crosse Hall, il avait établi une école, une bibliothèque, une salle de réunion, dans l'intérêt de ceux qu'il employait. Ils affirmaient que les ouvriers du district recherchaient avec ardeur une place dans son usine, et que rien ne démontrait

mieux la fausseté des remarques de M. Ferrand que la conduite de Cobden et de ses associés depuis dix ans.

Cobden se souciait peu de ce qu'on disait de lui, mais il semble avoir été mécontent de l'hésitation momentanée que manifesta la Ligue devant la nouvelle loi. Il écrivit à son frère :

(28 février 1842.)

Vous n'avez jamais vu une scène semblable à celle qui s'est passée à la Chambre des communes, pendant que Ferrand parlait la nuit dernière. Les tories étaient littéralement fous de joie. Chaque phrase était accueillie par la majorité, avec des applaudissements plus véhéments qu'on n'en accorda jamais aux paroles de Peel ou de Macaulay. Ce n'étaient pas des applaudissements ironiques, mais une approbation cordiale et chaleureuse. Je ne doute pas que le représentant de Knarborough n'exprimât la conviction sincère de la majorité. L'explosion a été préparée d'avance. On m'avait prévenu, il y a quelques jours, au club, que Ferrand me répondrait. Son parti l'a lâché (pour employer un mot vulgaire) sur moi. Je finissais de parler à onze heures moins le quart, et quelques-uns de nos amis remarquèrent qu'au moment où j'allais m'asseoir, sir George Clerk, du Trésor, alla parler à voix basse à Green, le président du comité et tourna les yeux vers Ferrand; d'autres essayèrent de me suivre, mais il appela tout d'abord le héros de Knarborough. Celui-ci s'élança dans l'attitude d'un boxeur et avec la voix d'un taureau..... Au moment où je parlais, les membres revenaient en foule à la Chambre de leur dîner, et ils étaient bien disposés à soutenir maître Ferrand. Le colonel S... lui offrit avec prévenance des oranges à sucer avec les façons affectueuses d'un singe qui caresse un ours. Qu'est-ce que vos tories pensent de leur parti dans le Parlement? On ne connaît pas de flétrissure plus cruelle ici que celle de filateur.....

D'après ce que j'entends, les gens du Lancashire semblent être agités à droite et à gauche, comme l'herbe balayée par un vent d'été. J'espère que tout se calmera et que l'on va s'occuper tranquillement de brochures et de réunions. J'aurais aimé l'emporter d'un *coup*, mais c'est impossible. Tous les partis semblent d'accord pour croire que c'est seulement une question de temps. Lord Lowther a dit à un ami de Villiers, l'autre jour, après la majorité de 90 voix, qu'il croyait qu'avant trois ans les lois-céréales seraient abolies. Rawson et moi, nous prenions du thé chez Bellamy, quand des tories, à une autre table, déclarèrent que dans trois ans il faudrait accepter un droit fixe de 5 shillings. Les tories sont peu satisfaits du débat. Peel sent qu'il ne s'en est pas tiré à sa gloire. Il est mécontent de lui-même, et on me dit qu'il ne se porte pas bien. Comment sera-t-il alors à la fin de la session?

La vérité est que les ligueurs, malgré la modération de leurs espérances, étaient pris au dépourvu par le coup que leur avait infligé le ministre. Ils avaient espéré contre toute espérance et ils avaient été trop pleins de foi dans leurs arguments, pour douter de l'effet qu'ils produiraient sur les autres. Les usages des Parlements leur étaient aussi inconnus que les habitudes des filateurs l'étaient pour la Chambre des communes. Un instant ils furent ébranlés ; Cobden ressentit un moment une impulsion violente, dont son bon sens triompha.

J'hésite à donner mon avis, écrivit-il à M. G. Wilson (27 février 1842), sur la décision que la Ligue doit prendre. Cette décision dépend de la disposition d'esprit des gens qui agissent avec nous. S'ils pensaient tous comme moi, nous arriverions bientôt au but. Je suppose que vos amis ne sont pas préparés à une *révolte fiscale* générale et je ne connais aucun autre moyen de résistance pacifique. Il s'agit de fixer le plan d'agitation future. Il faut renoncer à l'idée d'envoyer des pétitions au Parlement contre les lois-céréales. Ce procédé exige des efforts, des dépenses et ne fait aucun bien. Si nous avons de nouvelles élections, le cas serait différent, mais, avec cette Chambre, les pétitions ne servent à rien. Il faut lancer nos conférenciers sur les bourgs, surtout dans les districts agricoles, où nous avons rencontré de l'opposition. Il faudrait prendre des renseignements exacts sur la disposition de tous les bourgs du royaume par rapport à notre cause. On les classerait et on les mettrait sur nos listes sous la rubrique : *sûr, assez sûr, douteux, désespéré, perdu*. Il faudrait jeter toute notre force sur les douteux. On formerait des comités électoraux, qui agiteraient la question et seraient prêts pour les élections. Nous devons faire les dépenses nécessaires.

On parle d'une grande démonstration contre la loi nouvelle. On a suggéré une réunion sur la plaine de Kersall. Je suppose que ce serait une réunion en faveur du suffrage et de la loi-céréales, et cela ne ferait aucun bien à notre cause en ce moment. La classe moyenne doit être plus désappointée avant d'accepter ce programme. Je suis de votre avis, que la Ligue, dans son ensemble, doit se tenir à l'écart du mouvement en faveur de l'extension du suffrage. Mais je pense que plus les individus qui appartiennent à la Ligue se joindront au parti du suffrage, mieux cela vaudra. Je profiterai de la première occasion, au Parlement, pour déclarer que je voudrais que chaque homme puisse voter.

Après tout, j'ose à peine espérer que nous réussirons par les vieilles méthodes ; je ne vois pas comment, en temps ordinaire, nous pourrions abattre le pouvoir de l'aristocratie.

Quinze jours après l'incident de M. Ferrand, Cobden écrivait à son frère :

(10 mars 1842.)

Il y a un curieux symptôme dans le parti tory. Quelques jeunes aristocrates sont plus libéraux que leurs chefs; ils parlent raisonnablement du triomphe définitif du libre échange. Je les entends agiter cette question pendant le dîner ou le thé. L'aristocratie tory est libérale dans ses sentiments, quand on la compare avec le vrai bigot politique, un filateur tory. Tout ce que nous pouvons faire, c'est de reprendre nos efforts dans les districts agricoles où, avant peu, il y aura beaucoup de mécontents. Je parle des petites villes de campagne. La détresse, dans les villes manufacturières, convertira bien vite les tories, ou les brisera, ce qui revient presque au même.

Les ligueurs ne prirent aucune résolution nouvelle avant la fin de la session. Cobden ne cessait de chercher des moyens pour donner des forces au mouvement. Il écrivit à M. Ashworth :

(12 avril 1842.)

Il me semble qu'on pourrait amalgamer notre agitation libre-échangiste au parti de la paix. C'est bien la même cause. J'ai souvent été surpris que les Amis (les Quakers) n'aient pas regardé la question du libre échange comme le moyen — et à mon avis le seul moyen humain — d'obtenir une paix universelle et permanente. Les efforts de la *Société de paix*, quelque louables qu'ils soient, n'auront aucun succès tant qu'elle maintiendra son système d'isolement. Le libre échange, en étendant les relations internationales et en rendant les peuples dépendants les uns des autres, enlèvera aux gouvernements la faculté de plonger les divers pays dans la guerre..... Dans tous les cas, j'aimerais à voir les Amis de Londres s'occuper de la loi-céréales et du libre échange. Ils ont beaucoup d'influence dans la Cité, qui en a sur le gouvernement.

Outre ces projets d'alliance nouvelle, il ne manquait pas une occasion de suggérer des idées à ses alliés du dehors.

Il écrivit à M. Bright :

Si vous avez une heure de loisir, vous devriez écrire un article sur la lettre de la reine au clergé, ordonnant des quêtes dans les églises pour venir au secours des malheureux. Voici une occasion de rendre justice aux pasteurs dissidents, qui se sont réunis l'année dernière pour proclamer la détresse du peuple et proposer un remède plus efficace que l'aumône. Le clergé de l'Église anglicane est coupable de concourir à la détresse actuelle par l'appui qu'il donne à la loi-céréales; *il a intérêt à maintenir le prix élevé du pain.*

Montrez aussi combien il est futile de songer à soutenir la population manufacturière par des dons charitables. Les salaires, dans l'industrie cotonnière seule, s'élèvent à 20 millions de livres par an. Diminuez cette somme de 10 p. 100, pourrez-vous, même réduite, l'obtenir par la charité? Si vous avez le temps d'écrire un autre article, faites une attaque à fond sur la dernière élection générale, et démontrez, d'après les faits dévoilés devant la Chambre des communes, que nous, partisans de la loi-céréales, nous n'avons pas été vaincus, mais nous avons été indignement trompés et l'on nous a dérobé nos succès aux *hustings* (1). (12 mars 1842.)

Cobden sentait vivement l'erreur que commettait le clergé orthodoxe, en se mettant du côté des oppresseurs. Le recteur de l'église Saint-John, où il allait d'habitude, lui demanda de contribuer à une association, qui avait pour but de doter Manchester de dix églises nouvelles, et Cobden lui répondit avec beaucoup de franchise :

Je serais heureux de seconder vos efforts charitables pour venir en aide à la détresse de nos concitoyens nécessiteux, et si je ne contribue pas à votre projet de rendre service à la population par l'érection de dix églises, c'est que *je ne suis pas d'accord sur les moyens à adopter*. Vous, qui visitez les demeures des pauvres, vous savez qu'une grande partie de la population de Manchester souffre de l'insuffisance de nourriture saine. Le premier et le plus pressant besoin des pauvres est l'alimentation. Tous les autres besoins sont secondaires. Il est inutile d'essayer d'élever le caractère moral et religieux d'un peuple, dont la condition physique est déprimée par le manque des objets de première nécessité ; nous demandons notre *pain quotidien* avant de prier pour les grâces spirituelles. Il y a une loi qui empêche les pauvres de cette ville de se procurer une quantité suffisante de nourriture, et je suis sûr que, si le clergé comprenait l'effet de cette loi, il serait unanime à la condamner. Une telle loi, opposée à la loi naturelle, à la loi de l'Évangile, devrait être dénoncée par les représentants de l'Église. Je suis si fermement convaincu qu'il n'y a pas d'autre moyen d'élever la condition morale et religieuse des classes ouvrières, que,

[(1) Dans le numéro suivant de l'*Anti-Bread Tax Circular* (19 mai) les articles suggérés par Cobden parurent. L'écrivain montrait dans un langage énergique la conduite dénaturée du clergé orthodoxe, soutenant depuis vingt-sept ans un système, qui avait causé beaucoup de souffrances et avait amené la nation à la veille d'une ruine totale ; il faisait ressortir le contraste offert par les nobles efforts des ministres dissidents, qui « se réunirent l'année dernière à Manchester, Carnarvon et Edimbourg pour dénoncer ouvertement le système injuste et cruel, qui inflige un mal énorme à des milliers d'hommes honnêtes et laborieux. »

tant qu'un Acte de Parlement leur refuse la nourriture nécessaire, j'ai destiné tout le revenu dont je puis disposer à subventionner le combat contre la loi-céréales. Jusqu'à ce que ce but soit atteint, je dois me refuser la satisfaction de contribuer à aucune œuvre publique importante, mais secondaire, comparée au devoir fondamental qui consiste à *nourrir ceux qui ont faim*. C'est pour cette raison que je ne puis, à mon vif regret, contribuer à l'érection des dix nouvelles églises. Ma conduite est conforme à l'exemple que nous donne le divin fondateur du christianisme ; il prêchait sur la montagne et dans le désert, sans autre toit que le dôme du ciel, et pourtant, nous dit-on, il avait soin de nourrir la foule qui accourait auprès de lui. Vous me pardonnerez de vous entretenir si longuement d'un sujet, que je crois avoir plus d'importance pour les pauvres qu'aucun autre.



CHAPITRE X

LA NOUVELLE POLITIQUE DE SIR ROBERT PEEL

La nouvelle loi-céréales était le premier des trois actes du drame que Peel allait développer devant le Parlement et le pays. Il semblait que la nation marchât lentement à sa ruine. Le revenu, qui avait été en diminuant depuis plusieurs années, accusait un déficit de deux millions et demi de livres. Sur tout le territoire, les classes ouvrières souffraient d'une détresse profonde et incontestable. La population avait augmenté de telle sorte qu'il semblait impossible de lui trouver de l'occupation. Le remède de Manchester, c'était d'appeler le monde entier à devenir notre client, en ouvrant nos ports aux produits étrangers. Cette conduite nous assurerait du travail et des moyens d'existence. Le premier ministre croyait qu'on pouvait relever le revenu et donner une vie nouvelle à l'industrie, sans un changement économique aussi considérable. Mais il savait que la crise était trop violente pour être traitée par des demi-mesures, et il proposa le budget le plus hardi du siècle.

Ma conviction personnelle, écrivait Cobden bien des années plus tard, c'est qu'en théorie Peel a toujours été libre-échangiste. Sur toutes les questions de politique économique, il était aussi éclairé, d'une façon abstraite, qu'Adam Smith ou Bentham ; son intelligence était particulièrement libérale et nullement protectionniste. Mais il ne pensait pas que le libre échange absolu fût au nombre des mesures pratiques qu'on pouvait proposer à la Chambre des communes. C'était avec lui une question de calcul de voix. Il était attelé à une majorité d'animaux inférieurs ; il devait suivre leur allure et non la sienne.

(A J. Parkes, 26 mai 1856.)

Ceci est vrai de l'état d'esprit de Sir Robert Peel de 1843 à 1846. Mais ce n'était qu'en partie exact en 1842. Nonobstant la

fatale omission qui se rapportait aux droits sur le blé, le budget était un budget de libre échange. Le blé n'avait pas été omis uniquement par la crainte qu'avait le premier ministre des « animaux inférieurs » que sa tâche honorable, mais malheureuse, l'obligeait à conduire ; en effet, il faut le reconnaître, Peel pensait sincèrement qu'il n'était pas sans danger de dépendre de l'étranger pour notre approvisionnement. Le doute en cette matière suffisait à ses yeux pour l'engager à différer la question du blé jusqu'à ce qu'il eût fait l'expérience des dégrèvements sur d'autres objets. Ce fut une expérience superbe. Le plan financier de 1842 est le point de départ de toutes les grandes choses qui ont été faites depuis. Le fait saillant de ce budget était la création d'une taxe directe, qui permettait de baisser le tarif du commerce. Une augmentation de revenu devait être ultérieurement l'effet de cette combinaison, mais en attendant les ressources budgétaires allaient diminuer. Il était nécessaire, pour relever le trafic, de remanier le tarif dans un sens libéral. Pour compenser la perte momentanée du Trésor, le gouvernement proposait un impôt sur le revenu de 7 pence par livre. La durée probable de ce droit était de cinq ans.

Quelques semaines se passèrent avant que le nouveau tarif fût présenté au Parlement (1). Le travail de préparation fut énorme. M. Gladstone faisait partie du Bureau de commerce, et une part considérable de labeur tomba sur lui. Il racontait, bien des années après, qu'il avait pris part à quatre révisions de tarif en 1842, 1844, 1854 et 1860, et il disait à Cobden que la première révision coûta six fois plus de temps et de peine que toutes les autres réunies. On abaissait les droits sur sept cent cinquante objets. Le but que le ministre s'était proposé était de réduire à un chiffre presque nominal les droits sur les matières premières et sur les objets à moitié fabriqués, qui entrent presque autant que les matières premières dans l'industrie nationale. Pour les objets manufacturés, on avait fait disparaître la prohibition, et on avait réduit les droits, de façon à permettre aux producteurs étrangers la concurrence avec les Anglais. Le principe général,

(1) Le discours annonçant l'impôt sur le revenu fut prononcé le 11 mars, et le 5 mai, sir Robert proposait le tarif.

qui avait guidé sir Robert Peel, était de diminuer le coût de la vie. Il abaissait le droit sur l'importation de la viande fraîche. Il est vrai encore que le ministre pouvait faire valoir que le remaniement de la loi sur le blé, opéré en février 1842, avait diminué de moitié le droit sur les céréales. Au moment où Sir Robert Peel prenait la parole le droit était de 9 shillings, et il aurait été de 23 shillings d'après l'ancienne loi. Mais les droits sur les sucres n'avaient pas été touchés. C'était une erreur fatale, absurde, misérable, de parler d'une diminution dans le prix de l'existence, et de laisser de lourds droits protecteurs peser sur le pain et sur le sucre, deux objets de consommation universelle. Dans bien des réunions de la Ligue, pendant les trois années qui suivirent, on entendit des attaques moqueuses contre le ministre qui prétendait avoir soulagé le consommateur, quand il avait supprimé les droits sur les fruits secs, sur les cosmétiques, sur les satins et le caviar, mais qu'il les avait laissés sur le morceau de pain.

Les tories suivirent à regret le premier ministre. Les protectionnistes les plus avisés prévoyaient que les produits coloniaux allaient bientôt perdre les avantages, dont ils jouissaient sur le sucre de Cuba et du Brésil. Un député avertit ses auditeurs qu'une fois le tarif voté, ce qui restait à faire, c'était d'abolir les lois-céréales. Sir Robert Peel trouva parmi ses partisans un champion, dont il ne sut pas reconnaître le génie. M. Disraéli se moqua des whigs, qui prétendaient avoir découvert le libre échange. C'était M. Pitt, disait-il, qui avait soutenu les doctrines du libre échange, que Fox, Burke et Sheridan avaient attaquées. Les principes de la liberté commerciale avaient déjà été défendus, cinquante ans auparavant, et ce n'était pas par les whigs. La conduite actuelle de Peel était d'accord avec les principes émis pour la première fois par M. Pitt. L'affirmation de M. Disraéli était exacte.

Si la nouvelle politique irritait et déroutait les protectionnistes, elle inspirait les mêmes sentiments aux libre-échangistes. Des passages que nous allons citer des lettres de Cobden à son frère nous font connaître ses toutes premières impressions sur Peel. Quant au silence même du budget de 1842 sur les blés, son jugement resta le même, un blâme absolu. Cobden vit bien quelle

direction prenait l'esprit de Peel. Nous qui vivons une génération après que la bataille a été gagnée, nous pouvons être quelque peu désappointés que Cobden n'ait pas apprécié dès le début la hardiesse qu'avait déployée le ministre, en imposant le revenu pour réformer le tarif. Mais il faut nous rappeler, si nous voulons être justes, que c'est seulement la première impression que ces lettres nous donnent. Le nouveau projet ne pouvait inspirer que des regrets à celui qui voyait que la réforme principale avait été oubliée. Nous ne devons pas demander à un de ceux qui avaient pris une part énergique à la lutte, qui soutenait avec passion une cause pressante, l'impartialité de l'écrivain, qui a le privilège d'être clairvoyant après coup. Voici les passages dont nous avons parlé :

Que disent les gens sages de l'impôt sur le revenu de sir Robert ? Nos filateurs et nos marchands sont-ils satisfaits d'avoir à payer 1,200,000 livres par an de leur poche, pour assurer la durée du monopole sur le blé et sur le sucre ?..... Le seul changement important qu'on ait proposé hier était sur les bois..... Peel a prononcé son discours d'une façon claire et sûre ; il n'a pas hésité une seule fois pendant quatre heures. Cela a suffi pour convaincre nos idiots du côté whig, que son budget avait du bon ; notre ami J... est prêt à le louer. Mais je crois que cette conduite rendra Peel fort impopulaire dans la partie supérieure de la classe moyenne, qui ne verra pas dans le tarif de compensation à un impôt sur le revenu et sur les profits. Si tel est le résultat de la combinaison de Peel, il sera utile à notre cause en amenant à nous les mécontents. Faites-moi savoir ce que disent les benêts.

(A Frédéric Cobden, 12 mars 1842.)

La discussion de la loi sur les céréales et de l'impôt sur le revenu sera remise à Pâques. Peel est impatient de faire passer les deux mesures ; ce n'est pas étonnant, car on le persécute dans la Chambre et au dehors. Il est parfois très irritable, comme vous pouvez le voir. Ce n'est pas une tâche facile de gouverner pour une classe en prétendant gouverner pour la nation. S'il sombre dans la vaine tentative de servir deux maîtres opposés, il faut espérer qu'il aura été le dernier à faire cette expérience insensée. Il a l'air fatigué et malade. L'impôt sur le revenu fera plus de mal aux tories que la loi-céréales. Les électeurs des villes, les marchands et les membres des professions libérales seront surtout atteints. Ils ne feront pas de démonstrations publiques, mais quelques-uns des électeurs les plus influents pèseront sur le premier ministre. Le ressentiment des bourgs du Sud est bien plus fort que ce que l'on éprouve dans les districts manufacturiers. Peel a perdu de son influence dans les comtés. Il a jeté le

trouble partout. Ce qu'il y a de plus à craindre, c'est que les whigs ne reviennent trop tôt. (A Frédéric Cobden, 22 mars 1842.)

Vos lettres me rendent inquiet. Je ne peux faire aucun bien ici. Il faut que les choses s'arrangent d'elles-mêmes : comment ? le temps seul nous l'apprendra. Nous n'avons aucune chance à présent. Peel devra bientôt se mettre à la tête des modérés. Si le vieux duc était mort, il se serait séparé des ultra-tories avant un mois. Il n'est pas plus avec eux, au fond, que vous ou moi ; il y a, entre lui et les plus violents de son parti, une accumulation de griefs réciproques, qu'il est difficile de cacher. (A Frédéric Cobden, 11 avril 1842.)

Peel est libre-échangiste, ainsi que Ripon et Gladstone. Gladstone est un très bon aide de camp pour Peel, mais ne peut rien sans lui. Le gouvernement est à bout de ressources. Les whigs de *Devonshire House* parlent de la nécessité de soutenir le gouvernement, s'il y a des troubles sérieux ; c'est une coalition et la force des choses les pousse. Peel abandonnera les bigots de son parti, si l'occasion s'en présente ; mais la véritable difficulté, c'est l'état du pays, qui est partout déplorable. Chadwick dit que la taxe des pauvres monte rapidement dans les districts agricoles. On a cherché à vendre beaucoup de terres depuis trois mois. Tout concourt à amener le remède par le seul moyen possible : la détresse, les souffrances, le manque d'argent. Je suis désireux de partir d'ici et d'aller à Manchester ; je sais que ma présence est nécessaire ; la question du blé me retient seule.

(22 juin 1842.)

Notre cause a plus avancé depuis quinze jours que depuis un an. Le parti de Peel est à bout d'arguments, et pour la première fois il nous écoute, comme s'il cherchait une excuse pour sa conversion. Si j'étais porté à être fier de mon éloquence, j'en aurais l'occasion, car des deux côtés on loue mes derniers discours. Le *Reform Club* et le *Carlton Club* sont d'accord pour dire que j'ai défendu avec succès notre cause. Le vrai secret, c'est la pression irrésistible du temps et la conviction que le parti au pouvoir ne peut subsister, que s'il donne au pays quelque prospérité. Si rien ne relève le commerce, la loi-céréales disparaît avant le printemps. (14 juillet 1842.)

Peel sera content d'être débarrassé du Parlement, et ce ne sera pas sa faute s'il ne propose pas l'abolition de la loi-céréales à la session prochaine, pour fermer la bouche aux ligueurs. *Notre clique* l'a beaucoup tourmenté, et je me flatte de lui avoir été à plusieurs reprises une épine au pied. Si la détresse continue, nous obtiendrons quelque chose de solide avant un an ; nous pouvons accepter la mauvaise fortune jusque-là. (20 juillet 1842.)

Il faut dire quelques mots des deux discours auxquels Cobden attache si peu d'importance, dans une des lettres qu'on vient de lire. Au mois de mars, quand Peel pressait le vote de l'*Income Tax*, Cobden avait fait partie d'un petit groupe, qui avait réussi

à faire ajourner la proposition. Mais ce n'est qu'à la fin de la session qu'il avait trouvé une occasion de déployer toute sa vigueur. Le 1^{er} juillet, M. Wallace de Greenock avait pris le premier la parole dans une discussion sur la détresse générale. M. Disraéli soutint avec beaucoup d'ingéniosité que le dépérissement du commerce avait une cause plus sérieuse que les lois-céréales; c'était la fâcheuse politique de lord Palmerston, qui avait abouti à l'abandon du traité de commerce avec la France. Un traité de commerce avec ce pays aurait ouvert de nouveaux marchés aux industries anglaises les plus éprouvées. Joseph Hume demanda au gouvernement de faire une enquête ou d'accepter comme remède l'abolition des lois-céréales. Lord John Russell déplora les délais apportés aux améliorations nécessaires, mais conseilla de laisser au gouvernement la responsabilité de choisir le moment. Le premier ministre dans sa réponse se tint sur un terrain très étroit. Il défendit sa politique financière, plutôt qu'il ne discuta sérieusement l'état du pays.

Les paroles de sir Robert Peel amenèrent Cobden à prononcer son premier grand discours au Parlement (8 juillet). M. Rœbuck, qui parla le même soir, déclara que « ce discours contenait plus de renseignements mélancoliques, qu'aucun de ceux qu'il avait jamais entendus. Il n'avait jamais entendu de discours touchant plus profondément le peuple de ce pays, et exposant ses intérêts avec plus de force et de simplicité. »

Cobden répondit d'une façon vive et habile au premier ministre. Il cita des faits pour prouver que Peel regardait la question d'un point de vue trop étroit et que les circonstances étaient plus graves qu'il ne voulait le reconnaître. C'est un de ces discours que la Chambre des communes aime à entendre. Il ne contenait pas une seule phrase inutile. Cobden avait une réponse précise et nette à chaque argument de Peel, et les détails les plus exacts étaient rendus vivants par une conviction ardente. Le ministre avait comparé la consommation du coton pendant deux périodes de six mois: Cobden prouva que c'était justement ces deux périodes qu'il ne fallait pas prendre pour point de comparaison. Peel avait dit que les machines perfectionnées jetaient beaucoup d'ouvriers sur le pavé pour un temps; Cobden n'eut pas de peine à prouver d'une façon irréfutable que ces amélio-

rations étaient graduelles, et que c'étaient les machines qui avaient fait Manchester, Bolton, Stockport et les autres villes du Nord. Peel avait parlé comme s'il s'agissait purement d'une question cotonnière et d'une question manchestérienne. Cobden, en pleine connaissance de cause, montra que les métiers à bas de Nottingham étaient aussi peu occupés que les métiers de tisserands de Stockport, que les tailleurs de verre de Stourbridge et les gantiers de Yeovil éprouvaient les mêmes privations que les potiers de Stoke et les mineurs du Staffordshire, où 25000 hommes se trouvaient sans travail. Il connaissait un endroit où cent anneaux de mariage avaient été mis en gage en une semaine pour acheter du pain; un autre endroit, où les hommes et les femmes avaient déterré les débris décomposés d'une vache afin de ne pas mourir de faim. « Je vous vois aller à la dérive, » s'écria-t-il, « sans compas, ni gouvernail.... Ceux qui aiment tant à se moquer de l'économie politique oublient qu'ils ont une économie politique à eux. Et quelle est-elle? c'est qu'ils veulent confisquer à leur profit le fruit de l'industrie de la masse de la nation : ils permettent aux produits des machines et des métiers d'aller au dehors leur procurer des objets de luxe, aux extrémités les plus éloignées de la terre, mais ils défendent qu'on rapporte en échange ce qui répond aux besoins les plus pressants de la classe ouvrière. Quelles sont les conséquences? Nous semons à pleines mains les graines d'une récolte abondante de travailleurs dans le monde occidental. Des milliers d'ouvriers creusent les mines du nouveau continent, où le charbon ne coûte à extraire qu'un shilling par tonne. C'est là que nous envoyons les travailleurs de nos fabriques de coton, de laine, de soie. Ils y vont par douzaines et par vingtaines enseigner leur métier aux habitants de ces pays; ils vont par centaines et par milliers aux États-Unis ouvrir des usines, qui rivaliseront avec les nôtres et mettront notre patrie dans une situation encore plus déplorable. Un système qui aboutit à un tel résultat n'a pas d'excuse; et si je cherchais un parallèle, je ne trouverais que la révocation de l'édit de Nantes par Louis XIV, ou le décret du duc d'Albe en Belgique, qui bannissaient loin de leur patrie les meilleurs citoyens. » Cobden donna une nouvelle force à son appel en montrant que son ardeur n'était pas due à la partialité aveugle d'un

partisan. Il ne voyait aucune raison, déclarait-il, qui les empêchât d'accepter de bonnes mesures de sir Robert Peel et qui les poussât à préférer celles de lord John Russell. « De notre côté de la Chambre on regarde le noble lord comme chef, et j'avoue que quand je suis entré au Parlement, j'étais disposé à le suivre; mais j'ai fini par voir que le très honorable baronet est aussi libéral que le noble lord. Si le noble lord est mon chef, tout ce que je puis dire, c'est que quatre fois sur cinq je vote contre lui. C'est un curieux chef, qui vote ainsi contre ceux qu'il conduit. J'accepterais des mesures de soulagement du très honorable baronet aussi bien que du noble lord; mais ces mesures il me les faut.... Je reconnais les difficultés au milieu desquelles se trouve le premier ministre; mais il faut traiter cette question et il faut la traiter franchement; il ne faut pas s'égarer dans des subtilités. Il ne faut pas croire que c'est une question manchestérienne; il faut regarder en face la condition du pays entier, et il faut le faire avant la fin de la session. »

Trois nuits plus tard (11 juillet) sir Robert Peel revint sur quelques-unes des propositions économiques de Cobden, particulièrement sur l'affirmation, qu'en temps de prospérité, les améliorations de machines ne tendent pas à faire perdre aux travailleurs leur occupation. A la fin de son discours, le ministre exposa la situation d'esprit dans laquelle il s'était décidé à ses grandes mesures, et le doute avec lequel il commençait à envisager la question de la loi-céréales. Si ces mesures n'étaient pas suffisantes pour apaiser la détresse du pays, dans ce cas, dit-il, « je serai le premier à reconnaître qu'aucune adhésion à des opinions différentes ne doit empêcher la pleine et entière révision des lois sur les blés. »

CHAPITRE XI

NOUVELLE ACTIVITÉ DE LA LIGUE. COBDEN ET SIR ROBERT PEEL. CAMPAGNE RURALE

A la fin de la session, Cobden se hâta de retourner à Manchester, où ses affaires, comme il ne le savait que trop, réclamaient sa présence. Les lettres de son frère l'avaient rendu très inquiet. Le désordre s'était déjà mis à Chorley et à Manchester. En racontant l'histoire de l'activité publique de Cobden, il faut nous rappeler que, presque dès son entrée au Parlement, il fut harassé par ces inquiétudes privées, qui font perdre à la plupart des hommes le courage et le sang-froid. L'ardeur de Cobden pour sa cause le soutint ; il mit ces soucis à l'écart ; sa vie réelle était non dans ses affaires personnelles, mais dans les affaires du pays.

Au mois de septembre, il prononça un discours important devant le conseil de la Ligue à Manchester. Il expliqua les relations de la Ligue avec les partis politiques et les classes de la société. On avait accusé les ligueurs d'être entrés en lutte avec les chartistes. Mais ceux qui faisaient ce reproche travaillaient depuis trois ans à exciter les chartistes contre les partisans du libre échange, et cela par des moyens qui n'étaient guère louables. Ces intrigants avaient réussi à tromper une partie de la classe ouvrière sur la question de la loi-céréales. « Je n'ai pas d'objection à reconnaître ici », ajouta Cobden, « comme j'en ai déjà reconnu, que ces artifices et ces manœuvres nous ont forcés, jusqu'à un certain point, de faire de notre agitation une agitation de la classe moyenne. Je ne nie pas que les classes ouvrières aient suivi nos réunions et signé nos pétitions, mais je suis forcé d'avouer que notre agitation doit son influence à la classe moyenne, qui l'a adoptée avec ardeur et l'a faite sienne. Nous

avons employé les moyens avec lesquels cette classe soutient les causes qu'elle embrasse. Nous avons eu nos réunions de pasteurs dissidents ; nous avons obtenu le concours des dames ; nous avons eu recours aux parties de thé, et nous avons adopté ces moyens de propagande pacifique, qui montrent que nous sommes un parti d'agitateurs de la classe moyenne... Nous ne sommes pas un corps politique ; nous avons refusé d'être achetés par les tories, nous nous sommes tenus à l'écart des whigs ; nous ne voulons pas nous allier aux radicaux ou aux chartistes ; mais nous tendons la main à tous ceux qui sont prêts à soutenir l'abolition totale et immédiate des lois-céréales. »

Avec le temps la classe ouvrière prit au mouvement une part plus satisfaisante.

Cependant les agitateurs, revenant de leur désappointement et du désarroi du printemps, se mirent à l'œuvre avec une ardeur nouvelle. Ils avaient dépensé cent livres par semaine. Cobden leur dit qu'ils devaient en dépenser mille. Jusqu'à ce jour le conseil de la Ligue avait eu entre les mains 25.000 livres, dont Manchester avait fourni la plus grande partie. Des associations locales avaient réuni et dépensé trois fois cette somme dans le reste du pays. Environ 100.000 livres (2.500.000 fr.) y avaient passé, et les lois-céréales semblaient plus fermes que jamais. Avec une énergie admirable, le Conseil résolut de recueillir 50.000 livres ; malgré l'état misérable du commerce cotonnier, la somme fut réunie en très peu de temps. Les contributions étaient généreuses, parce que ceux qui donnaient savaient que le salut de leur capital dépendait de l'ouverture des marchés, dont ils étaient exclus par la protection du blé.

Vous avez dû apprendre, écrivait Cobden à M. Edward Baines (23 octobre 1842), que le Conseil de la Ligue a résolu d'entreprendre une campagne sur une grande échelle, pourvu que le pays mette à sa disposition les ressources nécessaires. Je m'adresse à vous pour vous prier d'encourager les hommes du *West-Riding* à faire un nouvel effort. Voici notre dessein, c'est de faire une attaque sur tous les électeurs inscrits du royaume, dans les comtés et dans les bourgs, en envoyant à chacun un paquet de brochures, qui embrassent toute la question, dans ses rapports avec l'agriculture et l'industrie. Nous sommes en train de nous procurer les copies des registres. *Mais ce projet entraîne une dépense de 20,000 livres.* Ajoutez à cela nos frais de

réunion, les dépenses d'une députation à Londres au printemps, et vous comprendrez que nous aurons besoin de 50,000 livres avant le mois de juin. Nous avons une bande de Spartiates à Manchester, qui se sont mis à l'œuvre avec la ferme intention de réunir l'argent.... Bien que l'agitation soit nationale et ait un but national, elle a été soutenue par les contributions des gens de Manchester, dans une proportion de 10 à 1 pour le reste du royaume!

Une grande partie de nos dépenses ont été de celles qui ne font pas d'éclat : la distribution de brochures dans les districts agricoles et des subsides à des écrivains qui ne paraissent pas en rapport avec la Ligue. Si j'avais l'occasion de causer avec vous, je vous donnerais des preuves d'une agitation très efficace, sans que l'honneur en revienne ouvertement à notre organisation. Il faut craindre, avec la détresse croissante de cette province, d'épuiser toutes nos ressources ; il est de plus en plus nécessaire d'élargir le cercle de nos contributions. Nous comptons sur votre coopération.

Rappelez-vous que notre but principal n'est pas de faire travailler l'imprimerie sur nos productions originales, mais de donner l'essence d'autorités telles que Hume, lord Fitzwilliam, et de répandre leurs écrits dans le pays. Aucun libre échangeur ne doit hésiter devant un tel but. Je ne connais aucune autre lutte humaine que nous puissions poursuivre avec des moyens aussi pacifiques et aussi moraux. Il ne faut pas fermer les yeux à la difficulté de notre tâche ; nous devons instruire et éclairer vingt-sept millions d'hommes. Nous ne pouvons y arriver qu'avec le secours cordial de tous les patriotes du royaume.

L'état-major des conférenciers reprit ses courses de propagande. Chaque électeur reçut une petite bibliothèque économique. On trouva que des thés suivis de réunions avaient plus de succès dans les villes du Nord que de simples meetings. Cobden, M. Bright, M. Ashworth et les principaux orateurs parcoururent le pays au nord de la Trent ; à la fin de l'année, les deux premiers, ainsi que le colonel Perronet Thompson, l'auteur du fameux *Catéchisme des lois-céréales*, celui que Cobden appelait leur père à tous, entreprirent un pèlerinage en Écosse.

Notre succès depuis que nous avons passé la frontière, écrit Cobden, est des plus chaleureux. Si nous avions été disposés à encourager une explosion d'enthousiasme, nous aurions pu effrayer les monopolistes les plus timides par nos démonstrations. Nous avons été forcés d'accepter les honneurs qui ont été rendus à nos personnes, ou plutôt à moi, par les représentants de la nation. Glasgow, Edimbourg, Kirkealdy, Dundee, Perth, et Stirling m'ont accordé la franchise de

leurs bourgs et je serais devenu un citoyen de toutes les villes d'Écosse, si j'avais eu le temps d'y aller (1).

Tout l'honneur en revient aux principes que nous défendons, car j'ai fait tout ce que j'ai pu pour détourner les compliments personnels. L'Écosse nous est gagnée; nous pouvons compter que de ce côté de la Tweed on attaquera les lois-céréales. Nous allons aujourd'hui à Glasgow pour assister à un autre banquet libre-échangiste. Demain nous irons à Edimbourg, où je resterai quelques jours, puis je rejoindrai à Newcastle le colonel Thompson et Bright, qui ont tous deux fait des miracles. (George Wilson, 18 janvier 1843.)

Je serai avec vous à la fin de la semaine, écrit-il à son frère. La tâche a été trop lourde pour moi et j'ai dû en rejeter une part sur Bright et le colonel vétérinaire. J'ai pris froid en allant la nuit de Carlisle à Glasgow et je ne suis pas encore guéri. Aujourd'hui le temps est beau; j'ai fait avec plaisir une longue promenade avec George Combe dans la campagne. Je suis satisfait de l'état de l'Écosse. Je n'ai pas peur que les Écossais abandonnent leurs convictions. La loi actuelle n'a guère de partisans, et presque tous les Écossais demandent l'abolition totale. La conversion de Fox Maule est un fait important. Il héritera de 80,000 livres par an. (15 janvier 1843.)

En Angleterre, les classes dirigeantes regardaient avec une défaveur marquée l'ardeur étonnante déployée par les ligueurs. La Ligue n'était pas du tout à la mode. On trouvait qu'elle était violente, excessive et qu'elle n'était pas respectable. Un an auparavant, on en parlait comme d'une faction égoïste et insignifiante. Mais à la fin de 1842, les choses étaient plus sérieuses. Le pamphlétaire bien connu de la *Quarterly Review* déclarait que la Ligue était la cabale la plus honteuse et la plus dangereuse des temps modernes. Le *Times* traitait Cobden, Bright et leurs amis de « mercenaires écervelés, qui vont se trémousser à travers le pays »; d'après ce journal, ils étaient des orateurs péripatéticiens, qui obtenaient une popularité facile par leurs réclames et leurs arguments de seconde main. On les accusait de faire du tort à leur cause, et d'éloigner les gens respectables par leur violence. Cette violence, qu'on leur reprochait, prouvait seulement qu'ils savaient ce qu'ils voulaient et qu'ils soutenaient

(1) Il est bon de remarquer qu'à Glasgow cet honneur lui fut accordé, non seulement à cause de sa conduite politique, mais parce que, pour citer les paroles qui lui furent adressées, « par son ingéniosité en tant qu'imprimeur d'indiennes, il avait amené cette industrie à un tel degré de perfection, que nous pouvions maintenant lutter avec les imprimeurs de France et de Suisse. »

leurs opinions, comme s'ils les prenaient au sérieux. Au commencement de l'automne, il y avait eu des troubles dans les comtés du centre et du midi; on avait mis le feu à des tas de blé. On accusa la Ligue d'encourager ces outrages; on la menaça d'une poursuite en justice. Le bruit courut à la Bourse de Manchester que le gouvernement avait résolu de briser la Ligue, et de déclarer que c'était une association illégale. S'il le fallait, disait-on, une nouvelle loi serait promulguée pour mettre un terme à un corps si séditieux. Les passions de la classe dirigeante étaient si surexcitées qu'elle était prête à ruiner Cobden, à quelque prix que ce fût; c'était lui qui passait maintenant pour le chef de cette organisation détestée. Voilà ce qui explique ce que nous allons raconter.

Le session de 1843 s'ouvrit avec l'incident le plus pénible de la vie parlementaire de Cobden. Avant de le décrire, il est nécessaire de mentionner un événement, qui était survenu à la veille de l'ouverture du Parlement. M. Drummond, le secrétaire particulier du premier ministre, fut atteint d'un coup d'arme à feu dans *Parliament Street*; il mourut de sa blessure au bout de quelques jours. L'assassin s'appelait Daniel M'Naghten. C'était un ouvrier de Glasgow. Il fut acquitté, on trouva qu'il était fou. D'après ce qu'il dit à un inspecteur de police dans sa cellule, le bruit se répandit qu'en tirant sur M. Drummond, il avait cru avoir affaire à sir Robert Peel. Les dépositions pendant les débats prouvèrent que ce fait était douteux. Dans tous les cas, c'était bien l'acte d'un fou. Mais les nerfs de sir Robert Peel en furent ébranlés. Ses amis intimes savaient qu'il avait une crainte morbide de toute souffrance physique. Le choc, que lui causèrent les circonstances de la mort de Drummond, a servi à expliquer la scène avec Cobden, dont nous allons raconter les détails.

Au commencement de la session, lord Howick avait proposé que la Chambre se réunît en comité, pour prendre en considération un passage du discours de la reine, qui faisait allusion à la détresse générale. Le débat sur cette motion fut très important; il dura cinq nuits. Ce fut une discussion digne de la Chambre des communes, un effort sérieux fait par la plupart de ceux qui y contribuèrent, de jeter la lumière sur les difficultés au milieu desquelles se débattait le pays. Cobden prit la parole

pendant la dernière nuit (17 février). Il répondit avec persuasion et habileté aux exposés de lord Stanley, de M. Gladstone et d'autres adversaires de l'abolition des lois-céréales, puis il continua par un appel chaleureux au premier ministre. Je cite quelques-unes des paroles qui amenèrent une explosion, comme on va le voir : « Si vous (sir Robert Peel) essayez un autre remède que le nôtre, quelle chance avez-vous d'améliorer l'état du pays ? Vous avez pris les lois-céréales en main et vous les avez amendées d'après vos idées. Vous disiez, quand vous le faisiez, qu'aucune pression du dehors n'avait d'influence sur vous. Vous agissiez d'après votre jugement, vous ne vouliez pas en suivre un autre et vous étiez responsable des conséquences de votre acte. Vous disiez que votre but était de donner de l'occupation à une population qui ne faisait que croître. Les commerçants et les manufacturiers du royaume n'auraient-ils pas pu vous indiquer, mieux que personne, les marchés qu'on pouvait étendre ? Vous avez fait voter la loi ; vous avez refusé d'écouter les hommes compétents, *et je rejette sur vous la responsabilité de votre propre mesure...* Le très honorable baronet a agi d'après son jugement, il a maintenu les droits sur les articles pour lesquels on souhaitait une réduction, et il a réduit les droits sur les produits, quand il était impossible que ce changement rendit des services sérieux au pays. C'était de la folie ou de l'ignorance. (*Oh! Oh!*) Oui, c'était de la folie ou de l'ignorance de réformer notre système douanier et de mettre hors de cause le sucre et le blé. Les réductions de droits sur les drogues et autres objets de ce genre étaient une tâche digne d'un sous-secrétaire d'État, qui traite de questions minimes, mais un premier ministre avait quelque chose de mieux à faire. C'est un des changements les plus inutiles proposés par aucun gouvernement... Le premier ministre dit qu'il est de son devoir de juger avec indépendance et d'agir sans se préoccuper d'aucune pression extérieure ; je dois répondre au très honorable baronet que *c'est le devoir de tout député honnête et indépendant de le regarder comme individuellement responsable de l'état du pays...* Je dis au très honorable gentleman, que moi, pour ma part, je ne me soucie en rien des whigs ou des tories. J'ai souvent répété que je ne ferai rien pour ramener les whigs au pouvoir ; mais je lui déclare

que toute la responsabilité de l'état lamentable et dangereux du pays retombe sur lui. Cela ne lui sied pas de rejeter cette responsabilité sur quelques hommes de notre parti. Il n'y a jamais eu de violence, de tumulte ou de confusion, excepté aux époques où le manque d'occupations et la disette ont été extrêmes. Le très honorable baronet a entre les mains le pouvoir de faire ce qu'il veut. »

Quand Cobden s'assit, le premier ministre se leva ; ses traits d'ordinaire impassibles portaient les traces d'une agitation violente : « Monsieur, » dit-il, « l'honorable gentleman a déclaré ici très emphatiquement ce qu'il a plus d'une fois déclaré aux conférences de la Ligue contre la loi-céréales, qu'il me tient individuellement... » Ici l'orateur fut interrompu par l'agitation profonde que produisirent sur son auditoire l'emphase mise par le ministre sur le mot, et son emportement grandissant : « Individuellement responsable, » reprit-il, « de la détresse et des souffrances du pays ; qu'il me tient personnellement responsable. Quelles que soient les conséquences de ces insinuations, je ne me laisserai jamais influencer par des menaces prononcées soit dans cette Chambre, soit au dehors, je n'adopterai pas une politique qui me semble... » Le reste de la phrase se perdit au milieu des clameurs qui s'élevèrent de tous côtés. Cobden se leva, mais ce fut bien inutilement. « Je n'ai pas dit, » commença-t-il, « que je tenais le très honorable gentleman personnellement responsable. » Des cris se firent entendre de toutes parts. « Oui, oui. — Vous l'avez dit, vous l'avez dit. — A l'ordre! — Vous l'avez dit, » cria sir Robert Peel. Cobden continua : « J'ai dit que je tiens le très honorable gentleman responsable, en vertu de la position qu'il occupe ; tout l'ensemble de mon discours suffit à prouver que telle était ma pensée. »

Les partisans du ministre interrompirent ces explications par des contradictions tumultueuses ; Cobden comprit qu'il lui était impossible pour le moment de chercher à se faire comprendre. Sir Robert Peel reprit en répétant que Cobden avait deux fois déclaré qu'à ses yeux le ministre était individuellement responsable. Ce commencement de mauvais augure fut suivi d'un discours vigoureux et habile ; un discours aussi vigoureux qu'il pouvait l'être, quand le ministre n'était pas prêt à adopter la

politique de Cobden, et répondait par des arguments douteux, basés sur la convenance pratique, à un plaidoyer d'une logique irréfutable. Ceux qui ont écrit sur sir Robert Peel disent tous qu'il avait maîtrisé un caractère naturellement emporté; son attaque contre Cobden est la seule occasion où il se laissa entraîner par l'impétuosité, à laquelle on était accoutumé sur les lèvres de O'Connell, de Stanley ou de Brougham. M. Disraeli lui reprocha peu après d'employer la colère par tactique et de jouer, entre autres rôles, celui du gentleman irascible. A cette époque, on se demandait si l'émotion de Peel avait été artificielle, ou si elle avait été la conséquence naturelle de la surexcitation de ses nerfs : cette question est restée douteuse jusqu'à ce jour. Dans tous les cas, cette scène lui fut très utile au moment même et lui permit de porter un coup à un adversaire gênant.

Lord John Russell, qui prit la parole après le ministre, n'avait aucune raison de défendre un partisan aussi peu sûr que Cobden, mais sa générosité fut révoltée par la conduite injuste et insultante de la Chambre. « Je suis sûr, » dit-il, « et je crois que je puis répondre pour la plupart de ceux qui sont assis autour de moi, que l'honorable membre de Stockport n'a pas attaché à ses paroles la même signification que leur ont attribuée l'honorable baronet et les honorables membres en face. » Quand lord John Russell eut fini son discours, Cobden recommença son explication; au milieu des interruptions des bancs ministériels, aussi bien que du *speaker* pour une question d'ordre, il répéta de nouveau qu'il avait eu l'intention de jeter sur le ministre la responsabilité de ses actes, en tant que chef du gouvernement. En employant le mot *individuellement*, il s'en était servi, comme le premier ministre se servait du pronom personnel, quand il disait : « J'ai passé le tarif. » « Je le traite en gouvernement, » continua Cobden, « comme il a l'habitude de se traiter lui-même. »

Peel écouta l'explication avec une mauvaise grâce évidente. « Je suis obligé d'accepter le sens que l'honorable membre donne au langage dont il s'est servi. Il a employé le mot *individuellement* avec tant d'insistance, que moi et d'autres nous lui avons attribué une autre signification. Il suppose que le mot *individuellement* s'applique à la responsabilité de la position que

j'occupe, et j'accepte cette explication. Je pensais que les mots « je vous tiens individuellement responsable » pouvaient avoir des conséquences qui ont, je crois, été prévues par beaucoup de ceux qui les ont entendues. »

La séance ne devait pas se terminer sans une attaque contre Cobden venant d'une tout autre direction. Sir Robert Peel venait à peine d'accepter l'explication, que M. Roebuck mit en avant un autre grief. Il reprocha à Cobden d'avoir parlé de lord Brougham comme d'un fou, d'avoir menacé son propre siège (à lui Roebuck) à Bath, et d'avoir permis aux membres de la Ligue d'employer un langage si repréhensif et si dangereux, que lord Brougham s'était vu dans la nécessité d'exhorter les amis de la réforme de la loi-céréales de séparer leur cause de celle de conseillers aussi funestes. Cet incident avait pour origine quelques mots prononcés par Brougham dans la Chambre des lords. On peut citer les paroles de Brougham à cette occasion comme un bel exemple de rhétorique parlementaire et de ce courage facile, qui consiste à s'élever contre l'indiscrétion d'un ami populaire.

Cobden, comme nous pouvons nous y attendre, avait déclaré ouvertement que cette attaque était la marque d'un esprit sans réflexion et d'un mauvais caractère. Personne ne peut nier que M. Roebuck ait choisi son moment avec peu de chevalerie. Même aujourd'hui, quand le temps et la mort ont jeté le voile de l'oubli sur la lutte, nous lisons avec satisfaction l'attaque de Bright contre le « *brummagem* Brougham, qui, au moment où tout le parti ministériel aboyait contre l'homme qui représentait la justice du peuple, se leva et osa lancer son faible trait contre Richard Cobden. » Il n'y a pas d'exemple qui montre d'une façon plus pénible le traitement injuste auquel doit être préparé quiconque entre dans la Chambre des communes. Le sentiment du Parlement était contre Cobden. La Chambre est toujours plus ou moins secrètement hostile à celui de ses membres qui exerce une grande influence au dehors et qui donne un poids incommode à l'opinion des électeurs. On permit à Cobden d'expliquer ce qu'il avait réellement dit à M. Roebuck. C'était tout simplement ceci : « Si vous justifiez lord Brougham dans son attaque contre les pasteurs, qui assistent à la conférence de

la Ligue contre la loi-céréales, vous vous créerez des embarras à Bath, vous passerez pour un ennemi de notre association; quelques membres de la Ligue viendront à Bath susciter des réunions. Loin de souhaiter que M. Roebuck se retire du Parlement, » continua Cobden, « il est le dernier homme que je voudrais voir enlevé au siège qu'il occupe. »

Les remarques de Cobden sur cette triste soirée sont plus intéressantes que toutes les réflexions que nous pourrions faire. Voici ce qu'il écrivait à son frère Frédéric :

L'affaire de vendredi dernier tourne de plus en plus à notre avantage. Cela a été un sujet de conversation générale, depuis la jeune dame sur le trône jusqu'aux habitués des cabarets de la capitale. On pense généralement que Peel a pour le moins fait une folie. Il est obligé de prétendre qu'il parlait sérieusement, car on n'aime pas à dire qu'on est un hypocrite. Il sait qu'il a paru ridicule et lâche à ses propres partisans. Lord — plaisantait l'autre soir dans le Parlement avec Ricardo à ce sujet; il montra du doigt Peel, qui se penchait en avant et dit à demi-voix : « Voilà l'homme qui a peur qu'on ne tire sur lui de la tribune » De plus la meute ministérielle n'est pas contente d'avoir été trainée dans la boue par son chef; elle n'avait nullement compris que j'avais menacé Peel. Elle sent qu'elle a obéi au signe de Peel, et qu'elle m'a poursuivi (sans une conviction qui sanctionnât cette conduite) comme un assassin. La meilleure conséquence de cette affaire c'est que tout le monde a lu avec attention mon discours pour juger si l'attaque de Peel était fondée. Tous les tories d'Oxford, me dit-on, ont pesé chaque mot de mon discours, et le résultat est défavorable au ministre... Il a bien plus mauvaise mine depuis que je suis dans le Parlement, et si j'avais seulement Bright avec moi, nous le renverse- rions avant la fin de la session (1).

La chose est sur son dernier pied. Le gouvernement a accepté nos principes en bloc, et cette admission amènera avant peu la chute du système.

Toute la question se borne à la possibilité pour les protectionnistes de trouver un homme qui veuille jouer le rôle d'instrument; quand Peel les abandonnera ou les trahira, tout sera fini. C'est cette conviction qui m'a décidé à jeter toute la responsabilité sur Peel; non seulement il est effrayé, mais il a la faiblesse de le montrer. Notre réunion hier soir a eu un succès étonnant. Rien n'effraye tant Peel qu'une

(1) M. Bright fut élu membre du Parlement avant la fin de cette session. Il disputa Durham en avril 1843 et fut battu par lord Dungannon. Le nouveau membre fut déplacé par suite d'une pétition qui l'accusait de corruption. M. Bright s'offrit de nouveau et fut nommé (juillet 1843).

preuve de notre force à sa porte. Je suis excédé de lettres et de félicitations et je trouve à peine le temps de dire un mot à mes amis.

(23 février 1843.)

Les ennemis de la Ligue tirèrent tout le parti possible de ce qui s'était passé à la Chambre. Ils déclarèrent que Cobden était ruiné politiquement et ruiné sans espoir. Brougham, avec une pitié perfide, écrivit sur « la chute du pauvre M. Cobden ». On vit bientôt que l'affaire avait un autre aspect. Des réunions se formèrent dans le but de protester contre le traitement que le ministre et la Chambre avaient infligé à Cobden; la moitié des villes de l'Angleterre, toutes les villes de l'Écosse envoyèrent à Cobden des adresses de sympathie; pendant des semaines, chaque fois qu'il paraissait dans une assemblée publique il était reçu par des acclamations qui dépassaient tout ce que l'on avait encore vu. Cobden était tout à fait sincère quand il disait à un de ses amis :

Je n'aime pas cette manifestation personnelle, pour de bonnes raisons publiques et privées. Nous devons éviter à l'avenir cette glorification individuelle. Mon fort est la simplicité, un rude travail derrière la scène et du bon sens dans le conseil; je n'ai ni goût ni aptitude pour cet éclat public. (A Edward Baines, 8 mars 1843.)

A Manchester, huit mille hommes et femmes se réunirent pour entendre des discours ardents sur la scène entre Peel et Cobden. M. Bright proposa une adresse à Cobden, dans des termes qui expriment une noble et énergique passion, sans qu'aucune adulation s'y mêle. « Je ne me lève pas pour flatter le représentant de Stockport. Je crois qu'il est très intelligent et très honnête; je crois qu'il se préoccupe uniquement du bien du pays; je crois qu'il est fermement convaincu de la vérité des grands principes, qu'il défend avec tant d'ardeur. »

Quelques jours plus tard, on vit la première de ces grandes réunions, qui finirent par gagner aux idées de la Ligue l'opinion de Londres. La *Couronne et l'Ancre* et la *Taverne des Francs-Maçons* étaient devenues trop petites pour contenir les spectateurs. On loua le théâtre de *Drury Lane*, et c'est là qu'il y eut sept meetings, du commencement de mars au commencement de mai. La foule qui se pressait au théâtre n'était pas toujours

animée de la même conviction, mais le nombre n'en diminua pas; l'enthousiasme devint plus intense à mesure que les arguments étaient mieux compris et que le caractère des principaux orateurs était mieux connu. Dans la lettre suivante, Cobden indique à son frère l'avantage qu'il compte retirer de ces réunions.

11 mars.

Il n'y a qu'un seul de leurs mensonges, dit-il, en faisant allusion aux commérages des tories, que je voudrais les voir prouver; c'est que nous gagnons 10,000 livres par an! A propos, c'est un bon signe, que ma popularité dans la classe moyenne ait plutôt augmenté depuis qu'on connaît mon origine; et voilà probablement la première fois que cette classe aux goûts aristocratiques soutient un homme qui ne doit rien à la naissance, aux recommandations, à l'éducation. N'écoutez pas ceux qui prétendent que nous serons poursuivis. L'ennemi s'est déjà brûlé les doigts en ayant affaire aux ligueurs. Attendez que nous ayons eu deux ou trois réunions hebdomadaires au théâtre de *Drury Lane*, et vous verrez que nous ne sommes pas les gens qui doivent passer devant un jury de la classe moyenne. Nos meetings sont des démonstrations d'hommes énergiques et sérieux, appartenant à la classe des boutiquiers; un grand nombre d'entre eux n'ont pas encore trente ans. Un grand avantage d'un mouvement de la classe moyenne à Londres, c'est qu'il entraîne les ouvriers. Ceux-ci ont plus de rapports avec leurs supérieurs à Londres, que dans aucune ville. Je suis frappé de ce que vous me dites des tories de Manchester. La bassesse de ce parti dépasse tout ce que l'on a vu depuis le temps des adorateurs égyptiens des taureaux et des scarabées. Mais croyez-moi, les chefs seuls éprouvent de la haine contre la Ligue; vous le verrez bien quand une élection générale se fera sur la loi-céréales (et nous aurons une dissolution sur cette question avant d'en finir); le gros du parti, les marchands, les petits propriétaires, abandonneront leurs maîtres les tories; du moins ils se croiseront les bras et refuseront de prendre part à la lutte. Mais notre salut viendra des districts agricoles. Les fermiers sont déjà à moitié hostiles aux landlords, et la brèche grandira à chaque paiement de fermages. Parmi le déluge de lettres qu'on m'écrit depuis la sottise de Peel, j'en ai reçu de beaucoup de fermiers. Ma déclaration, que je suis le fils d'un fermier, a eu de l'effet, comme je m'y attendais, et c'est trop important, pour ne pas en tirer tout l'avantage.

La réunion à Taunton était une vraie réunion de fermiers, venus de tous les côtés du Somerset. Il n'y avait qu'une opinion parmi ceux qui assistaient au marché, c'est que le jeu du propriétaire politique est usé. Je trouve que nous avons beaucoup plus d'influence sur le terrain agricole, que dans nos rapports avec l'industrie. Croyez-moi, comme

nous l'avons souvent prédit, notre cause devra son triomphe aux districts ruraux du Midi. Les gens d'ici sont bien supérieurs en intelligence, en moralité, en esprit public, à ceux qui vous entourent dans le Lancashire. J'ai l'intention d'avoir des réunions dans les comtés, chaque samedi après Pâques. (10 avril 1843.)

L'année 1843 fut fameuse par une grande agitation dans chacun des trois royaumes. O'Connell éveillait l'Irlande au cri de *Repeal*. La séparation de Chalmers et de ses adhérents de l'Église établie excitait en Écosse un enthousiasme des plus passionnés. En Angleterre la Ligue contre les lois-céréales se développait rapidement. Si jamais l'histoire de ces agitations est approfondie, il sera curieux de comparer la méthode différente qui a dirigé ces trois mouvements, dont deux ont réussi, tandis que le troisième a échoué.

Cobden ne dédaignait pas les grandes réunions publiques, où les assistants se comptaient par milliers. Ces assemblées étaient utiles, non seulement parce qu'elles inspiraient aux auditeurs un intérêt plus ou moins durable, mais encore parce qu'elles faisaient sentir au parti protectionniste la force et le nombre de ses adversaires. Mais il n'y attachait pas une importance exagérée. Chalmers, en poursuivant la réorganisation de l'Église bouleversée, préférait aux grandes réunions tumultueuses les petites conférences, où assistaient seulement ceux que ses exhortations pouvaient persuader. Il n'avait pas besoin d'émotion, disait-il; ce qu'il lui fallait, c'était la persévérance et la vigueur d'une conviction solide. De même Cobden éprouvait une satisfaction particulière, en songeant à la part qu'il avait eue dans l'éducation économique des fermiers, par des disputes du haut des charrettes, ou par des discussions devant un verre de bière et un morceau de viande, à quelque table d'auberge, le jour du marché.

Les ligueurs avaient montré l'effet funeste de la loi-céréales sur les ouvriers, les boutiquiers, les manufacturiers et les marchands. Ils se tournèrent d'un autre côté et se mirent à l'œuvre pour prouver que la même loi infligeait une perte plus grande encore aux fermiers et aux laboureurs. Les villes étaient convaincues; le moment était favorable pour une invasion des districts agricoles. Les fermiers n'obtenaient que des prix peu élevés. Ils étaient irrités des concessions faites par le cabinet aux libre-

échangistes. Ils soupçonnaient leurs amis parlementaires de trahison et d'une déférence égoïste envers un ministre adroit.

Les réunions dans les comtés réussirent pleinement, et elles offrirent un grand intérêt. C'est peut-être le côté le plus original de l'agitation. Il fallait un vrai courage politique et une foi profonde pour songer à éveiller la partie la plus engourdie de la nation, non par un appel à la passion, mais par de solides arguments. On était généralement d'accord que cette controverse devait être résolue par la raison et non par la force. Sir George Lewis disait que s'il s'était agi d'abolir les fermages au lieu de les diminuer, les protectionnistes auraient passé des paroles aux faits et auraient eu recours aux armes comme les Américains possesseurs d'esclaves, quand on toucha à leur institution particulière. Une raison qui réconcilia les esprits à l'abolition de la loi-céréales, c'est que la Ligue finit par affaiblir, si elle ne put détruire, les préjugés de ceux qui s'attendaient à être ruinés par le changement. La discussion était soutenue d'ordinaire des deux côtés d'une façon honnête et loyale. Les ligueurs déclaraient qu'ils ne voulaient offenser personne, et qu'ils désiraient seulement faire connaître la vérité sur la protection. En général, les choses se passaient avec ordre et bonne humeur. Les agents, commissaires-priseurs et autres, étaient plus irrités que les fermiers ou les propriétaires. A Dorchester, on tenta de prendre d'assaut le lieu de réunion, mais les ligueurs étaient prévenus, leurs amis repoussèrent l'attaque. A Canterbury, le célèbre romancier G. James se mit à la tête du parti protectionniste; deux ou trois facteurs au blé insultèrent M. Bright et Cobden. Ils firent entendre des menaces de violence; mais quand le moment décisif arriva, tout se passa paisiblement.

Des fermiers qui n'osaient assister aux réunions dans leurs districts allaient à 30 ou 40 milles de chez eux, dans des endroits où ils ne pouvaient être reconnus, écouter les orateurs de la Ligue. A Norwich, le premier cultivateur du comté posa à Cobden un certain nombre de questions, auxquelles ce dernier répondit si adroitement et d'une façon si concluante, que les fermiers, présents à la discussion, éclatèrent en applaudissements. Cobden ne pouvait inventer chaque jour de nouveaux arguments ou découvrir des faits inconnus, et pourtant ceux qui étaient le

plus au courant de la discussion étaient frappés à chaque réunion de l'art avec lequel il choisissait et mettait en lumière les points importants. Il savait rendre chaque mot accessible à l'intelligence la moins ouverte. Les adversaires étaient parfois rusés, mais le plus souvent ils étaient d'une stupidité impénétrable. Dans un endroit, un clergyman prétendait que la disette de blé n'avait aucun rapport avec l'élévation du prix. « Dans ce cas, » répliqua M. Bright, « vous n'avez aucune raison de craindre l'abolition des lois-céréales, car d'après vos principes l'abondance ne doit pas amener le bon marché. »

A Hertford, la salle du comté était trop petite et la réunion eut lieu en plein air. La foule se composait de fermiers, derrière lesquels se tenaient à cheval quelques-uns des plus importants squires du comté. Cobden parla pendant deux heures ; il éveilla la sympathie, en disant qu'il était le fils d'un fermier de Sussex, qu'il avait gardé les moutons de son père et qu'il avait connu la détresse du jour de fermage.

A Aylesbury, dans la place forte du duc de Buckingham, Cobden eut à subir un long interrogatoire. Le libre échange ne ferait-il pas baisser le prix du blé, et ne diminuerait-il pas les salaires de 30 à 50 p. 400? Les membres de la Ligue pensaient-ils que le prix actuel du pain (dix sous) était trop élevé pour le producteur ou le consommateur? etc. Cobden répondit avec son savoir-faire habituel et posa une question qui ne manquait jamais son effet : « Quel gain les fermiers et les journaliers avaient-ils retiré de la loi-céréales depuis 1815? » Il proposa une résolution en faveur du libre échange, qui obtint la majorité ; les adversaires étaient peu nombreux ; lord Nugent, qui présidait, déclara qu'ils étaient en aussi petit nombre que l'auraient été les partisans du libre échange vingt-cinq ans auparavant. A Uxbridge, les fermiers invitèrent Cobden à leur exposer ses idées. Ils se chargèrent de tous les préparatifs du meeting ; ils distribuèrent les billets d'admission ; ils cherchèrent dans tous les pays les soutiens du monopole. On annonçait la défaite du prophète de la Ligue. L'auditoire se composait plus exclusivement de fermiers que dans les réunions précédentes. Quand le moment arriva, quatre orateurs soutinrent avec plus ou moins de talent la cause de la protection ; la discussion entre eux d'un côté, Cobden et Joseph Hume

de l'autre, dura cinq heures. A la fin, l'assemblée sentit qu'il n'y avait pas de réponse à faire aux arguments des ligueurs. Elle vota en faveur de l'abolition immédiate et totale à une majorité écrasante. Les mêmes faits se reproduisirent à Lincoln et à Taunton.

A Bedford, Cobden n'avait ni un ami ni une connaissance. Il annonça seulement son intention de se rendre tel jour dans la ville. Les protectionnistes convoquèrent les fermiers, et les exhortèrent à protester contre les partisans du libre échange. On ne put trouver une salle assez vaste, et la foule se réunit dans un grand champ hors de la ville. On prépara trois charrettes pour servir de plate-forme, mais les monopolistes s'en emparèrent. Cobden attendit qu'on lui en procurât une quatrième. Lord Charles Russell présidait et la discussion commença. Elle dura de trois heures de l'après-midi à neuf heures du soir, malgré de grosses averses. On écouta d'abord Cobden avec impatience, mais il s'anima, ses arguments et ses exemples firent de l'effet. Le président dut reconnaître, malgré lui, qu'une grande majorité s'était déclarée en faveur du libre échange.

Nous avons livré une rude bataille à Bedford, écrit Cobden à son frère (7 juin 1843), à de grossiers hobereaux. Nous avons fini par l'emporter, et nous avons gagné les deux tiers de l'assemblée, contre l'attente générale. Lord Charles Russell s'est opposé au droit fixe de son frère John, en déclarant que cet acte rendrait incultes deux millions d'acres. Après Bedford, rien ne peut nous résister. Ce qui me donne beaucoup d'influence morale, c'est que j'ai *toujours* du succès dans les districts agricoles. L'aristocratie devient furieuse et inquiète en voyant la lutte portée sur son territoire.

Samedi prochain, continue-t-il, je serai à Rye, où il y aura une grande affluence des comtés environnants. Ces réunions agricoles deviennent si intéressantes, que les propriétaires en sont effrayés et provoqués. Ils sentent la nécessité de lutter contre nous, et pourtant, dès qu'ils me livrent bataille, ils sont battus sur leur propre fumier. La question de la protection est à l'ordre du jour à toutes les tables, les jours de marché, dans les comtés où j'ai été, et la discussion nous est favorable.

Parfois les débats ne pouvaient avoir lieu, faute de représentants de la partie adverse.

Notre réunion à Rye a manqué d'intérêt, l'opposition faisait défaut. Les spectateurs étaient aussi paisibles qu'aurait pu l'être un troupeau

de leurs moutons. Je crains que les propriétaires et le clergé ne renoncent à la lutte ouverte et n'essayent d'empêcher les fermiers d'assister aux réunions. Cependant nous avons semé dans le sud de l'Angleterre des semences que rien ne peut détruire.

(20 juillet 1843.)

Nous ne suivrons pas davantage la campagne de cet été. Bright, Cobden ou leurs adhérents, se rendirent avant la fin de la session, à Hereford, Lewes, Croydon, Bristol, Salisbury, Canterbury et Reading. Cobden remporta sa plus grande victoire à Colchester, la première ville d'une province qui ne comptait pas un seul libéral parmi ses représentants au Parlement. Le comté entier était hostile à la Ligue; le tambour ecclésiastique avait retenti; sir John Tyrrell, un des plus redoutables partisans de sir Robert Peel, avait promis ou plutôt menacé d'assister à la réunion; les passions étaient ardentes; des constables volontaires avaient été enrôlés; les violents et les timides déclaraient que les agitateurs allaient au devant d'un danger réel. On éleva une tribune dans un grand champ; au jour fixé, plusieurs milliers de spectateurs accoururent de toutes les parties du comté. A l'heure dite, Cobden et Charles Villiers étaient à leur poste; ils furent bientôt suivis de sir John Tyrrell et de M. Ferrand. Le tournoi commença. La bataille dura six heures et se termina par la victoire des champions de la Ligue. L'amendement de sir John Tyrrell fut repoussé; à la tombée de la nuit, ce vaillant défenseur disparut silencieusement. Pendant la discussion il avait déclaré que Cobden n'oserait lui tenir tête à Chelmsford. Cobden accepta le défi. Il se rendit à Chelmsford; mais sir John en avait assez d'une lutte inégale. Il laissa Cobden maître du terrain.

M. Bright dit une fois, dans une réunion publique (oct. 1843), qu'on parlait beaucoup plus qu'il ne l'aurait voulu de son ami Cobden et de lui-même; il déclara que, dans le Conseil de la Ligue, il y avait beaucoup d'hommes dont le nom n'était pas connu du public et qui méritaient les plus grands éloges. Il serait affligé, continua-t-il, si l'on pensait que les deux ou trois ligueurs qui jouissaient d'une plus grande popularité étaient les plus dignes. Cobden, de son côté, prenait toutes les occasions de soutenir modestement et tranquillement la même opi-

nion. Les applaudissements de la foule ne firent jamais de lui un démagogue, de même que l'atmosphère du Parlement et de la société de Londres ne lui enlevèrent rien de sa simplicité et de son originalité d'esprit. Je n'ai pas trouvé dans la correspondance la plus intime des membres les plus éminents de la Ligue un exemple d'égoïsme personnel. Jamais la vanité ne fut si absente, quand les tentations pour la vanité étaient si nombreuses.

L'activité incessante de Cobden, son habileté dialectique, le scandale de la scène récente au Parlement, contribuaient à le mettre en évidence, mais le charme de son caractère inspirait à ceux qui le connaissaient une affection profonde, qui leur faisait prendre un intérêt personnel à son succès. Personne ne rendait mieux justice à l'éloquence plus entraînante de son ami et allié. Il dit une fois à un auditoire de Rochdale que, pour des raisons faciles à deviner, il stipulait toujours que M. Bright le laissât parler le premier. De Winchester M. Bright lui écrivit que ses amis avaient réclamé son concours, et que si le chemin de fer ne l'amenait, on courrait à sa recherche à travers la campagne. Quand le nom de Cobden était prononcé dans une réunion publique, les spectateurs se levaient et poussaient un triple hurrah en l'honneur du député de Stockport, l'ami du peuple. A Manchester, il y eut un meeting monstre pour lui décerner, d'une façon solennelle, le titre de chef du mouvement; les applaudissements devinrent de plus en plus enthousiastes à la lecture d'une lettre de lord Ducie, qui déclarait que le pays devait plus de reconnaissance à Richard Cobden qu'à tout autre homme vivant. De même, les adversaires le choisissaient de préférence pour leurs attaques. Des gens, qui n'avaient jamais vu une usine de leur vie, excitaient les agriculteurs, en affirmant que Cobden amassait une fortune énorme aux dépens de la force, du bonheur, de la santé et même de la vie de pauvres enfants.

Comme il le disait plus tard, Cobden vécut à cette époque dans les *commercial Rooms* de *Threadneedle street*, où un auditoire de banquiers et de négociants venait écouter les arguments des ligueurs. Il y avait aussi les assemblées enthousiastes de *Drury Lane* et plus tard de *Covent Garden*, auxquelles le public de Londres prenait un tel intérêt, que la vente des journaux qui en rendaient compte doublait ou triplait le lendemain de chaque réunion.

De plus, Cobden s'occupait de tout ce qui se rattachait de près ou de loin à sa grande question, au sein du Parlement. Sa position dans la Chambre était devenue réellement redoutable pour le ministre. Sa connaissance approfondie du sujet, sa ténacité, son habileté dans les débats, l'influence énorme qu'il avait acquise au dehors, le mettaient au premier rang ; et l'homme, qui en février passait pour être politiquement ruiné, exerçait à lui seul au mois d'août sur l'esprit de sir Robert Peel une pression aussi forte que la pression exercée d'un autre côté par tout un groupe de ducs.

Les discussions sérieuses au Parlement se rapportaient à la condition du peuple ; on s'aperçut que d'une façon ou de l'autre toutes se rattachaient à la question du libre échange. Le gouvernement proposa sa fameuse mesure sur l'éducation nationale, dont nous nous occuperons plus tard. Bien que la Ligue ne s'opposât pas au projet du ministère, elle fit voir la folie qu'il y avait à ruiner le peuple par la loi-céréales, pour faire ensuite payer à des gens appauvris un impôt, qui devait servir à l'instruction de ceux qui mouraient de faim. Charles Buller mit en avant un projet d'émigration aidée par l'État. La Ligue répondit que si la loi-céréales était abolie, on n'aurait plus besoin de recourir à l'émigration. Un libre-échangiste demanda une commission pour rechercher les charges et les exemptions des propriétaires du sol. Un représentant de comté proposa un amendement d'après lequel la Chambre porterait son attention sur les associations, qui prétendaient dicter des lois au Parlement dans les questions touchant à l'agriculture et au commerce, et dont les actes étaient dangereux pour la paix publique et en désaccord avec l'esprit de la constitution. Cobden répliqua par une description vigoureuse de l'état des laboureurs sur les terres mêmes de ce représentant des populations agricoles ; il ajouta que dans ce même comté de Dorset un habitant sur sept était à la charge de la paroisse. A l'occasion de la motion annuelle de M. Villiers, Cobden fit un discours des plus animés sur une question qui semblait entièrement épuisée. Ce discours fut imprimé et distribué à profusion. Il fit une grande impression sur le public. Plus tard Cobden attaqua avec force le monopole du sucre et la politique qui donnait une préférence aux produits des colonies anglaises, quand ces

colonies ne contribuaient en rien au revenu de la mère patrie et lui imposaient de lourdes charges civiles et militaires. Tout le commerce colonial s'élevait à 10.000.000 de livres par an, et pour le maintenir, l'Angleterre dépensait annuellement 5.000.000 de livres. Le producteur de sucre dans les Indes occidentales était l'allié naturel du producteur de blé anglais (1), et les organes protectionnistes prirent en main ces deux causes avec une ardeur égale. Ces journaux reprochaient à leurs partisans dans la Chambre la faiblesse dont ils faisaient preuve dans la défense de leur cause sacrée. La désunion et la méfiance étaient générales dans le parti protectionniste. M. Gladstone exposait avec éloquence les principes du libre échange, tout en donnant, il est vrai, les raisons les plus adroites pour ne pas les appliquer. Les organes protectionnistes disaient que M. Cobden avait beaucoup d'énergie, d'adresse, une grande force de volonté,

(1) Voici un passage d'un discours de Cobden à Covent Garden, où il expose ses arguments sur cette question : « Quel est le prétexte pour le monopole du sucre ? On ne peut pas dire que ce soit pour le bénéfice du trésor, le fermier anglais et le nègre des Indes occidentales n'en profitent pas non plus. Quel est le prétexte ? C'est que nous ne devons pas acheter du sucre cultivé par des esclaves. Je crois que l'ambassadeur de Brésil est ici en ce moment. Je m'imagine une entrevue entre lui et le président du bureau de commerce. Il présente ses lettres de créances ; il est venu conclure un traité de commerce. Voilà le président, qui prend une expression solennelle et pieuse et qui dit : Vous venez du Brésil. Nous serons heureux de trafiquer avec vous, mais nous ne pouvons en conscience accepter ce qui a été produit par des esclaves. — Son Excellence s'entend en affaire ; il répond : Voyons, nous pourrions peut-être nous arranger autrement. Qu'avez-vous à nous vendre ? — Des cotonnades, répond le président, nous sommes les grands exportateurs du monde. — Du coton ! dites-vous ? où achetez-vous le coton. — Hum ! répond le président, surtout aux États-Unis. — Et alors le Brésilien pose la question : Pardon, est-ce du coton cultivé par des esclaves ou des hommes libres ? Vous pouvez vous représenter la réponse, ainsi que l'expression du président..... L'un de vous s'est-il laissé égarer par ces appels à sa sympathie et à son humanité contre le sucre produit par des esclaves ? Savez-vous quelle est la loi actuelle par rapport au sucre ? Nous envoyons nos produits au Brésil ; nous en rapportons du sucre ; le sucre est raffiné dans ce pays, raffiné dans des entrepôts fermés, où les Anglais ne peuvent se le procurer, ensuite il est expédié au dehors par ces marchands, par ces hommes qui prêchent contre l'usage du sucre produit par des esclaves. Oui, ces hommes, qui sont les plus ardents dans leurs protestations contre le sucre cultivé par des esclaves, ont des entrepôts fermés à Liverpool et à Londres ; ils envoient ce sucre en Russie, en Chine, en Turquie, en Pologne, en Égypte — dans tout pays, et ces mêmes hommes ne veulent pas vous permettre d'avoir ici du sucre cultivé par des esclaves. »

mais que la vraie cause de son succès, c'était le manque d'ardeur de ceux qui auraient dû être ses adversaires les plus actifs. N'était-ce pas un spectacle mélancolique et révoltant de voir « les représentants du sang de la chevalerie normande, succomber sous les coups d'un riche bourgeois de Manchester ? »

Malheureusement personne à Manchester ne méritait moins cette appellation. Une semaine avant la fin de la session, Cobden écrivait à son frère :

17 août 1843.

Votre exposé de nos affaires est vraiment lamentable. Il doit y avoir une erreur radicale dans la façon dont nous avons calculé les dépenses ou fixé les prix. J'attendais fort peu de cette année, parce que l'automne dernier nous avons eu de grosses pertes, et que l'activité du printemps s'est resserrée en si peu de temps. Il faudra revoir rigide-ment les frais et les réduire, ou bien, nous devons fixer les prix de façon à couvrir les dépenses. Nous avons commis une erreur en les mettant trop bas. Avec notre réputation, nous ne devons pas faire cadeau de nos marchandises... Mais je ne suis pas aussi découragé que vous. Nous nous relèverons. Nos pertes sont dues aux fluctuations de valeur de notre stock, mais nous n'avons plus rien à craindre de ce côté pendant quelques années. Quant aux autres dangers qui nous menacent, ce qui nous sauvera, c'est la prospérité générale du district ; nous aurons le libre échange, grâce aux difficultés du Trésor.

La session se termina ; mais Cobden ne se laissa pas détourner longtemps par ses propres affaires. Il passa deux ou trois semaines avec sa famille, dans le midi de l'Angleterre, pour reprendre haleine. Au milieu de septembre, il était de nouveau à l'œuvre avec M. Bright à Oxford, à Lancastre et ailleurs. Il semblait doué du don de l'ubiquité ; aujourd'hui à Manchester, demain à Lincoln, cette semaine à Salisbury, la semaine suivante dans le Haddingtonshire. Il regrettait autant une journée sans meeting, que le clément empereur romain une journée sans bonne action. Quelques extraits des lettres de Cobden, du mois d'octobre au mois de janvier, nous montreront comment il passa l'automne et l'hiver :

Je n'ai fait que voyager et parler, depuis que je vous ai vu, écrit-il à son frère de Carlisle (27 octobre 1843). J'ai traversé deux fois les comtés de Northumberland, Cumberland et Haddington. Demain nous irons à Kendal, et mardi je serai à la maison. J'ai vu beaucoup de

choses qui m'ont instruit et satisfait. Nous avons passé deux jours avec Hope et ses voisins, les fermiers de l'*East Lothian*. Ils sont en avance d'un siècle sur nos mangeurs de lard du Sussex. En comparaison, ce sont des gentlemen instruits, des philosophes pratiques; leurs ouvriers ressemblent plutôt aux artisans habiles de Sharp et Roberts qu'à nos paysans. Ni lord Ducie, ni cent lords Ducie ne pourraient élever nos fermiers au niveau écossais. Les hommes nous font défaut. Nous avons un meilleur sol et un meilleur climat, le bétail et les instruments de travail pourraient facilement égaler ceux des Écossais, mais les animaux à deux jambes de notre génération sont tout à fait inférieurs. Ce que nous avons vu dans notre voyage nous a encouragés. Les fermiers du Haddingtonshire vont commencer une agitation en faveur du libre échange. Les fermiers du Northumberland sont également gagnés à notre cause. L'expérience de la dernière semaine me donne bon espoir. Avant la réunion du Parlement, j'obtiendrai une déclaration signée par 1000 fermiers, de toutes les parties du royaume, affirmant que les lois-céréales ont dupé les cultivateurs.

Aberdeen, 14 janvier 1844.

Nous sommes à la fin de notre pèlerinage, et nous espérons reprendre mardi la route de la maison. Nous avons eu une rude semaine. Après avoir terminé notre tâche à Perth, je m'attendais à passer hier une journée tranquille. Nous sommes partis pour Aberdeen hier matin en diligence; en traversant Forfar nous avons trouvé les habitants à leurs portes ou dans les rues. Ils avaient appris que nous passions à travers leur ville. Ils se sont réunis devant l'auberge où s'arrête la diligence. Ils nous ont reçus avec des acclamations et nous ont priés de leur faire un discours. Nous avons dû consentir; aussitôt la musique de la Société de tempérance s'est fait entendre, les cloches de l'église ont retenti, en un mot toute la ville a été en émoi. Nous avons parlé à deux mille personnes dans l'église de la paroisse. C'est la première fois que nous avons eu une réunion libre-échangiste dans une église de paroisse. Forfar est un pauvre petit bourg; la plupart des habitants tissent de grosses toiles; leur enthousiasme est à peu près tout ce que nous pouvons attendre d'eux; toutefois on va faire une souscription qui s'élèvera à 150 livres. Nous espérons obtenir plus d'argent ici. Aberdeen est une grande ville, avec de riches fabriques et un bon port; mais c'est le seul endroit en Écosse, où les capitalistes ne prennent point de part au mouvement du libre échange. J'espère que demain nous pourrons les réveiller. Nous partons d'ici mardi matin à cinq heures et demie; nous nous arrêterons vers midi à Montrose pour une réunion, et nous repartirons pour Dundee, où il y aura le soir un grand meeting. Vous voyez que nous faisons double besogne, nous voyageons et nous assistons à deux réunions par jour. J'espère que nous pourrons supporter ce régime pendant une semaine encore. Nous aurons deux grandes réu-

nions ici demain. La députation s'est séparée à Edimbourg. Moore et moi nous sommes allés au nord; et Bright et le colonel Thompson se sont dirigés vers l'ouest de l'Écosse. Ils iront à Paisley, Kilmarnock et Greenock; nous nous réunirons samedi à Newcastle. Nous trouvons un grand changement de température dans ces régions septentrionales. Il a gelé fortement et les montagnes sont couvertes de neige. J'ai échappé à un rhume; jusqu'à présent, ma santé est bonne. Malgré mon travail, j'ai évité mon accès habituel d'inflammation d'yeux. Je crois qu'une Providence spéciale veille sur les ligueurs. ¶

Dundee, 17 janvier 1844.

Je suis presque épuisé de fatigue; deux réunions à Aberdeen lundi; mardi nous nous sommes levés à quatre heures, puis nous avons fait 35 milles; nous avons assisté à une réunion à Montrose; de nouveau 35 milles jusqu'à Dundee, où il y a eu un meeting le soir même. Demain nous allons à Cupar Fife; le jour suivant à Leith et le jour d'après à Jedbourg.

Newcastle-on-Tyne, 22 janvier.

Je suis arrivé ici hier soir de Jedbourg, où nous avons eu la réunion la plus extraordinaire. En arrivant à Jedbourg, nous avons trouvé les rues pleines de gens de la campagne, dont quelques-uns avaient traversé la montagne et marché plus de 20 milles. C'est le pays du duc de Buccleugh, mais il lui serait difficile de trouver sur ses terres des hommes prêts à se battre pour lui, comme autrefois. Ce soir nous avons une réunion ici, demain nous en aurons une à Sunderland et après-demain à Sheffield, où je vous prie de m'écrire; jeudi nous serons à York, vendredi à Hull et samedi soir à Manchester.

Hull, 26 janvier.

Je quitterai cette ville demain matin par le train de dix heures et demie et je serai à Manchester à cinq heures. Je vous assure que je suis vraiment content d'avoir deux jours de repos, après les terribles fatigues de ces trois semaines. Aujourd'hui nous avons deux réunions à Hull.

Les Écossais avaient un défaut. Avant de passer la frontière, les ligueurs avaient eu des réunions à Leicester, Nottingham, Sheffield, Leeds; ils obtenaient deux mille livres à chaque séance. A un meeting écossais, écrivait Cobden à sa femme :

Nous avons trouvé qu'en parlant de l'argent nous produisons le même effet sur nos auditeurs que si nous avions lu le *Riot Act*. Tous se sont esquivés. Ils aiment trop les discours de simples politiciens ou d'aristocrates whigs.

Mais les résultats de la campagne étaient des plus importants. La députation avait raffermi la foi des libre-échangistes dans toutes les villes qu'elle avait parcourues, elle avait ranimé partout l'intérêt, et elle rapportait à Manchester une contribution substantielle aux fonds de la Ligue.



CHAPITRE XII

LA SESSION DE 1844. LA LÉGISLATION SUR LES FABRIQUES. LE CORPS ÉLECTORAL.

Dans la session de 1844, les lois-céréales tombèrent à l'arrière-plan. La reprise du commerce ôtait aux agitateurs leur argument le plus fort, parce qu'elle diminuait l'urgence de leur question. Le Parlement est toujours satisfait quand il a une excuse pour ne pas résoudre une question épineuse, et la moindre amélioration sur les marchés était une raison pour laisser dormir les lois-céréales. Le premier ministre en profitait pour apaiser les soupçons du parti agricole, en affirmant d'une façon emphatique que le gouvernement n'avait jamais songé et ne songerait jamais à changer les lois existantes. Après cette déclaration du ministre, et grâce à l'amélioration de l'état du pays, on s'occupa peu du débat qui suivit la demande annuelle de M. Villiers (25 juin). La Ligue fut violemment attaquée; on répéta de nouveau que le taux des salaires était réglé par le prix du pain et que le but de l'agitation était d'abaisser les salaires en diminuant le prix du blé. Cobden répondit aux quelques arguments sérieux qu'il entendit dans le cours du débat; mais le premier banc de l'opposition resta vide pendant la plus grande partie de la soirée. Lord John Russell refusa de voter; on écouta M. Bright avec des signes si évidents d'impatience qu'il dut se rasseoir, et tout finit par une majorité de 204 voix contre la motion.

Au commencement de la session, Cobden avait demandé qu'on nommât un comité pour rechercher l'effet des droits protecteurs sur les tenanciers agricoles et leurs journaliers. C'était une nouvelle tactique de la Ligue. Le grand argument de l'abolition venait d'ordinaire de l'état de la population manufacturière. Comment pouvions-nous étendre nos débouchés, si nous n'ac-

ceptions le blé étranger en échange de nos produits? Cobden prit le côté agricole de la question, et demanda au Parlement, comme il avait demandé aux fermiers l'année précédente, d'examiner quels avantages la loi-céréales produisait pour les agriculteurs. Il décrivit la condition morale, sociale, économique du cultivateur; il dit que c'était la crainte de tomber dans cette situation qui poussait les ouvriers des villages à se mettre en grève. Il demanda comment une population affamée pouvait former cette classe de consommateurs nationaux, que les propriétaires offraient aux manufacturiers pour compenser la perte de leurs clients étrangers. La proposition de Cobden fut rejetée par une majorité de 91 voix.

Le sentiment visible de la Chambre, encore plus que ce triste résultat, amena Cobden à juger d'une autre façon l'avenir de sa cause. Il perdit l'ardeur de ses espérances, mais sa fermeté ne l'abandonna pas. Il écrivait à son frère :

4 juin 1844.

Il est certain que nos efforts dans la cause du libre échange devront durer plus longtemps que nous ne l'avions pensé. L'agitation doit prendre un caractère différent. Nous devons n'avoir de réunions que ce qu'il faut pour maintenir notre prise sur l'attention publique et nous devons travailler à enrégimenter les adhérents dans ces grands corps électoraux, qui peuvent changer l'opinion publique d'une façon profitable pour nous. Nous devons entièrement abandonner les petits bourgs. Ils ne pèseront pas plus qu'une plume dans cette question. Le temps seul peut accomplir la réforme. On ne peut l'emporter d'assaut, nous avons eu tort d'y penser. En attendant, les irrésolutions de Peel lui font des ennemis dans les rangs des monopolistes, et tout le monde se prépare à de nouveaux changements. Comme mes efforts seront moins intenses que par le passé, je pourrai m'occuper un peu de mes affaires, qui, Dieu le sait, ont été assez négligées.

Il est temps de toucher une question qui, comme le libre échange, avait sa raison d'être dans la condition de l'Angleterre. Nous voulons parler des règlements du travail des enfants dans les fabriques. Dans ce mémorable Parlement, qui siégea de 1841 à 1847, il y eut un effort sincère de la part du premier ministre, aussi bien que des réformateurs indépendants et des philanthropes de tous genres, pour s'attaquer à un état de choses qui

menaçait de devenir désespéré. Nous voyons le Parlement poursuivre sa tâche par des actes de sage politique se succédant les uns aux autres, et trouvant leur couronnement dans la mesure la plus bienfaisante de toutes. Le développement des manufactures, l'accroissement et la répartition nouvelle de la population, qui en étaient la conséquence, attiraient l'attention des meilleurs esprits du temps sur un ensemble de difficultés, que le plus grand nombre d'entre eux étaient imparfaitement préparés à résoudre. Un fait suffira pour faire comprendre l'importance du changement qui s'était accompli. En 1818, le nombre des personnes employées dans les fabriques de coton était de 57,000. En vingt et un ans ce nombre s'élevait à 469,000. Comment fallait-il agir, en face de cette énorme affluence de la population dans les villes manufacturières, avec toutes les nouvelles conditions d'existence qu'elle impliquait ? ou ce grave phénomène était-il indifférent pour l'homme d'État ? L'auteur de *Sybil* semble avoir compris l'importance réelle et même le caractère de la crise. L'imagination ardente de M. Disraeli et la puissance de conception de son esprit lui donnèrent sur la révolution sociale une vue d'ensemble, qui était plus étendue, si elle n'était pas plus profonde, que celle d'aucun observateur contemporain. Il faut attribuer aux accidents de sa position dans la société, et aux nécessités de son ambition personnelle, le fait que celui qui avait compris avec tant de justesse la gravité du problème, ne trouva rien de mieux pour le résoudre que l'invention enfantine du nouveau parti : la *Jeune Angleterre*. M. Carlyle avait aussi entrevu le caractère du changement qui entraînait la nation, sans qu'elle y prit garde, hors des limites du passé vers un avenir inconnu. Mais lui non plus ne savait comment contrôler ou diriger la métamorphose. Il avait raison de dire que la régénération morale était ce qu'il fallait pour remettre la nation déroutée sur une bonne assiette ; mais au milieu d'une crise la régénération morale n'était qu'une phrase.

Cobden répondit en s'occupant du côté économique de la question. Vous devez, disait-il, accepter et établir le libre échange, c'est seulement ainsi que vous obtiendrez le meilleur emploi du capital national et que vous assurerez au travail le plus haut degré possible de prospérité. Mais à ce moment de notre histoire

— on était près de la date mémorable de 48 — se posait la grande question, qui devait passionner les générations contemporaines. Comment régler les rapports du travail et du capital? Abolir toutes les restrictions légales était fort bien, quand il s'agissait de l'échange des marchandises, mais est-il certain qu'il en soit de même quand la marchandise à échanger est le travail de l'homme? ou bien est-ce une erreur de parler du travail comme d'une marchandise? En d'autres mots, peut-on laisser les rapports du travail et du capital se régler sur la libre compétition individuelle? La réponse de l'homme d'État moderne, c'est que l'on ne peut confier à la seule compétition individuelle le soin de régler l'industrie. Il peut résulter de la nature des choses qu'il soit indispensable d'imposer à l'industrie certaines conditions, auxquelles l'opinion générale des classes ouvrières soit favorable. Il sera nécessaire que la loi vienne en aide à l'opinion générale.

Quand Cobden se présenta pour la première fois à Stockport, il attaqua ces théories. Il ne pouvait les accorder avec son principe général, qu'il fallait laisser chaque homme libre de porter ses produits sur le marché qu'il aurait choisi et de prendre les arrangements qui lui paraîtraient les meilleurs. L'homme qui avait de si bonnes raisons pour se méfier de la réglementation des marchés par actes de Parlement, était porté naturellement à se méfier de la réglementation du travail opérée de la même façon. Dans le cas du travail des enfants, Cobden reconnaissait que le mot de liberté de contrat était en fait synonyme du mot de liberté de coercition, et il avouait la nécessité de la protection législative. Il ne niait pas qu'il fût bon de diminuer les heures de travail des ouvriers, et les observations qu'il avait faites en Angleterre et à l'étranger lui avaient appris que la durée de la journée n'était pas la mesure exacte de la production. Ce qu'il soutenait c'est que la réduction des heures de travail, quelque désirable qu'elle fût, devait être obtenue par les réclamations résolues et l'action indépendante des ouvriers eux-mêmes et non par l'intervention de la loi.

Il est assez singulier que, tout en se fiant ainsi aux bons effets de l'action indépendante des ouvriers, il était opposé aux coalitions ouvrières. Croyez-moi, disait-il à son frère, « on n'obtiendra rien en fraternisant avec les *Trades'Unions*. Elles sont fon-

dées sur des principes de tyrannie brutale et de monopole. J'aimerais mieux obéir au dey d'Alger qu'à un comité des *Trades' Unions* ». Et cependant, en dehors de cette combinaison de leurs efforts, il est difficile de voir comment, avec les conditions de l'industrie moderne, les ouvriers peuvent exercer une influence sérieuse quand il s'agit de régler la durée des heures de travail. Il est vrai que, dans les premiers temps, les ouvriers qui s'étaient coalisés avaient fait preuve de brutalité et de tyrannie. Ces vices ont presque entièrement disparu, grâce en grande partie à la « fraternisation », pour employer le mot de Cobden, des chefs des ouvriers avec les membres de la classe moyenne, qui représente le meilleur élément moral de l'opinion publique.

Le Parlement s'était occupé à diverses reprises de la protection des classes ouvrières. En 1802, il avait passé un *Factory Act*, qui traitait la question de salubrité, mais qui contenait aussi des clauses sur la durée de la journée de travail. D'autres actes survinrent en 1819 et en 1825; un acte très important, contenant les premières dispositions sur l'instruction des classes pauvres, fut voté en 1833. En 1842, lord Ashley avait eu l'initiative de l'*Acte sur les mines et les houillères*, une mesure législative vraiment admirable et bienfaisante, qui défendait aux femmes le travail souterrain et sauvait les enfants d'un état qui n'était guère moins horrible que l'esclavage des nègres. En 1843, sous l'impulsion de lord Ashley, sir James Graham proposa un *Factory Bill* qui ne réglait pas seulement les heures de travail, mais introduisait un système pour l'éducation des enfants des classes ouvrières dans les villes de manufactures. Cobden saisit l'occasion de dire un mot en faveur des clauses touchant l'éducation; il déclara que c'était un pas dans la bonne voie. L'éducation populaire était à ses yeux de toutes les questions sociales la plus importante; malgré les inconvénients de la loi, il était prêt à la soutenir. Ce bill toutefois accordait des avantages à l'église établie, que les dissidents refusèrent avec raison de voter. Plutôt que de céder à l'église privilégiée une autorité nouvelle et d'ouvrir un champ d'action plus vaste au clergé, il leur sembla préférable d'abandonner pendant quelque temps encore l'éducation populaire aux efforts de l'initiative privée. L'opposition fut si véhémement, que le bill tomba.

En 1844, sir James Graham reprit son bill de 1843, sans les clauses sur l'éducation, et ne conserva que les prescriptions réglant le travail des enfants et des jeunes personnes. On appelait légalement un enfant celui qui était âgé de neuf à treize ans; l'enfant ainsi défini ne pouvait être employé qu'une demi-journée, c'est-à-dire pas plus de six heures et demie; on appelait jeunes gens les mineurs de treize à dix-huit ans; pour cette seconde classe de mineurs le travail dans les fabriques de soie, de coton, de laine, de lin, ne devait pas dépasser treize heures et demie par jour; sur ce temps il fallait accorder une heure et demie pour les repas et le repos. Le travail réel était ainsi fixé à douze heures. Lord Ashley demandait que le nombre d'heures fût fixé à dix et non à douze, et ce fut sur ce point que la bataille fut livrée.

Brougham se prononça avec de violentes invectives dans la Chambre des lords contre toute intervention de l'état dans le travail. La plupart des whigs, au contraire, prirent parti pour la limitation à dix heures, quoiqu'ils se fussent opposés à cette proposition quand ils étaient au pouvoir; le gouvernement finit par faire passer l'Acte de douze heures.

Je n'ai pas voté sur la question des fabriques, écrivait Cobden à son frère (23 mars 1844). Le fait est que le gouvernement a été battu avec ses propres armes. Il s'était servi du cri de dix heures et d'autres mots d'ordre de ce genre pour arriver au pouvoir, et maintenant il ne peut exorciser le démon qu'il avait lancé contre les whigs. Le double jeu du ministère a duré jusqu'à la proposition d'Ashley, car il espérait qu'elle serait combattue par les whigs et les libre-échangistes. Le gouvernement comptait sur ces auxiliaires; il permit à Wortley et à d'autres membres du parti tory de voter sur cette proposition contre le cabinet, ce qui devait leur attirer la faveur de leurs électeurs. De leur côté, un certain nombre de whigs votèrent contre leur propre opinion pour être désagréables aux tories. Le seul bon résultat de l'affaire, c'est qu'aucun gouvernement et aucun parti à l'avenir ne se fera un cri de parti de la question des fabriques. La question de l'éducation l'année dernière, le bill de dix heures cette année, ont appris aux factions à se méfier de ces armes à deux tranchants. Un autre bon effet c'est que des hommes comme Peel et Graham verront la nécessité de s'appuyer sur des principes sains, pour échapper aux doctrines sociales des fous qui sont derrière eux. En tout cas, des débats aussi étonnants que celui-ci ne peuvent que nous faire du bien.

Si la loi des fabriques était l'arme des députés terriens contre les manufacturiers, Cobden trouva bientôt le moyen de harceler à son tour les terriens. Pendant deux ou trois ans la Ligue s'était bornée à tâcher de créer une opinion publique éclairée sur la question du blé. Elle commença alors à s'occuper des bourgs; Cobden put dire que jusqu'à cette époque on n'avait jamais mis tant de soin, de temps et de travail à faire enregistrer des électeurs sur les listes des bourgs. Le nombre de voix nouvelles, que le parti du libre échange s'était ménagé dans cent cinquante bourgs, devait produire un déplacement énorme, sinon décisif, d'influence dans les prochaines élections. Dans le seul comté de Lancastre, la modification opérée dans la teneur des listes par les soins de la Ligue avait amené un tel résultat que, d'après le calcul des ligueurs, les prochaines élections ne laisseraient plus aux monopolistes que cinq sièges sur les vingt-six de la province. Cobden pensa qu'on pouvait exercer une action encore plus efficace sur le corps électoral. Lors du dernier vote sur la proposition de M. Villiers, il ne s'était pas trouvé un seul représentant de comté, qui eût suivi l'auteur de la motion. Le projet de Cobden était de gagner les comtés en augmentant d'une façon considérable le nombre des électeurs. Ce qui devait favoriser ce nouveau plan, c'était que la franchise appartenait, dans les comtés, à ceux qui possédaient une propriété d'un revenu de 40 schillings par an. Le parti des propriétaires avait déjà tiré un avantage énorme de la clause Chandos. D'après cette clause, les tenanciers occupant une terre d'un revenu annuel de 50 livres possédaient la franchise. « Les monopolistes, disait Cobden, ont profité de cette clause. Ils ont augmenté le nombre des voix sur lesquelles ils pouvaient compter par un procédé très simple. Ils se sont arrangés de manière à ce que les frères, fils, oncles, neveux, jusqu'à la troisième génération, s'ils vivaient sur la ferme, eussent tous qualité d'électeurs pour le même *holding*. Ceux-ci juraient qu'ils étaient tous associés à la ferme, bien qu'ils ne fussent pas plus associés que vous et moi. C'est ainsi que le parti des propriétaires a gagné la majorité dans les comtés. Mais, » continuait Cobden, « le *Reform Act* avait une autre clause, que nous, les gens de la classe moyenne, les hommes non privilégiés, industriels, qui vivons de notre capital et de notre travail, n'a-

vons jamais découverte, la clause du *forty shilling freehold* (1). Je l'opposerai à la clause Chandos, et c'est avec cela que nous les battons dans les comtés... Il y a beaucoup d'ouvriers qui épargnent 40 ou 50 livres. Ils les placent dans les caisses d'épargne. Je n'ai rien à dire contre cette institution, mais la propriété foncière rapporte deux fois plus que la caisse d'épargne. Et puis quel agrément de mettre ses mains dans ses poches et de se promener devant son *freehold* en disant : « Ceci m'appartient. J'ai travaillé pour l'avoir et je l'ai gagné. » D'autre part, voici des pères dans l'aisance, dont les fils ont atteint leur majorité. Je sais que les parents aiment à cacher à leurs enfants l'état de leur fortune. Mon opinion c'est que vous ne pouvez trop tôt donner votre confiance à votre fils et lui apprendre à gérer un bien. Dès que votre fils a vingt et un ans, la meilleure chose que vous puissiez faire, si vous en avez les moyens, c'est de lui donner droit de vote dans le comté; cela l'habitue à posséder et à jouir de son droit de suffrage pendant que vous vivez et que vous pouvez exercer un contrôle judicieux sur lui. » (Discours à Covent Garden, 11 déc. 1844.)

Le lecteur voit que Cobden n'avait nullement l'intention de fabriquer des votes. Il espérait trouver des gens qui acquerraient des biens dans leur voisinage, au siège naturel de leurs intérêts et de leur activité politique. Ce qui est mauvais dans cette franchise qu'on se procure par l'achat de quelques arpents, c'est quand des étrangers en possession d'une qualification factice envahissent un district et annulent la volonté de la majorité naturelle qui y habite. Cobden ne songea jamais à user de ce procédé. Pourtant son projet ne laissa pas que de trouver des contradicteurs. Ceux-ci par excès de scrupules lui reprochaient de vouloir construire une puissante machine à fabriquer des votes. Ils ne trouvaient cela ni digne ni légitime. « Non, répliquait Cobden, il n'y a dans mes plans ni finesse ni déloyauté. La loi et la constitution établissent certaines conditions du droit de vote. En acquérant ce droit, vous vous conformez à la lettre et à l'esprit de la loi. » C'était vrai, et le projet rencontra

(1) Cette clause n'existe pas dans l'Acte de 1832. Le *forty shilling freehold* existe depuis le temps d'Henri VI, c'est alors qu'au moyen de la condition de 40 shillings de revenu on restreignit le droit autrefois illimité de vote.

une approbation éclatante dans toutes les parties du royaume. Au commencement de 1845, de nouveaux électeurs, au nombre de quatre à cinq mille, s'étaient fait inscrire dans les comtés d'York, de Lancastre et de Cheshire; 250,000 livres avaient été placées en achats de terre dans ces comtés. On calculait que huit ou dix fois plus de personnes avaient suivi le conseil de Cobden dans le reste de l'Angleterre.

C'était une grande extension du droit de suffrage dans les vieilles limites constitutionnelles, obtenue par l'effort spontané de la population. « Quand un homme de la classe moyenne ou de la classe ouvrière supérieure, » dit Cobden, « n'a pas le droit de vote dans son comté et n'a pas fait d'économie pour l'obtenir, montrons-le au doigt : il ne mérite pas d'être un homme libre. Là est la voie par laquelle nous pouvons arriver au pouvoir et obtenir les droits constitutionnels qui nous manquent. » Dans un discours de cette époque, Cobden montra que le plan qu'il avait formé s'offrait à son esprit comme le moyen, non seulement de hâter le triomphe du libre échange, mais d'amener une transformation politique d'une portée profonde et permanente. « On prétend, » dit-il le 15 janvier 1845, « qu'il est dangereux et contraire à la constitution d'encourager les gens à *s'affranchir* en achetant une propriété qui donne le droit de vote. Je répons, sans être révolutionnaire et sans me figurer d'être un bien grand démocrate, que plus tôt le pouvoir sortira des mains de l'oligarchie terrienne, qui en a fait un mauvais usage et sera transféré entièrement — remarquez que je dis entièrement — entre les mains des classes moyennes, éclairées et intelligentes, mieux cela vaudra pour les destinées de ce pays. »

CHAPITRE XIII

BASTIAT. NOUVELLES TACTIQUES. ACTIVITÉ PARLEMENTAIRE.
DOTATION DE MAYNOOTH. AFFAIRES PARTICULIÈRES

Cette année Cobden fit la connaissance d'un penseur français, qui plus qu'aucun de ses concitoyens a contribué à jeter une lumière éclatante sur ce qu'on est convenu en Angleterre d'appeler les principes de Cobden. Bastiat naquit en 1806. Il vivait dans une pauvre propriété, sur les bords de l'Adour, au fond des Landes. Pendant vingt ans il resta à peu près solitaire, étudiant les grands économistes, les discutant de temps en temps avec le seul ami qu'il avait, faisant parfois de petits voyages et pratiquant ce que Rousseau appelle le genre de philosophie le plus rare, qui consiste à observer ce que nous voyons tous les jours. Par hasard, un journal anglais tomba entre ses mains. Il fut étonné de voir qu'en Angleterre un groupe d'hommes pratiques étaient occupés, avec toutes les chances d'un succès prochain, à soutenir le libre échange, auquel lui-même il n'osait songer que comme à un triomphe de la raison, possible seulement dans un avenir éloigné. Pendant deux ans il suivit le progrès de l'agitation avec un vif intérêt. Ce qui se passait en Angleterre excita chez lui un désir ardent de voir son pays entrer dans la même voie. Il se mit à écrire un récit du mouvement anglais. Dans l'été de 1845, il alla à Paris faire imprimer son livre. Avec ses cheveux longs, son chapeau démodé, ses habits rustiques et son grand parapluie, il avait l'air d'un honnête campagnard qui est venu voir les merveilles de la capitale. Mais son front carré portait l'empreinte de la pensée; l'éclat de ses yeux noirs, leur expression pénétrante avertissaient les gens qu'ils avaient devant eux un enthousiaste et un homme plein d'idées. Bastiat profita de son séjour à Paris pour aller à

Londres et y voir les hommes qui avaient si longtemps excité son étonnement et son admiration. Il se rendit au bureau de la Ligue, des exemplaires de son livre entre les mains. « L'on m'a dit », écrivit-il à son ami, « que Cobden partait le jour même pour Manchester et que probablement je le trouverais en train de faire ses préparatifs (les préparatifs d'un Anglais consistent à avaler un beefsteak et à fourrer deux chemises dans un sac). J'ai couru chez Cobden ; je l'ai en effet rencontré, et nous avons causé pendant deux heures. Il comprend bien le français, le parle un peu et d'ailleurs j'entends son anglais. Je lui ai exposé l'état de l'opinion en France, l'effet que j'attends de ce livre », etc. Cobden le reçut avec sa cordialité habituelle, lui dit que la Ligue était une sorte de franc-maçonnerie, qu'il devait s'établir à l'hôtel de la Ligue et passer la soirée à écouter les conversations de M. Bright et des autres au coin du feu. Un ou deux jours après, sur l'invitation de Cobden, Bastiat alla à Manchester. Son étonnement ne fit que grandir, quand il put pour ainsi dire toucher du doigt le mécanisme ingénieux de la Ligue et mesurer sur quelle vaste échelle elle agissait. A son admiration pour Cobden, comme chef de parti, vint se joindre une affection cordiale pour l'homme privé, et cette affection resta une des grandes sources de joie des quelques années actives qui lui restaient à vivre.

Les hommes de la Ligue n'avaient jamais cherché à agir sur l'opinion étrangère.

Nous étions arrivés à la conclusion, dit Cobden, que moins nous persuaderions aux étrangers d'adopter nos principes, mieux cela vaudrait ; nous avons découvert trop de soupçons chez ces derniers sur les motifs de l'Angleterre ; c'était rendre service aux protectionnistes du continent, de leur donner le prétexte de dire : Voyez ce que les libre-échangistes veulent faire. Ce sont des partisans des Anglais, ils cherchent à abattre nos industries aux pieds de cette nation perfide. — Pour mettre un terme à ces insinuations nous avons déclaré qu'il nous était parfaitement indifférent, si d'autres nations devenaient ou non libre-échangistes ; nous abolissions la protection dans notre intérêt et nous laissions les autres nations libres d'agir comme il leur conviendrait. (A M. Van der Maeren, 5 octobre 1856.)

Quand Bastiat chercha à produire une agitation libre-échangiste dans son pays, il se trouva aux prises avec toutes les difficultés prévues par ses amis de la Ligue.

Son livre, *Cobden et la Ligue*, obtint une vogue de plus en plus grande à mesure que le mouvement gagnait en importance. Quand l'heure du triomphe arriva en Angleterre, Bastiat eut sa part de gloire en France. Il avait eu seul l'honneur de deviner l'importance de la Ligue; aucun journal français n'avait été assez courageux ou assez intelligent pour tenir ses lecteurs au courant d'une lutte qui devait déplaire dans un pays de monopole. Bastiat sentait que le titre de son livre avait peut-être blessé quelques-uns de ceux qui travaillaient avec Cobden; s'il avait eu affaire à des hommes moins sincères et moins désintéressés, sa crainte aurait peut-être été justifiée. Il alléguait pour se défendre qu'en France (et il en est bien de même aussi en Angleterre) il est nécessaire qu'une doctrine s'identifie dans un homme. Un grand mouvement doit se résumer dans un nom. Sans la figure imposante d'O'Connell l'agitation irlandaise aurait passé inaperçue des journaux français. « L'esprit humain, » écrivait-il à Cobden, « a besoin de drapeaux, de bannières, d'incarnations, de noms propres, et en France plus qu'ailleurs. Qui sait si votre destinée n'excitera pas chez nous l'émulation de quelque homme de génie (1)? »

Bastiat avait conscience de la différence qui existait entre les dons de Cobden et les siens; personne ne savait mieux que lui qu'il était plus fait pour une vie spéculative que pour la carrière d'agitateur. Mais il n'y avait aucun homme en France, qui pût commencer l'œuvre de propagande et d'organisation. Cobden lui disait que le mouvement qui s'était fait en Angleterre de bas en haut devait se faire en France de haut en bas. En France, en 1846, il n'y avait presque pas de chemins de fer, et la poste à 2 sous était inconnue. On n'était pas habitué aux grandes souscriptions et encore moins aux grandes réunions publiques. Mais ce qu'il y avait de plus fâcheux, c'est que l'intérêt populaire s'était tourné vers les doctrines communistes et fouriéristes. Ces systèmes parlaient une langue plus attrayante à l'imagination du peuple que ne le sont les principes de l'économie politique. Bastiat, enflammé par l'exemple de Cobden, se mit à l'œuvre pour convertir des hommes influents. Tout en étant un penseur sérieux, il avait les

(1) Décembre 1845. *Œuvres complètes de Bastiat*. 1^{er} vol., page 117.

dons, toujours si précieux en France, de l'ironie, de l'humour, de la clarté, d'une dialectique piquante. On a même dit que le style et le fini des *Sophismes économiques*, dans lesquels il réfuta les erreurs du monopole, sont dignes de l'auteur des *Lettres provinciales*. Mais il ne réussit pas à créer un mouvement bien notable. A Bordeaux toutefois, où les négociants de vin étaient désireux de se procurer de nouveaux débouchés, une association libre-échangiste se forma et prospéra; ailleurs la cause fit peu de progrès. Les divisions politiques étaient si violentes qu'elles empêchaient une coopération cordiale dans une question purement économique. C'étaient des jeunes gens de vingt ans, qui rédigeaient la plupart des journaux; ils y mettaient l'ignorance et l'audace de leur âge. Ils étaient attachés à des hommes politiques, de sorte qu'entre leurs mains toute question devenait question ministérielle. Enfin, ce qui était plus triste encore, leur vénalité ne connaissait pas de bornes. Le préjugé, l'erreur, la calomnie étaient tarifés à tant la ligne. Un journal était vendu à la Russie, l'autre à la protection, celui-ci à l'Université, celui-là à la Banque. « Notre agitation s'agite fort peu », écrivait Bastiat à Cobden. « Il nous manque toujours un homme d'action. Quand surgira-t-il? je l'ignore. Je devrais être cet homme, j'y suis poussé par la confiance unanime de mes collègues, *but I can not*. Le caractère n'y est pas, et tous les conseils du monde ne peuvent point faire d'un roseau un chêne. »

Nous ne savons quel encouragement Cobden donnait à son ami, car par un malheureux hasard toutes les lettres qu'il écrivit à Bastiat ont été détruites. La correspondance entre eux était très suivie; si Bastiat devait de la reconnaissance à Cobden pour l'énergie de ses vues sur le libre échange, les idées de Cobden ont bien pu être fortifiées et diversifiées par la logique active et pénétrante de Bastiat. L'économiste français disait toujours qu'il aimait l'esprit du libre échange encore plus que le libre échange, et Cobden s'approchait de cette doctrine quand Bastiat devint son ami.

La Ligue était maintenant dans la septième année de ses efforts. En 1839, les souscriptions avaient atteint le chiffre, qui parut modeste dans la suite, de 5000 livres. L'année suivante, elles s'élevèrent à 8000 livres. En 1843, le Conseil demanda et

obtint 50.000 livres. En 1844, il demanda deux fois autant, et avant la fin de l'année on avait réuni 80.000 à 90.000 livres. On dépensait 4000 livres par semaine. Malgré l'activité que supposaient des dépenses aussi considérables, jamais la situation n'avait paru moins encourageante. La détresse profonde qui avait donné une force si poignante à l'agitation avait disparu. La manipulation du tarif exercée par Peel avait ranimé le commerce et l'industrie. Il y avait eu deux récoltes splendides. Le blé, qui coûtait 67 shillings le quarter quand Cobden entra au Parlement et 61 shillings en 1843, avait baissé à 45 shillings. Le revenu florissait. Le paupérisme avait diminué. L'hiver avait duré cinq mois et avait été très rigoureux, et pourtant les ouvriers agricoles avaient moins souffert que les années précédentes. Cette prospérité était la démonstration de la vérité, que Cobden et ses amis cherchaient à faire comprendre au pays, qu'une nourriture bon marché était une condition de salaires élevés et d'activité industrielle (1). La conséquence dont depuis deux ans on avait la preuve, c'est que chaque obstacle à l'abondance des vivres était un obstacle au confort de la population et au développement des industries nationales. Ce que de bonnes récoltes avaient fait pendant deux ans, l'abolition des lois-céréales contribuerait à le maintenir pour toujours. « L'état de nos finances et de nos ma-

(1) A une réunion à Oldham, un ouvrier se leva. Il avait réfléchi, disait-il, depuis 25 ans sur la question des lois-céréales. Il n'avait aucune chance de voir sir Robert Peel, car il ne venait jamais dans ce voisinage et lui qui parlait n'avait pas les moyens de faire un voyage à Londres. Il pria M. Cobden d'exposer son raisonnement au premier ministre. « Quand les vivres sont élevés, le peuple doit payer un prix si considérable pour les avoir, qu'il ne lui reste que peu ou rien pour acheter des vêtements, et quand il a peu d'argent à dépenser en vêtements, on vend peu de vêtements ; quand on vend peu de vêtements, il y en a trop à vendre ; quand il y en a trop à vendre, ils sont très bon marché ; quand ils sont très bon marché on ne peut guère payer ceux qui les font ; en conséquence les salaires des ouvriers manufacturiers sont réduits, les fabriques sont fermées, les affaires vont mal et une détresse générale se répand dans le pays. Quand l'ouvrier a dans la poche comme maintenant ces 25 shillings (la diminution dans le prix du blé) il achète plus de vêtements et d'autres objets de confort ; cela augmente la demande ; plus la demande est grande, plus les prix haussent ; la hausse des prix permet aux ouvriers d'obtenir des salaires élevés et aux patrons des profits plus considérables. Voilà comment je prouve que les vivres élevés produisent les bas salaires et les vivres bon marché amènent les salaires élevés. » — Cité dans le discours de Cobden (Voir *Discours*, 1^{er} vol., p. 251).

nufactures », disait Cobden au commencement de 1845, « est la démonstration de la vérité des doctrines du libre échange. » Et pourtant les circonstances, qui prouvaient que les ligueurs avaient raison, rendaient la nation moins impatiente de voir triompher leurs principes. Aussi longtemps que tout allait bien les ministres étaient en sûreté et la Ligue impuissante. Les réunions attiraient la même foule, une grande vente eut lieu avec beaucoup d'éclat à *Covent Garden* au printemps. Et pourtant la lutte n'inspirait plus au dehors le même intérêt. Ce changement ne pouvait échapper aux ligueurs. Ils adoptèrent de nouvelles tactiques. L'année précédente ils avaient cherché à faire de l'agitation dans le pays. Ils tombèrent d'accord que le Parlement était l'endroit le plus propice. « Vous parlez avec une voix bien haute, disait Cobden, quand vous parlez sur le parquet de la Chambre ; et si vous avez à dire quelque chose qui frappe dur, vous avez un bon fouet et qui atteint le royaume entier. » C'est au Parlement que les ligueurs étaient le mieux à même de diriger une attaque sur la citadelle du monopole. Ils avaient essayé de montrer aux fermiers que la protection ne leur était pas plus favorable qu'au reste de la nation. Ils firent un effort pour convertir les amis des fermiers, qui siégeaient dans le Parlement.

Cela me donne un nouvel espoir, écrivait Cobden à son ami George Combe (23 février 1845), de savoir que vous, qui observez avec calme, pensez que notre agitation fait de rapides progrès. Nous qui sommes au milieu du tourbillon, nous ne pouvons voir clairement, si nous avançons ou si nous ne faisons que tourner. Mais je crois discerner que l'on se prépare à battre en retraite. Les propriétaires dans la Chambre ont perdu confiance en eux-mêmes, les fermiers ne croient plus en leurs vieux protecteurs, et Peel fait de son mieux pour enlever toute confiance aux propriétaires et aux fermiers. Ceci aura de bons résultats. Les gens en seront réduits aux ressources de leur propre jugement. Le public apprendra à penser par lui-même.

Au milieu de la prospérité générale une seule classe souffrait : celle des fermiers. Des députations venaient dire au premier ministre que les fermiers de Norfolk payaient leurs fermages avec leurs capitaux, que la moitié des petits fermiers du Devonshire étaient ruinés et que l'autre moitié ne tarderait pas à se trouver

dans la même condition, que les cultivateurs du midi de l'Angleterre, du *Land's End* à la Trent, étaient dans la détresse. Il ne se passait pas de semaine que ces questions ne fussent débattues au Parlement. Cobden demanda qu'on nommât un comité pour chercher les causes de la crise agricole. Quelques jours après, un des membres du parti rural demanda que l'on vint en aide aux cultivateurs avec une partie du surplus budgétaire. Un membre de la Ligue proposa la nomination d'une commission chargée de rechercher quelles étaient les charges qui pesaient sur les cultivateurs. M. Bright demanda la création d'un comité sur les lois de chasse. M. Villiers soutint sa motion annuelle pour l'abolition immédiate et totale des lois-céréales.

Bright a réussi admirablement, écrit Cobden à M. Wilson (28 février 1845). Il a obtenu un succès général. Son discours a déconcerté les *squires*. Le lendemain matin, à une réunion des membres des comtés chez Peel pour décider ce qu'il y avait à faire, le premier ministre a conseillé à sa meute de ne pas se laisser entraîner dans une discussion par le discours violent du représentant de Durham, mais de laisser nommer le comité *sub silentio*. Cette affaire nous fera du bien. Elle a mis Bright dans la position qu'il mérite : elle a montré qu'il avait de la force d'action, et elle va attirer à la Ligue la sympathie des fermiers. Cette dernière conséquence pèse sur l'esprit des propriétaires. Ils sentent que nous les avons mis dans une position fautive vis-à-vis de leurs tenanciers, et les imbéciles ne peuvent cacher leur dépit.

Le résultat de ces discussions incessantes fut de faire passer au crible les arguments de la Ligue. L'épreuve lui était favorable. A la vérité, de tous les comités demandés on n'accorda que celui de M. Bright, mais les débats mirent les faits aussi clairement en lumière que bien des comités auraient pu le faire. Les esprits restèrent convaincus de cette vérité, que tandis que l'abondance des denrées alimentaires stimulait les fabricants et concourait au bien-être des ouvriers et des cultivateurs, la protection ne sauvait pas et ne pouvait pas sauver les fermiers. La prétention que les propriétaires étaient soumis à certaines charges et avaient droit à des exemptions spéciales avait été démontrée fautive. Toute la discussion s'était poursuivie sous les yeux attentifs du premier ministre. « L'année précédente, disait Cobden, Peel n'avait pas mesuré le peu que valaient ses amis, les

protectionnistes. Cette année, ils se sont mis en avant; ils ont découvert leur faiblesse et permis à sir Robert de la voir. »

Cobden contribua au résultat acquis pendant cette session par un des discours les plus importants qu'il ait prononcés. Il écrivait à sa femme :

11 mars 1845.

Nous avons certainement une position plus solide que l'année dernière : le ton des amis des fermiers a bien changé. Ils n'ouvrent la bouche que quand ils y sont forcés et ils parlent très humblement. Je suis fort tourmenté pour mon discours de jeudi. Vous trouverez que c'est étrange pour un vieux démagogue comme moi, si je vous avoue que je suis aussi agité qu'une jeune fille, la veille de son mariage. La raison est, je suppose, qu'on attend beaucoup de moi, et j'ai peur de causer aux autres un désappointement et à moi un mécompte. J'ai prié M. Latimer de passer la soirée avec moi, pour m'exposer à fond le point de vue où se placent les amis des fermiers.

J'étais bien mal préparé pour ma tâche, dit-il quand tout était fini, et lorsque je me suis levé pour parler, j'avais un tourbillon dans l'esprit.

En effet, un ami intime qui s'était tenu sur bien des plates-formes à côté de lui le trouva dans le corridor, pâle, nerveux, certain qu'il resterait à court au milieu de son discours. « Non, lui dit son ami, votre inquiétude me prouve que vous ferez un meilleur discours que tous ceux que vous avez faits. » Et c'est ce qui arriva. En envoyant à sa femme le numéro du *Times*, qui contenait son discours, Cobden lui écrivait que l'on en parlait avec approbation de tous les côtés de la Chambre et qu'on déclarait que c'était le meilleur qu'il eût prononcé. « Mais je ne crois pas, ajoutait-il, qu'il était aussi bon qu'il aurait dû l'être. » Le premier ministre avait suivi chaque phrase avec une attention soutenue. Sa figure devenait de plus en plus sérieuse à mesure que les arguments se développaient. Enfin il déchira les notes qu'il avait prises, et un membre du Parlement qui se trouvait près de lui l'entendit dire à M. Sidney Herbert : « Répondez à ceci ; je ne le puis. » En effet, M. Sidney Herbert fit la réponse que Peel écouta en silence.

Ce discours, ainsi que celui de l'année dernière dont nous avons parlé, est peut être ce que Cobden a fait de mieux. Ce sont des modèles sur la façon de présenter une grande question à la Chambre des communes, ainsi que des exemples admirables de discernement, d'arrangement, d'esprit de méthode dans un sujet

embrouillé et difficile. Ils montrent aussi comment Cobden était arrivé à une conception d'ensemble du problème économique, dont l'abolition des lois-céréales n'était qu'un détail et une condition première. Beaucoup de ceux qui avaient souscrit à la Ligue pensaient sans doute que le libre échange leur amènerait de nouvelles armées de bons clients. Les whigs, qui se préoccupaient sincèrement de l'état du royaume, prirent l'idée du libre échange vaguement, avec les mots d'ordre d'éducation et de colonisation, comme un remède parmi beaucoup d'autres. Cobden seul semble avoir compris d'une façon plus haute la signification du libre échange, qui entraînait avec lui des changements considérables dans tout l'édifice social. C'est cette vue d'ensemble sur tout le sujet, par laquelle Cobden fit sur l'intelligence de sir Robert Peel une impression, qui finit par devenir une fascination irrésistible.

M. Disraeli dit un jour que le libre échange n'était pas un principe, mais un expédient. Entre les mains de Cobden, c'est le contraire qui était vrai : le libre échange n'est pas un expédient, c'est un principe, une doctrine, un système. On a souvent reproché à Cobden de plaider trop exclusivement d'après les exigences du moment. Il lui était impossible de faire autrement. Ni la Chambre des communes ni la multitude réunie à *Covent Garden* n'auraient écouté avec patience une conférence sur les échanges internationaux. Mais quand il en avait l'occasion, Cobden ne manquait pas d'appuyer son argumentation sur l'accroissement que les échanges recevraient de la libre circulation des marchandises. Dans son discours de l'année précédente, il avait reproché à sir Robert Peel d'avoir promis un abaissement des prix comme la conséquence de son tarif. Le prix des produits, disait Cobden, peut venir de deux causes : un prix élevé temporaire, passager, produit par la disette ; un prix élevé, naturel et permanent amené par la prospérité. Le prix de la laine, par exemple, a été le plus élevé quand l'importation était la plus forte ; il venait de l'état de prospérité des consommateurs. Peel considérait « les mesures qu'il prenait d'une façon étroite et peu digne d'un homme d'État, quand il avait en vue de faire baisser les prix, au lieu de chercher à les maintenir en *élargissant le cercle d'échange*. Les prix sauraient se maintenir sans détriment

pour le consommateur, pourvu que le courant des produits ne fût arrêté par aucune barrière artificielle. »

Cette idée dépassait probablement la compréhension de la plupart des auditeurs de Cobden. « Je sais qu'il y a beaucoup de têtes », disait-il dans un discours (27 fév. 1846), « qui ne peuvent comprendre une proposition de l'économie politique, car je crois que cette étude est l'exercice le plus élevé de l'intelligence humaine, et qu'il faut un effort moins sérieux pour les sciences exactes. » Si le langage économique de Cobden était un jargon incompréhensible pour les gentilshommes campagnards, il produisit l'effet d'une révélation sur leur chef. « Sir Robert Peel », dit M. Disraeli, dans son subtil et frappant portrait de son ennemi, « avait une sympathie dangereuse pour les créations d'autrui. Il était toujours à l'affût des idées nouvelles, qu'il embrassait avec ardeur et souvent précipitation. Bien qu'il parût plongé en lui-même et qu'on le supposât extrêmement personnel, il manquait réellement de confiance en soi, excepté dans de rares moments d'exaltation, comme en 1844-45. Il y avait toujours quelque personne représentant une théorie ou un système qui exerçait de l'influence sur son esprit. Dans sa jeunesse, c'était M. Horner et sir Samuel Romilly ; plus tard, à une époque plus importante de sa vie, c'était le duc de Wellington, le roi des Français, M. Jones Loyd, quelques autres, et enfin M. Cobden (1). »

C'est dans cette session que M. Disraeli ouvrit son feu contre le premier ministre. Sir Robert Peel, en arrivant au pouvoir, avait fait à un ami la remarque qu'il connaissait trop peu les jeunes gens de son parti ; il avait exprimé le désir d'en voir quelques-uns. L'ami invita Peel à dîner ; parmi les jeunes gens d'avenir qu'il présenta à leur chef se trouvait M. Disraeli. Peel, un des hommes les plus cérémonieux et même les plus pédantesques qui aient existé, éprouva une impression désagréable en voyant le costume extravagant, l'affectation singulière, l'air peu sérieux de l'étrange génie qui était assis à table avec lui. L'entrevue n'eut pas de résultat, et le jeune homme désappointé dut attendre son moment. En 1845, M. Disraeli, avec un instinct plus sûr que Peel, sentit qu'il y avait dans le parti tory les ferments

(1) *Vie de lord George Bentinck*, p. 221.

d'une révolte formidable contre le premier ministre. Le succès n'était pas certain, mais il était possible, et il valait la peine d'essayer. Avec une audace sans pareille il se hâta de commencer l'attaque. En 1845, Peel semblait au plus haut point de sa prépondérance. Et pourtant ce fut pendant cette session que M. Disraeli se moqua de lui à plusieurs reprises, le représentant dans ses discours comme un acteur qui jouait avec talent le rôle de l'homme bien en colère, comme le grand médiateur parlementaire qui trompait un parti et pillait l'autre ; comme le Petruccio politique, qui avait dompté la virago libérale avec ses propres armes ; comme le tory qui avait surpris les whigs au bain et volé leurs vêtements. « Quant à moi », dit-il un jour, « si nous devons avoir le libre échange, moi qui respecte le génie, je préfère qu'une telle mesure soit proposée par le représentant de Stockport plutôt que par celui dont les habiles tactiques parlementaires ont trompé la généreuse confiance d'un grand peuple et d'un grand parti. »

M. Disraeli, dont la sagacité était trop pénétrante pour lui permettre de fermer les yeux aux faits, savait très bien, comme il le disait plus tard, que pratiquement, pour le moment, le gouvernement conservateur était plus fort à la fin de la session de 1845 qu'il ne l'avait été au commencement de la session de 1844. « S'il avait perdu le cœur de ses adhérents, il avait gardé leur vote (1). » Il ajoutait que malgré l'action qu'exerçaient les ligueurs dans les débats, malgré leur organisation extérieure, la fin de la session trouva les membres de la confédération de Manchester réduits au silence. L'état des prix, des récoltes, du commerce, ne faisait plus des manifestes libre-échangistes, même variés par l'ingéniosité persuasive de M. Cobden, qu'une répétition ennuyeuse.

Cobden savait à quoi s'en tenir et prévoyait exactement ce qui devait arriver. Dans l'été de 1845, quand on taxait les manifestes libre-échangistes de rabâchage, il s'adressait une fois encore à une de ces immenses multitudes, qui, disait-il, ne se réunissaient jadis à Rome que pour assister dans le cirque à des conflits sauvages entre des hommes, et qui aujourd'hui ne peuvent se

(1) *Vie de lord Bentinck*, p. 71.

former en Espagne que pour assister à des luttes brutales entre des animaux, et là il s'exprimait ainsi : « Si vous pénétriez dans la pensée secrète des ministres, savez-vous quelle est leur opinion sur l'abolition des lois-céréales? Je la connais aussi bien que si j'habitais dans leur cœur. Voici ce que c'est : ils ont peur que la loi-céréales ne puisse durer. Non, pas un débris ne survivrait à une période de famine, comme celle de 1839, 1840 et 1841. Ils le savent. Ils sont prêts, quand un tel moment arrivera, d'abolir la loi-céréales ; ils sont décidés à le faire. Il n'y a aucun doute là-dessus. Ils l'aboliront, » continua-t-il, « comme je vous le disais, rappelez-vous mes paroles, dans une saison de détresse. Cette détresse peut arriver ; trois semaines de pluie, quand le blé est en train de mûrir, feraient disparaître la loi-céréales. Vous ne pouvez donner le nom de conduite digne d'un homme d'État à cette politique, qui laisse la condition industrielle d'un pays tel que le nôtre, soumise à un semblable hasard. » Les événements ne tardèrent pas à donner raison à Cobden d'une façon frappante.

La grande agitation populaire de l'année se rapporta à une autre question. Pendant cette session, Peel proposa d'augmenter la dotation du collège catholique de Maynooth. C'est la plus grande marque de courage qu'il ait donnée ; il l'emporta à la seconde lecture par une majorité de 147 voix. M. Gladstone n'en eut pas moins raison, quand il affirma que la minorité du Parlement représentait l'opinion de la majorité en Angleterre et en Écosse. Les raisons, par lesquelles Peel défendit l'augmentation du subside de Maynooth, faisaient prévoir des mesures de dotation plus générales pour le clergé catholique en Irlande. C'est pour cette cause, entre autres, que lord John Russell se montra favorable à l'augmentation. M. Bright l'attaqua en alléguant que les taxes publiques ne devaient contribuer à l'entretien d'aucune institution purement ecclésiastique. Cobden, au contraire, parla et vota pour le bill ministériel. Il n'y voyait pas un commencement de dotation pour le clergé catholique, mais une impulsion donnée au progrès de l'éducation. Quelle objection trouvait-on à donner une bonne instruction à un corps d'hommes qui devaient instruire des millions d'autres hommes? Vous votez de fortes sommes pour les écoles élémentaires d'Irlande, vous votez de l'argent pour les universités, dont le clergé catholique ne peut

profiter; or si vous concourez à l'éducation des catholiques, n'est-il pas sage et politique d'instruire le clergé de préférence à toutes les autres classes? C'est pour cette raison qu'il soutenait la proposition, et il le faisait avec d'autant plus de plaisir que cette mesure était acceptée par le peuple irlandais (1). C'était là une politique pleine de sagesse; mais en cette question il semble que la victoire soit restée à M. Bright plutôt qu'à Cobden.

Les extraits suivants des lettres écrites à sa femme montreront comment Cobden passa le temps pendant cette longue et fatigante session.

Londres, 11 février 1845.

J'ai rencontré lord Howick (aujourd'hui le comte Grey) à diner, comme miss Bright vous l'a dit. Il ne m'a pas converti au *whiggery*, et il n'a pas essayé de corrompre ma vertu. Il est très bien disposé pour la Ligue et prêt à nous aider et à abandonner le droit fixe. Bright a fait un discours cassant, mais plein de force. Les gens faibles ne seront pas contents de lui, mais c'est un noble cœur, et tous les vrais libre-échangistes devraient le soutenir.

11 avril.

Les fanatiques font notre désespoir à propos de la dotation de Maynooth. Les dissidents et les orthodoxes se sont unis pour mettre les députés à la torture. Cependant je pense que Peel réussira.

14 avril.

Les fanatiques continuent à nous persécuter. Tous les bigots de ce pays semblent d'accord pour m'écrire leurs plaintes.

28 avril.

Je ne puis malheureusement fixer le jour où j'irai vous rejoindre. Lord John Russell a annoncé une motion sur l'état de la population ouvrière, et je dois prendre part aux débats. Si j'étais absent, on croirait que j'ai voulu infliger une insulte au parti whig. La discussion est attendue vendredi, mais j'espère qu'elle sera remise jusque après les vacances de la Pentecôte. J'apprendrai demain son intention, si je peux.

19 juin.

Je devais parler mercredi à *Covent Garden*, et j'ai été retenu toute la journée dans la salle du comité, et comme je devais préparer mon

(1) 18 avril. En vingt-cinq ans Cobden et M. Bright n'ont voté que deux fois en sens opposé. La seconde fois ce fut à propos des dépenses au South Kensington. Cobden, qui était commissaire à la Grande Exposition, soutint les vues du prince Albert.

discours après quatre heures, je savais que vous m'excuseriez si je n'écrivais pas. Je trouve qu'il m'est très difficile d'avoir le courage de paraître devant un grand auditoire comme celui de *Covent Garden*. Il me semble que je joue un rôle, quand je parle avec énergie, espoir et confiance. Je ne pourrais pas passer par une nouvelle période comme celle-ci, où j'ai été tourmenté de toute façon ; cela me tuerait. Je n'ai pas la moindre idée du moment où je serai débarrassé du comité ; aujourd'hui nous avons été assommés par un discours de trois heures d'un avocat, qui n'aurait rien à faire s'il nous donnait notre liberté. Je prévois que nous en avons au moins pour une semaine.

20 juin.

Je vais vous donner un aperçu de ma journée. Notre comité se réunit à midi et siège jusqu'à quatre heures. Puis la séance de la Chambre commence et dure en moyenne jusqu'à deux heures du matin, ce qui me faisait quatorze heures sous le toit du Parlement. Le jour suivant je ne descends qu'à neuf heures, et à peine ai-je jeté les yeux sur les journaux, que je pars pour la Chambre. Vous m'excuserez donc, si je ne suis pas un bon correspondant.

24 juin.

Il n'y a jamais eu un cas de mesquines persécutions comme ce que j'endure au comité du chemin de fer. Voilà cinq semaines que nous siégeons, écoutant les témoins, entendant les ennuyeuses harangues des avocats sur une foule de petites lignes, dans les petites villes et villages de Norfolk et de Suffolk. Je croyais que nous aurions fini notre travail en deux ou trois semaines, mais nous sommes menacés d'en avoir encore pour huit ou dix jours. Et le malheur, c'est que nous n'avons pas le pouvoir d'arrêter la langue des avocats, qui sont payés en proportion du temps qu'ils perdent. Mais je suis décidé à partir vendredi soir pour Manchester, même si je dois revenir dimanche soir pour assister lundi au comité.

Au milieu de toutes ces occupations, l'esprit de Cobden était tourmenté par une foule de soucis ; c'est seulement en connaissant ce qu'il souffrait, que nous mesurons l'intensité de son dévouement à l'intérêt public, qui pouvait résister à une pression si accablante. A la fin de la session de 1844, un cri lui était échappé, arraché par les rapports que lui envoyait son frère sur l'état de leurs affaires : « J'aurai un mois ou deux pour mes affaires, et Dieu sait, ce n'est pas trop. C'est une vie de chien que je mène, et je voudrais trouver un moyen d'échapper au collier (8 août 1844). » Mais pendant les vacances de 1844, comme pen-

dant celles de l'année précédente, il avait été enlevé à ses propres intérêts par ceux de la Ligue et du pays. Au printemps de 1845, les affaires de Cobden semblaient tendre vers une crise définitive et fatale.

Un ami de Cobden, qui était engagé dans la même industrie, m'a raconté qu'un jour, l'hiver précédent, il avait appris que Cobden voulait le voir. Il alla au bureau de Mosley Street, et le trouva dans l'obscurité, les pieds sur les chenets, regardant tristement le feu mourant. Cobden était profondément malheureux. Il avait fait venir son ami pour lui demander comment il pourrait se tirer de ses difficultés pécuniaires. Ils firent venir un autre ami à leur sombre délibération. Il n'y avait aucun doute sur la gravité de la position de Cobden, ou sur ce qui en était la cause. Ses amis lui dirent que ses affaires avaient besoin d'une tête. S'il continuait sa manière d'agir, rien ne pourrait le sauver de la ruine. Il devait renoncer à la vie publique et l'abandonner sur-le-champ. Cobden lutta avec désespoir contre cette décision. La cause du libre échange avait une telle importance, elle était si près de la victoire ! Un de ses conseillers lui demanda comment il pouvait travailler ou se reposer avec un tel poids sur l'esprit : « — Oh ! dit Cobden, quand je m'occupe des affaires publiques, je ne pense jamais à cela ; cela ne me touche pas ; je dors dès que je pose la tête sur l'oreiller. » On n'arriva à aucune décision.

Quelques mois plus tard, il était impossible de différer plus longtemps. Au mois de septembre, au prix de l'angoisse que nous pouvons concevoir, Cobden prit la résolution de renoncer aux affaires publiques. Il annonça cette triste nouvelle dans une lettre écrite à l'ami, qui pendant quatre ans avait été son camarade de chaque jour, son frère d'armes, dont la seule présence à son côté, disait-il un jour, lui était plus précieuse que l'appui actif de cent autres hommes. M. Bright voyageait alors en Écosse. Il reçut un soir à Inverness la lettre de Cobden. L'automne de 1845 a été un des plus humides que nous ayons eus dans la Grande-Bretagne. La pluie tombait jour et nuit sur les montagnes. C'était la pluie qui allait emporter les lois-céréales. Cobden priait M. Bright de brûler ce qu'il lui écrivait ; son désir fut obéi. M. Bright a dit que c'était une belle lettre : nous pouvons en dire autant de la réponse.

Inverness, 20 septembre 1845.

MON CHER COBDEN,

J'ai trouvé votre lettre du 15 hier soir, en arrivant ici. Ce que vous me dites m'a causé une tristesse que je ne puis exprimer ; il me semble que cet événement malheureux se compose d'une affliction personnelle pour moi, d'une grande perte publique, d'un coup porté à un homme pour lequel j'éprouve une sincère amitié, et d'un danger considérable pour la grande cause à laquelle nous avons été associés.

Je partirais aujourd'hui, si mes sœurs n'étaient avec moi. Nous avons été absents trois semaines et probablement nous ne reviendrons à la maison que dans trois semaines. Notre plan était fait d'avance et je ne puis guère le changer. Mais il me semble que vous ne devez pas agir avec précipitation. La question est trop importante pour vous et pour le public, pour que vous vous décidiez tout d'un coup. Je pourrai donc être de retour et nous en causerons ensemble, avant que vous ne preniez votre résolution définitive. Vous pouvez être certain que je vous garderai le secret ; je vous conseille de ne rien faire jusqu'au dernier moment ; j'espère encore que vous trouverez quelque moyen de salut. Je suis d'opinion que votre retraite équivaut à la dissolution de la Ligue, son ressort serait brisé. Je ne puis en aucune façon prendre votre place, je puis me battre au second rang, mais je sens que je suis incapable d'occuper la première place dans l'œuvre que nous avons entreprise. Ne croyez pas que je désire accroître vos soucis en vous écrivant ainsi, mais je souhaite vivement que vous ne vous pressiez pas, et je vous rappelle que l'existence de la Ligue dépend principalement de vous.

Soyez assuré que dans tout ce désappointement vous avez ma sympathie profonde. Nous avons travaillé longtemps, fortement, cordialement ensemble ; je puis dire en toute vérité que plus je vous ai connu, plus j'ai eu de raisons de vous admirer et de vous estimer ; maintenant qu'un sombre nuage nous menace, je ne perds pas tout espoir de lutter avec vous pour la bonne cause, et d'obtenir la victoire ensemble. Vous parlez des efforts qui ont été faits pour éveiller la passion qui causa la mort d'Abel et pour nous affaiblir, en détruisant la confiance qui était nécessaire à notre coopération active. Si l'on a fait de tels efforts, on a échoué. Pour aider notre cause, il nous importait fort peu de conduire ou de suivre ; nous avons gardé notre position naturelle et juste, et c'est la cause de notre succès. Rien ne me ferait plus de plaisir (excepté la disparition de vos difficultés) que si ma retraite du champ de bataille pouvait vous maintenir au premier rang. La victoire est maintenant gagnée en réalité, et avant peu notre but sera atteint ; mais il est souvent plus difficile de profiter de la victoire que de l'obtenir ; la sagacité des chefs est indispensable tant qu'il reste quelque chose à faire. Je ne penserai qu'à

cette triste affaire jusqu'à ce que je puisse vous voir. Tout en regrettant que telle soit la situation, je ne saurais qu'applaudir à la détermination que vous montrez de regarder les difficultés en face et de vous en rendre maître, quand il en est encore temps.

Je vous ai écrit cette lettre sous l'empire de sentiments qu'il m'est impossible d'exprimer, mais vous croirez que je suis, avec sympathie et estime,

Votre sincère ami,

JOHN BRIGHT.

L'auteur de cette lettre ne put rester dans l'inaction après avoir appris le malheur qui menaçait Cobden. Un ou deux jours plus tard il renonça à son voyage et prit la route du sud. Il formait des projets, tout en regardant les postillons se hâter sous la pluie battante. En arrivant à Manchester, il se procura avec un ou deux amis la somme nécessaire pour répondre à la nécessité du moment. Cobden fut libre de retourner à la cause, qui était à la veille du triomphe.



CHAPITRE XIV

L'AUTOMNE DE 1845

L'histoire de l'automne de 1845 a été racontée bien souvent, et il n'est pas nécessaire de la répéter en détail dans ces pages. Elle forme un des épisodes les plus mémorables de l'histoire des partis; elle est le point décisif de la carrière d'un des ministres anglais les plus remarquables; elle a marqué le plus grand changement dans notre politique commerciale et elle reste l'incident principal de la vie publique de l'homme d'État dont nous nous occupons.

Dans son discours de 1844, Cobden avait rappelé à la Chambre des communes, qu'en Irlande un droit de 18 shillings le quarter pesait sur l'importation du blé étranger. « Croira-t-on dans l'avenir, s'écria-t-il, que dans un pays qui se trouvait périodiquement à la veille d'une famine, — à un moment où les habitants se nourrissaient des aliments les plus grossiers, — il existait une loi, qui avait pour résultat pratique d'empêcher l'importation du blé. »

La crise avait maintenant commencé. La session venait à peine de se terminer que des rumeurs inquiétantes étaient venues d'Irlande. A mesure que l'automne avançait, les craintes se confirmèrent; la récolte des pommes de terre était perdue. Le premier ministre avait consacré tout son temps, après le travail obstiné de la session, à suivre les faits, à lire jour et nuit les rapports, dans l'attente de la triste calamité dont la nation était menacée. Au milieu du mois d'octobre, la famine paraissait inévitable, et Peel écrivait à sir James Graham que le seul remède était de supprimer les obstacles qui arrêtaient l'importation du blé. Le dernier jour du mois, les ministres se réunirent à la hâte. En une semaine, il y eut trois autres séances du cabinet. Les opi-

nions étaient partagées. Sir Robert Peel voulait convoquer le Parlement et conseiller de suspendre, pour un temps limité, les restrictions apportées au commerce des céréales. Lord Aberdeen, M. Sidney Herbert, sir James Graham, étaient du même avis. Les autres membres du cabinet suivirent l'exemple du duc de Wellington et de lord Stanley pour s'y opposer. Peel ne cachait pas, et ses adversaires le savaient bien, qu'il serait difficile de rétablir les droits sur le blé une fois qu'ils auraient été supprimés. Des deux côtés on sentait que la grande lutte, qui avait commencé depuis que les whigs avaient proposé leur droit fixe, lutte pendant laquelle Peel avait donné tant de signes d'irrésolution, approchait de son terme. Des deux côtés on désirait ne rien hâter. Le 6 novembre, les ministres se séparèrent sans arriver à une décision.

Un ennemi habile suivait leur mouvement de la capitale du Nord. Le 22 novembre, lord John Russell lança d'Edimbourg sa fameuse Lettre à ses électeurs de la Cité de Londres. Il avait lu dans les journaux que les ministres s'étaient réunis, qu'ils avaient délibéré plusieurs fois et n'avaient rien résolu. Dans les circonstances actuelles, il pensait que le gouvernement ne faisait pas son devoir envers la souveraine et envers le pays. L'état du royaume ne pouvait être considéré sans crainte. Les délais causeraient des souffrances terribles, mais une prudence hardie pouvait écarter ces maux. Il fallait renoncer à un droit fixe. On devait s'unir pour mettre fin à un système qui avait porté atteinte au commerce, n'avait fait que du mal à l'agriculture, avait amené des divisions amères entre les différentes classes et avait été une cause de pauvreté, de mortalité, de crime. Si le but devait être atteint, c'était par l'expression non équivoque de la volonté publique.

La *Lettre d'Edimbourg* annonçait d'une façon solennelle que lord John Russell avait fini par se rallier au programme de Cobden, le triomphe du libre-échange par l'agitation. Comme chacun le sait, on a attribué la conversion de sir Robert Peel, au moment même et dans la suite, à des motifs d'ambition personnelle. Il est difficile de comprendre pourquoi les mêmes imputations ne s'appliqueraient pas également à la conversion de lord John. La vérité est que l'un et l'autre étaient trop clairvoyants pour ne pas comprendre que les événements avaient

donné raison à Cobden et à ses amis et qu'il fallait se rendre à l'évidence. L'adhésion de lord John Russell assura la victoire de la Ligue. M. Bright se trouvait sur la plate-forme d'une gare de chemin de fer en Yorkshire, quand lord John Russell passa, allant du nord à Osborne. M. Bright monta dans son wagon pendant quelques minutes. « Votre lettre, lui dit-il, a rendu l'abolition immédiate et totale des lois-céréales inévitable. » C'était en effet le résultat que devait produire la lettre de lord John Russell.

Dès qu'elle eut paru, sir Robert Peel réunit le cabinet. Il avait voulu convoquer le Parlement et proposer une mesure, qui ferait prendre en considération tout le problème de la protection. Après la *Lettre d'Edimbourg* cette conduite pouvait sembler une plate concession aux vues du chef de l'opposition. Toutefois Peel était prêt à rester à son poste et à encourir ce reproche, pourvu que ses collègues fussent de son avis. Mais ils ne l'étaient pas. Lord Stanley et plusieurs autres ministres étaient intraitables. Pensant que, s'il échouait dans ses efforts, les conditions seraient plus mauvaises que si quelqu'autre homme d'État était chargé de régler la question, le premier ministre donna sa démission le 5 décembre. Pendant quinze jours le pays resta sans ministère responsable.

Dès que la crainte d'une famine en Irlande sembla confirmée, la Ligue se prépara à agir. Avant la fin du mois d'octobre, avant la première réunion du cabinet, elle avait eu un grand meeting à Manchester et annoncé une série de meetings dans les principales villes du royaume. Les ministres savaient ce que cela voulait dire et ils n'osaient y tenir tête. Sir James Graham avertit Peel que dès ce moment l'agitation libre-échangiste était devenue le mouvement le plus redoutable des temps modernes. Il y eut une pause de quelques jours pendant les délibérations du ministère ; on pensait que chaque courrier apporterait la décision du cabinet consentant à ouvrir les ports. Et pourquoi n'étaient-ils pas ouverts ? demandait Cobden (13 nov.). Parce que l'on savait que la Ligue était assez puissante pour empêcher qu'on ne les refermât. S'il n'y avait pas eu de Ligue contre les lois-céréales au milieu du mois de novembre, les ports eussent été ouverts depuis un mois. C'est parce que les ministres

savaient, c'est parce que les propriétaires savaient bien qu'il s'agissait de l'abolition totale et immédiate des lois-céréales, qu'ils étaient prêts à risquer, comme des joueurs désespérés, tout ce qui pourrait arriver pendant les six mois suivants, plutôt que de sacrifier cette loi (1).

Quand le cabinet se sépara sans rien conclure, l'alarme se répandit dans le pays et l'agitation se poursuivit avec vigueur. On devinait bien quelle était la difficulté. On disait que c'était le duc de Wellington et lord Stanley qui avaient décidé qu'il n'était pas permis au peuple d'Angleterre et d'Irlande de se procurer les moyens de subsistance dont il avait besoin. Cobden se rendit à une grande réunion à Birmingham (13 nov.). « Si je ne me trompe, dit-il, vous avez essayé le métal du noble guerrier autrefois à Birmingham. Le duc est un homme que tous se plaisent à honorer pour son courage, sa fermeté, sa persévérance. Mais je dois lui rappeler — s'écria Cobden au milieu de l'approbation générale — que malgré ses victoires sur les champs de bataille, il n'est jamais entré en lutte avec les Anglais sans être battu. » Même la *Lettre d'Edimbourg*, malgré la confiance de Cobden dans l'intégrité de celui qui l'avait écrite, ne relâcha pas sa vigilance. La lettre avait transformé lord John, « de l'homme le plus obscur du royaume, dans l'homme le plus populaire et le plus en vue. » Mais les whigs n'étaient rien sans les libre-échangistes. Les tories étaient désarmés par la désunion des chefs. La Ligue seule restait debout au milieu des factions impuissantes (2).

L'activité des ligueurs était incessante. Maintenant que leur question était devenue pratiquement urgente, la cause de la chute des ministères et de la lutte des partis, l'intérêt qui s'attachait à leurs mouvements était devenu extrême.

J'espérais revenir samedi, — écrivait Cobden à sa femme de Stroud (4 décembre), — mais lord Ducie a mis la main sur nous. Nous n'avons pas le choix et nous devons dormir chez lui samedi pour assister dans la journée à une réunion dans la ville voisine de Wooton-Under-Edge. Nous ne pouvons résister à son appel. Cela dérange tous mes projets et je ne vous verrai pas avant mercredi. Nous irons dimanche à Lon-

(1) *Discours*, 1^{er} vol., p. 328.

(2) *Discours*, 1^{er} vol., p. 349, 17 déc.

dres et nous y passerons la nuit. Nous verrons Villiers et les autres et lundi nous irons à Notts, le jour suivant à Derby, et mercredi je serai à la maison. Le *Times* d'aujourd'hui, qui vient d'arriver, raconte que le gouvernement a résolu de réunir le Parlement au commencement de janvier pour proposer l'abolition ! Dans ce cas, le jour de ma délivrance est moins éloigné que je ne croyais. Mais nous devons être sur nos gardes et ne pas trop attendre du gouvernement. Il essaiera encore de nous duper. Nos réunions sont admirablement suivies ; il y a unanimité parfaite entre toutes les classes ; pas un mot du charisme, ou d'aucun autre *isme*, pas une syllabe de contradictions. Bright et moi nous n'en pouvons plus, nous avons eu cinq réunions nombreuses cette semaine.

Sir Robert Peel donna sa démission le 5 décembre. La Reine fit venir lord John Russell et le chargea de former un ministère. Lord John écrivit deux lettres à Cobden le même jour. Dans la première, il offrait, à titre provisoire, au chef du parti qui avait renversé un grand cabinet et amené une révolution importante dans la politique nationale, un poste des plus humbles dans la hiérarchie ministérielle :

Chesham Place, 19 décembre 1845.

CHER MONSIEUR,

Je ne pense pas que je réussirai à former un ministère. Si je réussis maintenant ou à l'avenir, je vous prierai de m'aider en acceptant la place de vice-président du Bureau de Commerce, lord Clarendon étant président, et le vice-président représentant le département dans la Chambre des communes.

Je reste votre dévoué,

J. RUSSELL.

On pouvait prévoir la réponse de Cobden à cette offre peu flatteuse. Il est certain d'ailleurs que la réponse n'aurait pas été différente, si la proposition avait été plus sérieuse.

Manchester, 20 décembre 1845.

CHER LORD JOHN,

Je suis très honoré par l'offre que vous me faites d'être vice-président du Bureau de Commerce dans le cas où vous pourrez former un ministère. Je préfère rester à mon poste de défenseur indépendant du libre échange ; je sens qu'en cette capacité je puis vous appuyer d'une façon plus effective dans vos efforts pour le triomphe

de nos principes, qu'en faisant partie de votre gouvernement d'une façon officielle. En vous assurant de nouveau que je suis profondément touché de cette preuve de confiance,

Je reste, cher lord John, votre très dévoué,

RICHARD COBDEN.

La réponse se croisa avec une seconde lettre que lord John Russell lui avait écrite la veille :

19 décembre 1845.

CHER MONSIEUR,

En conséquence de ce que je vous ai écrit ce matin, je vous écris maintenant pour vous informer que je n'ai pas réussi à former un ministère.

Tous mes futurs collègues étaient d'accord sur l'abolition totale des lois-céréales. Des différences d'opinion sur une autre question ont causé notre insuccès.

Je suis votre dévoué,

J. RUSSELL.

Nul ne doute de la sincérité des efforts de lord John pour former un gouvernement. Toutefois il était plus facile pour sir Robert Peel de régler la question du blé, parce qu'il aurait les votes des whigs et des libre-échangistes, ainsi que d'une grande masse, sinon de la majorité de ses partisans habituels. Il n'était pas certain que lord John Russell aurait pu résoudre le problème, par la simple raison que beaucoup de conservateurs, surtout dans la Chambre haute, eussent refusé de le suivre dans une politique que Peel et Wellington eurent beaucoup de peine à leur faire accepter.

Après l'échec de son rival, sir Robert Peel alla à Windsor, retira sa démission et revint à Londres après avoir repris les fonctions de premier ministre. Il espérait, en parlant à ses collègues, avec une position nettement établie, gagner l'appui de ceux qui avaient été d'un avis opposé au sien au commencement du mois. Un de ceux qui ont survécu à la lutte, qui connaissait les vues de Peel à ce moment, est persuadé que le premier ministre retourna à Londres, dans l'après-midi du 20, avec la conviction que son parti le suivrait dans la voie où il avait résolu de s'engager. Lord Stanley se retira, mais Peel crut que le schisme finirait là. Avant peu de temps il vit son erreur.

Trente ans plus tard, quand le plus amer adversaire de Peel avait atteint l'éminence d'où Peel le regardait alors avec dédain, il fit une remarque intéressante à propos d'une critique qui venait d'être publiée sur sa carrière. « L'écrivain, dit lord Beaconsfield, ne rend pas justice à une distinction importante dans mon histoire politique. Le duc de Wellington en faisant voter l'émancipation des catholiques, sir Robert Peel en abolissant les lois-céréales, accordèrent des mesures que le progrès avait rendues nécessaires, mais *ils disloquèrent le parti*. J'ai fait accepter le *Household suffrage*, mais j'ai maintenu le parti intact et l'ai conduit au pouvoir. » Des contemporains, au courant des faits, ont souvent prétendu que Peel aurait fait franchir à son parti ce pas difficile, avec autant de succès que M. Disraeli en obtint dans la suite, s'il avait réuni les siens et s'il leur avait exposé les considérations qui dictaient sa nouvelle politique. Ceux qui pensent ainsi ont peut-être raison. Mais deux fatalités pesaient sur Peel. L'une, c'est qu'il avait déjà passé par là. Il avait agi envers le protestantisme comme il agissait maintenant envers le protectionnisme ; il avait soudainement abandonné la politique qu'il avait toujours défendue, pour adopter celle qu'il avait attaquée. C'était le champion du protestantisme et de l'Église, qui avait aboli les *Test and corporation Acts*, qui avait amené l'émancipation catholique, qui avait augmenté la dotation de Maynooth, qui méditait, croyait-on, de faire subventionner les prêtres irlandais. Les exploits de ce genre ne peuvent se répéter. En second lieu, il était encore facile de persuader aux conservateurs d'accepter une extension de franchise, parce que la plupart étaient secrètement persuadés qu'ils n'avaient rien à redouter d'une manipulation du suffrage. D'un autre côté, ils pensaient fermement que l'abolition des lois-céréales les priverait de leurs fermages, auxquels ils tenaient extrêmement. Des lieux communs peuvent réconcilier les hommes à tout, excepté à la perte de leurs biens. Il est douteux que sir Robert Peel aurait pu amener son parti à le suivre. Que tel fût le cas n'est pas un déshonneur pour lui. Le ministre était convaincu de la nécessité de la réforme, mais son parti ne l'était pas.

Un collègue de sir Robert Peel au ministère parle de lui

comme de l'homme le plus « laborieusement consciencieux » qu'il ait connu. C'est sa conscience qui était impliquée dans le changement de politique commerciale. Il aurait pu, pensait-il, comme il le disait plus tard à Cobden, tenir en échec la Ligue pendant quatre ans ou cinq ans. Mais il était arrivé à la conviction que le maintien de la restriction était dangereux, non seulement impolitique, mais injuste. Il lui était impossible de cacher son opinion, ou d'agir comme si elle n'existait pas. Il disait que la confiance dans les hommes publics est ébranlée quand ils changent d'opinion, mais que cette confiance devrait être encore plus ébranlée, quand les hommes d'État, qui sont convaincus d'une erreur, n'ont pas le courage d'y renoncer. Mais pourquoi ne laissa-t-il pas lord John Russell faire passer l'abolition, ou ne fit-il pas appel au pays? Parce que lord John avait échoué; Peel ne voyait aucun avantage dans l'indécision ou dans les délais inutiles; il pensait que le Parlement était compétent à traiter cette question, comme tout autre sujet d'intérêt public.

Cependant la Ligue se préparait à soutenir le premier ministre avec ardeur. Il est certain que beaucoup de gens la craignaient. Cette association inspirait une terreur salutaire aux whigs, avocats d'un droit fixe, et aux protectionnistes, avocats de la loi existante. Pendant la dernière semaine de cette année, dans une réunion à Manchester, on résolut de réunir la somme énorme d'un quart de million de livres (plus de six millions de francs) pour l'agitation. On a souvent décrit cette scène; on a raconté comment les assistants s'écrièrent les uns après les autres, dans une succession rapide : « Je donne 1000 livres! » — « Je donne 1000 livres! » et ainsi de suite. En deux heures on obtint 60 000 livres. Il y avait 23 personnes ou maisons qui avaient souscrit chacune par 1000 livres et 25 personnes qui en avaient souscrit la moitié. Cobden, qui était accueilli à chaque meeting pendant cette crise par une explosion indescriptible d'applaudissements et de sympathie véhémence, adressa quelques mots aux hommes excités et résolus qui se trouvaient là. « Cette réunion appuiera le gouvernement qui mettra en pratique ses principes. Si sir Robert Peel veut suivre une conduite raisonnable et franche, il verra qu'il y a assez de force dans le

pays pour le soutenir ; je n'exprimerais pas les sentiments de cette réunion, en n'ajoutant pas que s'il entre dans cette voie droite et honnête, la Ligue et la nation lui prêteront un concours aussi ferme et aussi cordial qu'à tout autre ministre. »

Les circonstances concouraient à changer entièrement l'attitude de Cobden envers sir Robert Peel. Trois semaines auparavant, quand le premier ministre donna sa démission, Cobden s'était laissé entraîner par l'ardeur du moment et avait exprimé sa joie avec une sévérité qui était presque féroce. Miss Martineau a raconté que cette violente explosion avait choqué quelques amis. Il semble, comme nous l'avons raconté plus haut, qu'ils usèrent du privilège de l'amitié et lui firent sentir son tort. Cobden avait bien vite compris son erreur. Un de ceux qui lui firent des remontrances était son vieil ami, George Combe. Il lui répondit :

Manchester, 29 décembre.

J'ai eu tort de triompher de la chute de Peel, et pourtant la scène de mon indiscretion était calculée à me faire perdre mon sang-froid et à laisser dominer mon jugement par mes sentiments. Je parlais à presque toute la population adulte de Stockport, dont les terribles souffrances en 1841, quand Peel prit le gouvernement pour maintenir le système qui avait causé la détresse de ces malheureux, étaient présentes à ma mémoire. La nouvelle de la chute du ministère de Peel arriva à Stockport deux heures avant le meeting. Quand ce bruit se répandit, l'auditoire entier se leva et salua cette nouvelle par des cris de joie répétés. Je fus pris par surprise, de là cette attaque violente contre Peel, pour laquelle j'ai reçu des tapes sur les doigts de miss Martineau, de vous et d'autres estimés correspondants. C'était une ébullition non préméditée. Dites à votre cher frère qu'à l'avenir je veillerai avec plus de soin sur le vieux serpent qui est en moi. Vous ne devez pas me juger d'après ce que je dis à ces réunions tumultueuses.

Dans une seconde lettre, répondant sans doute à une demande de Combe, qui voulait montrer la lettre à des amis communs, Cobden fit une allusion amère au pénible incident de 1843, que nous avons décrit.

Vous pouvez faire de ma lettre l'usage qu'il vous plaira, et je suis flatté que vous vous donniez tant de peine pour me conserver la bonne opinion de ceux dont l'estime est précieuse. Maintenant je dois ajouter que tout en étant prêt à vous avouer mon regret de m'être laissé entraîner à une attaque vindicative contre Peel, tout en

reconnaissant que mon discours blessait la charité chrétienne et que j'aurais mieux agi en montrant plus de magnanimité à cette occasion, pourtant je dois dire qu'il ne faut pas oublier non plus l'atroce conduite de Peel envers moi. Je ne me plains pas de ce qu'il insinuait que je voulais encourager les assassins et de ce qu'il excitait son parti, pour détruire ma réputation aux yeux du monde. Sa conduite peut être excusée par son état d'esprit à la mort de Drummond ; l'inquiétude de sa femme et de sa fille avait contribué à lui faire perdre tout courage. Mais quoique cette anxiété l'excusât au moment même, elle ne justifiait pas sa conduite, quand il ne chercha pas à rétracter ou à expliquer son attaque indigne, qui équivalait à un essai délibéré d'assassinat moral. Je ne puis et ne dois l'oublier ; je me sens justifié en répétant ce que j'ai dit à *Covent Garden*, que je perdrais le respect de moi-même et l'estime des autres, si j'échangeais jamais un mot avec cet homme dans une conversation personnelle.

(Février 1846.)

Aucune nature n'était moins faite que celle de Cobden pour les longs ressentiments, et peu de semaines plus tard un incident curieux effaçait les dernières traces d'animosité entre ces deux hommes honorables. Pendant un débat, un député fit contre le président de la Ligue une attaque vulgaire, qui attira une réprimande d'un membre connu par l'amertume de ses paroles et la licence de ses imputations. M. Disraeli défendit le premier assaillant, en rappelant l'exemple du premier ministre, qui, s'il ne se trompait pas, avait accusé un membre de la Ligue d'encourager l'assassinat. Sir Robert Peel se leva aussitôt pour expliquer que son intention avait été au moment même de déclarer de la façon la plus claire que l'accusation, qu'un malentendu avait fait tomber sur M. Cobden, n'avait pas le moindre fondement. Si quelqu'un lui avait dit que sa réparation n'était pas assez complète et que son aveu d'erreur était moins éclatant qu'il n'aurait dû l'être, il l'aurait répété sur-le-champ plus fermement et plus distinctement. Cobden répliqua qu'il avait senti, et que le pays avait senti, que le désaveu du ministre n'avait pas été aussi formel qu'on aurait pu s'y attendre. Il était content que cette explication avait eu lieu, parce qu'elle lui offrait l'occasion d'exprimer son propre regret pour les termes dans lesquels, plus d'une fois, il avait parlé de sir Robert Peel. Avec l'expression du désir que la question ne fût plus soulevée, cet incident fut terminé.

CHAPITRE XV

ABOLITION DES LOIS-CÉRÉALES ET CHUTE DU GOUVERNEMENT

L'exaltation publique et les inquiétudes personnelles de l'année qui venait de finir avaient ébranlé la santé de Cobden. Avant l'ouverture du Parlement il fut atteint d'une affection compliquée de la tête, des oreilles et de la gorge qui était le résultat de ses longs discours devant des auditoires nombreux en plein air ou dans de grandes salles. Il resta jusqu'à la fin de sa vie sujet à la surdité et à l'enrouement. Pendant toute la session de 1846, sa santé fut mauvaise. Heureusement les circonstances ne réclamaient plus de lui qu'une vigilance silencieuse.

Quelques jours après l'ouverture de la session, le premier ministre fit connaître ses propositions. L'abolition des lois-céréales serait entière, mais ne serait pas immédiate. Trois ans encore les ports ne seraient pas complètement ouverts. Pendant ce temps il y aurait une échelle mobile avec un droit maximum de 10 shillings, quand le prix du blé serait au-dessous de 48 shillings et un droit minimum de 4 shillings, quand le prix atteindrait 54 shillings le quarter. Les principes de la Ligue ne seraient pleinement appliqués qu'en février 1849.

Les adversaires du ministre commencèrent à parler d'un appel au pays; Cobden traita cette question dans le seul discours important qu'il fit pendant ces longs débats. Il opposa aux protectionnistes des preuves triomphantes de l'état de l'opinion publique. Les pétitions réclamant l'abolition avaient dix fois plus de signatures que les pétitions en faveur de la protection. Il défia les partisans du monopole de tenir une seule réunion publique sur aucun point du territoire. Il s'occupa ensuite de la représentation parlementaire. « Je devrais en savoir autant

qu'aucun autre dans cette chambre sur l'état de la représentation et sur l'enregistrement, continua-t-il. Probablement personne n'a donné une attention aussi suivie que moi à cette question, et je déclare que vous n'avez pas la moindre chance d'obtenir une majorité, si une dissolution avait lieu demain. Je n'aurais pas dit cela il y a trois mois, mais la force de votre parti est brisée. » Les quatre cinquièmes des conservateurs dans les villes du nord de l'Angleterre suivaient sir Robert Peel et non les ducs protectionnistes. Ils avaient été de tout temps pour le libre échange, mais ils avaient eu confiance dans le ministre et ils avaient pensé qu'il ferait ce qui était nécessaire au moment donné. Mais supposez que les protectionnistes aient la majorité. De quoi se composerait la minorité? Elle compterait les vingt représentants de la capitale. Edimbourg et Dublin suivraient Londres. Dans toute la Grande-Bretagne, il n'y avait pas une ville de 25 000 habitants, pas même Liverpool ou Bristol, qui n'enverrait des représentants libre échangistes. En face d'une telle minorité que pourrait faire une majorité de vingt ou trente représentants des bourgs et des comtés (*pocket-boroughs and nomination counties*)? Ils reculeraient devant la responsabilité qui pèserait sur eux. Les membres qui arriveraient de Ripon et de Stamford, de Woodstock et de Marlborough, pour maintenir les lois-céréales, n'oseraient défendre leurs théories, quand ils auraient compris quelle était la prépondérance morale de l'opinion publique (1).

La première lecture obtint 337 voix contre 240. Mais un observateur vigilant donna à Cobden le conseil superflu de se tenir sur ses gardes au moment de la victoire. Les difficultés allaient commencer et elles seraient sérieuses. Les protectionnistes étaient encore puissants, malgré la position extraordinaire où ils se trouvaient, abandonnés par Peel et tous leurs chefs, à l'exception de lord Stanley. Le politicien hardi et patient, qui ne comptait guère à leurs yeux, mais qui était réellement le génie inspirateur de leur groupe, a décrit comment ils trouvèrent de nouveaux chefs et une organisation cohérente. Lord George Bentinck n'était pas un grand homme, mais le

(1) *Discours*, 1^{er} vol., n° 21, 27 fév. 1846.

tacticien parlementaire le plus habile et le plus clairvoyant avait son oreille et était toujours à ses côtés. Il faut dire que M. Disraeli péchait contre la lumière. Ses compliments à Peel et au libre échange, en 1842, le prouvent. Lord George Bentinck se forma une opinion sur les avantages de la protection dans la suite, mais la première impulsion qui le fit mouvoir était le ressentiment d'avoir été joué. Un jour, il sortait de la Chambre dans la compagnie d'un membre connu de la Ligue. Avec cette liberté amicale de parole que les habitudes parlementaires permettent et encouragent même, entre les adversaires les plus convaincus, le ligueur exprima son étonnement que lord George Bentinck craignit l'abolition des droits. « Eh bien, répondit lord George, j'ai des chevaux dans trois comtés, et l'on me dit que j'épargnerai quinze cents livres par an, avec le libre-échange. Cela m'est égal. *Ce que je ne puis supporter, c'est d'être vendu.* » Ce n'était pas un langage magnanime, ni politique, mais il exprimait bien la colère sourde « des Manner, des Somerset, des Lowther, des Lennoxes, des Miles, des Henley, des Duncombe, des Liddell, des Yorke » et de tout le reste de cette bande d'hommes de fortune et de riches propriétaires, que l'étrange rhapsode du parti a énumérés dans une liste aussi sonore que l'énumération des navires dans Homère (1). Ces braves gens ne connaissaient guère le cercle des échanges, mais ils croyaient que le libre échange détruirait les fermages et que la Ligue était résolue à renverser l'Église et le trône ; ils voyaient que leur chef les avait trahis. Cela leur suffisait. Dans ce pays, disait Cobden, c'est l'ignorance qui gouverne. Malgré leur manque d'intelligence, les tories campagnards possédaient pour le moment un pouvoir dangereux.

La majorité de la première lecture n'était pas une majorité sur laquelle on pouvait compter. Les protectionnistes le savaient. Ce qui rendait le débat parlementaire curieux, c'est qu'il n'y avait pas cent membres de la Chambre des communes, qui fussent favorables à l'abolition totale, et encore moins qui fussent prêts à accepter l'abolition immédiate. Lord Palmerston, comme l'écrivait Cobden à un ami bien des années après, ne

(1) *Lord George Bentinck*, p. 216.

cachait pas qu'il serait disposé à se mettre à la tête d'un parti qui aurait pour but le maintien d'un droit fixe, mais il était trop adroit pour faire un tel essai, quand le succès était impossible. Dans la Chambre haute, il était notoire que pas un pair sur dix ne désirait le succès de la loi-céréales. Pour forcer les lords à consentir, il était indispensable que le parti whig dans la Chambre des communes restât uni et prît part à chaque vote. C'était l'intérêt des whigs d'aider Peel à les débarrasser du problème du blé et de le renverser ensuite. Mais la tentation de le renverser trop tôt était forte.

La balance curieuse des partis remplissait l'air d'un esprit d'intrigue. Jusqu'au dernier moment, on put craindre que les pairs ne forçassent Peel à accepter le compromis d'un droit fixe ou à étendre le terme pour l'expiration des droits existants. Aucun épisode de notre histoire ne montre sous un jour aussi triste la fourberie et la chicane, que quelques penseurs croient inséparables des institutions parlementaires. Dans ce cas toutefois, comme dans bien d'autres, la raison du mal n'était pas dans les institutions parlementaires, mais dans le paradoxe constitutionnel, embarrassant en théorie et équivoque en pratique, qui donne à une Chambre héréditaire la prérogative de reviser et de contrôler l'œuvre de la Chambre représentative.

La session n'était guère avancée, quand d'autres dangers parurent à l'horizon. Le ministère était condamné dans tous les cas. Que Peel réussit ou échouât avec la loi-céréales, personne ne pensait qu'il pût rester à la tête d'un cabinet conservateur dans une nouvelle Chambre, et il ne lui était guère possible de devenir le chef d'un gouvernement libéral. La question était de savoir s'il pourrait abolir les lois-céréales. Des difficultés s'élevèrent d'un côté inattendu. La misère de l'hiver en Irlande avait produit ses fruits ordinaires : le désordre et la violence. Le ministère recourut pour la dix-huitième fois depuis l'Union au moyen suranné d'un bill de coercition, cette confession stéréotype — toujours faite sans honte — de la négligence et de l'incompétence séculaires du gouvernement anglais en Irlande. Cette mesure eut deux inconvénients sérieux. Le premier, c'est que les membres irlandais, guidés par O'Connell, opposèrent toute la résistance possible à cette politique violente et inutile. Ils ne

pouvaient faire moins. Mais leur obstruction louable et juste du bill de coercition entravait d'une façon dangereuse la loi-céréales. Ce n'était pas le seul péril. Le bill de coercition préparait une coalition imprévue mais irrésistible. Cobden et ses amis étaient hostiles à cette mesure par conviction et d'ailleurs leurs votes n'auraient pu sauver le ministère. Lord John Russell et les whigs n'avaient pas d'objection à un bill de coercition, dont ils avaient fait un usage fréquent, mais ils ne pouvaient résister à la tentation de mettre dans l'embarras le ministre qui déclarait la coercition urgente et la laissait dormir pendant cinq mois. Lord George Bentinck vit les éléments d'un dilemme invincible. Si le ministre poussait le bill de coercition, le bill du blé serait retardé. S'il donnait la préférence à la loi-céréales, cela prouvait que le bill de coercition n'était pas urgent et qu'il ne fallait pas le défendre. L'inconvénient de l'état critique du gouvernement aux yeux de Cobden, c'était qu'il offrait un prétexte aux lords de retarder l'abolition. La politique de la Ligue n'en était que plus claire ; dénoncer tout compromis de la part du ministre ou d'amis équivoques. Cobden ne craignait pas l'opposition des whigs à la loi, pour cette raison, qui n'était pas très élevée, que son rejet permettrait à Peel de dissoudre le Parlement ; il était persuadé, à tort ou à raison, qu'une dissolution balayerait les whigs, ferait disparaître les anciennes distinctions de parti et donnerait à Peel cinq années de pouvoir à la tête d'un parti progressiste mixte.

Nous verrons tout à l'heure ce que Peel pensait de cette idée d'un parti progressiste mixte. La méfiance qu'éprouvait Cobden à l'égard des whigs lui attira les reproches de quelques-uns de ses alliés. Il répondit en s'écriant :

Quelle farce de prétendre parader le parti whig comme le parti libre-échangiste *par excellence* ! Je ne veux pas m'associer à la fraude, à l'aide de laquelle les whigs espèrent refaire leur popularité perdue, en prétendant s'intéresser à une question à laquelle les whigs aristocrates et grands propriétaires ne songent guère, à moins qu'ils ne s'y opposent. Je vois un danger et non un avantage pour notre cause, dans l'effort tenté récemment de rendre de l'influence aux vieilles distinctions de parti ; la réflexion me dit que l'isolement est de plus en plus la vraie politique de la Ligue.

(A. M. Parkes, 16 février 1846.)

Nous allons raconter brièvement ce qui se passait au Parlement. Le 9 février on proposait de se former en comité pour s'occuper des résolutions. Dix-huit jours plus tard, après douze nuits de débat et cent trois discours, le gouvernement obtint une majorité de 97 voix. Le 2 mars, la Chambre se forma en comité; l'amendement de M. Villiers, qui demandait que l'abolition fût immédiate aussi bien que totale, fut repoussé à une majorité de près de 200 voix. La loi-céréales fut lue une seconde fois le 27 mars et obtint une majorité de 98 voix; la loi fut enfin votée pour la troisième fois à la Chambre des communes le 16 mai, à quatre heures du matin, par une majorité de 98 voix sur 556 membres.

Les lords firent une opposition moins acharnée qu'on ne s'y attendait. La loi fut votée en seconde lecture par 211 voix, contre 164, avec une majorité de 47 voix. On proposa des amendements, mais aucun ne fut accepté, et lord Stanley, qui menait les protectionnistes, refusa de diviser la Chambre à la troisième lecture. Les conservateurs suivirent le principe émis sept ans auparavant par Peel comme règle de conduite du grand parti qu'il avait formé, « un parti qui, existant dans la Chambre des communes et tirant sa force de la volonté populaire, devait diminuer le risque de collisions entre les deux branches de la législature (1). »

La bataille avait été livrée et perdue dans la Chambre des communes, et d'après le conseil salutaire de Peel on accepta la défaite comme décisive.

Voici le moment de laisser Cobden raconter ses soucis et ses occupations, pendant cette session agitée. Nous ne devons pas oublier que ses affaires avaient été réglées d'une façon provisoire l'automne dernier, et qu'elles étaient aussi sombres que sa position publique était triomphante.

7 mars 1846. (A. George Combe.)

Je suis presque guéri de mon attaque locale. Il ne me reste qu'un peu de surdité. Mais le fait que j'ai été accablé par un rhume de cerveau insignifiant m'a montré (si mon médecin ne me l'avait pas dit) combien ma constitution a été affaiblie par les fatigues des dernières

(1) Discours de Peel dans le *Merchant Taylors' Hall*, en 1839.

années. Le ressort a été forcé, et je dois réparer la machine avant de reprendre un nouveau travail. Mon médecin me dit franchement que je dois quitter la vie politique pour un ou deux ans et chercher des distractions à l'étranger. Il me parle des bains chauds des Pyrénées qui sont bons dans de pareils cas, il me conseille un hiver dans le Midi. Dieu sait ce que je ferai ! Mais une chose est certaine, je ne me sens ni la santé, ni le désir de prendre cette place proéminente dans le monde politique, que la voix populaire semble prête à réclamer pour moi. J'ai été poussé en haut graduellement et inopinément par mes rapports avec un grand principe (qui aurait élevé tout homme ayant assez de ténacité pour s'y rattacher) ; ma santé, des considérations personnelles, sans parler de mon incapacité mentale, m'empêchent de suivre la carrière que des amis et des partisans partiiaux attendent de moi. Je suis décidé à m'occuper d'abord de ma santé et du bien-être de ceux qui réclament avant tout mes soins. Personne ne me refusera ce droit. Je vous assure que pendant les cinq dernières années, j'ai été tellement entraîné dans le tourbillon des agitations publiques, que j'ai presque oublié mon identité et que j'ai complètement perdu de vue les intérêts de ma femme et de mes enfants.

De plus, pour avouer la vérité, j'aime de moins en moins la vie politique et je ne suis pas sûr que j'y aurais du succès. Les entraves de parti, quand il ne s'agit pas d'un principe utile et bien défini, me pèseraient. Je serais rétif et intraitable. Tout cela peut attendre jusqu'à ce que nous ayons accompli l'œuvre qui m'a placé dans ma position actuelle. J'ai peur que nos amis de la campagne ne soient trop confiants. La mesure du gouvernement ne passera peut-être pas à la Chambre haute. Les lords la repousseront ou la mutileront, s'ils pensent que le pays le supportera. Rappelez-vous qu'il n'y a pas vingt hommes dans cette assemblée, qui désirent sincèrement l'abolition totale. Je suis d'avis qu'il n'y a pas cent hommes dans la Chambre des communes qui voteraient cette mesure, s'ils obéissaient à leurs désirs secrets, sans l'influence de considérations extérieures. Parmi tous les convertis, sir Robert Peel est le plus sincère et le plus déterminé. Il agit d'après de fortes convictions. Son esprit est attiré naturellement vers les vérités de l'économie politique. C'est là-dessus que je compte pour qu'il ne recule pas l'application de nos principes au delà de trois ans. J'avoue que je n'ai pas la même confiance dans lord John et les whigs. Ce n'est pas que je les crois inférieurs en sentiment moral, *au contraire*. Mais ils ne comprennent pas la question aussi bien que Peel. Ils sont dans une position fautive. Peel devrait être le chef de la classe moyenne ; je ne suis pas certain qu'il ne joue pas ce rôle avant la fin de sa carrière.

Londres, 12 mars. (A. M. T. Hunter.)

Je vous remercie pour votre lettre chaleureuse. J'ai souvent pensé

à vous, à mes bons amis Potter et Ashworth et à la situation anormale dans laquelle me laissèrent nos consultations de l'automne dernier. Sans la famine des pommes de terre, qui commença quelques semaines après que nous avons pris une sage décision sur ma conduite future, j'aurais été forcé de renoncer à ma carrière politique. La détresse de l'Irlande nous fit espérer une prompte issue à notre agitation ; nos prévisions se sont réalisées. J'ai arrangé mes affaires d'une façon provisoire ; vous et mes autres conseillers avez dû le comprendre, mais l'arrangement n'est que temporaire, et maintenant que la question du blé va être réglée, mes intérêts particuliers exigent mon attention. Je suis dans une situation fautive et qui devient chaque jour plus pénible. Le public suppose que je prendrai dans la suite une part importante dans la vie politique, pour laquelle je n'ai ni la santé, ni l'ardeur nécessaires, et que des considérations personnelles rendent impossible.

Le hasard, autant que le mérite que je puis avoir, m'a donné peu à peu une notoriété pour laquelle je n'ai guère de goût, et qui dans les circonstances actuelles est une source d'embarras incessants. Comment y échapper ? Voilà la question qui me tourmente depuis longtemps. Mon jugement me montre une solution : quitter le Parlement dès que la loi-céréales sera abolie. Vous faites allusion à une démonstration publique en mon honneur ; tant de personnes m'ont fait entendre qu'il s'agissait d'une souscription nationale en ma faveur, que ce serait de l'affectation de ma part d'affecter l'ignorance. J'avoue que je ne compte guère sur le succès, pécuniairement parlant, que mes amis peuvent obtenir. Les ébullitions publiques de ce genre ne réalisent jamais les espérances de ceux qui en ont pris l'initiative, et il y a des raisons pour que cela ne réussisse pas dans mon cas. Hors de Manchester, je passe pour un homme riche, grâce à l'exagération du duc de Richmond et des protectionnistes.

Mais il y a d'autres hommes qui méritent autant que moi la reconnaissance publique. J'ai été souvent peiné de voir que ma réputation, en Angleterre et sur le continent, éclipsait celle de mes dignes compagnons d'armes. Ce serait une injustice, que ni moi ni la voix publique ne pourrions sanctionner, si je retirais tout le profit de nos efforts, à l'exclusion de ceux dont le sacrifice et le dévouement n'ont guère été inférieurs aux miens.

Je dois dire que c'est un sujet profondément désagréable. Si j'étais riche, ou même indépendant, je ne pourrais supporter l'idée d'une souscription publique en ma faveur. Mais quand je pense à mon âge, à l'affaiblissement de ma santé, quand je réfléchis au bien-être de ceux qui ont les premiers droits à ma considération, je ne me sens pas dans une position à répondre par un refus chevaleresque à un don public volontaire. Comme le pauvre apothicaire, c'est ma pauvreté et non ma volonté qui consent. Mais en ne consultant que mes sentiments, je voudrais quitter le Parlement avant qu'on ne fasse au-

eune démonstration. Je pourrais difficilement expliquer mon désir, c'est une affaire de sentiment. Je ne songe pas à échapper à une carrière ultérieure d'utilité publique. Je sais que le succès de mes efforts dans la cause du libre-échange me donnera une certaine influence morale, que je mettrai au service de quelque grande question nationale, quand ma santé le permettra. Mais je suis convaincu qu'un intervalle, dans ma vie politique, augmentera au lieu de diminuer ma capacité de me rendre utile.

2 avril. (A. M. T. Hunter.)

Autant qu'il dépend de moi de contrôler ma conduite future, je suis prêt à le faire; le premier acte, c'est de rentrer dans la vie privée, dès que je pourrai le faire, sans préjudice à l'intérêt public. C'est cette considération qui m'a empêché de quitter la vie politique depuis longtemps. Nous ne savons encore quand la loi sera définitivement votée. Même si les lords passent la mesure du gouvernement sans la mutiler, — ce dont je ne suis pas aussi certain que beaucoup de gens, — il faudra encore deux mois avant que la main royale nous donne l'Acte assurant l'abolition totale des lois-céréales. Si les pairs essaient un compromis, je suis convaincu que le gouvernement restera ferme, et alors nous aurons une dissolution. Un appel au pays serait suivi de l'abolition totale et immédiate. Mais en s'en tenant à l'événement le plus probable, c'est-à-dire que les lords acceptent le bill, je suis décidé à quitter le Parlement, le lendemain du jour où la loi aura reçu la sanction royale.

Quant au reste, cher Monsieur, il faut le laisser au hasard. Je suis arrivé à cette décision, après mûres réflexions et sans consulter personne. Si le bruit se répandait parmi mes amis, je serais accablé d'avis et de remontrances, auxquels je devrais donner des réponses et des explications pénibles. D'ailleurs, il est étonnant comme les journaux trouvent matière à des *on-dit*, si un homme a le malheur de confier ses projets à autrui.

Je vous ai donné la preuve que je suis résolu à m'acquitter de mes devoirs particuliers aussi bien que publics. J'ai toujours blâmé l'homme qui sacrifie le bien-être des siens au désir morbide de la notoriété. Dieu, qui voit nos cœurs, m'acquittera d'un motif aussi peu digne. J'ai été poussé trop vite et trop loin dans la voie politique, pour que je puisse me retirer avec honneur, et sans infliger quelque risque aux pays, mais le moment le plus heureux de ma vie sera celui qui me délivrera du conflit de deux devoirs rivaux et me rendra à la vie privée.

Quelques jours plus tard il écrivait à M. Edmond Potter :

Je vous remercie de votre aimable lettre. Quoique j'apprécie votre bonté, même quand elle vous empêche de m'écrire, je dois vous as-

surer que la vue de votre écriture me fait toujours plaisir. Vous n'en douteriez pas, si vous jetiez les yeux sur les lettres qui pleuvent sur moi. J'ai quelquefois songé à donner à William Chambers l'idée de décrire les misères d'un homme populaire dans son journal. Ce serait un article amusant. D'abord la moitié des fous du royaume, qui sont encore en liberté, — et il y en a une légion, — adressent leurs rêves incohérents à l'homme le plus fameux du jour. Ensuite, leurs proches parents, les gens qui se croient poètes et qui sont encore plus dangereux, envoient leurs vers, vous prient de souscrire à leur volume et demandent parfois la permission de vous le dédier. Je reçois des lettres de gens qui commencent leurs épîtres par quelques compliments sur les services éminents que j'ai rendus à la nation, et qui finissent par me prier de leur accorder quelque secours. Pour ajouter à mes maux, on s'imagine que j'ai de l'influence auprès du gouvernement, et tous ceux qui veulent de petites places tombent sur moi. Hier un homme m'a écrit du Yorkshire pour avoir une place de jaugeur, une personne m'a écrit de Herts pour me demander une situation dans un bureau de poste. Il y a encore les enthousiastes bénévoles, qui ont une réforme favorite et qui pensent que parce qu'un homme a sacrifié corps et âme et fortune en essayant de faire une chose, il doit tout faire. Ces braves gens me harassent de projets. A leurs yeux, rien n'est impossible pour moi. Un digne homme m'assure que je puis réformer l'Église, réconcilier les wesléyens et les orthodoxes.

En réponse à vos affectueuses questions sur ma santé, je suis heureux de pouvoir vous dire que je me porte assez bien. Mon système nerveux seul est affecté. Les deux ou trois derniers mois m'ont mis à la torture et m'ont fait plus de mal que les sept années de l'agitation, mais si je puis sortir de ce tourbillon, me reposer pendant un an, changer de pays et de climat, aller à Thèbes ou à Persépolis, dans un endroit où il n'y ait ni bureau de poste, ni journaux, ni politiciens, je ne vois aucune raison qui m'empêcherait de vivre jusqu'à soixante-dix ans.

Les extraits suivants sont tirés des lettres de Cobden à sa femme, à moins que le nom du correspondant ne soit indiqué.

Londres, 23 janvier.

Le discours de Peel, hier soir (annonçant la nécessité d'un nouveau système commercial), aurait eu beaucoup de succès à *Covent Garden*, et celui de lord Francis Egerton aurait pu être prononcé par George Wilson en sa qualité de président. Les tories sont dans une agitation folle et le *Carlton Club* est plein de confusion. Personne ne connaît plus son parti. Je suis certain que sir Robert fera triompher nos principes, ou tombera en les défendant. Il ne rencontrera pas de difficultés dans la Chambre des communes, où l'opposition est pour lui,

mais je crains que les lords ne rejettent la mesure. Quoi qu'il arrive, le moment de ma délivrance n'est pas éloigné. Je vais demain à Windsor passer la journée de dimanche avec Grote.

26 janvier.

Je suis resté hier chez Grote, à quatre milles de Slough ; j'ai rencontré Senior, l'économiste, Parkes et Lumley, le directeur de l'Opéra Italien. Nous avons eu une longue promenade de près de douze milles dans la campagne, et faute d'habitude je me suis senti comme un vieux cheval, raide et les pieds endoloris... Le bruit courait que quelques ministres se retireraient, mais je crois qu'aucun homme important n'abandonnera Peel. Toutefois nul ne sait ce que demain nous réserve. Nous ne connaissons aucun des détails du projet que Peel va annoncer demain et que nous attendons avec impatience. Le bruit court qu'il ira jusqu'au bout.

28 janvier.

Les idées de Peel sont enfin connues. Il a proposé une mesure qui met un terme en 1849 à toute législation sur les blés ; jusqu'à cette époque il y a un droit fixe de $\frac{1}{4}$ shillings. Peel a fait plus qu'on n'attendait de lui, et *presque* tout à fait bien. Il s'agit de savoir si nos ardens amis du Nord seront satisfaits. Dites-moi tout ce que vous entendez. Je n'ai pas dit un mot à la Chambre pour ne pas me compromettre et j'ai dissuadé Villiers et les ligueurs de prendre la parole. C'est une trop bonne mesure pour l'attaquer, elle n'est pas tout à fait assez bonne pour la louer sans réserve ; il est plus sage de se tenir tranquille. J'ai assisté aujourd'hui chez lord John à une réunion des chefs du parti whig. Ils sont disposés à soutenir le premier ministre. Toutefois Villiers proposera de nouveau l'abolition totale et immédiate ; s'il échoue, nous ferons ce que nous pourrons. La mesure de Peel obtiendra dans la Chambre des communes une grande majorité ; on parle de 60 à 100 voix, mais la question est toujours : que feront les lords ? J'ai demandé à lord John ce qu'il pensait. Il m'a répondu que les protectionnistes repousseront la loi si lord Stanley se met à leur tête, mais qu'ils ne voudront pas suivre le duc de Richmond et le duc de Buckingham. J'entends dire que lord Stanley est d'avis qu'il ne faut pas lutter pour le monopole.

29 janvier. (A George Wilson.)

Mon opinion est que nous ne serions pas justifiés aux yeux du pays, si nous faisons de l'opposition dans le Parlement à la mesure, et je doute qu'aucune action extérieure ait du succès. Dans le Parlement, Villiers soutiendra sa proposition d'abolition totale et immédiate, et je ne serais pas surpris si nous étions vainqueurs sur le terrain agricole, en montrant aux fermiers et aux propriétaires qu'il est préférable pour eux que le changement se fasse en une fois et non graduellement. Mais nous n'avons de chance de succès que sur le ter-

rain agricole. En faisant un appel aux districts manufacturiers, au nom de la *justice due aux consommateurs*, nous rencontrerions peu de sympathie ici ou ailleurs, maintenant qu'il s'agit de moins de trois ans. Je vous conseille de pétitionner pour la mesure entière, mais je vous avertis qu'une grande démonstration contre le compromis ne rencontrerait guère de sympathie. Je n'abandonne pas une de nos convictions, mais je ne voudrais pas que le Conseil de la Ligue s'engageât dans une voie où il ne rencontrerait pas l'appui de la nation. J'essaierai de prouver dans le Parlement qu'il serait juste et politique de rendre l'abolition immédiate, mais si la demande de Villiers échoue, je donnerai sans hésiter mon appui à Peel et je ne joindrai ni les whigs ni les protectionnistes dans leurs cabales contre lui. Je ne puis tenir un autre langage hors de la Chambre, et je ne vois pas l'utilité d'une réunion publique en ce moment.

9 février. (A Frédéric Cobden.)

Le médecin de la Reine, sir James Clark (un bon ligueur au fond), m'a écrit pour offrir de venir me voir et de me donner des conseils sur ma santé. Il y a un an il m'a envoyé une lettre pessimiste d'avertissement. Il est possible qu'il y ait un paragraphe de journal faisant allusion à ma santé et j'ai préféré vous mettre au courant. Mais ne m'écrivez pas une longue lettre lugubre, car je ne la lirai pas et cela ne fait aucun bien. Si Charles veut venir pour une semaine, avec la détermination de travailler, il pourrait m'aider pour ma correspondance; mais il me fera encore plus souffrir de la tête, si je dois le surveiller; dites-le-lui bien clairement.

Londres, 19 février. (A M. Ashworth.)

Votre lettre m'a suivi ici. La déclaration de Peel dans la Chambre, qu'il acceptera l'abolition immédiate, si elle est votée, me semble écarter toute difficulté du chemin de Villiers; il peut refaire sa vieille demande sans craindre de faire du mal, s'il échoue. Quant à la politique future de la Ligue, moins on en parle en public, mieux cela vaut. Si la mesure de Peel est adoptée, le Conseil devra résoudre la question: que fera la Ligue pendant ces trois années? Il me semble que nous pourrions libérer les gros souscripteurs de toute contribution nouvelle, mettre l'état-major de la Ligue sur le pied de paix et maintenir une organisation apparente, pour empêcher tout effort de détruire ce que nous avons fait. Je ne crains pas une réaction. Au contraire, je crois que la popularité des principes libres échangistes ira en grandissant. Nous ne devons pas oublier nos engagements de ne pas dissoudre la Ligue avant l'abolition des lois-céréales. Toutefois, le but réel sera atteint cette année, pourvu que la Ligue maintienne sa position forte et unie; c'est pour enlever le moindre prétexte de désunion, que je voudrais éviter de parler en public sur la conduite

future de la Ligue. C'est la Ligue seule qui effraie les pairs. C'est la Ligue seule qui permet à Peel d'abolir la loi. Nous devons tenir cette menace suspendue sur la tête des lords, jusqu'à ce que la mesure soit passée. D'ailleurs je suis tout à fait de votre avis et je pense qu'il importe fort peu que la Ligue meure avec gloire ou traîne pendant quelques années encore une existence obscure.

6 mars. (A Frédéric Cobden.)

Personne ne sait encore ce que feront les lords; je crois que tout dépend de la crainte que leur inspire le pays. Sans la frayeur qu'ils éprouvent, je doute qu'ils céderaient la clef du panier au pain. Ils renverraient Peel avec aussi peu de cérémonie qu'ils mettraient à la porte un groom ou un garde-chasse, s'il n'avait derrière lui la Ligue. Il est étrange de voir la bêtise d'hommes comme Hume, qui ont voté contre la proposition de Villiers *pour aider Peel*. Je sais, au contraire, que ce dernier approuvait la proposition et aurait souhaité qu'elle eût obtenu plus de succès. Elle permet au premier ministre de faire comprendre qu'il y a des désirs qu'il ne satisfait pas. Je voudrais bien que tout fût fini.

30 mars.

Nous ignorons encore si le gouvernement s'occupera d'abord de la loi-céréales ou du bill de coercition. S'il donne la préférence au dernier, la question du blé ne fera pas un pas avant Pâques. Je n'aime pas ces délais.

4 avril.

J'ai l'intention d'être à la maison jeudi prochain, si rien d'extraordinaire ne se passe à la Chambre. Le gouvernement s'est malheureusement occupé du bill de coercition au détriment de la loi-céréales; les membres irlandais vont retarder la première lecture du bill de coercition jusqu'après Pâques. Je voudrais que nous fussions sortis de ce gâchis.

23 avril.

Nous sommes encore dans l'incertitude sur le sort de la loi-céréales. Les Irlandais menacent de nous faire attendre jusqu'à vendredi en huit. On pense que le délai nous est favorable auprès des lords.

25 avril.

Vous recevrez par la poste un numéro du *Times*, qui contient un récit amusant d'une prise de bec entre Disraeli et Peel à propos de quelques remarques faites par moi. Vous verrez que l'un des patriotes a essayé de nous jouer un mauvais tour. Mais la masse des membres Irlandais libéraux est disposée à ne pas nous trahir, quoique au fond du cœur un grand nombre d'entre eux soient hostiles à *notre* abolition.

27 avril.

Nous continuons à nous occuper ce soir du bill de coercition et les *Repealers* irlandais semblent prêts à se montrer plus conciliants envers nous. J'entends dire que mon discours de vendredi a paru très judicieux; je parlais avec douceur pour calmer la colère des Irlandais. Ce sont d'étranges gens et sur lesquels on ne peut compter.

2 mai.

On s'occupera lundi de la loi-céréales. On s'attend à ce qu'elle sorte de nos mains vendredi prochain. J'entends des rapports de plus en plus favorables sur nos chances dans la Chambre haute.

8 mai.

Le fait est que nous sommes toujours dans l'incertitude; nous ne savons quel sera notre sort chez les lords; nous essayons d'apprendre chaque jour du nouveau et nous restons dans le doute. On dit que la troisième et dernière lecture à la Chambre des communes se fera mardi prochain. Puis la mesure ira dans la Chambre haute, où les débats seront plus courts, car les Pairs n'ont pas d'électeurs pour qui ils doivent parler. Lord Ducie pense que la discussion à la seconde lecture ne durera que deux nuits. Pourtant on dit que la sanction de la Reine ne pourra être donnée avant le milieu de juin, probablement pas avant le 20. J'ai dîné samedi chez Labouchère et j'étais assis à côté de lady *** une belle dame, gaie et sans affectation. On a bien chanté après dîner. J'ai été obligé d'arborer une cravate blanche à ces soirées, contre mon gré, ma cravate noire était tout à fait déplacée. Vous voyez que je fais des progrès.

13 mai.

Je ne vois aucune chance d'un vote sur la loi-céréales avant samedi matin à une ou deux heures du matin. Tous mes projets sont dérangés. Je crains de ne pouvoir vous voir avant une semaine ou deux. J'ai deux invitations à dîner pour samedi, l'une chez lord Fitzwilliam, l'autre chez lord et lady John Russell; si je suis encore à Londres, je donnerai la préférence aux Russell, car j'ai refusé deux de leurs invitations. Je vous assure que j'aimerais mieux prendre du thé avec vous que dîner avec des lords et des ladies. Ne prenez pas la peine de m'écrire tous les jours, je ne voudrais pas que cela devint une corvée. Mais donnez-moi toutes les nouvelles.

15 mai. (A Frédéric Cobden.)

On peut espérer que le bill sera lu ce soir pour la troisième fois. Les protectionnistes font de belles promesses, mais j'ai vu de trop près leurs tactiques pour ne pas m'attendre à un délai. Le bruit se répand que les lords vont chercher à obtenir un droit fixe, ou une échelle

réduite à perpétuité. Je ne pourrai quitter Londres avant la fin du mois, mais je prendrai huit ou dix jours pendant les vacances de Pentecôte.

16 mai.

J'ai eu hier soir le privilège glorieux de voter avec la majorité la troisième lecture du bill abolissant la loi-céréales. Le bill est sorti de la Chambre et lundi il va chez les lords. J'espère que nous n'entendrons plus le mot *blé* à la Chambre. On a beaucoup applaudi et agité les chapeaux, quand le *speaker* a demandé « que ce bill puisse passer ». Lord Morpeth, Macaulay et d'autres sont venus me donner la main et me féliciter du triomphe de notre cause. Je n'ai pas parlé pour ne pas donner de l'animation au débat et fournir une excuse à un nouveau délai; sans cela, j'aurais pu faire un appel qui aurait eu de l'effet et qui aurait calmé les esprits. Villiers a essayé de parler ce matin à trois heures, mais il n'a pas pris le ton convenable. Il était violent contre les protectionnistes, il les a exaspérés et ils n'ont pas voulu l'écouter. Les nouvelles qui nous viennent des lords ne sont pas satisfaisantes. J'espère toutefois que nous éviterons de nouvelles difficultés sur cette question. Je suis certain que je pourrai aller voir votre père cet été. Le rejet de la loi-céréales pourrait seul m'empêcher de me rendre dans le pays de Galles. Vers le 15 juin, nous saurons quelle est la décision des lords.

18 mai.

Il y a tant de rumeurs contradictoires que je ne sais que vous dire. Notre bon ami *** m'a dit mercredi qu'il savait que les Pairs ne voteraient *pas* la mesure, et samedi il m'assurait que *oui*. Je crois vous avoir dit que j'ai dîné mercredi chez Moffat. Comme d'habitude il nous a donné un excellent dîner. Je suis ensuite allé à onze heures à une réception chez madame... Il y avait une telle foule qu'il était presque impossible d'entrer dans le salon. Au bout d'un quart d'heure je suis parti. Samedi, j'ai dîné chez lord et lady John, avec une société choisie, dont je vois les noms dans le journal d'aujourd'hui. J'ai peur que si je m'associe avec l'aristocratie, elle me gâtera. Je suis à moitié séduit par le charme de ses soirées.

19 mai.

Hier soir l'affaire a bien commencé chez les lords. Le duc de Richmond était en colère; sa voix et ses manières n'étaient pas celles d'un vainqueur.

20 mai.

Nous sommes tourmentés par d'incessantes rumeurs d'intrigues. Chaque jour quelque nouveau bruit se répand. Je vous écrirai avec plus de détails demain. Villiers m'apporte un bavardage tout frais.

23 mai.

Je vous ai envoyé une *Chronique*, contenant un résumé des quelques

remarques que j'ai faites hier à la Chambre. Il était deux heures du matin quand j'ai parlé, et il m'était impossible de rendre justice au sujet. A moins d'accident, je prendrai jeudi le thé avec vous.

23 mai.

Les pairs whigs se sont réunis chez lord Landsdowne et ont résolu de soutenir la mesure du gouvernement dans tous ses détails.

10 juin.

La position douteuse de Peel excite de nouveau des craintes à propos de la loi-céréales. Je ne comprends pas pourquoi il nous menace du bill de coercition dans les moments critiques. Les lords reprennent courage, quand ils voient un signe de faiblesse morale dans le ministre. Ils sont comme les gens qui vont être pendus, qui attendent leur pardon, et espèrent un hasard heureux jusqu'au dernier moment.

13 juin.

Je ne doute plus que la loi-céréales ne soit votée dans dix jours... J'ai déjeuné hier chez Monckton Milnes et j'ai rencontré Suleiman-Pacha, le prince Louis-Napoléon, le comte d'Orsay, Disraeli, une curieuse société. Le pacha est un homme de haute taille, à l'air énergique. Il a soixante ans. Après déjeuner il a traité la question de tactiques militaires. Il a livré de nouveau la bataille de Nezib sur la table, en se servant des cuillers, des fourchettes et des verres. Il y mettait beaucoup d'animation. Louis-Napoléon est évidemment un jeune homme faible, mais il a l'air doux et aimable. J'ai été désappointé dans l'apparence du comte d'Orsay, qui semble un individu sensuel, et non l'être *spirituel* que je m'attendais à voir. Mais il s'habille à merveille et de plus il est intelligent.

16 juin.

La loi-céréales n'a plus rien à craindre et nous pouvons agir comme si elle était votée... J'ai rencontré dimanche, à Kingston, sir James Clark et le D^r Combe; nous avons pris du thé ensemble. Sir James m'a vivement conseillé de voyager, et le docteur était à moitié disposé à nous accompagner en Égypte avec sa nièce. Combe et moi nous sommes ensuite allés en voiture à *Hampton Court* et nous nous sommes promenés dans le jardin. J'ai bien peur que Peel ne tombe après le vote de la loi-céréales; ce serait malheureux pour le pays; l'excitation qui suit un changement de ministère ferait du tort à un projet public, qui nous intéresse, vous et moi.

18 juin.

Les lords ne liront pas la loi-céréales pour la troisième fois avant mardi; je dois rester à Londres jusqu'à jeudi pour voter sur le bill irlandais; je partirai ensuite pour Manchester. Je vous envoie le *Spec-*

tator; vous verrez que je suis une personne qui se fait aimer. J'espère que vous apprécierez cela.

23 juin.

Je dois poser depuis quelques jours à Herbert pour le tableau du Conseil de la Ligue; cela dérange toutes mes après-midi. Et puis je suis tourmenté par l'affaire qui suivra la loi-céréales. Excusez-moi si je ne vous écris pas une longue lettre... Je pensais que la loi serait lue mardi pour la troisième fois, mais je commence à croire qu'elle sera remise à jeudi. Cette indécision ne finira jamais. Le bruit court que Peel sera renversé vendredi, et les pairs pourraient bien alors se montrer rétifs.

26 juin.

Ma bien chère Kate, hurrah! hurrah! La loi-céréales est enfin promulguée, ma tâche est achevée. Je partirai demain matin à six heures, pour assister à trois heures à la séance du Conseil, et j'espère être à la maison à temps pour le thé.

Par une coïncidence qui a été souvent remarquée et que l'on a poétiquement comparée à une Némésis, la loi-céréales fut acceptée par la Chambre haute, la même nuit où la Chambre des communes rejetait le bill de coercition. Dans cette séance mémorable Cobden prononça le dernier discours avant le vote. Tout en votant contre le bill irlandais, il déclara que ce n'était pas son intention de refuser sa confiance au ministère, qu'un seul vote d'ailleurs ne maintiendrait pas au pouvoir. Si le cabinet avait la majorité cette nuit-là, lord George Bentinck le battrait sur une autre question. D'ailleurs il ne voulait pas voter que blanc était noir, comme le faisaient lord George Bentinck et ses amis. Quoiqu'il dût s'opposer au bill de coercition, il aimait à penser que sir Robert Peel emporterait avec lui dans sa retraite l'estime et la reconnaissance d'une plus grande partie de la nation qu'aucun autre ministre.

Ce fut la fin du débat. Le gouvernement fut battu par une majorité de 73 voix. Le ministre vaincu annonça trois jours plus tard au Parlement son intention de se retirer (29 juin) dans un discours remarquable. M. Disraeli pense que ce fut un acte de glorification personnelle et de vanité blessée. Mais la postérité plus équitable reconnaîtra dans chaque phrase l'exaltation d'une juste et patriotique fierté. Dans ce discours, sir Robert Peel prononça l'éloge si fameux, et qui ne peut être omis ici : « Pour ce

qui touche les lois-céréales, dit-il, je ne veux priver personne du crédit que ses efforts méritent. Mais je puis dire que ni les gentlemen assis sur les bancs en face, ni moi-même, ni les gentlemen assis autour de moi, ni les uns, ni les autres, nous ne pouvons en stricte justice en revendiquer le mérite. Il y a eu une alliance entre les partis, et cette alliance appuyant le gouvernement a fini par amener le succès de ces mesures. Mais, Monsieur, il y a un nom qui doit être associé au succès de ces mesures : ce n'est pas le nom du noble lord, le représentant de Londres, ce n'est pas mon nom ; Monsieur, le nom qui doit être et qui sera associé au succès de ces mesures est le nom de Richard Cobden. Je n'ai pas de scrupule à lui attribuer le succès de ces mesures. »

Cette déclaration, bien que lourdement exprimée, obtint l'approbation chaleureuse de la Chambre et trouva une sympathie ardente dans le pays ; elle fit une profonde impression sur les esprits. On sentait qu'elle était vraie et qu'elle avait été dite avec magnanimité.

CHAPITRE XVI

CORRESPONDANCE AVEC SIR ROBERT PEEL
FIN DES TRAVAUX DE LA LIGUE. VOYAGE A TRAVERS L'EUROPE

Trois jours avant le vote qui renversa le ministère, Cobden agit d'une façon assez singulière. Il raconta dans la suite à un ami que c'était la seule chose qu'il eût faite, comme membre de la Ligue, sans avoir consulté M. Bright. Il écrivit une longue lettre au premier ministre, où il lui conseillait, dans le cas presque certain d'une défaite sur le bill de coercition, de dissoudre le Parlement.

76, Upper Berkeley Street, Portman Square, 23 juin 1846.

MONSIEUR, .

J'ai essayé de trouver un moyen d'avoir une demi-heure de conversation avec vous sur les affaires publiques, mais je ne pense pas qu'il nous soit possible d'avoir une entrevue secrète. J'agis en conséquence d'une façon qui vous étonnera et je confie librement au papier les idées qui me viennent à l'esprit. Je suppose qu'aucun être vivant n'a ou n'aura la moindre connaissance ou le moindre soupçon que je vous écris cette lettre. Je n'en garde pas copie, et je ne demande pas de réponse. Je stipule seulement que vous la jetterez dans le feu quand vous l'aurez lue, sans faire allusion à son contenu et sans la laisser lire par qui que ce soit (1). Je ne perdrai pas de temps à m'excuser de la façon directe ou plutôt abrupte dont j'expose mes idées.

On dit que vous allez donner votre démission. Si vous le faites, ce sera un malheur national. Le commerce du pays, qui a languï pendant six mois, tant que la loi-céréales était en suspens, et qui est prêt à prendre plus de confiance, sera de nouveau ébranlé par votre retraite. De plus le grand principe de la liberté commerciale, auquel

(1) Cobden ne savait pas que sir Robert Peel ne brûlait jamais rien. Il dit une fois à un de ses jeunes partisans : « Mon cher, un homme politique soucieux de sa renommée ne détruit jamais une lettre ou un papier. »

votre nom reste associé au dehors, courra quelque risque. Le monde civilisé sera perplexe de voir un ministre, qu'on croit tout-puissant parce qu'il a fait passer la mesure la plus difficile de notre temps, tomber au moment de son triomphe. Les étrangers, qui ne comprennent pas l'organisation de notre gouvernement ou le jeu des partis, douteront si le peuple anglais est réellement favorable au libre échange. Ils auront des inquiétudes sur la durée de notre politique nouvelle, et ces inquiétudes retarderont leurs mouvements dans la même direction. Vous avez probablement songé à tout cela.

Mon but en vous écrivant est de détourner votre attention de l'état des partis dans le Parlement, à l'égard de votre gouvernement, pour l'attirer sur la position que vous avez comme premier ministre dans l'opinion de l'Angleterre. Savez-vous la force de votre position dans le pays? Pourquoi alors céder à des factions que le hasard a unies, quand le pays est prêt à venir à votre aide. Peu de personnes ont eu autant d'occasions que moi de connaître la force relative de l'opinion publique. Je ne parle pas de la populace qui est entièrement à vous, mais de la classe moyenne active et intelligente, qui sent pour vous une sympathie et un intérêt qu'elle n'a accordés à aucun autre ministre. L'enthousiasme qui suivit le *Reform Bill* était plus vif, mais moins raisonnable et moins durable. Il se portait sur une demi-douzaine de noms populaires, Grey, Russell, Brougham, etc. Maintenant il se concentre sur vous. Vous représentez l'*Idee* de l'époque, qui n'a pas d'autre représentant que vous parmi les hommes d'État. Vous pourriez revenir au Parlement avec l'acclamation de l'un des collèges électoraux les plus riches du royaume. Fox disait que le Middlesex et le Yorkshire réunis font l'Angleterre. Vous pouvez ajouter le Lancashire et vous flatter que tous les trois sont à vous. Remplirez-vous votre devoir envers la Reine, le peuple, le grand problème de notre génération, en abandonnant cette position glorieuse? Quel sera le jugement de l'histoire impartiale?

J'indique une dissolution comme le moyen de résoudre vos difficultés parlementaires. Je prévois vos objections. Vous direz: « Si j'avais eu l'occasion de dissoudre pendant que la loi-céréales était indécise, j'aurais obtenu une majorité pour cette mesure, mais je n'ai plus pour faire au pays un appel de question capable d'effacer les anciennes distinctions de parti. » Il n'y a plus maintenant de lignes de démarcations réelles entre les *Peelites* et le parti dit libéral ou whig. Les chefs se montrent encore hostiles dans la Chambre; mais les troupes, au dehors, ont mis leurs armes en faisceau; elles se mêlent et fraternisent. La fusion se fera tôt ou tard dans la Chambre. Les hommes indépendants, presque tous ceux qui ne recherchent pas une position officielle, sont prêts pour l'amalgame. La discipline de parti a de la peine à maintenir les distances. Une dissolution faite à propos achèverait de briser les liens que le temps et les circonstances ont tant relâchés.

Je dis que la dissolution devrait être faite avec discernement. Bien entendu, je suppose que vous ne prendriez pas pour *platform* le bill irlandais. Je suppose aussi que vous sentez la force des arguments que vous avez employés en faveur des principes du libre échange, que vous reconnaissez que ce sont des vérités éternelles, qui portent sur tous les produits aussi bien que sur le blé, et qu'il faut les appliquer à chaque détail du tarif. Je suppose que vous avez prévu, en soutenant la loi-céréales, qu'il faudrait appliquer le même principe au sucre, au café, etc. C'est le point de départ de tout ce que j'ai dit ou dirai. Toute autre hypothèse impliquerait que vous n'avez pas saisi dans son ensemble la grandeur de votre œuvre, ni les causes qui vous ont permis de remporter le plus beau triomphe du siècle. Je n'ai pas besoin de vous dire que le seul moyen de toucher l'âme d'une grande nation, c'est de faire appel à sa sympathie en lui montrant un principe vrai dans toute sa simplicité. Il est nécessaire pour l'esprit populaire qu'un principe s'incarne dans un individu. C'est ainsi que l'on m'a identifié plus que ne le méritent mes pauvres efforts avec la doctrine du libre échange. Vous seul parmi les hommes d'état représentez ce principe, et c'est l'unique raison pour laquelle je prends sur moi de vous parler sur un ton qui, sans cette excuse, serait de ma part une grande impertinence.

Pour en revenir à la dissolution, si votre cabinet vous suit, ou si vous vous rendez indépendant de vos collègues pour faire appel au pays, voici, à votre place, comment je procéderaï. Je chercherais à faire porter le jugement des électeurs sur ma conduite comme premier ministre; ainsi je trouverais dans le nouveau Parlement des hommes prêts à défendre les principes qui ont inspiré cette conduite. Je dirais dans la Chambre des communes à lord George Bentinck et à son parti : « On m'a calomnié atrocement dans la Chambre et dans la presse. On a soupçonné mes intentions; on a méconnu mon caractère, on a dénoncé ma politique comme dangereuse pour l'intérêt national. J'ai tout supporté, je ne me suis préoccupé que du succès d'une réforme qui me semblait urgente. Mais je ne veux pas porter plus longtemps le poids de ces accusations devant le monde civilisé, je vais donner à la nation l'occasion de prononcer un verdict. Je vais faire un appel aux électeurs de cet empire, ils décideront entre vous et moi, entre votre politique et la mienne. J'accepterai leur décision. Ils jugeront non seulement ma conduite passée, mais encore si les principes que j'ai soutenus doivent être appliqués à l'ensemble de notre tarif. Je suis prêt à compléter l'œuvre commencée. Tout ce que je demande, c'est du temps et l'appui d'un peuple éclairé et généreux. »

Il faut prendre ce langage pour affranchir les membres du nouveau Parlement de leurs anciennes attaches de parti. Que le cri soit : Peel et le libre échange, et toutes les grandes villes enverront des représentants pour vous soutenir. Il faudrait que la dissolution se fasse avant deux mois. On pourra prétendre que les comtés seront plus

calmes, si vous attendez plus longtemps ; mais en dissolvant tout de suite, les pertes que vous pourrez faire dans les comtés seront plus que compensées par les gains que vous ferez dans les villes. Ainsi j'irais devant le pays avec mes lauriers encore tout verts sur le front et pendant que les outrages que m'ont fait subir les orateurs et les écrivains protectionnistes excitent encore l'indignation du peuple, dont la sympathie pour vous a été vivement avivée par la conduite de lord George Bentinck et le langage de ses journaux. Et puis beaucoup de députés campagnards sont prêts à dire à leurs électeurs que la protection est morte, et ils ne s'engageront plus à être les instruments d'un système de persécution personnelle contre vous. Il est certain que quelques-uns de vos adversaires les plus acharnés ne seront pas réélus.

Maintenant, pour prévoir ce qui se passe dans votre esprit, craignez-vous de gouverner avec l'appui des vrais représentants des classes moyennes ? Regardez les faits. Peut-on gouverner ce pays autrement ? Il faut mettre un terme aux jongleries des partis qui représentent les traditions mortes, et il faut gouverner au nom de la classe dominante. Le *Reform Bill* a imposé ce changement de système, la loi-céréales l'a réalisé. Avez-vous peur des classes moyennes ? Vous les connaissez trop bien pour les croire favorables aux mesures extrêmes ou violentes. Elles ne sont pas démocratiques.

Je voudrais prévenir vos objections ; croyez-vous qu'il sera difficile d'effacer la ligne qui vous sépare du côté opposé de la Chambre ? Je réponds que les chefs de l'opposition ne représentent aucune idée, et en votre personne s'incarne l'idée de l'époque. Craignez-vous que d'autres questions, qui restent latentes du côté libéral de la Chambre, vous embarrasseraient si vous vous mettiez à la tête d'une large portion du parti libéral ? Quelles sont ces questions ? Les questions de réforme constitutionnelle ne prennent pas ce pays par ses fibres ; elles n'occuperont pas la Chambre. Les chefs whigs sont-ils d'ailleurs plus impatients que vous d'accomplir des changements constitutionnels ? Les réformes pratiques sont seules à l'ordre du jour, et vous êtes, du consentement unanime, le réformateur pratique. Le problème de la condition de l'Angleterre, voilà votre mission.

L'Irlande aussi est devenue une question pratique. Si vous êtes disposé à agir envers les propriétaires irlandais comme vous l'avez fait envers les propriétaires anglais, vous tenez le moyen de satisfaire le peuple. Vous n'êtes pas personnellement impopulaire, tout au contraire, auprès de la députation irlandaise.

Enfin, venons-en à votre santé. Dieu seul sait comment vous avez supporté, sans faiblir, le poids des devoirs publics, le tourment des remontrances et des importunités pendant les derniers six mois. Mais je suis d'avis qu'une dissolution judicieusement amenée vous mettrait sur du velours pendant cinq ans. Elle anéantirait vos concurrents. Elle dévoilerait la faiblesse de l'opposition whig et rendrait impossible la coalition qui vous inquiète en ce moment.

Je ne me trompe pas sur votre position et sur votre influence au dehors. Quelles que soient les difficultés que vous rencontrerez dans votre ministère, quand bien même un ou plusieurs de vos collègues vous abandonneraient, votre volonté personnelle suffit, avec l'appui du pays, pour accomplir tout ce que l'ambition la plus élevée, le patriotisme le plus vrai ont jamais aspiré à identifier avec le nom et la gloire d'un homme.

Je ne puis terminer sans vous adresser mes excuses pour la liberté extraordinaire que j'ai prise. Si, comme je l'espère, vous voulez bien croire que je n'ai d'autre but en vous écrivant que l'intérêt de la nation et de l'humanité, toute apologie est inutile. Si le passé n'indique pas quels sont mes motifs, l'avenir le montrera.

J'ai l'intention, dès que la loi-céréales sera promulguée, de m'arranger pour passer une année au moins à l'étranger. Il n'est pas probable qu'à partir de samedi prochain je paraisse de nouveau au Parlement. Voilà ma raison pour oser vous envoyer une communication aussi abrupte de ce qui me passe dans l'esprit. Je vous répète l'assurance que personne ne saura ce que je vous écris, et je vous prie aussi de garder cette communication exclusivement pour vous.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur, respectueusement,
Votre obéissant serviteur,

RICHARD COBDEN.

P.-S. — Je suis d'avis qu'une dissolution telle que je la suggère, pendant que vous êtes encore au pouvoir, assurerait la réélection de ceux des vôtres qui ont voté avec vous, et ceux des membres du gouvernement qui auraient des difficultés avec leurs électeurs pour avoir accepté vos principes trouveraient un accueil chaleureux dans d'autres collèges électoraux. Si j'étais à votre place, bien qu'en principe je crois qu'un premier ministre ne doit pas rechercher les grandes circonscriptions électorales, je me ferais nommer par Londres, Middlesex, South Lancashire ou West Yorkshire afin de montrer au monde la sympathie qu'inspirent mes principes.

Le premier ministre répondit le jour suivant à cette lettre; il écrivit à la table même du Parlement et en écoutant la suite du débat.

Chambre des communes, mercredi 24 juin 1846.

Monsieur, je ne vous écrirais pas d'ici, si j'avais l'intention de peser mes expressions et de m'adresser à vous dans un autre esprit que l'esprit de franchise et de sincérité qui vous a dicté à vous-même votre lettre. Je dois d'abord vous dire mon regret d'apprendre que vous allez quitter Londres immédiatement. J'avais l'intention de profiter de la première occasion, après le vote de la loi-céréales, de faire votre connaissance personnelle et de vous exprimer le désir que

tout souvenir de nos différends passés fût oublié pour toujours. Si vous connaissiez l'opinion que j'ai exprimée depuis deux ans à mes amis les plus intimes sur la pureté de vos motifs, sur votre puissance d'esprit, à laquelle s'ajoute une éloquence réelle, vous seriez aussi surpris que moi, que pendant tout ce temps on ait pu me supposer animé d'un sentiment d'hostilité personnelle à votre égard.

Je n'ai pas besoin de vous donner l'assurance que je regarde votre lettre comme une communication encore plus confidentielle que si elle m'avait été adressée par une personne unie à moi par les liens les plus étroits d'une amitié particulière.

Je ne crois pas me tromper sur ma position.

J'aurais donné, comme j'avais dit que je les donnerais, toutes les preuves de mon dévouement aux réformes que j'ai proposées au commencement de cette session : j'aurais conseillé une dissolution immédiate, si une dissolution avait été nécessaire pour le succès de ces réformes ; je n'aurais pas hésité à penser que cet usage de la prérogative de la couronne était justifiable, même s'il n'avait dû me procurer une majorité que sur cette seule question ; oui, je serais resté au pouvoir, dans les circonstances les plus défavorables si cela eût été nécessaire pour amener le succès de la loi-céréales. Mais j'espère qu'avant vendredi prochain la loi-céréales sera devenue la loi du pays.

Je ne suis pas de votre avis sur ce point que le mauvais effet produit par ma retraite me justifierait à garder mon office, après que les mesures proposées par moi ont passé.

Vous savez très bien la vérité, c'est qu'une position comme la mienne entraîne les sacrifices les plus durs. Elle exige une trop forte tension des facultés mentales ; je ne parlerai pas des fatigues du cérémonial, de l'étendue de la correspondance qu'on est obligé d'entretenir pour répondre à des requêtes personnelles, des ennuis odieux que confère le pouvoir de disposer des grâces. Mais quels doivent être mes sentiments, quand je quitte la Chambre des communes, après avoir suivi pendant huit ou neuf heures des débats souvent superflus ou frivoles, et que je pense que tout ce temps aurait dû être consacré à nos rapports avec les États-Unis, à l'affaire de l'Orégon, à la politique indienne, à nos relations de toutes sortes avec les autres nations !

Si vous réfléchissez à tout cela, vous croirez sans peine que le pouvoir peut être tout, excepté un objet d'ambition, et que j'aurais été fou, si une autre raison que le sentiment d'un devoir public à remplir m'avait décidé à entreprendre ce que j'ai entrepris pendant cette session.

Mais le monde, le vulgaire grand et petit, n'est pas de cet avis. Il ne peut comprendre les mobiles qui inspirent les *meilleures* actions des hommes publics. Il n'attribue jamais qu'à des motifs intéressés les changements de conduite de l'homme public, et ce sentiment est si général, que le caractère d'un homme d'État est entamé, son autorité pratique perdue si, dans une position comme celle où je me

trouve aujourd'hui, il reste au pouvoir, après avoir subi une défaite, qui dans les circonstances ordinaires déciderait du sort du gouvernement.

Je crois que je rendrai un plus grand hommage aux principes sur lesquels s'appuie la loi-céréales, en me retirant, pour un motif parfaitement justifiable, qu'en gardant le pouvoir sans l'autorité réelle, sans plus posséder le moyen de terminer ce que j'entreprends, ou en courant le risque d'une défaite après la dissolution.

Je ne crois pas qu'un ministre ait le droit de conseiller une dissolution dans les circonstances actuelles, s'il n'est convaincu qu'il aura une majorité basée, non sur une sympathie passagère, non sur une communauté de vues dans une seule question, quelque importante qu'elle soit, mais sur l'approbation générale de toute sa politique.

Je ne crois pas être autorisé à mettre en mouvement la prérogative royale pour régler une question toute personnelle entre moi et les protectionnistes irrités, c'est à savoir, si j'ai donné de bons conseils à la couronne. Le jugement du pays pourrait être en ma faveur ; mais je n'aurais pas obtenu une majorité qui, le premier moment d'ardeur passé, serait prête à faire ce que je juge nécessaire pour le bien du public. Éviter les difficultés et remettre les questions épineuses n'est pas ce que j'appelle gouverner.

J'aurais peut-être pu tenir tête même à votre *influence et gouverner*, dans un certain sens du mot, trois ou quatre ans encore, si j'avais consenti à défendre dans son intégrité la loi-céréales de 1842 (qui n'est pas encore défunte).

Vous dites qu'en ce moment je personnifie une idée : supposons-le. Je n'en dois être que plus attentif, étant l'organe et le représentant d'une noble et grandiose conception de l'esprit humain, de ne pas souiller ce que je représente en laissant soupçonner que j'emploie pour un motif personnel le pouvoir qui m'est confié.

Vous avez peu parlé de l'Irlande, et je n'en ai rien dit. Mais si je suis battu sur le bill irlandais, sera-t-il possible d'enlever à la dissolution (suivant de si près la défaite) le caractère d'un appel à la Grande-Bretagne contre l'Irlande, sur la question de la coercition irlandaise ? J'en serais profondément affligé.

Je vous prie aussi de réfléchir à ceci. Après le vote de la loi-céréales et quand le commerce a tant souffert des délais, des débats, de l'incertitude, le pays n'a-t-il pas besoin du *repos* ? Un conflit politique des plus intenses, qui s'étendrait sur toute l'étendue du pays, ne retarderait-il pas l'effet bienfaisant des mesures que nous avons prises ?

Je vous écris ceci en séance, pendant un débat auquel je dois donner une certaine attention. J'ai peut-être, en conséquence, expliqué imparfaitement mes vues et mes sentiments ; mais quelque imparfaites que soient mes explications, elles suffiront, je l'espère, pour vous convaincre que j'ai reçu votre communication dans l'esprit où

elle a été conçue, et que j'apprécie à leur juste valeur votre bonne opinion et votre estime.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur, avec un respect égal pour votre caractère et vos talents,

Votre dévoué serviteur,

ROBERT PEEL.

On comprend l'attrait de l'idée qui s'était emparée de Cobden. Il avait résolu le problème dans son esprit. Grâce à la franchise de 40 shillings, les classes moyennes et industrielles obtiendraient la prépondérance politique. Ce n'était pas dans les ouvriers, en tant qu'ouvriers, que Cobden avait confiance. « Vous ne m'avez jamais entendu », dit-il aux protectionnistes dans la Chambre des communes, « vanter le jugement supérieur des classes ouvrières ; vous ne m'avez pas entendu soutenir que les classes ouvrières ont des droits spéciaux et exclusifs à juger la question des lois-céréales. » Dans la pensée de Cobden, le pouvoir politique devait être entre les mains de ceux qui avaient assez d'esprit politique pour économiser les 30 livres qui seraient pour eux le prix de la qualification d'électeurs, dans le cas où ils ne pourraient l'obtenir autrement. Ces classes moyennes industrielles tourneraient leurs efforts à pourvoir l'Angleterre d'une administration pacifique et économe. Les circonstances avaient mis en avant un homme d'État qui pouvait être l'interprète d'une politique semblable dans la personne de sir Robert Peel ; Peel, à la tête d'un parti mixte composé de whigs et d'économistes libéraux, engagerait le pays dans une voie nouvelle de prospérité et de bonheur. L'antique mot d'ordre des Whigs « Liberté civile et religieuse », avait cessé d'être exclusivement leur cri. L'abolition des lois-céréales avait rompu les anciens cadres des partis. « Je sentais », disait Cobden, « que j'appartenais autant au parti de sir James Graham qu'au parti de lord John Russell. » Il était nécessaire qu'il y eût une métamorphose complète, sous la direction de sir Robert Peel.

Un tel projet était admirable en lui-même. Il devait être réalisé un jour, non par Peel, mais par le plus puissant et le plus brillant de ses lieutenants. La carrière passée du ministre était un obstacle invincible aux projets que Cobden dressait sur son nom. Il était trop tard. Tous les sentiments reçus auraient été blessés

si l'homme d'État qui avait conduit dans le précédent Parlement une armée de tories, se fût mis dans le Parlement suivant à la tête des manufacturiers libéraux. La transition était trop violente, les chances qu'il y avait de réussir trop accidentelles. Lord John Russell eût certainement jugé impossible d'unir les forces dont il disposait à celles de Peel, sous le commandement de Peel ou le sien propre. Lord John aurait regardé cette transaction comme aussi équivoque que la trop fameuse coalition de Charles Fox et de lord North. Il offrit des places dans le ministère qu'il forma à trois des collègues de sir Robert Peel, et c'est tout ce qu'il pouvait faire. Ils refusèrent, et l'on se rejeta sur un ministère de l'ancien type whig. Quand ce ministère prit fin, la fusion que Cobden avait souhaitée eut lieu. Mais sir Robert Peel n'était plus là. Le pouvoir qu'il aurait mis au service de la sage et bienfaisante politique rêvée par Cobden tomba entre les mains de lord Palmerston. Ce dernier représentait les éléments du caractère et des traditions nationales que Cobden regardait comme les plus rétrogrades et les plus dangereuses.

Heureusement pour la paix du moment, ces mortifications de l'avenir étaient cachées. Dix jours après sa lettre au ministre tombé, Cobden reçut une communication de son successeur.

Chesham Place, 2 juillet 1846.

Mon cher Monsieur, la reine ayant bien voulu me charger de former un ministère, j'ai été désireux de compter parmi mes collègues ceux qui ont défendu les principes du libre échange contre le monopole. La lettre que j'ai reçue de vous en novembre dernier, où vous refusiez l'offre que je vous ai faite alors, et l'assurance que j'ai reçue que vous alliez voyager à l'étranger pour votre santé, jointe à d'autres circonstances, m'ont empêché de vous demander personnellement votre concours dans les circonstances présentes. Si je vous avais demandé de vous associer au gouvernement, c'est une place dans le cabinet que je vous aurais offerte. Mais je ne sais si vous seriez disposé d'entrer dans la vie politique, en dehors du rôle que vous avez joué comme défenseur du libre échange. J'espère cependant que vous y penserez et qu'à votre retour dans ce pays vous consentirez à vous associer à un cabinet libéral.

Il m'importe peu que la combinaison ministérielle actuelle dure longtemps, mais je souhaite voir se former et se consolider, à la Chambre des communes, une grande majorité libérale qui s'occupe du progrès de ce pays et de l'Irlande. M. Charles Villiers a refusé tout

office. Je vais proposer à M. Milner Gibson de devenir vice-président du bureau de commerce.

Je reste, avec des sentiments d'affection et de respect,
Votre très dévoué,

J. RUSSELL.

Nous ne pouvons que deviner quelles étaient « les autres circonstances » qui empêchaient lord John Russell de prier Cobden de faire partie de son ministère. Il est bien certain qu'elles se rapportaient à un projet dont on avait beaucoup parlé depuis quatre ou cinq mois. Il aurait été difficile de donner un poste élevé à un homme politique, dont les amis réunissaient publiquement des fonds pour lui constituer une récompense pécuniaire, comme témoignage des services rendus par lui. Que le ministre whig fût content ou non d'avoir cette excuse pour laisser Cobden en dehors du cabinet, son motif d'exclusion n'était pas déraisonnable.

La dernière réunion de la Ligue eut lieu le jour même où Russell écrivait qu'il allait montrer sa reconnaissance à ceux « qui ont défendu les principes du libre échange contre le monopole », et finissait par offrir à M. Milner Gibson un poste sans dignité ni influence. Les ligueurs se réjouissaient trop sincèrement du triomphe de la cause en vue de laquelle ils s'étaient associés huit ans auparavant, pour s'intéresser à une question aussi insignifiante que le partage des places à *Downing Street* et à *Whitehall*. Il leur suffisait d'avoir supprimé un grand obstacle à la prospérité matérielle du pays, d'avoir défendu ce que les meilleurs d'entre eux regardaient comme un principe élevé et civilisateur, et d'avoir atteint leur but sans manquer de respect aux lois, sans ébranler aucune institution, sans faire de mal à aucune classe ou à aucun ordre de citoyens. Il est impossible de ne pas porter envie à la joie de ceux qui avaient accompli une tâche aussi excellente avec autant d'ardeur et d'une façon si honorable. Quand le président déclara la Ligue dissoute, un silence se fit, et tous songèrent qu'ils allaient se séparer d'amis avec qui ils avaient été unis longtemps et étroitement, qu'ils n'auraient plus ce but commun, qui était devenu leur préoccupation la plus chère (1).

(1) Voir le discours de M. Bright, cité dans le petit volume de M. Ashworth

La part, qui revient à la Ligue dans le triomphe de la politique inaugurée vingt-quatre ans auparavant par Huskisson, n'a pas été toujours bien comprise. Ce malentendu a eu une conséquence fâcheuse. Il a donné à croire qu'une organisation, pourvu qu'elle soit suffisamment gigantesque et qu'elle montre assez d'importance, est capable de faire triompher toute bonne cause. L'agitation contre la loi-céréales était caractérisée par plusieurs circonstances qu'il ne faut pas oublier. Une classe riche et importante avait le plus grand intérêt matériel à l'abolition de ces lois. Cette classe représentait la grande armée de consommateurs. Le principe de la protection avait depuis longtemps commencé à perdre du terrain, mais il aurait pu subsister pendant longtemps, s'il ne s'était trouvé dans un antagonisme intolérable avec le colosse grandissant des intérêts industriels. Ce n'est pas une boutade cynique, mais une vérité importante, de dire que ce qui amène les grands changements politiques n'est pas la découverte de nouveaux principes, mais l'adaptation spontanée et le réarrangement graduel des intérêts. Voilà ce que la Ligue fit. Sa propagande énergique finit par faire admettre d'une façon générale que le libre échange était une chose juste, et qu'il n'y avait plus qu'à attendre le moment. Quand la famine irlandaise amena la crise, l'opinion publique était préparée pour la solution, et quand la protection sur le blé eut disparu, il ne resta rien pour soutenir la protection sur le sucre et sur les navires. La persévérance de l'agitation avait eu un effet tout spécial, comme les lettres de Cobden en donnent la preuve. Elle effraya la classe dirigeante. Premièrement elle empêcha Peel, dans l'automne de 1845, d'ouvrir les ports par un ordre du conseil; deuxièmement elle força les whigs à abandonner leur droit fixe; troisièmement elle empêcha les lords de rejeter le bill, par la crainte qu'elle inspirait.

Il y a une autre circonstance importante qu'il ne faut pas perdre de vue. Le secret de l'influence, qu'obtint la Ligue sur l'esprit de sir Robert Peel et sur le Parlement, fut surtout peut-être dans le nombre peu considérable des électeurs qui représentaient alors la nation anglaise. La Chambre des communes aujourd'hui exprime d'une façon bien imparfaite et souvent décevante le jugement public. Mais les choses étaient pires alors. Le nombre

total des votants dans le pays ne dépassait pas les trois quarts d'un million ; les six septièmes de la population mâle du royaume étaient exclus de toute part directe aux affaires du pays ; la propriété même était si inégalement représentée que Manchester, avec une richesse double de celle du comté de Buckingham, n'avait que deux représentants à la Chambre, tandis que le Buckinghamshire en avait onze. C'est pour cette raison, comme le disait Cobden, c'est parce que Manchester n'était pas représenté d'une façon équitable dans le Parlement, que cette ville avait été obligée d'organiser une Ligue et de faire de l'agitation pour faire sentir son influence. C'est parce que les membres clairvoyants de la Chambre des communes savaient de quelle source limitée et exclusive leur pouvoir était dérivé, que la Ligue leur faisait l'effet d'une force d'autant plus redoutable qu'elle était inconnue.

La même pensée avait frappé l'esprit réfléchi de Peel. Cobden raconte dans un de ses discours une anecdote qui en donne la preuve. Un soir, en 1848, il y avait séance dans la Chambre des communes, quand le bruit se répandit que le gouvernement de Louis-Philippe avait été renversé et la république proclamée à Paris. L'étonnante nouvelle passait d'un membre à l'autre ; Cobden dit à Joseph Hume, qui était assis à côté de lui : « Allez donc le dire à sir Robert Peel. » Hume s'approcha du banc opposé, où sir Robert était assis dans son isolement habituel : « Ceci vient », dit Peel, quand Hume lui eut appris la catastrophe, « ceci vient d'essayer de gouverner le pays avec une représentation parlementaire étroite, sans s'inquiéter des désirs de ceux du dehors. C'est ce que le parti de derrière moi voulait me forcer à faire dans la question des lois-céréales, et ce que je n'ai pas voulu faire (1). »

Maintenant que la tâche était terminée, Cobden était libre d'entreprendre ce voyage à travers l'Europe que les médecins lui conseillaient comme le meilleur moyen de repos et qu'il regardait comme une occasion de prêcher le nouvel Évangile aux Gentils économiques. Avant de partir pour ce long pèlerinage, il alla passer un mois avec sa famille dans le pays de Galles. Deux

(1) *Discours*, vol. II, p. 548 (18 août 1859).

jours après la dernière réunion de la Ligue, il décrit à un de ses premiers compagnons de lutte la disposition d'esprit dans laquelle il se trouvait :

Je vais au désert pour y retrouver le goût que m'inspirait autrefois une vie simple et tranquille. Me voici, à une journée de Manchester, dans la plus belle vallée qui soit hors du paradis. Il y a dix ans, avant d'être un agitateur, j'ai passé un ou deux jours dans cette maison. En comparant les sensations d'aujourd'hui à celles que j'éprouvais alors, je sens combien j'ai perdu en gagnant la renommée. La tempête agitée m'a fait perdre le goût du port paisible. J'ai peur que je ne puisse plus jeter l'ancre. Il me semble qu'une main mesmérique est sur mon cerveau ou qu'un démon inquiet me possède, qui, malgré moi, me pousse en avant. Jeudi, je pensais, en allant à la réunion, que le lendemain je serais heureux et tranquille. Et le lendemain m'apporte une suggestion d'un ami de l'empereur de Russie, m'assurant que si, au lieu d'aller en Italie ou en Égypte, je pouvais jusqu'à Saint-Pétersbourg, je pourrais exercer de l'influence sur l'esprit de Nicolas. Me voici à Llangollen, aveugle au charme de la nature et impatient de me mettre en route pour la Russie, en m'arrêtant sur mon chemin à Madrid, Vienne, Berlin et Paris. Je verrai mon fils demain, qui m'attend à Machynlleth, et, s'il ne me guérit pas, je suis perdu sans espoir. (A. M. Paulton, 4 juillet 1846.)

Son esprit ne resta pas longtemps en repos. Il écrivait le même jour à M. Ashworth :

Je vais vous dire les nouveaux projets qui fermentent dans mon cerveau. J'ai abandonné l'idée de m'enfuir en Égypte ou en Italie. Je vais faire un tour d'agitateur à travers le continent d'Europe. J'ai reçu l'autre jour l'assurance de sir Roderich Murchison, le géologue, l'ami et le confident de l'empereur de Russie, que j'aurais beaucoup d'influence sur lui si j'allais à Saint-Pétersbourg. Aujourd'hui m'arrive une lettre du maire de Bordeaux, qui m'écrit de Paris après avoir diné chez Duchâtel, le ministre français, et qui me donne le conseil, de la part de ce dernier, de venir à Dieppe rendre visite au roi des Français, à son château d'Eu, où le roi serait content de me voir entre le 4 et le 14 août.

J'ai des invitations semblables de Madrid, Vienne, Berlin. Eh bien, avec l'aide de Dieu, pendant les prochains douze mois, je visiterai les grands États de l'Europe, je verrai leurs souverains et leurs hommes d'État, et j'essayerai de faire ressortir ces vérités, qui ont été irrésistibles chez nous. Pourquoi rouiller dans l'inactivité ? Si la générosité publique de mes concitoyens me donne les moyens de voyager en qualité de leur missionnaire, je serai le premier ambassadeur du peuple de ce pays aux nations du continent. Je suis poussé par une émotion instinctive

qui ne m'a jamais trompé. Je sens que je réussirai à mettre en lumière les avantages d'un système libre, pour les nations prohibitionnistes de l'Europe, d'une façon plus convaincante encore que quand il s'agissait de renverser notre politique prohibitionniste. Mais il est nécessaire que mon dessein ne soit pas connu, car les méfiances s'éveilleraient vite au dehors. A l'exception d'un ou deux amis, je ne parlerai à personne de mes intentions.

Quelques jours plus tard il écrivait à George Combe dans une disposition d'esprit plus calme.

Votre lettre affectueuse du 28 juin n'est pas sortie de ma pensée, bien que je n'y aie pas répondu. Je suis venu avec ma femme et mes enfants rendre visite à mon beau-père et me reposer dans les montagnes galloises. Je pensais que mes électeurs m'oublieraient, mais chaque courrier m'apporte vingt et trente lettres, et quelles lettres ! Je suis persécuté par les chercheurs de place de tout genre, qui veulent que je leur procure des places dans le gouvernement. Parmi eux, se trouvent des frères de pairs, oui, des « honorables ». Je n'ai qu'une réponse pour tous, « je ne demanderais pas au ministre une faveur même pour mon propre frère. » Puis, je suis poursuivi par des mendiants de la pire espèce. La lettre ci-jointe est un spécimen, brûlez-la (1). Je pense souvent au sort de lord John ou de Peel avec la moitié de l'aristocratie appauvrie frappant à la porte du Trésor. C'est mon excuse pour ne pas vous avoir répondu plus tôt.

Le succès de la controverse du libre échange laisse la voie ouverte à d'autres réformes, et l'éducation doit venir en premier lieu ; et quand je parle de l'éducation, je n'ai pas besoin d'ajouter que je n'attends pas de grands progrès dans notre état social pendant notre génération...

Maintenant, cher ami, quelques mots sur un sujet des plus délicats. Vous avez lu le récit du mouvement de souscription qui s'est produit dans le pays, c'est une démonstration exclusivement en ma faveur, où sont oubliés, excepté moi, tous ceux qui ont travaillé avec tant de zèle au succès de la cause du libre échange. Je sens

(1) Cette lettre était écrite par une dame, qui n'ayant que son travail pour vivre, priait M. Cobden de devenir son « noble et généreux bienfaiteur », en lui donnant les moyens de commencer à faire quelque chose pour elle-même. Elle dit : « Je ne vois pas assez pour coudre ; mon désir est d'élever des poulets pour Londres et d'autres grandes villes. » Elle demande à M. Cobden de lui avancer 5000 livres, avec neuf de ses amis de Manchester, où, insinue-t-elle délicatement, on l'aime tant qu'il pourra facilement se procurer cette somme. Elle promet de payer la somme, capital et intérêt, dans un espace de dix ans. Elle ajoute qu'elle a les yeux sur une petite propriété qui lui conviendrait tout à fait.

profondément l'injustice que l'on commet en laissant de côté Bright et Villiers, sans parler des autres, la conscience, que j'ai de ne m'être jamais approprié le mérite d'autrui, me console de la position pénible où le public m'a placé, de me voir la cause qui prive de leur récompense des hommes qui en sont tout aussi dignes que moi. Mais je voudrais vous parler d'un point de vue encore plus délicat de cette affaire désagréable. Il ne me plaît guère de recevoir le prix en argent d'un service rendu à la nation, et je sens que mon influence morale sera amoindrie du fait que j'aurai accepté un tribut en argent du public. J'aurais préféré le refuser, ou en faire un usage glorieux comme de doter un collège. Mais comme honnête homme, comme père et mari, je ne puis refuser cet argent. Vous serez probablement surpris, quand je vous dirai que j'ai partagé le sort de presque tous ceux qui ont été chefs de révolutions ou promoteurs de grandes réformes, et que j'ai sacrifié à la cause toute ma fortune. En un mot, à la fin de l'agitation, j'étais ruiné; je n'entrerai pas dans des détails, qui rappelleraient des souvenirs pénibles, mais tandis que le duc de Richmond me reprochait les profits que j'étais censé faire à Manchester, je perdais tout ce que je possédais. Je ne crains pas de vous avouer que ma santé physique et ma paix mentale ont plus souffert de mes inquiétudes privées, pendant les deux dernières années, que de mes efforts pour la cause publique. Doué d'un grand sentiment de famille, d'un fort esprit d'ordre, je souffrais singulièrement de l'immoralité qu'il y avait à risquer, même pour le bonheur public, le bonheur de ceux qui avaient les premiers droits sur moi. Le conflit, entre les exigences de ma position publique et les devoirs plus pressants que j'avais envers ma famille, m'a souvent enlevé toute énergie morale. J'aurais renoncé à la vie publique en août dernier, si quelques-uns de mes riches coopérateurs du Lancashire ne m'avaient forcé de rester à mon poste et de leur laisser le soin de mes affaires. C'est la connaissance que mes voisins du Lancashire ont des sacrifices que j'ai faits, qui les a conduits à entreprendre la souscription.

Je voudrais que vous sachiez les faits, car de tous les hommes vous êtes celui que je tiens le plus à mettre à même de juger correctement les motifs qui me forcent à agir d'une manière contraire, en apparence, à nos sentiments de désintéressement et à la pureté de nos intentions (14 juillet 1846).

Il n'est pas nécessaire de discuter s'il convenait que Cobden acceptât une somme considérable (entre 75,000 et 80,000 livres, près de 2 millions de francs) qui avait été réunie en souvenir de ses services à une grande cause publique. Les principaux ligueurs discutèrent un projet de souscription publique, qui serait commun à Cobden, à M. Bright et à M. Vil-

liers (1). Mais on ne put s'accorder sur la façon de partager la somme. On se demanda ensuite si l'on pourrait réunir autant d'argent pour les trois que pour Cobden, et l'on tomba d'accord que c'était Cobden qui avait été le lien des diverses sections du parti libre échangiste. Il avait certainement sacrifié des chances favorables de fortune dans l'intérêt de la nation et c'eût été une satire pénible et honteuse pour la nature humaine, s'il avait été laissé dans la ruine, tandis qu'autour de lui chacun profitait des résultats obtenus par son généreux dévouement. Il est vrai que d'autres avaient fait des sacrifices de temps et d'argent, mais ils n'avaient pas tout sacrifié comme Cobden. La libéralité magnifique de la souscription était singulièrement honorable pour ceux qui y avaient contribué. Aucun homme généreux ou raisonnable ne pensera que la pureté des motifs, qui firent agir le grand bienfaiteur public, soit altérée et ternie parce que ses services ont été reconnus et récompensés.

Accompagné de sa femme, Cobden arriva à Dieppe le 5 août 1846. Voici un extrait de son journal, où il donne des détails curieux sur la visite qu'il fit au roi Louis-Philippe.

Dieppe, 6 août 1846.

J'ai laissé ma carte chez l'aide de camp du roi, au château. Le roi était alors dans la forêt; à son retour, j'ai reçu l'invitation de venir au château à huit heures. Nous avons trouvé trente ou quarante personnes dans le salon, le roi, la reine et M^{me} Adélaïde, la sœur du roi, au milieu de la chambre. Louis-Philippe se montra très poli et très communicatif, parla beaucoup contre la guerre, se moqua de l'idée d'une acquisition de territoire, disant : « Quel bien nous ferait la prise de Charleville ou de Philippeville (2)? Nous aurions une douzaine de mauvais députés de plus, voilà tout. » Il disait que le peuple, maintenant, ne supporterait plus la guerre. Il fit allusion à la Ligue et à mes travaux personnels, mais je ne pus l'amener à parler du libre échange en ce qui touchait les intérêts de son pays. Il parla du monopole du fer comme étant en France plus fâcheux encore que notre monopole du

(1) La Ligue avait voté un don de 10,000 livres à M. George Wilson, son infatigable président.

(2) Louis-Philippe a pu parler de l'acquisition éventuelle de Charleroi par la France, mais non de Charleville, qui était et qui est encore une ville française. On sait que Charleroi et Philippeville avaient été enlevés à la France par les traités de 1815, et que le gouvernement français, en 1831, avait songé à les reprendre avant de reconnaître le royaume de Belgique.

blé. Il parla, ainsi que la reine, de la bonté que les Anglais leur avaient témoignée. J'ai emporté de cette courte entrevue l'impression que le roi craignait une discussion suivie sur le libre échange et qu'il préférerait s'en tenir à des généralités. Il me sembla que c'est un acteur habile, et c'est peut-être tout ce que nous pouvons dire des plus capables souverains de quelque pays que ce soit.

Il ne parla pas en termes flatteurs de lord Palmerston ; il lui appliqua un proverbe français : « Si vous lavez la tête d'un Maure, il ne blanchira pas. » Il répéta deux ou trois fois qu'il souhaitait ne pas avoir de douane, mais : « Comment avoir un revenu ? » Il cita une conversation avec Washington, dans laquelle ce dernier déplorait la nécessité de tirer tout le budget américain des droits de douane. J'avais entendu dire en Angleterre, avant mon départ, que Louis-Philippe avait un intérêt personnel à la continuation du monopole ; que ses riches propriétés en forêts diminueraient de valeur par la libre importation du charbon et du fer. Mais je ne jugerai pas Sa Majesté à la légère, et je ne crois pas, sans de meilleures preuves, qu'il soit animé par l'intérêt personnel en s'opposant secrètement au libre échange. Il est difficile, toutefois, de concevoir qu'un homme aussi sage et aussi instruit soit aveugle à la force de nos principes pour assurer la paix du monde.

Paris, 10 août.

De bonne heure, ce matin, une visite de Domville, mon vieux maître de français. Il viendra me donner une leçon tous les matins jusqu'à mon départ de Paris (1). Ensuite Horace Say est venu me voir, un homme d'un noble aspect, un rare développement phrénologique et physiologique.

15 août, samedi.

Leçon de français. Je suis allé avec Léon Faucher voir M. Thiers ; nous nous sommes promenés dans son jardin et avons parlé sans réserve du libre échange. Je lui ai conseillé de ne pas se prononcer contre nous, pour ne pas tomber dans le même écueil que Peel. Il a l'air de n'avoir jamais réfléchi sur cette question, mais il promet bien. Un petit homme très vif, mais sans dignité, rien en lui ne donne l'impression de la force.

Le journal de Cobden pendant ce long et instructif voyage remplirait un gros volume, et nous entraînerait trop loin. Nous devons renoncer à en donner des extraits. Cobden resta absent d'Angleterre pendant quatorze mois, du 4 août 1846 au 11 oc-

(1) En profitant de cette opportunité pendant son séjour à Paris, Cobden finit par se rendre maître de la langue courante de la conversation en français.

tobre 1847; il voyagea en France, en Espagne, en Italie, en Allemagne et en Russie. Il fut reçu partout comme un homme qui a fait de grandes découvertes dans une science qui intéresse plus que toute autre la masse de l'humanité, la science de la richesse. Il avait persuadé à la plus riche nation du monde de faire une révolution dans sa politique commerciale. On le regardait comme un homme qui possède un secret capital. Dans presque chaque ville importante qu'il visita dans chaque grand pays d'Europe, on célébra son passage par un banquet, des toasts, des discours et des éloges. Il eut des entrevues avec le pape, avec trois ou quatre rois, avec les ambassadeurs et les hommes d'État éminents. Il ne perdit jamais une occasion de parler à propos. Il pria même le pape d'employer l'influence du saint-siège contre les lutttes des taureaux en Espagne. Les souverains et les hommes d'État ne furent pas convertis, mais tous l'écoutèrent et tous lui apprirent quelque chose, quand bien même ils ne voulaient rien apprendre de lui.

Partout on fut séduit par son tact. Il captiva les négociants de Cadix, les fermiers de Perugia, les grands nobles de Rome, de la même façon qu'il avait captivé les paysans d'un village de l'ouest de l'Angleterre, quand il les haranguait du haut d'une charrette. Il charma les habitants de Milan en leur disant que s'ils allaient dans le bureau d'un grand marchand de Londres, ils trouveraient que les livres étaient tenus d'après une méthode venue d'Italie, et que le grand centre de notre système financier était dans une rue qui portait encore le nom des banquiers lombards. A Florence, il enflamma ses auditeurs en disant qu'il était venu en Toscane avec les sentiments d'un croyant qui visite les autels de sa foi. Les Hollandais et les Suisses devaient à leur position géographique d'avoir échappé en partie au système protecteur; mais à la Toscane revenait la gloire d'avoir précédé d'un demi-siècle le reste du monde, en réalisant dans sa législation les principes économiques. « Rendons un hommage solennel, s'écria-t-il dans un élan de vraie éloquence, à la mémoire des hommes qui ont enseigné au monde cette grande leçon; honneur à Bandini, qui, il y a un siècle, comprit que le libre échange est le seul instrument sûr de prospérité; gloire immortelle à Léopold, qui, recevant la lampe de la science de la main de Bandini, entra

hardiment dans la voie alors obscure et inconnue du libre échange, sans reculer devant les obstacles que l'ignorance, le préjugé, l'égoïsme, semaient sur sa route; honneur à Neri, à Giovanni Febronni, à Fossombroni, à tous ces hommes, en un mot, qui ont su préserver jusqu'à nos jours l'œuvre commencée depuis longtemps. »

M^{me} Cobden disait qu'il était heureux que son mari n'eût pas une trop haute opinion de lui-même, car les Italiens lui auraient tourné la tête, tant on lui prodigua les marques de faveur publiques et particulières. Même dans une petite ville comme Perugia, une troupe de musiciens vint lui faire une sérénade à son hôtel; la Société agricole lui envoya une médaille d'honneur et un diplôme, et le soir au casino le concert se termina par des vers en l'honneur de Richard Cobden.

Les voyageurs passèrent onze semaines en Espagne; au commencement de l'année nouvelle ils se retrouvèrent en Italie, où ils restèrent de janvier à la fin de juin. De Venise ils allèrent à Vienne et de là à Berlin. Au commencement d'août M^{me} Cobden retourna en Angleterre et son mari se dirigea vers l'est. Il resta cinq semaines en Russie, et en reprenant la route de la Grande-Bretagne, il s'arrêta encore trois semaines avec profit à Lubeck et à Hambourg.

Quand il revint dans sa patrie, il avait une connaissance approfondie de l'ensemble de la situation européenne, telle qu'aucun autre de nos hommes d'État n'y pouvait prétendre. Il avait étudié les grands courants économiques, les intérêts commerciaux, les luttes politiques engagées, les personnages influents. A moins que savoir ces choses ne soit superflu pour des hommes d'État, dont la politique étrangère passe pour la préoccupation première, Cobden était plus en état de bien juger les relations de l'Angleterre avec les autres peuples qu'aucun autre de ses compatriotes. Moins d'un an après son retour, l'Europe était ébranlée par une convulsion terrible. Les rois qu'il avait vus furent chassés de leurs trônes, le plus grand homme d'État du vieux monde dut s'enfuir de Vienne à la hâte. Ni ceux-ci ni Cobden ne prévirent l'orage qui était si près d'éclater; mais Cobden au moins avait aperçu les mouvements, qui à Paris déchaînaient silencieusement les forces révolutionnaires. Le passage

suivant est tiré d'une lettre écrite dix ans plus tard ; mais il est à sa place ici :

Quand j'étais à Paris, en 1846, je vis Guizot, et quoique je l'eusse jugé exactement comme homme d'État, je le déclarais un pédant intellectuel et un prude moral, sans plus de connaissance des hommes et des choses, qu'un professeur qui vit au milieu de ses élèves ; il semblait entièrement absorbé dans la volonté dure et sans scrupule de Louis-Philippe. A cette époque, j'étais le héros d'une agitation triomphante, et je fus admis dans la confiance de tous les chefs de l'opposition. Ils préparaient le mouvement qui aboutit d'abord aux banquets, ensuite à la révolution. J'allai chez Odilon Barrot et Girardin, et je rencontrai en conclave secret Beaumont, Tocqueville, Duvergier de Hauranne, Léon Faucher, Bastiat et d'autres. On me demandait mon avis sur la façon de s'organiser, et je crains que je ne doive m'avouer coupable de participation avant le fait à ce qui se fit dans la suite avec si peu d'avantage direct pour ceux qui y prirent part. Je me rappelle tout particulièrement avoir dit en toute sincérité à Odilon Barrot, qu'il aurait eu beaucoup de succès comme orateur sur une plateforme anglaise. Sa figure pleine, son genre oratoire véhément auraient presque fait de lui un autre Bright. Mais au fait. Je demandai naturellement quelle était la somme de réformes parlementaires qu'ils aspiraient à réaliser, et à ma surprise, j'appris que tout ce qu'ils voulaient était une petite addition à la liste électorale, qui comprenait les *capacités* et les professions libérales et une autre légère augmentation amenée par un faible abaissement du cens. Quand je leur exprimai mon étonnement de les voir demander une réforme si mince (elle me paraissait bien insignifiante à moi, qui étais encore tout frais de l'abolition des lois-céréales), ils me répondirent qu'elle les satisfaisait pour le moment. Par cette mesure le principe du progrès eût été reconnu et établi. Ils avouaient franchement que le peuple n'était pas prêt pour le suffrage et qu'il n'y avait de sécurité pour un gouvernement constitutionnel que dans une classe électorale restreinte. Eh bien, quand ces hommes modérés exposèrent leur projet innocent, Guizot monta aux rostres, agita sa verge, et dans un vrai style de pédagogue leur dit qu'ils étaient de méchants garçons, qu'ils voulaient avoir des banquets, ce qui était très mal, et qu'il ne souffrirait pas une telle conduite ; il réduisit au silence Barrot, Tocqueville, Bastiat et C^{ie}, et leur place fut prise par Marrast, Ledru-Rollin et C^{ie}. Toute l'affaire fut le résultat de la pédanterie de Guizot et de la méfiance de Louis-Philippe à l'égard de la nature humaine. J'eus une conversation un soir avec ce dernier au château d'Eu, à la même époque, et rien ne me frappa tant que son mépris pour le peuple par qui et pour qui il prétendait régner. Il n'y a pas de doute (aucun Anglais n'a autant le droit que moi de soutenir son opinion à ce sujet, car nul autre n'était comme moi dans les secrets des réformateurs français) que si Louis-

Philippe avait accordé une addition de 200,000 votants aux 250,000 qui se trouvaient sur la liste électorale, il aurait prolongé de vingt ans le bail des Orléans sur le trône, et il aurait selon toute probabilité assuré au peuple français les avantages permanents d'un gouvernement constitutionnel.

(A J. Parkes, 28 déc. 1856.)

CHAPITRE XVII

ÉLECTION DANS LE WEST RIDING. ACHAT DE DUNFORD.
LA RÉVOLUTION DE 1848. CORRESPONDANCE.

Pendant l'absence de Cobden, dans l'automne de 1847, des élections générales avaient eu lieu. A Saint-Petersbourg, il apprit qu'il avait été élu non seulement par son bourg de Stockport, mais par le grand collège électoral du *West Riding* de Yorkshire. Il écrivit pour remercier M. Bright des services importants et amicaux qu'il lui avait rendus pour l'élection. « Mais je ne puis vous cacher — continuait-il — que mon élection dans le *West Riding* m'a beaucoup embarrassé et ennuyé. J'aurais préféré Stockport pour des raisons personnelles et publiques. L'élection du *West Riding* est un grand honneur pour un homme politique, mais si j'avais été consulté, j'aurais refusé avec respect. » Il était trop tard pour refuser, et Cobden représenta le West Riding dans deux Parlements, jusqu'au désastre politique de 1857. Le triomphe de Cobden dans le Yorkshire eut pour pendant celui de M. Bright à Manchester, où M. Bright fut nommé malgré les efforts actifs et peu scrupuleux de quelques libéraux de vieille roche. Ceux-ci prétendaient que M. Bright était violent, téméraire, qu'il recherchait une position sociale, et ainsi de suite. La popularité de M. Bright emporta tout devant elle pour le moment, mais ses adversaires se vengèrent dix ans plus tard.

Une autre décision importante avait été prise pendant que Cobden était en voyage. Ses affaires furent liquidées et réglées par un ou deux amis. Une grande portion de la somme souscrite fut employée pour couvrir les dettes jusque-là non payées. Avec une partie de ce qui restait, Cobden à son retour acheta la petite propriété de Dunford où il était né. Il

renonça à sa maison de Manchester et quand il venait à Londres il restait à *Westbourne Terrace*. Plus tard il loua un appartement pendant la session. Cependant le plus souvent, à Londres, il acceptait l'hospitalité de quelqu'un de ses amis intimes : M. Hargreaves, M. Schwabe ou M. Paulton. Son *home* fut désormais à Dunford. Son frère Frédéric, qui avait été enveloppé dans la ruine de leurs communes affaires, s'établit chez lui à Dunford et y resta jusqu'à sa mort arrivée en 1858. Cinq ou six ans après l'acquisition de cette petite propriété, Cobden démolit l'ancienne ferme paternelle et la remplaça par une modeste maison qu'il éleva sur le même site. Pendant le reste de sa vie, c'est là qu'il passa tout le temps que lui laissaient ses occupations publiques. Un jour Cobden parlait dans une réunion à Aylesbury. Il traitait des rapports de propriétaires et de tenanciers et citait comme exemple sa petite propriété. La bassesse des hommes est grande. Quelqu'un dans la foule poussa un cri et lui demanda comment il avait acquis cette propriété : « Je la dois — répondit Cobden avec une honnête promptitude — à la générosité de mes concitoyens. j'y suis né et j'y ai passé mon enfance; elle appartenait à mes ancêtres, et grâce à la munificence de mon pays cette petite propriété, que mon père avait été forcé de vendre, est de nouveau mienne, et j'ai pu rallumer le feu du foyer paternel, où s'est écoulé mon enfance. Aucun duc guerrier, qui doit ses vastes domaines au vote du Parlement impérial, n'a un titre plus honorable à sa propriété que moi à la mienne ! (1) » Si la vilénie des hommes est grande, grande aussi est la générosité avec laquelle ils répondent à l'expression d'un sentiment magnanime; les applaudissements répétés de la foule montrèrent qu'elle jugeait la réplique de Cobden bonne et suffisante.

Voici la description que fait Cobden du pays où il avait de nouveau pris racine. Il écrivait à M. Ashworth :

Midhurst, 7 oct. 1847.

Je suis depuis quelques semaines dans un des coins les plus tranquilles de l'Angleterre. Quoique ma lettre soit datée du petit bourg de Midhurst, la maison dans laquelle je vis en est à une distance de un mille et demi, dans la paroisse rurale voisine de Heyshott. Le toit qui

(1) *Discours*, 1^{er} vol., p. 440 (9 janv. 1850).

m'abrite est celui sous lequel je suis né, la chambre où je dors maintenant est celle où j'ai d'abord respiré. C'est une vieille ferme, qui a servi pendant de longues années de *cottage* à des journaliers. Avec l'aide du badigeonneur et du charpentier, nous avons fait une retraite confortable, à l'épreuve du mauvais temps, pour l'été. Nous sommes entourés de bois charmants et à une distance de quatre milles se trouve le sommet des *South Down Hills*, où nous avons le meilleur air et une des plus jolies vues de l'Angleterre. Un jour, je l'espère, vous me ferez le plaisir de vous initier à la vie rurale. Un village de Sussex vous offrira matière à des explorations intéressantes. Dans notre paroisse la population n'est pas de 300 âmes. Il y a 2000 acres, dont un propriétaire, le colonel Wyndham, possède 1,200. Il n'y réside point, comme d'ailleurs c'est le cas avec les autres propriétaires. Le pasteur est également absent. Il vit dans le village de Stedham, à trois milles d'ici, où il a une autre cure et où se trouve le presbytère. Il vient dans notre paroisse, le dimanche, célébrer le service, une fois alternativement le matin et le soir. L'église est délabrée, la tour s'est écroulée il y a bien des années. Le pasteur retire 300 livres de sa cure en dimes, outre le produit de quelques arpents de terre d'église. C'est un homme convenable, avec une grande famille; tout le monde en dit du bien et il reconnaît lui-même le mal de l'absentéisme ecclésiastique. Nous n'avons ni école, ni maître d'école, à moins de donner ce titre à deux *cottages* où des vieilles femmes ignorantes réunissent trois ou quatre dizaines d'enfants pendant que leurs parents sont aux champs. Ainsi « notre village » n'a ni propriétaire résident, ni maître d'école. Ajoutez à cela que les fermiers en général manquent de capitaux et n'emploient pas autant de journaliers qu'ils le pourraient. Les impôts jusqu'à présent s'élèvent à environ six shillings par livre. Nous ne sommes pas soumis à la nouvelle loi des pauvres et presque toutes nos dépenses sont pour des secours à domicile.

Voilà un tableau qui vous préparera à trouver, quand vous viendrez au milieu de nous, une population très ignorante et très pauvre. Il n'y a pas de bureau de poste dans le village. Chaque matin un vieillard âgé de 70 ans va chercher les lettres à Midhurst. On le paye deux sous pour chaque commission qu'il fait, et il se charge d'articles aussi dissemblables que colliers de chiens, gigots de moutons, sacs vides et brouettes. Sa boîte aux lettres pour tout le village reçoit en moyenne par jour deux ou trois missives y compris les journaux. Les seuls journaux qui entrent dans la paroisse sont deux numéros de *Bell's Weekly Messenger*, un bon vieux protectionniste tory, qui jouit de la faveur des fermiers somnolents. Les salaires payés par les fermiers sont très bas, ils ne dépassent pas huit shillings par semaine. J'emploie un vieillard de près de 78 ans, son fils âgé de 20 ans et son neveu de 19 ans à bêcher et à couper les haies. Je paie les deux premiers neuf shillings par semaine et le dernier huit shillings, et je donne un shilling de plus par semaine que l'on ne fait ailleurs. Ce qui me

surprend, c'est comme ces pauvres gens travaillent bien et comme ils vivent longtemps. L'air des *South Downs* à défaut du mouton des *South Downs* explique sans doute un peu la bonne santé de ces gens. Les journaliers ont d'habitude un jardin et un lot d'un quart d'arpent, pour ce dernier ils paient trois shillings et neuf pence de location par an. Nous sommes au milieu de bois et sur la limite de biens communaux, de sorte que le combustible est bon marché. Les pauvres ont le droit de prendre de la tourbe. Les journaliers qui vivent dans mes cottages ont des cochons à l'écurie, mais je ne crois pas que ce soit général. J'ai vérifié que, quelque pauvres que soient les journaliers à présent, leur condition était plus déplorable au temps des hauts prix du blé. En 1847, quand le prix du blé était le double de ce qu'il est aujourd'hui, le salaire du journalier n'était augmenté que de deux ou trois shillings par semaine. A cette époque un homme avec une famille dépensait tout ce qu'il gagnait en pain, et il n'en avait pas assez pour les siens. Les journaliers, et les meuniers qui leur vendaient de la farine, m'ont affirmé que les laboureurs contractèrent de si fortes dettes pour se procurer de la nourriture pendant les prix élevés de 1847 que dans beaucoup de cas, ils n'ont encore pu se libérer. Le sentiment de classe parmi les journaliers est en faveur du pain à bon marché. Ils n'osent le dire ouvertement, mais leur instinct les sert en l'absence de savoir économique, et ils sont unanimes contre les protectionnistes.

Je ne puis prétendre que dans ce coin au bout du monde la politique libre échangiste ait fait augmenter la demande de travail pour les cultivateurs. Notre endroit est le dernier où ces bons résultats se feront sentir. Mais il y a un signe de bon augure. Les ouvriers habiles tels que maçons, menuisiers, forgerons, peintres sont très recherchés, et il est difficile de les avoir tout de suite. De plus il est certain que pendant la dernière récolte, il était difficile de trouver des ouvriers dans le midi des *Downs* vers la mer, où le travail est plus demandé qu'ici. Je souhaite voir une grève de journaliers agricoles!

Peu de semaines après son retour, Cobden fut engagé dans une controverse ardente sur d'autres questions de sa politique, qui étaient tout aussi importantes que le libre échange. Le remplacement de lord Aberdeen par lord Palmerston aux Affaires Étrangères fut suivi d'une intervention active du gouvernement anglais dans les affaires des autres pays. On s'occupa aussitôt d'augmenter les dépenses militaires. Augmentation de dépenses impliquait augmentation d'impôt. Ce programme était en contradiction directe avec le système que Cobden croyait non seulement utile, mais même indispensable. Alors commença l'antagonisme entre Cobden et lord Palmerston qui dura jusqu'à leur mort. Cobden était trop raisonnable pour espérer une forte réduc-

tion des dépenses militaires, avant qu'un grand changement se fût opéré dans l'opinion publique à ce sujet. Il disait qu'aucun ministre ne pouvait réduire les armements, avant que le peuple anglais n'eût renoncé à l'idée qu'il devait régler les affaires du monde.

« Dans tous mes voyages, — écrivait-il à M. Bright, — trois réflexions me frappent sans cesse : combien de sollicitude et d'alarmes inutiles l'Angleterre consacre aux affaires des autres pays ; combien peu nous entreprenons en connaissance de cause de décider les intérêts des autres nations ; et quel meilleur emploi nous pourrions faire de notre énergie en la consacrant à ce qui nous concerne dans notre patrie. » Il savait que l'opinion publique était contre lui, et qu'elle lui serait hostile longtemps encore, avant d'accepter ses principes. « Jusqu'à ce jour, — dit-il en des termes qu'il est bon de rappeler aux politiciens qui veulent moissonner avant d'avoir semé, — je suis prêt à être dans la minorité sur cette question, comme je l'ai été sur beaucoup d'autres, et de rester dans la minorité jusqu'à ce qu'elle devienne majorité. »

Pendant l'absence de Cobden, la fameuse intrigue, connue sous le nom de Mariages Espagnols, jeta le ministère anglais dans un paroxysme d'indignation et excita la haine nationale des deux côtés du détroit. Cobden, qui avait été en Espagne au moment des mariages, ne comprenait pas pourquoi cet acte peu honorable du roi des Français, soutenu par l'austère et dévot Guizot, causait un tel émoi en Angleterre. Lord Palmerston profita de ce prétexte pour pousser l'Angleterre à une politique guerrière. Bastiat écrivait à Cobden pour lui conseiller de ramener son pays à des sentiments plus calmes. « Les principaux obstacles à la propagande du libre échange en France — disait Bastiat — viennent de votre côté du détroit. Le jour même où sir Robert Peel a consommé le *free-trade*, il a demandé un crédit de 25 millions pour l'armée, comme pour proclamer qu'il n'avait pas foi dans son œuvre, et comme pour refouler dans nos bouches nos meilleurs arguments. » Treize ans plus tard, quand Cobden lui-même était occupé à convertir la France au libre échange, tandis que lord Palmerston était en train d'augmenter la flotte, d'élever de nouvelles fortifications et de faire des discours incendiaires, ces mots de Bastiat, écrits en 1847, ont dû lui revenir à la mémoire : « Outre le crédit extraordinaire, la politique de

votre gouvernement est toujours empreinte d'un esprit de taquinerie, qui irrite le peuple français et lui fait oublier ce qui pouvait lui rester d'impartialité. »

« Il faut que je vous parle en toute franchise, — continuait Bastiat. — En adoptant le libre échange, l'Angleterre n'a pas adopté la politique, qui dérive logiquement du libre échange. Le fera-t-elle ? Je n'en doute pas ; mais quand ? Voilà la question. La position que vous et vos amis, vous prendrez dans le Parlement aura une influence immense sur notre entreprise. Si vous désavouez énergiquement votre diplomatie, si vous parvenez à faire réduire vos forces navales, nous serons forts. Sinon quelle figure ferons-nous devant le public ? Quand nous prédisons que le libre échange entraînera la politique anglaise dans la voie de la justice, de la paix, de l'économie, de l'affranchissement colonial ; est-ce que la France est tenue de nous croire sur parole ? Il existe ici une défiance invétérée contre l'Angleterre, je dirai même un sentiment d'hostilité aussi ancien que les noms mêmes de *Français* et *Anglais*. Eh bien ! ce sentiment est excusable. Son tort est d'envelopper tous vos partis et tous vos concitoyens dans la même réprobation. Mais les nations ne doivent-elles pas se juger entre elles par leurs actes extérieurs ? On dit souvent qu'il ne faut pas confondre les nations avec leurs gouvernements. Il y a du vrai et du faux dans cette maxime ; et j'ose dire qu'elle est fautive à l'égard des peuples qui ont des moyens constitutionnels de faire prévaloir l'*opinion*. L'Angleterre devrait mettre son système politique en harmonie avec son système économique (1). »

Dans sa réponse, Cobden semble avoir traité cette appréhension de la force navale anglaise et de l'usage hostile auquel elle pourrait servir, comme un piège des protectionnistes français pour détourner l'attention du vrai problème. « Non, — répondit Bastiat hardiment — je connais mon pays ; il porte au cœur un sentiment vivace où le vrai se mêle au faux. Il voit l'Angleterre capable d'écraser toutes les marines du monde ; il la sait d'ailleurs dirigée par une oligarchie sans scrupule. Cela lui trouble la vue et l'empêche de comprendre le libre échange. Je dis plus, quand même il le comprendrait, il n'en voudrait pas pour ses

(1) Bastiat, 1^{er} vol., p. 152.

avantages purement économiques. Ce qu'il faut lui montrer, c'est que la liberté des échanges fera disparaître les dangers militaires qu'il redoute. — L'Angleterre devrait désarmer d'une façon sérieuse, abandonner *spontanément* sa sourde opposition à notre triste conquête algérienne ; et faire cesser *spontanément* les dangers qui naissent du droit de visite (1). »

Quand arriva la révolution de 1848, Bastiat devint plus pressant que jamais. La France ne pouvait pas prendre l'initiative du désarmement, et cependant si elle ne désarmait pas, elle serait entraînée à la guerre. L'Angleterre, grâce à sa position favorisée, pouvait donner l'exemple. Si elle le comprenait et agissait en conséquence, « elle sauverait l'avenir de l'Europe. »

Bastiat ne tarda pas à s'apercevoir que l'ennemi qui menaçait la France, ce n'était pas tant la protection que le socialisme. Il fit volte-face avec une flexibilité admirable devant le nouveau monstre, et il tourna contre lui la même sagacité patiente et vive, la même adresse d'argumentation qui avaient rendu de si grands services dans la lutte contre l'hérésie plus vénérable du protectionnisme. Les pamphlets, qu'il écrivit de 1848 à 1850, contiennent la critique la plus pénétrante et la plus effective à laquelle les grands écrivains socialistes aient été soumis.

Cette mémorable année 1848 n'était pas un moment favorable pour les projets de Cobden, mais la circonstance heureuse, que l'Angleterre traversa seule la tempête politique sans événements plus graves que l'insurrection de Smith O'Brien en Irlande et l'explosion innocente du chartisme dans la plaine de Kennington, était trop digne de remarque, pour qu'on n'en cherchât pas la cause. L'explication qui se recommandait aux observateurs, c'est que le libre échange avait adouci le mal économique, qui avait amené des soulèvements violents dans d'autres pays, et qu'en outre il avait ôté de l'esprit des ouvriers anglais le sentiment que le gouvernement était oppressif, injuste ou indifférent à leur bien-être. « Ma conviction, — disait Peel l'année suivante dans un discours éloquent, — c'est que vous avez gagné la confiance et le bon vouloir d'une classe puissante en renonçant à un système qu'on regardait comme particulièrement favorable à

(1) Bastiat, 167-170.

l'intérêt terrien. Je pense que c'est cette confiance dans la générosité et la justice du Parlement, qui en grande partie vous a permis de traverser en toute sécurité l'orage qui bouleversait les autres pays en 1848. »

Les protectionnistes n'avaient pas franchement accepté leur défaite et ils ne s'y résignèrent qu'en arrivant au pouvoir en 1852. Pendant toute l'année 1848, ils changèrent chaque débat en un débat protectionniste. Après la mort de lord George Bentinck, dans l'automne de 1848, ils furent dirigés par M. Disraeli, dont la patiente audace était inspirée par la pensée qu'une réaction protectionniste était inévitable. Cette réaction ne se fit pas. Les lois sur la navigation et sur la protection du sucre dans l'Inde occidentale suivirent la loi-céréales. Le libre échange en matière de blé fut le prélude du libre échange en matière de sucre et du libre trafic des navires. Mais la lutte fut acharnée (1). Les propriétaires firent des efforts pour regagner, sous forme de remaniement d'impôt, une partie de ce qu'ils croyaient qu'ils perdraient en rentes. Cobden resta au premier rang des combattants pendant cette longue lutte.

La famine et l'insurrection en Irlande attirèrent de nouveau l'attention sur le problème, auquel Cobden avait tant réfléchi à son début dans la vie publique. La question de l'éducation nationale était un autre sujet qui l'avait passionné dans sa jeunesse, elle l'occupa de nouveau et il se trouva, comme cela lui était arrivé au moment de l'affaire de Maynooth, en contradiction avec un grand nombre d'hommes politiques appartenant aux sectes dissidentes, pour qui, sur tout autre sujet, il avait une admiration profonde. Les extraits suivants de sa correspondance montrent comment il envisageait ces questions et d'autres moins importantes, à mesure qu'elles se présentaient.

Londres, 29 février. (A George Combe.)

Les événements de France sont émouvants. Je suis inquiet pour notre neutralité dans les querelles qui vont suivre sur le continent. Je crains le renouvellement du traité de Vienne par nos routiniers, en cas que la France aille sur le Rhin ou entre en lutte avec l'Autriche et la Russie. La cour et l'aristocratie ne ressentent qu'aversion pour

(1) Le bill sur le sucre fut passé en 1848 et l'Acte de navigation en 1849.

le changement qui s'est accompli en France. Notre gouvernement, qui se compose entièrement d'aristocrates, aura une répugnance naturelle à agir en bonne intelligence avec une république. Il est toujours facile de trouver des sujets de contestation, quand on y est disposé. Je sais que le ton des cercles et des coteries du haut monde est hostile, et que dans ces régions on s'attend à une guerre. Il est curieux d'observer combien peu les idées et les sentiments de la classe dominante sont d'accord avec ceux de la masse du peuple. Je suis de votre avis que la forme républicaine de gouvernement mettra la France à une très rude épreuve. Mais je ne vois pas quelle autre forme lui conviendrait. Les Français sont trop intelligents et trop actifs pour accepter le despotisme. Tous les soutiens naturels d'une monarchie, l'aristocratie et l'église d'État ont perdu leur force. Une république est plus en harmonie qu'un autre régime avec les mœurs du peuple, car il y a chez nos voisins une vive passion pour l'égalité. Quoi qu'il en soit, le devoir de chaque Anglais est de réclamer la neutralité.

8 mars. (A madame Cobden.)

Nous craignons quelques troubles dans le Nord. Nous avons de mauvaises nouvelles de Glasgow, mais je suppose que c'est exagéré. J'espère qu'à cet égard nous n'allons pas imiter les modes françaises.

18 mars. (A la même.)

Nous avons une pluie incessante depuis quelques jours et je pense avec effroi à l'effet qu'elle aura dans la campagne. Aujourd'hui il fait beau, et je pars avec Porter à quatre heures pour Wimbledon, où je resterai jusqu'à lundi. Le travail de cette semaine m'a complètement accablé. On a parlé d'une loi de dix heures à Paris. Je voudrais bien que nous ayons un bill de douze heures ici, car je suis à l'œuvre de neuf heures du matin à minuit... Les nouvelles de Paris sont de plus en plus émouvantes. Il semble y avoir une réaction du parti modéré contre les violents. La Banque de France a suspendu ses paiements en espèces, ce qui va amener de la confusion et fera du mal. Je crains que nous n'ayons pas vu encore le plus triste.

21 mars. (A la même.)

Je vous envoie le *Times* contenant mon discours d'hier soir. Nous étions dans une misérable minorité (1). Les jacquettes bleues et les habits rouges sont tombés aussi furieusement sur moi, que si je les avais attaqués l'épée à la main. Cela m'a rappelé les vieux temps, quand nous commencions la lutte contre les lois-céréales dans la Chambre des communes. Nous recevons des nouvelles étonnantes du

(1) Débat sur la marine. Proposition de réduire les forces navales, défaite par 347 voix contre 38.

continent; chaque courrier nous apporte une révolution ou un détronement.

Londres, 10 avril. (A la même.)

Nous avons été très préoccupés ici de la réunion chartiste dans la plaine de Kennington, qui s'est passée très tranquillement. Il semble que l'affluence était moindre qu'on ne s'y attendait. A mon avis, les journaux et le gouvernement ont fait beaucoup trop de bruit là-dessus. D'après ce que j'ai appris, il y avait à peine 40,000 assistants, qui se sont dispersés tranquillement. Je ne crois pas que je puisse partir pour le Nord avec vous avant lundi en huit.

15 avril. (A la même.)

Vous verrez par les journaux quel fiasco Feargus O'Connor a eu avec la pétition chartiste. Les malheureux qui le suivaient sont découragés et dégoûtés. Ils sont plus disposés à s'entendre avec la classe moyenne.

13 mai. (A la même.)

Vous verrez que tous les journaux tombent sur moi. En présentant quelques remarques sur l'*Alien Bill*, j'ai dit que la meilleure manière d'écarter le républicanisme de l'Angleterre était de retrancher quelque chose de la splendeur barbare de la monarchie, qui ne tendait qu'à agrandir la force de l'aristocratie. Les quelques paroles que je prononçai provoquèrent, comme d'habitude, une réplique de lord John, et Bright lui répondit à son tour par un excellent discours.

Manchester, 24 avril. (A George Combe.)

Vous savez comme je suis d'accord avec vous sur la question de l'éducation, mais j'avoue que je ne vois aucune chance de combiner cette question avec un mouvement pour l'extension du suffrage. La force du mouvement pour le suffrage se trouve dans les rangs des libéraux de la classe moyenne, dont la plupart sont dissidents. Soulever en ce moment la question de l'éducation, c'est jeter la discorde parmi eux (1). Chaque extension d'ailleurs du suffrage nous rapproche du moment où il sera possible d'établir un plan d'éducation nationale, parce qu'elle donnera aux pauvres un motif plus fort d'instruire leurs enfants et une influence plus grande pour mettre ce désir à exécution. Le vrai obstacle à un système d'éducation nationale est, à mon avis, l'église d'État, et bien que les dissidents soient pour le moment dans une position fautive, ils finiront par sortir de là, avec le temps.

(1) Les dissidents étaient contraires aux projets d'organisation de l'éducation nationale qui s'agitaient alors, parce que ces projets donnaient un accroissement d'influence à l'Église établie.

15 mai. (Au même.)

Il n'y a pas de sentiment actif pour le moment en faveur de l'éducation. Les dissidents, du moins la section de Baines, le seul parti d'action depuis que la Ligue est dissoute, ont tourné l'opinion populaire contre cette question. Je n'ai pas besoin de vous dire que je partage votre conviction que l'éducation seule peut produire un bon *self-government*. Ne supposez pas que j'aie changé ou que j'aie l'intention d'éviter le problème. Surtout ne soupçonnez pas que la représentation du Yorkshire me ferme la bouche... Je traiterai bientôt cette question. Si je prends part au nouveau mouvement de réforme, je ferai de mon mieux pour y rattacher la question de l'éducation, non comme une partie du nouvel Acte de réforme, mais en déclarant qu'un système national d'éducation peut seul assurer au peuple le savoir nécessaire pour le *self-government*. Dans notre mouvement de réforme, l'esprit de secte ne dominera pas.

Londres, 23 juin. (Au même.)

Quelle triste session nous avons eue ! Trois bills de coercition pour l'Irlande, et le reste, des mots ! Un premier ministre n'a jamais eu tant d'influence en bien ou en mal sur un Parlement que celui-ci. Lord John pouvait compter sur une majorité pour toute mesure libérale et judicieuse qu'il aurait proposée. Peel l'aurait soutenu et les libéraux ne demandaient qu'à aller en avant. Mais lord John s'est laissé arrêter, harceler, tourmenter par les protectionnistes et par lord George Bentinck, qui ont été encouragés par leur succès dans les affaires des lois sur le sucre et sur la navigation. Les protectionnistes seront sans doute prêts l'année prochaine à entreprendre leur réaction sur la question du blé, et la bataille du libre échange recommencera. La faiblesse et l'incapacité des whigs sont à peine suffisantes pour expliquer leur défaite. Le fait est qu'ils sont les alliés de l'aristocratie plus que du peuple, et ils luttent avec leurs adversaires à fleurets mouchetés pour ne pas leur faire de mal.

21 juillet. (A Henry Ashworth.)

Personne ne peut défendre ni excuser la conduite de Smith O'Brien et de ses confédérés. Il serait heureux qu'on les enfermât dans une maison de fous. Ils ne cherchent pas à faire rappeler l'Union, mais à établir une république ou à restaurer les royaumes de Connaught et de Munster. Le triste côté de la question, c'est que nous ne faisons rien pour satisfaire le parti modéré, rien même qui soit propre à encourager John O'Connell et les prêtres qui sont opposés aux républicains rouges des clubs de Dublin. On pense ici qu'il y aura une révolte en Irlande. J'avoue que j'ai cessé d'espérer ou de craindre pour ce malheureux pays. Notre grande difficulté est l'incapacité profonde où il se trouve de rien faire pour lui-même. Il n'y a pas trois Irlandais qui soient prêts à unir leurs efforts dans un but rationnel.

Hayling Island. Hants, 4 octobre. (A George Combe.)

Je vous remercie pour vos intéressantes lettres sur l'Irlande et l'Allemagne. Je vous suis vraiment bien reconnaissant de vous donner tant de peine pour m'instruire.

Laissant de côté l'Allemagne — que je connais trop peu pour soutenir une autre opinion que la vôtre — je dois me rendre la justice que j'ai prévu le danger de l'Irlande ou plutôt que je l'ai vu, car sa condition n'a guère changé, depuis que j'ai commencé à raisonner. Il y a quatorze ans, quand mes affaires me laissèrent le temps de m'occuper des questions publiques, je résumai mes idées sur la politique anglaise dans un pamphlet, où se trouvaient beaucoup de détails indignes (que je ne laisserais pas subsister aujourd'hui), mais qui contenait trois propositions générales, sur lesquelles je suis toujours du même avis : 1° que le malheur de notre politique a été notre goût d'intervenir dans les affaires du continent ; 2° que notre plus grande difficulté domestique est l'Irlande ; 3° que les États-Unis sont le plus grand rival économique, qui régira la destinée de l'Angleterre.

Il peut paraître étrange qu'un homme qui, comme moi, a tant pensé sur l'Irlande et qui a si souvent visité ce pays n'ait jamais parlé, dans le Parlement, sur les questions irlandaises. Je vais vous dire la raison de mon silence. J'ai trouvé la populace de l'Irlande représentée dans la Chambre des communes par des hommes, ayant O'Connell à leur tête, avec lesquels je ne me sentais pas plus de sympathie ou d'identité de vues qu'avec des hommes dont je ne comprendrais pas la langue. En effet, *moralement* j'éprouvais pour eux de l'antagonisme et de la répulsion. O'Connell me traitait avec amitié, mais je ne lui ai jamais donné la main et je n'ai jamais vu son sourire sans un sentiment de méfiance ; quant à agir avec lui dans une question publique où sa vanité et ses passions eussent été en jeu, j'aurais plutôt pensé à une alliance avec un chef d'Ashantees (1). Ce que je regardais comme la plus grande injustice dont l'Irlande puisse se plaindre — l'église protestante établie — n'était jamais mentionné par les membres libéraux irlandais. Leur cri de *Repeal* n'était que du bruit.

Le grand obstacle au progrès en Irlande et en Angleterre est l'esprit *landlord*, qui domine dans la vie politique et sociale. C'est cet esprit qui nous empêche de résoudre la question de la propriété terrienne. Le système féodal, qui existe aujourd'hui en Irlande, ne convient nullement à l'état actuel du pays. En réalité, le contrat féodal n'est pas exécuté, car il implique de la part du propriétaire la responsabilité de faire vivre et d'occuper ses paysans, tandis que le plus souvent il vit à Paris et son agent chasse les paysans de ses terres et

(1) Cobden est ici injuste envers O'Connell. Le patriote irlandais s'opposa aux lois-céréales de 1815 et il resta fidèle à la Ligue pendant la lutte de 1838 à 1846.

brûle leurs chaumières. Ce qui fait défaut, c'est un tribunal devant lequel on puisse plaider la cause de l'Irlande et où l'influence du *landlord* (excusez la répétition du mot) ne serait pas prépondérante. Ce n'est pas le cas dans notre Chambre des communes. Si vous étiez derrière la scène dans les comités, et si vous receviez les confidences des hommes qui rédigent les lois, vous seriez surpris combien l'esprit du *landlordism* est vigilant à maintenir ses privilèges, et à quel point le législateur, qui veut faire passer une mesure à travers les deux Chambres, est obligé de compter avec cette volonté suprême. C'est ce qui fait la difficulté des lois sur la chasse, sur la petite propriété et autres questions insignifiantes, qui deviennent de grosses affaires à la Chambre des communes. Nos législateurs regardent la loi de primogéniture comme un onzième commandement.

Je crois savoir ce qu'il faut en Irlande : une nouvelle distribution des terres pour multiplier le nombre des propriétaires. Si j'avais le pouvoir absolu, je promulguerais un édit appliquant la loi française de succession à l'Irlande. Il n'y aurait plus de propriétaires touchant de fortes rentes en Irlande et toujours absents, s'il dépendait de moi de l'empêcher. Je partagerais la propriété de façon à obliger les propriétaires à vivre sur leurs terres. Mais vous ne pouvez rien faire dans cette direction avec notre Chambre, et voilà pourquoi je voudrais donner le vote aux *householders*, pour contrebalancer l'influence des gentilshommes campagnards. Je ferai tout ce qui dépend de moi pour donner une chance à l'Irlande, et je suis tout à fait de votre avis sur la politique qu'il faut suivre dans cette question.

Londres, 28 octobre. (Au même.)

Je vous remercie pour le *Scotsman*, qui contient toutes vos remarques sur l'Irlande. Je tombe d'accord avec vous de chaque syllabe. Mais excusez-moi si je vous dis que je ne vois pas dans votre article, comme dans toutes les dissertations sur l'Irlande, un *plan d'fini*, un projet qui pût devenir un acte de parlement. C'est la nature même du problème qui en est cause, car les maux dont souffre l'Irlande sont si complexes et ont pris un tel caractère chronique qu'un seul remède ne pourrait les guérir. Même si nous faisons usage de mille remèdes, la génération actuelle ne pourrait guère espérer un grand changement dans la condition de l'Irlande ; aussi les hommes politiques et les ministres ne se soucient pas de risquer leur fortune pour la cause de l'Irlande.

Je n'ai qu'un projet, mais je ne sais comment l'appliquer. Partager la terre entre un grand nombre de cultivateurs, qu'aucune propriété ne soit assez considérable pour encourager l'absentéisme. Comment arriver à ce résultat, quand le féodalisme tient la corde dans le Parlement et dans le ministère ?

Presque tous les crimes en Irlande se rapportent à l'occupation ou à

la possession du sol ; et pourtant les Irlandais ne sont pas un peuple naturellement agricole, car seuls des émigrants européens qui arrivent aux États-Unis, ils restent dans les villes et hésitent à profiter des avantages que leur offrent les districts ruraux de l'intérieur. Mais en Irlande, du moins dans le sud et l'ouest, il n'y a de propriété que le sol, et la terre seule offre du travail ; ce n'est que par la propriété du sol que vous pouvez avoir de l'influence sur la condition matérielle et morale des habitants. Si j'en avais le pouvoir, chaque propriétaire vivrait sur sa terre et la grande propriété serait partagée. En d'autres mots, je donnerais l'Irlande aux Irlandais.

Manchester, 8 décembre. (A madame Cobden.)

Je suis allé mercredi à Liverpool, et j'y ai passé la nuit. J'ai dîné chez Mellor avec la plupart des hommes influents, entre autres Brown et Lawrence Heyworth. Hier j'ai rencontré les réformateurs financiers à leur réunion ; M. Robertson Gladstone présidait. Ce sont des gens sérieux ; mais je ne vois pas parmi eux l'homme capable de diriger l'entreprise à laquelle ils se sont voués. Ils ont approuvé mon projet de budget. Je suis chargé d'adresser au président une lettre qui puisse être publiée.

Le dernier extrait se rapporte à un autre sujet qui préoccupait Cobden. Comme il le répétait sans cesse, des finances extravagantes et mal équilibrées lui semblaient le grand défaut de notre politique. La diminution des dépenses était la base de son projet de réforme générale et elle lui servait en même temps de réponse au parti protectionniste. Celui-ci déclarait que la terre était ruinée par les impôts et il faisait entendre que la protection seule pouvait la sauver. Ce fut le mot d'ordre de M. Disraeli jusqu'à ce qu'il devint chancelier de l'Échiquier. Il fit force motions et discours à cet effet. Cobden répliquait, avec une persistance égale à celle de M. Disraeli, que le soulagement pour l'agriculture n'était pas d'imposer une charge aux consommateurs de pain, mais de réduire le fardeau de taxes qui pesait sur tous. Il commença sa campagne dans la session de 1848. Le gouvernement fit la proposition, qu'il abandonna ignominieusement, d'augmenter l'impôt sur le revenu. Cobden prit une position nouvelle ; il se mit à célébrer les avantages que présentaient les impôts directs sur les impôts indirects, pourvu qu'on distinguât entre les dépenses ordinaires et les dépenses accidentelles. Il déclara que le gouvernement devait accroître l'impôt direct ou

diminuer les dépenses; il était en faveur de ce dernier procédé. Il ajoutait que pour diminuer les dépenses, il fallait réduire le budget.

L'opinion de Cobden n'a pas prévalu. Mais la discussion qui suivit son discours montre combien ceux qui luttèrent contre lui avaient pris ses attaques au sérieux. M. Disraeli se moqua de ses rêves de paix perpétuelle. Il le traita de successeur de l'abbé de Saint-Pierre, de Rousseau et de Robespierre. Il reconnut pourtant la possibilité que l'opinion publique se déclarât un jour pour Cobden. Le vainqueur des lois-céréales était craint par la Chambre des communes et par les anciennes factions, comme s'il eût été la voix d'un oracle irrésistible, sinon infaillible. D'une part le gouvernement n'avait pas de racine, de l'autre l'opposition était réduite à l'impuissance par les querelles des protectionnistes et des peelites. Dans cet état d'indécision et de division, gouvernement et opposition ne pouvaient que redouter le seul parti qui savait ce qu'il voulait et se tenait à l'écart de la lutte traditionnelle. Les conservateurs prétendaient, s'il faut s'en rapporter au langage exagéré de l'un d'entre eux, que l'objet de l'école de Manchester était d'organiser une force, qui dicterait en toute occasion des lois à la Chambre des communes. On s'attendait à voir la *Financial Reform Association* de Liverpool, à laquelle Cobden s'était affilié, reproduire les manœuvres triomphantes de la Ligue. Des associations du même genre se formèrent en Angleterre et en Écosse; ce mouvement semblait alors promettre des résultats solides.



CHAPITRE XVIII

CORRESPONDANCE SUR DES QUESTIONS SOCIALES ET POLITIQUES.

Dans l'esprit de Cobden, de M. Bright et de quelques autres, la politique d'économie avait, outre son mérite propre, l'avantage de servir à l'union des forces du parti. L'état étrange des vieilles combinaisons parlementaires encourageait les efforts dont le nord de l'Angleterre prenait l'initiative. Il s'agissait de former un parti populaire, s'appuyant sur des principes, avec un vrai programme, qui se distinguerait des mots d'ordre des anciennes factions et des formules peu sincères inventées pour la commodité parlementaire. On proposait d'appeler le nouveau parti la Ligue des Communes. La réforme financière et la réforme parlementaire étaient la base du système. A un meeting tenu à Manchester au commencement de l'année, Cobden exposa ses idées sur le premier point et M. Bright sur le second. Cobden trouvait que la partie financière du programme était mieux reçue que l'autre, même par les hommes en futaine. D'autres réunions eurent lieu dans les villes du Nord. Partout les champions furent accueillis avec cordialité. Des circulaires furent envoyées de Manchester, pour la formation d'une nouvelle association, et on obtint de trois à quatre mille signatures. Mais la nouvelle Ligue ne grandit guère. Les chefs ne savaient pas exactement ce qu'ils voulaient. Ils n'étaient pas sûrs de leurs tactiques. Cobden pensait que ce devait être une association dont la métropole serait le centre. M. Bright au contraire croyait que le siège de l'organisation devait être dans le Lancashire et le Yorkshire. Le projet de la Ligue était ambigu. « Nous demandons aux gens — écrivait M. Bright — de s'unir pour un but indéterminé ; ni le résultat que nous nous proposons, ni le moyen de l'atteindre ne sont clairs et compréhensifs. » Les deux chefs n'étaient pas

d'accord sur la politique à suivre pour la partie importante du programme. Cobden était essentiellement un réformateur économique, moral et social. Il ne s'enthousiasmait pas pour une simple réforme dans la machine gouvernementale. Après l'abolition des lois-céréales, il avouait qu'il avait reculé sur la question du suffrage. « Je ne suis pas opposé au principe de donner aux hommes le contrôle de leurs affaires, — écrivait-il à M. Sturge (16 juillet 1846), — je dois avouer pourtant que j'ai moins de confiance que je n'en avais dans une extension du suffrage. » Son projet favori de créer des électeurs à quarante shillings se recommandait à lui, parce qu'il encourageait l'épargne et augmentait la diffusion de la propriété. M. Bright acceptait cordialement ce plan, comme moyen d'amener les vieilles factions à capituler dans les comtés, mais il ne croyait pas qu'il accroîtrait d'une façon permanente le nombre des votants, ni qu'il amènerait un changement réel dans la représentation. Avant et après la dissolution de la Ligue, M. Bright répétait avec insistance « qu'une réforme complète du Parlement méritait seule un effort sérieux ». Il n'y avait pas entre Cobden et M. Bright une union d'idées suffisante pour donner une forte impulsion à la nouvelle Ligue; mais les points sur lesquels ils étaient d'accord étaient encore plus nombreux, et laissaient une grande place à leur coopération cordiale.

Avant le commencement de la session, Cobden prit part avec M. Bright à une cérémonie de joyeuse commémoration. La réforme de Peel en 1846 établissait que le droit sur le blé tomberait au taux nominal d'un shilling au bout de trois ans. Ce jour arrivait le 1^{er} février. Le soir du 31 janvier une réunion se tint dans la grande salle de Manchester. On prononça des discours et on chanta des chœurs jusqu'à minuit. Quand minuit sonna, l'assemblée salua par des acclamations prolongées l'aurore du jour qui avait fondé le libre commerce du blé.

Cependant le triomphe du libre échange avait amené de nouvelles causes de luttes. Cobden restait fidèle à sa maxime qu'il ne pouvait faire qu'une chose à la fois, mais son activité pendant la session de 1849 comprenait dans le même effort la réduction des armements et des dépenses, le remaniement des impôts et le sujet encore plus délicat de l'arbitrage international.

Londres, 5 janvier 1849. (A George Combe.)

J'espère que vous ne me trouvez pas inconséquent, parce qu'après m'être expliqué au meeting sur l'importance de l'éducation, je reste dans une inaction apparente sur cette question. Par suite des divisions qui règnent dans le parti libéral, il m'est impossible de faire du problème un objet de politique actuelle. Le temps est indispensable pour faire mûrir l'affaire; en attendant, il y a d'autres questions qui prendront la première place dans les préoccupations du peuple. Je puis espérer que l'influence, que je tâcherai de m'acquérir à ce propos, me servira plus tard, quand le moment sera venu, dans la cause de l'éducation nationale. Pour avouer la vérité, je ne puis faire qu'une chose à la fois. Je me trouve placé dans une position en vue sur la question la plus complexe de toutes, les finances nationales; dans la session prochaine je serai en butte à plus d'attaques que le chancelier de l'Echiquier, et mon budget sera l'objet de plus de critiques que le sien. Je suis obligé de me préparer à soutenir l'assaut; j'étudie les détails secs des journaux officiels; je lis le recueil des débats parlementaires depuis 1815 jusqu'à notre époque. En même temps, je suis condamné à un travail forcé de correspondance, car tout homme qui a une lubie ou un grief quelconque, m'inonde de ses épîtres. Je ne puis, quoique j'abrège ainsi ma vie, ne pas suivre la règle: « Tout ce que tu fais, fais-le de tout ton cœur. » Vous savez depuis longtemps quelle est ma conviction profonde sur les armements et sur la guerre. C'est ce sentiment moral, plus encore que le côté financier de la question, qui me pousse à soutenir la cause de la réduction de nos forces. C'était un sentiment analogue (plus que l'intérêt matériel en jeu) qui me faisait agir dans la question du libre échange et de la loi-céréales. Je mourrais heureux, si j'avais la satisfaction d'avoir en quelque degré contribué au désarmement partiel du monde.

8 février. (Au même.)

Dans un jour ou deux, je dépose ma motion pour ramener les dépenses au chiffre de 1835. Les termes dans lesquels je la formule sont qu'il faut réduire les dépenses « avec toute la rapidité pratique (1) ». Je suis trop homme pratique pour penser que tout peut être fait dans une session. Mais je vise à épargner dix millions. La fixation en bloc de cette somme frappera l'attention bien plus que si j'avais épluché des détails. Dans moins de cinq ans, tout ce que je propose et au delà devra être accompli.

Je dis que je suis trop pratique pour penser que la réduction de dix millions puisse se faire en une session; car elle suppose des chan-

(1) Cette motion fut proposée le 26 février. Cobden fut battu par une majorité de 197 voix; 78 membres seulement votèrent pour la proposition.

gements dans nos colonies qui prendront du temps. Mais il faudrait se mettre sur-le-champ à l'œuvre. Nous avons, au Canada et dans les colonies du nord de l'Amérique, une armée aussi considérable que celle qu'entretiennent les États-Unis. Or sous le régime du libre échange le Canada n'est pas plus nôtre que la grande République. Maintenir cette force dans les colonies du nord de l'Amérique, aux dépens des contribuables de notre pays, est une perte sèche pour nous de la même nature que si le gouvernement des États-Unis pouvait lever en Angleterre une contribution pour l'entretien de son armée. On peut en dire autant des troupes que nous avons en Australie, Nouvelle-Zélande, etc. Si nous ne rentrons nos cornes, notre pays avec sa richesse, son énergie et ses ressources succombera sous le poids de ses possessions.

9 avril. (Au même.)

Est-ce que ce sujet a jamais attiré votre attention? J'ai sous les yeux la liste de toutes les casernes du Royaume Uni, la date de leur érection, leurs dimensions, etc. C'est le document le plus décourageant et le plus humiliant que je connaisse. Chaque grande ville a sa caserne. Elles ont été bâties presque toutes depuis 1790. Avant cette date, elles étaient presque inconnues. Elles furent dénoncées avec horreur par Chatham, Fox, etc. Les plus considérables ont été construites depuis vingt-cinq ans. Je parle de l'Angleterre. L'Irlande est couverte de casernes; c'est comme un campement permanent. Je n'ai pas besoin de m'étendre sur les inconvénients moraux résultant directement de ces établissements. Un fait suffit : la valeur de la propriété baisse aux alentours des casernes. Un cimetière ou une prison est un voisinage préférable. Vous voyez de suite que cette augmentation du nombre des casernes est le signe visible du mécontentement grandissant du peuple et des craintes croissantes des classes gouvernantes. Elles indiquent injustice d'un côté, ignorance de l'autre. Où cela finira-t-il? Nous devons changer notre système, donner au peuple une voix dans le gouvernement et préparer les générations à venir à exercer les droits d'hommes libres, sinon nous suivrons l'exemple du continent et nous finirons dans une convulsion.

Vous paraissez dérouté par ma motion en faveur d'un arbitrage international. Peut-être l'avez-vous confondu avec d'autres théories, dont je ne m'occupe pas. Mon projet ne vise pas à un congrès des nations et n'implique pas la croyance au millénium : il n'exige pas qu'on adopte le principe de la non-résistance. Je demande seulement que l'Angleterre s'engage avec les autres pays, la France par exemple, à soumettre à l'arbitrage toute querelle qui pourrait s'élever entre eux; d'après mon plan, les deux parties nommeraient des commissaires, pourvus de pleins pouvoirs, et dans le cas où ceux-ci ne pourraient s'entendre, ils promettaient de s'en remettre à des arbitres. En un mot je voudrais qu'on s'engageât à faire avant une guerre ce qu'on fait après.

Nous avons plusieurs précédents en faveur de ma proposition. Un avantage de mon projet, c'est qu'il ne peut faire aucun mal; ce qui pourrait arriver de pis, serait qu'on finit par recourir au moyen, qui jusqu'à présent a été le seul mode de régler les querelles nationales. Voulez-vous y réfléchir et me dire si cela vous paraît peu pratique?

Je soutiendrai l'abolition du serment (1). On ne devrait pas prêter serment devant la justice. Mais au lieu de serment, le clerc devrait lire à chaque témoin, avant qu'il ne donne son témoignage, la clause de l'Acte du Parlement, qui punit les faux témoignages.

Londres, 17 juin. (Au même.)

Je suis de votre avis que les Français ont déployé un manque de conscience et un excès de vanité dans leur traitement du peuple romain. Je ne me rappelle pas dans toute l'histoire une violation plus flagrante de la justice que l'expédition française contre Rome. La République Française, après un an d'existence, renversant, à la pointe de la baïonnette, une République voisine — une République née des barricades de Paris — est un outrage monstrueux à la décence et au bon sens. Il y a une rétribution certaine pour ces péchés contre les lois morales. Ils apportent leur châtement avec eux. Les difficultés commenceront, quand l'armée française occupera Rome.

Quand la session fut terminée, Cobden avec un zèle infatigable tourna sa propagande dans une autre direction. Sans être membre de la Société de la Paix, il accompagna ses amis, qui en faisaient partie, au Congrès de la Paix, tenu cette année à Paris.

Paris, 19 août. (A Madame Cobden.)

Nous sommes arrivés à Paris à quatre heures de l'après-midi; je suis installé dans le même hôtel que le Comité. Le Congrès attirera une grande affluence, mais nous ne brillerons pas autant que je l'aurais souhaité en noms français. Nos amis comptaient sur Lamartine, mais ils sont désappointés. Il semble épuisé d'esprit, de corps et de fortune. Nous avons choisi Victor Hugo pour président. Il a une haute position, son nom est connu et il est un des rares hommes de premier rang qui s'intéressent à notre cause. A ma grande surprise, je viens d'apprendre qu'Horace Say, après avoir signé les circulaires d'invitation au Congrès, est parti pour la Suisse avec sa famille. Je croyais que c'était l'homme, en France, sur lequel nous pouvions le plus compter. Bastiat est à Bruxelles, mais on m'assure

(1) La résolution de lord John Russell, qui fut plus tard l'objet d'une loi, avait pour but de relever les juifs de l'incapacité où ils étaient de jurer. Le bill fut voté par la Chambre des communes et rejeté par la Chambre haute.

qu'il reviendra pour le congrès..... Malgré tout, le congrès fera du bien. Nous condamnerons les emprunts de guerre, ce qui servira de base à une démonstration contre ceux, qui cherchent à trouver dans la Cité de l'argent pour la Russie. J'ai passé la journée à regarder Paris qui, extérieurement, n'a pas changé. Mais je crois lire une expression hagarde, anxieuse, qui parle de souffrances passées et de craintes pour l'avenir. Ce peut être de l'imagination, mais il me semble que je vois des yeux creusés et des lèvres serrées dans toutes les classes. Tout le monde a terriblement souffert, nul n'a échappé, du roi au cocher de fiacre.

25 août, Paris. (A la même.)

Vous me trouverez négligent, mais si vous saviez comme je suis placé depuis trois jours, vous m'excuseriez. Je suis au quartier général du comité du congrès, et ma chambre à coucher (une grande preuve de bêtise de ma part) donne sur le salon ; jour et nuit, je suis dans la *mêlée*. De plus, le public français persiste à me regarder comme un grand personnage, et les visites me prennent de plus en plus de temps. Mais les séances du congrès sont terminées, et je puis dire qu'elles ont eu du succès. Chaque jour les spectateurs étaient plus nombreux : ils étaient d'une classe supérieure ; à la dernière réunion il a fallu renvoyer des milliers de personnes, faute de place. On était tout étonné que pour un tel sujet, dans cette chaleur, à Paris, une chambre contenant 2,000 personnes ait été remplie trois jours de suite. C'est ce qui est arrivé, en effet. Toute cause qui s'appuie sur un bon principe doit réussir. Nos bons amis les quakers sont enchantés. Il n'y a aucun doute que nos meetings n'aient fait du bien. Tout le monde en parle depuis huit jours ; pour la première fois, le sujet de la paix a été écouté, même en France. Mon premier discours, bien qu'il ne fût pas long, a produit un effet prodigieux sur l'auditoire et il a été loué dans tous les journaux. Il méritait d'être bien reçu, car il m'a pris beaucoup de temps ; je l'ai écrit et je me suis exercé à le lire avec le secours de Bastiat. Mon bon ami Bastiat a passé deux matinées dans ma chambre ; il venait avant huit heures pour m'aider à traduire et me faire prononcer. Le gouvernement s'est montré très bien disposé à notre égard. Tous les monuments publics nous ont été ouverts. Les grandes eaux de Versailles et celles de Saint-Cloud joueront lundi, pour la gratification des membres du congrès. Les eaux jouent d'habitude quatre fois par an, un dimanche ; mais on a choisi lundi pour nous ; c'était un compliment délicat offert au sentiment religieux des Anglais. Ce soir nous sommes tous invités, hommes et femmes, chez Tocqueville, le ministre des affaires étrangères. Mardi, la députation se dispersera ; les membres devraient être extrêmement satisfaits de leur visite.

Paris, 28 août. (A la même.)

Hier, lundi, nous sommes partis pour Versailles, dans un train spé-

cial, à neuf heures du matin ; nous étions à peu près 700. On nous a montré le château ; puis nous sommes allés dans une grande salle, appelée la salle du Jeu de paume, dans laquelle un déjeuner nous attendait. Je fus ensuite nommé président, et nous prîmes part à une intéressante petite cérémonie, qui consistait à donner à chacun de nos amis américains un exemplaire du *Nouveau Testament* en français ; c'est un tribut de notre admiration pour le zèle dont ils ont fait preuve en venant de si loin assister au congrès. Puis nous sommes retournés et nous avons vu les grandes eaux. C'était vraiment un spectacle splendide. Il y avait une grande foule de Français ; ils étaient très polis et de très bonne humeur, mais ils ne purent réprimer leur sourire à la vue des chapeaux des *quakeresses*. De Versailles, le train nous a conduits à Saint-Cloud voir les eaux, qui étaient illuminées pendant la soirée.

Tout en correspondant avec M. Bright sur la réforme parlementaire et économique, avec George Combe sur l'éducation, Cobden ne perdait pas de vue une troisième cause, qui lui semblait, ainsi qu'à M. Bright, d'une aussi grande importance que les deux autres, pour le bien-être national. La lettre suivante était adressée à M. Livesey, un champion ardent de la cause de la Tempérance.

Londres, 10 octobre.

Votre lettre m'a causé un bien vif plaisir. J'ai souvent regretté de ne pas avoir eu le plaisir de vous serrer la main, depuis mon retour en Angleterre.....

Vous avez bien choisi le terrain sur lequel vous exercez votre activité. La cause de la tempérance est à la racine de tout progrès social et politique dans ce pays. Les Anglais sont en bien des points les gens sur lesquels on peut le mieux se fier. Je ne suis pas de ceux qui prétendent que la race anglo-saxonne est supérieure à toutes les autres. Quand nous nous rappelons que nous devons notre religion aux Asiatiques, notre littérature, notre architecture, nos beaux-arts, en grande partie aux Grecs, les signes numéraux aux Arabes, notre civilisation aux habitants de l'Italie, beaucoup de nos sciences physiques et de nos inventions mécaniques à l'Allemagne, quand nous nous rappelons ces faits, nous devrions modérer nos prétentions. Mais donnez-moi un Anglais sobre, véridique, énergique, et je répons qu'il sera l'égal de tout homme dans les luttes journalières de l'existence. Il a un instinct de conduite qui lui fait triompher de toutes les difficultés. En voyageant dans les pays civilisés, j'ai été frappé de la supériorité que les étrangers doivent à la sobriété ; elle leur donne les avantages d'une civilisation plus avancée, même quand le niveau de l'éducation est inférieur et que leurs institutions politiques sont moins bonnes que les

nôtres. L'énergie naturelle de la race anglaise dégénère en brutalité sauvage sous l'influence de l'ivresse habituelle ; un des effets les plus tristes de l'intempérance, c'est qu'elle détruit le respect de soi-même, qui est la base de toute ambition honnête. Voilà l'infériorité que je constate chez nos ouvriers, du moins chez ceux qui s'adonnent à la boisson ; leur nombre diminue heureusement chaque année. Il leur manque la possession d'eux-mêmes, les manières polies que l'on trouve parmi les nations plus sobres. Si vous pouviez faire de nous une nation de buveurs d'eau, il n'y a aucune raison pour que, tout en restant le peuple le plus énergique, nous ne devenions le peuple le plus poli ; car nous ne sommes inférieurs à aucune race dans les qualités inhérentes au gentleman, la vérité et la bienveillance. Je n'ai donc pas besoin de dire combien je respecte vos efforts dans la cause de la tempérance. Je suis un exemple vivant de la vérité de vos principes. Avec une organisation délicate et un tempérament nerveux, j'ai pu, grâce à la tempérance, faire l'œuvre d'un homme robuste. Mais il m'a fallu être de plus en plus tempérant. Autrefois, je prenais avec les autres un verre de spiritueux et d'eau ; la bière était ma boisson habituelle. J'ai trouvé que les spiritueux ne me convenaient pas, et, depuis vingt ans, je n'en ai pris que comme médicament. Ensuite, le vin de porto et le xérès sont devenus incompatibles avec mon travail mental ; et depuis des années je n'ai touché à ces vins que par complaisance après dîner. Dernièrement, j'ai trouvé, quand je dînais en ville, que je devais mêler de l'eau même au vin de champagne. Sur ma table, quand je dîne en famille, je n'ai que de l'eau. Il n'y a pas un tonneau de bière dans la maison. Depuis quelques années, nous stipulons avec nos domestiques qu'ils ne boiront que de l'eau. Nous ajoutons quelque chose à leurs gages, pour leur prouver que nous ne voulons pas les traiter plus mal que nos voisins. Tous mes enfants seront, je l'espère, *teatotalers*. Vous voyez que, sans commencer par un principe bien arrêté, j'en suis arrivé à boire ce qui est strictement nécessaire, pour me permettre de supporter un travail mental de douze heures par jour au moins. Je n'ai pas besoin d'ajouter que ce ne serait pas un sacrifice pour moi de joindre vos rangs, et de prendre l'engagement de ne boire que de l'eau. Au contraire, ce serait une satisfaction de savoir qu'à partir de ce jour je ne toucherais plus une goutte de boisson fermentée. L'avoueraï-je, toutefois ? Ce qui me retient, c'est que cette habitude me forcerait à me singulariser des autres dans la vie sociale. Ce ne serait certes pas un obstacle insurmontable, si des motifs d'utilité supérieure me poussaient à cette décision.

Cobden écrivait à Combe à ce sujet : Je me rappelle qu'en 1843, Bright, le colonel Thompson et moi avons envahis l'Écosse, et nous faisons le tour du royaume : nous nous étions séparés, pour nous rejoindre à Sterling, notre tâche terminée. Là, après une grande réunion publique, nous retournions à notre hôtel ; un grand nombre de baillis et de personnages marquants nous accompagnèrent et restèrent avec

nous, à notre grand désespoir (car nous avions sommeil), jusqu'à une heure du matin, buvant du whiskey sucré. Nous, trois Anglais, ne prenions que du thé, et notre conduite attira l'attention sur nos principes d'abstinence totale, qui étaient plus rares alors qu'aujourd'hui. Nous fîmes la remarque, devant les baillis, que nous n'avions pas dépensé un shilling pendant notre tournée en Écosse, en spiritueux, vins ou bière.

Les Écossais étaient d'abord disposés à les regarder avec un certain dédain ; mais quand ils entendirent ce que les Anglais avaient fait, les meetings auxquels ils avaient pris part, souvent deux le même jour, les baillis durent reconnaître, en mettant la cuiller dans leurs verres vides, que tout en buvant de l'eau, on pouvait déployer une énergie indomptable et une longue persévérance dans un travail accablant.

CHAPITRE XIX

LE DÉBAT DE DON PACIFICO. L'AGRESSION CONTRE LE PAPE.
CORRESPONDANCE AVEC M. BRIGHT SUR LA RÉFORME

L'année 1850 tient une place importante dans l'histoire des principes de Cobden, c'est la date d'une fameuse discussion dans le Parlement, qui amena pour bien des années le triomphe d'une politique opposée à la sienne. Le célèbre débat à propos de Don Pacifico est le point de départ de la toute-puissance de lord Palmerston, et la preuve du peu d'influence que la doctrine préférée de Cobden exerçait alors sur l'opinion de la classe dominante.

Il y avait quatre ans que lord Palmerston était aux affaires étrangères. Pendant ce temps son activité avait été incessante dans la moitié de l'Europe. La *taquinerie*, dont Bastiat se plaignait amèrement à Cobden, était dans toute sa force. On n'a jamais vu rien de semblable dans notre politique. Il avait placé l'Angleterre à la veille d'une guerre avec la France à l'occasion des mariages espagnols. Il avait envoyé la flotte anglaise sur le Tage, pour empêcher les Portugais de régler leurs affaires intérieures, comme ils le voulaient. Il s'était plongé dans de dangereuses complications européennes à propos de la guerre civile entre les cantons suisses. Un agent anglais avait été envoyé en Italie, pour apprendre la politique, disait M. Disraeli, au pays où Machiavel est né. Quand la guerre éclata entre le roi de Naples et ses sujets en Sicile, l'émissaire de lord Palmerston se précipita dans le tourbillon pour diriger la tempête. Ce délire atteignit un si haut degré, que le secrétaire des affaires étrangères dit à son ambassadeur à Madrid de faire une réprimande sévère au gouvernement espagnol, qui avait manqué de respect à l'opinion publique de ses sujets. Avec un sentiment

louable de leur propre dignité, les ministres espagnols renvoyèrent à lord Palmerston sa dépêche, et déclarèrent à l'ambassadeur anglais qu'il devait quitter le pays dans les quarante-huit heures. Lord Palmerston croyait sincèrement qu'il mettait ainsi en action le genre de doctrine politique, qu'on définit du nom vague et contestable de Principes de Canning. Personne ne doute qu'il obéissait à une conviction sincère et honnête, et qu'il voulait faire jouer à son pays un rôle prépondérant parmi les difficultés de l'Europe. Cette conception était magnifique et généreuse, malheureusement elle était insensée. La partie non réfléchie de l'humanité éprouve une attraction irrésistible pour le spectacle de l'énergie déployée sur une grande échelle; la vigueur devient un but en elle-même. Maintenant que la fumée contemporaine s'est dissipée, chacun reconnaît que la vigueur de lord Palmerston était futile dans les résultats qu'elle a obtenus pour les autres et pleine de dangers pour nous. Elle nous tenait toujours sous la menace d'une guerre, elle entraînait une déperdition de forces considérable et elle détournait notre attention de la longue liste d'améliorations dont nous avons grand besoin.

Nous pouvons imaginer quels étaient les sentiments de Cobden en voyant se développer cette politique. Il fit de nouveaux efforts pour éveiller l'attention du public, qui supportait ou soutenait même les principes de lord Palmerston. Pendant l'automne de 1849, il poursuivit une campagne en règle avec ses amis; ils portèrent dans leurs attaques le zèle et l'ardeur qui les caractérisaient. Cobden prononça des discours à Leeds, Bradford, Manchester, et autres villes du Nord, répétant ce qu'il avait dit sur la nécessité de diminuer les dépenses, de réduire les armements, sur la mauvaise politique coloniale, etc. On l'écoutait avec un certain intérêt, et dans le cours des années le grain semé par Cobden a germé et porté des fruits. Mais en ce moment les événements, qui agitaient l'est de l'Europe excitaient la passion populaire en Angleterre et préparaient la voie aux tristes événements qui, cinq ans plus tard, détruisirent toutes les espérances de Cobden.

La guerre de l'indépendance hongroise était l'un des incidents les plus remarquables de l'explosion révolutionnaire de 1848, et l'écrasement de la Hongrie fut un des épisodes les plus impor-

tants de la réaction absolutiste qui la suivit. Le tsar de Russie vint à l'aide de l'empereur d'Autriche ; après une résistance courageuse les forces hongroises durent se rendre devant le général russe ; Kossuth et quelques chefs patriotes passèrent la frontière et se placèrent sous la protection de la Porte. Les deux États du Nord demandaient que les réfugiés fussent livrés par le gouvernement turc ; l'Europe suivait avec un intérêt profond cette lutte diplomatique. Cobden partageait l'indignation véhémement qu'inspiraient à ses concitoyens les exigences de l'Autriche et de la Russie. Mais il voyait le danger ; c'est que cette juste sympathie pour une bonne cause ne tournât en une intervention armée en faveur de la Hongrie et de ses champions. Il faut avouer que la position de Cobden était fort délicate. Il nous semble qu'il serait impossible de défendre le principe de non-intervention d'une façon rationnelle et digne d'un homme d'État, si ce principe devait consister à interdire en toutes circonstances, sans réserve aucune, toute intervention armée contre un pouvoir étranger. Il peut exister de bonnes raisons pour lesquelles, à un moment donné, nous resterons passifs devant un gouvernement, qui se mêlera avec violence des affaires d'un autre pays. Notre propre gouvernement peut être occupé ailleurs, ou bien il peut ne pas posséder les ressources militaires nécessaires pour intervenir avec succès, ou bien encore son intervention à la longue pourrait être funeste à ses protégés. Mais il n'y a pas de règles absolues. Quand un despote militaire vient écraser les hommes d'un autre pays, qui luttent pour leurs droits nationaux, aucun principe ne saurait défendre à une nation libre d'intervenir avec la force contre lui. C'est seulement une question d'opportunité et de prudence.

Une telle distinction n'échappait pas à Cobden, mais il sentait que dans l'affaire de Hongrie, il n'avait pas besoin de pousser le principe général au delà de son sens légitime. A une réunion publique qui se tint dans la *Taverne* de Londres afin de protester contre l'invasion russe en Hongrie, il exposa avec netteté ses idées sur ce qui faisait les interventions justifiées. Par un hasard curieux, lord Palmerston négligea d'intervenir, même par une réprimande, dans la seule circonstance où son intervention aurait pu faire du bien. La Russie, dit Cobden, avait pu envoyer

ses armées à travers le territoire turc en Valachie et en Moldavie, pour porter le coup de mort au cœur de la Hongrie, et notre gouvernement n'avait pas protesté. C'était sa ferme conviction et celle des hommes qui avaient pris part à la lutte en Hongrie, que si lord Palmerston avait protesté verbalement avec énergie, la Russie n'aurait pas envahi la Hongrie.

En d'autres termes Cobden comptait sur l'opinion. Il était sans doute, trop pratique pour imaginer que le respect d'une opinion purement morale arrêterait l'action des intérêts égoïstes. Il savait toutefois que les guerres ont pour origine moins des conflits d'intérêt de ce genre, que des causes futiles, dont on s'était mal tiré. C'était son argument en faveur de l'arbitrage. Les occasions sérieuses et inévitables de guerre sont rares, disait-il. Dans les rapports ordinaires des nations entre elles, quand il s'élève un différend, c'est dans une question sur laquelle l'opinion du dehors peut agir avec force. Dans l'état d'esprit incertain du tsar au sujet de l'invasion de la Hongrie, une manifestation énergique de l'opinion anglaise aurait pu avoir une influence décisive. C'est le devoir des nations plus civilisées de former et de fortifier en Europe une opinion publique contre l'intervention d'un État dans les affaires intérieures des autres États et contre la guerre, comme le premier moyen, au lieu d'être le dernier, de régler les querelles internationales.

A cette époque Cobden trouva une façon efficace d'arrêter la guerre, et les préparatifs de guerre des deux États, dont l'action tyrannique avait enflammé le ressentiment de ses concitoyens. Il se lança dans une croisade ardente contre l'habitude de prêter à l'Autriche et à la Russie de fortes sommes, qui étaient empruntées sous différents prétextes, pour payer les frais de la guerre d'oppression. Au mois d'octobre, il prononça un discours éloquent contre l'emprunt autrichien de sept millions de livres; au mois de janvier, il attaqua dans une autre réunion avec encore plus d'ardeur l'emprunt de cinq millions et demi de livres, que la Russie avait annoncé. Il soutenait que le placement était incertain; que l'exportation d'un capital, qui doit être détruit et perdu dans l'abîme sans fond des guerres étrangères, est contraire aux doctrines de l'économie politique. Quelle absurdité plus flagrante pour un citoyen, que de donner son argent à un État étranger,

pour aider celui-ci à faire des préparatifs militaires, quand il sait ou devrait savoir qu'il travaille ainsi à imposer à lui-même et aux autres contribuables de son pays le poids de préparatifs correspondants de défense! Quel homme, ayant le sentiment le plus rudimentaire de devoir public, pouvait prétendre que l'usage auquel servait son argent ne lui importait pas, tant que l'intérêt était élevé et le placement avantageux! Pourquoi avait-on besoin de cet argent? L'Autriche, avec sa barbare alliée, avait entrepris une guerre cruelle et impitoyable et maintenant elle tendait ses mains sanglantes à d'honnêtes Hollandais et à des Anglais, et leur demandait de contribuer à cette dévastation haïssable. C'était non seulement de la part des prêteurs un attentat porté à la fortune nationale, un gaspillage de capital, un fardeau lourd et sans profit imposé aux générations futures; c'était encore une participation directe à des actes que les hommes, à qui l'on réclamait cet argent condamnaient et détestaient, et avaient raison de détester et de condamner. Ce système d'emprunts étrangers dans un but de guerre, déclarait Cobden, par lequel l'Angleterre, la Hollande, l'Allemagne et la France sont appelées à payer les armes, les vêtements, la nourriture des belligérants, est un système qui perpétue les horreurs de la guerre. Les hommes qui prêtent de l'argent pour un tel but n'ont pas même l'excuse avec laquelle se justifient ceux qui tirent l'épée. Ils ne peuvent plaider le patriotisme, la défense nationale, ni même le ressentiment, la gloire militaire. Ils calculent froidement les chances de profit et de perte dans un jeu où des vies humaines sont engagées (1).

Il est impossible de ne pas admirer le courage, le bon sens et l'élévation que Cobden employait pour indiquer la responsabilité morale de l'usage du capital. Une telle doctrine était nouvelle même dans la chaire et encore plus nouvelle sur la *platform*. La presse, qui ne devance jamais l'opinion publique et reste plutôt en arrière, attaqua Cobden avec ses armes les plus rudes. La Cité fut irritée de l'introduction du principe du bien et du mal sur le terrain financier. Quelques-uns de ses amis lui demandèrent pourquoi, d'après les principes mêmes du libre échange, il ne leur permettait pas de prêter leur argent au taux le plus élevé

(1) *Discours*, II^e vol., p. 189.

possible et de l'emprunter au taux le plus bas; pourquoi n'y aurait-il pas libre échange en argent comme en toute chose (1)?

La voie n'est facile pour aucun réformateur, mais nul ne rencontre tant de difficultés que celui qui introduit une nouvelle morale. Cobden ne pouvait reculer, car il voyait que la destination du capital devient une question de plus en plus grave, à mesure que la société devient plus démocratique. L'Allemagne est un exemple en ce moment, qui nous montre comment avec les nations modernes, la destruction du capital dans des entreprises militaires engendre le socialisme. A mesure que la population augmente, il faut ménager avec plus de sagesse les ressources dont dépendent ses moyens d'existence. Comme le pouvoir politique passe de plus en plus entre les mains des masses, il devient plus nécessaire de leur faire comprendre les inconvénients de la guerre.

La façon de penser de Cobden sur la guerre n'était nullement sentimentale: elle venait du jugement philosophique qu'il portait sur les conditions particulières de la société moderne. Il était opposé à la guerre, parce que la guerre et les préparatifs de guerre consumaient les ressources dont on avait besoin afin d'améliorer l'état matériel de la population. Sir Robert Peel l'avait devancé en montrant au Parlement le danger des grosses dépenses militaires. Les dépenses de guerre signifiaient de lourds impôts, et les lourds impôts signifiaient mécontentement et révolution. Cet homme politique, plein de sagesse, avait dénoncé la vieille maxime: « *Si vis pacem, para bellum.* » Aucune maxime ne soulève plus de contradiction et ne doit être acceptée avec plus de réserve. Peel ajoutait qu'il est impossible de protéger une nation contre tous les risques possibles. Si en temps de paix vous insistez pour que les garnisons coloniales soient au complet,

(1) « On m'a dit qu'un homme a le droit de prêter de l'argent, sans demander l'usage qui en serait fait. Mais s'il savait qu'on l'emploiera à un dessein honteux, a-t-il le droit de le prêter? j'ai demandé à un homme de la Cité: Si on voulait vous emprunter de l'argent pour construire, et si vous saviez que cet argent servirait à bâtir des maisons mal famées, vous croiriez-vous moralement autorisé à prêter l'argent? Il me dit: Oui. Alors je répliquai: Je ne vais pas discuter avec vous; car si vous prêtiez de l'argent pour bâtir des maisons de cette sorte, vous êtes capable d'en diriger une vous-même, si vous pouviez gagner ainsi 10 p. 100. » (*Discours*, II^e vol., p. 418.)

pour que les fortifications soient dans un état de conservation parfaite, aucune somme ne suffira. Si vous vous laissez impressionner par l'opinion des militaires, qui disent au ministre qu'ils rejettent sur lui toute la responsabilité dans le cas où une guerre éclaterait, le pays sera écrasé d'impôts. Il faut courir des risques. La déclaration de Peel était le langage du sens commun, elle explique l'attitude de Cobden dans une série de questions, où ses conseils n'ont pas été écoutés (1).

C'était en se plaçant au point de vue politique et non au point de vue religieux ou humanitaire, que Cobden cherchait à soulever les hommes contre la guerre. Si une guerre inutile est un crime, alors celui qui fournit des fonds pour cette guerre en vue de quelques pour cent de plus prend part à ce crime. C'est là le sermon que prêchait Cobden.

Des spéculations de ce genre ne convenaient guère au vétéran du *Foreign Office*, qui manipulait les faits d'après d'autres principes. Les événements tournaient contre les espérances de Cobden. Pendant que la Russie et l'Autriche pressaient l'extradition des réfugiés hongrois, lord Palmerston envoya notre flotte dans les Dardanelles pour encourager la Porte à tenir ferme. D'après Cobden c'était un déploiement de forces inutile. Il faisait remarquer que l'Autriche et la Russie avaient retiré leurs demandes, devant la manifestation de l'opinion publique dans le reste de l'Europe. Ce qui est certain, c'est que l'action de lord Palmerston prépara ainsi la guerre de Crimée. Il envenima ensuite la lutte qui existait à l'état chronique entre l'Angleterre, la France et la Russie en Orient et il donna un exemple dangereux d'arbitraire dans le règlement des difficultés internationales. Le gouvernement anglais faisait valoir certaines réclamations contre le royaume de Grèce. Une partie de ces réclamations était en faveur d'un juif portugais de Gibraltar, que l'accident de son domicile faisait sujet anglais et qui a donné son nom (Pacifico) à toute l'affaire. Lord Palmerston envoya la flotte anglaise, qui se trouvait aux Dardanelles, devant le Pirée. Elle saisit non seulement un navire de guerre grec, mais des navires marchands appartenant à des particuliers. Les Anglais les gardèrent comme

(1) Le passage de Peel est cité par Cobden, *Discours*, 2^e vol., p. 414.

gages. Il n'y a guère qu'une opinion là-dessus, c'est que cette conduite était beaucoup trop violente.

La France offrit ses services et on les accepta. Mais lord Palmerston conduisit si mal les négociations, qu'à un moment nous étions tout à la fois menacés d'une rupture avec la France et exposés aux remontrances de la Russie, qui s'appuyaient sur des maximes de moralité internationale. Du commencement à la fin, dans ses moindres détails, dans son but et dans son résultat, ce fut probablement le conflit diplomatique le plus inepte, le plus injuste et le plus dangereux, dans lequel l'irréflexion de lord Palmerston entraîna l'Angleterre.

La discussion qui eut lieu dans la Chambre des communes à ce sujet embrassa toute la politique de lord Palmerston. Non seulement sir Robert Peel, mais M. Gladstone, M. Disraeli, sir James Graham et Cobden attaquèrent le ministre pour sa conduite impolitique en Grèce, en Portugal, en Suisse et ailleurs. Lord Palmerston se défendit depuis le crépuscule jusqu'à l'aurore, avec une énergie et un talent qui furent admirés de ceux mêmes qui avaient la plus mauvaise opinion de sa cause.

La question était bien posée. En défendant les droits des sujets anglais au dehors, ou en traitant avec d'autres nations, le ministre de l'Angleterre doit-il arriver à ses fins par une politique conciliante ou par la violence et la force? Doit-il intervenir avec des remontrances et des navires dans les affaires intérieures des autres nations? Doit-il rechercher et créer des occasions d'intervention, ou doit-il au contraire ne pas accepter trop vite ces occasions, quand elles se présentent d'elles-mêmes? L'intervention doit-elle être fréquente, systématique ou, au contraire, doit-elle être « rare, délibérée, décisive et effective (1)? » L'Angleterre, lorsqu'il lui faut employer la formule du *civis romanus*, doit-elle ne tenir aucun compte des lois des autres nations, ou doit-elle, par le scrupuleux respect qu'elle témoignera pour ces lois, affermir le règne de la justice et de la paix dans le monde? Telle était la portée du débat. La victoire fut aux vieilles idoles. La politique étrangère de lord Palmerston fut approuvée, et il obtint une majorité de 64 voix. Le jour

(1) Définition de M. Gladstone.

suivant, lord Palmerston pouvait dire que ce débat avait fait de lui le ministre le plus populaire, qui se soit trouvé au pouvoir depuis longtemps. Il n'y avait qu'un homme d'État, dont l'autorité et la force de conviction auraient pu arrêter la marche ascendante de lord Palmerston et sauver le pays de la démoralisation de son règne. Cet homme mourut malheureusement le lendemain du jour où il avait protesté, avec toute la sagacité de l'expérience, contre la politique dangereuse du ministre des affaires étrangères, et contre sa conception erronée de l'honneur et de la dignité nationale.

La mort de sir Robert Peel fut un malheur pour Cobden, comme elle fut une perte irréparable pour sa patrie. Cobden sentit toute l'étendue de cette catastrophe.

Pauvre Peel! écrivait-il trois jours après cet événement, je n'ai pas encore pu me persuader qu'il n'occupera plus son siège habituel en face de moi. Nous ne connaissons pas encore l'étendue de notre perte, on la sentira plus tard dans les relations des partis et dans la direction des affaires publiques. J'avais observé ses tendances dans les dernières années, et je suis convaincu que dans les questions qui m'intéressent, réduction des armements, diminution des dépenses, principes de paix, etc., il avait avec moi de fortes sympathies, plus fortes qu'il ne les avait encore exprimées.

5 juillet 1850. (A. G. Hadfield.)

Dans l'automne de 1850, l'Angleterre fut agitée par une tempête d'antipapisme, qui ne nous paraît pas aujourd'hui moins honteuse, parce que nous voyons comme ce déchainement était risible. Malheureusement lord John Russell se prêta aux préjugés et aux alarmes, qui sont si facilement éveillés dans l'esprit des Anglais, par tout ce qui leur rappelle l'existence de l'Église catholique (1). Il souffla le feu par une lettre à l'évêque de

(1) Le pape, ébloui par la conversion de quelques Anglais de marque, avait publié une bulle, qui créait en Angleterre une hiérarchie d'évêques catholiques. Il conférait à chacun de ces évêques le titre d'une ville d'Angleterre. Cet acte excita l'indignation de l'autre côté du détroit. Lord John Russell proposa au parlement l'*Ecclesiastical Titles Bill*, qui établissait des peines contre les catholiques, qui s'arrogeraient des titres empruntés à un territoire ou à une ville du Royaume-Uni, et annulait tous les actes dans lesquels ces titres auraient été employés. Ce bill vexatoire fut voté, mais il ne fut pas appliqué. (Voir : *History of our own Times*, par Justin Mac Carthy, 2^e vol., p. 74-101.)

Durham, qui tient une place aussi considérable dans ses actes que la *lettre d'Edimbourg* de 1845. Dans ce moment funeste pour sa gloire d'homme d'État, il proposa et fit passer une mesure, que l'on doit blâmer autant pour la bigoterie dont elle s'inspirait que pour sa futilité. L'effet, dans l'état de balance des partis, fut d'ébranler la position de lord John Russell, car les concessions du ministre à la bigoterie de l'Écosse et de l'Angleterre avaient excité le juste ressentiment de l'Irlande. Le suffrage des Irlandais était indispensable au ministère whig depuis le *Reform Bill*, et lord John se l'était aliéné. La chute de son ministère n'était plus qu'une question de temps.

A la fin de la session, Cobden se rendit au congrès de la paix, qui se tint cette année-là à Francfort.

Voici des extraits de ses lettres à son retour :

15 février 1851. (A J. Sturge.)

N'y a-t-il pas moyen d'amener une déclaration des amis de l'égalité religieuse à Birmingham contre la loi whig, qui inflige des peines aux catholiques? Birmingham s'est prononcé le premier contre les meetings antipapistes du Nord. Ne veut-il pas avoir l'honneur de prendre l'initiative d'une déclaration de principes, contre toute immixtion de la législature dans les affaires religieuses? Je voudrais une déclaration qui dénierait entièrement le droit au Parlement d'encourager, par des promesses temporelles ou d'arrêter par des châtimens corporels, le progrès de telles ou telles opinions religieuses. La masse des habitants de Birmingham est favorable à ce principe, c'est le principe de la liberté religieuse, que tous les partis prétendent soutenir, mais que bien peu sont prêts à mettre en pratique. Essayez de réunir quelques amis et demandez leur avis. Nous reculons rapidement dans la Chambre des communes, et à moins que nous ne soyons aidés du dehors, nous sommes perdus.

Londres, 19 février. (Au même.)

Je pense que le cri *No Popery* (pas de papisme) sera fatal au ministère. On croit généralement qu'avant quinze jours le gouvernement se trouvera en minorité dans une question importante quelconque, par exemple l'impôt sur le revenu. Les membres catholiques irlandais sont décidés à tout pour faire tomber lord John. L'Irlande est dans un tel état d'exaspération contre les whigs, que pas un membre irlandais, ayant des électeurs catholiques, ne sera réélu s'il ne vote contre le ministère. Nous pouvons avoir une dissolution au printemps, et si l'un des partis a le malheur de pousser le cri *No Popery*, le ciel sait

ce qui arrivera. Une chose est certaine : les catholiques irlandais n'enverront que des catholiques, et la balance du pouvoir sera entre leurs mains. S'ils étaient soixante quakers au lieu d'être soixante catholiques irlandais, ils dicteraient la loi au ministère. L'état incertain des partis fait qu'il est d'autant plus important pour nous de soutenir la bannière de la liberté religieuse.

25 février. (A J. Parkes.)

Le bill sur le titre des ecclésiastiques (*the Ecclesiastical titles bill*) est la vraie cause de la chute du coche whig, ou plutôt du bond du cocher, qui a sauté du siège pour ne pas être renversé (1). Aucun cabinet ne peut maintenir cette loi, car aucun cabinet ne peut exister, si cinquante membres irlandais se sont engagés à voter contre lui chaque fois qu'il est en danger.

Les manœuvres de votes dans la Chambre des communes sont bien plus désastreuses pour nos chefs aristocratiques, que les réunions monstres d'O'Connell. Quelle folie de donner une représentation réelle aux comtés irlandais et de persévérer dans la vieille politique de persécution (2) !

15 mars. (A M. Potter.)

Quant à la politique, personne ne sait ce qui va arriver. Les partis sont confondus depuis la loi-céréales, et maintenant l'élément catholique a rendu la confusion encore plus grande. Soyez assuré de ceci : tout l'embarras de la Chambre, de la cour, du cabinet a pour origine la question papale. Les whigs peuvent accuser les radicaux ou faire de l'école de Manchester leur bouc émissaire ; mais c'est la lettre de Durham de lord Johnny et son bill, qui ont fait tout le mal. Depuis quinze ans, depuis 1835, le maintien des whigs au pouvoir a dépendu des Irlandais. Dès que cet appui leur faisait défaut, ils étaient perdus. Et maintenant ils doivent tomber. Ce qui les sauve encore, c'est l'impossibilité de les remplacer. En effet, il est difficile de voir qui peut gouverner. Un gouvernement qui persévère dans la politique anti-papale sera attaqué par les Irlandais ; un ministère qui se déciderait à

(1) Les ministres furent battus sur un bill proposé, par un membre du Parlement, qui voulait abaisser la franchise électorale dans les comtés à 10 livres. Le 22 fév. lord John Russell donna sa démission. On appela lord Stanley, mais il ne put former un ministère. Après un court interrègne, lord John et ses collègues revinrent au pouvoir.

(2) Cobden touche ici la vraie raison du mauvais succès des Anglais en Irlande depuis l'émancipation catholique. Nous avons appelé les Irlandais à envoyer leurs représentants au parlement pour y soutenir leurs vœux, mais jusqu'à présent ces désirs n'ont compté pour rien. Rien n'était mieux calculé que le *Titles Bill*, si l'on voulait augmenter l'aversion des Irlandais pour la suprématie anglaise et le dédain des Irlandais pour les protestations anglaises en faveur de l'égalité et de la tolérance.

ne rien faire contre le pape serait, je suppose, renversé par les Anglais. Nous sommes dans un grand embarras.

Je gage que les Irlandais l'emporteront, quoiqu'ils aient à lutter contre des difficultés considérables, mais le droit et la justice sont de leur côté. Nous nous exhibons l'année de l'Exposition comme le peuple le plus intolérant de la terre. L'Europe nous fait honte, et l'Amérique se moque de nous. Nous sommes comme le chien du proverbe dans la mangeoire. Nous ne voulons pas faire un arrangement avec le pape comme le fait l'empereur de Russie ; ce qui donne au tsar voix au chapitre dans la nomination des évêques catholiques des provinces de Pologne (son Irlande), et nous ne voulons pas permettre aux Irlandais d'arranger leurs affaires spirituelles sans notre intervention, comme cela se pratique aux États-Unis. Y eut-il jamais injustice plus absurde ? Nos hommes d'État, Graham, Aberdeen, ont bien raison de refuser le pouvoir pour continuer un tel système. Il n'y a pas un homme d'État marquant en Europe ou en Amérique, qui prendrait sur lui la responsabilité de traiter sept millions de catholiques comme nous le faisons.

Quant au libre échange, nous n'avons rien à craindre, si nous avons un appel au pays sur cette question pure et simple. Mais si les protectionnistes y joignent le cri religieux, Dieu sait quelle en sera la conséquence. Tout ce que je puis dire, c'est que si le peuple est décidé à satisfaire sa bigoterie, au prix du rétablissement de la taxe sur son pain, c'est son affaire et pas la mienne. Je m'opposerai aussi résolument au monopole protestant qu'au monopole protectionniste.

Je suis content d'avoir de si bonnes nouvelles de vous. Je ne vous conseille pas de venir au Parlement, quoique j'aimerais à vous voir sur le même banc que moi. Ces querelles théologiques me dégoûtent tellement que je serais enchanté si je pouvais m'échapper du filet politique. Mais je n'aurai pas cette chance.

Dunford, 22 avril. (A madame Cobden.)

J'ai quitté Chichester depuis hier, au milieu de la pluie, qui n'a pas cessé. Je vois à peine les arbres sur la colline, et les *Downs* sont perdus dans le brouillard. Je suis ainsi prisonnier et c'est très ennuyeux. Hier, à Chichester, j'ai fait une folie ; j'ai acheté une quantité de rosiers en pots ; je les attends aujourd'hui ; je les ferai dépoter et planter dans le jardin. Ils sont de l'espèce qui fleurit en automne.

J'aurai un parterre dans la partie élevée du jardin. J'aurai un autre parterre devant la maison. Nous brillerons en roses. Les houx et les plantes vertes ont l'air assez piteux, mais un temps chaud et sec les ranimera. La température est bonne, le blé semble vigoureux. Les rossignols et les coucous se font entendre et le feuillage des bois commence à s'animer. J'attends avec impatience le moment où nous serons ici avec les enfants dans l'automne. Vous vous y plairez immensément.

La grande exposition s'ouvrit cette année. Je ne trouve pas que Cobden ait été responsable de l'importance exagérée qu'on attachait avec si peu de raison à cette entreprise. Il ne croyait pas qu'elle marquât l'ère d'une transformation pacifique, mais il pensait qu'il pouvait prendre la nation au mot, et proposer à la Chambre des communes d'autoriser le ministre des affaires étrangères à ouvrir des négociations avec la France, afin de réduire les armements; il ne réclamait rien de déterminé; il demandait que l'on fit un effort dans cette direction, à un moment qui semblait si favorable. Lord Palmerston se hâta, avec une bonne volonté vertueuse, de donner une adhésion cordiale aux tendances générales de son honorable ami, mais il préférait conserver sa liberté d'action. D'autres membres suivirent, montrant sous des couleurs brillantes quel noble spectacle nous présentions au monde, si une résolution solennelle du Parlement recommandait au secrétaire des affaires étrangères de dire ouvertement à la France : « Nous voulons la paix et nous vous demandons de nous donner votre concours. » C'était le langage à la mode du jour, de même qu'une panique déclamatoire était à la mode peu après. Il n'y avait pas d'hypocrisie dans tout cela. Ce qui fit ces vicissitudes de l'opinion, c'est que les hommes d'État influents négligeaient de prendre une vue systématique de notre position nationale à l'égard des autres puissances. Une base réelle manqua dans la législation ou le public aux protestations de l'esprit pacifique. Cobden n'avait pas d'illusion sur le progrès de son opinion, mais il n'en était que plus décidé à persévérer.

Il était impossible que Cobden traitât avec sa franchise habituelle les questions militaires et navales, sans blesser la susceptibilité commune à tous les spécialistes. Il recevait souvent des lettres insolentes, écrites par des officiers, qui prenaient une discussion publique pour une injure personnelle.

En 1850, un certain capitaine, dont Cobden avait comparé les opérations à Bornéo à des actes de piraterie, l'appela en duel. Cobden répondit que si cet officier répétait son défi, il le dénoncerait à la police. Des journalistes légers l'accusèrent aussitôt d'inconséquence. S'il soutenait la doctrine de non-résistance, s'il voulait le désarmement universel et la paix à tout prix, comment pouvait-il parler d'un appel à la police ? Ce lan-

gage est un exemple des critiques adressées à Cobden par des personnages plus importants que des journalistes facétieux. La même année, un amiral, occupant une position élevée, lui envoya une lettre furieuse, à propos d'une parole attribuée à tort à M. Bright. Cobden répondit que son interlocuteur devait s'attendre, comme tout homme politique, à ce que sa conduite fût discutée; s'il avait si peu de contrôle sur lui-même, qu'il invitait à un combat mortel un membre du Parlement, parce qu'un autre membre avait, disait-on, fait une erreur verbale dans un discours d'une heure, ou parce que la plume du reporter avait glissé à un moment critique, dans ce cas, l'amiral avait mal choisi sa vocation et il ferait mieux de quitter le service. La réplique de Cobden était trop directe pour être polie, mais la provocation était grande.

Nous allons donner quelques extraits d'une correspondance plus sérieuse avec M. Bright.

29 septembre.

Je cherche les signes et les omens de l'avenir politique, mais je ne vois aucune indication d'une brise dans la direction de la réforme parlementaire. On est trop à son aise en ce moment pour faire de l'agitation. Avez-vous jamais entendu parler d'un mouvement en faveur d'un changement constitutionnel, quand le blé était au-dessous 40 shillings, sans parler du coton à 4 pence? Je suis prêt à agir dans la Chambre, ou hors de la Chambre, d'une façon individuelle; mais quand vous suggérez une conférence sous les auspices de Wilson, de vous et de moi à Manchester, vous devez d'abord considérer si nous ne courons pas le risque de nous aveugler nous-mêmes, ainsi que les autres.

Si nous nous posons en chefs d'une organisation, on croira que la Ligue nous suit. Nous induirons en erreur les autres et nous également, car, croyez-moi, nous n'entraînerons pas avec nous ceux qui nous ont soutenus dans la lutte du libre échange. Depuis que je suis à Midhurst, je me suis amusé, assis sous un vieux if, à relire des masses de vieilles lettres, que j'ai reçues pendant l'agitation de la Ligue. Les noms de ceux qui ont pris part à cette lutte sont frais dans ma mémoire. *Ne vous trompez pas; les mêmes hommes ne combattront pas pour la réforme parlementaire.* Si nous nous lançons dans cette entreprise, nous devons chercher des recrues dans une autre classe. Il faut que nous comprenions cette vérité et que nous la fassions comprendre à la foule; autrement nous faisons du mal, en égarant le pays avec nous.

L'absence d'un mouvement spontané, en faveur d'une réforme sérieuse, n'est-elle pas la meilleure preuve que l'Angleterre n'est pas

encore mûre pour cette mesure? Dans tous les mouvements, des hommes nouveaux se révèlent. Ils prouvent la réalité de l'intérêt public dans la réforme, dont il s'agit. Quand les catholiques furent prêts pour la liberté, c'est ce qui arriva. Quand les jours de la loi-céréales furent comptés, c'est aussi ce qui arriva. Mais où sont aujourd'hui les hommes, qui viennent nous prier, nous et Wilson, de nous mettre à leur tête pour accomplir une réforme parlementaire?... Où sont les hommes influents, dans leur localité, qui viennent à nous, avec des partisans sur lesquels nous puissions compter? Nous devons chercher autour de nous une certaine garantie. En effet, nous perdrons le peu d'influence morale que nous possédons, si nous ne recherchons pas avec calme quelles sont les chances de succès, avant de nous jeter dans une nouvelle agitation...

Je n'ai pas perdu l'espoir, comme vous semblez le croire, d'un progrès politique. J'ai foi dans la tendance de notre espèce à aller en avant. Même les manteaux rouges des aldermen de Manchester ne m'ont pas converti à la doctrine cynique de mon frère, que nous nous mouvons dans un cercle, et qu'après un certain temps nous retournons au point de départ (j'avoue toutefois que les manteaux rouges sont un grand triomphe pour sa théorie). Si nous n'avancons pas vite en ce moment, c'est que nous avons fait un grand saut vers le libre échange et le pays reprend haleine avant de repartir. Il n'y a pas de danger que nous restions stationnaires. L'abolition de la loi-céréales était une forte dose de médecine altérative, qui d'elle-même produira un changement graduel dans le corps politique. Il faudra peut-être du temps, mais le résultat est certain. Je vis dans une partie du pays où je puis en suivre l'effet.

Midhurst, 1^{er} octobre.

Je suis d'accord avec vous dans tout ce que vous dites de l'Irlande. Il n'y a aucun doute que la question de la terre (qui se complique de l'église établie) ne soit la source du mal. Et je puis dire ici que je partage cordialement votre détermination d'attaquer le monopole de la terre ici, en Irlande et en Ecosse. Il y a un article dans le *Freeholder* d'aujourd'hui (les grandes et les petites fermes) qui vous montrera que nos esprits suivent la même direction. Je suis prêt à adopter toutes les déductions de l'économie politique.

Avez-vous eu le temps de lire le volume en partie posthume de Bastiat : *Les Harmonies économiques*? Sinon, lisez-le; il exige une étude sérieuse, mais on en est payé.

Bastiat a soufflé une âme dans l'économie politique; il a défendu sa science favorite de l'accusation d'inhumanité, avec toute la ferveur religieuse d'un dévot.

Revenons à la propriété du sol dans notre pays. Nous n'avons pas fait un progrès depuis vingt ans sur le sujet de la primogéniture. L'opinion publique est indifférente ou favorable au système des

grandes propriétés maintenues en un tout par le droit de substitution. Si vous en voulez la preuve, voyez comme chaque marchand enrichi achète une terre, et essaye de perpétuer son nom par rapport à ladite terre en créant un majorat. Le seul moyen de pousser la France à une nouvelle révolution serait d'y toucher au système actuel; et en Angleterre nous aimons nos chaînes féodales. Nous sommes un peu Chinois. Il est bien heureux que nos grand'mères n'eussent pas l'habitude de se déformer les pieds à la chinoise. Nous aurions eu, sans cela, une terrible bataille à livrer pour émanciper les pieds de nos femmes. Mais quelque peu préparé que soit le public sur la question de la terre, je suis prêt à subir tous les dénigrements dans la cause de la vérité économique. J'avoue que c'est dans cet ordre d'idées, plutôt que sur des projets de réforme constitutionnelle, que je suis disposé à jouer le rôle de pionnier.

L'extension du suffrage doit venir et viendra; mais mon enthousiasme à ce sujet est refroidi, quand je vois combien d'erreurs populaires et de préjugés existent sur des questions telles que les colonies, la liberté religieuse, la propriété du sol. Je ne veux pas dire que ces pensées me font hésiter à soutenir l'extension de la franchise électorale, mais elles me font penser que je serai mieux occupé à répandre des idées pratiques et saines, qu'à combattre des formes de gouvernement qui n'impliquent pas de résultat pratique. Le grand obstacle à l'amélioration de John Bull est sa terrible vanité. Il a été si nourri de flatteries, pour lesquelles il a un appétit si insatiable, que son orgueil ne connaît plus de bornes. Rien n'est si difficile à changer que la politique d'individus ou de peuples, qui se laissent persuader qu'ils sont un objet d'envie pour les nations voisines et d'admiration pour le reste du monde. Le temps et l'adversité peuvent seuls agir dans ce cas.

CHAPITRE XX

LES PROTECTIONNISTES AU POUVOIR.

La victoire que lord Palmerston avait remportée dans l'été de 1850 fut suivie, avant la fin de l'année, d'une défaite qui aurait semblé écrasante à tout autre qu'à lui. Sa façon d'agir péremptoire n'avait jamais été agréable à la cour. Le but de sa politique avait déplu à certains personnages du continent, avec lesquels la cour d'Angleterre entretenait des relations d'amitié. Il n'était pas un favori dans ces hauts parages. Au moment de son triomphe parlementaire, la reine lui adressait une réprimande; elle lui reprochait d'avoir manqué de considération pour la couronne; les termes dont elle se servait étaient si vifs, que quand ce document devint public, on pensa qu'un tel affront était de ceux qu'un homme d'État ne peut supporter. On s'étonna qu'un ministre aussi indépendant d'esprit que lord Palmerston n'y eût pas répondu par une démission. Il ne le fit pas, parce qu'en se retirant, comme il le disait, il aurait cédé le fruit de la victoire aux adversaires qu'il avait battus, et il aurait abandonné ses partisans au moment où, grâce à eux, il avait triomphé. Ses ennemis ne tardèrent pas à trouver un prétexte contre lui.

Quand le président de la république française fit son coup d'État, lord Palmerston pensa qu'il avait agi d'une façon politique et sage. Il le dit franchement à l'ambassadeur de France à Londres. On fit allusion à cette conversation dans une dépêche officielle de Paris. La dépêche passa sous les yeux de la reine et du premier ministre; ils trouvèrent que lord Palmerston, en exprimant son opinion sur l'action du président, avant de s'être concerté avec ses collègues, avait violé la prudence et le décorum, et montré qu'il n'était pas digne de la place qu'il occupait.

Lord John le renvoya du ministère d'une façon assez brusque, et dans le débat qui s'engagea à ce sujet dans la Chambre des communes, on tomba généralement d'accord que la conduite du premier ministre était tout à fait justifiée. Des observateurs peu sagaces crurent que la carrière de lord Palmerston était terminée.

Lord Palmerston avait une conviction bien différente. Il comptait que la nation n'oublierait pas sa vigueur dans la politique étrangère. Il savait qu'il ne perdrait rien à paraître la victime des tendances germaniques de la cour. Il sentait que la presse du pays était hautement pour lui. Enfin il prévoyait, comme tout le monde, que le ministère tomberait avant la fin de la session (1). Il ne tarda pas à trouver une occasion favorable. Il rendit la pareille à John Russell, écrivit-il, et il le renversa en proposant à la loi sur la milice un amendement, que le ministre prit pour un vote indiquant le manque de confiance. Lord John Russell donna aussitôt sa démission (23 fév.), et le premier ministre de lord Derby remplaça le dernier ministère purement whig.

Aux yeux de Cobden, la politique du bill de milice et l'accession au pouvoir des protectionnistes étaient deux événements de mauvais augure. Le premier semblait prouver la renaissance de l'esprit militaire, et l'autre faisait craindre une réaction contre le libre échange. Cobden prononça un discours vigoureux contre la proposition d'organiser la milice; il soutenait que notre marine suffisait à nous protéger, pourvu qu'on n'envoyât pas systématiquement nos vaisseaux au loin. Il nia la probabilité raisonnable d'une guerre; il rappela la déclaration emphatique de lord John Russell à l'ouverture de la session, que les relations les plus pacifiques existaient entre l'Angleterre et les autres nations. Pourquoi agirions-nous tout à coup comme si une éventualité éloignée et improbable était devenue une certitude? Le point de vue auquel se plaçait Cobden ne plut guère à la majorité; un membre de son parti lui déclara qu'il était atteint d'une monomanie, qui privait la nation des services d'un homme très intelligent. Cobden savait le prix que lui et ses amis de-

(1) Voir la *Vie de lord Palmerston*, par M. Ashley, 2^e vol., p. 218.

vaient payer, en se tenant à l'écart des grandes factions et en refusant de répéter les cris de convention du marché politique. L'année précédente il avait exposé sa position devant une grande réunion de libéraux à Manchester. Les journaux malveillants commençaient à parler de lui comme d'un démagogue désappointé. « Ce démagogue désappointé », dit-il, « ne veut pas de fonction publique. Si telle avait été mon ambition, il y a longtemps que j'aurais pu y atteindre. Je ne veux ni faveur ni titre. Je ne veux rien de ce qu'un gouvernement ou un parti puisse me donner. Si je suis dans la Chambre des communes, c'est pour prêter mon faible appui à certaines questions, sur lesquelles j'ai de fortes convictions. » Si on lui ôtait cette influence, si on lui disait de ne pas agir, parce qu'il pourrait renverser un gouvernement qui lui inspirait peu de sympathie, il n'avait qu'à trouver une occupation plus utile que de passer ses nuits dans la Chambre des communes. Ce résultat serait préférable pour lui et pour ses amis (1).

Si Cobden n'était guère soutenu dans la Chambre ou dans le pays, quand il s'agissait de guerre et d'armements, il trouva du moins que, sur la question du libre échange, ni la presse ni ses électeurs ne l'avaient abandonné. Le nouveau gouvernement annonçait qu'il laissait ouverte la question de la protection, jusqu'au jour où il pourrait faire appel au pays. Cette déclaration forçait les libre-échangistes à faire de l'opposition. M. Bright demandait aux ministres de dire s'ils étaient hostiles à une loi sur les céréales. Si l'un d'eux reconnaissait que le temps était passé d'imposer le blé et promettait de ne pas se servir de l'impôt, pour compenser certaines classes des pertes que celles-ci imputaient au libre échange, les libre-échangistes de leur côté ne refuseraient par leurs votes de confiance au gouvernement.

La même indifférence amère, mais intelligible de la part de l'école de Manchester, aux liens qui la rattachaient au monde officiel, se montre dans les lettres de Cobden :

Chambre des communes, 28 février. (A G. Wilson.)

Pendant que j'écris, Stanley (lord Derby) parle encore; mais d'après ce que j'entends, son projet est de tenir la question du blé en suspens,

(1) Manchester, 23 fév. 1851.

sous prétexte de graves affaires parlementaires. Il reconnaît qu'il est en minorité dans la Chambre, et qu'il ne peut rien faire, à moins qu'il ne soit forcé à une dissolution, par ce qu'il appelle une opposition factieuse. La Chambre craint toujours une dissolution, et cette menace peut avoir de l'influence sur beaucoup de membres. Il me semble que notre conduite est claire. Nous ne devons pas laisser les intérêts agricoles et manufacturiers du pays en suspens pendant une année. Nous devons provoquer une lutte immédiate, envoyer des pétitions à la reine demandant une dissolution. Nous donnerons ainsi du courage et de la confiance à nos amis et nous empêcherons les membres de temporiser. Nous avons tout à craindre d'un délai. L'enthousiasme populaire se refroidira ; notre ennemi étant au pouvoir aiguisera l'épée, qui doit nous frapper quand nous ne serons plus sur nos gardes. Qu'aucune question ne se mêle à la nôtre. Le pays ne s'occupera pas d'une autre réforme, avant que notre question ne soit réglée.

28 février. (Au même.)

De nouvelles réflexions et la lecture du discours de lord Derby m'ont confirmé dans mon opinion. Nous devons pétitionner auprès de la reine pour une dissolution. Nous ne devons y mêler aucune autre question. Il devrait y avoir une résolution, affirmant notre détermination de recommencer l'agitation de la Ligue, s'il le fallait, pour maintenir le libre échange intact, et une autre exprimant le désir du meeting, dans l'intérêt général que la question fût réglée pour toujours, par un appel au pays et priant la reine de dissoudre le plus tôt possible. Je doute encore que lord Derby ait le courage de se présenter au pays sur la question du pain ; s'il le fait, il aura contre lui les neuf dixièmes de la population, hommes, femmes et enfants, même dans les campagnes. Le résultat d'une dissolution est certain. Le libre échange est plus fort dans les districts ruraux, parmi la masse, que vous ne l'imaginez peut-être à Manchester. Nous n'avons pas besoin de faire trop de bruit ni de montrer trop de fureur. L'apparition de la Ligue décidera l'affaire. C'est la seule chose qui inspire de la crainte dans le camp ennemi.

Dix jours après cette lettre, le Conseil de la Ligue se réunit dans ses vieux quartiers à Manchester. La foule venue de toutes les parties du royaume remplissait la grande salle de *Newall's Building* ; à mesure que les figures familières étaient reconnues, l'assemblée devint aussi animée que si la grande lutte était encore dans toute son ardeur. Cobden fit la première proposition dans un discours clair et énergique. M. Bright et M. Wilson le suivirent, et avant que la réunion ne fût terminée, les hommes se

comprenaient parfaitement et savaient ce qu'il fallait faire. Ils avaient souscrit une somme considérable ; le plan de la campagne électorale était fixé.

Les élections au nouveau parlement eurent lieu au mois de juillet. Cobden et son collègue conservateur se partagèrent sans contestation le *West Riding*. M. Gibson et M. Bright obtinrent à Manchester de belles majorités. Dans son ensemble, la condition des partis n'avait pas changé, et rien ne justifiait l'abandon du libre échange. Le gouvernement gagna assez de force pour résister à un vote indiquant le manque de confiance, mais il n'avait pas assez de force pour faire passer ses mesures. Des observateurs sagaces, comme lord Palmerston, prévoyaient qu'il serait battu sur un projet fantastique de venir en aide à tout le monde sans augmenter les charges de personne, « projet qui serait jugé trop charlatanesque pour être pratique. » C'est ce qui arriva. De leur côté, Cobden et ses amis ne se départirent pas de leur vigilance.

Le Parlement se réunit le 4 novembre, mais ce ne fut que le 11 que les formalités préliminaires furent terminées. Le discours de la reine contenait un paragraphe oblique sur la question qui occupait tous les esprits. Si le Parlement était d'opinion que la législation récente avait amélioré l'état du pays et avait infligé des pertes à d'importants intérêts, la reine lui conseillait de considérer ce qu'il était pratique de faire, afin d'adoucir le mal et de permettre au pays de supporter la compétition illimitée. Écrivant à sa femme, le jour après le débat sur l'adresse, Cobden dit : « Nous avons eu une allusion curieuse et artificieuse sur la question du libre échange dans le discours de la reine ; cette phrase amena hier soir une attaque violente contre le gouvernement, et comme tous les partis sont d'accord pour tomber sur les Disraélites, j'espère que nous terminerons bientôt l'affaire. Il est temps que nous en ayons fini avec cette question. »

La conclusion prit du temps et fut difficile. Cobden écrivait :

18 novembre.

A mon grand regret, je pense qu'il est impossible que nous soyons libres avant le 10 décembre. Si le gouvernement est renversé, il y aura un certain nombre de choses à faire. La journée a été heureusement

belle. Je n'ai pas été près de la ligne de procession (1). Mais Sale et Henri Ashworth sont venus depuis que c'est terminé, et ils pensent que le peuple est désappointé. C'est la dernière cérémonie païenne de ce genre qui sera célébrée dans ce pays, car j'entends tout le monde à la Chambre (même les tories) la condamner en particulier. Toutefois personne n'ose parler en public.

Vous verrez dans le journal, que jeudi *Dizzy* va présenter un amendement à la proposition de Villiers. La déclaration inconséquente de principes libre-échangistes, faite par les protectionnistes et l'escapade de Disraeli, en faisant la proposition pour les funérailles de Wellington, ont tout à fait démoralisé ce parti, et je crois qu'il s'effondrera dans une semaine ou deux (2).

21 novembre. (A la même.)

Nous avons une nouvelle complication à la Chambre. Palmerston nous a joués et a proposé un nouvel amendement. Les whigs sont indignés; les libéraux avouent que nous l'avions dévoilé il y a quelques années, et maintenant ils l'appellent traître et pis encore. Il est impossible de dire comment cela finira.

Nous ne nous arrêterons pas à l'histoire de ces dernières manœuvres. Il était indispensable d'amener les ministres à accepter formellement la politique du libre échange. Ceux-ci étaient prêts à prendre cet engagement, mais ils cherchaient à éviter l'humiliation de confesser ouvertement que la politique à laquelle ils avaient résisté, avec une obstination et une rancune sans égales, était sage, juste et bienfaisante. C'étaient là les « trois épithètes odieuses », comme disait M. Disraeli, avec lesquelles M. Villiers demandait à la Chambre de consacrer par une résolution l'acte de 1846. Appeler cette politique juste était singulièrement désagréable aux ministres, car si elle était juste, quelle compensation pouvait-on demander? M. Disraeli blâmait cette reprise de cris de factions usées et de politique morte. Il proposait une résolu-

(1) Aux funérailles du duc de Wellington.

(2) M. Disraeli, dans son oraison funèbre sur le duc, introduisit tout un passage d'un panégyrique prononcé, bien des années auparavant, par M. Thiers sur le maréchal Gouvion de Saint-Cyr. Ce passage avait paru dans un article de la *Morning Chronicle* en 1848; l'auteur, un écrivain brillant, bien connu, déclara que c'était M. Disraeli qui avait attiré son attention sur le passage de Thiers. L'*escapade* était singulière, et certainement malheureuse, mais les hommes de lettres, qui connaissent les tours que peut jouer la mémoire, ne penseront pas qu'elle soit incapable d'une explication honnête.

tion qui, tout en reconnaissant que la législation récente avait diminué le prix des denrées alimentaires, et en donnant la promesse du gouvernement d'adopter sans réserve le principe de la compétition illimitée, ne contenait aucune déclaration que les opinions du parti protectionniste eussent été erronées ou eussent subi un changement. Toute la question tournait sur la façon dont le jugement national serait exprimé. Cette déclaration finale et solennelle serait-elle formulée, demandait M. Bright, par un homme qui avait attaqué le libre échange comme M. Disraeli, ou par un homme qui l'avait toujours soutenu, comme M. Villiers? Ce n'était pas une vaine question d'étiquette. Une majorité des amis du gouvernement avait demandé aux dernières élections l'abandon de la politique de sir Robert Peel ou une compensation — le mot que nous entendons chaque fois qu'une classe favorisée est dépouillée d'un privilège injuste et désastreux. Dans ces circonstances, la Chambre devait-elle accepter un faux-fuyant?

C'était un exposé honnête de la situation. L'intérêt de la moralité politique exigeait que les protectionnistes fussent forcés de reconnaître publiquement une erreur, qu'ils avaient soutenue avec tant de stupidité et de violence, et dans quelques cas avec une hypocrisie sans scrupule, ou que sur cette question, et pas sur une autre, ils fussent chassés du pouvoir. Mais le jeu complexe des combinaisons de parti permet rarement cette course droite et simple. Il ne convenait pas à lord Palmerston que le gouvernement fût renversé trop tôt. Une crise pouvait faire lord John Russell premier ministre, et lord Palmerston était bien décidé à ne pas agir sous lui. Il avait besoin de temps pour se préparer. Dans le but de sauver le ministère d'une défaite prématurée pour ses projets personnels, il proposa une troisième forme de résolution, qui contenterait les libéraux et que les protectionnistes pourraient avaler. Cette solution satisfaisait les désirs d'une section importante de la Chambre, qui est toujours captivée par ce qui a l'aspect de la modération. M. Disraeli sentit qu'il était hors de danger; il retira son amendement en faveur de celui de lord Palmerston. Cobden fit sa première attaque directe contre lord Palmerston et il le fit avec franchise. Toutefois la motion de M. Villiers fut rejetée par une majorité de

80 voix, et l'amendement de lord Palmerston obtint une majorité de 415 voix.

Le champ était libre pour le budget de M. Disraeli, qu'on attendait avec une vive impatience. Le gouvernement n'avait pas de poids, mais il n'était pas impopulaire. On ne souhaitait pas la rentrée des whigs au pouvoir. Un miracle de talent financier pouvait encore sauver un ministère qui n'avait ni principe politique ni expérience administrative. La curiosité avait un caractère personnel et dramatique. On se demandait comment se comporterait l'habile gladiateur, qui n'était arrivé au pouvoir qu'après être devenu le *leader* de la Chambre des communes. Pendant quelques heures, après que le projet fut connu, il parut avoir du succès. Une chose était certaine, le principe du libre échange était sauf.

Le budget a terminé la controverse sur la protection, écrivait Cobden à M. G. Wilson, le jour après le discours de Disraeli (4 décembre). Dizzy a rejeté avec impudence les « charges locales », comme il a fait autrefois pour un droit fixe (1). La Ligue peut être dissoute quand vous voudrez.

Quand la discussion sur les propositions ministérielles s'ouvrit, une semaine plus tard, on s'aperçut que la première impression favorable avait été une erreur, et que ces propositions ne pouvaient résister à l'attaque, dirigée par les hommes les plus capables et les plus expérimentés de la Chambre. Toute l'énergie de M. Disraeli, toute sa possession de lui-même, tout son esprit de ressources ne purent défendre un projet creux et vicieux, contre les forces qui s'étaient unies pour le combattre. Entre autres combinaisons, il songea à détacher le parti de Manchester des whigs et des Peelites. Il demanda à l'un des chefs de venir le voir. « La protection est morte », dit-il à l'illustre libre échangiste ; « cette querelle est vidée. Si vous nous renversez, les whigs nous remplaceront. Qu'est-ce que les whigs ont fait pour vous ? Ils ne feront jamais rien. » La manœuvre de lord Pal-

(1) Quand le chancelier de l'Échiquier eut annoncé qu'il n'allait recommander aucun changement dans le système des taxes locales, l'opposition montra une joie bruyante et moqueuse. « Oh ! » dit M. Disraeli avec calme, « nous avons des sujets plus graves à considérer que le triomphe d'opinions démodées. »

merston avait d'ailleurs encore écarté les libre-échangistes des whigs. Mais il était impossible à des libéraux économistes de soutenir un budget aussi fantastique que celui de M. Disraeli. Ce budget proposait d'abolir l'impôt sur la drèche pour plaire aux fermiers et de compenser le Trésor par une augmentation de l'impôt sur les maisons, qui était surtout payé par les villes. « Nous ne voulons pas que les whigs nous donnent des places », répondit le visiteur de M. Disraeli ; « nous n'y songeons pas. Nous ne pouvons accepter la nouvelle charge sur les maisons, et il y a d'autres choses que nous trouvons mauvaises dans votre budget. » Ainsi finit l'entrevue. Cobden parla contre le projet du ministère, avec moins de force que d'habitude. M. Disraeli termina une défense véhémement de sa conduite par des invectives contre les coalitions politiques. Il avait, il est vrai, fait partie d'une coalition quelques jours auparavant avec lord Palmerston. Mais rien ne pouvait le sauver devant l'union des whigs, des Peelites, des libéraux économistes, et il fut battu par une majorité de 19 voix. Le jour suivant lord Derby donna sa démission (17 déc.) et le ministère Aberdeen fut formé. La fusion longtemps attendue s'opéra entre les principaux partisans de sir Robert Peel et leurs vieux adversaires. Le radicalisme philosophique était représenté dans le cabinet par sir William Molesworth. Le radicalisme économique de Cobden et de ses amis fut laissé de côté, comme M. Disraeli l'avait prédit. Le moment arriva où Cobden dut avouer qu'il ne regrettait aucun vote de sa vie comme celui qu'il avait donné ce jour-là.

CHAPITRE XXI

LA PANIQUE DE 1853.

On a remarqué comme une coïncidence singulière que le vote consacrant le second empire eut lieu trois jours après les funérailles du duc de Wellington. « Nous pourrions nous imaginer », disait Cobden, « que le troisième Napoléon est sorti de la tombe encore ouverte où a été enfermé le vainqueur du premier. » Cet événement de sinistre augure pour la France éveilla une inquiétude naturelle en Angleterre. Mais ce qui était une inquiétude naturelle fut exagéré par la presse et une classe influente de politiciens dans un accès violent d'alarme furieuse. Le massacre de citoyens désarmés sur les boulevards, par lequel Louis-Napoléon avait terrorisé Paris et mis le sceau à son usurpation, avait rempli l'Angleterre d'une juste et profonde horreur. Mais de la réprobation pour cet acte sanglant à la panique d'une invasion, il aurait dû y avoir une grande distance. Cette modération aurait dû s'appliquer d'autant plus à un homme d'État comme lord Palmerston, qui avait été le premier, dans les journées de décembre, à applaudir le président violant l'assemblée et jetant en prison les représentants de la nation. Lord Palmerston toutefois, malgré son astuce et son esprit dominateur, avait une bonne dose d'honnête stupidité dans son caractère, et il se mit dans la tête que les bateaux à vapeur avaient jeté un pont sur la Manche. Il était maintenant possible, disait-il, que l'Angleterre s'éveillât un matin et trouvât 50,000 Français débarqués sur son rivage pendant la nuit. C'est en vain que les autorités navales et militaires démontrèrent l'impossibilité physique d'une invasion aussi soudaine. C'est en vain que sir Robert Peel se moqua des craintes de lord Palmerston. Ce dernier gardait son idée fixe. Pendant le ministère de Peel, il ne cessa de poser des questions alarmistes

et força Peel lui-même à songer à un bill de milice. Lord John Russell était à peine au pouvoir, que la même influence fut exercée sur lui, et il proposa le bill de milice, qui entraîna la chute de son gouvernement. La première mesure de lord Derby fut un bill de milice, qui obtint un succès brillant, grâce à l'appui énergique de lord Palmerston.

L'organisation de la milice fut suivie, lors de la proclamation de l'empire français, par le renforcement de la marine et de l'armée. Toutes les conditions se présentaient, que Cobden énuméra dans la suite comme favorables à une panique. Le pays était très prospère. Sous l'influence du libre échange et de la découverte de l'or, les exportations s'étaient élevées en cinq ans de 50 millions de livres à 100 millions. Les manufacturiers nageaient dans l'opulence. Le revenu national était satisfaisant. Les propriétaires trouvaient qu'ils n'étaient pas ruinés du tout, mais au contraire qu'ils recevaient des fermages de plus en plus considérables. Il y avait aussi une réaction après l'exagération pacifique et fraternelle, dont la grande Exposition avait été le prétexte. La mort du duc de Wellington, la récapitulation de ses exploits dans mille oraisons funèbres avaient tourné l'attention des hommes vers les pompes guerrières, les campagnes héroïques, les victoires glorieuses.

Quand la nation est d'humeur à s'accorder le luxe d'une panique, son caprice ne manque jamais d'aliments. Les oracles des cercles militaires et marins coururent au *Times* avec des communications alarmantes. Chaque officier en demi-solde avait sa crainte favorite et son projet de prédilection. Les étalages des libraires étaient couverts de brochures comme de flocons de neige : *Quelques remarques sur l'invasion ; Suggestions sur la réserve ; Quelques notes sur la défense de l'Angleterre ; Propositions pour une milice maritime ; Réflexions sur le danger de Portsmouth.* Chaque matin un nouveau et terrible paragraphe envoyait un frisson autour de la table du déjeuner.

Il y avait un complot français de saisir une station navale dans les Indes Occidentales. Le général Changarnier avait révélé un projet secret pour prendre la capitale de l'Angleterre. Les troupes françaises étaient fatiguées du séjour de Rome et étaient jalouses de leurs camarades, qui allaient piller Londres.

Les grands armateurs de la Clyde avaient reçu du gouvernement français des commandes de frégates à vapeur. Un bâtiment de guerre français avait paru à Douvres. C'était en vain que chaque paragraphe était démenti le jour même de la publication. Le bâtiment français avait été poussé à Douvres par le mauvais temps; le général Changarnier affirma que son prétendu projet n'avait aucun fondement; les armateurs de la Clyde déclarèrent qu'aucune commande de frégate à vapeur ne leur avait été faite. Cela ne servait à rien, et la panique suivait son cours. Comme le disait Cobden, rien ne pouvait surpasser la simplicité enfantine avec laquelle on acceptait les rumeurs les plus absurdes, si ce n'est le scepticisme stupide avec lequel on rejetait toutes les explications raisonnables.

Cobden rappelait avec fierté que lui et ses amis, en face de cette panique, jouaient le rôle qu'avaient rempli un siècle auparavant les grands chefs politiques, qui portaient les noms les plus honorés dans l'histoire du libéralisme anglais. Rien ne lui plaisait tant, que de rappeler à ceux qui lui reprochaient son alliance avec la société de la Paix, que la société des Amis, de concert avec M. Fox, essaya d'empêcher la guerre de 1793, et que M. Fox n'avait pas honte d'écrire à M. Gurney de Norwich, et de le prier de susciter des réunions dans les comtés et d'envoyer des pétitions de quakers ou d'autres citoyens à la Chambre des communes.

Cobden passa l'automne, entre l'élection générale et la réunion du Parlement, en réflexions et en recherches. Ses méditations prirent la forme d'un pamphlet, qui avait pour but d'apaiser l'agitation populaire.

Avant de se mettre à composer, il écrivit une lettre intéressante à son ami, M. Thomasson, de Bolton.

Midhurst, 27 septembre.

Brougham et le parti whig, à la fin de la guerre, en s'opposant aux armements considérables que les tories voulaient maintenir, se trouvaient dans la même position que le parti de la paix dans son opposition actuelle aux whigs et aux tories. Les whigs ont été au pouvoir depuis et il y a beaucoup de vérité dans le sarcasme, que les whigs sont des tories au pouvoir, et les tories des whigs, quand ils sont dans l'opposition; et nous sommes arrivés à ce point que le parti

libéral, guidé par les whigs, est incapable de faire du bien au pays. Mais avant que vous et moi (hommes de paix que nous sommes) ne condamnions les chefs whigs, demandons-nous si l'Angleterre est en faveur d'une autre politique que celle poursuivie, depuis un siècle et demi, par l'aristocratie libérale ou conservatrice ? L'homme, qui représentait cette politique plus que tout autre, était le duc de Wellington. J'ai eu l'occasion journalière de remarquer à la grande Exposition l'année dernière, que tous les objets d'intérêt, dans cette collection des merveilles du monde, perdaient leur attraction, quand il faisait son entrée au Crystal Palace. La fièvre d'admiration et d'enthousiasme, qui s'emparait des cent mille hommes réunis là, appartenant à toutes les classes de la société, quand ils entendaient le nom du duc, était une des leçons les plus instructives que j'ai eues sur les tendances réelles du caractère anglais.... Les démonstrations récentes à la mort du duc de Wellington étaient conformes à ce que j'ai dit. Qu'est-ce que cela signifie, sinon un esprit guerrier dans la nation ? Quant aux prétentions du vieux soldat à être un homme d'État populaire, elles se réduisent à ceci : il a résisté à deux réformes, l'émancipation catholique et le *Reform Bill*, jusqu'à ce que le pays fût à la veille d'une révolte ; dans le dernier cas il ne céda que pour éviter une guerre civile ; à propos d'une troisième réforme (abolition de la loi-céréales) il céda au désir de Peel, quand sa vieille politique eut plongé la moitié du royaume dans les horreurs de la peste et de la famine. Non, croyez-moi, le monde n'a jamais vu un peuple aussi guerrier et aussi agressif que le peuple anglais.

Je voudrais voir une carte sur le système de Mercator, avec un point rouge marqué sur terre et sur mer là où les Anglais ont livré des batailles sanglantes. On verrait que contrairement à tous les autres peuples, nous luttons depuis sept siècles avec des ennemis étrangers partout excepté sur notre propre territoire. Faut-il ajouter un mot pour prouver que nous sommes la race la plus agressive de la terre ? La carrière du duc de Wellington n'est pas une exception à cette règle. Ses victoires dans l'Inde étaient une page dans ces annales sanglantes, pour lesquelles Dieu demandera un jour une rétribution à nous ou à nos enfants. Ses triomphes sur le continent n'ont pas été accomplis dans la défense de notre indépendance et de notre liberté. Sa descente dans la péninsule fut faite, après que Nelson eût détruit la force de Napoléon sur mer à la victoire de Trafalgar. A partir de ce moment, nous étions à l'abri des attaques dans notre île, comme si nous habitions une autre planète. Et pourtant de cette époque à la fin de la guerre, nous avons dépensé 400 ou 500 millions de livres à lutter sur le continent. Oh, disent les flatteurs de notre vanité nationale, nous avons sauvé les libertés de l'Europe.

Précieuses libertés vraiment ! Regardez de Cadix à Moscou ! La morale de ceci, c'est que nous irons contre vent et marée en essayant de calmer l'esprit guerrier de nos concitoyens. Pour le faire, il faut leur faire comprendre que leurs énergies ont été employées à un but

funeste, contraire à leur intérêt, par une classe dominante qui a récolté tous les avantages, tandis que la nation hérite des charges et des fardeaux. Notre histoire moderne doit être refaite.

Le pamphlet auquel il travaillait alors, « *1792 et 1853 en Trois Lettres* », était un essai modeste, de la part de Cobden, de récrire à sa façon un épisode marquant de cette histoire moderne, dont il parle dans sa lettre. Il ne prétend pas faire une recherche originale sur la cause de la guerre entre la France et l'Angleterre en 1793. Ce qu'il veut montrer, et il le montre facilement d'après les discours des membres du cabinet guerriers, aussi bien que d'après le récit d'historiens conservateurs tels que Scott et Alison, c'est que les prétendues causes de la guerre n'étaient pas les vrais motifs du gouvernement anglais ou du peuple anglais. La véritable cause était la haine violente, qu'une nation conservatrice comme l'Angleterre éprouve inévitablement pour la politique révolutionnaire de la France. Nous trouvons les vrais motifs dans les philippiques de Burke et non dans les dépêches de lord Grenville. Mais une haine enracinée n'est pas une preuve qu'une guerre soit nécessaire ou juste, et il y a aujourd'hui bien peu de personnes qui, après avoir examiné attentivement la politique anglaise en 1793, ne condamnent la guerre de cette année comme impolitique et inutile.

Aucune partie du pamphlet n'était plus heureuse, que celle où Cobden expliquait à ses concitoyens que la nation française, loin d'avoir honte de la Révolution et d'envier l'organisation sociale de l'Angleterre, comme nous, dans la fatuité de notre vanité nationale, en étions persuadés, tient à l'œuvre de 1789 avec satisfaction, reconnaissance, et une ténacité invincible. Il expliquait à ses concitoyens, que les hommes d'opinions les plus opposées, sur tout autre sujet, sont d'accord que la France doit à la Révolution dans son côté pratique un progrès plus rapide en civilisation, richesse et bonheur, que n'en a eu aucune nation dans la même période. Nul peuple, continuait-il, n'a montré un attachement plus inébranlable aux principes essentiels d'une révolution que les Français. Quand vous dites que le nouvel empereur est absolu et sa volonté omnipotente, rappelez-vous qu'il y a trois choses qu'il n'oserait essayer. Il n'oserait songer à doter de terres et de dîmes une secte autre que la religion exclusivement payée par l'État.

Il ne pourrait créer un système de primogéniture et de substitution. Enfin, il ne pourrait imposer un droit sur la succession de la propriété mobilière et laisser la propriété immobilière libre. En Angleterre nous avons ces trois choses. « J'écris ces pages », disait Cobden, assis dans sa petite bibliothèque à Dunford, « au milieu d'un comté maritime. Les terres de trois propriétaires s'étendent le long de la mer, jusqu'à la limite du comté voisin, elles embrassent la plus grande partie de la paroisse où je vis ; elles couvrent un espace à peine interrompu de plus de 20 milles. La maison de l'un des trois est entourée d'un parc clôturé de 10 milles de circonférence. Eh bien, si Louis-Napoléon créait trois propriétés semblables en France, cela lui serait fatal. Dites aux huit millions de propriétaires fonciers en France de changer de condition avec le peuple anglais, chez qui le laboureur n'a pas plus d'intérêt dans le sol qu'il cultive que le cheval qu'il conduit, et ils se récrieront avec horreur. »

Il parlait ainsi, non pour soutenir la question de la réforme terrienne, mais pour donner à ses compatriotes l'habitude, dont ils ont le plus besoin, pour leur apprendre la tolérance envers les sentiments et les goûts des autres peuples. « N'ayons pas pitié de gens qui sont satisfaits », reprenait-il ; « ne méprisons pas une nation, qui maintient les principes auxquels elle est attachée par l'exercice vigilant de l'opinion publique. » Le Français préfère l'égalité, et l'Anglais la liberté individuelle. Le plus pauvre journalier, sur l'une des trois propriétés qui entourent Heyshott, sent que sa liberté personnelle est sacrée, et il ne se préoccupe guère de l'égalité. « Et je répète ici, » disait Cobden, « que j'aime mieux vivre dans un pays, où le sentiment de liberté personnelle est tout-puissant, que d'en être privé et de jouir de tous les principes de l'Assemblée constituante française. » Ce sont des passages de ce genre, qui nous font comprendre le secret de l'attrait qu'inspirait Cobden. Il était si profondément Anglais, tout en cherchant à rendre les Anglais plus généreux, plus nobles et plus justes dans leur jugement des autres nations.

Les paroles de Cobden sur Louis-Napoléon contenaient un admirable exemple de cette salutaire leçon : « Il est à peine nécessaire de déclarer que si Louis-Napoléon était un Anglais, ou moi un Français, quelque peu nombreuse que soit la minorité de ses

adversaires, je serais de ceux-là, c'est tout ce que j'ai à dire sur cette question ; car un mot de plus serait à mon avis de l'impertinence à l'égard du peuple français, qui pour des raisons à lui connues accepte cette autorité. » Quant au premier et au plus grand Napoléon, le sentiment français pour sa mémoire, qui s'était manifesté avec tant de force dans le vote spontané et immense qui appelait son neveu à l'empire, devenait un sentiment intelligible dans les pages de Cobden, au lieu de rester la folie criminelle qu'il paraissait à la plupart des Anglais. « Nous », disait-il, « qui avons accordé des honneurs presque payens aux restes du général qui a livré les batailles de la coalition, qu'aurions-nous fait en l'honneur des soldats qui auraient chassé de nos frontières les armées confédérées de toutes les nations chrétiennes de l'Europe entière, à l'exception de la Suède, du Danemark et de la Suisse ? Si nous étions Français, n'aurions-nous pas une adoration plus fervente pour Napoléon, que nous n'en avons pour Wellington, Nelson, et avec plus de raison ? Ne lui pardonnerions-nous pas son ambition, son égoïsme, son pouvoir despotique ? N'oublierions-nous pas toutes ses fautes, en songeant qu'il humilia la Prusse, qui sans provocation nous avait assaillis au milieu d'une révolution domestique, qu'il dicta des termes dans Vienne même à l'Autriche, qui avait commencé à démembrer notre territoire?... N'éprouverions-nous pas un sentiment de fière bravade, en nommant comme chef de l'État l'héritier de ce grand héros, le fils et le champion de la Révolution, dont la famille avait été proscrite par les puissances coalisées, qui amenèrent sa chute ? Oui, les hommes sages auraient beau se lamenter, dans de telles circonstances, voilà quelles seraient les passions des Anglais et elles seraient probablement plus ardentes que celles des Français en ce moment. »

Cobden aurait été le dernier à méconnaître qu'il y avait une version historique plus vraie que la version de la légende napoléonienne ; mais, d'après lui, des masses d'hommes n'acceptent jamais des maximes ou des idoles sans que leur motif n'offre quelque chose de généreux, de raisonnable, de digne de respect ; ce principe le conduisait naturellement à cette interprétation de la position de Napoléon dans la mémoire de la France. Si l'interprétation n'était pas justifiable historiquement, elle est du

moins dramatiquement vraie. Elle représente le sentiment qui inspirait alors la France; et la civilisation aura fait un progrès énorme, quand les citoyens d'un pays n'hésiteront pas à rendre justice aux meilleurs sentiments de leurs voisins.

Le pamphlet se termine par la morale invariable de Cobden, qu'au lieu de consacrer leur intérêt aux nations étrangères, qui ne le recherchent pas et n'en ont pas besoin, les Anglais feraient bien mieux de s'occuper des défauts que présente leur condition sociale. « J'ai beaucoup voyagé, » dit-il, « et j'avais toujours l'œil fixé sur la grande majorité, qui partout constitue la base travaillante de la pyramide sociale; et je suis arrivé à la conviction que dans aucun pays il n'y a tant à faire comme en Angleterre, avant que la masse du peuple devienne ce qu'elle prétend être, et ce qu'elle sera, je l'espère, un jour. » La justesse, le vrai patriotisme, l'espérance qui dictaient ces dernières pages sont admirables; et la preuve tirée de l'histoire de la famine en Irlande, par laquelle Cobden montre la possibilité d'égaliser le courage et le dévouement militaires, dans d'autres champs que les champs de bataille, est un des passages les plus saisissants de la prose anglaise, non seulement par la vérité du sentiment, mais par l'énergie, la simplicité et la noblesse de l'expression (1).

(1) « La moitié d'une grande nation fut la proie de la famine. Le monde entier envoya de l'argent et des vivres. Quelques hommes courageux firent plus : ils quittèrent leurs demeures de Middlesex et de Surrey et pénétrèrent dans les vallées et les marécages de l'ouest de l'île désolée, pour porter des secours de leur propre main. Dire qu'ils se trouvèrent dans la vallée de la mort serait une image imparfaite; ils étaient dans le charnier d'une nation. Depuis le quatorzième siècle, jamais la peste, la terrible servante de la faim, n'a récolté une si riche moisson. Au milieu d'une scène, dont aucun champ de bataille n'a égalé l'horreur, soit par le nombre des morts, soit par les souffrances des survivants, ces hommes de cœur s'avancèrent avec autant de calme et de confiance que s'ils étaient chez eux. La population était si promptement décimée que les vivants ne pouvaient enterrer les morts; des corps à moitié ensevelis sortaient des tombes entr'ouvertes; souvent la femme agonisait au milieu de ses enfants affamés, tandis que son mari, un cadavre en décomposition, était étendu à son côté. Au milieu de ces horreurs, nos héros pénétrèrent, traînant eux-mêmes les morts loin des vivants, soulevant la tête des enfants affamés et versant la nourriture dans les lèvres brûlantes, qui lançaient les flammes de la fièvre, plus meurtrières qu'une décharge de mousqueterie. Voilà du courage. Il n'y avait pas la musique qui tend les nerfs, la fumée qui cache le danger, le tonnerre de l'artillerie qui assourdit les sens. C'était le calme sang-froid et la volonté résolue; le risque calculé et la résignation héroïque. Qui étaient

Le pamphlet parut en pleine crise ministérielle, pendant la formation du nouveau ministère coalisé. Peu après, et presque immédiatement avant l'ouverture de la session, Cobden assista pour la quatrième fois à la conférence de la paix, qui eut lieu cette année à Manchester. Il espérait encore que des arguments raisonnables et des notions saines arrêteraient l'erreur nationale, et il poussa le vieux cri auquel Manchester avait répondu autrefois avec tant d'ardeur; il demanda une armée de conférenciers et un déluge de brochures « pour réagir contre le poison dont on infectait l'esprit du peuple ». Il rencontra dans la rue un ami, qui lui dit : « Vous êtes venus ici à un moment peu favorable pour votre réunion de la Paix, car tout le monde est pris de panique et pense que vous avez tort. » Cobden répliqua que c'était justement pour cette raison qu'ils se trouvaient là, et que c'était dans ce moment que le parti de la paix devait redoubler d'efforts.

Pendant son séjour à Manchester, Cobden eut la satisfaction de voir son pamphlet bien reçu par ses amis et par le public. S'il ne convertit pas le pays, du moins il ne passa pas inaperçu. L'opinion se déclara contre lui, mais la question fut discutée : c'était un premier succès.

Le grand événement de la session fut la première de ces puissantes expositions financières, avec lesquelles le nouveau chancelier de l'Echiquier étonna et charma le pays. La petite bande de protectionnistes déclara que c'était un budget manchestérien et demanda combien d'années encore Manchester dicterait des lois au pays. Les gentilshommes campagnards ne comprenaient pas encore que le pouvoir politique passait, non pour un moment, mais pour toujours, des intérêts héréditaires et territoriaux aux intérêts commerciaux et industriels. M. Gladstone suivait la même voie que sir Robert Peel. En jugeant ce grand budget, Cobden répéta naturellement sa conviction sur

ces braves ? A quel corps de troupes fringantes appartenaient-ils ? Étaient-ils dans l'artillerie, la cavalerie ou l'infanterie ? C'étaient des quakers de Clapham ou de Kingston. Si vous voulez savoir les actions héroïques qu'ils accomplirent, demandez à ceux qui en ont été témoins. Vous ne les trouverez pas dans le volume de rapports publiés par eux, car les quakers n'écrivent pas les bulletins de leurs victoires. » (*Œuvres complètes de Cobden*, 1^{er} vol., p. 494-495.)

l'importance de réduire les dépenses ; il indiqua que c'était le seul moyen de remanier les finances. Il approuva pleinement l'imposition d'un droit de succession sur la propriété immobilière ; il défendit le budget de M. Gladstone et déclara que c'était un budget hardi et honnête (28 avril). Sur une autre question, il se trouva en opposition directe avec le gouvernement. M. Milner Gibson proposa d'abolir les divers droits qui empêchaient l'établissement d'une presse bon marché. M. Disraeli et ses amis le soutinrent, et à la fin il battit M. Gladstone sur la taxe imposée aux annonces. La bataille ne fut définitivement gagnée que trois ans plus tard, et quand la victoire fut obtenue, les journaux bon marché ne répondirent pas immédiatement aux espérances de Cobden et de l'école de Manchester ; mais ce désappointement n'ébranla pas leur conviction, que cette diffusion d'instruction et cette discussion journalière d'opinions diverses auraient, à la longue, d'heureux résultats.

Un incident donna à Cobden un rayon d'espoir. Un grand nombre de banquiers et de commerçants de la ville de Londres allèrent en députation auprès de l'empereur des Français, pour répudier le langage des alarmistes, et pour exprimer le désir d'une entente cordiale entre les deux pays. Malheureusement une explosion se préparait dans l'Europe orientale, qui allait mettre fin à la panique d'une invasion française, mais qui remplaçait cette panique par quelque chose de plus désastreux. Cobden en ce moment ne prévoyait pas la guerre, qui n'était qu'un nuage grand comme la main à l'horizon, et que ne prévoyaient pas non plus les hommes d'État au pouvoir. Il passa l'été paisiblement en Sussex, où il surveillait la construction de sa nouvelle maison à Dunford. Sa femme et ses enfants étaient à Brognor et il passait son temps entre les deux endroits. M^{me} Cobden le conduisait en voiture jusqu'au parc du duc de Richmond, et il retournait à pied à Heyshott par les *Goodwood Downs* et le pays non enclos. Ses pensées se concentraient toujours sur la politique. Il écrivit en ce moment un exposé clair et frappant sur l'origine de la guerre de l'empire birman ; il dévoilait l'arrogance, l'injustice et la folie de cette expédition et prédisait le mal que de tels exploits feraient un jour aux

finances de l'Inde. Une expédition à la conférence de paix à Edimbourg et une visite à Oxford vinrent seules interrompre sa solitude.

Vers la fin de l'année, un changement extraordinaire s'était produit dans le ciel politique ; Cobden décrivait cette métamorphose bien des années plus tard d'une façon caractéristique. « Supposons un malade, » dit-il (1), « à qui l'on aurait conseillé pour sa santé d'aller en Australie et d'en revenir directement. Il quitta l'Angleterre au mois de février ou de mars. La milice se préparait à faire son devoir ; la côte et les chantiers étaient fortifiés ; on augmentait la marine, l'armée et l'artillerie ; des inspecteurs militaires parcouraient le midi de l'Angleterre ; des députations des compagnies de chemin de fer, disait-on, avaient exposé à l'Amirauté et au Comité d'artillerie le temps nécessaire pour transporter les commissariats et les munitions de guerre de la Tour à Douvres ou à Portsmouth ; la dernière nouvelle du continent nous annonçait que nos voisins s'exerçaient à embarquer et à débarquer des troupes la nuit. Le malade quitta l'Angleterre au milieu de ces alarmes et de ces préparatifs contre une invasion française. Après une absence de quatre ou cinq mois, pendant laquelle il n'avait reçu aucune nouvelle d'Europe, il débarqua à Liverpool. Le premier journal qu'il ouvre lui apprend que les flottes anglaises et françaises sont à l'ancre dans la baie de Besika. La première idée qui le frappe, c'est qu'une bataille navale est imminente entre ces deux puissances ; mais en parcourant le premier article, il s'aperçoit que l'Angleterre et la France ont conclu une alliance et sont à la veille de faire à la Russie une guerre sanglante. »

(1) Dans les *Trois paniques : un épisode historique* (1862).

CHAPITRE XXII

LA GUERRE DE CRIMÉE.

La guerre fut déclarée à la Russie au printemps de 1854. Avant l'été de 1855, on vit une série extraordinaire de changements dans la constitution des ministères. Le gouvernement de la coalition s'écroula. Lord Palmerston devint premier ministre, les Peelites se retirèrent. Lord John Russell donna sa démission, revint au pouvoir et se retira de nouveau. Ces retraites confuses des ministres, qui avaient soufflé les passions guerrières à la nation, remplissaient le pays de perplexité et d'exaspération. Il serait difficile de trouver un tel exemple d'inconséquence politique, d'incompétence administrative, d'incohérence personnelle, comme en offrit le gouvernement anglais pendant les quinze mois qui s'écoulèrent entre la déclaration de la guerre et la seconde retraite de lord John Russell. La confiance dans les hommes publics ne fut jamais aussi profondément ébranlée. C'est alors que Cobden fit une déclaration, qu'on entend rarement dans la bouche d'un homme politique. « Je pense avec regret au vote qui renversa le gouvernement de lord Derby, » dit-il ; « je déplore le résultat de ce vote, car il a coûté au pays cent millions et trente ou quarante mille vies précieuses. »

On comprend facilement qu'au moment de la conférence de Vienne (1855) lord Palmerston sentait que la situation intérieure exigeait la continuation de la guerre. Dans les réunions, on parlait avec force contre l'aristocratie. Tous les journaux jugeaient sévèrement le prince Albert. La nation demandait une enquête, avec une intensité si passionnée que lord Palmerston dut consentir au Comité de Sébastopol, deux ou trois jours après l'avoir refusé. Si la paix avait été conclue

à Vienne, l'Angleterre aurait découvert les mauvaises raisons pour lesquelles la guerre avait été entreprise.

Quand nous nous reportons à l'histoire de cette époque, nous voyons qu'il y avait deux politiques en présence : celle de lord Palmerston et celle de Manchester. Si nous comparons la conduite de lord Palmerston dans la question d'Orient et celle de ses grands adversaires, il est impossible aujourd'hui de ne pas arriver à la conclusion que Cobden et M. Bright avaient raison et que lord Palmerston avait tort.

Il est étonnant de voir le dédain que l'homme aveugle se permettait de témoigner aux hommes qui voyaient. La vérité est, qu'il était incompréhensible et intolérable à lord Palmerston que deux manufacturiers du Lancashire eussent l'audace de lui donner des leçons de politique étrangère. Ce qui l'offensait encore davantage, c'est qu'ils avaient introduit la morale dans les mystères des affaires étrangères. Avant l'ouverture de la session de 1854, il présidait un banquet offert, au *Reform Club*, à sir Charles Napier à l'occasion de son départ pour prendre le commandement de la flotte dans la Baltique. En proposant un toast en l'honneur du héros de la soirée, il fit un discours dans cette veine de gaieté forcée, avec laquelle les vieux messieurs proposent la santé de la mariée et du marié à un déjeuner de noce. Quand le Parlement se réunit, M. Bright fit des remontrances (1) au sujet de la légèreté de ces plaisanteries sur les lèvres d'un homme d'État, à un moment aussi grave et aussi plein d'inquiétude. La guerre, dit-il, était ou n'était pas justifiable, mais dans tous les cas c'était une terrible responsabilité pour la nation qui y prenait part. Lord Palmerston commença son discours en appelant M. Bright « l'honorable et révérend gentleman ». Cobden se leva et le rappela à l'ordre pour cette phrase impertinente et inconvenante. Lord Palmerston répondit qu'il ne disputait pas sur les mots, puis il ajouta qu'il croyait devoir dire à M. Bright, que son opinion lui était entièrement indifférente, et qu'il avait pour sa censure la plus parfaite insouciance et le mépris le plus profond. Une autre fois il montra la même rudesse à l'égard de Cobden. Cobden

(1) 13 mars 1854. Voir *Vie de Macaulay*, t. II, p. 373.

avait dit que dans certaines circonstances il se battrait, ou s'il ne pouvait être utile comme soldat, il soignerait les blessés dans les hôpitaux. « Eh bien ! » répliqua lord Palmerston avec un sarcasme digne d'un écolier, « il y a beaucoup de personnes dans ce pays, qui pensent que le parti auquel il appartient devrait être envoyé immédiatement dans un hôpital d'une espèce différente, et que je ne nommerai pas » (1). Cette ironie raffinée est un faible spécimen des insultes et des injures qui pleuvaient sur M. Bright et sur Cobden à cette époque. « La nation anglaise », disait lord Palmerston dans une lettre intime, « est unanime dans cette question ; je dis unanime, car je ne puis compter pour quelque chose Cobden, Bright et C^{ie}. » On n'a qu'à relire les journaux de l'époque, ou les débats du Parlement, ou les lettres que s'écrivaient Cobden et M. Bright, pour voir que lord Palmerston disait vrai.

Il est impossible de ne pas regarder l'attitude de ces deux hommes, sous le coup de cette grande impopularité, comme un des plus beaux spectacles de notre histoire politique. Leur fermeté morale, ainsi que leur sagesse, ressort avec un relief qui rappelle les types les plus héroïques d'hommes d'État et de patriotes. Aujourd'hui notre admiration cordiale et notre reconnaissance se portent sur eux, comme elles se portent sur Burke pour ses nobles et loyales protestations contre la guerre d'Amérique et l'oppression de l'Irlande, et sur Charles Fox, pour sa résistance courageuse à la guerre contre la première république française. Ainsi que le disait lord Palmerston, tout le monde était contre eux. Ce n'étaient pas seulement les personnages augustes de la cour, ou les vétérans illustres du gouvernement et de la diplomatie, ou les hommes politiques les plus expérimentés dans le Parlement, ou les journalistes les plus puissants, ou les hommes versés dans les grandes affaires. Et ce n'était pas déjà une si petite chose que de voir cette solide masse de jugement hostile. Mais de plus, Cobden et M. Bright savaient

(1) 6 juin 1855. M. Disraeli se plaignit un jour, pendant cette période, de « la grossièreté patricienne du banc ministériel », et au milieu de grands applaudissements, il dit à lord Palmerston qu'il avait employé un langage auquel on ne s'attendait pas de la part d'un homme, « qui n'est pas seulement le *leader* de la Chambre des communes, ce qui est un accident dans la vie, mais qui est aussi un gentleman. » 16 juillet 1855.

que le pays tout entier, même leurs fidèles et laborieuses classes moyennes, s'était détourné d'eux avec une aversion raisonnée. Leur grand instrument, la réunion publique, leur faisait défaut. L'armée des dissidents, qui a rarement lutté du mauvais côté, était partagée. Les radicaux se laissaient égarer par le souvenir de la Pologne et de la Hongrie, et pensaient que la guerre contre la Russie devait être une guerre pour la liberté.

Les hommes, qui auraient apporté dans la politique la disposition d'esprit de philosophes ou de prophètes, se seraient fort peu souciés de cette terrible unanimité de l'opinion publique. Mais Cobden et M. Bright n'avaient jamais affecté de se présenter comme des spectateurs désintéressés du drame des affaires nationales. Ils avaient des opinions fortes et définies, mais ces opinions, ils les avaient formées d'après la condition actuelle des choses et non d'après leur imagination. Ils n'étaient ni doctrinaires ni fanatiques. Ils avaient pris la position d'acteurs raisonnables et ils avaient parlé le langage de politiques positifs. Un homme politique pratique sans partisans est aussi malheureux qu'un général qui a perdu son armée. Ils pouvaient d'habitude faire appel au tribunal souverain de l'opinion publique, contre la caste aristocratique, contre l'égoïsme monopoliste, contre la légèreté des journaux, contre l'intrigue parlementaire. Ils avaient vécu de l'opinion publique, ils avaient travaillé par elle, ils lui avaient donné leur cœur ; grâce à elle, ils avaient gagné leur grande victoire. Et maintenant cette divinité apparaissait une idole aussi fausse que le reste. L'opinion publique était amèrement, impatiemment hostile et intraitable. L'effigie de M. Bright fut brûlée. Cobden, à une réunion de ses électeurs, où il avait défendu ses principes avec énergie, vit un ordre du jour voté contre lui. Chaque matin, la moitié des journaux les traitaient l'un et l'autre d'ennemis de leur patrie. On leur disait ouvertement qu'ils étaient des traîtres, et on regrettait de ne pouvoir les punir comme tels. On ne pourrait imaginer une position plus mortifiante ; et pourtant leur fermeté ne se démentit pas un instant. La guerre ne pouvait être pour eux un incident banal de la politique. Si elle n'était pas absolument indispensable, c'était un crime. Où était, disaient-ils, la nécessité de la guerre présente ? Quelle était la justification de cette guerre ? Le danger

de la prépondérance russe était, selon eux, un fantôme. L'expédient qui consistait à maintenir le pouvoir ottoman en Europe était une absurdité. Les inconvénients de la non-intervention étaient éloignés et vagues; ils ne pouvaient être pesés ni décrits en termes précis. C'était là leur langage. Avec une telle conviction, il leur était impossible de faire autrement que de se tenir à l'écart du mouvement national. « Excusez-moi, » répondait M. Bright au maire de Manchester, qui l'avait invité à une réunion pour l'œuvre du Fond patriotique, « excusez-moi, si je ne puis venir au milieu de vous; j'en veux pas prendre part à ce crime terrible. Mes mains ne seront pas souillées du sang qu'on va répandre; la nécessité de rester au pouvoir peut exercer de l'influence sur le ministère; l'erreur peut égarer un peuple; Vattel peut vous fournir une loi et une justification, mais je n'ai aucun respect pour les hommes qui forment le gouvernement, aucun souci « d'aller avec le courant ». La crainte d'être accusé de manque de patriotisme ne me fera pas accepter une politique, que dans ma conscience je crois aussi criminelle devant Dieu, qu'elle est fatale aux vrais intérêts du pays (1). »

Cobden montra la même fermeté et la même hauteur d'équité, quand vinrent les désastres et quand le peuple commençait à s'élever dans les réunions contre l'aristocratie et contre la couronne; il refusa d'exclure de la responsabilité du désastre la nation elle-même. « Je ne flatterai jamais, » dit-il, « l'esprit populaire, et je ne prendrai part à aucune démonstration, qui a pour but de détourner le peuple de ce qui doit être sa seule préoccupation et sa seule pensée, c'est que lui seul est responsable des malheurs qui peuvent tomber sur le pays; avant de blâmer les autres, il fera bien de commencer par lui-même (2). »

Cobden savait que sa doctrine ne pouvait grandir en influence sur les hommes, que si elle était soutenue d'une façon continuelle et persistante, au risque même d'être parfois méconnue. Les faits ont prouvé que sa tactique était la bonne. C'est par la constance et la fermeté, que Cobden et M. Bright finirent par produire une impression forte et profonde dans la nation. Ils furent

(1) Écrit en oct. 1854. Toute cette lettre admirable se trouve à la fin du premier volume des *Discours* de M. Bright.

(2) *Discours*, 2^e vol., juin 1855.

battus sur la question de la guerre de Crimée, mais c'est la rapide propagation de leurs principes, qui a rendu impossible l'intervention dans la guerre entre la France et l'Autriche, dans la guerre d'Amérique, dans la guerre danoise, dans la guerre entre la France et l'Allemagne, et surtout dans la guerre entre la Russie et la Turquie, qui éclata seulement l'autre jour.

Il est évident que le peu de succès, qu'obtinrent les chefs de Manchester au moment de la guerre de Crimée, était dû à la plus simple des causes. Le public était dans une disposition d'esprit telle, que les raisonnements les plus solides, les ménagements les plus tendres de ses préjugés, les remontrances les plus convaincantes, étaient également impuissants. L'incapacité d'une partie du ministère, l'insouciance de l'autre avaient poussé l'Angleterre dans l'abîme. A partir de ce moment le parti de la paix n'a plus de chance. C'est ce que Cobden exposait plus tard à l'occasion de la guerre civile d'Amérique. « Il est inutile de discuter l'origine de la guerre et parfaitement inutile de donner des avis au parti belliqueux. Quand le premier coup de canon a été tiré, ou le premier coup donné dans une dispute, adieu raison et arguments: vous pourriez aussi bien raisonner avec des chiens enragés qu'avec des hommes, qui ont commencé à verser le sang de leurs semblables dans une lutte meurtrière. J'ai été si bien convaincu de ce fait pendant la guerre de Crimée; j'ai été si bien persuadé de l'inutilité d'élever la voix en opposition à une guerre commencée, que j'ai pris la résolution, si jamais une guerre éclate entre l'Angleterre et une autre puissance, de ne pas ouvrir la bouche sur ce sujet, depuis le premier coup de feu jusqu'à la conclusion de la paix (1). »

Pendant ces deux années de désastres et d'erreurs, Cobden ne pouvait que protester de temps en temps quand l'occasion s'en présentait. La Chambre des communes était plus tolérante que d'autres assemblées plus nombreuses et moins responsables. En racontant l'accueil qu'avait reçu, à l'ouverture de la session de 1854, son discours contre la politique ministérielle, Cobden disait dans une lettre à sa femme :

Pas d'enthousiasme, bien entendu, je n'y comptais pas; mais il y

(1) *Discours*, 2^e vol., 374, 29 oct. 1862.

avait un sentiment d'intérêt dans la Chambre, qui est moins vaniteuse et moins belliqueuse que je ne pensais, et pas disposée à se montrer insolente envers le parti de la paix. Je trouve que beaucoup de tories sont d'accord avec moi. Quand j'eus parlé, Molesworth me prit de côté et me dit qu'il pensait, et Gladstone aussi, que je n'avais jamais mieux parlé.

L'insuccès de la négociation de Vienne, pendant l'été de 1855, et la continuation de la guerre lui inspirèrent un de ses discours les plus éloquents. Il mérite encore la peine qu'on le lise, si on veut voir quels arguments puissants l'école de Manchester faisait valoir (1).

Le lendemain, Cobden écrivait à sa femme :

La Chambre était très pleine, on m'écouta attentivement jusqu'au dernier mot. Pas un murmure de désapprobation et une belle mesure d'applaudissements. Beaucoup de mes collègues m'ont complimenté quand c'était fini. Lytton Bulwer, entre autres, a traversé la salle pour me féliciter. Il ne convient pas que vous répétiez ceci à déjeuner comme venant de moi. Sidney Herbert a remarqué que la séance le reportait à mes vieux discours sur la loi-céréales ; lord Elcho vient de me dire à l'oreille qu'il trouve mon discours bien meilleur que celui de Gladstone.

Après avoir lu ce discours, si plein de savoir et de raisonnement, empreint de cette modération vigoureuse qu'on ne peut pas confondre avec la modération de la faiblesse, nous comprenons qu'avec tout son ressentiment contre Cobden et M. Bright, le peuple commençait cependant à se demander si, après tout, ils n'avaient pas raison.

Il y a des doutes croissants, écrivait Cobden à sa femme, sur la durée du ministère Palmerston. J'ai entendu dire de plusieurs côtés, que si Bright et moi, nous n'avions pas été si obstinés sur la guerre, nous ferions partie du ministère. Deux lettres de Delane, l'éditeur du *Times*, écrites à des amis et qui n'étaient pas destinées à passer sous mes yeux, sont parvenues entre mes mains ; il y exprime le sentiment que Bright et moi serions devenus ministres, si nous ne nous étions perdus par nos principes de paix.

Jusqu'à la fin de 1855, la perspective de la paix semblait être bien éloignée. Lord John Russell décrivait l'état des affaires

(1) *Discours*, 2^e vol., 5 juin 1855.

avec une concision caractéristique, dans une lettre à Cobden : « La paix d'Amiens, — disait-il (12 novembre 1855), — une paix très désavantageuse causa une joie universelle. La paix de 1763, une paix glorieuse, causa un mécontentement général. Le peuple de ce pays n'est pas fatigué de la guerre et ne sent pas les sacrifices dont vous parlez. Quand il sera fatigué, il blâmera le ministre qui ne fera pas la paix. »

L'empereur des Français était dans le même embarras. Le maréchal Vaillant lui disait qu'il ne pouvait répondre de l'armée française, si elle revenait en France sans lauriers. Dans cette situation peu engageante, Cobden écrivit un pamphlet, qui parut au commencement de 1856 : *Quoi encore et encore?* Sans traiter la question de l'origine de la guerre, Cobden « donnait sur la Russie des renseignements, dont le but était de démontrer que l'Angleterre avait tort de croire, avec une si profonde confiance, qu'elle humilierait facilement ce pays sur son propre territoire. Je pense qu'on ne lira pas mon pamphlet, — disait-il, — mais ma conscience sera tranquille. »

Nous allons donner des extraits de la correspondance de Cobden à cette époque, particulièrement avec M. Bright.

Midhurst, 14 septembre 1854. (A M. Bright.)

Je suis occupé à déménager mes livres; depuis quelques jours, je suis enseveli jusqu'au cou dans les volumes poudreux et les masses de vieux pamphlets, que je transporte au grenier. Heureusement que mon esprit a été peu occupé avec les affaires publiques, qui, je l'avoue, éveillent des réflexions peu agréables.

Midhurst, 1^{er} octobre. (Au même.)

Vous demandez quand *notre* tour viendra. Il viendra quand le bon sens et l'honnêteté seront en hausse, je ne verrai probablement pas ce jour. J'ai cinquante ans et je suis d'une famille où l'on ne vit pas longtemps. Vous avez plus de chances que moi de le voir, mais ne vous y fiez pas trop. C'est une remarque bizarre à faire, mais vraie, que si nous recherchons quels sont les promoteurs et les propagateurs de cette russophobie, nous trouvons que presque tous étaient à moitié fous. Je pourrais citer une liste, comprenant Urquhart Atwood, etc. Malheureusement nous vivons à une époque où, dans ce pays du moins, les fous ont une influence sur les autres.

Je suis quelquefois perplexe en me demandant quel serait l'événement devant Sébastopol, qui serait plus propre à provoquer les dis-

positions que nous souhaitons voir naître, le dégoût de la guerre et le désir de la paix. En laissant de côté pour le moment l'humanité et le patriotisme, ce qui pourrait arriver de mieux serait une lutte longue et sanglante, restant sans résultat définitif jusqu'au jour où les puissances allemandes se montreraient et forceraient les combattants épuisés à conclure entre eux un arrangement. Car si l'un ou l'autre côté gagne à la guerre, je prévois pour l'avenir de grands maux. Que John Bull remporte un grand triomphe militaire et nous devons ôter nos chapeaux tout le reste de notre vie en passant devant les gardes à cheval. D'un autre côté, que l'orgueil du tsar soit enflammé par la victoire, et voilà l'esprit d'insolence militaire qui prévaudra pour longtemps en Russie. Mais si ni l'un ni l'autre ne peut se faire gloire d'un succès décisif, et si tous les deux sont découragés et dégoûtés de leurs sacrifices, ils seront à l'avenir plus pacifiques...

Je ne crois pas que nous aurons facilement l'avantage en Crimée. Je lisais hier soir l'histoire de la campagne de Bonaparte en Russie. Si les Russes combattent derrière leurs retranchements, comme ils le firent à Borodino (où 70 000 hommes furent mis hors de combat), il y aura ici bien des lamentations avant un mois. Dans la tactique de l'ennemi, qui ne s'est pas opposé à notre débarquement, je ne vois rien qui justifie le ton présomptueux de la presse *cokney*. Les Russes auraient été fous d'exposer leurs hommes au feu des canons de nos navires. Napoléon entra sans opposition à Moscou le 14 septembre 1812, et nous avons débarqué en Crimée le 14 septembre 1854. Il y a des gens qui pensent que c'est d'un mauvais augure. Nous serons bientôt délivrés de nos doutes.

(A. M. Bright.)

Je n'ai de nouvelles que celles des journaux qui sont bien mauvaises. La prochaine chose que nous apprendrons sera un assaut à la baïonnette; il est imminent pour satisfaire l'impatience morbide du public d'ici et des soldats sur le terrain; et Dieu sait quel sera le résultat.

Je soupçonne, d'après ce qui transpire, que le gouvernement a de mauvaises prévisions. Ceci explique la baisse sur la Bourse de Paris. Quelqu'un qui était au banquet du Lord Maire m'a dit que les ministres avaient l'air très découragés. Ils devraient être bien malheureux, c'est certain; mais quand nous aurons aidé à les renverser, ce que je ferai avec grand plaisir, nous aurons peu fait pour empêcher une répétition des maux de la guerre, si l'esprit public n'a pas été d'abord modifié et atteint, car aussi longtemps qu'un peuple se laissera guider par des phrases comme *équilibre européen, intégrité et indépendance*, etc., que lui débiteront d'un ton solennel les gens au pouvoir, on trouvera toujours des hommes d'État pour s'empresser d'accepter le ministère à des conditions si aisées. Je ne sais comment m'y prendre, mais je suis certain qu'il n'y a aucune sécurité à espérer avant

que nous ayons donné au peuple une leçon de modération et de modestie dans les affaires étrangères, et avant que nous ayons éclairé cette ignorance presque espagnole et chinoise sur les choses du dehors, qui caractérise la masse de nos concitoyens.

Je suis prêt à supporter n'importe quelles injures pour dire la vérité tout entière à la nation sur la part de responsabilité, qu'elle a dans la guerre. Il vaut mieux risquer la défaveur ou la haine publique que de laisser croire au peuple anglais, que d'autres que lui-même sont les coupables.

5 janvier 1855, Midhurst. (Au même.)

Je suis de votre avis, il y a quelque changement dans l'esprit public sur le sujet de la guerre, mais le ton plus modéré vient moins de tendances pacifiques que de la lassitude, qui suit une grande excitation. L'aveuglement reste le même.

L'affaïssement total de nos gouvernants aristocratiques, quand leur énergie est mise à une rude épreuve, est l'incident le plus consolant de la guerre. Je ne suis pas sûr que la classe moyenne montera assez dans sa propre estime pour essayer de se gouverner elle-même. Il lui faut des lords pour la diriger ! Même le *Times* est forcé de faire amende honorable à l'esprit aristocratique de l'Europe, en appelant à notre secours le gouverneur général de l'Inde, homme médiocre, mais obstiné (1). Mais le discrédit et le carnage auxquels nos patriotes, civils et militaires, ont été exposés, rendra la guerre impopulaire dans la classe influente, pendant au moins une génération. Quant au peuple, il n'a guère jusqu'à présent senti les effets de la lutte ; ces effets vont se développer rapidement sous forme de diminution de commerce et d'augmentation de paupérisme dans la population valide ; l'accroissement des impôts suivra bientôt.

10 janvier 1855. (Au colonel Fitzmayer.)

Je vous remercie de nouveau d'avoir la bonté de me tenir au courant des opérations du siège. Quand je pense à toutes les difficultés au milieu desquelles vous m'écrivez, je ne peux estimer trop haut ces preuves d'amitié.

Il y a quelques sujets soulevés dans votre lettre, que j'espère discuter avec vous au coin du feu, à votre retour en Angleterre, car ma femme et moi, nous comptons que vous nous honorerez de votre visite dans cette partie pittoresque du pays. Mais en attendant, permettez-moi de dire, en réponse à vos allusions à une armée régulière, que je ne suis pas opposé au maintien d'une force disciplinée, qui serait le noyau autour duquel, en cas de guerre, le peuple se réunirait pour défendre la patrie. Mais je ne puis imaginer un cas, où je consentirais à envoyer des troupes combattre sur le continent ; et je ne consentirais jamais à une expédition sur le territoire russe.

(1) Lord Dalhousie était alors gouverneur général.

6 août. (A. M. Bright.)

Quel atroce article il y a dans l'*Athenæum* de samedi sur les poèmes de Tennyson. La guerre est une bénédiction et elle est la mère des bénédictions. Nous devons cette doctrine à nos poètes et à nos hommes de génie (1). Il est évident, d'après l'écrivain, qu'il y a une erreur dans l'histoire des prédications de Jésus-Christ. C'est la guerre, non la paix, qu'il laissait en héritage à l'homme. Comment pouvait-il apporter la paix dans le monde pour le corrompre et le dégrader ? C'est mettre le diable à la place du Dieu de miséricorde, de vérité, d'amour et de justice, car qu'est-ce que la guerre a de commun avec tout cela ?

19 décembre. (A. H. Ashworth.)

J'ai reçu avec plaisir votre lettre, ainsi que le journal. Il est triste de voir la perplexité du pauvre peuple, au sujet du prix du pain, mais nous devons être tolérants pour lui, quand nous voyons l'ignorance qui existe parmi ses « supérieurs »... Vous entendez beaucoup parler de la prospérité agricole. Prenez le dictionnaire, et vous verrez qu'agriculteur veut dire un homme qui cultive la terre. Le journalier est un agriculteur aussi bien que le fermier, et il forme une classe cinq fois plus nombreuse. Je vous assure que je n'ai jamais vu plus de détresse parmi les journaliers. Ils sont en général occupés, mais leurs salaires ici ne dépassent pas 12 shillings, et sont souvent de 10 shillings ; si vous essayez de calculer comment un homme, sa femme et trois ou quatre petits enfants peuvent vivre avec cette somme, quand la livre de pain coûte cinq sous, vous trouverez que votre talent d'arithméticien est mis à une rude épreuve. Tout ce qu'ils peuvent avoir, c'est du pain sec. Le porc a disparu de l'étable. Les malheureux journaliers et leurs enfants ont l'air pâle et hagard ; ils sont en haillons, et voilà la prospérité agricole.

Quand la guerre fut terminée par le Congrès de Paris, au printemps de 1856, les plénipotentiaires réunis prirent deux décisions remarquables, qui se rapprochaient des idées de Cobden. Ils re-

(1) *Maud* venait de paraître. Ce poème était un mélange de belle poésie et de politique barbare ; « le long, long cancer de la paix était terminé, etc. » La curieuse croyance du poète, c'est que la meilleure manière d'empêcher les pauvres « d'être pressés dans de misérables habitations, hommes et femmes, comme des porcs », c'est de cultiver « la fleur sanglante de la guerre. » Malheureusement la guerre exige des impôts, et les impôts à la longue aggravent de mille façons les mauvaises conditions d'existence des pauvres. L'état des journaliers, après la guerre, pendant la jeunesse de Cobden, l'a bien prouvé. Qu'un homme de génie, comme M. Tennyson, ait été ainsi égaré, est un exemple de la folie furieuse de ces deux années.

connurent la possibilité et l'utilité de soumettre les différends internationaux à des arbitrages. Ensuite ils introduisirent certaines réformes dans la loi internationale par rapport au droit de prise maritime, qui tendaient à rendre le commerce, libre pendant la paix, — aussi libre que possible pendant la guerre.

CHAPITRE XXIII

MORT DE SON FILS.

A ce moment Cobden fut frappé par un de ces coups cruels, auxquels les hommes peuvent survivre, mais après lesquels ils ne se retrouvent jamais comme ils étaient auparavant. Il perdit son fils unique, un enfant d'une singulière énergie et qui donnait de grandes espérances. Il avait alors quinze ans; il était en pension à Weinheim, à quatorze milles d'Heidelberg. Il fut pris tout à coup de fièvre scarlatine, et il mourut au bout de trois ou quatre jours, avant que ses parents en Angleterre eussent même appris qu'il était malade (10 avril 1856). Il n'y eut rien qui pût adoucir l'horreur du choc. Cobden apprit le premier l'affreuse nouvelle. Son ami, le chevalier Bunsen, avait recommandé l'école, qui était à quelques milles de Charlottenburg, où il habitait. Le directeur de la pension envoya une dépêche à Bunsen; il crut que Bunsen la communiquerait à Cobden. Bunsen, de son côté, avait compris que le maître d'école transmettrait la nouvelle aux parents. Ce malentendu eut pour résultat que Cobden n'apprit rien avant de tout apprendre. Dans une lettre à un ami intime, il raconte comment il fut frappé :

J'avais invité le colonel Fitzmayer, de retour de la Crimée, à déjeuner à neuf heures, jeudi. Quand je descendis de ma chambre à coucher de *Grosvenor street*, je le trouvai attendant, le déjeuner servi. Mes lettres étaient sur la table, je le priai de m'excuser si je les parcourais avant de commencer notre repas, la troisième lettre que j'ouvris m'apprit que mon cher enfant, que les dernières nouvelles m'avaient représenté comme l'élève le mieux portant et le plus fort de l'école, était mort et enterré. Celui qui n'a pas été dans la même situation ne peut se faire la moindre idée de ce que fut le voyage de Londres à Dunford; il me prit cinq heures; je portai à ma pauvre femme un secret, qui était plus terrible pour elle qu'une sentence de

mort, car elle aurait donné sa vie avec joie, une douzaine de fois, si c'était possible, pour sauver celle de son fils. Je la trouvai très gaie ; elle venait de lire à mon frère et au cercle de la famille une longue lettre du cher enfant, écrite quelques jours auparavant, quand il était en parfaite santé. J'essayai de préparer ma communication, mais le voyage avait été trop terrible pour moi, je perdis l'esprit et dus tout avouer. Elle eut l'air de ne pas comprendre ce que je lui disais, mais elle resta accablée ; pendant vingt-quatre heures elle s'occupa du ménage et me combla d'attentions, comme si rien ne s'était passé.

On m'a raconté comment Cobden entra dans sa maison, à la tombée de la nuit, et rencontra sa femme inopinément sur le seuil ; elle poussa un cri en voyant son air hagard et sa figure bouleversée. Ses filles jouaient dans le salon. Il put seulement se traîner dans sa chambre, où il resta assis, la tête basse, les membres brisés, dans un état de prostration complète. Quand les premières heures furent passées et que la pauvre mère comprit dans toute son étendue l'affreuse vérité, elle resta pendant des semaines comme une statue de marbre, ne parlant pas et ne paraissant pas entendre ; ne tournant même pas les yeux vers sa petite fille, qu'on plaçait sur ses genoux ; ses cheveux avaient blanchi en quelques heures.

Ce serait une profanation de choses sacrées, que d'insister sur les mois qui suivirent. Cobden éprouvait le même sentiment qu'éprouvent tous les hommes d'un caractère ouvert et simple, quand une des grandes cruautés de la vie les frappe au cœur. Il était troublé par l'éternelle perplexité, par l'impossibilité de concilier la mort prématurée avec une moralité des choses. « Dieu ! » s'écrie-t-il, répétant un lieu commun de la tombe, si vieux et si usé et toujours nouveau dans son pathos, « quel mystère des mystères est la vie ! Un être si jeune et si lumineux, autour duquel nos rêves et nos espérances s'enlaçaient depuis quinze ans, frappé en quelques heures et fané comme une fleur ! »

Son âme n'était pas de celles qui s'égarèrent en méditations sur la sombre énigme. Pas un mot de révolte. Il accepte l'affliction comme la loi d'une puissance inscrutable, et sa patience tranquille et humble nous touche d'autant plus que nous voyons la profonde souffrance qu'elle cache. Son angoisse, devant l'écroulement de son amour et de son espoir, était rendue plus amère par l'étrange torpeur à laquelle sa femme fut longtemps en proie.

Sa tendresse et son dévouement pour elle dans cette agonie étaient incessants et inépuisables. Six semaines après avoir reçu la fatale nouvelle, il pouvait écrire à son beau-frère :

Je n'ai pas quitté ma femme une heure (excepté pour les funérailles) depuis que nous avons appris notre malheur ; je ne crois pas qu'elle serait encore vivante et dans son bon sens, si je n'avais pu diminuer sa douleur en la partageant.

Et cet appel urgent, que faisait l'état moral de sa femme à sa vigilance et à sa sympathie, se prolongea plus que des semaines, des mois.

Ma pauvre femme, — écrit-il à un ami (J. Parkes, 23 mai 1856), — retrouve bien lentement la santé. Elle est sur la pelouse ou dans le champ toute la journée, une petite bêche à la main, arrachant les mauvaises herbes : c'est le seul effort musculaire qu'elle puisse faire, mais il laisse son esprit libre de s'absorber dans sa triste pensée. L'air doit lui donner de la force, mais elle n'a pu passer une seule nuit sans le secours d'une potion calmante. Ses amis doivent avoir pitié d'elle et l'oublier pendant quelque temps. Elle n'est pas une héroïne ; mais son malheur est si affreux, qu'il mettrait à l'épreuve l'énergie du caractère le plus fort de son sexe. Je suis sûr que ceux qui n'ont pas de patience pour elle dans son affliction ne comprennent pas ce qu'elle a supporté. Elle a besoin de l'indulgence et du doux traitement qu'on emploie envers un enfant. Il est vrai, comme dit Bright (qui a un des cœurs les plus tendres que je connaisse), que nous ne comprenons qu'imparfaitement ce qu'une mère souffre dans un tel cas.

Au même ami, quinze jours plus tard, il dit :

Je ne peux tenir ma promesse et venir en ville cette semaine, mais ma pauvre femme m'accompagnera lundi. Elle est aussi impuissante à s'aider elle-même que ses jeunes enfants, et elle a besoin d'autant de soins et de douceur. Dieu sait combien elle avait d'abnégation, combien elle sacrifiait volontairement le confort et la régularité de son existence domestique à mes occupations politiques, sans qu'elle eût l'ambition de goûter les satisfactions de vanité qui compensent pour quelques femmes le dérangement de la vie de famille. Depuis que ce terrible coup nous a frappés, me rappelant ce long dévouement, je me suis décidé à subordonner tout autre devoir (jusqu'à abandonner, s'il le faut, mon siège au Parlement) à la tâche d'adoucir ses souffrances. Aucun être humain excepté moi ne peut lui apporter le moindre soulagement. Je doute quelquefois que d'ici à six mois je puisse la quitter seulement vingt-quatre heures.

Cobden dit et redit, avec l'accent inconsolable d'une douleur sans secours, l'horrible situation d'une mère, qui n'a pas vu son fils dépérir graduellement, pendant qu'elle le veillait à son lit de mort, mais qui tout d'un coup, en un moment, est tombée sur son cadavre, quand elle passait gaiement d'une chambre à l'autre. Madame Cobden ne se soumit jamais au coup qui l'avait frappée, et elle ne trouva jamais la consolation relative que la religion ou la raison aurait pu lui fournir; elle se révolta jusqu'à la fin contre la destinée.

Mais s'il y a un acte de révolte, — écrivait Cobden avec une tendre excuse — que Dieu pardonnera avant tout autre à ses créatures, c'est sûrement celui qui vient de l'affection excessive d'une mère pour son enfant.

Les détails extérieurs de la vie de Cobden ne s'accordaient que trop en ce temps-là avec la sombre tragédie de son cœur. Toutes choses, petites ou grandes, auxquelles il était mêlé, allaient mal. Ses meilleures vaches perdirent leurs veaux. Les fruits dans le verger se gâtèrent. Une belle récolte de foin fut abîmée par la pluie. A ces ennuis vulgaires et pourtant irritants, s'ajoutait une profonde inquiétude pour la santé de M. Bright.

Pendant dix-huit ans, presque sans relâche, M. Bright s'était consacré à plaider des causes publiques. Le travail de préparation pour ces plaidoyers aurait été en lui-même énorme, mais la fatigue était encore accrue par le fait, que M. Bright en poursuivant sa tâche était aux prises avec des préjugés et des attaques tels, que peu d'hommes d'État anglais ont eu à en braver de pareils. A un moment où le repos était devenu une nécessité, arrivèrent au lieu de repos les violentes émotions de la guerre de Russie. La santé de M. Bright faiblit; plusieurs de ses amis craignirent qu'elle ne fût ébranlée pour toujours. « Il ne sait pas à quel point je suis inquiet pour lui, » disait Cobden. Sa correspondance avec des amis communs prouve la vivacité de sa sollicitude :

J'ai toujours pris à la carrière de Bright un intérêt en quelque sorte égoïste, car il me semblait qu'au moment de passer le zénith de la vie, je remettrais les principes et la cause que j'avais le plus à cœur à un homme, non seulement plus jeune et plus énergique que moi,

mais encore doué d'une éloquence naturelle à laquelle je n'ai jamais prétendu... Peut-être n'y eut-il jamais deux hommes, qui vécurent dans une intimité d'esprit aussi transparente que Bright et moi. Après la perte de mon fils, je n'ai pas eu de tristesse aussi grande et aussi constante que celle que m'a donnée sa maladie. Ces deux malheurs m'ont tout à fait accablé. Je cherche une excuse pour me retirer de la vie publique. La perte de Bright serait une calamité pour le peuple anglais. Si vous prenez l'opinion de la Chambre, une grande majorité déclarerait qu'il réunissait en lui plus de sérieux, de courage, d'honnêteté et d'éloquence que tout autre homme. Mais ne parlons pas de lui au passé. Que Dieu lui rende la santé.

11 novembre. (A J. Sparkes.)

M. Bright et sa famille passèrent l'automne de cette année à Llandudno. Il arriva qu'une amie offrit à Cobden l'usage de sa maison dans le voisinage de Bangor. La torpeur prolongée dans laquelle était tombée madame Cobden inquiétait son mari. Craignant pour elle la tristesse de l'hiver et les souvenirs funestes de leur propre maison, il résolut d'essayer d'un changement; il accepta l'offre de son amie et il alla avec sa famille dans le pays de Galles. Là les nuages commencèrent à s'éclaircir. Il fut rassuré sur l'état de Bright. Tout le monde autour d'eux était plein de bonté et d'attention. Les femmes offraient avec sympathie leurs services à la pauvre mère, « des femmes, telles qu'on en trouve, » écrivait Cobden, « dans les classes moyennes et supérieures dans tous les coins de l'Angleterre. » Madame Cobden fit un effort, et parla le gallois qu'elle connaissait avec les pauvres gens, qui ne parlaient pas une autre langue, et qui s'égayaient et se familiarisaient quand on leur adressait la parole dans leur idiome. Ses filles redevinrent une distraction et une ressource. Son mari n'osait encore espérer que la guérison fût proche. Cependant son esprit à lui recouvra sa vigueur; il s'intéressa de nouveau aux affaires publiques. Lord Brougham, entre autres, s'efforçait de lui inculquer la doctrine, que le travail seul, non le temps, soulage l'esprit du poids de la douleur.

Si je ne consultais que mon goût, — disait Cobden, — je retournerais de suite aux devoirs de la vie et j'essaierais de trouver l'oubli du passé dans le travail acharné et le tourbillon de la politique.

Sur la perspective de législation domestique, il écrit :

Je pense que le travail de la prochaine session sera la réforme de la

législation, et rien n'est plus nécessaire. Des mesures efficaces, comme la simplification de la vente de la terre, auront mon appui cordial, aussi sûrement que si je faisais partie du gouvernement. Mais je vous le dis franchement, je crois que cette réforme serait mieux faite, si les tories étaient au pouvoir. En temps ordinaire les lords gouvernent l'Angleterre. Ce n'est qu'une fois en dix ou vingt ans que le pays leur arrache un os, mais seulement pour les laisser en possession du reste de la carcasse. Les lords regardent les tories comme leur parti. Ils savent qu'il faut faire quelque chose pour les maintenir au pouvoir, et comme ils ne peuvent satisfaire les radicaux sur les questions constitutionnelles, ils font un sacrifice pour que leurs partisans aient la gloire d'avoir accompli une amélioration pratique. C'est ainsi que les pairs ont voté pour le ministère Disraeli-Derby l'excellente mesure de la réforme de la chancellerie. Croyez-moi, si nous étions maintenant à la gauche du *speaker*, la réforme législative serait bien meilleure que celle que nous obtiendrons dans cette session.

11 décembre. (A J. Parkes.)

Mais on ne peut jamais calculer exactement les probabilités sur la scène parlementaire. Cette session, que Cobden prévoyait si calme, fut une des plus remarquables de sa vie.

CHAPITRE XXIV

AFFAIRES CHINOISES. PROPOSITION DE COBDEN. DISSOLUTION.

La première semaine de 1857 trouva Cobden de retour à Dunford ; à la fin de janvier il alla avec sa femme dans un établissement hydrothérapique de Richmond. « J'ai peu de confiance dans la superstition hydrothérapique, dit-il, mais la diète simple et les heures régulières sont bonnes pour la santé. » Outre la diète et les heures régulières, il eut encore une condition des plus favorable à la santé pour les natures telles que la sienne, la préoccupation absorbante de grands intérêts publics.

Certaines transactions en Chine avaient depuis quelque temps éveillé sa vigilance, et elles l'occupèrent maintenant d'une façon exclusive. Dans son pamphlet sur la seconde guerre de l'empire Birman, Cobden avait montré le danger et l'injustice de notre politique envers les faibles nations de l'Orient. Une guerre venait d'éclater en Chine, qui offrait un exemple encore plus frappant de cette façon d'agir. Sir John Bowring, le gouverneur de Hong-Kong, était un vieil ami de Cobden, un membre de la société de la paix, un des premiers agitateurs contre la loi-céréales. Mais c'était un homme sans jugement pratique, et il porte la responsabilité de la plus inique guerre chinoise. Les Chinois abordèrent l'*Arrow* et saisirent douze de leurs compatriotes, qu'ils accusaient de piraterie. Le consul anglais protesta ; il déclara que les malfaiteurs à bord d'un navire britannique ne devaient pas être pris, mais qu'il fallait les réclamer au consul. Les Chinois rendirent aussitôt neuf hommes. Bowring fit savoir que si tous les hommes ne lui étaient pas remis dans les quarante-huit heures, avec des apologies pour le passé et des garanties pour l'avenir, les navires de guerre anglais commenceraient les opérations. Tous les hommes furent renvoyés, avec une protestation du gouverneur chi-

nois, que le navire n'était pas un navire anglais et qu'il n'était pas tenu à réclamer ses malfaiteurs au consul. Le gouverneur chinois avait raison, et la prétention de Bowring s'appuyait sur une erreur. L'*Arrow* n'était pas un navire anglais. Sa licence avait expiré. Même si tel n'était pas le cas, les agents de Hong-Kong n'avaient pas le droit de donner une licence à un capitaine chinois pour le protéger contre son propre gouvernement. Ainsi voilà ce qui s'était passé. Bowring avait fait une réclamation qui n'était pas soutenable au point de vue légal. Le gouverneur chinois, tout en déclarant la demande illégale, y avait acquiescé. Pourtant le lendemain du jour où tous les hommes avaient été remis en liberté, les opérations militaires commençaient. Un grand nombre de jonques chinoises furent détruites, les environs de Canton furent ravagés, la ville fut bombardée, et cette inique dévastation fut le commencement d'une guerre longue et coûteuse.

Le gouvernement anglais aurait dû rappeler Bowring. Avec le temps il faut espérer que l'opinion publique insistera pour que les agents, qui se rendent coupables de tels faits, soient non seulement rappelés, mais disgraciés et punis. La nation anglaise, même à cette époque, aurait approuvé le rappel de Bowring. Toutefois on ne pouvait l'attendre de l'homme d'État dont la politique n'allait pas au delà de l'argument : *Civis Romanus*, surtout quand il avait affaire avec une puissance très faible. Le ministère résolut de soutenir le gouverneur de Hong-Kong. Comme d'habitude il laissa de côté le fait particulier, et se plaça à un point de vue plus général ; il dit que si les Chinois avaient raison à propos de l'*Arrow*, ils avaient tort dans une autre affaire ; que si la légalité ne justifiait pas la violence, la politique du moins la réclamait ; que les Orientaux prennent la justice pour la crainte, et ainsi de suite à travers la série de sophismes usés, qu'on invoque toujours dans de telles occasions.

Cobden trouvait que cette transaction était blâmable sous tous ses aspects. La demande de Bowring était illégale, et il n'aurait pas dû la faire. Si ce fait était douteux, dans tous les cas sa violence était précipitée. Il avait eu recours en premier lieu à des mesures qui sont à peine justifiables à la dernière extrémité. S'il y avait des sujets de plainte générale contre la Chine, pour-

quoi ne pas faire une protestation de concert avec la France et les États-Unis, au lieu de nous lancer dans une querelle où nous n'avions pas de motifs fondés, et de commencer une guerre pour une cause que nos meilleurs avocats déclaraient insuffisante ?

Le cours des affaires dépendait, comme toujours, des combinaisons parlementaires. Dans une lettre écrite par Cobden à M. Lindsay, à la fin de 1855, on verra quel était l'état des partis :

Je n'ai jamais vu rien de semblable depuis quinze ans. Il n'y a pas un parti qui ait une politique intelligible, à laquelle s'intéresse une masse considérable au dehors. Les deux côtés de la Chambre ne représentent plus des partis opposés, à moins qu'on ne dise que notre chef est au fond du cœur un tory aristocratique, tandis que le chef de l'opposition est, s'il est quelque chose, un radical démocratique. Un grand nombre de tories ont l'air de s'en douter, car ils ne témoignent aucun désir de renverser Palmerston, dans lequel ils ont plus de confiance qu'en Disraeli.

Dans de telles circonstances, la position d'un ministre est précaire, car l'absence de principes définis le met à la merci des coalitions fortuites. Une de ces coalitions se forma alors. Les Peelites suivirent la tradition de leur maître en condamnant une guerre précipitée et inutile. M. Disraeli et ses amis étaient dans le rôle officiel d'une opposition en blâmant le cabinet. Lord John Russell obéit à un honnête instinct de justice. Tous ces partis résolurent de soutenir Cobden. Le 26 février Cobden fit une proposition à cet effet que, sans exprimer d'opinion sur les causes de plaintes provenant de la non-exécution du traité de 1842, la Chambre pensait que les mesures violentes à Canton n'étaient pas justifiées et qu'un comité devrait faire une enquête sur les relations commerciales de l'Angleterre avec la Chine.

Cobden put ainsi s'étendre sur toute notre politique avec ce pays. Il le fit dans un de ses discours les plus réussis. Il exposa d'une façon irréfutable le cas particulier, sans un accent de passion ; les vues générales qu'il développa étaient larges et dignes d'un homme d'État. La Chambre fut vivement impressionnée. Le débat fut long ; lord Palmerston reprocha à Cobden son esprit peu anglais et s'étonna qu'il eût attaqué un vieil ami comme Bowring. On vota, et le gouvernement eut contre lui une majorité de seize voix. Les seize voix en auraient été soixante, si les

partisans de lord Derby avaient voté ensemble. Le fait qu'un si grand nombre d'entre eux s'étaient déclarés pour Cobden prouvait qu'en ce qui touchait aux convictions, la minorité était bien petite. Mais la tendance du gouvernement par parti est de reléguer au second plan les opinions et les convictions. M. Gladstone disait que, si le vote avait suivi immédiatement les discours de Cobden et de lord John Russell, la proposition aurait obtenu une majorité si écrasante, que le ministre n'aurait osé faire appel au pays de la décision de la Chambre. L'intervalle permit aux vieilles considérations de parti de reprendre leur influence. Avec sa sagacité et son courage ordinaire, lord Palmerston résolut de dissoudre le parlement. M. Bright était à Rome. « Je n'ai pas besoin de vous dire — écrivait-il à Cobden — combien je suis heureux de ces nouvelles et surtout que le coup ait été porté par vous. » Malheureusement le coup allait être rendu avec intérêt.

Il y avait peu de temps que le pays était engagé dans la lutte électorale, et déjà Cobden voyait des signes de mauvais augure. Il avait résolu de renoncer à son siège du *West Riding*. Il n'y avait aucune chance. Ses idées sur l'éducation éloignaient une partie des électeurs, son jugement sur la guerre de Russie les avait tous aliénés. Les amis de Cobden pensèrent que le bourg d'Huddersfield était celui où il rencontrerait le moins d'hostilité. Il se présenta donc à Huddersfield. Mais il déploya autant d'activité dans la cause de son ami absent que dans la sienne. Il est facile d'expliquer le sentiment qui dominait la nation. Notre système politique comporte peu de tolérance avec les dissentiments individuels; les principes nouveaux ont à lutter contre de puissants obstacles. On reprochait à Cobden et à ses amis d'avoir fait preuve d'une indépendance perverse à l'égard des ministres. Ils avaient harcelé trois cabinets libéraux. Ils s'étaient montrés ouvertement rebelles à lord John Russell; ils avaient fait de l'opposition à lord Aberdeen; ils s'étaient engagés dans une lutte violente contre lord Palmerston. Ils avaient commis la faute impardonnable de s'unir à leurs ennemis pour renverser leurs amis. Tout ceci était étroit, déraisonnable, injuste; avec le temps on eut honte de faire de telles critiques, mais pour le moment elles étaient fatales. Cobden émut les nombreux spectateurs réunis dans le *Free Trade Hall*, par une touchante et élo-

quente défense de M. Bright, avec qui, leur dit-il, il avait vécu dans l'intimité d'esprit la plus transparente. Quand il parla de la santé de M. Bright « frappé dans cet organe qui inspire à tous les hommes de bien des sentiments de respect et de sympathie », son émotion le maîtrisa et secoua l'âme des assistants. Mais la conclusion pratique était inévitable. Il tenait sa femme au courant de ses craintes par quelques lignes écrites à la hâte.

Quand le résultat de l'élection fut connu, il se trouva que Cobden était battu. Un tory avait triomphé autrefois dans le bourg, et maintenant l'alliance des tories avec les whigs de Palmerston fut irrésistible. Cobden obtint seulement 590 voix et son adversaire en eut 823. A Manchester, M. Gibson et M. Bright furent vaincus et M. Bright se trouva le dernier sur la liste (1). Fox échoua à Oldham et Miall à Rochdale. La victoire de lord Palmerston était complète; l'école de Manchester était en déroute. On n'avait rien vu de semblable depuis la disparition des whigs partisans de la paix, en 1812, quand Brougham, Tierney, Lamb et Horner perdirent leurs sièges.

M. Bright écrivit de Rome à Cobden pendant les élections. Il venait de lire, disait-il avec ironie, *Rienzi* par Bulwer, et il était préparé à l'ignorance, à l'insulte, à l'égoïsme, à l'ingratitude et à tous les autres vilains défauts des peuples, que tout homme politique honnête doit s'attendre à rencontrer sur son chemin. Il reçut avec beaucoup de fermeté la nouvelle du grand revers. Il expliqua la situation à Cobden, en termes qui, vingt-cinq ans plus tard, ne peuvent que paraître parfaitement exacts à l'observateur historique.

Venise, 16 avril.

MON CHER COBDEN,

Depuis que j'ai reçu votre lettre, j'ai eu chaque jour l'intention de vous écrire. Cela m'a fait du bien de la lire, quoique les nouvelles ne fussent pas des plus agréables, mais elle est arrivée au bon moment et elle disait ce qu'il fallait...

La soudaine dispersion de l'*École*, dont nous avons été les premiers professeurs, nous apprend combien nous avons été et nous sommes en avance sur l'esprit de notre époque. Notre intention n'est pas de faire de la politique un trafic et d'employer l'ignorance et les préjugés de

(1) Sir J. Potter, 8368; Turner, 7854; Gibson, 5588; Bright, 5458.

nos concitoyens à notre propre avantage ; elle est d'essayer de mettre la politique de l'Angleterre d'accord avec les maximes du bon sens et de la morale. Le pays n'est pas encore mûr pour nos doctrines, mais il s'en rapproche plus qu'à aucune autre époque ; je ne perds pas l'espoir qu'une révolution de l'opinion changera dans quelques années l'axe de notre politique étrangère. Voyez ce qui a été fait dans le temps comparativement court qui s'est écoulé depuis notre entrée dans la vie publique. Grâce en grande partie à nos efforts, les opinions des hommes d'État de notre époque et de millions d'hommes dans la foule se sont modifiées du tout au tout dans les questions qui touchent au commerce, aux droits de douane, aux impôts. On est d'accord pour rejeter comme folie ce qui, il y a vingt ans, paraissait sagesse. Regardez ensuite notre politique coloniale. Les efforts de Molesworth, de Roebuck et de Hume, auxquels plus récemment nous nous sommes ralliés ainsi que Gladstone, ont fait abandonner notre ancienne politique coloniale. On condamne l'idée de gouverner les colonies ; on donne à chaque colonie, qui le désire, une constitution aussi démocratique que celle des États-Unis.

Prenez la question de la réforme parlementaire. L'idée que nos lois constitutives sont immuables est rejetée non seulement par lord John Russell, mais encore par les tories. Aux dernière élections, les tories ont répété à plusieurs reprises que la réforme parlementaire était nécessaire et qu'ils ne s'y opposeraient pas, pourvu qu'elle fût modérée : je pense qu'on fera quelque chose, pas autant que nous aurions voulu, mais on fera avancer un peu.

Du moment que nous avons vu s'accomplir de telles transformations en ce qui concerne la législation commerciale, la politique coloniale, les questions de suffrage, je pourrais ajouter en ce qui concerne les questions d'église, car sur ce sujet aussi le progrès d'opinion est manifeste, pourquoi perdriions-nous l'espoir de transformer de la même façon le sentiment populaire sur les affaires étrangères ? Palmerston et sa presse ont causé la mauvaise excitation qui a prévalu en ces derniers temps ; mais Palmerston ne durera longtemps ni comme ministre, ni comme homme. Je ne vois personne qui soit prêt à ramasser son manteau, quand il le laissera tomber. Ceux qui vivront dans dix ans d'ici verront un changement complet sur les questions qui ont tant passionné l'esprit public et d'une façon si malheureuse.

C'est nous consoler de notre malheur, direz-vous, par les réflexions de la philosophie : cela n'améliore pas le présent, c'est vrai ; mais c'est le genre de réflexion qui, j'en suis sûr, s'est présenté à votre esprit, une fois que vous avez eu surmonté l'ennui momentané causé par les événements. Je suis le moins malheureux de notre petite bande, car une année de paresse et de maladie m'a habitué à être absent du Parlement. Depuis le commencement de 1856, j'ai songé à me retirer. J'espère que vous sentez, comme moi, que nous sommes bannis parce que nos croyances politiques sont en avance sur celles du peuple et parce que

notre morale politique est plus haute que celle de ce peuple, à qui nous avons consacré vingt années d'efforts incessants. Le temps montrera, et avant longtemps je pense, la vanité de l'imposture qui nous gouverne. La figure du monstre peut être d'airain, mais ses pieds sont d'argile...

Il est curieux qu'après tant d'expérience nous soyons désappointés de voir l'opinion marcher si lentement. Nous avons enseigné la vérité dans notre Ecole, mais la discipline était un peu trop sévère pour les élèves. Disraeli dira qu'il avait raison, que nous ne sommes pas du type anglais; que le succès, le succès personnel et politique, ne peut être atteint, si l'on renonce aux avantages que l'on retire de l'ignorance et des préjugés d'un peuple. Voilà sa doctrine; et, étant donné l'homme, elle est vraie; mais nous ne poursuivions aucun but personnel; dès lors cette doctrine ne s'applique pas à nous. Si c'est pour la cause de la vérité et de la paix que nous sommes battus, nous sommes dans une situation plus élevée devant le monde et pour l'avenir, que si nous nous étions mêlés aux médiocrités patientes qui composent le cabinet... J'espère que les nuages se dissiperont et que le soleil reviendra.

A vous très sincèrement,

JOHN BRIGHT.

Quand les élections furent terminées, Cobden retourna chez lui en Sussex. Il vécut deux ans dans la retraite. On peut voir dans sa correspondance comme la défaite lui était amère.

Il écrit à M. Moffat :

7 avril.

Je trouve que le repos dans ce pays endormi était très nécessaire pour ma santé. Je me suis surmené, en m'occupant à la fois des élections de Huddersfield et de Manchester, et j'avais peur de perdre la tête. Toutefois mon vieux remède, le sommeil, m'a presque guéri. Je suis décidé à rester en dehors de la politique pour le moment. Cela me convient pour des raisons particulières et domestiques d'avoir été battu à Huddersfield (où mes bons amis n'auraient pas dû m'appeler). La dose est nauséabonde, mais la médecine fera du bien. Je suis persécuté par les lettres innombrables de braves gens qui s'imaginent que j'ai besoin d'encouragement et de condoléance. Ils ont toutes sortes de projets pour moi, comme si je pouvais aujourd'hui recommencer une vie d'agitation et refaire ce que j'ai fait autrefois.

Le seul incident de l'élection qui me poursuit et me cause une irritation constante, c'est la façon atroce dont les gens de Manchester ont traité Bright. Ils lui doivent la prospérité qui a fait d'eux des tories, et maintenant les bas *snobs* rejettent l'échelle! Ma colère me maîtrise et j'ai de la peine à ne pas tomber sur eux avec mes mains ou plutôt ma plume. Le cas de Gibson est différent. Il devait s'attendre un jour

ou l'autre à voir terminer des rapports, qui n'avaient pas de raison d'être; il a représenté dix-huit ans Manchester et a acquis ainsi une position que rien ne peut lui faire perdre. Je ne pense pas toutefois qu'il méritât de rester dans la minorité, mais sa défaite ne me cause pas la même exaspération que celle de Bright. La situation de Bright était si différente. Il était un des leurs. Vous savez avec quelle bravoure il a défendu sa classe contre toutes les attaques. Il était une gloire pour ses électeurs. Ceux-ci ne pouvaient se plaindre de ses opinions politiques; quand ils l'ont nommé, ils savaient que Bright est un quaker. Mettre un tel homme au bas de la liste électorale, au moment où il est abattu par son labeur excessif pour la cause publique, c'est bien l'exemple le plus atroce d'ingratitude politique... Je ne pense pas que la nouvelle l'affectera, comme vous le craignez. Il prendra la chose, je crois, très froidement et avec philosophie; c'est probablement ce qui aurait pu arriver de plus heureux pour sa santé.

Le même jour, il écrit à M. Hargreaves :

La grande prospérité, dont jouit le Lancashire et qu'il doit en grande partie à Bright, explique ce déploiement de *snobbishness* et d'ingratitude; cette prospérité a eu pour résultat d'augmenter considérablement le nombre des tories et d'adoucir les whigs, de sorte qu'à la fin la majorité trouve qu'un radical sérieux n'est pas assez respectable pour ses goûts. Cet état de choses continuera dans le nord de l'Angleterre, tant que nos exportations augmenteront, il est dans la nature des choses que les tories soient nommés.

A la fin de juillet, la mort de M. Muntz amena une vacance dans la représentation de Birmingham, et les électeurs jetèrent les yeux sur M. Bright. Sa santé avait été si dangereusement ébranlée, que Cobden exprimait une sollicitude naturelle, en le voyant retourner si vite aux agitations de la vie publique. Il écrivait à M. Parkes :

9 août 1857.

Je crains que Bright ne puisse accomplir la tâche qu'il est décidé à reprendre sans plus de répit. S'il succombe de nouveau, il est probable qu'il sera brisé pour le reste de sa vie et qu'il perdra les forces dont il jouit en ce moment. J'ai peur qu'il ne se laisse pousser par des gens qui ont un intérêt quelconque à le voir rentrer dans la Chambre. Je n'ai aucune raison de croire que ce soit le cas avec sa femme ou sa famille. J'ai dit tout ce que j'ai pu pour le décider à se reposer, mais je doute qu'il puisse détourner son esprit de la politique. Quand il était à Alger ou en Italie, il suivait les moindres détails de la vie publique, comme il eût pu le faire ici. La conduite indépendante et honnête du peuple de Birmingham, l'absence de *snobbery* envers l'aris-

tocratie dont il fait preuve, la justice qu'il rend à un fils de la démocratie me confirment dans mon opinion. J'ai toujours pensé que l'état politique et social de cette ville est plus sain que celui de Manchester. La raison en est que l'industrie de la quincaillerie occupe de petits manufacturiers ; ceux-ci n'emploient que quelques hommes et quelques jeunes gens ; parfois ils n'ont que deux apprentis. A Manchester, au contraire, les grands capitalistes forment une aristocratie ; quelques-uns de ceux qui en font partie exercent de l'influence sur 2,000 personnes. Au point de vue moral et politique, la condition de Birmingham est bien préférable. Les rapports entre les classes y sont plus libres que dans la grande ville du Lancashire, où une barrière infranchissable sépare l'ouvrier du patron. La grande classe des capitalistes formait une base excellente pour l'agitation contre les lois-céréales ; ils avaient des bourses inépuisables, qu'ils ouvraient avec générosité dans un conflit où leur orgueil de classe, aussi bien que leur intérêt pécuniaire, était engagé. Je doute que cet état de la société soit favorable à un mouvement de politique démocratique, et c'est l'opinion que j'ai exposée à Wilson et à Bright, depuis que la Ligue a obtenu son grand triomphe. Si Bright regagne sa santé et peut se mettre à la tête d'un parti pour la réforme parlementaire, Birmingham sera un meilleur centre pour lui que Manchester.

28 juillet. (Au même.)

Je vous remercie bien de penser quelquefois à moi. Je suis plongé dans les racines et les cochons ; si vous ne me mettiez en rapport avec le grand maelstrom de la politique, je courrais le risque d'oublier qu'il y a dans le monde des tories et des whigs. Je ne suis pas pressé, croyez-moi, de rentrer à la Chambre. Quand je vis l'autre jour que la séance dura jusqu'à quatre heures et demi du matin, je me félicitai et mes regards se tournèrent vers nos collines avec une satisfaction plus vive. Le ton du Parlement est différent de tout ce que j'ai jamais vu, et je ne voudrais pas l'observer de près. Il y règne un souffle de servilité, qui ne peut durer ; car une assemblée vraiment noble (comme la Chambre des communes) retrouvera son respect d'elle-même ; quand elle s'apercevra qu'elle s'est prosternée devant une image, aussi creuse qu'impudente, la réaction sera d'autant plus forte. Mais je préfère attendre...

En réponse à la question de votre ami sur la véracité de Bowring, faites une description du *genus sentimentaliste*. On ne peut dépendre dans la politique sur des hommes de ce calibre, parce qu'ils ne sont pas maîtres de leur raison. Ils chantent des chansons ou font des déclamations sur la vérité, la justice et la liberté, mais leur enthousiasme est aussi factice que quand ils adressent des odes à la rosée, aux pâquerettes, etc. Ils sont prêts à fouler aux pieds les unes comme les autres. Rappelez-vous Lamartine, le roi de cette race, qui parlait si bien des droits internationaux ; et pourtant on a vu qu'il était aussi

disposé qu'un empereur ou une tête couronnée à lancer sur l'Italie une armée, dans le dessein de prendre des garanties matérielles pour... la liberté. Et maintenant nous avons le spectacle que nous donne Thackeray à Oxford (1), lui qui avait exprimé tant de sympathie à Bright et à moi pendant la guerre. Puis vient son grand contraste, Dickens, qui parle sans cesse de son désir d'élever les masses et d'abaisser l'insolence des grands. J'ai lu une lettre de lui, dans laquelle il refusait de signer une pétition pour l'abolition des droits sur les connaissances humaines; il alléguait qu'il ne contribuerait pas à inonder d'encre l'Angleterre et à amener un état de choses semblable à ce qu'il avait vu en Amérique.

3 déc. (A M. Moffat.)

Vous êtes bien bon de penser à moi. Ce courrier m'a apporté une lettre du Lancashire, m'informant que quelques hommes influents d'Ashton désirent me faire nommer à la place du pauvre Hindley. Mais j'ai résolu de ne me présenter nulle part; je resterai fidèle à ma décision un an au moins, et probablement le reste de ma vie. Ce n'est ni bouderie, ni affectation; j'agis pour des motifs personnels, et qu'aucune considération politique n'est capable d'ébranler. Si douze ville offraient de m'élire, sans aucun frais, je refuserais. Je vous serai reconnaissant, si vous entendez jamais parler d'un projet en ma faveur, de décourager ce mouvement, sans que j'aie besoin de donner des explications, qui me sont pénibles. La vérité est que je ne peux quitter ma maison quarante-huit heures, sans perdre la tranquillité et l'élasticité d'esprit nécessaires au succès dans la vie publique. Dans ces circonstances, je ne suis utile que dans ma famille. Il pourrait se rencontrer un cas, où je sacrifierais, comme je l'ai déjà, les considérations domestiques à mon devoir public; mais en ce moment, je n'ai ni motif, ni justification d'agir ainsi.

La vie de la Chambre des communes, qui a un charme irrésistible pour tant d'hommes, n'avait pas le même attrait pour Cobden. Au commencement de la session de 1857, il décrit à un ami l'effet déplorable que produisent sur lui le mauvais air et les longs discours.

Je ne sais si l'air de la Chambre a la même influence sur vous que sur moi; quand je suis resté deux ou trois heures au Parlement, ma tête n'est bonne à rien qu'à souffrir. Ma douleur me reprend le matin, quand je me réveille. Il semble que l'air ait desséché mon cerveau et lui ait enlevé toutes ses facultés. Mon raisonnement m'abandonne sous le toit de la Chambre; si les symptômes continuent et que je ne

(1) M. Thackeray se présenta contre lord Cardwell à Oxford (21 juillet); il échoua, faute de 67 voix sur un chiffre total de 2103.

trouve pas de remède, je devrai songer sérieusement à renoncer à une responsabilité que je suis physiquement et intellectuellement incapable de remplir.

Je suis parti mardi après avoir écouté Disraeli pendant deux heures et demie. Je voudrais qu'on inventât une machine pour abréger les discours parlementaires. Après une longue expérience, je suis convaincu qu'un homme peut dire tout ce qu'il veut exprimer en une heure, à moins que ce ne soit un discours budgétaire ou une explication ministérielle qui exige qu'on lise des documents. On peut dire le Sermon sur la Montagne en vingt minutes, et il ne faut pas plus d'une minute pour répéter la prière dominicale; Franklin et Washington ne parlaient jamais plus de dix minutes à la fois.

Dans l'automne de 1857, la perspective d'une vacance, dans le bourg de Finsburg, amena un mouvement en faveur de Cobden, qui n'eut pas de résultat; il est douteux d'ailleurs, comme nous le verrons bientôt, que ses intérêts personnels lui eussent permis en ce moment de reprendre sa carrière publique. Au commencement de 1858, il reçut un hommage des plus flatteurs: il fut élu membre de *Athenæum Club* par la faveur spéciale du comité. Dans le courant de la même année son frère Frédéric mourut à Dunford. Les tortures qu'il souffrait depuis quelque temps étaient si atroces, que la mort fut pour lui une délivrance; Cobden n'en éprouva pas moins une profonde douleur, en perdant celui auquel il avait été attaché toute sa vie par les liens d'une intimité affectueuse.

CHAPITRE XXV

LA RÉVOLTE DANS L'INDE. AFFAIRES PERSONNELLES. SECOND VOYAGE EN AMÉRIQUE.

Les élections étaient à peine terminées, quand le pays tout entier fut frappé d'horreur par les effroyables événements, dont l'Inde était le théâtre. Cobden avait toujours suivi d'un œil jaloux et malveillant les affaires de cette grande colonie. L'Inde avait un gouvernement militaire et despotique ; c'était une acquisition que nous devions à la violence et à la fraude ; c'était le siège de finances instables ; pour ces raisons et d'autres encore, il était du nombre de ceux — et ils étaient plus rares alors qu'aujourd'hui — qui ne voient dans l'occupation anglaise aucun avantage pour les indigènes et leurs maîtres étrangers. Il avait dit son opinion dans la Chambre des communes, quand on discutait le renouvellement de la charte de la Compagnie. Quand la révolte éclata, comme tout le monde, écrivait-il, il ne pouvait penser à autre chose. Trois ou quatre de ses lettres indiqueront son sentiment sur le plus hideux épisode de notre histoire.

Midhurst, 16 oct. (A M. Ashworth.)

Je suis, et j'ai toujours été d'avis que nous avons tenté une impossibilité en voulant gouverner cent millions d'Asiatiques. Dieu et ses lois naturelles et visibles ont opposé des obstacles insurmontables au succès d'une telle entreprise. Mais si le projet était pratique, quel avantage nous donne-t-il en compensation des risques qui, nous le voyons *maintenant*, en sont inséparables ? Nous connaissons le motif qui a conduit la compagnie de l'Inde orientale en Asie — le monopole non seulement envers les étrangers, mais envers les Anglais. Aujourd'hui que le commerce de l'Hindoustan est ouvert au monde entier, quel avantage retirons-nous de notre possession, qui rachète la peine, la dépense, le risque de gouverner un tel peuple, — un peuple qui, après un contact d'un siècle avec nous, est capable de crimes

qui révolteraient les tribus sauvages décrites par Livingstone, ces tribus qui n'avaient jamais vu un Chrétien ou un Européen avant qu'il pénétrât chez elles?

Les gens religieux nous disent que nous devons garder l'Inde pour la convertir; ce qui arrive aujourd'hui devrait les convaincre que l'envoi d'habits rouges et d'habits noirs pour convertir un peuple n'est pas le moyen le plus efficace d'attirer la bénédiction de Dieu sur nos efforts de missionnaires.

Je sais que dans l'état actuel des esprits, il est inutile de prêcher ces doctrines; si j'étais forcé de parler en public sur la question du jour, je ne pourrais garder le silence sur ce texte; je reste dans mon trou, car je sens que le moment n'est pas venu d'exposer mes idées avec la chance de faire du bien.

Malheureusement pour moi, je ne puis même pas agir de concert, avec ceux qui cherchent à *réformer* l'Inde, car je n'ai pas de foi dans la capacité de l'Angleterre de gouverner ce pays d'une façon permanente. Malgré mon désir de voir l'abolition de la Compagnie, parce qu'elle cache à la nation anglaise la terrible responsabilité qui lui incombe, je ne crois pas que la Couronne puisse gouverner l'Inde sous le contrôle du Parlement. Si la Chambre renonçait à toute législation intérieure et s'appliquait exclusivement à diriger les affaires de cent millions d'Asiatiques, la Chambre échouerait. L'Hindoustan doit être commandé par les hommes qui vivent dans cette partie du monde. Ses habitants aimeront mieux être mal gouvernés (d'après nos idées) par des hommes de leur couleur, de leur race, que de subir l'humiliation d'être mieux gouvernés par des intrus venus des antipodes.

Voilà, je l'avoue, des opinions abstraites et qui ne sont pas adaptées à la pratique de chaque jour. Qu'y a-t-il à faire maintenant? Écraser la révolte militaire par égard pour les populations paisibles qui sont à la merci des mutins armés. C'est notre devoir. Nous pouvons le faire et nous le ferons. Mais alors vient notre difficulté.

Non, il n'y a d'autre avenir qu'inquiétude, perte, désappointement, et je crains aussi crime, dans l'Inde; ceux qui disent la vérité au peuple anglais, et le préparent à abandonner un jour cette tâche ingrate et impossible, lui rendent le plus grand service.

24 août. (A. M. Bright.)

Je serais heureux, si nous pouvions nous rencontrer, de discuter pendant huit jours avec vous sur les affaires publiques! Je pourrais aussi vous écrire de longues lettres, mais je suis retenu par la crainte que ma correspondance ne vous fasse du mal et ne vous fatigue. Je voudrais que vous vous reposassiez de la politique; comment alors puis-je vous infliger mes réflexions sur les affaires publiques?

Les terribles événements qui se passent dans l'Inde tiennent seuls mon attention fixée sur les journaux. Depuis la révolte de Saint-Domingue, l'histoire n'offre rien de comparable à la férocité diabolique

des atrocités commises par les cipayes sur les femmes et les enfants tombés entre leurs mains. On est épouvanté et réduit au silence en songeant qu'après des rapports d'un siècle avec nous les Hindous se montrent plus impitoyables et plus sauvages que les Indiens de l'Amérique du Nord. Il est évident que les Anglais ne leur ont inspiré ni affection, ni respect. Les indigènes de l'Inde font preuve d'un esprit de haine vindicative, qui n'est pas sans un certain dédain pour la classe gouvernante. Depuis que j'ai pu me convaincre que le sentiment d'aliénation grandissait entre les indigènes et les Anglais (nous en avons eu des preuves frappantes dans le comité de 1853), j'ai compris que cela finirait un jour ou l'autre par un bouleversement. Il est impossible qu'à la longue un peuple se prête à sa propre dégradation. Toute notre suprématie repose sur la conviction que les indigènes seront les instruments de leur propre humiliation. Nous avons une telle foi dans ce système, que nous leur offrons la lumière du christianisme et la liberté de la presse, parce que nous croyons qu'ils n'ont pas assez d'esprit pour juger leurs droits d'après notre propre mesure. Le hasard m'a jeté dans la société de quelques dames, qui reviennent de l'Inde, où elles étaient habituées à la vie des camps ; leurs maris étaient des officiers dans des régiments indigènes. L'épithète appliquée à nos sujets dans l'Hindoustan est *noiraud*. Une de ces dames se vantait de sa condescendance, en permettant à un officier indigène de s'asseoir en sa présence, quand il venait chercher les ordres de son mari. On aurait pu, bien difficilement il est vrai, supporter cette insolence si les Anglais, avec qui les indigènes étaient en contact, déployaient de nobles vertus et une grande puissance intellectuelle. J'ai bien peur que les traits les plus caractéristiques de nos concitoyens aient été tout autres. Une morale défectueuse, l'absence d'énergie mentale ont été les fautes marquantes des officiers anglais, la direction des régiments indigènes est tombée entre les mains des habitants du pays. Ce que l'on voit à présent dans l'Inde, assassinats et massacres d'un côté, exécutions en masse de l'autre, perpétue et accroît ce sentiment d'aliénation.

22 septembre. (Au même.)

Je suis heureux de revoir votre écriture. Je savais que nos esprits suivaient la même direction et je m'abstenais de vous envoyer mes réflexions, car je craignais de jeter de l'huile sur le feu. Ces horreurs indiennes me donnent un frisson perpétuel. Ces atrocités, commises sur des femmes et des enfants, me font presque douter impieusement que ce monde soit gouverné par une providence juste et sage. Quel crime ces victimes avaient-elles commis pour mériter de telles tortures ? Véritablement, les péchés des pères ont été punis sur les enfants jusqu'à la troisième et la quatrième génération ! Comment peut-il en être autrement dans une nation ? Car si un crime collectif a été commis et que la justice rétributive frappe la société, ceux qui sont nés dans l'intervalle sont atteints par le châtement.

Les outrages diaboliques commis sur des êtres sans défense m'ont étonné plus que tout ce qui est arrivé dans mon temps. Nous avons vu quelque chose de semblable à Saint-Domingue, pendant la Révolution française, et pendant la révolte des paysans polonais ; mais, de notre époque, rien de tel ne s'était produit ; je n'aurais pas cru que des hommes, qui ont été en contact avec la vie civilisée, pourraient se rendre coupables de telles atrocités. Mais nous courons le danger d'oublier notre christianisme et de descendre au même niveau que les monstres qui ont effrayé le monde par leurs crimes. C'est une chose terrible de voir les journaux des classes moyennes réclamer la destruction de Delhi et le massacre des prisonniers. Mettant de côté la question d'humanité, rien ne pourrait être plus impolitique que l'exécution en masse des simples soldats, par laquelle, dès le début, nous avons voulu mettre un terme à la révolte. S'il s'agissait du soulèvement d'une compagnie ou d'un régiment, il serait peu sage de pendre et de fusiller tous ceux qui y ont pris part. Mais quand 100,000 hommes lèvent l'étendard de la révolte, c'est une guerre civile. Vouloir pendre ceux qui tombent en notre pouvoir, c'est appeler des représailles et amener des massacres des deux côtés.

18 octobre. (Au colonel Fitzmayer.)

Le gouvernement et le Parlement s'acquittent-ils assez bien de leur tâche dans les affaires intérieures, pour avoir un excédent d'énergie à déployer dans l'Hindoustan ? Instruirons-nous l'Inde, réformerons-nous ses malfaiteurs, diminuerons-nous ses crimes, modérerons-nous sa bigoterie et son intolérance religieuse ? Pouvons-nous y arriver chez nous ? Si le Bureau des travaux publics ne peut nous donner un égoût à Londres, est-il probable qu'il couvrira l'Inde de canaux d'irrigation ? Si les protestants et les catholiques ne peuvent vivre ensemble à Belfast sans une sorte de loi martiale, sommes-nous en état de prêcher la tolérance chrétienne aux Hindous ? Avec mes idées, que puis-je faire au milieu des enthousiastes qui veulent conquérir et convertir l'Inde. Il est heureux pour moi que j'aie un prétexte honnête de ne pas parler en public, et que, n'ayant pas la responsabilité d'un membre du Parlement, je ne sois pas tenu de scandaliser le peuple. Les fabricants du Lancashire et du Yorkshire regardent l'Inde et la Chine comme un champ d'entreprises que la force seule peut leur ouvrir. Ceux qui ont lutté pour l'abolition de la loi-céréales n'ont guère compris le sens du libre échange. Si vous parlez à nos amis du Lancashire, ils affirment que si nous n'occupions pas l'Inde, nous n'aurions pas de trafic avec ce pays, qu'un autre peuple l'accaparerait ; ils oublient qu'ils se sont moqués autrefois de cette vieille doctrine protectionniste. L'Inde était le centre et la source du commerce du monde civilisé, bien avant que les Anglais n'aient porté des culottes ; c'est sa richesse qui nous a attirés. Le trafic des nations européennes a augmenté depuis un siècle dans une proportion bien plus forte que celui de l'Inde.

Londres, 16 mai 1858. (A Georges Combe.)

..... Je suis venu à Londres pour quelques semaines et j'ai amené ma femme et mes fillettes. Nous restons chez des amis, et j'ai eu l'occasion de voir les hommes politiques, dont j'ai été séparé depuis si longtemps.

J'ai bien peur que ce qui se passe dans l'Inde n'exerce une influence fâcheuse sur notre caractère national et ne porte atteinte à notre amour de liberté. Pouvons-nous jouer là-bas le rôle de despote et de boucher, sans en ressentir ici les mauvais effets? Les Grecs et les Romains ne furent-ils pas corrompus et démoralisés par leurs conquêtes en Asie; ne partagerons-nous pas leur sort, bien que d'une façon différente? Et puis, il y a la question que vous soulevez avec tant de raison dans votre lettre : « quel avantage possible pouvons-nous tirer de notre conquête de l'Inde? » J'avoue que l'avenir qui nous attend en Asie me paraît bien sombre. Les Anglais ne renonceront pas à l'Hindoustan sans une lutte acharnée, comme cela a été le cas avec l'Amérique du Nord.

Je suis de plus en plus convaincu qu'un gouvernement constitutionnel ne peut gouverner *despotiquement* 150 millions d'hommes, à une distance de 12,000 milles. Pour remplir cette tâche, il faudrait un despote, dont la puissance fût concentrée, et qui serait moins sujet à des changements de personnes que notre régime représentatif. Quand le gouvernement change une ou deux fois par an, il est impossible d'avoir un plan suivi ou une responsabilité réelle. Depuis que je suis à Londres, j'ai à peine entendu un mot sur la meilleure façon de gouverner les millions d'Hindous. On ne parle que de renverser un ministère, pour le remplacer par un autre.

28 mars. (A M. Gilpin.)

Que nous sommes un peuple prétentieux et hypocrite, dans nos rapports avec le monde extérieur! Nous blâmons et nous menaçons le roi Bomba, parce qu'il ne gouverne pas ses lazzaroni d'après nos idées constitutionnelles! Mais, si vous proposez d'appliquer notre amour de la liberté à nos sujets de l'Inde, la Chambre vous répond par des « Oh! oh! » Et pourtant vous obtiendriez sans peine les applaudissements de cette même Chambre, en lui offrant de mettre, en Amérique et à Cuba, les esclaves sur le même niveau politique que leurs maîtres. Notre nation éprouvera un jour de terribles revers, si elle ne fait pas de progrès dans la science du *self-knowledge*.

Au commencement de l'année 1858, Cobden sentit un moment qu'il aurait voulu être dans le Parlement. M. Gibson, qui avait été élu à Ashton-Under-Lyne, battit lord Palmerston sur le bill de complicité avec l'assassinat (20 fév.), et le ministre, qui

avait repris en triomphe le pouvoir onze mois auparavant, dut donner sa démission.

Quand j'ai lu, écrivait Cobden à M. Lyndsay, comment Bright et Gibson sont venus prononcer leur jugement sur le vénérable pécheur politique, je n'ai pu m'empêcher de penser que c'était un beau sujet de tableau historique. C'était quelque chose de plus que le simple hasard, qui permettait à ces deux hommes d'infliger un châtimeut sommaire au ministre qui se flattait, il y a quelques mois, de les avoir écrasés. Pour la première fois, j'ai regretté de ne pas être présent à la Chambre et de ne pas avoir assisté à cette scène de justice rétributive.

Il écrivait à son ami Michel Chevalier, à propos du sentiment entre l'Angleterre et la France, qui avait produit le bill de complicité avec l'assassinat :

13 juillet.

Il est inutile de poursuivre l'argument *tu quoque*, ou je vous rappellerais que notre refroidissement a pour cause la malheureuse conduite de votre gouvernement lors de l'attentat Orsini. Votre empereur n'a jamais commis une telle erreur, comme lorsqu'il chercha à étendre la responsabilité de cet acte insensé ; il en fit le prétexte d'une législation restrictive à l'intérieur et de nouvelles garanties exigées auprès des gouvernements étrangers : ces mesures indiquaient, de la part de l'empereur, la croyance que ce n'était pas seulement des Italiens enragés qui complotaient contre sa vie. C'était insulter l'humanité que de paraître croire que l'assassinat avait des partisans en Angleterre, en France et ailleurs. L'empereur aurait dû faire le contraire. Il aurait dû rejeter les conseils imprudents de ceux qui lui recommandaient cette conduite et proclamer hautement sa confiance, que les hommes de toutes les nations blâmaient également cet acte diabolique : il se mettait ainsi sous la protection du sentiment universel d'horreur ; et il aurait pu avouer en même temps que sa vie, comme celle de tout homme, était à la merci de ceux qui rejettent les restrictions de la raison, de la religion et de l'humanité. En faisant retomber la responsabilité de cet acte atroce sur ses criminels auteurs, il aurait attiré à lui la sympathie du monde civilisé. Il est inutile de rappeler ces souvenirs. J'espère que la belle conduite de notre reine, que sa visite à Cherbourg — un soufflet appliqué sur la figure des fous dangereux qui poussent sans cesse le cri d'invasion française — calmera l'irritation de votre côté.

Lord Derby forma un nouveau ministère. M. Lindsay demanda à Cobden quelle était son opinion sur la situation politique. Il répondit en prêchant un de ses vieux sermons.

23 mars.

Les hommes actuellement au pouvoir sont plus honnêtes, dites-vous, et ils sont certainement plus obligeants que leurs prédécesseurs. — Là-dessus, je suis tout à fait de votre avis ; c'est ce qu'on pourrait dire de tout gouvernement tory comparé à un gouvernement whig, depuis que je suis entré dans la vie politique. Je me rappelle qu'en 1841, après les élections générales qui donnèrent à Peel une majorité de 90 voix, je trouvai les tories bien plus polis que les whigs dans les rapports journaliers. Il semble que les chefs whigs, pour convaincre les tories qu'ils ne sont pas des hommes dangereux, pensent qu'il est nécessaire de traiter avec dédain les radicaux. Je ne blâme pas les whigs, ils en vivent. Je blâme les libéraux avancés qui se laissent ainsi malmener. Que la classe moyenne se respecte davantage, voilà le seul remède. Je crains bien que, depuis dix ans, nous n'allions dans une direction opposée. La grande prospérité de l'Angleterre a fait des tories de nous tous.

Vous me demandez mon opinion sur la situation politique. C'est une triste nécessité qui me force à choisir entre Derby et Palmerston, mais s'il faut réellement prendre l'un des deux, je préfère le premier. Rien ne serait plus humiliant pour nous que de voir le vénérable imposteur à la tête des affaires. Mais comment empêcherez-vous qu'il ne revienne au pouvoir. . . . Une demi-douzaine de grandes familles se réunissent et décident du sort du parti, comme je dispose du sort des agneaux que je vends pour la table des *aldermen*. Je doute que vous puissiez mettre un terme à cette ignominie, et tant que vous n'aurez pas changé cet état de choses, vous ne pourrez jouer de rôle dans un noble drame.

Pendant que la vie publique active était ainsi interrompue pour Cobden, les soucis personnels ne lui manquaient pas. On a parlé beaucoup et avec malveillance sur l'état dans lequel étaient ses affaires. Il est nécessaire d'exposer la vérité. Avec une partie de la souscription nationale, Cobden avait acheté la petite propriété qui avait appartenu à ses ancêtres. Il plaça le reste, ou du moins la plus grande partie, en actions du chemin de fer de l'Illinois.

Cobden, dit M. Lindsay, regardait ses placements autrement que les autres hommes d'affaires. Il songeait aux cités trop peuplées de l'Europe et au grand nombre de gens de ce côté de l'Atlantique, qui cherchaient ou qui allaient chercher une nouvelle patrie dans le *Far West*. Son attention se portait sur l'étendue et la richesse des terres vierges non occupées de la vallée du Mississippi, que traversait le chemin de fer de l'Illinois, une vallée où des millions d'habitants du vieux

monde pourraient s'établir. Il savait que, grâce au développement des moyens de transport, les émigrants arriveraient à moins de frais dans ce champ fertile que leurs pères n'auraient pu aller de Londres à Glasgow. Ces raisons l'amènèrent à conclure qu'on ferait à la compagnie des demandes de terres considérables, et que la vente de ces terres fournirait de quoi exécuter les travaux nécessaires pour l'établissement de la ligne. Cobden n'était donc pas un spéculateur dans le sens ordinaire du mot.

En effet, Cobden faisait entrer dans ses calculs de coopérer à une œuvre utile. Mais il est évident que ce placement, quelque sûr qu'il fût, ne convenait pas à un homme qui n'avait pas de capital libre à laisser dormir et qui avait besoin de tous ses revenus. Il fut grandement gêné par les appels de fonds, qui se succédaient pour couvrir les dépenses de premier établissement. Nous devons, à ce propos, citer, à l'honneur de l'humanité, un exemple extraordinaire de générosité reconnaissante. Feu M. Thomasson de Bolton avait appris par M. Slagg, un ami commun, qu'un de ces appels de fond, qui s'élevait à plusieurs milliers de livres, mettait Cobden dans l'embarras. Il s'arrangea de manière à payer le montant exigible sur les actions et il pria Cobden d'accepter ce petit service de sa part « en reconnaissance des grands services que lui-même avait rendus à son pays et à l'humanité ». Dans une autre circonstance, la même difficulté se reproduisit. M. Thomasson se rendit à Midhurst, se renseigna, et insista pour que Cobden acceptât une somme encore plus considérable que la première fois, il refusa même toute reconnaissance par écrit, et prit des mesures pour que la transaction ne fût connue que de Cobden et de lui. Après la mort de M. Thomasson, on trouva un memorandum de ces avances, avec ces belles paroles : « Je suis malheureux, que le plus grand bienfaiteur de l'humanité, depuis l'Inventeur de l'imprimerie, se trouve dans une position où les soucis personnels peuvent paralyser son activité salutaire ; ce que j'ai fait n'est que ma part dans ce que les concitoyens de Cobden sont tenus de faire, pour le rendre libre de se consacrer de nouveau tout entier à la cause du progrès humain. Mes enfants seront fiers un jour que leur père ait reconnu ses obligations. Leur fortune est en grande partie le résultat des sacrifices de Richard Cobden. »

C'est à l'occasion de ses rapports avec le chemin de fer de

l'Illinois, que Cobden fit son second voyage aux États-Unis. Les actionnaires anglais l'avaient chargé d'examiner la ligne et de s'occuper de leurs intérêts sur le lieu même. Il resta trois mois dans le pays. Il fut charmé de ce qu'il vit. Le progrès matériel et moral, depuis sa visite de 1835, réalisait tout ce qu'il avait espéré.

C'est l'espoir général de s'élever sur l'échelle sociale, disait-il à M. Bright, qui explique, en grande partie, la supériorité certaine de ce pays. C'est cet espoir qui produit le respect de soi-même, qui est le trait caractéristique des masses aux États-Unis. . . . Tout ceci tend à prouver que la condition politique d'un peuple dépend beaucoup de son état économique.

Quant au but immédiat du voyage, Cobden se déclarait plus que satisfait.

Je n'ai aucun doute sur le succès final de l'entreprise, écrivait-il à sa femme, je suis convaincu que ce sera le chemin de fer américain sur lequel les placements seront les plus avantageux. Malheureusement, je ne puis attendre, et presque tout ce que j'ai est engagé.

Dans une autre lettre à madame Cobden, il écrit :

Mes pensées sont avec vous et les chers enfants. J'éprouve une impatience anxieuse de nous voir hors d'embarras. Tout m'a mal réussi. Je perds parfois le courage, quelque grandes que soient mon énergie et ma confiance naturelle.

Comme nous le verrons bientôt, ses sombres pensées se dissipèrent quand il vit de nouveau une œuvre utile à accomplir.

CHAPITRE XXVI

RETOUR D'AMÉRIQUE. LE NOUVEAU MINISTÈRE.

Pendant l'absence de Cobden de grands événements s'étaient accomplis dans le monde parlementaire. M. Disraeli avait introduit son *Reform Bill* (fév. 1839). La nouvelle loi déplut aux conservateurs ; deux de leurs chefs les plus respectés, M. Henley et M. Walpole, quittèrent le ministère plutôt que de la sanctionner. Les whigs se plaignaient que c'était un empiètement sur leur domaine. M. Bright déclarait que le bill était absurde, irritant, qu'il bouleversait tout et ne réglait rien. Le gouvernement fut battu par une majorité de 39 voix. Trois semaines plus tard le Parlement était dissous, et la lutte électorale commençait.

Les hommes de Rochdale se réunirent et résolurent de choisir Cobden comme candidat libéral. M. Bright alla à leur meeting et leur recommanda, dans un discours éloquent et cordial sur la carrière de Cobden, « son associé politique, son frère politique ». Cobden lui avait dit qu'il aimerait mieux représenter Rochdale que tout autre bourg anglais, car le libéralisme de Rochdale, disait-il, avait assez de cœur « pour soutenir un homme contre l'élément aristocratique du gouvernement ». Cobden fut nommé sans contestation.

Quand le résultat des élections fut connu, les conservateurs se vantèrent d'avoir gagné vingt-neuf sièges ; mais ce n'était pas assez pour tenir tête à l'union des différents partis dont se composait l'opposition. La veille de la réunion du Parlement (6 juin), les diverses factions se réunirent à *Willis'Rooms*, arrangèrent leurs différends et tombèrent d'accord de proposer un amendement indiquant le manque de confiance. La nuit suivante, lord Hartington soutint cet amendement ; après un débat qui rem-

plit trois séances, il l'emporta par une majorité de treize voix (10 juin). Le ministère se retira.

Avant la réunion dans *Willis' Rooms* les deux chefs, dont la rivalité avait affaibli si longtemps le parti whig, avaient pris la résolution d'agir de concert ; tous deux s'étaient engagés à obéir à celui qui serait appelé au pouvoir. La reine ne voulut pas décider entre « deux hommes d'État pleins d'années et d'honneur ». Elle chargea de cette lourde charge un homme plus jeune et moins expérimenté. Lord Granville essaya en vain de former un ministère ; il lui était impossible de réussir. La voix, que la reine d'un pays libre ne peut méconnaître, appelait lord Palmerston à la tête du gouvernement. Toutes les difficultés cédèrent devant son énergie ; cinq jours après la défaite du gouvernement conservateur, lord Palmerston avait complété sa liste, à l'exception d'une seule place. Ce poste était réservé à Cobden, qui était alors en route pour l'Angleterre.

Le premier ministre lui écrivit une lettre, qui devait attendre son arrivée à Liverpool. La voici :

94, Piccadilly, 27 juin 1859.

MON CHER MONSIEUR,

J'apprends qu'il est probable que vous débarquerez demain à Liverpool, et je voudrais que cette lettre vous fût remise au moment même où vous quitterez le navire.

J'ai été chargé par la reine de former un ministère ; j'ai cherché à le composer de façon qu'il contint des représentants de toutes les nuances du parti libéral. Je suis convaincu qu'un cabinet, formé sur d'autres bases, n'aurait pas de chance de durée et ne satisferait pas le pays.

M. Milner Gibson a généreusement consenti à oublier les anciens différends et à entrer dans le nouveau ministère. Je suis extrêmement désireux que vous consentiez à en faire autant ; je vous réserve la place de président du bureau de commerce, qui m'a paru la plus conforme à vos vues et au rôle éminent que vous avez rempli dans la vie politique. Je serai très heureux de vous voir et de causer avec vous, dès que cela vous sera possible à votre arrivée à Londres ; et je suis,

Mon cher Monsieur,

A vous fidèlement.

PALMERSTON.

Cobden arriva le 29 juin dans la Mersey. Il décrit le lendemain à sa femme ce qui était arrivé.

Manchester, 30 juin 1859.

Je n'ai eu qu'un moment hier à Liverpool pour vous apprendre que j'étais arrivé sain et sauf en Angleterre. En remontant la Mersey, je me doutais peu de la réception qui m'attendait. Des amis nombreux étaient prêts à me recevoir et à m'acclamer ; avant de quitter le navire, on me remit un paquet de lettres ; il y en avait une de lord Palmerston, qui m'offrait un siège dans le cabinet comme président du bureau de commerce ; il y en avait une autre de lord John Russell, qui me pressait, dans les termes les plus forts, d'accepter. Moffat, Gilpin et beaucoup d'autres m'avaient écrit pour me conseiller de consentir.

Tout ceci me prit par surprise. J'ignorais totalement le changement de ministère ; j'étais sans nouvelle de l'Angleterre depuis vingt-cinq jours.

Je débarquai et me rendis à l'hôtel, où mes tourments commencèrent. Plus de cent des hommes les plus éminents de Liverpool s'étaient rassemblés dans la grande salle, pour me présenter une adresse qui me fut remise par M. William Brown. Ensuite, M. Robertson Gladstone, de l'Association pour la réforme des finances, M. Rathbone, de la chambre de commerce américaine, le président de la Société de la paix, me firent des discours. Je dus leur répondre sur-le-champ, quand j'étais encore tout étourdi par la fatigue du voyage. C'était vraiment vouloir me tuer à force de bonté. Je suis venu ici voir mes amis et entendre ce qu'ils avaient à dire. Rochdale m'a aussi envoyé une députation. Beaucoup de gens, entre autres Bazley et H. Ashworth, m'ont envoyé une adresse, où ils expriment le désir de me voir accepter une place dans le ministère. Tous, presque sans exception, radicaux, hommes de paix et autres, se sont mis en tête de me persuader.

Il me semble réellement que tous sont devenus fous, car, avec l'opinion que depuis douze ans j'ai souvent exprimée sur la politique de lord Palmerston, *opinion qui n'a pas changé*, je perdrai, en entrant dans son cabinet, ma propre estime, et, plus tard, la confiance de ceux qui, dans un moment d'excitation, me poussent à accepter l'offre du premier ministre. La pression que l'on exerce sur moi est si forte que, si lord Granville ou même lord John était à la tête des affaires, je serais forcé, bien malgré moi, de devenir un *right honourable*. Mais accepter une place aujourd'hui, sans avoir exprimé un changement dans ma manière de juger sa conduite politique, serait un acte monstrueux, auquel rien ne pourra me décider. Je vais à Londres aujourd'hui et je lui enverrai aussitôt ma réponse. J'écoute mes amis, je ne dis rien ; mais ma résolution est prise.

Dès que Cobden arriva à Londres il se hâta de se rendre chez lord Palmerston. Il décrivit, dans une lettre à M. Sale, son beau-frère, à Manchester, ce qui s'était passé dans cette entrevue.

Londres, 4 juillet 1859.

J'ai pensé qu'il valait mieux voir Palmerston *d'abord*, et lui expliquer tout simplement et franchement. Il me reçut très amicalement et nous avons causé comme d'habitude, pendant quelques minutes, de toute chose excepté de ce qui m'amenait. Enfin, je rompis la glace en lui disant : « Vous avez agi d'une façon si noble et si magnanime en me pressant d'accepter une place dans votre cabinet, que je dois vous parler sans réserve à ce sujet. Voici ma situation : depuis douze ans, j'ai attaqué d'une façon systématique votre politique étrangère. Je vous croyais belliqueux, tracassier, querelleur; je pensais que vos principes nous entraîneraient dans des guerres avec les nations étrangères. J'exprimai en même temps mon manque de confiance dans la direction que vous donneriez aux affaires intérieures. Il est possible que je me sois entièrement trompé; je me suis peut-être trompé, mais je vous le demande sincèrement : puis-je exprimer mon changement d'opinion sur votre politique, dans votre cabinet, où j'occuperais un poste d'honneur, où je toucherais des émoluments élevés que je vous devrais? Ne m'exposerais-je pas à de graves soupçons, ne les mériterais-je pas si, dans ces circonstances, je descendais d'un navire transatlantique pour entrer dans votre ministère? Comprenez-moi, je vous en prie; ce n'est pas un sentiment personnel qui m'empêche d'accepter votre offre. J'ai lutté contre vous parce que je vous croyais le représentant de principes que je juge dangereux. Si j'ai jamais été personnellement offensant envers vous dans mon opposition, ce n'était pas mon intention; assurément, vous n'avez jamais rien fait qui me justifiait dans une telle conduite. »

Il répondit qu'il n'y avait aucun sentiment personnel en jeu, que, d'ailleurs, il ne faut jamais se rappeler trois mois les personnalités. Il ajouta en riant que Gibson l'avait aussi maltraité que moi. Puis il combattit mes objections et offrit, avec une grande apparence de sincérité, de nombreux arguments pour me décider à entrer dans le cabinet; il appuyait surtout sur le fait, que les questions de politique étrangère étant les plus importantes et ces questions étant entre les mains du pouvoir exécutif, ce n'était qu'en joignant le gouvernement que je pourrais exercer de l'influence : « Vous et vos amis, vous vous plaignez, dit-il, d'une diplomatie secrète, et vous déclarez que les guerres sont entreprises sans que la nation ait été consultée. C'est le ministère seul qui règle les questions de politique étrangère. Nous ne consultons le Parlement qu'*après* avoir pris une résolution. Si vous désirez avoir une voix dans ces questions, vous ne pouvez l'obtenir qu'en entrant dans le cabinet. » C'était l'argument auquel il m'était le plus difficile de répondre et sur lequel il me pressait le plus.

Quand il trouva que je restais ferme, il remarqua en riant : « Pourquoi êtes-vous dans la Chambre? » Je répondis de même que vraiment je n'en savais rien. Il reprit : « Mais pourquoi êtes-vous entré

dans la vie publique ? — Je le sais à peine, répondis-je; par accident, pour un but spécial; et il aurait probablement mieux valu pour moi et pour ma famille que je fusse resté dans une position obscure. Il leva les mains en l'air, et, riant plus fort, il reprit : « Mais puisque vous y êtes, pourquoi ne pas continuer ? » Il ajouta : « Rappelez-vous, je ne vous offre pas cette place parce que je désire personnellement changer mes collègues. S'il ne dépendait que de moi, je préférerais certainement continuer comme autrefois avec mes vieux amis. Je vous appelle au ministère parce que vous y avez des droits. »

En réponse à mon observation qu'on pourrait trouver d'autres hommes que moi, pour représenter les libéraux avancés dans le nouveau cabinet, il répliqua brusquement : « Ayez la bonté de me nommer un autre représentant des radicaux, excepté Bright, Gibson et vous, que je pourrais introduire dans le ministère. » Je lui représentai que Bright avait été mal jugé, que ses discours à Birmingham et ailleurs ne devaient pas le faire exclure du ministère; je remarquai qu'il avait évité toute personnalité dans ces discours. « Ce n'est pas des personnalités que l'on se plaint », répondit-il; « un homme public a le droit d'attaquer des personnes. Ce sont ses attaques contre des *classes*, qui ont offensé des corps puissants, dont le ressentiment est à craindre. »

Dans le cours de la conversation, il m'exposa ses idées sur la guerre actuelle et exprima sa résolution d'observer une stricte neutralité. Il ajouta que le peuple anglais penserait plutôt à « évacuer ces îles » qu'à faire la guerre en faveur de l'Autriche; la France ne réclamait pas notre appui; il n'y avait aucune possibilité que nous fussions mêlés dans la lutte. Il me demanda alors : « Si vous craignez que nous abandonnions notre terrain neutre, pourquoi n'entrez-vous pas dans la citadelle du pouvoir, où vous aurez la parole pour l'empêcher. »

Il se plaignit des difficultés qu'il rencontrerait, si le parti était divisé; il ajouta que le gouvernement serait impossible si les représentants naturels des libéraux refusaient d'entrer au ministère. Je lui répondis que l'offre qu'il m'avait faite était sa justification en ce qui me touchait; que le blâme tomberait sur *moi*, non sur lui en cette occasion. Je continuai : « Tant que M. Gibson, qui représente mes vues, sera dans votre cabinet, je soutiendrai votre gouvernement comme si j'en faisais partie, car si j'étais entré dans votre ministère, je vous aurais abandonné dès que vous auriez fait quelque chose de contraire à mes convictions. » Je repris : « Il y a deux questions seulement sur lesquelles nous pouvions différer sérieusement : si vous évitez la guerre et si vous nous donnez une mesure de réforme équitable, je ne vois aucun autre point sur lequel je puisse être en opposition avec vous. »

Il retourna à la charge, et répéta que ma présence dans le gouvernement était la considération importante; je lui répondis que j'avais résisté à tous mes amis du Lancashire, qui m'avaient supplié d'accepter, et qu'après avoir résolu d'agir contre leurs désirs, rien ne changerait ma décision. Je me levai pour partir, en exprimant le

vœu que nos relations personnelles et politiques fussent les mêmes à l'avenir que si je faisais partie de son gouvernement.

Au moment où je quittais la chambre il me dit : « Lady Palmerston reçoit demain soir à dix heures. » Je répondis aussitôt : « Je serai heureux de me présenter devant elle. — Cela me fera grand plaisir », répondit-il, et nous nous séparâmes.

Le lendemain soir je suis allé pour la première fois à *Cambridge House* et je me suis trouvé au milieu d'une foule de gens du monde et d'hommes politiques. Je fus le lion de la soirée. Les femmes venaient me regarder à travers leurs lorgnons ; puis elles amenaient leurs amis, qui me regardaient aussi. Quand je suis parti, je me suis trouvé dans un coin avec Jacob Ommium, qui me dit : « Vous êtes le monstre politique le plus étrange qu'on ait vu dans cette maison. Il n'y a jamais eu une telle curiosité qu'un homme qui a refusé à lord Palmerston de faire partie de son ministère, et qui ensuite est venu chez lui. Il n'y a pas six individus dans cette foule qui n'eussent accepté cette offre et ne se fussent crus aussi capables que vous d'être le président du bureau de commerce. »

Je n'ai jamais subi autant d'ennuis que dans cette affaire. C'était une épreuve des plus pénibles que d'être sollicité par presque tous mes amis d'agir d'une façon, qui dès le début m'a paru impossible. Je ne me rappelle aucun événement politique qui m'ait jamais rendu malade. Celui-ci a tout à fait ébranlé ma santé physique. J'espère que mes amis, en réfléchissant, me rendront justice et comprendront que j'ai agi consciencieusement. Il est certain que tous les motifs ordinaires de la nature humaine m'auraient poussé dans une autre direction.

Cette décision causa un vif chagrin à un grand nombre de ses amis, à la plupart de ceux avec qui il était le plus lié. Ses partisans du Nord étaient charmés et fiers de penser qu'un des leurs, un manufacturier de la classe moyenne, avait pénétré dans l'enceinte sacrée de l'oligarchie. En France, les hommes les plus libéraux étaient satisfaits de l'honneur rendu à celui qu'ils regardaient comme le champion du progrès et de la morale politique. Ils espéraient que sa présence dans le cabinet serait une garantie des idées pacifiques de l'Angleterre. Ils furent désappointés. M. Chevalier accepta les raisons de Cobden, mais il protesta contre une résolution absolue et systématique de la part de Cobden de ne jamais prendre part au gouvernement. « Quand un homme s'est mêlé aux affaires publiques avec autant de supériorité et de succès que vous, disait-il, le public a un certain droit sur vous et peut exiger que vous vous mettiez à la tête des affaires. »

Il y avait un homme éminent toutefois qui approuvait la décision prise. M. Bright déclarait qu'il était convaincu que Cobden avait eu tout à fait raison ; il pensait qu'on en aurait la preuve dans quelques mois. Nous savons que la sagacité de M. Bright ne le trompait pas en cette occasion. Dès le début, le nouveau cabinet pratiqua une politique de soupçon et d'alarme ; avant que les quelques mois dont M. Bright avait parlé fussent écoulés, Cobden écrivait à lord Palmerston et à lord John des protestations véhémentes ; il n'aurait pu cacher son mécontentement dans aucun cas, et sa position dans le gouvernement aurait été intolérable. Il y avait, il est vrai, un membre puissant de ce ministère, qui éprouvait, alors et depuis, pour la politique militaire une haine aussi profonde que celle de Cobden ; il débattait avec sa conscience nuit et jour la moralité de sa position ; il n'échappait à sa propre condamnation que par l'espoir qu'il avait choisi de deux maux le moindre. Si Cobden avait été assis à côté de M. Gladstone à la table des ministres, pendant la première moitié de l'année 1860, aurait-il pu résister à lord John Russell et à lord Palmerston, qui avec l'appui de leurs collègues, encourageaient les méfiances du pays ? Poser la question, c'est la résoudre. Lord Palmerston pouvait se passer de Cobden ; il aurait pu même se passer de M. Gladstone, si M. Gladstone, cédant à la pression morale que Cobden exerçait sur lui, s'était retiré. Il est certain que si Cobden eût accepté une place en été dans le cabinet, il l'aurait abandonnée avant Noël.

Cobden sentait aussi qu'il perdrait quelque chose de sa dignité personnelle, en devenant le subordonné d'un ministre dont il avait attaqué d'une façon constante la conduite politique. Il y aura toujours trop peu de cette honorable délicatesse dans la vie publique. Cobden avait raison d'affirmer qu'il n'éprouvait aucune inimitié personnelle contre lord Palmerston ; mais sa haine des sentiments, des traditions, des méthodes que représentait Palmerston, formait la base la plus profonde de sa nature, et elle était insurmontable. Un instinct juste l'avertissait que l'intégrité de son caractère politique souffrirait s'il cédait à un entraînement passager, s'il acceptait un système qu'il avait toujours dénoncé, et s'il s'alliait avec des hommes qui étaient dévoués de cœur et d'âme à cette politique. L'idée que les

hommes avaient et ont encore de la simplicité, de l'indépendance, de la conviction de Cobden, aurait été ternie, s'il avait accepté un poste sous un ministre qui était hostile aux idées que Cobden défendit toute sa vie.

Voilà ce que pensait Cobden quand il disait : « J'ai horreur de perdre mon individualité, qui est pour moi l'existence même. » Sa conduite pendant la Ligue avait prouvé que nul ne méritait moins le reproche de ne pouvoir agir avec les autres, ce signe fatal de la médiocrité. Mais la faculté de pouvoir agir de concert avec le premier venu est le signe fatal d'une pire médiocrité morale. Cobden était le membre le plus ferme et le plus dévoué d'une alliance, mais il mettait un soin scrupuleux dans le choix de ses alliés. Il pensait avec raison qu'il ne trouverait un associé d'après son cœur, ni dans lord Palmerston, ni dans la plupart des collègues que Palmerston lui donnerait.

CHAPITRE XXVII

LE TRAITÉ AVEC LA FRANCE.

Dans l'été de 1859, M. Michel Chevalier fit en Angleterre un voyage qui amena un des chapitres les plus importants de la vie de Cobden et un épisode très important dans les rapports entre la France et l'Angleterre. Le libre échange, pour M. Chevalier, était un article de conviction religieuse. Dans sa jeunesse il avait appartenu à cette bande d'hommes remarquables, qui de 1830 à 1840 adoptèrent les principes de Saint-Simon. Les saint-simoniens avaient résolu, avec l'enthousiasme ardent des premiers disciples de saint François, de propager leur doctrine dans tous les pays, de la Seine au Nil, et de la mettre en pratique dans leur propre vie. Les premiers, ils réussirent à placer dans l'opinion française les questions industrielles au-dessus des questions politiques. Leur organisation se brisa sur l'écueil de certaines fantaisies théocratiques, mais les larges vues sociales qu'ils prêchèrent laissèrent une trace profonde dans leur esprit. Elles firent une impression définitive sur la France et préparèrent les événements de 1848. En 1832, M. Chevalier avait déjà montré ses tendances par un essai, où il proposait la construction d'un chemin de fer à travers l'Europe, sur une échelle qui parut alors chimérique. Il faisait valoir les avantages qu'il y aurait à voyager librement d'un pays dans un autre; il disait que « ces facilités briseraient les barrières des anciens préjugés, triompheraient des animosités héréditaires et cimenteraient dans une paix durable les rapports des nations entre elles ». Ces hommes sagaces avaient, entre autres idées favorites, celle du canal de Suez; car leur trait caractéristique, c'est qu'ils joignaient à un enthousiasme mystique des facultés pratiques de l'ordre le plus élevé et le plus précieux. Le libre échange s'accordait avec leur

désir de travailler à l'union internationale, en augmentant les rapports pacifiques des nations.

Pendant la session de 1859, M. Bright demanda un jour, dans un de ses discours à la Chambre, pourquoi, au lieu de dépenser des sommes considérables en armements, on ne faisait pas des efforts auprès de l'empereur des Français, pour l'amener à permettre à son peuple de trafiquer librement avec le nôtre. M. Chevalier, en lisant ce discours, entrevit la possibilité d'un traité de commerce entre la France et l'Angleterre, et il écrivit dans ce sens à Cobden. Quand il alla peu après en Angleterre, il apprit que pour des raisons de famille son ami avait résolu de passer une partie de l'hiver à Paris. Il vit là une occasion favorable et il pressa Cobden de profiter de son séjour en France, pour convertir à la politique du libre échange l'empereur Napoléon, comme quinze ans auparavant il avait si puissamment contribué à convertir la nation anglaise.

Cette proposition fit une telle impression sur Cobden, qu'il voulut la discuter avec le seul homme d'État au pouvoir, qui lui inspirât une sympathie morale et politique. Ce qui rendait possible l'idée d'un traité, c'est que l'année suivante expiraient deux millions d'annuités et que le chancelier de l'Échiquier aurait à s'occuper de l'emploi de cette somme. Si le ministre était favorable au traité, il pourrait, grâce à ce surplus budgétaire, faire sur les articles français la réduction que les Français exigeraient, comme le prix de la transformation de leur système prohibitif. Au mois de septembre, Cobden se rendit à Hawarden et exposa ses pensées à M. Gladstone. Tous deux connaissaient les objections que, sur le terrain purement théorique, on peut opposer aux traités de commerce. Ils sentaient que, si les règles économiques ne doivent jamais être enfreintes, nous n'avions qu'à nous occuper de notre propre tarif, abolir les droits sur les produits français, qui entravaient notre commerce avec la France, sans exiger de concession de la part de ce pays. Toutefois ils comprenaient que le problème était moins simple. Un principe économique, tous les hommes raisonnables le savent, n'est jamais inflexible dans la sphère complexe de la pratique. Cobden et M. Gladstone ne purent résister à la force de l'affirmation de M. Chevalier, qu'un acte diplomatique, c'est-à-dire un traité de

commerce, pouvait seul changer le tarif français et le rapprocher de la politique du libre échange. Malgré son système absolutiste, l'empereur était impuissant à réduire les droits, si le gouvernement anglais de son côté ne faisait aussi des concessions.

M. Gladstone comprit qu'un tel mouvement lui permettrait de continuer la réforme de nos tarifs, et il sentit également l'influence heureuse qu'exercerait un traité de commerce sur les perturbations dangereuses de l'opinion publique en France et en Angleterre.

Cobden avait d'abord suggéré que puisqu'il passait une partie de l'hiver à Paris, il pourrait prendre des informations, qui seraient peut-être utiles à M. Gladstone. Cette proposition modeste s'élargit et prit un but plus défini et plus énergique. Il fut décidé que Cobden, avec l'autorisation tacite et non officielle du gouvernement anglais, se mettrait en rapport avec l'empereur et ses ministres, emploierait sa force de persuasion bien connue et arrêterait avec eux le projet d'un traité, qui amènerait une grande réforme fiscale dans les deux pays.

Ce fut avec ce dessein que Cobden quitta Hawarden; il ne croyait guère au succès, car il savait qu'il aurait affaire avec des gouvernements; il avait peu de foi dans leur courage ou leur désintéressement. Au moment de partir il écrivait à M. Bright :

Les gouvernements semblent former une conspiration permanente pour tromper et voler les peuples ; pourquoi celui de Louis-Napoléon fera-t-il exception ? Plus je vois les maîtres du monde, ajouta-t-il, paraphrasant un dicton connu, moins je trouve qu'il faut de sagesse ou de grandeur pour gouverner l'humanité.

Quand il arriva à Londres, les ministres étaient convoqués en conseil. Il se rendit chez lord Palmerston et chez lord John Russell et discuta avec eux les idées de M. Chevalier.

Il ne reçut pas beaucoup d'encouragement du premier ministre ou du secrétaire des affaires étrangères, mais ils ne lui défendirent pas d'entreprendre la mission pour laquelle il s'offrait. Il arriva à Paris le 18 octobre ; le 23, il alla voir lord Cowley à Chantilly. Dans une longue conversation avec Cobden, l'ambassadeur anglais loua la franchise de l'empereur, qui avait montré une stricte adhésion à sa parole dans tous ses rapports avec lui. Deux jours plus tard Cobden, M. Chevalier et M. Rouher

dinèrent ensemble. Le ministre français craignait que la nouvelle de son entrevue avec Cobden ne fût connue; on m'a raconté que ce diner fut arrangé avec autant de mystère et de discrétion, que s'il s'était agi de trois malfaiteurs sous la surveillance de la police.

M. Rouher, qui était alors ministre du commerce, exprima ses convictions libre-échangistes et fut entièrement gagné par la réfutation que fit Cobden des subterfuges protectionnistes bien connus. M. Rouher ne cacha pas que l'empereur sur chaque question prenait l'initiative, et que le ministre la suivait. Si l'on pouvait décider l'empereur à réformer les droits de douane, il serait, dit-il, un instrument docile. La question la plus importante était donc la conversion du souverain. M. Rouher se chargea d'obtenir une invitation, et deux jours plus tard (27 octobre), Cobden alla à Saint-Cloud pour sa première audience. Il avait déjà vu Louis-Napoléon. Il l'avait rencontré trois jours après son évasion de Ham, en 1846, à un déjeuner chez M. Monckton Milne. Il avait pris le prince pour un homme très médiocre. Il fit de son mieux pour se rappeler qu'il parlait à un tout autre personnage, mais il n'est pas sûr qu'il y réussit toujours. Cobden garda un journal complet de cette négociation, et voici comme il décrit la première entrevue avec celui dont la conversion était si importante:

Après quelques remarques sur les améliorations faites à Paris et dans le bois de Boulogne, et après avoir exprimé son regret de ce que je n'étais pas entré dans le ministère de lord Palmerston, l'empereur fit allusion à l'état des sentiments anglais; il se plaignit que, malgré les preuves qu'il avait données depuis dix ans de son désir de garder l'amitié de la nation britannique, la presse avait déjoué ses efforts et les rapports entre les deux pays étaient plus tendus que jamais. Il me demanda s'il avait commis un acte qui justifiait la façon dont notre presse l'attaquait. Je lui dis franchement qu'à mon avis les deux gouvernements méritaient des reproches. Il me pria de lui indiquer ce qu'il pouvait faire de plus pour contribuer aux bonnes relations entre les deux États. Ceci nous amena à la question du libre échange; je lui fis voir tous les avantages qu'il y aurait à enlever les obstacles qui éloignaient les deux peuples. Il déclara qu'il était favorable à cette politique, mais il fit allusion aux grandes difficultés qu'il rencontrerait; il dit qu'il avait essayé de faire admettre en France le fer employé dans la construction des navires, mais il avait dû y renoncer; il parla de l'échelle mobile, qui fut établie de nouveau, au moment où elle expirait. Je lui fis remarquer la bonne occasion, qui se présentait, de faire un changement simultané dans les tarifs anglais et fran-

çais. Nous avons l'année suivante la perspective d'un surplus de revenu, dû à l'expiration de certaines annuités ; M. Gladstone désirait employer cet excédent à réduire les droits sur les produits français. Louis-Napoléon dit que dans ses deux Chambres la majorité était hostile au libre échange et n'accepterait pas une mesure décisive ; que la constitution lui permettait de changer le tarif par décret, si la réforme douanière était comprise dans un traité avec une nation étrangère. Il me demanda si l'Angleterre conclurait un traité de commerce avec lui. Je lui expliquai que nous ne pouvions donner à aucun peuple de privilège exclusif ; que la France et l'Angleterre pouvaient réduire simultanément leurs tarifs, que l'altération serait inscrite dans le traité, mais que notre tarif serait applicable à toutes les puissances. Il me dit qu'il s'était engagé à ne pas remplacer le système prohibitif par des droits modérés avant 1861. Je lui répondis que rien ne s'opposait à ce que le traité entrât en vigueur le printemps prochain, car l'effet moral serait le même si les nouveaux droits n'étaient pleinement appliqués que dans deux ou trois ans. Il me pria de lui faire savoir les réductions que nous pourrions faire dans notre tarif sur les produits français, et je lui promis de m'en informer. Il demanda mon avis sur ce qu'il devait faire avec le tarif français. Je lui conseillai de s'attaquer à un objet d'usage général et indispensable, comme je l'avais fait en Angleterre. J'avais borné mes efforts à l'abolition des lois-céréales, car je savais qu'une fois la *clef de voûte* supprimée, tout le système s'effondrerait. En France, le premier besoin était celui du fer à bon marché, qui est le pain journalier de l'industrie. A sa place, je commencerais par abolir le droit sur le fer et le charbon, et je me trouverais dans une meilleure position pour m'occuper des autres industries. S'il le fallait, je payerais une indemnité aux maîtres de forges, cela me permettrait d'abolir immédiatement la protection sur le fer. Je n'agis ainsi pour aucune autre industrie. Il parla du danger de laisser les ouvriers sans travail ; j'essayai par une variété d'arguments, particulièrement en citant l'exemple de l'Angleterre, de le convaincre que l'effet d'une réduction de droits est d'augmenter, non de diminuer la demande du travail. Je lui montrai qu'en Angleterre, beaucoup de machines ne marchaient pas parce que les ouvriers manquaient ; je lui expliquai qu'il n'y avait pas une once de notre production qui n'eût une destination, qu'il faudrait beaucoup de temps pour augmenter nos capitaux et qu'il était impossible d'accroître d'une façon considérable le nombre des travailleurs. Je lui rappelai la réforme effectuée par sir Robert Peel et le grand respect que les Anglais gardent pour son nom. Il me répondit : « L'idée d'arriver au même résultat dans mon pays me charme et me flatte ; mais, ajouta-t-il, il est très difficile en France de faire des réformes ; nous faisons des révolutions, en France, pas de réformes. »

L'empereur est petit de taille, il n'a aucune dignité. J'ai rarement vu un homme qui ait si peu de traits héroïques dans sa personne ou

dans ses manières. Son expression n'est ni dure ni froide ; son œil ne plaît pas d'abord ; mais il s'échauffe et s'anime dans la conversation, et donne l'idée qu'il est capable d'émotions généreuses.

Une foule nombreuse de soldats, à pied et à cheval, se pressaient aux abords du palais de Saint-Cloud. J'entrai dans le bâtiment, je traversai dans l'antichambre une haie de laquais en livrée ; je montai le grand escalier gardé par des sentinelles, je passai par une série de salles où étaient suspendues de superbes tapisseries, chaque pièce était occupée par des serviteurs dont le rang est plus élevé à mesure qu'ils se rapprochent de la personne du souverain. Cette pompe fastueuse portait mes pensées en arrière sur la scène bien différente que j'avais eue sous les yeux, quelques mois auparavant à Washington, quand j'étais l'hôte du président des États-Unis, un homme tout simple, habillé de noir, sans une sentinelle à sa porte ou un serviteur en livrée dans sa maison.

Un ou deux jours plus tard, il reçut de l'empereur l'invitation de venir passer avec sa femme quatre jours à Compiègne. Il refusa en alléguant la santé de M^{me} Cobden. M. Chevalier désirait beaucoup qu'il se rendit à Compiègne ; il écrivit à M. Bright qu'il avait été bien tenté d'accepter ; il aurait eu l'occasion de causer avec l'empereur sans réserve et sans courir le risque que ses conversations fussent répétées. L'Empereur avait l'habitude de se promener avec ses invités et de causer avec eux en fumant d'interminables cigarettes.

Si j'avais été sûr de convertir mon élève — écrivait Cobden (20 nov.) — et d'en faire un libre échangiste pratique, j'y serais allé. Mais si j'avais échoué, le fait d'avoir pris part à ces fêtes, aurait fourni à mes ennemis, si jamais je m'étais moqué des craintes d'une invasion française, l'accusation toute prête que j'avais été acheté et séduit. Cela s'est arrangé pour le mieux.

Dix jours s'étaient passés en discussions avec M. Fould, en conversations avec M. Chevalier. Les vacillations étaient nombreuses ; chaque jour apportait de nouvelles rumeurs, tantôt bonnes, tantôt mauvaises.

Voici comment Cobden décrit cette période d'hésitation.

2 novembre.

M. Fould est venu ; il semblait préoccupé des sentiments hostiles de l'Angleterre à l'égard de la France. Il regrettait qu'un homme d'État français n'eût pas d'occasion de répondre publiquement aux

discours prononcés au dernier banquet conservateur de Liverpool ; il dit qu'il fallait faire quelque chose afin de calmer les inquiétudes du monde financier et commercial ; au moins, il était content que le gouvernement français et le gouvernement anglais fussent d'accord pour une expédition contre la Chine (1). Les officiers français, envoyés en Angleterre pour s'entendre sur les préparatifs de la flotte alliée, s'étaient arrangés d'une façon satisfaisante avec les autorités anglaises. Le gouvernement français a dans ces derniers temps recherché avec ardeur cette alliance guerrière, sous l'impression qu'elle amènerait un sentiment plus amical entre les deux pays. Je lui dis que je doutais que cette attente fût réalisée ; la guerre contre la Chine serait impopulaire en Angleterre ; les motifs de chaque pays, en contractant l'alliance, seraient méconnus par l'autre. « C'est possible, — répondit-il, — on dira, je suppose, que c'est un piège de notre part. » Il répéta les mots : « Il faut faire quelque chose. »

Il reprit, sans grande confiance, la question d'un traité de commerce avec l'Angleterre.

Il prévoyait de grandes difficultés. Comment, quand et où conduire la négociation, et avec qui ? Il craignait que si une entrevue entre lui, le ministre du commerce, et moi avait lieu, elle ne pourrait rester secrète ; pour le moment, il avait caché même à Walewski, le ministre des affaires étrangères, qu'il y avait eu des conversations entre l'empereur, eux et moi. Je parlai du prince Napoléon.

M. Fould déclara que c'était un ennemi sincère de la protection, mais il ajouta que le prince parlait souvent trop librement et que nous devions être prudents dans nos rapports avec lui. Je lui dis, quant aux négociations, que j'étais prêt à soutenir une discussion préliminaire sur les changements à introduire dans les tarifs des deux pays ; dans une ou deux entrevues, je pourrais donner à M. Rouher et à lui une idée générale de ce que les deux pays devaient faire ; s'il était nécessaire, j'avais la certitude d'obtenir l'autorisation de lord Palmerston. Il me dit qu'il n'y voyait aucune objection. Il allait dîner le lendemain avec l'empereur ; tout ce que je pus conclure, c'est qu'il était dans une disposition d'esprit irrésolue et timide.

Avant de nous séparer, je fis allusion à l'inquiétude, qui régnait, non seulement en Angleterre, mais sur le continent ; je lui rappelai que les préparatifs de guerre se poursuivaient avec activité ; j'exprimai l'opinion que ce qui excitait le sentiment de méfiance en Angleterre, c'était de voir sur le trône de France un Bonaparte qui, au printemps dernier, avait envahi l'Italie et livré de grandes batailles ; voilà ce qui

(1) Par le traité de 1858, les signataires européens avaient obtenu le droit d'envoyer des ambassadeurs à Pékin. En juin 1859, la flotte anglaise conduisant l'envoyé fut attaquée. Sans laisser aux Chinois le temps d'offrir une réparation, l'Angleterre et la France organisèrent de concert une expédition. C'est à cette occasion (6 oct. 1860) que les troupes européennes commirent l'infamie de piller et de brûler le palais d'Été.

causait les armements défensifs, qui s'élevaient en ce moment en Europe à vingt millions de livres par an. Il dit que rien n'était plus éloigné des idées de l'empereur que de poursuivre une politique guerrière. Je fis la remarque, au moment où il quittait la Chambre, que rien ne convaincrat tant la nation anglaise des intentions pacifiques de l'empereur, que s'il entreprenait hardiment une réforme commerciale. Cette politique permettrait à ceux qui, comme moi, s'opposaient aux préjugés populaires contre Napoléon III, de fermer la bouche à ses accusateurs. J'allai ensuite voir lord Cowley et lui racontai ce qui s'était passé. Il devait dîner ce soir avec M. Fould. Ce qu'il y a de comique dans ces entrevues, outre la timidité de tout ce monde, c'est que les membres du gouvernement ont si peu de confiance les uns dans les autres, qu'ils me conjurent, moi, un étranger, de leur garder le secret à l'égard de leurs collègues!

Le lendemain, Cobden partit pour Londres où il passa une semaine, en partie occupé d'affaires particulières qui se rattachaient au chemin de fer illinois. Il vit M. Gladstone, qui prenait un vif intérêt à ses négociations avec le gouvernement français.

Gladstone — disait-il dans une lettre à son fidèle ami de Rochdale — est le seul ministre qui soit au pouvoir depuis cinq ans et qui ne craigne pas de laisser parfois son cœur guider un peu sa tête.

Il essaya en vain de voir le secrétaire des affaires étrangères.

Je doute, dit-il, que lord John n'attache pas plus de valeur à une phrase à effet dans l'affaire de Maroc, qu'à mes efforts pour poser un câble commercial, qui unira deux grands pays.

Il alla voir lord Palmerston et causa avec lui sur l'état des esprits en France et en Angleterre. Lord Palmerston avoua que le gouvernement anglais n'avait aucune raison de se plaindre de l'empereur et qu'il n'existait aucun sujet de querelle entre les deux pays. Mais quelqu'un lui avait parlé d'une commande française de dix mille tonnes de fer plaqué pour des navires de guerre; un autre lui avait parlé d'un achat de canons, un troisième de navire plats réunis à Nantes. Tous ces préparatifs de guerre obligeaient l'Angleterre, déclarait lord Palmerston, d'accroître ses moyens de défense.

Ne serait-il pas plus sage — remarquait Cobden — d'agir comme le feraient des individus dans le même cas : demander l'explication de faits en apparence hostiles et expliquer franchement les actes qui d'un autre côté auraient un aspect d'animosité. Mais les gouvernements

sont opposés à une simplification de leurs procédés, et ils ne veulent pas accepter les règles du bon sens, qui contrôlent les actes de la vie journalière des individus.

Quand Cobden retournait en France, M. de Persigny, l'ambassadeur français, se rendit de Hastings à Newhaven pour discuter avec lui la réforme commerciale. Cobden avait une haute opinion de Persigny. Il parlait de lui comme d'un homme « honnête et plein de cœur ». Il reconnaissait, comme le reconnaissaient les ennemis les plus amers du groupe qui avait aidé Louis-Napoléon à monter sur le trône, que le dévouement de Persigny à l'empereur aurait résisté à l'épreuve de la mauvaise fortune. Dans tous les cas, on ne peut nier la sincérité du zèle que déploya l'ambassadeur pour la nouvelle cause. Cobden arriva si malade à Paris le 17 novembre, qu'il dut aussitôt se coucher et garda la chambre pendant plusieurs jours. La souffrance n'arrêtait pas son ardeur, et de son lit il soutenait des discussions sans fin avec les ministres. Il n'est pas nécessaire de suivre jour par jour le cours de ces négociations, ni les longs et laborieux débats de Cobden avec M. Fould et M. Rouher. Le 9 décembre, M. Chevalier annonça à Cobden que le ministre du commerce avait préparé le projet d'un traité commercial, qu'il présenterait le lendemain à l'empereur. « Il n'y a qu'un homme dans le gouvernement, — avait dit M. Rouher, — l'Empereur; qu'une volonté, la sienne. » La volonté de cet homme était encore incertaine. Le traité était devenu *une grosse affaire*, comme il l'avait dit à lord Cowley. L'empereur sommait M. Fould de lui indiquer l'avantage précis que la France retirerait, en imitant la politique commerciale de l'Angleterre. La Grande-Bretagne, disait Napoléon III, dépendait tellement de son commerce extérieur, qu'elle était dans un état perpétuel d'alarmes à la perspective d'une guerre. La France, au contraire, se trouverait engagée dans une guerre avec bien moins d'inconvénients.

Cette remarque — dit Cobden, à qui elle fut transmise — me frappa comme indiquant une tendance secrète vers une politique de guerre et d'isolement.

Lord Cowley — écrit-il dans un autre passage — qui connaît bien l'empereur, sourit à l'idée généralement répandue qu'il est toujours animé par un dessein machiavélique, quand au contraire il commet une

indiscrétion par simplicité et manque de sagacité diplomatique. Il répéta l'opinion qu'il avait exprimée auparavant, que *ce n'est pas en lui* de concevoir un plan de combinaisons politiques, s'étendant sur l'avenir et embrassant l'Europe entière.

Les idées de conciliation prévalurent. M. de Persigny était venu d'Angleterre, afin d'exposer à son maître l'hostilité du sentiment anglais et le danger de la situation. Pour la première fois, disait-il, il croyait la guerre possible, à moins que l'empereur ne prit une décision capable de dissiper la méfiance de l'Angleterre. La sécurité du trône, continuait-il, dépendait de l'alliance anglaise. Aussi longtemps qu'une amitié solide unirait la France à l'Angleterre, il n'y aurait rien à craindre de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse. C'est là l'argument qui, dans l'opinion de Cobden, finit par décider l'empereur. En d'autres termes, Napoléon consentit au traité, moins parce qu'il était favorable aux intérêts français que parce qu'il pacifiait l'Angleterre. C'était le seul instrument capable de raffermir l'alliance anglaise.

M. Rouher présenta un projet de traité de commerce, précédé de soixante pages de raisonnements, qui en exposaient les avantages. L'empereur se fit lire le tout; il l'approuva et déclara son intention de l'exécuter. Il produisit une lettre qu'il avait préparée, adressée à M. Fould et destinée à la publicité, dans laquelle il annonçait qu'il allait entreprendre une série d'améliorations pacifiques, qu'il voulait encourager l'industrie du pays en abaissant les frais de transport, etc.

Le plan fut communiqué au comte Walewski, ministre des affaires étrangères, et Cobden eut une entrevue avec lui. Il revint de nouveau sur la route par laquelle il avait conduit Fould, Rouher et l'empereur.

J'essayai, dit Cobden, de triompher de ses doutes, de l'encourager contre le parti protectionniste, dont je lui démontrai l'insignifiance et la faiblesse; je comparai le petit nombre de ses adhérents à la population immense qui avait intérêt à la disparition des restrictions commerciales.

La discussion avec M. Walewski fut suivie d'une seconde entrevue avec l'empereur (21 déc.).

Nous étions engagés dans une conversation familière, pendant laquelle il fuma plusieurs cigarettes, quand l'Impératrice entra dans la

chambre, et je lui fus présenté. Elle est grande, élégante, très aimable, mais ses traits avaient une expression sérieuse, presque mélancolique. Tout le monde dit que l'Empereur exerce une grande fascination sur ceux qui sont en rapport personnel avec lui. Je l'ai trouvé plus agréable dans cette seconde audience que dans la première. Ses manières sont simples et naturelles. S'il a quelque affectation, c'est un certain air d'humilité (l'échelle de l'ambition) qu'il montre avec un tact exquis dans sa voix et dans ses gestes.

Cobden donne des détails sur cette entrevue dans une lettre à M. Bright.

29 décembre 1839.

J'ai vu l'empereur pendant une heure la semaine dernière... Je dus surtout répondre aux arguments par lesquels le ministre des finances, qui est un protectionniste furieux, avait essayé de l'effrayer. En voici un qu'il me répéta mot à mot. M. Magne lui avait dit : « Sire, si vous ne faites pas une réduction sérieuse de droits, on vous reprochera d'avoir pris une mesure délusoire. Si vous faites une réduction sérieuse, chaque pièce d'étoffe étrangère admise en France prendra la place d'une pièce d'étoffe nationale. » Je me mis à rire et lui dis que cet argument était une vieille connaissance, qu'on nous avait dit mille fois la même chose à propos du blé, que nous avions répondu mille fois en prouvant que le quart de la nation n'avait pas de quoi manger suffisamment. Je lui montrai que nous avions importé bien des millions de quarts de blé annuellement depuis l'abolition des lois-céréales et que notre agriculture était plus prospère et plus productive que jamais ; *tout était consommé*. Je lui dis que ses sujets étaient mal vêtus, qu'un quart d'entre eux ne portaient pas de bas. Je le priai de rappeler à M. Magne que, si quelques milliers de tricots étaient introduits en France, ils serviraient à couvrir ces jambes nues, sans nuire à la demande des produits manufacturés par le pays... Nous en vinmes à parler de la condition de la masse des ouvriers, de l'effet que produirait le libre échange sur leur sort. Il dit que les protectionnistes prétendaient que la classe ouvrière dans les manufactures était plus à l'aise en France qu'en Angleterre, et qu'ils affirmaient que le libre échange abaisserait la condition des ouvriers français. Je lui répondis que les ouvriers français travaillaient *20 pour 100 de plus* par jour, recevaient *20 pour 100 de moins en salaires* et *payaient plus de 10 pour 100 de plus pour leurs vêtements* que la même classe en Angleterre. Il prit une plume, me fit répéter les chiffres qu'il écrivit et s'écria : « Quelle réponse à ces gens-là ! » Je lui dis que si M. Magne ou d'autres disputaient mes chiffres, j'étais prêt à les prouver. Mais je n'ai pas besoin de redire des arguments que nous connaissons si bien.

L'affaire arriva d'une façon officielle devant lord Cowley, sous la forme d'une requête du comte Walewski, le priant de s'in-

former des intentions de son gouvernement. Lord Cowley demanda à lord John Russell des instructions officielles; le mois suivant Cobden reçut également les siennes. Il n'y avait pas un jour à perdre. Cobden apporta le même tact et la même énergie à régler les détails du traité, qu'il avait déployés à convaincre le petit groupe d'hommes importants et à leur faire accepter ses idées. Il y avait un personnage singulier, qui aurait dû être le plus important de tous par ses facultés pénétrantes, sa compréhension des principes du progrès moderne, sa position, mais dont les dons étaient rendus impuissants par le manque de cette chose indéfinissable, que les hommes appellent caractère et esprit de conduite. C'était le prince Napoléon. Cobden eut plusieurs conversations avec lui et arriva à la conclusion, que peu d'hommes en France avaient aussi bien maîtrisé les problèmes économiques.

Il y avait de fréquentes interruptions dans les négociations, car, comme le dit un jour lord Palmerston, l'esprit de Napoléon était aussi plein de projets qu'une garenne est pleine de lapins. Cobden apprenait un jour que le traité de commerce allait être mis de côté et remplacé par un traité d'alliance réglant les affaires de l'Italie. Puis on reprenait le traité de commerce, mais il fallait y joindre un traité politique.

Il est possible — écrivait Cobden à M. Gladstone (7 janvier 1860) — que l'empereur pense que *nous* attachons tant d'importance au traité, qu'il peut s'en servir comme d'un appât pour nous faire consentir à autre chose. Quel que soit l'intérêt que je porte au traité, je n'accepterais aucune stipulation de ce genre. L'empereur a plus besoin de notre alliance que nous de la sienne.

Quand ce dernier dessein eut été abandonné, l'empereur voulut soumettre l'ébauche du traité au Corps législatif, bien qu'il eût assuré Cobden que ce corps n'accepterait le libre échange en aucune façon.

Il y eut encore une lutte ardente autour de la table du conseil. M. Magne, un boulet de canon protectionniste, disait Cobden (1), et M. Troplong insistaient pour que l'empereur fit une enquête avant d'abolir le système protecteur. L'empereur con-

(1) Le mot n'est pas de Cobden, il l'avait emprunté à un article du *Times*, qui fit du bruit à la fin de 1852.

sentit pour la forme à une enquête, qui ne devait durer que deux jours. Voulant montrer qu'il n'avait pas l'intention de reculer, il envoya au *Moniteur* la lettre écrite à M. Fould, et qui annonçait en termes vagues le changement qui se préparait. Elle avait été soumise par l'empereur à Cobden, et d'après les suggestions de ce dernier, on y fit quelques changements. Quoique Cobden fût l'inspirateur du traité et mit ses principes dans la bouche de l'empereur, un des arguments favoris contre le traité, quand il fut discuté dans le parlement anglais, c'est qu'il était le résultat d'une politique de servilité. Un membre de la Chambre des communes demanda, avec une noble indignation, si le libre parlement de la Grande-Bretagne s'était réuni afin d'enregistrer les décrets d'un despote étranger.

En France, la lettre de l'empereur créa une profonde agitation. Un membre éminent du parlement anglais se trouvait dans la maison de M. Thiers le soir où la nouvelle du traité fut connue, et il a décrit la colère bruyante du grand homme d'État à la nouvelle tactique de l'empereur. Les protectionnistes accoururent à Paris et nommèrent un comité, qui devait siéger en permanence. Le sentiment était si violent que le plus grand personnage industriel français raconta à Cobden, que son neveu ne voulait plus lui serrer la main, parce que lui, son oncle, était libre échangiste. Les orléanistes étaient irrités que l'empereur eût le crédit de faire une bonne chose. Cobden entendit un des leurs déclarer à un dîner de la Société d'économie politique, qu'on se rendait coupable d'un acte d'oppression, en établissant le libre échange dans un pays où l'opinion publique n'était pas mûre pour cette réforme. Amis et ennemis, au milieu du tumulte d'opinions contradictoires, étaient d'accord pour reconnaître le courage de l'empereur.

Vous pouvez vous former une idée de sa position — écrivait Cobden à Gladstone — si vous vous imaginez l'Angleterre en 1820 avant que M. Huskisson eût commencé les réformes du tarif; avec ce désavantage sérieux pour le gouvernement français, que tandis que les protectionnistes ont tout l'égoïsme et toute la timidité qui caractérisaient nos intérêts, ils jouissent d'une influence politique et sociale à laquelle nos manufacturiers n'ont jamais prétendu... Il serait difficile de réunir cinq cents personnes, dont les neuf dixièmes ne soient favorables au régime actuel.

Treize ans auparavant, Louis-Philippe ne cachait pas à Cobden que les maîtres de forges et les autres industriels protégés avaient une majorité si écrasante à la Chambre, qu'il était impossible de faire un pas dans la direction du libre échange. Cobden avait été averti dès le début que l'industrie du fer avait des amis puissants dans le palais impérial : il sentit cette opposition occulte pendant toute la durée des négociations.

La résistance au traité devenait de plus en plus formidable. Cent vingt tisseurs de coton se réunirent dans la cour du ministère de l'intérieur, exigeant une entrevue immédiate. M. Thiers, disait-on, avait demandé une audience chez l'empereur. La presse était pleine d'articles hostiles. D'un autre côté, à Manchester, la lettre de l'empereur avait causé une excitation joyeuse, qui n'avait pas été égalée depuis le jour où sir Robert Peel annonça qu'il allait abolir la loi-céréales. La lettre de l'empereur avait paru un dimanche (15 janv.) et au grand marché, qui attirait chaque mardi la foule de toutes les parties de ce district prospère, le nom de Napoléon III était salué comme celui de l'homme le plus populaire de l'Europe. Cette profonde satisfaction venait moins du désir d'étendre le commerce, que de la confiance que l'empereur voulait la paix et avait trouvé le moyen le plus efficace de la rendre permanente. Les journaux anglais, qui chaque matin depuis des mois accusaient l'empereur des projets les plus sinistres, changèrent tout d'un coup avec tant d'éclat, que M. Baroche exprimait à Cobden son vœu qu'on pût les forcer à modérer leurs compliments, car leurs flatteries rendaient le traité plus impopulaire en France.

Huit jours après la publication de la lettre, le traité était prêt à être exécuté. Voici ce qu'écrivait Cobden dans son journal :

23 janvier.

Je suis allé à l'ambassade ce matin à huit heures revoir pour la dernière fois la liste des articles du traité. A deux heures les plénipotentiaires se sont réunis au ministère des affaires étrangères ; un clerc a lu le traité en français et en anglais, puis il a été signé et scellé. Il y a trois mois, moins quatre jours, depuis ma première entrevue avec l'empereur à Saint-Cloud. Cet intervalle a été une période d'irritation et d'énervement, par suite des délais et des incertitudes. Je comprends maintenant, non seulement la sagesse, mais encore la bonté de Talleyrand, quand il conseillait à un jeune diplomate de ne pas

avoir de zèle. Toutefois la tâche est achevée. J'espère qu'elle amènera un changement dans les relations de ces deux pays voisins et qu'elle placera la France et l'Angleterre dans une dépendance mutuelle.

La santé de Cobden avait été si mauvaise depuis son retour à Paris, que le moment du repos n'arrivait pas trop tôt. Il souffrait de la gorge et de la poitrine ; les médecins lui conseillaient la fuite vers le pays du soleil.

On découvrit quelques erreurs verbales dans le traité. Il fallut le récrire et le faire signer de nouveau, après avoir retiré les signatures et les cachets du vieux traité. Ces formalités furent terminées le 29 janvier.

On a souvent exprimé de l'étonnement, qu'un libéral aussi convaincu que Cobden ait non seulement consenti à agir de concert avec Louis-Napoléon, mais encore qu'il n'ait pas compris le sentiment de beaucoup de Français contre un gouvernement dont l'origine était violente et illégale, qui continuait à étouffer la presse, à corrompre l'administration, à réduire au silence la voix populaire, et à envoyer de temps à autre des fournées d'hommes non jugés et souvent innocents mourir misérablement et obscurément à Cayenne. On raconte qu'un Anglais de distinction disait, à cette époque, au groupe qui l'entourait dans un salon parisien : « Assurément la France, sous le régime actuel, est prospère, et vous pouvez faire ce qu'il vous plaît. » « Oh ! oui, — lui répondit un de ceux qui étaient présents — si nous ne voulons que manger, boire et gagner de l'argent, nous pouvons faire ce que nous voulons. » On a dit que Cobden ne pensait pas assez aux choses que les meilleurs Français pouvaient désirer en dehors de manger, de boire et de s'enrichir. Il y a une ou deux remarques à faire sur ce point intéressant.

En premier lieu, les économistes ont souvent déclaré que le côté politique des affaires était subordonné au côté matériel. Turgot et toute l'école, dont il est le plus grand nom, pensaient que le pouvoir absolu leur donnerait les réformes qu'ils souhaitaient. Les Saint-Simoniens, auxquels avait appartenu M. Chevalier, soutenaient que les gouvernements ont du bon et que le principe d'autorité est indispensable dans les sociétés modernes. M. Laffitte, le chef admirable d'une autre secte de réformateurs sociaux, disait à un voyageur anglais, qu'il approuvait le régime

impérial et que ses amis étaient de son avis. L'attitude de Cobden était en harmonie avec celle de beaucoup d'hommes capables et désintéressés, qui n'avaient aucun lien avec le parti impérial, mais qui pensaient que le gouvernement actuel valait mieux que l'anarchie des utopistes et des parleurs qu'il avait remplacée. Il avait à leurs yeux le mérite de maintenir l'ordre et d'ouvrir la voie à un meilleur système. Les événements, dans l'opinion de celui qui écrit ces pages, ne firent que confirmer ce que la sagesse politique aurait pu faire prévoir, que c'était un mauvais calcul. Sedan et le traité de Francfort l'ont prouvé. Mais si Cobden avait une meilleure opinion du second empire qu'il ne le méritait, il y avait bien des Français dignes d'estime qui commirent la même erreur.

Notre seconde remarque, c'est que Cobden connaissait probablement aussi bien que les autres les inconvénients et les dangers de l'empire. Nous avons pu voir dans ses lettres, qu'il n'avait pas une foi aveugle dans l'empereur. Ce n'était pas d'ailleurs sa tendance d'avoir une confiance excessive dans les gouvernements. Mais la médisance pharisaïque et la licence sans borne des journalistes anglais le révoltaient. Il penchait vers une non-intervention morale aussi bien que matérielle dans les affaires intérieures des autres peuples ; il pensait qu'il fallait observer un langage scrupuleusement poli à l'égard d'un gouvernement que la masse de la nation française avait accepté.

Cobden aurait probablement défendu ses rapports avec Louis-Napoléon, par l'argument qu'en politique il n'est pas sage de rejeter l'occasion de faire une œuvre utile. L'empire était là et le bon sens conseillait d'accepter tous les avantages qu'on pourrait obtenir, en compensation de ses désavantages flagrants et manifestes.

On a dit parfois que la politique du libre échange a souffert, parce qu'elle a été associée à l'empire. Si ce raisonnement était juste, on trouverait le désir de la protection plus fort là où la haine de l'empire est le plus violente. Ce n'est pas le cas. Les sentiments, à l'égard du traité, sont conformes aux intérêts des gens et tout à fait indépendants du jugement qu'ils portent sur le régime qui a fait le traité.

C'était la disposition d'esprit de Cobden. Il savait fort bien

que la position de Napoléon III était celle d'un joueur que le hasard de la fortune pouvait amener à des actes désespérés ; mais il insistait sur ce point, qu'à l'égard de l'Angleterre, l'empereur ne nourrissait pas de projet criminel. Au contraire, il faisait de l'alliance anglaise la base de son système. Cobden ajoutait que même si cela n'avait pas été ainsi, le rapprochement commercial des deux pays offrirait une résistance puissante et durable aux projets hostiles. Le changement qui s'est accompli depuis vingt ans dans les relations entre la France et l'Angleterre, dans le langage de la presse française et de la presse anglaise, dans les sentiments réciproques des deux peuples, justifie les espérances de Cobden.

CHAPITRE XXVIII

REPOS ET RETOUR A PARIS. AFFAIRES PARTICULIÈRES.

Le dernier jour de janvier Cobden partit pour le Midi de la France, où il resta jusqu'à la fin de mars. Il fit de Cannes son quartier général et il attendit le soleil et la chaleur. Malheureusement les nuages et le vent le confirmèrent dans son opinion, que pour trouver un second été, il ne faut pas le chercher en Europe. Les hommes doivent imiter les hirondelles et se diriger vers l'Afrique. La bonne humeur de Cobden le consola du mauvais temps, et son journal contient le récit de joyeuses excursions et de nombreux rapports d'amitié. Parmi ses compagnons se trouvaient Bunsen, Henri Martin, Arlès-Dufour, Legouvé, Mérimée, et parfois lord Brougham. Ceux qui s'imaginent que Cobden était toujours absorbé par les tarifs et les détails mesquins de la vie parlementaire, auraient été étonnés de voir l'ardeur avec laquelle il indique la maison où mourut Rachel, les circonstances de sa dernière heure, l'enthousiasme que lui inspire la beauté du paysage, l'intérêt avec lequel il écoutait pendant des heures ce que Bunsen lui racontait des antiquités égyptiennes, ou l'ardeur qu'il mettait à lire les derniers succès de son ami à déchiffrer les hiéroglyphes. Chaque jour lui apportait des informations politiques, sociales, industrielles ; et il lui restait du temps pour les causeries et les délassements, qui aident les hommes comme lui à passer d'une pensée sérieuse à l'autre.

Les gens du pays voulurent tirer parti de leur visiteur ; trois des principaux habitants de Grasse vinrent le prier, à son retour à Paris, de dire un mot à M. Rouher en faveur d'un chemin de fer de Grasse à Cannes. « Je fis la remarque — dit Cobden — qu'en Angleterre, une communauté, riche et industrielle comme la leur, tiendrait un meeting, formerait une compagnie, pour faire

ce chemin de fer, qui devait être une bonne affaire. Ils répliquèrent que ce n'était pas ainsi qu'on agissait en France, on avait l'habitude d'attendre l'initiative du gouvernement ; les autres parties de la France étaient aidées par le gouvernement ; ils avaient droit au même appui. »

Cobden fit une visite à des amis, qui se trouvaient à Nice ; l'annexion prochaine à la France était le sujet de toutes les conversations. Cobden chercha à se rendre compte de l'impression générale.

Il est très difficile — dit-il — de connaître l'opinion publique à cet égard. Je trouvais que l'inclination des gens en cette matière suivait de près leur intérêt. Les marchands et les négociants de la ville, qui pensaient que le changement favoriserait leurs affaires, étaient pour l'annexion. Tous ceux qui appartenaient aux professions libérales, avocats, avoués, etc., dont les intérêts devaient souffrir, étaient hostiles au projet. Quant aux propriétaires et aux paysans, les uns prétendaient qu'ils souhaitaient le changement et les autres qu'ils le redoutaient. Chacun me disait le contraire de ce que je venais d'entendre. Parfois les membres d'une même famille étaient d'opinion différente. Pendant que je parlais avec M. A., un banquier, dans son bureau, et qu'il énumérait diverses raisons en faveur de l'annexion, ses commis, qui étaient séparés de nous par une porte de verre et qui entendaient ses remarques, exprimaient par leurs gestes leur dissentiment. Le même jour, je faisais une visite chez M. D. ; celui-ci exprimait l'opinion que la population était en général favorable au changement ; une dame, qui se trouvait là, le contredit d'une façon très emphatique.

Le 22 mars, Cobden se trouva de nouveau à Paris.

26 mars.

Je suis allé voir lord Cowley. Il avait l'air fatigué et tourmenté. Depuis que je l'avais vu, la question de la Savoie était devenue critique, la correspondance avait été publiée dans un *blue book*. Il se plaignait de l'habitude de publier les dépêches rendant compte de conversations avec des ministres étrangers ou d'autres personnages ; il remarqua que ce récit pouvait passer sans inconvénient sous les yeux du secrétaire d'État, mais qu'il était fâcheux de l'exposer à la curiosité publique ; ces publications avaient pour effet de rendre les ministres très circonspects dans leurs rapports avec les agents diplomatiques. Lord C. se plaignait de la conduite de l'empereur dans la question de Savoie ; il affirma que Napoléon l'avait trompé, et que pour la première fois il avait agi de façon à détruire toute confiance à l'avenir ;

dans une entrevue avec l'empereur, il lui avait dit que sa conduite à l'égard du gouvernement anglais et de son ambassadeur avait manqué de franchise; c'était moins l'annexion de la Savoie, que la manière dont elle avait été accomplie, qui causait un froid entre les deux gouvernements.

28 mars.

Je suis allé chez M. Fould, et j'ai eu une conversation d'une demi-heure avec lui. Il me parla du malentendu qui s'était produit entre la France et l'Angleterre, depuis que je l'avais vu; il se plaignit de lord John Russell, notre ministre des affaires étrangères, et remarqua qu'il avait toujours été hostile au gouvernement français... Dans la conversation, il déclara que la cour d'Angleterre était animée de sentiments malveillants à l'égard de la France, et que le Prince Albert était très autrichien dans ses sympathies.

30 mars.

J'ai eu ce matin une audience chez l'empereur aux Tuileries. Il me parla d'abord de ma visite à Cannes, et me félicita de ce que le Parlement anglais avait enfin ratifié le traité de commerce; puis il passa à l'état des rapports entre son gouvernement et celui de l'Angleterre au sujet de l'annexion de la Savoie. Il se plaignit de la façon dont il avait été attaqué et dont ses motifs avaient été méconnus par la presse anglaise et par quelques membres de la Chambre des Communes. Je lui répondis que je n'avais pas eu l'occasion de lire les papiers placés devant le Parlement sur la question de Savoie, et que je n'étais pas au courant; mais autant que j'avais pu comprendre, le malentendu qui s'était malheureusement produit entre les deux gouvernements, depuis que j'avais eu l'honneur de voir Sa Majesté, avait pour cause moins ce que le gouvernement français avait fait, en annexant Nice et la Savoie à la France, que la façon dont on s'y était pris. Il m'expliqua alors en peu de mots sa conduite dans cette affaire depuis le commencement; il passait de l'anglais, dont nous nous étions d'abord servis, au français, pour exprimer sa pensée plus vite et plus facilement.

Il dit qu'avant d'entreprendre la guerre contre l'Autriche, il s'était entendu avec le roi de Sardaigne et le comte Cavour, que si les Autrichiens étaient chassés de la Lombardie et de la Vénétie et si ces deux provinces étaient annexées au Piémont, la France exigerait deux conditions de la part du roi de Sardaigne : le paiement des dépenses de guerre (qui s'étaient élevées, dit l'empereur, à 300,000,000 francs) et la cession de la Savoie et de Nice. Le gouvernement de Sardaigne avait accepté cet arrangement. Le résultat de la guerre avait été moins décisif qu'on ne l'avait espéré; le roi de Sardaigne n'ayant acquis que la Lombardie, le gouvernement français n'avait pas l'intention d'annexer la Savoie et ne songeait qu'à demander une partie des dépenses de guerre. Des événements ultérieurs, sur lesquels il n'avait

pas compté et qu'il avait même essayé d'empêcher, l'avaient fait changer d'avis. L'Italie centrale refusa de reprendre ses anciens maîtres et insista pour être annexée au Piémont ; cette dernière puissance obtint un territoire aussi vaste et une population aussi nombreuse (près de 11,000,000 d'hommes) que si elle avait acquis la Vénétie. Dans ces conditions, l'empereur avait senti qu'il avait le droit de réclamer la cession de la Savoie.

Après avoir fini ce récit, il parla de nouveau des attaques auxquelles il était exposé. Il était *désolé* de voir que, malgré sa conduite franche et loyale envers les autres puissances, il était toujours injustement accusé. Je fis la remarque qu'on attachait parfois trop d'importance à l'opinion d'un journaliste, ou aux paroles d'un membre du Parlement ; il connaissait trop bien l'Angleterre pour qu'il fût nécessaire de lui dire que chaque écrivain pouvait écrire ce qui lui plaisait d'une façon anonyme, et que chaque membre de la Chambre des communes pouvait exprimer toute opinion ; on tombait quelquefois dans l'erreur, quand on prenait les paroles d'un individu, qui agissait peut-être par des motifs personnels peu avouables, comme l'expression de l'opinion publique ; je déclarai que, d'après moi, le malentendu entre les deux pays serait passager, et que des deux côtés on s'expliquerait, et on finirait par se comprendre.

Il exprima le même désir. Je lui fis observer qu'il n'y avait qu'une cause possible de guerre entre les deux pays ; les intérêts mercantiles, manufacturiers, miniers, ont la force de maintenir la paix, tant qu'ils y trouvent leur avantage ; mais le danger, et à mon avis le seul danger, c'est que nos dépenses de guerre augmentent de telle façon, qu'un jour on pût soutenir l'argument, que la guerre serait moins coûteuse que le fardeau perpétuel de dépenses de guerre en temps de paix. J'avais entendu des personnes très sérieuses parler ainsi ; et en mettant de côté la question de la perte de vies humaines, il était difficile de répondre à leur raisonnement sur le terrain économique. J'indiquai les sommes énormes que nous avions voté pour nos armements.

Il répondit qu'il ne savait ce qu'il pouvait faire pour l'empêcher, et qu'il ne voyait pas comment il était responsable d'une telle situation ; quant à la marine, il dépensait moins qu'il n'aurait dû le faire, et moins qu'on ne l'avait reconnu nécessaire du temps de Louis-Philippe... Je lui rappelai que ses expériences avec des navires couverts de fer nous avaient entraînés à des dépenses du même genre ; j'avais vu une de ses frégates blindées à Toulon ; dès qu'elles avaient été commandées, nous nous étions mis à en construire de notre côté. C'était un gaspillage déplorable, indigne de notre époque.

Nous avons parlé ensuite du traité de commerce, et des détails qui restent encore à régler. Je soutins qu'il était désirable, dans l'état peu satisfaisant des rapports entre les deux pays, que ce traité, qui devait unir la France et l'Angleterre par les liens de la dépendance com-

merciale, fût entièrement réalisé. Je lui montrai les nombreuses raisons pour lesquelles les droits devaient être modérés. Il tomba d'accord avec moi, et dit que le seul point, qui le rendait inquiet, c'était le fer ; la difficulté était le manque de chemins de fer pour porter le métal vers le charbon ; dans deux ans il espérait porter un remède à ce mal.

Au moment où je parlais, il me pria d'accepter un vase comme souvenir. Je lui laissai mon adresse à Londres où il devait me le faire envoyer. J'espère que ce sera de peu de valeur (1).

Un jour ou deux plus tard, Cobden revint en Angleterre. Avant de nous occuper de son activité publique, il est nécessaire de parler encore de ses affaires. Le sujet est pénible, comme il est pénible encore aujourd'hui de songer que le génie de Burke fut humilié et harassé par les embarras de la mauvaise fortune. Les affaires de Cobden ont été si souvent discutées, moitié par la malveillance de ses ennemis politiques, moitié par l'indiscrétion de ses amis, qu'il est utile de décrire sous leur vrai jour les transactions de cette époque. Quelques lignes suffiront. Nous avons vu que la plus grande partie de la souscription publique de 1846 avait servi à payer les grosses pertes, que Cobden avait faites, quand il était absorbé par l'agitation contre les lois-céréales. Nous savons ce qui était arrivé avec la somme placée en obligations du chemin de fer illinois. Cobden avait encore à supporter la rente du malheureux achat de terrains à Manchester. La conséquence fut, qu'à son retour des États-Unis, ses ressources étaient épuisées, sa position était très grave.

Il demanda l'avis de l'un de ses plus anciens amis de Manchester, et le pria de lui venir en aide. Il aurait voulu trouver des hommes qui fussent en état d'attendre des bénéfices éloignés et qui consentissent à acheter ses terrains, en tenant compte de la hausse qu'il prévoyait. Dans cette lettre, il disait à son ami, en termes qui toucheront tous ceux qui peuvent éprouver de la sympathie pour un homme qui néglige ses intérêts en s'occupant du bien public :

Mes cheveux sont devenus gris dans les derniers temps, pendant que je pensais à ce que deviendraient mes enfants. Si je consultais ce

(1) On peut voir le vase au South Kensington Museum, où M^{me} Cobden l'envoya peu après la mort de son mari.

que je leur dois, je quitterais le Parlement et j'accepterais un emploi public, où je puisse gagner 2000 livres par an. Le ministre a chargé lord H. de me faire une offre de ce genre. Mais il me serait difficile en ce moment d'expliquer ma retraite... C'est une des misères de la vie publique, qu'un homme, dans de telles circonstances, court le risque de voir ses infortunes privées exposées au monde entier.

Il n'est pas nécessaire de suivre les détails de cette négociation. On trouva qu'il n'y avait rien à faire avec les terrains. Quelques amis intimes de Cobden se concertèrent et réunirent par une souscription particulière 40,000 livres. Le nom de ceux qui contribuèrent à cette somme, de quatre-vingt-dix à cent personnes, ne lui fut jamais connu. Il pria qu'on lui en remit une liste cachetée. Après sa mort, les exécuteurs testamentaires retrouvèrent l'enveloppe, qui n'avait pas été ouverte. Une telle donation reconnaissait d'une façon gracieuse et magnifique son dévouement à la cause publique. Les services de Cobden méritaient un tel hommage, et il n'en fut pas moins touché par la libéralité pleine d'égards des donataires.

CHAPITRE XXIX

LE TARIF. LE PROJET DE FORTIFICATION.

Il n'est pas nécessaire de nous arrêter longtemps sur la fortune du traité en Angleterre, qui appartient à notre histoire fiscale et parlementaire, plutôt qu'à la biographie d'un des négociateurs. Le traité fut placé devant le Parlement par lord John Russell. Dans un discours mémorable, dont la lucidité et la force n'ont jamais été surpassées, M. Gladstone en exposa les détails ainsi que les changements proposés par le gouvernement dans notre tarif (10 février). Il ne manqua pas de rendre un juste hommage à son collègue absent. « C'est un rare privilège — dit-il — pour un homme, qui a rendu il y a quatorze ans un service signalé à sa patrie, de pouvoir en accomplir un second également considérable, sans être distingué par le rang ou la naissance, sans que rien le séparât du peuple dans l'intérêt duquel il travaillait. »

Le chef de l'opposition était prêt avec son compliment pour Cobden, dans lequel il glissa une attaque caractéristique contre les whigs. M. Disraeli (20 février) se vanta d'avoir rendu justice à la haute capacité et à la position honorable et éminente de l'agent secret du traité, longtemps avant qu'elles aient été reconnues par ces « hommes d'État pleins de sympathie pour lui, et dont singulièrement il n'était pas destiné à devenir le collègue. »

La bataille parlementaire commença d'après les règles bien connues. Les secrétaires recherchèrent les circonstances du traité commercial de Pitt en 1786, et leurs chefs se mirent à l'œuvre afin de prouver, s'ils étaient pour le ministère, que le nouveau traité était conforme à l'ancien, ou s'ils étaient dans l'opposition, qu'il s'en écartait d'une façon dangereuse. Des hommes,

dont la position intellectuelle était aussi solide que sir James Graham et le comte Grey, protestèrent contre les traités de commerce. Un membre de la Chambre, comme je l'ai déjà dit, qui est heureusement encore vivant, demanda si le Parlement libre de l'Angleterre siégeait pour enregistrer les décrets du despote de la France. La grande autorité de la Cité prophétisa que le traité n'augmenterait pas notre commerce avec la France. M. Disraeli déclara qu'il avait toujours souhaité une amélioration dans nos rapports avec la France, et que si cette amélioration prenait la forme d'un traité, il s'y résignerait ; mais que le traité proposé était dangereux et jetterait la discorde entre les deux pays.

Après plusieurs escarmouches, la bataille définitive fut livrée dans la Chambre. La discussion dura trois nuits et finit par une victoire du gouvernement, qui obtint une majorité de cent seize voix.

A son arrivée à Londres, au commencement d'avril, Cobden apprit que le cabinet avait résolu d'envoyer une commission en France afin de régler les détails du tarif. La commission devait se composer d'un chef et de deux subordonnés. Ces derniers étaient déjà nommés : l'un, M. Ogilvie, représentait les douanes ; l'autre, M. Louis Mallet, représentait le bureau de commerce. Le gouvernement pensait qu'il serait au-dessous de la dignité de Cobden d'accepter la fonction de premier commissaire et de correspondre avec le bureau du commerce, après avoir été un plénipotentiaire en rapport avec le ministre des affaires étrangères. Cobden commençait à craindre qu'on ne nommât un chef de la commission qui ne fût pas dans ses idées.

Je ne me souciai nullement, dit-il, de la perte de dignité, et j'offris de venir à Paris comme premier commissaire et de signer le traité supplémentaire. J'ai peur d'avoir entrepris une tâche difficile et ennuyeuse ; mais, l'ayant commencée, je voudrais la terminer, et je ne pourrais m'en remettre à d'autres sans danger pour la cause.

(A. M. Chevalier, 14 avril.)

La partie diplomatique et politique était achevée, mais la partie la plus difficile, la partie commerciale, restait encore. Le traité n'était encore qu'une ébauche. Dans le premier article, l'empereur avait pris l'engagement que les droits sur une longue

liste de produits anglais ne dépasseraient pas 30 p. 100. C'était la limite. Mais un droit de 30 p. 100 équivalait presque à une prohibition. Tout dépendait de la façon dont serait interprété le treizième article. Cet article déclarait que les droits *ad valorem*, établis dans les limites fixées par les articles précédents, seraient changés en droits spécifiques par une convention supplémentaire (1).

(1) Voici les termes, dont M. Gladstone se servit dans son discours, devant la Chambre des communes, pour exposer le traité : « Je prends d'abord — dit-il — les engagements de la France. La France s'engage à réduire les droits sur le charbon et le coke anglais à partir du 1^{er} juillet 1860; sur le fer et l'acier, à partir du 1^{er} octobre 1860; sur les outils et les machines, à partir du 1^{er} décembre 1860; sur les tissus de laine, de lin et de chanvre, et sur le jute, — ce dernier article est nouveau dans le commerce, mais il est destiné à devenir très utile dans certaines industries — à partir du 1^{er} juin 1861. C'est le premier engagement important pris par la France. Le second engagement, qui sera plus considérable, est remis au 1^{er} octobre 1861. Ce retard est dû à une promesse faite par le gouvernement français aux classes, qui croient là-bas, comme elles le croyaient ici, avoir intérêt au maintien de la prohibition. Le 1^{er} octobre 1861, la France s'engage à réduire les droits et à faire disparaître la prohibition sur tous les articles anglais indiqués sur une certaine liste, de façon à ce qu'aucun droit ne dépasse 30 p. 100 *ad valorem*. Je ne parle pas des comestibles, qui n'entrent pas matériellement dans le traité; mais la liste dont je parle contient les principales denrées fabriquées en Angleterre, tout ce qui se fait avec la laine, le lin, le chanvre, la soie, le coton; tous les produits de peau, de cuir, d'écorce, de bois; le fer et les autres métaux; le verre, la poterie de grès, la poterie de terre, la porcelaine. Je n'énumérerai pas tous les produits indiqués sur la liste, car je ne connais aucun article important qui ait été omis. La France s'engage à changer ces droits *ad valorem* en droits fixes, par une nouvelle convention. Mais si l'on ne tombait pas d'accord sur les droits fixes, le *maximum* imposé sur chaque produit sera de 30 p. 100 et sera exigible à l'époque indiquée, sous la forme d'un droit sur la valeur; et la valeur sera déterminée par le procédé employé dans la douane anglaise.

« J'en viens maintenant aux engagements de l'Angleterre. Notre gouvernement s'engage de réduire immédiatement et entièrement les droits sur les objets manufacturés, sauf une ou deux exceptions. Tout ce qui est connu sous le nom d'objets manufacturés disparaîtra sur-le-champ du tarif anglais. De plus, l'Angleterre réduira le droit sur le cognac de 15 shillings le gallon à 8 shillings 2 pence, c'est-à-dire au droit colonial. Elle s'engage à réduire immédiatement le droit sur le vin étranger. Dans le traité, c'est le vin français qui est spécifié; mais il est parfaitement entendu entre la France et nous que nous agissons de même avec les produits des autres nations. L'Angleterre s'engage donc à réduire les droits sur le vin, d'une taxe atteignant presque 5 shillings 10 pence le gallon, à 3 shillings le gallon. Elle s'engage de plus, outre cette réduction, à réduire ce droit à partir du 1^{er} avril 1861, à un degré qui se rapporte à la force du vin mesurée par la quantité de spiritueux qu'il contient. »

Avant de trouver absurde que Cobden se soit réjoui d'un arrangement qui laissait aux Français une protection de 30 p. 100, il faut nous rappeler quelle était la situation. Le système de la France avait été jusque-là une prohibition absolue. C'était le régime du monopole dans toute sa perfection. Il était pratiquement impossible de renverser tout d'un coup les hautes murailles de l'exclusion. En disant aux grands maîtres de forges, aux grands filateurs, aux manufacturiers de tissus de laine, qu'ils devaient passer du monopole à la compétition libre, on aurait ébranlé le trône. Un droit de 10 p. 100 aurait semblé une moquerie aux hommes qui avaient l'habitude de faire la loi sur le marché. L'empereur n'osait livrer bataille ouvertement avec une protection inférieure à 30 p. 100. C'était au gouvernement anglais de se rapprocher le plus qu'il pouvait de 10 p. 100. M. Rouher, qui voulait la liberté du commerce, espérait qu'on réussirait à réduire le droit fixé. Cobden savait mieux que ses critiques ce qui restait à faire ; mais il se fiait à M. Rouher et à l'empereur. C'était le mérite de sa diplomatie, qu'il savait en qui se fier. Il sentait que la confiance raisonnée, et non un perpétuel soupçon, est le secret d'une sage diplomatie, qui est bien différente d'une politique de ruse et de guerre. Dans le cas présent, M. Rouher et l'empereur ne lui donnèrent aucune raison de regretter sa confiance. Cobden arriva à Paris le 20 avril, et ses travaux ne furent terminés que le 5 novembre. Ses efforts furent fatigants et ennuyeux. Quand les commissaires anglais se rendirent à leur poste, ils apprirent que le gouvernement français avait résolu de porter la question devant le Conseil supérieur, un corps rarement convoqué, qui se composait des premiers industriels et négociants français. Le Conseil supérieur écoutait les témoignages des manufacturiers français et anglais, sur les frais de production dans les deux pays. La question du fer avait été réglée par le traité ; et c'était le seul produit sur lequel le taux du droit eût été fixé. Tous les autres articles étaient à débattre. Cobden et ses collègues durent préparer les témoignages anglais, les réunir et les faire traduire. Ce travail dura jusqu'à la fin de juillet, et les séances de la Commission ne commencèrent qu'au mois d'août. Cobden et ses collègues eurent à soutenir un débat sur chaque produit anglais qui se trouvait dans

la liste ; il fallait prouver dans chaque cas particulier aux commissaires français que le droit qu'ils avaient fixé était justifié par les circonstances. Tous les jours, à 2 heures, les trois Anglais s'asseyaient à une table dans un des salons du palais, quai d'Orsay, en face d'un nombre trois fois plus considérable de représentants des intérêts français hostiles. Les différents produits anglais défilèrent à tour de rôle devant la Commission. Les Français réclamaient 30 p. 100 ! Cobden ne voulait accorder que 10 p. 100. La bataille fut acharnée. Les Commissaires français étaient, en langue stratégique, près de leur base d'opération ; s'ils voulaient des renseignements, ils avaient sous la main des hommes capables de répondre et trop heureux de le faire. Les Anglais étaient à la merci des hasards qui auraient amené l'homme dont ils avaient besoin à Paris. Ils devaient représenter toutes les branches de l'industrie, être au courant des faits importants de cent commerces spéciaux, répondre avec leurs connaissances de seconde main, acquises la veille et digérées pendant la matinée, à des adversaires dont le savoir était personnel et acquis par l'expérience d'une vie entière. L'entreprise exigeait la dextérité d'un avocat hors ligne et le labeur persévérant de l'auteur d'une encyclopédie commerciale.

L'industrie du fer causa le plus d'embarras. Le droit avait été fixé, mais la classification restait à faire.

Les maîtres de forge — écrivait Cobden à M. Bright — sont l'intérêt terrien de la France. Ils forment la garde prétorienne du monopole. Tous ceux qui constituent le rang ou la richesse sont intéressés directement ou indirectement dans des entreprises de ce genre. Des banquiers, des courtisans, des auteurs (Thiers et Saint-Marc Girardin entre autres), des évêques et des prêtres sont au nombre des maîtres de forge. M. Schneider — le duc de Richmond de cet intérêt — est un des membres de la Commission. Il siège parmi les juges. Les témoins français, bien entendu, répètent la vieille histoire d'alarme et de ruine ; ils parlent avec émotion de la misère qui frapperait leurs ouvriers si leur industrie n'était plus protégée. Je suis transporté de vingt ans en arrière.

Ce que Cobden trouvait plus difficile à supporter que la monotonie de ces débats, c'était la mauvaise foi de ceux avec qui il avait affaire. Les protectionnistes les moins scrupuleux falsifiaient les faits, et résumaient d'une façon inexacte les frais, les salaires

et les prix. Un jour, un Commissaire français, qui était le porte-voix du protectionnisme, essaya de tenir tête à Cobden par une de ces inventions. Cobden, exaspéré par la répétition d'un tel tissu de mensonges, ne put se contenir, et d'une voix irritée il exposa avec trop peu de ménagements la vérité. Mais il avait d'ordinaire autant de patience que de ténacité. Un membre français de la Commission l'encourageait et lui donnait un appui énergique. Chaque jour lui apportait de nouvelles preuves de la capacité, du courage moral, de la bonne foi de M. Rouher. Ce sont les propres termes dont se sert Cobden, et il ajoute avec enthousiasme que le nom de M. Rouher ira à la postérité comme celui du Huskisson ou du Peel de la France. Un homme ordinaire, disait-il, n'aurait pu effectuer en un an une réforme qui avait demandé vingt ans en Angleterre. La fatigue de la discussion fut énorme pour Cobden et ses collègues. Les débats au ministère des affaires étrangères duraient de 2 à 6 heures. Ils allaient ensuite dîner. Dans la soirée ils avaient des entrevues laborieuses avec des experts commerciaux venus d'Angleterre, qui apportaient des tables, des rapports, des extraits de grands-livres de compte. Les amis de Cobden en Angleterre s'impatientaient ; Cobden devait leur écrire de longues lettres d'encouragement. Il consacrait deux ou trois heures tous les matins à cette correspondance et à de nouvelles consultations ; à 11 heures, il se rendait au bureau de la Commission anglaise, rue de l'Université ; ses collègues avaient réuni les faits recueillis depuis la veille. On les examinait, on les discutait, on se préparait pour la réunion de 2 heures, où la lutte recommençait.

Quelques distractions venaient parfois varier ces travaux. Il y avait les grands banquets officiels donnés par les ministres, étincelants d'étoiles et de décorations. Il y avait les bals ministériels, où Cobden remarquait, avec peu de galanterie, que le nombre des belles toilettes était plus frappant que la beauté de celles qui les portaient. On le conduisit un jour dans l'atelier d'Ary Scheffer ; une autre fois, il alla voir Rossini dans sa villa de Passy. La vivacité du compositeur plut à Cobden, qui ne fut peut-être pas fâché d'entendre le vieillard lui demander pourquoi les Anglais éprouvaient une telle panique, et condamner l'enfantillage d'une grande nation, pour laquelle il avait eu un grand

respect toute sa vie. Un soir, à la table d'Arlès-Dufour, Cobden rencontra Infantin, le chef des Saint-Simoniens, le type le plus étonnant parmi les enthousiastes modernes. On discuta jusqu'à minuit sur la question d'une limitation mutuelle des armements de la France et de l'Angleterre ; on tomba d'accord que si l'on ne faisait rien pour arrêter une rivalité guerrière, le conflit éclaterait inévitablement. « *Si vous voulez la paix, — dit Infantin, changeant le dicton du vieux monde, — préparez-vous à la paix.* »

Cobden fut invité plus d'une fois dans la maison du marquis de Boissy et de la célèbre marquise, mieux connue sous le nom de comtesse Guiccioli. Le naïf Cobden s'aperçut avec étonnement que, loin d'avoir souffert dans sa réputation par la notoriété de ses relations avec lord Byron, la marquise était reçue avec faveur dans la meilleure société. Le marquis était un vieux tory, opposé au libre échange comme à toute réforme ; il prédisait que la concession de l'empereur à l'Angleterre amènerait sa ruine, il prévoyait le règne de la terreur en Italie, la mort de Victor-Emmanuel sur l'échafaud, « et beaucoup d'autres événements également heureux et probables. » Cobden écoutait avec sa bonne humeur habituelle tout ce bavardage ; peu d'hommes ont su si bien supporter les fous gaiement. Il recherchait tout ce qui pouvait étendre sa connaissance des hommes et des choses. A l'occasion de la fête de l'empereur, il se promena le soir à travers la ville. Il fut frappé de voir que, de 7 heures à 10 heures, les principales rues étaient interdites aux voitures et réservées aux piétons ; il remarque « que cette considération ne serait pas montrée, en Angleterre, aux masses, aux dépens des classes riches et luxueuses. »

Il n'y avait qu'un groupe politique avec lequel, après une courte expérience, Cobden ne put continuer ses relations. « J'ai cessé d'aller parmi les orléanistes, — disait-il à M. Bright — ; ils ne sont ni raisonnables ni polis. » Quel que soit le jugement que nous portions sur l'empire, il ne peut y avoir qu'une opinion sur ses adversaires orléanistes, cette faction aveugle, impuissante, changeante, qui rêvait, et qui rêve encore que les royaumes sont gouvernés par le style littéraire, et que les puissantes agitations d'une société en révolution peuvent être dirigées par les combinaisons mesquines et les tactiques enfantines d'intrigants de salon.

Cobden indique dans une lettre à M. Hargreaves, une interruption à ses travaux, mais une interruption peu égayante.

Depuis trois jours, je suis les débats sur le traité dans le Corps législatif. La scène me rappelait ce qui se passait dans notre Chambre des communes, il y a vingt ans. Les protectionnistes étaient furieux. On me reconnut à la tribune des étrangers, et je devins l'objet d'attaques et de défenses. C'était de nouveau la vieille histoire. Au moment où je quittais la Chambre, il pleuvait. Un député, qui s'avouait protectionniste, m'offrit son parapluie, et il me dit : « Si nous avions eu un régime constitutionnel, votre traité n'aurait pas été voté. Il n'y aurait pas eu vingt-cinq membres dans la Chambre pour le soutenir.

(2 mai.)

Voici quelques extraits du journal de Cobden, où il raconte quelques-unes de ses conversations les plus importantes :

26 avril.

Je suis allé chez M. Herbert, le président de la Commission française, pour m'entendre sur les détails du traité. M. Herbert a été pendant six ans consul à Londres. Dans le cours de la conversation, il fit une remarque enjouée sur les habitudes aristocratiques du peuple anglais. Il avait commencé par être un jeune attaché d'ambassade à Londres; en cette qualité il avait été reçu dans les plus grandes familles; mais quand il fut nommé consul général, avec des fonctions importantes et 40,000 fr. par an, il n'était plus *comme il faut* et était à peine digne de s'asseoir à la table de nos riches marchands.

20 mai.

J'ai déjeuné avec Émile de Girardin, et je suis allé ensuite avec lui au jardin, où il m'a exposé le programme de la politique étrangère de l'empire, qui pouvait ainsi se résumer : — la France devait étendre sa frontière jusqu'au Rhin, après cela, l'empereur pourrait accorder la liberté politique à ses sujets; la Belgique, à l'exception de Bruxelles et d'Anvers, se verrait avec joie annexée à la France; les provinces allemandes du côté gauche du Rhin, bien que ne parlant pas français, étaient catholiques et prêtes à accepter une annexion; on pourrait les gagner par la promesse d'une exemption d'impôts pendant un certain nombre d'années; la Prusse pourrait s'indemniser en absorbant les petits États allemands, et une tranche de la Turquie apaiserait l'Autriche; après cette extension de territoires, qui rendrait à la France ses frontières naturelles, la dynastie napoléonienne serait raffermie, et l'empereur pourrait négocier un désarmement complet; c'était seulement ainsi que la dynastie pouvait accorder des institutions libérales, sans lesquelles il n'y avait aucune sécurité pour la

paix de l'Europe; la famille du roi de Belgique pourrait être compensée par une couronne à Constantinople, etc. Je ris à plus d'une reprise, en voyant la naïveté avec laquelle il indiquait cette politique sans scrupule.

8 juin.

Je suis allé chez le prince Napoléon, qui m'a déclaré que les rapports entre la France et l'Angleterre étaient peu satisfaisants : « *Les choses vont mal.* » Il fit allusion au danger de nos armements continus, à l'inquiétude qu'ils répandaient dans la nation, à la tendance qu'ont les dépenses exagérées en temps de paix de réconcilier les Anglais à l'idée de la guerre, comme le seul moyen de se débarrasser en une fois du mal. Il se plaignit de la conduite vacillante de notre gouvernement dans ses relations étrangères. Il parla de l'annexion de la Savoie, et dit que notre cabinet savait qu'elle était inévitable. Il avait annoncé à lord Cowley qu'il était absolument nécessaire d'offrir une satisfaction au peuple français, afin de le compenser des sacrifices qu'il avait faits pour l'indépendance de l'Italie. Il remarqua que notre parti tory était aussi hostile à la famille Bonaparte que du temps du premier empire, et que beaucoup de whigs partageaient ce sentiment. Il appela lord Clarendon « un vrai aristocrate », qui lui avait dit que Bright et moi, nous étions deux fous, qui voulions convertir l'Angleterre au républicanisme.

10 juin.

Par suite d'une lettre que je reçus aujourd'hui du secrétaire du prince Napoléon, je suis allé au Palais-Royal et j'ai eu une conversation avec le prince. Il m'a dit que les rapports politiques des deux pays étaient très tendus; il craignait l'intervention autrichienne à Naples. Il pensait que l'Autriche comptait sur l'appui moral de notre cour et du prince consort. Les Piémontais interviendraient à leur tour. Cela amènerait une guerre à laquelle la France devrait prendre part. L'Angleterre assurerait le maintien de la paix si elle envoyait une flotte devant Trieste pour empêcher l'expédition; il n'y avait aucune complication à redouter. Dans tous les cas l'Angleterre aurait dû aider la France à maintenir le principe de non-intervention.

Il me parla d'un sujet très délicat, il me fit entendre que je devrais être nommé ambassadeur à Paris; que ce serait le meilleur moyen de cimenter l'union des deux pays. Il me disait cela avec beaucoup d'emphasis, et je lui répondis de même : « Impossible! Vous ne comprenez pas les Anglais! » Je lui exposai ma position à l'égard de lord Cowley, que j'étais un intrus dans son domaine, qu'il avait agi avec beaucoup de magnanimité en supportant mon intervention; qu'un homme d'un esprit étroit en aurait été offensé et que je lui devais beaucoup de reconnaissance, etc. Le prince remarqua qu'un homme supérieur en aurait été offusqué; lord Cowley aurait dû me céder la place ou s'opposer à mon empiètement dans ses fonctions. Je lui répliquai que

lord Cowley avait franchement reconnu que mes connaissances économiques étaient supérieures aux siennes, et que puisqu'elles avaient été l'objet de mes études, il n'avait pas dérogé en me cédant le pas dans ma spécialité. Je le priai de ne plus rien dire à ce sujet.

14 juin.

Fête à Paris aujourd'hui. Revue, drapeaux, illuminations. L'empereur a été bien reçu par la foule, en arrivant du chemin de fer aux Tuileries et en allant au Champ-de-Mars, où il a passé en revue 50,000 hommes. Cette démonstration avait pour objet de célébrer l'annexion de la Savoie et de Nice à la France. Dans ce pays et aux États-Unis (en Angleterre aussi, si nous n'avions la mer pour frontière) on recherche les acquisitions de territoire, avec tout autant d'ardeur qu'en déployaient autrefois les despotes et les conquérants. Le monde est gouverné par la force des traditions, après que le changement des circonstances leur a fait perdre tout rapport à l'état actuel des affaires humaines. Une plus grande diffusion des connaissances économiques guérira seule les hommes de la convoitise de la terre du voisin, et leur apprendra qu'ils peuvent obtenir ce qu'elle produit d'une façon plus avantageuse et plus honnête que par la guerre. Avant que ce jour n'arrive, nous ne nous assurons pas contre les propensions conquérantes des souverains en remettant aux masses le pouvoir suprême.

16 juin.

Je suis allé chez lord Cowley; je lui ai rappelé qu'il m'avait proposé ainsi que M. Rouher une nouvelle audience avec l'empereur, pour le raffermir dans les idées libres échangistes; je fis allusion aux préparations belliqueuses de l'Angleterre et lui avouai qu'il me serait pénible de voir l'empereur; je lui avais promis, au mois de novembre dernier, que s'il entrait dans la voie du libre échange, l'Angleterre regarderait sa nouvelle politique comme la preuve de ses intentions pacifiques. Et voilà qu'au milieu de mes travaux sur le tarif français, pendant lesquels j'avais chaque jour la confirmation des desseins honnêtes du gouvernement impérial, j'apprenais les préparatifs militaires de la Grande-Bretagne, qui venaient contredire toutes mes affirmations. On nous menaçait encore d'un projet de fortification. J'ajoutai que si l'on poursuivait ce dernier dessein, cela m'ôterait toute envie de revoir l'empereur.

Cette proposition ne tarda pas être faite, et Cobden était préparé à la combattre. Depuis le commencement de l'année, le sujet des dépenses militaires avait occupé son esprit aussi bien que le traité. Ses craintes à cet égard avaient été incessantes. S'il avait été capable de faiblesse ou de découragement,

elles lui auraient fait perdre la force de lutter contre les difficultés quotidiennes. D'un autre côté, il n'avait pas été facile de faire accepter par la Chambre des communes les arrangements financiers qui se rapportaient au traité. Le Parlement était plein de discordes et de confusion. Tout servait de prétexte à des délais sans fin.

Dans le courant du printemps et de l'été, le sentiment de méfiance à l'égard de la France ne fit que croître en Angleterre. C'était devenu, disait un correspondant de Cobden, « une terreur folle. » Un fidèle partisan de l'Église ne pouvait s'empêcher de constater, que le clergé campagnard propageait la panique et réclamait avec insistance des préparatifs de guerre. Un célèbre évêque allait répétant l'histoire d'un Français, qui lui avait dit que l'empereur était indécis ; il ne savait s'il devait travailler avec l'Angleterre dans la cause de la liberté, ou agir contre elle en faveur du despotisme ; il aurait commencé cette dernière tâche par une invasion. L'annexion de la Savoie avait allumé un feu, en Angleterre, que le moindre souffle pouvait changer en conflagration. Dans les journaux et dans les débats on répétait les arguments les plus extravagants. C'est comme un retour à la raison, de trouver un discours bref mais sensé (2 mars), dans lequel l'orateur, après avoir déclaré que le ministre anglais ne devait pas appuyer le projet d'annexion, s'écriait : « Périsse la Savoie, quoique la Savoie ne périra pas et ne souffrira pas, plutôt que d'entraîner le gouvernement de l'Angleterre dans une lutte avec la nation française pour une cause qui ne nous touche pas ! »

Malheureusement les ministres partageaient la panique. Lord Palmerston avait été le partisan de l'empire jusqu'à l'hiver de 1859. La précipitation avec laquelle il avait reconnu le régime impérial l'avait brouillé avec ses collègues et avec la cour. Plus que tout autre ministre, il avait fait preuve de courage et de sagacité, en résistant au germanisme, que le prince Albert avait introduit dans le palais. Il était revenu au pouvoir en 1859, parce que le peuple avait la ferme confiance qu'il appuierait l'empereur dans la cause de l'émancipation italienne. Pourtant, dans l'hiver de 1859, il écrivit à lord John Russell, secrétaire des affaires étrangères, qu'après avoir cru aux

bonnes intentions de Napoléon III envers l'Angleterre, il commençait à le soupçonner d'avoir caché jusque-là l'intention de prendre sa revanche de Waterloo. « N'en doutez pas, — disait-il au duc de Somerset —, au fond de son cœur il garde le désir profond et inextinguible d'humilier et d'abaisser la puissance anglaise. »

Plus tard, il est vrai, au commencement de 1860, il reconnut « qu'il n'y avait aucune raison d'imputer à l'empereur de la mauvaise foi dans sa conduite envers nous. » Toutefois la possibilité d'une trahison hantait les esprits. Les craintes de Palmerston étaient partagées par les autres membres du ministère ; elles étaient reproduites dans mille articles ; elles servaient de pâture à un public, qui ne semble jamais aussi heureux, qu'en imaginant des dangers auxquels il ne croit qu'à demi.

Lord John Russell écrivait à Cobden (3 juillet) pour lui annoncer officiellement la prolongation de la Commission jusqu'au 1^{er} novembre. « J'espère — disait-il — que longtemps avant cette époque vous aurez terminé votre tâche glorieuse et posé les bases d'un rapprochement solide entre la France et l'Angleterre. Cela m'amuse, moi qui me rappelle, que Huskisson était attaqué pour avoir proposé un droit de 30 p. 100 sur la soie, de voir nos protectionnistes blâmer la France, parce qu'elle demande le même droit. Je crois que le taux de 15 p. 100 est une protection suffisante pour ses principales industries. En attendant je désire que cette petite île devienne imprenable. C'est en Europe le seul siège de l'indépendance qui puisse résister à un despote, et *je suis pour la liberté civile et religieuse dans le monde entier.* »

Il y avait un ministre puissant qui fit de son mieux pour résister au courant. M. Gladstone avait charmé par son éloquence la Chambre et le pays, pendant la session de 1860 ; mais il était loin d'exercer l'influence qu'il obtint dans la suite. S'il avait quitté le cabinet de lord Palmerston, l'effet n'aurait guère été plus sensible que lorsqu'il quitta le gouvernement de sir Robert Peel en 1843, ou celui de lord Palmerston lui-même en 1855. La lutte avec sa propre conscience fut longue et opiniâtre. Il sentait le peu de valeur des arguments par lesquels

ses collègues justifiaient leurs soupçons et leurs préparatifs. Il gémissait du gaspillage insensé des ressources nationales. Il était en correspondance fréquente avec Cobden, qui lui démontrait l'innocence des intentions du gouvernement français. Cobden soumettait M. Gladstone à la même pression intellectuelle et morale à laquelle il avait soumis Peel quinze ans auparavant. Le chancelier de l'Échiquier arriva à la conclusion qu'il ferait plus de bien en restant dans le gouvernement, qu'en le quittant. A la fin d'une session, pendant laquelle il avait déployé une éloquence étincelante et donné des preuves d'une puissance intellectuelle supérieure, sa position dans le pays était moins solide que six mois auparavant.

Cobden n'était pas un juge impitoyable. Il écrivait à M. Bright :

Je vous ai déjà dit que Gladstone a montré beaucoup de cœur dans cette affaire... Il a une grande aversion pour les dépenses inutiles en préparatifs de guerre. Il n'est pas prévenu en faveur de la marine ou de l'armée. Il a les mêmes sympathies que nous... Aucun autre homme d'État éminent ne partage comme lui nos opinions.

Dans une autre lettre, il ajoutait, quelques mois plus tard :

Je suis d'accord avec vous que Gladstone travaille trop. Je soupçonne aussi qu'il a une conscience — c'est un associé gênant pour un ministre. J'excuse sa conduite, car je n'ai pu définir à ma propre satisfaction jusqu'à quel point un homme, qui veut se rendre utile, peut faire cause commune avec un cabinet, et jusqu'à quel point il doit maintenir son individualité.

Le 10 juillet, Cobden écrivit une longue lettre à lord Palmerston, où il exposait avec calme ses raisons contre un nouveau projet de préparatifs militaires. Il commençait par parler du traité, et de la date à laquelle leurs travaux seraient terminés. Le traité, disait-il, avait été la préoccupation constante du gouvernement français depuis huit mois ; M. Rouher renonçait à ses vacances d'automne afin d'achever l'œuvre commencée. Cobden continue :

La façon résolue et systématique, dont ces réformes sont poursuivies, ne me laisse aucun doute sur l'intention du gouvernement français d'accomplir dans sa politique commerciale un changement radical, qui rapprochera les deux pays et améliorera leurs relations.

Il est évident qu'on s'attend à un tout autre dénouement en Angle-

terre; l'esprit du peuple anglais a été systématiquement égaré dans un but sinistre. Le déploiement extraordinaire de force guerrière, en Angleterre, pendant les derniers mois diminue les espérances que le traité avait fait naître. Le projet de fortifications nouvelles, que médite notre gouvernement, équivaut à une déclaration de la part de l'Angleterre qu'elle n'a pas de confiance dans les avantages ultérieurs du traité.

C'est à ce propos que je m'adresse à vous. Il me semble que la franchise à l'égard du parlement et du public, aussi bien que du gouvernement même, exige que le résultat de nos négociations soit connu avant d'engager le pays dans de nouvelles dépenses militaires. Comprenez-moi, je ne demande qu'un délai de quelques mois. Je le réclame parce que l'ignorance est générale en Angleterre sur l'importance du traité et que pourtant le soupçon s'est accrédité que le gouvernement français joue un rôle peu loyal dans cette négociation. S'il se trouve que le traité est aussi peu satisfaisant dans ses détails que le prédisent ceux qui nous poussent à des préparatifs de guerre, je n'aurais rien à dire contre cette politique. Mais si, comme je le crois, le gouvernement de l'empereur renonce tant soit peu au système prohibitif et accepte un tarif plus libéral que celui du *Zollverein* ou des États-Unis, le sentiment anglais changera sur la probabilité de la guerre avec notre puissant voisin. Il est douteux que notre pays veuille s'imposer de nouvelles charges dans la pensée d'une rupture avec son nouveau client. Tout ce que je désire, c'est que l'Angleterre fasse son choix en pleine connaissance de cause.

Il y a une autre raison qui me décide à attirer votre attention sur ce sujet. Dès le début, il a été évident que des considérations politiques plutôt qu'économiques avaient décidé l'empereur à entreprendre une réforme commerciale. Sans doute il pensait que cette transformation serait à la longue avantageuse à son peuple, mais rien ne le pressait. Il savait que ce projet soulèverait une opposition formidable. Ce qui le décida à prendre la résolution énergique de braver ces intérêts, c'était l'espoir de raffermir les relations amicales de la France et de l'Angleterre. Il donnait au monde l'assurance qu'il ne contemplait pas une carrière de guerres et de conquêtes. Je n'ai pas hésité à lui affirmer, ainsi qu'à ses principaux conseillers, qu'en adoptant une politique commerciale libérale, il donnerait une preuve de ses intentions pacifiques, que le peuple anglais ne saurait méconnaître. Si le gouvernement anglais vient annoncer aujourd'hui un grand projet de fortifications nouvelles, il discrédite d'avance la valeur politique du traité, qui n'est pas encore achevé, il affaiblit ma situation. N'oubliez pas que les droits ne sont définitivement fixés sur aucun article du tarif français, ils varient entre les limites extrêmes de 5 à 25 p. 100. Je n'affirme pas que la conduite hostile de l'Angleterre décide le gouvernement français à répondre par une aggravation du tarif. Mais si le ministère anglais se déclare pour une politique d'hostilité et de mé-

fiance à l'égard de la France, il m'enlève l'argument le plus puissant en faveur du libre échange, dans la discussion importante sur les détails du tarif français, — et c'est exclusivement une question de détails.

La réponse à cette remontrance ne se fit pas attendre; elle arriva à Cobden par la voie de la Chambre des communes. Le 23 juillet, lord Palmerston prononça un discours. Il proposa la construction de travaux de défense dans les chantiers et arsenaux royaux de Douvres et de Portland, ainsi que l'érection d'un arsenal central. Après avoir fait allusion d'une façon générale aux nuages qui présageaient la tempête, il continua : « Le Comité sait que je parle surtout de nos voisins immédiats de l'autre côté de la Manche. Je ne m'en cache pas. Ce n'est pas le mauvais vouloir qui m'inspire. Nul ne peut s'offenser de réflexions, qui s'appuient sur des principes de *self defence*. » Il reconnaissait qu'il avait conçu de grandes espérances du traité, mais un traité était un faible rempart. C'était folie de compter sur son effet, tant que notre frontière maritime était vulnérable. L'état de l'Europe faisait prévoir que nous aurions bientôt à nous défendre. La France avait une armée de 600,000 hommes, dont 400,000 étaient sous les drapeaux. Les autres pouvaient être réunis dans quinze jours. Il ne voulait pas dire qu'une telle armée avait été préparée sciemment dans un but agressif, mais le pouvoir d'attaquer en donne souvent le désir. Ce n'était pas seulement l'armée qui lui inspirait des craintes. La marine s'était considérablement accrue. Nos voisins avaient les moyens de transporter en quelques heures une armée formidable sur notre rivage. Cobden avait répondu d'avance à ceci, par un post-criptum de la lettre dont j'ai cité un passage.

J'écris avec la conviction que la France n'a fait aucun préparatif guerrier, qui justifie les démonstrations anglaises. J'ai eu de bonnes occasions de me convaincre que les exagérations les plus monstrueuses ont cours en Angleterre sur la force navale de ce pays.

Ceci était tout à fait vrai. Cobden s'était donné autant de peine qu'un ministre responsable, ou peut-être plus, pour se renseigner par des visites à Nantes et ailleurs, par des conversations avec les autorités françaises et l'attaché naval anglais, sur les proportions relatives de notre marine et de la marine

impériale, et voir si elles avaient réellement changé. Il avait acquis la certitude que ce prétendu changement était une chimère.

Lord Palmerston semble avoir remis la lettre de Cobden à lord John Russell, qui répondit :

31 juillet 1860.

MON CHER MONSIEUR COBDEN,

Je conclus de votre dernière lettre, que vous pensez que le projet de fortification nuira à la négociation du traité de commerce. Je ne puis le croire. L'empereur veut défendre la France; il achève de fortifier Cherbourg; il maintient en temps de paix une armée de 600,000 hommes. Pas une plainte de notre part. Nous augmentons notre marine, nous nous proposons de fortifier nos arsenaux. On nous accuse aussitôt d'intentions hostiles. Faut-il y voir la preuve que la France peut être armée, mais que nous devons rester désarmés? Dans ce cas la Belgique, Anvers, Douvres, Portsmouth, tomberont bientôt aux mains de la France.

Je souhaite voir la ratification du traité de commerce. Mais je ne puis consentir à placer mon pays à la merci de la France.

Je suis à vous très sincèrement.

J. RUSSELL.

Cobden répondit par une affirmation emphatique (2 août 1860) qu'il a souvent répétée, mais que ceux qui l'accusent de vouloir la paix à tout prix, ont bien soin d'oublier :

MON CHER LORD JOHN RUSSELL,

Je suis si loin de souhaiter que « nous soyons désarmés » et si peu disposé à « placer mon pays à la merci de la France » (pour citer les termes de votre billet), que *je serais prêt, s'il le fallait, à dépenser cent millions de livres sterling par an pour nous assurer en mer une supériorité irrésistible sur la France*. Avant d'adresser ma lettre à lord Palmerston, je m'étais assuré que nous étions dans cette position de sécurité et qu'il n'y avait aucun fondement dans le bruit de l'augmentation subite de la marine française. Rappelez-vous que nous avons voté pour nos armements, cette année, près de 30,000,000 de livres, avant que le projet de fortification eût été proposé. Je ne vois aucune limite aux dépenses futures, si on répond à celui qui s'oppose à une augmentation nouvelle que tout ce qui existe ne compte pas, et que nous sommes sans défense si la proposition est rejetée.

Le discours de lord Palmerston, nous le voyons aujourd'hui, était une provocation dangereuse offerte à Napoléon III de faire

cette descente, à laquelle nous déclarions que nous n'étions pas préparés. Si l'empereur avait chéri le dessein de se venger de Waterloo, il n'aurait pas attendu l'achèvement des fortifications. L'effet à Paris fut tel que Cobden l'avait prévu. Voici des extraits de son journal qui en donnent la preuve.

26 juin.

Le discours de lord Palmerston dans la Chambre des communes a produit une émotion considérable dans les cercles politiques de Paris. La proposition de dépenser neuf millions en fortification a causé moins d'offense que le discours qui l'accompagnait, dans lequel Palmerston indiquait aux appréhensions anglaises la menace d'attaque et d'invasion que la France, seule parmi les nations, tenait suspendue au-dessus de nous. On y voit l'indice que notre cour et notre aristocratie veulent renouveler la politique de 1792 et former une nouvelle coalition contre la France. On prétend que l'inspiration de notre politique étrangère vient de Berlin et de Bruxelles.

28 juillet.

J'ai dîné avec M. P. et d'autres au restaurant Philippe. M. Chevalier se trouvait là aussi. Il m'a raconté une histoire curieuse, qui s'est passée dans une entrevue récente entre M. Thouvenel, le ministre des affaires étrangères à Paris, et lord Cowley. L'ambassadeur anglais avoua à M. Thouvenel, avec un certain embarras, que lord Palmerston avait secrètement obtenu d'un individu la copie d'un projet de l'empereur de s'emparer de Londres. Il avait appris d'une source semblable que l'empereur avait conclu avec Cavour un arrangement, par lequel la France faisait une nouvelle extension de territoire. Les deux histoires sont risiblement fausses. M. Chevalier dit qu'il y a des *chevaliers d'industrie*, qui inventent ces histoires merveilleuses et les vendent aux journaux ou aux hommes d'État crédules. Ces deux canards, ajoute-t-il, ont été vendus à lord Palmerston, qui les a communiqués à ses collègues.

2 août.

M. Rouher m'a raconté l'incident, dont M. Chevalier m'avait déjà fait part; lord Cowley était venu demander à M. Thouvenel une explication sur un traité secret entre la France et la Sardaigne, qui autorisait la Sardaigne à annexer les États italiens, et cédait à la France une autre tranche de territoire. Il décrivit avec animation l'embarras de l'envoyé anglais en exposant l'objet de sa visite; après beaucoup d'hésitations, de grimaces, pressé par les exhortations du ministre français, il révéla son secret. M. Thouvenel protesta sur son honneur que ce n'était pas vrai; après de nouvelles protestations de regret et de perplexités, lord Cowley tira de sa poche une copie du

traité. Il la remit au ministre, qui se mit à rire et lui dit qu'elle ne valait pas le papier sur lequel elle était écrite, et que le gouvernement anglais avait été victime d'une farce maladroite.

M. Rouher parla avec indignation du discours de lord Palmerston dans la Chambre. Il déclara que notre Cabinet cédait, avec une servilité humiliante, aux passions populaires du moment, et que pour obtenir la majorité, le premier ministre négligeait les intérêts du commerce et de la civilisation et les devoirs les plus élevés d'un homme d'État. Il dit que ce discours augmentait les difficultés du gouvernement français à exécuter libéralement les termes du traité. Il nia que la marine française eût été accrue d'une façon exagérée.

31 août.

Je suis allé chez le prince Napoléon, qui part pour l'Angleterre, où il va étudier notre agriculture. Il ira en Écosse jusqu'à Inverness. Je lui ai dit que j'espérais qu'il irait à Manchester et à Liverpool, et qu'il parlerait sur le traité de commerce. Il se plaignit du langage de lord Palmerston contre la France dans la Chambre. Il me fit entendre que ce serait une chance heureuse pour la paix du monde, si cet homme d'État abandonnait la scène de la politique, sinon celle de la vie. Il dit que le grand danger des attaques dirigées contre la France par notre premier ministre, c'est qu'elles feraient croire aux Allemands et aux Autrichiens que l'Angleterre les appuierait dans une guerre contre la France, ce qui les encouragerait à une rupture. Il attribua notre attitude hostile à l'influence qu'exerçaient sur notre cour les familles royales de Prusse et de Belgique. La cour anglaise jouissait d'une grande autorité sur les aristocrates, qui se disputaient le pouvoir.

4 septembre.

Lord Granville est venu me voir et j'ai profité de l'occasion pour protester contre la conduite du gouvernement anglais, pendant la dernière session, surtout contre les attaques gratuites de lord Palmerston contre la France, quand il proposa le nouveau projet de fortifications. Je lui ai démontré la supériorité énorme que nous possédions sur mer, au moment où l'on suggérait un accroissement de dépenses ; nous avons voté 84,000 hommes pour la marine, et la France n'en avait que 30,000. Notre marine nous coûtait 15.000.000 de livres, et celle de la France ne lui coûtait que 6.000.000 de livres.

Cependant la commission poursuivait ses travaux et le tarif s'élaborait lentement. Au mois de septembre la diplomatie de Cobden fut agitée par une tempête. Les nouveaux droits, fixés par le tarif français sur le fer et les autres métaux, devaient être appliqués à partir du 1^{er} octobre. Cobden avait eu des conférences journalières avec M. Rouher, et enfin le 10 septembre il

put annoncer que l'œuvre était presque [achevée. Lord Cowley exprima le désir d'avoir de nouvelles instructions avant de signer la convention. En vain Cobden lui démontra l'impossibilité de reviser le tarif français à Londres sans l'assistance des ministres français, ajoutant que ces derniers ne pouvaient traiter encore une fois cette question. De plus, en ce moment, les chefs des départements étaient absents de Londres, c'était une cause de délais dangereux. Lord Cowley ne voulut pas céder, et la copie du traité fut envoyée à Londres. Le ministère des affaires étrangères hésita d'accepter les chiffres sans avoir consulté le ministère des finances, les douanes et le bureau de commerce. Il est vrai que les douanes et le bureau de commerce avaient envoyé des représentants pour suivre à Paris même les négociations. On expliqua au ministre des affaires étrangères, qu'il était impossible de reviser à Londres un tarif français. Le président du bureau de commerce était absent sur son yacht. On ne savait où le trouver. Ses subordonnés avaient écrit au ministère des affaires étrangères pour exposer l'inutilité, sinon le danger, d'essayer de rien changer, à Londres, au tarif français, et pour conseiller de l'accepter tel qu'il sortait des mains de la commission. « Le bureau de commerce — disait un de ses présidents — a pour fonction de donner des conseils, qu'on suit rarement, *surtout quand ils sont sages.* » On n'y fit pas attention, et le tarif resta dans les bureaux du plus obstiné des *Circonlocutions Offices*. Le premier jour d'octobre approchait rapidement. Les ministères français étaient étonnés d'un délai qu'ils ne pouvaient comprendre. « Je suis tout stupéfait — disait M. Rouher à Cobden — qu'un pays comme l'Angleterre traite avec tant de dédain une grande question commerciale. S'il s'agissait de Caracas, de Guayaquil ou de la Turquie, j'aurais compris. Mais voici un traité de commerce entre l'Angleterre et une nation de trente-six millions d'habitants, à deux heures de son rivage, probablement le plus grand événement dans ses annales commerciales, et cela ne paraît pas intéresser suffisamment le gouvernement pour décider le président du bureau de commerce à rester quelques jours de plus à son poste, ou à laisser au moins l'adresse à laquelle une dépêche le trouvera. » Il ajouta qu'il avait des raisons de croire que, dans certains quartiers, on ne regretterait pas que Cobden n'eût pas

grand succès dans ses négociations. Le succès lui donnerait une influence qu'il pourrait employer, on le craignait du moins, contre le ministère.

Cobden suggéra à M. Rouher que, si l'on pouvait au moins signer la portion du tarif qui viendrait en exécution au mois d'octobre, on aurait la ressource de publier aussitôt le tarif entier. On donnerait pour raison qu'il était probable que la première partie ne satisferait pas les fabricants anglais autant que la dernière, et qu'il n'était pas politique de l'exposer aux critiques ennemies huit ou dix jours avant que le reste ne fût connu. A la prochaine réunion des plénipotentiaires, cette explication donna lieu à une scène pénible.

Lord Cowley, dit Cobden, sauta de dessus sa chaise, prit son chapeau, déclara qu'il quitterait la chambre, qu'il abandonnerait toute responsabilité et laisserait l'affaire entre mes mains ; que j'avais agi sans son consentement et en opposition à ses instructions, etc. En vain M. Rouher lui expliqua que je lui avais donné un conseil d'ami, que mes paroles ne m'engageaient pas comme plénipotentiaire, et encore moins engageaient-elles lord Cowley. La scène finit par le refus de lord Cowley de signer tout le tarif sur les métaux, et nous ne posâmes nos signatures qu'à la partie qui entrait en opération le 1^{er} octobre.

Ce fut la seule occasion où une difficulté s'éleva entre Cobden et l'ambassadeur anglais. « Ne dites pas un mot contre lord Cowley, — avait-il écrit à M. Bright quelques semaines auparavant. — Il a fait preuve d'une grande loyauté et m'a aidé de son mieux. »

La persistance du délai exaspérait Cobden. Il écrivait dans son journal :

Quand on me conféra le poste de plénipotentiaire, que je n'avais pas sollicité, je ne me doutais guère qu'il me forcerait de subir tant d'humiliations. Cela a été le cas pendant la dernière semaine. On me met en évidence dans les réunions de plénipotentiaires, et mes mains sont liées, je ne puis résoudre la moindre question de détail. Quand j'étais commis-voyageur à vingt ans, on me confiait plus de pouvoir discrétionnaire qu'on n'en accorde à lord Cowley et à moi dans le rôle de plénipotentiaires de Sa Majesté. On pourrait changer le mot en celui de nullipotentiaire. Les points, sur lesquels le ministre des affaires étrangères s'appuie pour ces délais, sont si triviaux, si futiles, que cela dépasse toute idée. Je commence à me demander sérieusement, s'il n'y a pas une influence occulte à l'œuvre en Angleterre, hostile à mon succès, qui ne regretterait pas si j'échouais dans le traité, ou si de lassitude et de dégoût j'abandonnais l'entreprise.

Le soupçon, que ses efforts étaient peu populaires dans le cabinet, était probablement bien fondé ; mais dans ce cas particulier Cobden souffrait surtout de cet esprit de jalousie et d'obstination, qui aux yeux des ministres des affaires étrangères passe pour de l'esprit pratique. Lord Cowley lui avait écrit avec bonne humeur : « Vous ne bénirez pas le jour où vous avez fait la connaissance de la diplomatie. Mais puisque vous voilà dans nos filets, prenez-nous comme nous sommes dans nos bons et nos mauvais côtés. » Le fait est que lord Palmerston, qui n'avait nullement approfondi la question, pensait que l'étiquette officielle et la dignité nationale réclamaient qu'on fit un certain nombre d'objections. M. Milner Gibson dut se rendre à Broadlands, pour prouver de vive voix au premier ministre qu'on perdait le temps en futilités.

Ce ne fut que le 12 octobre que la première convention, réglant les droits sur les métaux, fut signée. La seconde convention supplémentaire, embrassant le tarif entier, fut signée le 16 novembre.

Au mois de novembre M. Bright vint faire une courte visite à son ami. « Je ne puis vous laisser quitter Paris », écrivait-il, « pour aller à Alger, en Egypte, ou même à Cannes et à Nice, sans avoir passé une ou deux soirées avec vous. » Le lendemain de son arrivée, ils allèrent chez le prince Napoléon, qui leur dit que le gouvernement anglais devait prier l'empereur d'évacuer Rome. C'était, déclarait-il, le plus grand service que l'Angleterre pût rendre à la France. Le jour suivant ils virent l'empereur.

27 novembre.

M. Bright et moi avons eu une audience chez l'empereur. Il m'a demandé si j'étais satisfait du traité ; je lui ai répliqué qu'à l'exception du fer, je ne me plaignais pas. Je lui dis que si l'on avait pris le fer en dernier lieu, on aurait pu agir plus hardiment. Il me fit entendre que de plus grandes réductions viendraient dans la suite. Il exprima à M. Bright la haute estime que lui inspiraient ses efforts constants pour assurer une bonne entente entre les deux pays. Il se plaignit (comme il l'avait déjà fait à moi) que ses intentions envers l'Angleterre fussent méconnues par certaines gens. Il se moqua de la rumeur qu'il préparait des bateaux pour envahir l'Angleterre, quand il s'agissait tout simplement d'envoyer du charbon à Brest de l'inté-

rieur du pays. Il fit allusion à la conduite d'une dame anglaise et dit qu'il avait une lettre écrite par elle à M..., où elle demandait : « Ne trouvera-t-on personne pour fusiller ce scélérat ? » — c'est-à-dire l'empereur. Il parla des affaires d'Italie et parut soucieux de ce qu'il devait faire avec le pape. Quant à la Vénétie, il dit qu'il avait suggéré à M... d'écrire un pamphlet pour conseiller à l'Autriche d'accepter une somme d'argent en échange de l'indépendance de cette province italienne. Dans le cours de la conversation, il mentionna comme un secret qu'il avait acheté le journal de Londres, *The Morning Chronicle* (1); il offrit de la remettre à M. Bright et à moi et de nous en abandonner la direction. Je m'en tirai en lui disant qu'un tel arrangement ne resterait pas caché; et je l'ai surpris, en lui racontant que je savais depuis plusieurs mois qu'il avait acheté ce journal.

Les visiteurs de l'empereur n'avaient pas recherché cette entrevue sans un motif sérieux. La plus grande partie de l'entretien se passa à traiter la question des passeports. Les deux Anglais faisaient valoir leurs arguments pour décider l'empereur à abolir cette restriction inutile sur les rapports internationaux. Cet acte était la conséquence naturelle du traité. L'empereur sentit qu'il ne pouvait résister logiquement à la persuasion des deux étrangers. Ce fut un nouvel exemple de l'utilité d'une diplomatie non officielle d'hommes raisonnables et éclairés. M. Bright fut frappé de la confiance que Napoléon témoignait à Cobden, et de l'ouverture de son esprit. Après le retour de M. Bright à Londres, Cobden persévéra dans ses efforts.

6 décembre.

J'ai diné chez M. Chevalier. J'y ai rencontré le comte de Persigny, de retour de Londres et sur le point de devenir ministre de l'intérieur. Nous avons parlé des passeports. Je lui ai fait part de la conversation que j'avais eue avec l'empereur, quand il a donné une audience à M. Bright et à moi. Il (le comte de P.) semblait décidé à abolir le système de passeports entre la France et l'Angleterre et d'y substituer une carte de visite, qui recevrait le timbre de l'agent consulaire au port d'embarquement et servirait de billet d'admission en France. Tout en reconnaissant que ce serait un progrès sur le système actuel, je lui ai conseillé de mettre un terme aux permis de route et de se contenter de la surveillance de police des gens qui venaient s'établir. Je lui ai dit qu'on pouvait exiger un *billet de séjour* de tous les Anglais qui se fixaient en France.

(1) M. Bright ne se rappelle pas que l'empereur ait dit qu'il avait acheté *The Chronicle*, mais qu'il avait de l'influence sur ce journal.

Deux jours plus tard Cobden écrivit à M. de Persigny et lui exposa les nombreuses raisons, en faveur de la suppression des passeports et sans les remplacer par aucune autre précaution. Les passeports à l'égard des sujets anglais furent abolis la semaine suivante (16 déc.). Quelques journaux anglais racontèrent que le changement était dû à l'intercession de l'impératrice, qui était charmée de la façon dont elle avait été reçue en Angleterre.

La réforme des passeports est une chose excellente, écrivait Cobden à M. Bright. M. Chevalier m'annonce aujourd'hui que le ministre des postes en France a l'intention d'augmenter le poids des lettres ; j'écris à Rowland Hill pour lui dire qu'il n'a qu'à faire la proposition. Dans la même année, nous avons le tarif, l'abolition des passeports et une facilité postale. La question vient à l'esprit, pourquoi notre ministre des affaires étrangères ne ferait-il pas quelque amélioration de ce genre ? Je ne veux pas blâmer lord Cowley, mais y a-t-il aucun doute qu'on ne pût faire bien davantage, si la volonté y était ?

Cette lettre adressée à Persigny fut le dernier acte de Cobden avant de quitter Paris. Le 9 décembre, il partit pour Alger avec sa femme et sa fille aînée. Il n'avait pas secoué l'effet de la maladie qui l'avait attaqué l'hiver précédent. Il disait de lui-même qu'il était l'esclave de l'atmosphère et de la température. Sa gorge le faisait souffrir, et dès que venait le froid ou l'humidité, son enrrouement le reprenait. Il redoutait le brouillard de Londres et il avait un désir irrésistible de chercher le soleil du Midi. Son médecin l'avait averti qu'un seul discours devant un grand auditoire pouvait lui faire perdre la voix pour toujours, et de toutes les parties de l'Angleterre, il recevait des invitations à des banquets ou à des réunions publiques en son honneur. Son désir de se reposer n'avait rien qui doive nous surprendre.

Quand je commençai l'hiver dernier — écrivait-il à M. Hargreaves (16 novembre) — ma tâche de volontaire dans le corps diplomatique, je ne me doutais guère du travail qui m'attendait. Certes ma vie n'a pas été oisive, mais je n'ai jamais accompli une œuvre aussi laborieuse que celle que je viens de terminer. Je suis profondément satisfait que ce soit fini. Je ne pense pas, si je dois tout vous avouer, que je pourrais de nouveau passer par une telle épreuve. Il serait difficile de vous faire comprendre de quoi il s'agit, mais si j'ai de nouveau le plaisir de griller mes genoux à votre feu, je vous expliquerai en quelques séances ce que je veux dire.

Cobden resta à Alger jusqu'au mois de mai. Pendant son absence, ses amis se mirent à demander si le gouvernement ne reconnaîtrait pas les services qu'il avait rendus à la nation. Le tarif avait rencontré une approbation presque universelle dans les différents centres de l'industrie anglaise. Après un ou deux jours d'hésitation, Manchester s'était déclaré satisfait. Malgré quelques difficultés au sujet du coutil, les fabricants de toile de Belfast étaient contents. Les ardoisiers et les marchands de cuir déclaraient franchement que les nouveaux droits étaient tout ce qu'ils pouvaient désirer. Bradford et Leeds, Nottingham et Leicester s'élevèrent à l'enthousiasme. Les journaux de Londres, il est vrai, gardèrent presque tous le silence, mais les grands commerçants et les grands manufacturiers dans le pays entier comprenaient l'accroissement de richesses, que le traité allait donner à l'Angleterre. Ils se disaient que de grandes sommes d'argent sont accordées aux hommes qui obtiennent des succès à la guerre, et ils déclaraient que le gouvernement ne pouvait laisser sans récompense celui qui venait d'accomplir un triomphe si éclatant dans le champ de l'industrie pacifique. En réalité, les autorités du ministre des affaires étrangères ne laissèrent pas passer, sans remarques désobligeantes, le compte des dépenses matérielles de la commission, une somme d'environ 3000 livres.

Le bruit courut qu'on allait demander à la Chambre de voter à Cobden une somme d'argent, mais il paraît que le gouvernement repoussa la suggestion. C'était l'habitude, semble-t-il, de faire des dons d'argent aux militaires qui font leur devoir, mais il n'y avait pas de précédent d'un volontaire diplomate. Les amis de Cobden répondirent probablement qu'il n'y avait pas d'exemple d'efforts désintéressés comme les siens. La lettre suivante à M. Bright montre ce que pensait Cobden sur ce sujet :

Alger, 4 février 1861.

Si l'on parle n'importe dans quel parti de me voter une somme d'argent pour ce que j'ai fait à Paris, je compte sur vous pour couper court à la proposition. Je doute qu'une telle idée soit venue à un membre du gouvernement, mais des amis officieux l'ont suggérée. Je le répète, je compte que vous voudrez bien me remplacer et empêcher que la question soit soulevée, ou du moins que vous refuserez en mon nom. Je suis déjà assez malheureux d'avoir tant négligé mes

affaires, que je sois obligé d'accepter ce que mes amis font d'une façon privée pour ma famille. Mais les *deux* procédés seraient intolérables.

D'ailleurs, s'il n'y avait pas d'autres motifs, j'ai une tout autre raison pour désirer ne rien devoir au *gouvernement*. La conduite du premier ministre pendant ma négociation a été si inconstante, si blessante à mon égard dans la position où j'étais placé, si bien calculée pour entraver l'œuvre entreprise et pour détourner le gouvernement français de l'accomplissement de ses intentions, que, comme je l'ai dit à lord Cowley, si je n'avais porté un vif intérêt à ma tâche, j'aurais renoncé à mes fonctions et je serais parti. Je fais allusion au discours de lord Palmerston sur les fortifications et au discours encore plus fâcheux qu'il prononça avant la fin de la session. J'aurais dû, par justice envers moi-même, exposer dans une dépêche officielle mon opinion sur cette conduite, qui jetait du ridicule sur tous mes efforts, mais le souci de la cause à laquelle j'étais engagé m'a retenu. Je craignais que le vrai but du ministre ne fût de me mettre dans l'impossibilité de terminer l'entreprise, et j'évitais avec soin de donner un prétexte à mon rappel.

Pour vous rendre compte de la légèreté et du manque de dignité du chef du gouvernement, prenez les volumes de la vie du premier lord Auckland, envoyé par Pitt pour négocier avec la France le traité commercial de 1786. Je n'ai pas lu le livre, mais je vous dirai ce que vous n'y trouverez pas : vous ne lirez pas qu'au milieu des négociations, Pitt se leva et déclara à la Chambre qu'il redoutait une attaque soudaine de la France. (En ce moment l'histoire nous dit que nous avions 84 000 marins et la France n'en avait que 31 000 ; de plus nous avions 150 000 volontaires.) Eh bien, vous ne lirez pas que, dans ces circonstances, Pitt eut l'excentricité de proposer à la nation de dépenser dix millions de livres en fortifications, et qu'il accompagna cette demande de discours, où il exposait les intentions perfides du souverain, avec qui son plénipotentiaire négociait un traité de commerce. Au contraire, vous verrez que Pitt ne cessa de défendre avec élévation et noblesse sa politique pacifique. Et pourtant il avait de bonnes raisons de soupçonner le roi d'hostilité contre l'Angleterre. D'un autre côté, Palmerston n'avait aucun acte d'hostilité *envers nous* à reprocher au souverain, avec il m'avait chargé de négocier le traité. Toute l'affaire est si honteuse, que si nous ne sommes pas devenus une nation de saltimbanques politiques, nous ne pouvons supporter plus longtemps d'être ainsi gouvernés et représentés.

Le gouvernement ne proposa pas un vote d'argent, mais il n'avait pas l'intention de laisser le négociateur du traité sans récompense. Pendant son séjour à Alger, Cobden reçut la lettre suivante du premier ministre :

Piccadilly, 26 mars 1861.

MON CHER MONSIEUR COBDEN.

La reine désire reconnaître le service public que vous avez rendu, pendant la longue et laborieuse négociation du traité de commerce avec la France. Sa Majesté m'autorise à vous offrir d'être créé baronnet, ou de devenir conseiller privé, ce sera comme vous le préférerez.

Je sais que vous n'attachez peut-être pas une grande valeur aux distinctions de ce genre, mais ce témoignage de reconnaissance pour vos services publics ne manquerait pas d'être apprécié.

Mon cher Monsieur Cobden, à vous sincèrement.

PALMERSTON.

J'espère que votre santé a tiré tout le profit que vous désiriez du climat plus doux de l'Algérie. Vous avez, du moins, échappé au plus rigoureux hiver, dont on ait gardé le souvenir, en Angleterre.

Cobden fit à cette lettre la réponse à laquelle on pouvait s'attendre :

Alger, 13 avril 1861.

MON CHER LORD PALMERSTON.

Je reçois votre lettre du 26 mars, que j'ai trouvée au moment où je revenais à Alger, après une absence de dix jours. Tout en éprouvant le même sentiment de reconnaissance envers la reine, que si j'avais accepté l'offre que vous avez bien voulu me faire en son nom, je demande respectueusement la permission de refuser l'honneur que Sa Majesté propose gracieusement de m'accorder.

Le refus d'un titre étant dans mon cas affaire de sentiment plutôt que de raison, je ne m'arrête pas à discuter le sujet.

Quant à l'occasion particulière, en vue de laquelle on se propose de me conférer cet honneur, je puis dire qu'il me serait désagréable d'accepter une récompense pour mes récents travaux à Paris. Le seul salaire que je souhaite, c'est de voir une amélioration dans les rapports des deux puissantes nations, que le Traité a rapprochées.

Je suis, mon cher lord Palmerston,

A vous sincèrement.

R. COBDEN.

En réponse à votre aimable question, je puis dire que ma santé a beaucoup gagné au temps d'été que j'ai eu la bonne fortune de trouver ici. Nous avons eu un hiver aussi exceptionnellement beau, qu'il semble avoir été mauvais en Angleterre.

Aucune autre décision n'aurait été d'accord avec la conception pure et simple que Cobden se faisait des devoirs d'un citoyen. Le service public pour lui était sa propre récompense. Tout le système de décoration était contraire à son patriotisme à l'antique et sans prétention. Il n'employait jamais de grands mots à propos de ces choses et il ne parlait pas avec amertume de ceux qui les désiraient et les estimaient. Un jour M. Gladstone, peu après la conclusion du traité, l'invita à un de ses dîners officiels.

Pour vous dire la vérité, répondit Cobden, je n'ai jamais eu le courage de me procurer un costume de cour, et comme je ne voudrais pas me singulariser en venant en costume ordinaire, je vous prie de m'excuser.

Il n'y avait pas de pose dans la façon dont il traitait ces symboles insignifiants d'un ordre de choses avec lequel il n'avait pas de sympathies. Il pratiquait, presque sans le réclamer, le droit de vivre de sa propre vie et de satisfaire son idéal de *self respect* civique.

CHAPITRE XXX

LA POLITIQUE DU TRAITÉ DE COMMERCE.

Il ne sera pas sans intérêt de placer ici quelques remarques sur le caractère général de l'œuvre que Cobden venait d'achever. Nous verrons que, sous une forme différente, c'était une extension du même principe qui avait inspiré son premier grand effort. C'était un pas de plus dans la direction du libre échange. Des hommes éminents à cette époque, et d'autres depuis, ont regardé le traité comme une infraction aux vrais principes économiques. Quelques partisans fidèles de Cobden, pendant la lutte contre la loi-céréales, se montrèrent hostiles à une transaction, qui semblait une concession à l'erreur. Ces rigides adhérents de l'économie politique, qui traitent leur science, ainsi que le disait Mill, non comme si elle devait guider leur jugement, mais comme si elle devait le remplacer, dénoncèrent la doctrine des traités de même qu'une nouvelle hérésie. Même les vieux protectionnistes affectaient une vertueuse crainte devant une innovation aux principes du libre échange.

La discussion de 1860 est une répétition de ce qui s'était dit dix-sept ans auparavant. Quand sir Robert Peel arriva au pouvoir, quatre traités de commerce se négociaient, entre l'Angleterre d'un côté, et, de l'autre, la France, le Portugal, l'Espagne et le Brésil. La négociation avec la France était la plus importante. Elle avait été interrompue par les affaires de Syrie, mais elle fut reprise par Peel, qui désirait beaucoup arriver à conclure un traité de commerce. « Je n'apprécie pas seulement — dit-il, comme Pitt l'avait dit avant lui et comme Cobden et M. Gladstone le répétèrent après lui — l'avantage d'un commerce plus étendu avec la France, au point de vue pécuniaire; mais j'apprécie l'effet de ce développement commercial sur les

rapports d'amitié et les bons sentiments de deux grandes nations. » Malheureusement les négociations échouèrent. Guizot déclara qu'il ne pouvait faire accepter une telle mesure aux Chambres. On n'eut pas plus de succès avec les autres nations.

En 1843, M. Ricardo déclara à la Chambre des communes, qu'il était peu politique de retarder la diminution des droits, dans le but d'en faire la base de négociations commerciales. C'était une réponse du parti économique à la déclaration de Peel, qui annonçait qu'il ne réduisait pas les droits sur le vin, dans l'espoir d'en faire les instruments de traités avec les nations étrangères. Ricardo demandait, dans un discours plein de talent, qu'on établît sur-le-champ, sans délai, sans restriction, le libre échange. Le seul procédé à employer contre les tarifs hostiles, c'était d'ouvrir les ports. M. Gladstone répondit à Ricardo par les mêmes arguments qui furent employés pour défendre sa politique en 1860. M. Disraeli, sans s'élever contre le libre échange, soutint M. Gladstone contre les ultra libres échangistes.

Cobden appuya la proposition de Ricardo, non pour les motifs abstraits de celui-ci et de ses amis, mais parce que c'était un moyen d'empêcher le gouvernement « qui était la créature du monopole, de se mêler à nos arrangements commerciaux. » Il cita la parole d'un sénateur brésilien, qui avait décrit le peuple anglais comme l'esclave de l'oligarchie du blé, du sucre, du café et du bois.

Était-il sage, demandait Cobden, d'autoriser le gouvernement à chercher dans le monde entier des obstacles au libre échange, pour avoir une excuse de résister à l'abolition des entraves à l'intérieur ? C'était très bien de parler d'un traité de commerce avec le Portugal, mais si l'on abolissait le monopole du sucre, du blé et du café, le vaste continent de l'Amérique du Nord et du Sud serait ouvert aux manufacturiers anglais. Ce qui est caractéristique, c'est qu'il s'en tint au côté pratique de la discussion, et ne dit rien, en 1843, qui fût en contradiction avec sa conduite en 1860. La proposition de Ricardo fut rejetée.

Pour en revenir au traité de 1860. Cobden ne pouvait défendre sa mesure dans la Chambre des communes, et il passa en

revue les arguments de ses adversaires dans une lettre à M. Bright.

Je remarque que quelques récents convertis au libre échange, que vous et moi avons eu tant de peine à convertir, désapprouvent un acte aussi peu orthodoxe qu'un traité de commerce. Je prends sur moi d'affirmer qu'il n'y a pas, en ce qui nous concerne, une syllabe dans le traité qui soit contraire aux principes les plus sains du libre échange. Tous les droits, que nous nous proposons de diminuer, auraient dû être réduits depuis longtemps. Nous ne faisons pas à la France une concession, qui ne s'applique aux autres nations. Nous restons libres d'imposer des droits sur nos produits et de mettre une taxe équivalente sur les articles étrangers, de même nature à la douane. Il est vrai que nous nous engageons pendant dix ans à ne pas élever nos droits sur les produits français, et je pense qu'aucun véritable libre-échangiste ne doit s'en affliger.

Je puis ajouter ici, que si les membres de l'opposition regrettent la faculté d'imposer des droits plus élevés sur les articles d'origine française, il est bon de leur faire la leçon, et de leur indiquer qu'il sera impossible à l'avenir de mettre de nouveaux fardeaux sur le commerce ; il faudra leur rappeler, que s'ils approuvent une augmentation de dépenses, ils devront la payer par un impôt direct sur le revenu. L'opinion publique, sans le traité français, tend à ce résultat.

Il n'y a donc pas d'objection théorique ; mais ceux qui n'ont pas de sympathie pour un rapprochement cordial entre les deux pays, trouveront des arguments spécieux contre le traité. Vous aurez facilement raison de ces erreurs. D'ailleurs elles se contredisent elles-mêmes souvent. Par exemple, on dit que nous avons épuisé notre budget et que nous avons *déjà* tout donné à la France, et l'on ajoute que nous allons tout donner *maintenant* et ne rien recevoir. Puis on nous dit que nous avons bien tort de réduire les droits sur les vins français, *parce que* la France réduit les droits sur le fer anglais ; et en même temps on nous reproche d'étendre nos « concessions » à l'Espagne et au Portugal, sans rien obtenir en échange ! Je suis à moitié tenté de partager vos soupçons et de croire que des influences secrètes travaillent à empêcher tout rapprochement entre la France et l'Angleterre. Que Dieu me pardonne, si j'attribue à tort à des hommes politiques une conduite aussi infernale. C'est probablement sans avoir conscience de ce que l'on fait, que l'on agit ainsi.

Mais si l'on désirait réellement une amélioration dans les rapports des deux pays, on ne s'opposerait pas à la seule mesure qui peut amener ce résultat, et l'on ne soutiendrait pas des objections aussi frivoles. Ces gens semblent penser que le libre échange peut s'établir en France d'une façon logique et méthodique, sans avoir recours à un stratagème ou à un procédé indirect. Ils oublient les complots politiques, qui ont été nécessaires, sans parler de la famine, pour faire

passer une mesure semblable en Angleterre. Ils oublient que le libre échange fut arraché aux majorités hostiles de nos deux Chambres. Assurément Louis Napoléon avait tout autant le droit de tromper (si je puis employer le mot) la majorité du Sénat français et de l'amener à une sage politique, que Peel, quand il traita de la même façon la Chambre des lords.

Les effets directs du traité sur l'échange des produits entre la France et l'Angleterre ont été trop évidents pour qu'on pût songer à les nier. En 1858, le total des exportations de l'Angleterre en France s'élevait à 9 millions de livres, et les importations de la France étaient de 13 millions de livres. Dix-neuf ans plus tard, en 1877, les exportations anglaises en France avaient atteint 25 millions de livres et les importations françaises, en Angleterre, 45 millions.

Les effets indirects du traité étaient plus difficiles à discerner, mais on ne peut les passer sous silence quand on considère le traité dans son ensemble. L'Angleterre fit disparaître la protection de son tarif, et diminua les droits, qui étaient maintenus dans un but purement fiscal, sur deux grands produits français, le vin et l'alcool. La France, de son côté, remplaçait la prohibition par un système de droits modérés. Si cela avait été tout, on aurait pu parler de réciprocité, bien que, quand la réciprocité a pour but de baisser et non d'élever le droit, elle cesse d'être un terme de reproche. Mais le résultat du traité ne s'arrêtait pas là. Le traité avec la France n'était pas, comme le fameux traité Methuen avec le Portugal (1703), un contrat exclusif, au désavantage de toute nation en dehors du pacte. En 1703, nous nous étions engagés de maintenir les droits sur les vins français d'un tiers plus élevés que les droits sur les vins portugais. C'était le genre de traité, auquel Adam Smith songeait, quand il traita cette question dans la *Richesse des nations*. Le traité de Pitt avec la France (1786) était d'une espèce différente et préférable; le motif qui le faisait agir n'était pas diplomatique ou politique, comme c'était le cas avec les traités de commerce de l'ancienne mode, mais bien économique et social. Il désirait légaliser le commerce qui se faisait illégalement, et sur une grande échelle, par la contrebande, qui remplace spontanément le libre échange; Pitt accepta hardiment le paradoxe

apparent qu'une réduction de droits peut amener une augmentation de revenu (1). Aucune des deux nations ne réclama de faveurs particulières. Toutefois les avantages du traité étaient réservés aux puissances qui l'avaient conclu. En 1860, l'Angleterre abaissa ses droits, non seulement sur les produits français, mais sur les mêmes produits de toutes les autres nations. Les réformes que l'Angleterre et la France faisaient en faveur l'une de l'autre s'étendaient dans le cas de l'Angleterre au reste du monde, et dans le cas de la France devaient s'étendre de même dans la suite. Ce n'était pas la réciprocité du monopole, mais la réciprocité de la liberté, ou du moins d'une liberté partielle. L'Angleterre avait renoncé au système de droits différentiels, et la France savait que les produits des autres pays seraient traités comme les siens dans les ports anglais. La France, de son côté, avait l'intention de faire de son traité avec l'Angleterre le modèle de ses traités avec le reste de l'Europe, et d'accorder aux autres gouvernements, qui pourraient le désirer, un tarif aussi favorable que celui de l'Angleterre. Cinq ans après la négociation de 1860, la France avait conclu des traités avec la Belgique, le Zollverein, l'Italie, la Norvège, la Suisse et l'Autriche.

En présence de ces faits, il est impossible de nier que les traités signés depuis 1860 aient contribué à affranchir le commerce parmi les nations. Il est étonnant de voir des hommes intelligents, aveuglés par une conception erronée de ce que les généralisations économiques peuvent faire pour nous, au point de croire qu'ils effacent les services substantiels rendus par les traités de commerce, tels que Cobden en a conclu, en répétant une formule d'économie politique. Si l'effet des traités de commerce depuis 1860 a été de faire avancer l'Europe dans la voie du libre échange, sans produire aucun inconvénient, il est absurde de blâmer cette politique, parce qu'elle n'est pas d'accord d'une façon rigoureuse avec un dogme abstrait.

C'est une erreur de borner notre attention aux importations ou aux exportations de notre pays. Elles ont des rapports inti-

(1) « On importait seulement 600,000 gallons de cognac français, d'une façon légale, par an ; et l'importation réelle s'élevait à 4,000,000 de gallons par an. » *La Vie de Pitt* par lord Stanhope.

mes, en ce qui concerne l'Angleterre, avec le commerce du monde entier. Celui qui ne saisit pas que toute transaction commerciale peut avoir un aspect international, n'a pas compris toute la portée du libre échange. Le but qu'il faut poursuivre n'est pas le libre échange entre deux pays ; c'est l'abolition de tous les obstacles qui arrêtent le courant de produits librement échangés. Dans ce système de liberté générale, tout tarif est une obstruction, et à quelque frontière que ce soit, une obstruction finit toujours par nuire à la libre circulation des produits. Une interruption, à un point quelconque, du grand courant commercial, reste toujours une interruption et un désavantage. Il ne suffit pas de faire disparaître nos droits protecteurs ; et pourtant Peel n'avait peut-être pas tort de dire, étant données les circonstances, que la manière de lutter contre un tarif hostile, c'est de réformer le sien. C'est le devoir de l'homme d'État prévoyant de rechercher les occasions de persuader aux autres nations de modifier les droits sur les importations ; parce que cette liberté accordée aux consommateurs stimule tout à la fois l'exportation et l'importation.

Telle était la conception qui avait inspiré les négociateurs du traité de 1860. « Un traité avec la France, » disait M. Gladstone, « n'est pas en lui-même une mesure de peu de conséquence ; mais la plus haute valeur d'une mesure de ce genre, c'est qu'elle tend à produire une imitation bienfaisante dans d'autres pays. En concluant le traité, nous n'avons pas accordé à un État une faveur que nous refusions aux autres ; notre traité avec la France était un traité avec le monde entier, et des engagements de ce genre entraînent à leur suite d'innombrables conséquences. »

CHAPITRE XXXI

CORRESPONDANCE 1859-60. PARIS. RETOUR EN ANGLETERRE

La préoccupation du traité n'empêchait pas Cobden de continuer sa correspondance habituelle. Une grande partie se rapporte à ses travaux de Paris; mais il suivait avec attention ce qui se passait ailleurs, et aucun effort tenté dans la bonne voie ne lui échappait. On lira avec intérêt quelques extraits de ses lettres; ils montrent bien le caractère de l'écrivain et ils contiennent ses idées sur des problèmes qui ne sont pas encore résolus.

A M. BRIGHT.

Le 1^{er} décembre 1859, M. Bright, répondant à l'invitation de l'Association pour la réforme financière, avait fait un discours à Liverpool, dans lequel il exposait le plan d'une véritable révolution financière. Il proposait de faire disparaître l'impôt sur le revenu, les impôts fonciers (excepté l'impôt sur les maisons), les droits sur les assurances contre l'incendie, le droit sur le papier; tous les droits de douane seraient abolis, excepté ceux sur le vin, les spiritueux et le tabac; pour parer au déficit, on établirait un impôt de 8 schillings sur chaque 100 livres de capital fixe.

19 décembre 1859.

J'ai lu avec beaucoup de plaisir votre exposition faite de main de maître à Liverpool. Je n'ai pas passé une ligne. Après tout, je ne sais quel meilleur service les hommes de Liverpool pourraient rendre que de prêcher la doctrine abstraite de l'impôt direct. Le peuple est attiré par un *principe*, qui seul peut inspirer un dévouement durable. La menace d'un impôt direct, suspendue au-dessus de notre aristocratie, pourra peut-être arrêter son goût pour les extravagances gouvernementales; elle permettra à un chancelier de l'Echiquier honnête d'avancer dans la voie des réformes commerciales. Vos discours indiquent une tendance *apparente* de soutenir l'intérêt de la classe ouvrière, comme s'il était différent de celui des

classes supérieures. Quand on fait cette distinction, on court le risque de voir la classe moyenne s'unir à celle qui est au-dessus d'elle, afin de résister à un danger commun. J'ai toujours évité, dans les questions d'impôt, d'employer le mot de *classe ouvrière* en opposition à la classe moyenne. Vous voyez avec quelle ardeur vos adversaires mettent en avant l'exemple de la pauvre veuve, qui a 100 livres par an. Je ne puis séparer, quand il s'agit de l'impôt, l'intérêt du boutiquier et celui du commis, l'intérêt du fabricant et de ses ouvriers. En fin de compte, Dieu a fait que tous nos intérêts dans cette matière soient les mêmes. Je ne crois pas qu'il existe la moindre différence entre nous, mais vous semblez prendre la classe ouvrière trop exclusivement sous votre protection. Elle est impuissante, quand on l'oppose à la classe moyenne et à la classe supérieure; c'est une bonne raison pour ne faire croire qu'il y ait antagonisme.

Il y a un autre point sur lequel nous sommes d'accord dans nos moments de sang-froid, mais sur lequel vous vous laissez parfois entraîner dans l'ardeur du discours plus loin que moi. Je veux dire que vous faites entendre qu'une plus sage politique, en matière d'impôts ou dans d'autres questions, suivra nécessairement une réforme démocratique. Je suis toujours prêt à accepter une telle réforme. Si la majorité dans une démocratie me nuit à moi ainsi qu'à elle-même par une mauvaise législation, j'ai du moins la consolation de savoir qu'elle est honnête dans son erreur et que, quand elle sentira le tort qu'elle s'est fait, son intérêt même la fera changer. C'est bien différent quand une minorité intéressée nous inflige un dommage. Mais je ne suis pas aussi convaincu que vous l'êtes, qu'une extension du suffrage nous donnera un système d'impôt plus sage. A ce sujet, j'ai reçu une lettre du sénateur Mason de Virginie, dans laquelle il me dit en parlant de l'impôt direct : « Notre peuple n'est pas assez philosophe pour savoir qu'il est moins dangereux de sentir l'impôt en le payant, que de le payer sans le sentir. » J'ai peur que cette remarque ingénieuse ne s'applique aujourd'hui à tous les autres peuples. J'en ai fini avec les objections, qui après tout ne nous feraient pas voter différemment, si nous discutons ensemble pendant cinq minutes.

A M. BRIGHT.

Considérations sur la politique générale de M. Bright.

29 décembre.

Nous avons peut-être tort de vouloir produire de trop grands résultats dans un temps donné. En vieillissant, je ne perds pas ma foi dans l'humanité et ses destinées futures, mais chaque année (peut-être est-ce effet naturel de l'âge) j'ai moins d'espoir de voir de mes yeux une profonde transformation. Je me demande parfois si vous n'auriez pas mieux fait de vous en tenir davantage à votre influence parle-

mentaire et d'éviter les carrefours. Vous exercez votre plus grande force d'action dans la Chambre. Dans les temps paisibles, l'influence qu'on exerce au dehors ne compte guère au Parlement, et dans les époques troublées de souffrance et d'agitation, des orateurs moins scrupuleux entraîneraient les masses. Votre position ne sera que plus ferme, si vous devenez un chef dans le Parlement, après avoir montré que vous êtes un chef au dehors. A l'avenir, si vous voulez vous occuper de politique et ne pas fuir le pouvoir, restez exclusivement l'homme du Parlement.

Et puis vous devez vous décider à accepter certaines institutions, comme faisant partie de notre existence politique en Angleterre. Par exemple, l'Eglise et l'aristocratie sont de grandes réalités qui dureront pendant votre vie et celle de vos fils. Les ignorer ou les dédaigner est incompatible avec le rôle que vous avez, je crois, l'intention de jouer, et que vous êtes capable, j'en suis convaincu, de remplir.

A. W. HARGREAVES.

Remarques sur les écrits de Louis-Napoléon.

Cannes, 14 mars 1860.

Je me suis amusé à lire les ouvrages de Louis-Napoléon. Ils ont été publiés sous sa direction en quatre beaux volumes. Et, dit-on, pas un mot n'a été changé. On me les a prêtés, mais si vous êtes d'humeur extravagante, achetez-les. Ils en valent la peine. Outre l'intérêt que nous avons à savoir ce qui a traversé ce cerveau depuis trente ans, le style de sa composition mérite d'être étudié. Le baron Bunsen, qui est ici, me dit à propos du style, que Tocqueville, qui est mort récemment à Cannes et qui n'était pas un ami de l'empereur, déclarait que Louis-Napoléon était le seul homme vivant capable d'écrire un *français monumental*. C'est, je suppose, la conscience de ce talent tant apprécié en France, qui le pousse à paraître imprimé si souvent devant le public; car s'il est taciturne dans la conversation, cette qualité ne s'attache pas à sa plume... Quand nous avons loué le style, nous avons exprimé ce qu'il y a de mieux à dire de ces volumes. Assurément nous ne pouvons accepter ce qu'il dit, comme économiste, l'extrait ci-joint le prouve...

Voici ce passage.

(*Œuvres de Napoléon*. Tome II, p. 234.)

« L'Angleterre a réalisé le rêve de certains économistes modernes; elle surpasse toutes les nations dans le bon marché de ses produits manufacturés. Mais cet avantage, si c'en est un, n'a été obtenu qu'au préjudice de la classe ouvrière. Le vil prix de la marchandise dépend

du vil prix du travail, c'est la misère du peuple. Il ressort d'une publication récente, que pendant les dernières années, tandis que l'industrie anglaise triplait sa production, la somme employée pour solder les ouvriers diminuait *d'un tiers*. Elle a été réduite de quinze millions à dix millions de livres sterling. Le consommateur a gagné, il est vrai, le tiers du salaire prélevé sur la sueur de l'ouvrier; mais de là aussi sont venus les perturbations et le malaise qui ont affecté profondément la prospérité de la Grande-Bretagne. Si, en France, les partisans de la liberté du commerce osaient mettre en pratique leurs funestes théories, la France perdrait en richesse une valeur d'au moins deux milliards; deux millions d'ouvriers resteraient sans travail, et notre commerce serait privé du bénéfice qu'il tire de l'immense quantité de matières premières qui sont importées pour alimenter nos manufactures (1). »

Fort de Ham, 1842.

A W. HARGREAVES.

Effet du séjour de Londres et de Paris.

Paris, 23 avril 1860.

Mes voyages entre Paris et Londres ont une curieuse influence sur moi; ils me font comprendre ce qui est presque inexplicable. Quand, en Angleterre, je suis entouré de gens qui parlent et agissent dans l'idée que l'empereur a des intentions sinistres envers notre pays, je finis, malgré moi, par partager les doutes sur notre sécurité. Je respire une atmosphère de panique et je subis l'influence générale. Si tel est mon cas, malgré mes prédilections, mon entourage raisonnable, combien l'effet doit-il être plus puissant sur les autres! Quand j'arrive à Paris et que je m'approche de cette source de dangers imaginaires, toute inquiétude disparaît de mon esprit. En réalité, la crainte d'une invasion française en Angleterre est fondée sur l'ignorance de ce qui se passe ici, et sur le jeu de l'imagination quand un danger est loin. Voilà un exemple, soit dit en passant, de l'avantage que produiront des rapports plus fréquents entre les deux pays.

A W. HARGREAVES.

Deux raisons contre le découragement politique.

5 juin.

Je regrette d'apprendre que vous avez été souffrant. Croyez-moi, vous vous fatiguez trop. Ne vous laissez pas tourmenter par la politique. A quoi bon? Quels que soient les maux qui frappent le pays,

(1) Cet extrait contient des doctrines erronées qu'il est inutile de discuter ici.

vous du moins, dans la proportion de vos forces, avez fait plus que votre part pour les empêcher. Il y a deux choses que nous devons nous rappeler, quand nous devenons impatients ou découragés : combien a été fait avant nous ; combien d'hommes viendront après nous, pour accomplir ce qui reste à faire (1).

A M. BRIGHT.

Causes qui ont favorisé le succès du libre échange en Angleterre.

A mes yeux, de loin, il me semble que le peuple anglais éprouve un étrange dédain pour une politique intérieure raisonnable. Il a été blasé par la guerre de l'Inde et de la Crimée, par les grands événements du continent ; il ressemble aux gens qui ont bu à l'excès ou qui n'ont mangé que des mets épicés, et ont perdu le goût des choses simples. J'ai souvent pensé que nous avions été heureux, quand nous luttions pour le libre échange en blé, que le continent dormit sous le règne soporifique de Louis-Philippe et que nos hommes d'État, Peel ou Lord Aberdeen, fussent trop honnêtes pour susciter une guerre ou des complications étrangères, afin de détourner la pensée des souffrances populaires. Il serait impossible aujourd'hui de maintenir l'attention publique fixée sur une question intérieure. Garibaldi détournerait les yeux du pays de toute agitation, que vous pourriez entreprendre à notre époque.

A W. HARGREAVES.

Impossibilité de gouverner l'Inde.

Paris, 4 août 1860.

Je dois vous avouer que je n'ai pas le cœur de discuter les *détails* du gouvernement de l'Inde, car notre suprématie, dans son ensemble, m'inspire un sentiment de désespoir. Placez un écran devant vos yeux et donnez-lui le nom d'armée locale, ou faites face à Londres à toutes les difficultés administratives, le résultat est le même. Le peuple anglais a pris, dans le Parlement, la responsabilité de gouverner despotiquement 150 millions d'hommes. Il a adopté le principe d'un despotisme militaire et je suis convaincu qu'une telle entreprise ne peut être qu'une calamité et une malédiction pour notre patrie. A la fin, bien entendu, la nature affirmera la suprématie de ses lois, les peaux blanches retourneront dans leurs latitudes, laissant les Hin-

(1) D'un autre côté, le 16 juillet 1860, écrivant à un ami sur l'agitation soulevée par la résistance de la Chambre haute à l'abolition des droits sur le papier, Cobden disait : « Ce qui me frappe dans tous ces mouvements, c'est l'absence d'hommes nouveaux. Les bons vieux vétérans de la Ligue se retrouvent, mais où sont les jeunes ? »



dous jouir du climat qui leur convient. Jusque-là, nous subirons toutes sortes d'ennuis, de pertes et de disgrâces. Chaque année nous verra faire une plus grande dépense d'hommes et d'argent. Une expansion artificielle de nos exportations, créée par nos frais de gouvernement dans l'Inde, nous induira en erreur sur la valeur de notre possession orientale, et l'orgueil territorial nous empêchera de relâcher notre étreinte. Il est possible que nous serons corrompus en Angleterre par la réaction, sur notre politique intérieure, de nos maximes arbitraires dans l'Inde, comme la Grèce et Rome ont été démoralisées par leur contact avec l'Asie. Mais je m'égare dans un avenir éloigné. Toutefois, c'est une conviction si arrêtée chez moi, que nous avons entrepris une œuvre impossible et désespérante dans l'Inde, que je ne puis m'intéresser aux détails du gouvernement.

A. H. ASHWORTH.

La guerre de Chine.

Paris, 27 août 1860.

J'ai suivi avec intérêt les événements en Chine, où il me semble que nous accomplissons la tâche double et contradictoire de soutenir la révolte à l'intérieur et de l'attaquer sur les côtes. Il est certain que nos guerres avec les Chinois ont pour résultat, en paralysant le gouvernement central et en lui faisant perdre son prestige, d'aider les rebelles dans leur œuvre de confusion et de massacre. S'ils s'approchent de Shangai, nous devons, paraît-il, appuyer le gouvernement et résister aux insurgés. Mais à quoi nous serviront les ports de mer, si l'intérieur de l'empire, où l'on cultive la soie et le thé, est abandonné au pillage et à l'anarchie? Imaginez-vous les Américains ravageant par le fer et le feu le Lancashire et le Yorkshire, et se posant ensuite en protecteurs de Liverpool! Quelle sera la fin de cette folie et de cette cruauté? Apprendrons-nous à vivre en paix, satisfaits des richesses honnêtes que Dieu a accordées avec tant de générosité à notre île? Malheureusement nous avons une classe, la plus influente, qui trouve son profit dans ces guerres lointaines, dans ces paniques d'une invasion française. Comment notre aristocratie se passera-t-elle de guerre et d'armements? Ne pourrait-on inventer un moyen plus digne et plus humain de lui venir en aide? Quand je parle de réduction de droits avec M. Rouher, et que nous arrivons à une petite industrie, occupant quelques ouvriers et peu de capitaux, qui réclame une haute protection, je lui propose, au lieu d'entraver le commerce du pays pour nourrir et vêtir ces quelques industriels favorisés, de débarrasser ces gens de leur occupation improductive, de prendre pour eux un bel appartement à l'hôtel du Louvre et de leur fournir, pour le reste de leur vie, du gibier et du champagne aux frais du gouvernement. Ne pourrait-on faire le même compromis avec les plus

jeunes fils de notre aristocratie, au lieu de les soutenir par le procédé le plus dispendieux de tous, la guerre ou les préparations de guerre?

A SAMUEL LUCAS.

Intérêt antisocial des grands producteurs.

Paris, 1860.

Je suis allé hier pour la première fois dans le cabinet de lecture de Galignani jeter les yeux sur les journaux. Ce sont tous des journaux d'un prix élevé; aucun journal hebdomadaire, quotidien, provincial, ne souffle mot de l'impôt sur le papier. Cette conspiration de jeter l'oubli sur la question est le meilleur argument en faveur de l'abolition du droit. Elle prouve que les journaux chers ont un intérêt opposé à celui du public. Je me rappelle, quand lord Althorp était chancelier de l'Échiquier, je faisais partie d'une députation, qui demandait au gouvernement d'abolir le droit sur les étoffes imprimées. Dans le cours de la conversation, l'un de nous observa que les plus grands imprimeurs d'étoffes étaient opposés à l'abolition, et lord Althorp, avec le bon sens instinctif qui le caractérisait, remarqua : « C'est, à mon avis, le plus puissant argument en votre faveur, car il est évident que si les grands imprimeurs d'étoffes sont en faveur du droit, leur intérêt ne peut être l'intérêt général. »

A J. PARKES.

Arlès-Dufour. Les droits de la femme.

11 février 1861.

C'est charmant de le voir à soixante-cinq ans, son cœur entraînant sa tête! Il ne voudrait pas permettre aux femmes d'employer le mot *obéir* dans la cérémonie du mariage, et il a d'autres idées révolutionnaires. Ma théorie, c'est que plus la force physique perd d'influence, plus la force morale gagne d'ascendant, plus la position des femmes s'améliore. Le christianisme, dans ses doctrines, bien que sa pratique n'y atteigne pas toujours, a fait plus que tout le reste pour élever les femmes. Les quakers ont mis en action le christianisme, et leurs femmes se sont plus approchées de l'égalité que toutes les autres filles d'Ève. J'ai toujours cherché à rabaisser la force physique et à lui substituer quelque chose de mieux; je me regarde donc comme associé à votre fille dans la cause des droits de la femme! Et pourtant, chose étrange, ce sont les femmes qui éprouvent le plus d'admiration pour les soldats, les marins et pour tout ce qui se rapporte à la guerre.

A W. HARGREAVES.

*La vie à Alger. La classe ouvrière en Angleterre.*Alger, 1^{er} mars 1861.

Le temps continue à être tout ce que l'on peut souhaiter. Le pays autour d'Alger est remarquablement beau. De tous côtés, un paysage splendide, des promenades charmantes à pied ou à cheval, et une grande variété de sites. J'ai rarement vu une ville dont les environs offrent tant de ressources. Le ciel est clair, il est rare que des nuages viennent en rompre la monotonie. Il ne pleut presque jamais. Au soleil il fait très chaud. Un thermomètre, placé sur une table devant la maison, marquait l'autre jour 95 degrés. A l'ombre il fait froid... Cette différence entre le soleil et l'ombre fait qu'il est très difficile d'échapper à un refroidissement. Elle arrête la végétation. Bien que nous ayons des pois verts et des fleurs en abondance, la vigne et les arbres n'ont pas commencé à bourgeonner. Ne vous imaginez pas que les nuits soient froides. Une gelée blanche est inconnue, ainsi que le brouillard. Si l'on me demandait mon avis, je dirais que l'air est trop vif et pur pour des cas de phthisie déclarée. Mais il est excellent pour une personne, sans maladie organique, mais avec une tendance à l'asthme et à la faiblesse pulmonaire.

Mes amis me conseillent de rester ici jusqu'à Pâques, c'est ce que je ferai. Rien ne m'attire dans le Parlement. Le ton des membres est cette moquerie vide qui me rend malade. Je m'étonne que les ouvriers supportent si tranquillement les insultes qu'on leur inflige. N'ont-ils pas un Spartacus capable de diriger une révolte des esclaves contre leurs tourmenteurs politiques ? Je suppose que c'est la réaction du chartisme qui rend la génération actuelle si tranquille. Il est certain que tant que cinq millions d'hommes supportent sans se plaindre la position inférieure qui leur est faite, il est impossible que quelques membres du Parlement leur donnent la liberté; voilà le langage que je tiendrai quand j'aurai à leur parler. Nous sommes assez malheureux d'avoir une machine politique qui n'avance que quand les gens mettent l'épaule à la roue. Nous devons regarder les choses en face et ne pas vivre dans un rêve. La classe moyenne n'a jamais fait un progrès dans l'échelle politique sans de longs efforts et de l'agitation au dehors du Parlement. Les ouvriers peuvent être certains qu'ils ne peuvent s'élever autrement; plus on le leur dit clairement, mieux cela vaut.

Le 6 mai Cobden arriva à Paris. Le 12 il eut une audience chez l'empereur aux Tuileries; ce fut leur dernière entrevue.

12 mai.

L'Empereur parla de la question de Turquie et des affaires de

Syrie. Il semblait regretter le malentendu, qui était survenu à ce sujet entre son gouvernement et celui de l'Angleterre. Je lui suggérai que les deux pays devraient s'entendre avec franchise, et s'engager à ne prendre, ni l'un, ni l'autre, un hectare de territoire de la Turquie d'Europe; la même politique devrait être imposée à l'Autriche et à la Russie; on appliquerait la doctrine de non-intervention, qui avait été employée à l'égard de l'Italie, à la Turquie d'Europe; on laisserait les chrétiens chasser les Turcs en Asie; les Grecs avaient le droit de reconquérir Constantinople, leur ancienne capitale; aucune puissance étrangère n'était autorisée à intervenir dans la lutte, et à empêcher les Grecs de reprendre à leurs conquérants mahométants ce qui leur avait appartenu. Il remarqua qu'il serait souhaitable de laisser l'Autriche prendre la Bosnie et l'Herzégovine, en échange de la Vénétie; il ajouta que la Russie avait été de tout temps opposée à la formation d'un empire grec à Constantinople. Je fis valoir avec insistance mes arguments pour le convaincre, que si la France et l'Angleterre appliquaient la politique de non-intervention dans la Turquie d'Europe, et renonçaient à tout projet égoïste, elles se trouveraient dans une si forte position, moralement et matériellement, qu'elles pourraient dicter la même conduite à la Russie. J'insistai sur la nécessité de renoncer à l'idée de maintenir les Turcs en Europe; les chrétiens constituaient en Turquie le seul élément de progrès; ils possédaient la richesse, ils s'occupaient de commerce; c'est parmi eux, que se trouvaient les artistes, les hommes appartenant aux professions libérales; les Turcs ne possédaient pas un seul navire engagé dans le commerce extérieur; tout le trafic de la mer Noire et de la partie orientale de la Méditerranée tombait rapidement entre les mains des Grecs. La Turquie d'Europe, en ce qui touchait la population musulmane, n'avait guère plus de rapport avec le progrès et la civilisation de l'époque que Timbuctoo.

14 mai.

Je suis allé voir M^{me} Cornu, une dame qui a connu l'Empereur depuis son enfance; elle nous a montré deux volumes contenant les lettres qu'il lui a écrites; la première date de 1820, quand il avait douze ans. Elle nous a fait lire plusieurs de ces lettres. Elles sont empreintes d'affection et de sentiment. Elle le décrivit comme possédant un caractère d'une douceur féminine; quand il était enfant, il était très lent à se décider, et changeait souvent d'opinion, mais une fois qu'il avait pris une résolution, il agissait avec beaucoup d'énergie.

15 mai.

J'ai dîné chez M. Rouher, le ministre du commerce. Il y avait beaucoup de monde. J'ai causé avec le ministre de la marine, qui m'a raconté les explications qu'il a eues avec M. Lindsay, au sujet de la

force maritime des deux puissances. Il m'a dit qu'il avait offert à lord Clarence Paget de venir inspecter la marine française et se convaincre de la vérité des paroles du gouvernement impérial. Il (le ministre de la marine) déclarait que les Français ne recherchaient pas l'égalité avec l'Angleterre sur mer, et voulaient seulement être les premiers parmi les puissances navales de second ordre; ils se fiaient dans leur armée, et ils regardaient la marine comme un accessoire, tandis que l'Angleterre comptait sur sa marine et ne songeait à son armée que comme à un accessoire. Il se plaignit que l'année précédente, l'Angleterre eût dépassé la proportion équitable, qu'elle avait l'habitude de maintenir à l'égard de la marine française. Il me dit que l'empereur lui avait souvent parlé à ce sujet. Il fit la remarque que l'empereur avait discuté avec lui la question de savoir s'il fallait accrottre la marine et augmenter les fortifications, pour répondre aux préparatifs de l'Angleterre, et que Napoléon III avait terminé la discussion par ces paroles : laissons les Anglais continuer leurs dépenses; ils verront un jour l'inutilité de leur politique. En attendant, je ne crois pas qu'elle nous fasse du mal. Le ministre de la marine me dit que lord Cowley s'était plaint, parce qu'il avait donné les détails sur la force de la marine française à M. Lindsay et pas à lui; le ministre répliqua qu'il était inutile de faire de telles explications au gouvernement anglais, parce qu'elles étaient mal comprises et mal interprétées.

Le 16 mai, Cobden quitta Paris pour l'Angleterre. Les directeurs du chemin de fer placèrent un wagon à sa disposition jusqu'à Dieppe. Une réunion publique avait eu lieu à Douvres, où l'on avait voté une adresse de bienvenue, qui devait lui être présentée au moment où il débarquerait. Mais de Dieppe, il alla à Newhaven et non à Douvres, et de là dans sa vieille demeure (18 mai) au milieu des collines de Sussex. Il avait vu beaucoup d'hommes et de cités, et il avait accompli un travail long et difficile dans l'intérêt de deux grands pays.

CHAPITRE XXXII

LA GUERRE D'AMÉRIQUE. LOI INTERNATIONALE.

Dans une de ses lettres, avant de quitter Alger, Cobden avait écrit à M. Hargreaves dans un accès de découragement :

On n'aime pas à se mettre hors de la lice, et pourtant il faut dire la vérité, ma tâche est presque terminée. J'ai cinquante-sept ans, et je suis d'une famille où l'on ne vit pas longtemps. Depuis quelques années, mes forces ont considérablement diminué, surtout les organes de la voix, que j'ai si rudement exercés et qui étaient naturellement faibles. Si je pouvais me borner pour le reste de ma vie au travail ordinaire d'un homme de mon âge, je pourrais, je suppose, à force de soins, atteindre une bonne vieillesse. La question est de savoir si je ne devrais pas me contenter d'un temps plus court et essayer de faire quelque chose un peu au-dessus de mes forces. C'est un problème pour les casuistes, car le devoir que l'on a envers de jeunes enfants vient encore le compliquer.

Cobden, à son retour en Angleterre, avait recouvré et au delà l'autorité qui avait été sérieusement amoindrie par son attitude impopulaire pendant la guerre de Russie et par son dévouement à la cause ingrate de la paix et de la diminution des dépenses. On sentait qu'on ne pouvait appliquer le reproche de politicien sentimental à l'homme qui avait mené à bonne fin une entreprise aussi difficile et aussi laborieuse, que la négociation du traité avec la France. La classe commerciale pardonnait ce qu'elle appelait des lubies, à celui qui lui avait ouvert de nouvelles mines de richesses. Le lord maire donna un banquet en l'honneur de Cobden. A la Chambre des communes il trouva une réception chaleureuse; mais un court discours sur l'abolition des droits sur le papier fut sa seule contribution aux travaux de cette session. Il n'avait jamais, dans les moments les

plus durs, manqué de se faire écouter par cette assemblée. Elle refuse rarement d'entendre ceux qui fournissent en quelques mots bien choisis un fait ou un argument. Chacun comprenait que ni Cobden ni M. Bright ne soulevaient une question pour leur simple plaisir. Les circonstances du dehors leur dictaient les sujets auxquels ils s'intéressaient. On savait que quand Cobden parlait, il avait en vue un but pratique. « Vous savez, Messieurs, je ne fais pas d'éloquence, disait-il parfois à ses électeurs, et quand j'ai fini, je m'arrête et je m'assieds. » Cette modération était une grande force. Un juge aussi sévère que M. Disraeli déclarait que comme controversiste Cobden avait peu d'égaux, il le dépeint comme un logicien serré, adroit, pénétrant et même subtil.

Avant la fin de l'année, les événements placèrent de nouveau Cobden et peut-être encore plus M. Bright dans une opposition violente avec les mêmes classes et les mêmes intérêts, contre lesquels ils avaient lutté dès le début. La grande guerre civile éclata entre les États du Nord et les États du Sud de l'Union américaine. L'Angleterre fut divisée, comme toujours, en deux camps opposés. Cobden se trouva une fois encore l'adversaire de lord Palmerston, de lord Russell, du *Times*, de tous les représentants de la classe aristocratique et de tous ceux qui imitent cette classe.

Cobden ne comprit pas tout d'abord, comme sa correspondance le prouve, la vraie signification de la lutte. Il y avait des raisons qui l'éloignaient de la cause du Nord. Il acceptait à regret la perspective que la nation, qui avait réalisé plus que toute autre son idéal pacifique, allait se jeter dans une guerre, comme une monarchie ou une oligarchie aurait pu la faire. Le Nord, en refusant au Sud l'autorisation de se séparer, lui semblait l'auteur de la lutte. Ce qui le faisait encore hésiter, c'est que les Méridionaux, tout en étant les partisans de l'esclavage, étaient aussi libre-échangistes. Comme nous l'avons vu plus d'une fois, Cobden se laissait entraîner par ses sympathies d'économiste. Son hésitation ne dura pas longtemps. L'influence de M. Bright contribua en grande partie à le ramener à une vue plus correcte de la situation. Ce dernier, dont la sagacité était aiguisée par la haine de l'esclavage, comprit tout de suite que la rupture de l'Union américaine serait un coup porté à la cause de la liberté dans le

monde entier. Au début de la lutte ils rencontrèrent un jour M. Motley à déjeuner. Cobden attaqua avec beaucoup d'entrain ce que M. Motley avait écrit dans les journaux en faveur du Nord. Quand ils partirent et descendirent ensemble Piccadilly, M. Bright fit des reproches à Cobden pour la préférence qu'il semblait enclin à donner à la cause du Sud. L'argument fut continué et repris par eux, comme ils l'avaient fait pour tant d'autres arguments. Quand le moment arriva où Cobden dut s'adresser à ses électeurs de Rochdale : « Maintenant, — lui dit M. Bright avec une dernière insistance, — le moment est venu pour vous de parler d'une voix claire. » L'esprit de Cobden n'était plus égaré par des obsessions économiques ou autres, et il s'identifia désormais ainsi que Bright avec les défenseurs du Nord.

L'intérêt qu'il portait au conflit prit bientôt une direction pratique. La guerre souleva les grandes questions de droits maritimes des belligérants et des neutres ; Cobden se jeta avec énergie dans une discussion d'une importance vitale pour l'Angleterre. Son activité, depuis la date du traité de commerce jusqu'à sa mort, se porta principalement sur deux questions : l'amélioration de la loi internationale en ce qui touche le commerce en temps de guerre et la diminution des dépenses militaires inutiles. Le premier et le plus important de ces sujets avait pris une place importante dans les discussions publiques depuis la déclaration de Paris de 1856. On avait alors reconnu que sur les navires neutres les marchandises étaient neutres. Les marchands d'une nation en état de guerre pouvaient continuer leur commerce, ils n'avaient qu'à envoyer leurs produits sur les navires de puissances neutres. Cobden voulait encore étendre la faveur accordée aux neutres ; il exposa ses idées dans une lettre écrite à M. Ashworth, qui présidait alors la Chambre de commerce de Manchester (10 avril 1862). Cobden soutenait non seulement que la propriété particulière, celle des ennemis comme celle des neutres, devait être à l'abri des captures en mer, mais que les navires neutres devaient être affranchis du droit de visite et que les ports commerciaux d'un ennemi devaient être exempts de blocus. Ce n'était pas seulement au nom de la justice abstraite, que Cobden réclamait cette transformation du vieux code de loi maritime, comme il l'appelait, mais il s'appuyait encore sur les conditions d'exis-

tence de notre pays. Pourquoi persistions-nous, demandait-il, à soutenir un droit que nous avons toujours hésité à appliquer, et qui permettait aux belligérants de priver, à un moment donné, une partie de notre population des matières premières de son industrie et des objets d'alimentation les plus indispensables? La famine du coton dans le Lancashire, causée par le blocus des ports méridionaux des États-Unis, donnait à ses craintes une triste confirmation.

Dans le courant de l'année 1862, il engagea une lutte des plus déterminées et des plus systématiques contre la politique étrangère de lord Palmerston. Il poursuivit une guerre d'escarmouches pendant la session, et à la fin (1^{er} août) les deux adversaires se livrèrent un vrai combat singulier. La Chambre était presque vide; la conclusion de la lutte était prévue: la persévérance de Cobden n'eut pas de résultat. Il publia un pamphlet, au commencement de l'année, qui produisit plus d'impression que ses discours. Dans les *Trois Paniques*, il faisait le récit humiliant des alarmes incohérentes d'invasion, qui saisirent successivement trois ministères en 1848, en 1853 et en 1862.

Cobden déplorait l'absence de son fidèle allié; M. Bright préférait rester à Rochdale. Il dit à Cobden qu'il admirait son courage, mais qu'il ne pouvait l'imiter. Pour le moment il s'avouait vaincu. La destinée était contre lui; l'ignorance et la servilité des classes moyennes lui enlevaient toute influence. Après la bataille finale du mois d'août, M. Bright écrivait à son ami qu'il admirait l'héroïsme dont il avait fait preuve :

Je n'ai jamais lu de discours avec autant de plaisir que ceux où vous essayez de détruire la plus honteuse imposture de notre temps. Mais les discours n'en viendront pas à bout. Depuis 1854 le public est démoralisé. Les ouvriers n'ont pas de chefs de leur classe, et ils n'ont confiance dans personne. J'attends quelque hasard qui produise un changement. Peut-être la chute de Palmerston, qui ne tardera guère, éveillera-t-elle le pays. Mais vos discours préparent ce peuple aveuglé à retrouver le droit chemin.

Cette prophétie a été réalisée à la lettre. Le libéralisme resta stationnaire jusqu'à la mort de lord Palmerston. Ce ne fut pas longtemps après cet événement, que se produisit le grand réveil,

qui porta M. Gladstone au pouvoir et lui donna dans M. Bright le plus populaire et le plus influent de ses collègues.

La correspondance de Cobden pendant ces dernières années touche à d'autres questions; mais la guerre d'Amérique, la loi maritime internationale, les dépenses publiques, étaient les sujets qui prenaient le plus de place dans ses pensées et dans ses discours.

Sur lord Brougham.

Midhurst, 21 août 1861. (A. M. Chevalier.)

J'ai lu avec beaucoup de plaisir votre discours à la réunion des sciences sociales à Dublin. Si vous avez un exemplaire corrigé en français, donnez-le-moi. Votre diplomatie, en comparant Brougham à Cicéron, m'a amusé. Vous avez dû le charmer. Je le soupçonne d'avoir toujours eu le grand Romain dans son œil, et il a cherché à l'imiter par l'universalité de ses talents. Mais être universel il y a 1900 ans et être universel aujourd'hui, c'est une tout autre affaire. C'est cette recherche de l'universalité qui a été la grande erreur de la vie publique de lord B. Il a touché à tout et n'a rien fini. S'il avait consacré son intelligence à une seule chose à la fois, il aurait pu refaire notre Code, doter chaque village d'une école, ne me rien laisser à faire pour le libre échange. Mais il a prononcé, il y a quarante ans, un discours de cinq heures sur la réforme de la législation, un autre discours aussi long sur l'éducation, et puis il a abandonné ces questions pour quelque chose d'autre. Dans cinquante ans, on se rappellera sa force mentale herculéenne, son activité intellectuelle merveilleuse, mais son nom ne sera spécialement associé à aucune réforme, dans le souvenir d'une postérité reconnaissante (1).

Guerre d'Amérique et affaire du Trent.

Midhurst, 14 décembre. (Au même.)

Il me semble qu'il y a une réaction considérable dans l'esprit public sur la question américaine. De grandes réunions publiques se

(1) Brougham, comme on l'a vu, avait montré peu de cordialité envers les ligueurs. Pendant plusieurs années il n'y eut aucun rapport entre lui et M. Bright. Il maintenait une correspondance intermittente avec Cobden. En 1856, quand Bright était malade, dit Cobden dans une lettre adressée à M. Moffat (4 juin 1856), « Brougham m'écrivit et me parla en termes très affectueux de Bright; il lui offrait l'usage de sa maison de Cannes. J'envoyai sa lettre à Bright, qui, bien entendu, répondit à ses avances à bras ouverts. Il y a eu entre eux depuis grand échange de politesse. Brougham semble vouloir se réconcilier avec ses anciens ennemis. Quel meilleur emploi pourrait-il faire de ses dernières années? »

sont déclarées en faveur de l'arbitrage ; les dissidents font des démonstrations pour la paix. Je suppose que les Américains proposeront de maintenir le *statu quo* et de laisser les États-Unis et les cours de l'amirauté décider, ou qu'ils s'en remettront aux arbitres. J'espère que l'empereur offrira sa médiation si l'occasion s'en présente. Ni l'un ni l'autre des partis ne sera disposé à refuser. Il est temps de reviser les soi-disant lois maritimes internationales. Ce sont des pièges tendus aux nations pour les entraîner à la guerre. Je ne crois pas à la guerre. Palmerston aime à conduire le char au bord de l'abîme, pour montrer sa dextérité à éviter le précipice. Pendant ce temps il occupe l'attention et c'est ce qui lui convient politiquement. J'espère que ce jeu sera bientôt fini. J'en suis dégoûté.

Janvier 1862. (A M. Paulton.)

Je ne vois pas ma route à travers l'affaire américaine. Je ne crois pas que le Nord et le Sud puissent rester unis. Je ne vois pas comment les opérations militaires pourront aboutir à une défaite écrasante du Sud. Et si le Sud n'est pas battu, je prédise que l'Europe reconnaîtra son indépendance. C'est ce que je dis à Sumner, et je lui répète que sa seule chance, s'il veut avoir le temps de lutter, c'est de lever volontairement le blocus du Mississipi, et alors l'Europe n'interviendra pas.

Mais notre ami Bright ne veut pas entendre un mot contre les droits du Nord. J'admire son énergie ; quand il a choisi un parti, il veut que ce parti l'emporte. Je lui dis qu'on peut faire des vœux pour une cause, sans être sûr qu'elle aura la victoire. Il verra bientôt que nous sommes en minorité dans la Chambre, comme nous l'avons été sur les guerres de Chine, de Crimée, sur l'affaire de Grèce. Ce n'est pas un malheur, quand on a raison, mais il ne faut pas s'aveugler. Les trois quarts du Parlement seront contents d'une excuse pour voter le démembrement de la Grande République.

29 novembre 1861. (A M. C. Sumner.)

J'apprends que les avocats de la couronne ont décidé que vous aviez enfreint la légalité. Je laisse à vos avocats le soin de répondre aux nôtres. La question de la légalité est difficile à établir dans les affaires internationales. Toutefois le seul danger pour la paix entre les deux pays, c'est l'impression que cet incident trivial peut produire sur le public. La presse cherchera à envenimer l'affaire. Vous pouvez compter sur les efforts de Bright, de moi et de tous nos amis pour résister aux malveillants, comme nous comptons sur les vôtres et ceux de vos amis. J'ai dit autrefois dans une de mes lettres que je ne parlerais jamais d'une guerre, avant qu'elle ne soit achevée ; mais je sens qu'il est de mon devoir d'essayer d'empêcher les hostilités entre nos deux pays. Je ne comprends pas pourquoi vous avez rouvert à

Washington la question du droit de visite; vous avez exercé ce droit dans un cas douteux, où il n'offrait pas d'avantage capable de compenser le risque couru. La capture de Mason et de Slidell (1) ne découragera guère le Sud; elle lui donnera, au contraire, l'espoir de voir votre gouvernement entrer en lutte avec l'Angleterre.

12 décembre 1861.

Le *Times* et ses imitateurs criailleurs sont aussi violents que jamais; mais le parti modéré prend de la force. J'espère que vous offrirez de remettre la question entre la main d'arbitres. Il y a un point sur lequel vous devez définir votre position. Pour être sûr de votre fait dans l'affaire du *Trent*, il faut reconnaître le Sud comme puissance belligérante. Quelques-uns de vos journaux affirment que vous avez le droit de saisir un *rebelle* sur un navire anglais: si vous vous placez sur ce terrain, la guerre est inévitable.

19 décembre 1861.

Chacun prédit la guerre, mais je n'y crois pas. Il faut avouer toutefois qu'on dit et qu'on fait des choses chez vous, qui rendent la tâche de pacificateurs presque impossible en Angleterre. Nous pouvons ne pas faire attention quand votre *Herald* dit que « la France ne nous fera pas la guerre et que la Grande-Bretagne n'osera pas la faire, » ce ne seront pas vos journaux qui décideront de la guerre; mais quand des hommes sérieux (ou des hommes qui devraient être sérieux) occupant des postes élevés dans l'État de Massachusetts, félicitent le capitaine Wilkes d'avoir insulté le lion britannique, il est bien difficile pour Bright et moi de retenir « le parti du lion britannique ». J'espère que vous avez suivi le conseil de Bright et offert de vous en tenir sans condition à l'arbitrage. Quand cette offre sera faite publiquement, le parti de la paix pourra empêcher nos mangeurs de feu de vous attaquer, pourvu que vos orateurs publics ne rendent nos efforts impuissants. J'ai été fâché de lire un discours anti-anglais prononcé par votre collègue de New-York. Pour parler franchement et sans me laisser aveugler par le patriotisme, je ne crois pas que la nation anglaise se soit mal comportée en face de la perte de trafic et du danger de famine, que votre blocus nous inflige. Bien entendu les classes privilégiées et l'aristocratie haïssent vos institutions, c'est naturel; mais la masse du peuple n'a jamais embrassé la cause des États esclavagistes. Je désap-

(1) MM. Slidell et Mason, deux commissaires envoyés en Europe par les États du Sud, se trouvaient sur le navire anglais le *Trent*. Le capitaine Wilkes, commandant du vaisseau de guerre *San Jacinto*, au service des États du Nord, arrêta le *Trent*, en tirant un coup de canon et emmena de force avec lui les commissaires (8 nov.) Après un échange de correspondance entre lord Russell et M. Seward, après l'envoi de troupes anglaises à Halifax, MM. Slidell et Mason furent remis en liberté. Ils arrivèrent en Angleterre le 29 janvier 1862.

prouve votre projet de jeter des pierres pour bloquer les ports. C'est de la barbarie. Il est naturel, qu'exaspérés par une agression non provoquée des hommes du Sud, vous soyez disposés à les étouffer comme des frelons dans un guêpier ; mais n'oubliez pas le reste du monde, surtout n'oubliez pas que les peuples en Europe ont plus d'intérêt que les souverains à maintenir le commerce futur des États du Sud.

23 janvier 1862.

Il est peut-être heureux que vous ayez réglé la question en remettant de suite les hommes en liberté. Vous ne pouviez justifier leur détention d'une façon conséquente avec nos principes. Il est juste que vous sachiez qu'une réaction se fait ici contre le ton diabolique du *Times* et de la *Post*. (Je soupçonne de l'agiotage de ce côté.) Le cri d'arbitrage a été poussé, on y a répondu, et je suis content de voir les gens religieux soutenir de nouveau la cause de la paix.

Dans la même lettre, après avoir exposé les raisons qui devraient décider le Nord à lever le blocus, il ajoute :

La loi maritime.

Toutes mes réflexions confirment l'opinion que j'ai déjà exprimée sur ce sujet. Proposez à l'Europe de balayer la vieille loi maritime de Vattel, Puffendorf et C^{ie} ; abolissez le blocus des ports de commerce ; renoncez au droit de visite en temps de paix ; rendez la propriété privée exempte de capture par des navires armés, soit vaisseaux d'État ou corsaires. Appliquez cette doctrine dans la guerre actuelle. Vous gagneriez aussitôt la France et tout le continent de l'Europe ; vous gagneriez un parti en Angleterre, qui est tout-puissant quand il a un motif d'action suffisamment fort ; vous obtiendriez une telle position, qu'aucun gouvernement n'oserait mettre la main sur vous.

Midhurst, 2 février. (A. M. Paulton.)

J'espère vous voir mercredi soir. J'ai l'idée d'occuper le terrain à la Chambre sur la question des droits des neutres, en annonçant quelque chose dans ce genre, « que dans l'opinion de la Chambre, les questions qui touchent aux droits des belligérants et aux droits des neutres sont dans un état peu satisfaisant et réclament l'attention du gouvernement de Sa Majesté. »

Un comité sur la navigation, en 1860, s'est déclaré en faveur du projet de Marcy, qui exemptait la propriété privée de toute capture ; mais rien n'a été fait.

Je pense qu'une telle proposition serait acceptée, parce que tous les partis sont mécontents de la situation, telle que l'a laissée le traité de Paris de 1856.

Dans mon discours je demanderai :

1° Que la propriété privée ne puisse être saisie par les navires armés d'aucune espèce;

2° Que les navires neutres soient exempts du droit de visite en temps de guerre, comme en temps de paix;

3° Qu'on abolisse le blocus des ports de commerce et des côtes.

Je pourrai démontrer que l'Angleterre plus que tout autre pays a intérêt à cette réforme.

La loi maritime dans la Chambre des communes.

4 mars 1862. (A M. Chevalier.)

Je venais d'annoncer mon intention à la Chambre, quand M. Horsfall, le député tory de Liverpool, se plaignit que j'empiétais sur son terrain, car il avait fait savoir dans la session précédente qu'il porterait devant le Parlement la question de la loi maritime. En m'en référant aux travaux de la dernière session, j'ai trouvé qu'il avait raison, et comme c'est une sorte d'étiquette de ne pas empiéter sur le terrain du voisin, je cédai aussitôt. M. Horsfall a adopté mes propres paroles et j'appuierai sa motion. Le débat aura lieu mardi prochain, le 11. Je suis très content que M. Horsfall prenne l'initiative, car sa proposition a plus de chance de succès; les tories seront moins hostiles à un des leurs qu'à moi. Lindsay dit qu'il y a une majorité disposée à exempter de capture la propriété privée; la question du blocus est nouvelle, mais avec un peu de discussion nous l'emporterons.

17 mars 1862.

Dans toute ma vie politique je n'ai jamais été aussi cruellement déçu que lundi dernier quand je n'ai pu parler. Je m'étais préparé avec beaucoup de peine; et l'on aurait lu mon discours dans tous les journaux; car mon intention de parler était connue. Mais je fus pris d'un enrouement causé par un rhume, et lundi je ne pouvais articuler un mot. Le débat a été maintenu sur une base étroite. Toutefois on en a dit assez pour prouver que nous pouvons rester où nous sommes, et comme personne ne propose sérieusement d'aller en arrière, il est certain que nous devons aller en avant. Je suis convaincu que l'opinion publique en Angleterre, après l'agitation habituelle du dehors, se déclarera pour un changement radical de la loi maritime. Nous avons plus à gagner qu'aucun autre peuple de la disparition des entraves à la liberté du commerce en temps de paix comme en temps de guerre. Nous aurons à lutter comme toujours avec les classes féodales. Je ne perdrai pas de vue la question postale (1).

(1) Le débat fut repris le 17 mars par M. Lindsay, qui commença par exprimer le désir que Cobden pût parler avant la fin de la soirée. Mais son enrouement fut intraitable et M. Bright prit la parole à sa place.

Lord Palmerston.

Midhurst, 7 août 1862. (A M. Hargreaves.)

J'ai trouvé votre lettre en arrivant ici. Si Bright avait été à côté de moi pendant les dernières six semaines de la session, je crois que nous aurions pu réduire Palmerston au silence. Il s'est exposé aux attaques et s'est montré très vulnérable. J'espère avoir gâté un peu son jeu de démagogue populaire pendant les vacances parlementaires. Mais il a une chance merveilleuse. J'ai peur des tours que ses collègues obséquieux peuvent lui permettre de jouer avant la prochaine session. Rien n'est plus funeste à l'intérêt public que l'état actuel des partis. Palmerston dépense plus de millions que les tories ne rêvent d'en dépenser. Il donne tellement satisfaction aux demandes de la marine et de l'armée que ces deux branches du service de l'État empêchent le parti de Dizzy de faire de l'opposition; il n'y a plus aucun contrôle. Pendant la dernière session, il n'y avait littéralement pas d'opposition. Puis Gladstone prête son génie à toutes sortes de dépenses qu'il désapprouve, et conçoit des projets auxquels personne n'aurait songé pour trouver de l'argent. Il obtient les fonds pour les fortifications, par un système d'emprunt qui soustrait cette dépense au contrôle... Je ne sais comment amener un changement, mais ce serait un gain pour le public, si nous pouvions transporter les libéraux dans le camp de l'opposition. Les tories semblent décidés à ne pas placer *leurs* chefs au pouvoir. Ils sont satisfaits de l'état actuel, et ils ont de bonnes raisons.

La disette du coton.

6 novembre 1862. (A lady Hatherton.)

Peu de gens comprennent l'état effroyable où se trouve ce district. Imaginez-vous le Staffordshire privé subitement de fer, de pierre et de charbon, et vous aurez une idée imparfaite de ce que le Lancashire, avec sa population bien plus considérable, souffre du manque du coton; la disette cotonnière change la condition de la plus riche province du royaume et en fait la plus pauvre. Un capitaliste qui a engagé 20.000 livres en installation, bâtiment, machines, se trouve presque sur le même pied que ses ouvriers, une fois qu'il est privé de la matière première, qui seule rend son capital productif. J'ai bien peur que nous ne soyons encore au début de la crise; malheureusement l'hiver qui s'approche va aggraver les souffrances des ouvriers. Le mal s'étend d'ailleurs à toutes les classes. Les premiers effets se feront sentir chez les petits boutiquiers, puis viendront les manufacturiers les moins aisés. J'ai rencontré hier un magistrat de Oldham; il m'a dit qu'à la dernière réunion des magistrats, quatre mille contribuables ont été exempts de l'impôt des pauvres, parce qu'ils s'étaient déclarés hors

d'état de payer. Les charges du reste de la paroisse sont rapidement accrues. Le comité de Manchester se réunira lundi; il proposera de constituer un *Comité national*; on priera la reine comme duchesse de Lancastre de permettre que son nom apparaisse à la tête de l'Association. On fera un effort énergique pour couvrir le royaume de comités locaux, et obtenir des souscriptions. Nous pourrions ainsi attendre jusqu'à la réunion du Parlement; mais l'opinion que nous aurons à réclamer un secours de la Chambre des communes gagne chaque jour du terrain. De loin, quand on apprend que l'impôt des pauvres est encore aujourd'hui moins élevé dans le Lancashire que dans les districts agricoles en temps ordinaire, on ne comprend pas cette impuissance et cette détresse. On ne voit pas que cet état de choses est tout exceptionnel. Le Lancashire, avec ses machines arrêtées, est comme un homme évanoui. Il serait aussi rationnel de vouloir tirer de l'argent de l'un que du sang de l'autre. Ou bien encore, le comté peut être comparé à un homme vigoureux frappé d'une paralysie soudaine: jusqu'à ce qu'il recouvre l'usage de ses membres, il est inutile de lui dire de s'aider lui-même.

L'insurrection de Pologne.

22 juin 1863. (A M. Chevalier.)

Mon cher ami, je ne vois pas le bien que peut produire une intervention armée dans l'affaire de Pologne (1). Tout ce que je sais, c'est que cette intervention peut nous être très nuisible. L'Angleterre retire annuellement de la Russie pour deux ou trois millions sterling d'aliments. Si votre pays prend part à la guerre, ce sera avec l'espoir d'obtenir une extension de territoire. Telle en serait probablement la conséquence. L'Allemagne serait pleine d'agitations; une nouvelle confédération se formerait, dans laquelle la France aurait une voix; il faudrait gagner son bon vouloir par une concession sur le Rhin. Je n'ai pas d'objection à cela. Mais notre ministère des affaires étrangères serait bouleversé par une rupture aussi audacieuse avec nos chères traditions. Dans ce cas, comme nous n'avons pas besoin de nouveaux territoires, et que nous n'aurions pas de part au butin, le danger serait que nous ne nous disputions avec vous. J'espère qu'on abandonnera ce projet chimérique.

La guerre d'Amérique

13 février 1863. (A M. Sumner.)

Si je ne vous ai pas écrit, ce n'est pas que je sois indifférent à ce

(1) Au commencement de 1863, la brutalité excessive de la conscription russe amena une insurrection en Pologne. L'empereur des Français proposa à notre gouvernement de nous joindre à lui pour adresser des remontrances à la Prusse, qui allait au secours de la Russie. Lord Palmerston suivit pour une fois l'avis de Cobden et refusa « de se laisser prendre ».

qui se passe chez vous. Je puis dire sincèrement que mes pensées sont presque aussi constamment tournées vers la politique américaine, que vers la politique anglaise. Mais je ne pouvais vous rendre service et j'hésitais à occuper votre attention, au moment où vous étiez absorbé par tant de soucis. Mon but en vous écrivant maintenant est de parler d'une affaire qui a un intérêt pratique pour vous. Vous savez comme je craignais dès le début que notre gouvernement n'intervint chez vous. La disposition d'esprit de notre classe dominante et les nécessités du commerce de coton poussaient à un acte d'intervention. L'indifférence de la nation à la lutte dont elle ne comprenait pas le but, aurait rendu l'intervention facile et même populaire, si votre force navale eût été moins considérable. Ce sentiment a duré jusqu'à la déclaration de votre président en faveur de l'émancipation. Depuis ce moment, notre vieille haine de l'esclavage s'est réveillée et elle a pris une ardeur nouvelle. L'enthousiasme du public dans les réunions populaires montre la sympathie profonde de notre race pour la liberté personnelle. Rien ne m'a tant frappé, dans ma carrière politique, que la démonstration spontanée du meeting à *Exeter Hall*; la foule s'est réunie en masses imposantes dans la grande salle, dans les corridors, dans les rues avoisinantes; rien ne l'attirait, il n'y avait pas un orateur populaire. Cette réunion a produit un grand effet sur nos journaux et nos hommes politiques. Elle a fermé la bouche à ceux qui défendaient la cause du Sud. Je vous écris aujourd'hui pour vous assurer que vous n'avez à craindre aucun acte d'hostilité de notre gouvernement. S'il voulait se déclarer contre vous, il rencontrerait une opposition à laquelle nul ministre ne pourrait résister. Je suppose que les agents des États méridionaux en Europe s'en rendront compte; et s'ils communiquent cette nouvelle à leur gouvernement, il sera découragé.

2 mai 1863. (Au même.)

Je ne crains pas de rupture entre nos deux pays, par suite du blocus ou du langage incendiaire de la presse des deux côtés de l'Atlantique; mais l'équipement de corsaires qui frappent votre commerce est une affaire plus sérieuse. Je sais que notre cabinet apprécie toute la gravité de la question. Lord Russell, quel que soit le ton bourru de ses dépêches, sent la nécessité de mettre fin à l'armement dans nos ports de vaisseaux de guerre, que les Confédérés lancent contre le gouvernement fédéral. Il était sincère dans son désir d'arrêter l'*Alabama*, mais on l'a joué, il était très irrité de la fuite de ce navire. Il faut que votre gouvernement sache tout ceci. J'espère que l'opinion publique sentira la nécessité de faire observer la loi, et qu'il n'y aura plus de difficulté à ce sujet. Si la dépêche de lord Russell à M. Adams n'est pas très polie, il peut se consoler en pensant que les Confédérés sont encore plus maltraités.

22 mai 1863.

J'ai été chez lord Russell, et je lui ai lu en entier votre acte d'accusation contre lui et contre lord Palmerston. Cette lecture lui a été peu agréable, mais je ne lui ai pas fait grâce d'un mot. Je lui prêchai de mon mieux dans ce sens pendant une demi-heure. L'opinion publique retrouve sa raison. John Bull, vous savez, n'a jamais été neutre, quand de grandes opérations navales se poursuivaient, et ce rôle ne lui plait guère; il commence à s'y réconcilier. Il comprend *maintenant* qu'il a agi illégalement en applaudissant ceux qui fournissaient des navires de guerre contre votre commerce. Ce fait ne se renouvellera pas.

7 août 1863 (de Midhurst).

Nous vous avons donné des raisons de vous plaindre de nous, en laissant les corsaires quitter nos ports; mais vous ne devez pas oublier que nous avons été le seul obstacle à ce que l'Europe reconnaisse les États du Sud. Si l'Angleterre s'était unie à la France, tous les pays de l'Europe, à l'exception de la Russie, auraient suivi son exemple. C'est ce que les agents confédérés ont cherché à obtenir. Ils ont imploré l'Angleterre et la France, dès le début, de reconnaître leur gouvernement. J'avoue que leur ardeur pour une intervention européenne m'a donné des doutes sur leur force. Quand on songe que nous avons souffert du blocus plus que toutes les autres nations, on doit trouver que cette abstention de notre part de toute intervention diplomatique nous fait honneur; je l'attribue entièrement à la belle attitude de notre population ouvrière.

18 janvier 1863. (A. M. Paulton.)

J'éprouve toute votre horreur pour la boucherie, vulgaire, anti-scientifique, infinie, qui se pratique en Amérique. Avant que le premier coup de feu fût tiré, j'ai écrit à Sumner, que si j'étais un Américain du Nord, je voterais de grand cœur une séparation pacifique. Mais depuis que la lutte a commencé, l'affaire a passé hors du contrôle de la raison. Je cherche à ne pas m'absorber dans la lutte. Simplement d'après le principe utilitaire: je ne peux faire aucun bien là-bas, et j'ai besoin de toutes mes facultés pour ce que j'entreprends ici. Ma seule préoccupation au sujet de la guerre civile, c'est d'empêcher l'Angleterre d'intervenir. L'abolition de l'esclavage sera favorable à cette politique. Je ne crois pas que les nègres commettent de nombreux actes de violence. Ils sont en général religieux et ils ne sont pas naturellement féroces. Ils deviendront excités, il sera difficile de les diriger et la confusion sera grande. Je ne m'attends pas à des soulèvements ou à des crimes désespérés; il est évident que Jefferson Davis sent toute la force statégique de la mesure d'émancipation. Sa passion l'a maltrisé, comme le prouve sa proclamation.

Ce sera un étrange effet de la Providence divine, si le nègre tourne la balance pour le Nord, après que les blancs des deux côtés seront épuisés. Il est évident que des noirs vigoureux offriront une grande ressource aux armées du Nord. J'espère que vous et Hargreaves ne vous excitez pas sur cette question (1). L'affaire est hors du contrôle européen ou humain, et suivra son triste cours.

22 avril 1863. (A M. Bright.)

Nos rapports avec les États-Unis donnent lieu à des inquiétudes croissantes. Nos amis d'Amérique et ceux d'ici prennent un tel intérêt dans cette question, que je me sens oppressé par un sentiment de responsabilité: je vous écris pour vous prier de venir à Londres, ne fût-ce que vendredi, et vous repartirez samedi (2). Outre la confiance que j'éprouve quand nous sommes ensemble, je sens que votre présence exerce de l'influence sur Palmerston et les autres orateurs du banc ministériel, et il est nécessaire qu'ils soient tenus en échec à présent. J'espère que vous pourrez venir pour une nuit.

8 septembre 1863. (Au même.)

L'avantage semble décidément du côté du nord, et je ne pense pas que les amis de la liberté doivent s'inquiéter sur le résultat des opérations militaires. Une fois la guerre terminée, il y aura d'énormes difficultés, mais j'ai la ferme conviction que les conséquences de cette lutte civile gigantesque offriront à l'humanité un triomphe compensateur.

4 octobre 1864. (Au même.)

Je pense que Lincoln est un homme politique bien supérieur à Mac Clellan, qui est un soldat et rien de plus. C'est la mode de ne pas rendre justice à la valeur intellectuelle de Lincoln, parce qu'il expose sa pensée par des anecdotes. Mais Franklin aussi aimait les apologues, et quelques-uns n'avaient pas un caractère bien raffiné.

J'espère que vous avez été content du compliment qu'on nous a fait en Californie (3). Il y a une sublimité poétique dans l'idée d'associer notre nom avec un arbre qui a 300 pieds de haut et 60 pieds de large. C'est un monument qui n'est pas bâti de mains d'hommes. Si j'avais vingt ans de moins, je voudrais voir ces forêts géantes: les grands arbres et les larges fleuves ont une attraction pour moi.

(1) M. Paulton, comme M. Lindsay, M. Moffat et un ou deux amis intimes de Cobden, ne sympathisaient pas avec la cause de l'Union.

(2) Ceci se rapporte à un discours important de Cobden sur le devoir de faire observer *the foreign enlistment Act*. Le discours fut prononcé le 24 avril.

(3) Les noms de Cobden et de Bright avaient été inscrits sur deux arbres géants de la vallée de Yosemite.

Torpeur politique du jour.

5 avril 1863. (A. M. Hargreaves.)

Que dites-vous de la réception du « Feargus O'Connor des classes moyennes » en Écosse (1)? Je trouve des excuses pour le conseil de la ville et pour les discours. Il fallait s'y attendre. Mais il est certain que la classe ouvrière a pris part à la démonstration; c'est un des incidents publics les plus singuliers et les plus inexplicables. Cela me rappelle notre libraire qui, quand il parlait du premier ministre, l'appelait l'imposteur le plus heureux depuis Mahomet! Il y a un fait curieux dans le mouvement politique, ou plutôt la torpeur politique d'aujourd'hui, c'est que les non-électeurs ou ouvriers n'ont aucune espèce d'organisation pour faire connaître leur existence, aider leurs amis, empêcher que leur classe ne soit employée, comme à Glasgow, pour appuyer leurs ennemis. Ce dernier effet a été produit par le discours que les ouvriers ont adressé au premier ministre.

Je suis de votre avis sur la puissante éloquence de Bright. Cette éloquence a défendu sans relâche, depuis l'abolition des lois-céréales, il y aura bientôt vingt ans, l'économie dans les finances, la réforme parlementaire et de toutes les façons possibles la réduction des privilèges et l'élévation des masses. S'il parlait jusqu'au jour du jugement dernier, il ne surpasserait pas l'éloquence avec laquelle il a exposé la bonne cause et battu en brèche la mauvaise. Vous voyez avec quel insuccès absolu!

Maintenant si vous avez jamais l'occasion d'exercer sur lui votre influence, je vous en prie, pressez-le de prendre la première occasion de dire aux classes ouvrières, que personne ne peut leur venir en aide si elles ne sont pas décidées à se tirer d'affaires elles-mêmes. Que la responsabilité soit rejetée sur elles de façon à les piquer et à les amener à faire un effort. Il faut leur faire comprendre que les vieux partis se sont coalisés pour empêcher toute nouvelle réforme parlementaire, dont ils nient la nécessité. Il faut leur dire que cinq millions d'hommes sont ignorés politiquement, ou qu'on ne se souvient d'eux que pour les insulter; que cet état de choses durera tant que les cinq millions mangent, dorment, fument et supportent tranquillement leur sort, et qu'aucun pouvoir sur la terre ne peut les émanciper de leur servage politique, avant qu'ils ne montrent qu'ils peuvent choisir entre ceux qui désirent leur affranchissement et ceux qui veulent l'empêcher. Tant que la classe non électorale n'a pas une organisation effective dans chaque grande ville, composée d'hommes de leur classe, indépendante, c'est une pure perte de force vitale, pour un homme du génie de Bright d'essayer de faire avancer leur cause dans cette assemblée gagnée, la Chambre des communes.

(1) Lord Palmerston avait fait son entrée à Glasgow en qualité de lord Recteur (30 mars), et sa réception avait été triomphale.

CHAPITRE XXXIII

CORRESPONDANCE AVEC M. DELANE

Il était inévitable qu'un homme, travaillant à une transformation de l'opinion publique, encourût l'hostilité du grand journal du jour, par la simple raison que les directeurs de ce journal ont pour règle de suivre d'aussi près que possible l'opinion publique du pays à l'état brut. Nous n'avons pas à discuter ici leur règle de conduite, mais nous pouvons facilement comprendre qu'elle devait rendre, en toute sincérité, ce journal hostile à l'école de Manchester. Nous n'avons pas besoin de supposer des mobiles d'inimitié personnelle, pour expliquer ce qui est de soi suffisamment intelligible.

« Je me rappelle, — dit Cobden dans son discours en faveur de M. Bright, à Manchester en 1857, — je me rappelle la première fois que j'ai parlé en public à mon retour du continent. C'est en 1847, à un banquet à Manchester ; je présidai ; je pris l'occasion de mettre sur le tapis la question de la presse ; je soutins que la presse en Angleterre n'était pas libre, et que l'un des objets que devaient se proposer les réformateurs de ce pays, c'était de l'émanciper. Eh bien, j'eus le lendemain dans le *Times* un article très vicieux contre moi ; toujours, depuis, le *Times* nous a poursuivis Bright et moi avec une ample provision de venin (1). » — « Tout homme », dit-il à la même occasion, « qui a vécu de la vie publique comme moi, sait qu'il est inutile de réfuter une calomnie, parce qu'elle reparaît le lendemain. Il y a le journal, le *Times*, qui est toujours prêt à la répéter, et plus elle est grosse, mieux cela vaut. »

Ma tactique — écrivait-il à un ami en 1861 — a toujours été de braver hardiment ce journal, de ne pas attendre de merci et de pas en accor-

(1) *Discours*, 2^e vol., p. 77.

der. Je puis ajouter que chaque fois que j'ai réussi dans un dessein politique, cela a été en dépit de l'opposition de cette feuille. Tel a été le cas avec la Ligue, avec l'abolition de l'impôt sur les connaissances humaines, avec le traité français. Croyez-moi, quand il s'agira d'une grande mesure, vous ne serez jamais dans la voie du succès à moins d'entrer en lutte avec ce journal. (A. M. Lindsay.)

Il est facile de voir ce qui justifiait cette opinion de Cobden. En 1856, Cobden disait à M. John Cassell qu'il regardait le timbre des journaux comme le plus grand grief fiscal de la démocratie.

Tant que le droit du penny dure, il n'y a pas de presse quotidienne pour la classe moyenne et ouvrière. Qui donc, s'il n'est tout au moins marchand ou négociant en gros, peut se permettre d'acheter un journal quotidien du prix de dix sous. La chose est au-dessus des moyens de l'ouvrier et du boutiquier. La conséquence de l'impôt du timbre est que les journaux, qui raisonnablement ne peuvent être écrits qu'en vue de leurs acheteurs, sont rédigés dans l'intérêt de l'aristocratie et des millionnaires. Le grand public n'a pas d'organe dans la presse quotidienne, car il n'a pas de quoi en payer un. Les dissidents n'ont pas de journal quotidien pour la même raison. La classe gouvernante de ce pays s'opposera à l'abolition du droit, non pour la perte du revenu qui en résulterait (*cela* n'est pas un obstacle avec un excédent budgétaire de deux ou trois millions), mais parce qu'elle sait que ce droit fait de la presse quotidienne l'instrument et le serviteur de l'oligarchie.

La correspondance de Cobden montre avec quelle vigilance il surveillait son ennemi masqué. Il notait jalousement les places conférées aux écrivains du *Times*; à ce propos, je l'avoue, il prenait parfois d'extrêmement petits monticules pour des montagnes. Il parlait avec mépris à ses amis de la déférence sociale que l'on témoignait dans le privé au fameux éditeur du *Times*; il était scandalisé, avec peu de raison il faut l'avouer, de le voir dîner à des tables où tous les autres invités étaient des ambassadeurs, des ministres et des évêques. Un Américain de distinction, qui était reçu dans la société de Londres, était étonné de l'attention qu'on témoignait à cet être mystérieux. Dans une conversation avec Cobden, il compara la position de la presse et de ses chefs en Angleterre avec ce qui se passait aux États-Unis.

En Amérique, — écrivait Cobden, faisant allusion à cet entretien, dans une lettre à M. Hargreaves, — l'éditeur ou le propriétaire d'un

journal y met son nom ; il lutte pour son parti ouvertement ; il partage l'honneur de la victoire ; il prend rang parmi les sénateurs, les gouverneurs des États, etc. Chez nous, le directeur du *Times* garde l'incognito pour ses lecteurs, sous prétexte que l'anonymat est nécessaire au maintien de son indépendance ; et il laisse tomber le masque en présence de ceux qui accordent les distinctions sociales et disposent des faveurs du gouvernement, justement avec les personnes à l'égard desquelles il devrait, dans l'intérêt public, préserver son indépendance.

En novembre 1863, il arriva que dans un discours à ses électeurs, Cobden parla en passant de la question de la terre, et M. Bright le suivit sur le même terrain. Le *Times* accusa les deux Gracques de Rochdale d'exciter le mécontentement parmi les pauvres et de proposer la spoliation des propriétaires. Le reste de l'histoire mérite d'être raconté, ne fût-ce que pour montrer quel genre de jugement des écrivains politiques pouvaient sérieusement énoncer sur la personne de ces deux hommes d'État.

Cobden vit par hasard de quelle façon son ennemi défigurait sa pensée ; il écrivit aussitôt à l'éditeur du *Times* pour la rétablir, avec toute l'âpreté désirable.

MONSIEUR,

Voici un extrait de votre *leading* article d'hier :

« Si un petit État peut perdre quelque chose à un changement, il a plus de chance d'y trouver son profit ; et c'est ainsi qu'il regarde tout essai de refaire la carte ou de réformer les institutions de l'Europe avec une satisfaction analogue à celle qu'éprouvent les pauvres, quand ils entendent *M. Bright proposer de partager entre eux les terres des riches*, ou à celle des plébéiens romains, quand les Gracques exposaient devant eux leurs projets pour de nouvelles colonies, avec de grandes concessions de terre à chaque citoyen qui en ferait partie. »

Sans avoir eu de communication avec M. Bright, je me permets quelques remarques sur ce grossier outrage, qui ne touche pas seulement M. Bright, mais tout homme politique. Prouver la fausseté absolue de cette affirmation — que M. Bright a parlé en faveur du partage des terres des riches entre les pauvres — serait une insulte envers celui qui, plus que tout autre homme politique, a contribué à populariser ces vérités économiques sur lesquelles sont fondés les droits de la propriété. Dire que c'est un honteux libelle, qui serait puni devant la justice, est en dehors de la question, car la victime de cette calomnie mépriserait aucune autre cour d'appel que celle de l'opinion publique. Mais cet exemple de votre façon habituelle d'agir, non seulement avec les individus, mais aussi avec les intérêts de la société, nous amène à traiter une question plus importante. Un manque

absolu de scrupule dans la discussion des questions politiques, un mépris extrême des droits et des sentiments d'autrui, un oubli honteux de la nécessité qui s'impose à l'écrivain d'être sincère et conséquent, tels sont les traits caractéristiques du *Times* ; voilà ce qui le distingue du reste de la presse périodique, qui comprend les journaux à deux sous de la métropole et des provinces. Les journalistes du *Times* adoptent en grande partie ce ton, parce qu'ils se sentent à l'abri sous un secret impénétrable.

Aucun gentleman n'oserait dire, sous la responsabilité de sa signature, ce que votre collaborateur a dit hier de M. Bright. Je ne m'arrêterai pas sur la détérioration de caractère qui est inévitable, quand un homme instruit et intelligent s'abaisse — à ses propres yeux — et tombe dans un état de lâcheté morale ; car peut-il nier, que s'il rencontrait M. Bright dans un club ou à la Chambre des Communes, et s'il apprenait que son secret était connu, il aurait la conscience de son infériorité devant l'homme qu'il a frappé par derrière ? Mais c'est son affaire. Cette question a un autre aspect, qui intéresse directement le public.

La direction du *Times* a abandonné le système, qui, il y a vingt ou trente ans, distinguait le *Times* de tous les autres journaux. Ceux qui connaissent les secrets de la vie politique savent que l'éditeur du *Times*, tout en maintenant un strict *incognito* à l'égard du public, laisse tomber le masque devant cette classe puissante qui dispose des distinctions sociales et (sujet sur lequel j'aurais bien des choses à dire) du patronage du gouvernement. Nous connaissons tous l'homme qui doit au *Times* sa fortune ; nous connaissons celui qui le dirige ; l'éditeur avoué et responsable — celui qui a eu une correspondance semi-officielle avec sir Charles Napier — celui entre les mains duquel passe toute calomnie qui paraît dans ses articles — nous est aussi connu que le chef du ministère. La question qui nous est imposée, c'est s'il n'est pas du devoir de ceux qui sont derrière la scène, dans l'intérêt du public non initié et pour mettre un terme à de tels outrages, de lever le voile et de dissiper l'illusion qui permet au *Times* de poursuivre son jeu de mystère devant le public et de servilité envers le gouvernement — un jeu (j'emploie le mot à dessein), qui lui accorde les avantages de la corruption et enlève au public le bénéfice tant vanté de l'anonymat.

Les hommes publics doivent décider chacun pour lui (je n'ai, quant à moi, aucun doute sur ce sujet) si, en présence de telles attaques, ils doivent toujours traiter le *Times* comme un mythe impersonnel ; ou si, au contraire, ils appelleront à l'avenir l'éditeur responsable à répondre devant l'opinion publique, et s'ils feront retomber sur son nom la honte qui est réservée à tout calomniateur, quelle que soit la position sociale ou politique qu'il occupe.

Je suis, etc.,

RICHARD COBDEN.

Midhurst, 4 décembre 1863.

La lettre ne fut pas insérée dans le *Times* et l'éditeur répondit à Cobden :

Le bureau du *Times*, 7 décembre 1863.

L'éditeur du *Times* présente ses compliments à M. Cobden et lui envoie les épreuves de sa lettre, qui est arrivée par le courrier de samedi, mais qui n'a passé qu'hier soir sous les yeux de l'éditeur. Il n'a pu s'en occuper immédiatement, mais par égard pour le nom de M. Cobden, il a annoncé qu'elle paraîtrait le lendemain.

Toutefois en la lisant, ce matin, — il pense et il espère que M. Cobden en la revoyant sera d'accord avec lui — que M. Cobden n'a pas le droit de s'attendre à ce qu'il publie, sous un prétexte futile, une série d'attaques offensantes et non fondées contre lui et ses amis.

..... Voici les faits : — MM. Cobden et Bright ont fait, à Rochdale, deux discours qui ont été reproduits par le *Times* avec beaucoup de soin et de promptitude. Ces discours sont discutés dans deux articles de fond pendant deux jours, et chaque fois on interprète certains passages comme recommandant le partage de la terre entre les pauvres. On invite spécialement MM. Cobden et Bright à dénoncer cette interprétation si elle rend mal leur pensée ; ils ne répondent pas et l'acceptent comme l'expression de leur sentiment.

Pendant huit jours les discours sont devant le public, et l'interprétation du *Times* n'attire aucune remarque contraire. Enfin un article paraît sur un sujet tout différent ; il s'y trouve une allusion d'une seule phrase aux opinions supposées de M. Bright, et M. Cobden se jette sur cette phrase, non pour discuter le sens des paroles de M. Bright, mais pour lancer une attaque vague et insultante contre le *Times* et ceux qui le dirigent.

L'éditeur ne veut pas que le *Times* serve à répandre des imputations qu'il sait être fausses et qui n'ont aucun rapport avec la question dont on s'occupe en ce moment.

La sensation fut extrême dans *Fleet Street* et dans *Pall Mall*, quand Cobden publia la réponse, qu'il adressa, non à l'éditeur impersonnel, mais à M. Delane en son nom.

MONSIEUR,

Vous et moi, nous nous connaissons personnellement depuis longtemps ; votre écriture m'est connue et je sais que vous êtes l'éditeur du *Times*. Je ne puis vous permettre de cacher votre individualité et de vous abriter sous la troisième personne du nominatif éditorial, dans une correspondance qui engage votre responsabilité personnelle, car il s'agit d'une attaque scandaleuse contre moi (comme je l'apprends de vous pour la première fois) aussi bien que contre M. Bright.

Je n'ai rien à dire sur votre refus à publier ma première lettre ;

seulement je me félicite de la révolution qui s'est accomplie dans la presse et qui rend votre décision presque indifférente. Il y a quelques années le *Times* possédait le monopole de la publicité. Les quatre cinquièmes des lecteurs de journaux lisaient le *Times*; aujourd'hui les lecteurs du *Times* ne forment plus que le dixième des clients de la presse quotidienne; ma lettre sera d'autant plus lue que vous n'avez pas voulu lui donner l'hospitalité dans vos colonnes.

Mais vous justifiez d'une façon singulière votre attaque contre M. Bright. Vous déclarez que votre journal avait déjà contenu deux articles de fond, qui portaient la même accusation contre lui et contre moi, que vous nous aviez défié de contredire votre interprétation de nos discours, et comme nous avons manqué à votre appel, vous acceptiez notre silence comme la confession de la vérité de votre interprétation, en d'autres termes, comme la preuve de notre culpabilité. Voici, en raccourci, un exemple des qualités qui caractérisent la direction du *Times*: — une vanité arrogante, une incohérence logique, l'absence de sens moral, qu'une longue carrière d'impunité a engendrées.

Ce qui est au fond de ce raisonnement, si on peut ainsi l'appeler, c'est l'orgueil démesuré du *Times*. Vous vous imaginez que le monde entier vous lit. Le *Times* ne pénètre dans ma maison que par hasard. Je sais qu'il en est de même chez M. Bright; il n'apprendra probablement votre attaque que lorsqu'il lira ma lettre. C'est seulement pendant la session parlementaire, au club, que je vois votre journal. Vendredi un ami apporta avec lui le *Times* de la veille, et mes yeux tombèrent sur le paragraphe scandaleux qui me décida à vous écrire. J'ignorais les deux attaques précédentes, que par une logique curieuse, vous regardez comme la justification de la troisième. Maintenant, descendez pour un instant de votre fauteuil éditorial, pendant que je présente un cas hypothétique, qui mettra en relief votre logique, à M. Delane, l'homme de loi. Supposez que les électeurs de M. Bright portent une accusation en justice contre votre éditeur pour avoir insulté leur député; si l'on proposait dans une réunion d'avocats, en votre présence, d'adopter comme système de défense devant le tribunal, que le même libelle avait déjà été publié deux fois contre M. Bright et M. Cobden, ne vous semble-t-il pas qu'aux yeux d'un juge honnête et d'un jury impartial, cette défense passerait pour une nouvelle provocation?

Mais passons là dessus, discutons comme si M. Bright et moi, nous étions de fidèles abonnés et de constants lecteurs de votre journal. Soutenez-vous sérieusement, que chaque fois qu'il vous plaît de pervertir le sens de nos discours et de nous imputer des projets de pillage général, c'est à nous de prouver la fausseté de vos imputations et que si nous négligeons de le faire, nous n'avons plus le droit de nous plaindre, quand nous sommes traités de criminels? Tout homme, autre que l'éditeur du *Times*, ne serait-il pas frappé de l'idée, qu'avant

d'enfreindre le neuvième commandement, il est de notre devoir de savoir, si nous ne portons pas une fausse accusation contre notre voisin?

Un mot encore sur le sujet qui a donné naissance à cette correspondance. Personne ne sait mieux que vous, si ce n'est l'homme qui a écrit le paragraphe scandaleux dont il s'agit, que l'accusation portée contre M. Bright, de vouloir partager entre les pauvres les biens des riches, est un artifice de rhétorique connu, pour détourner l'attention publique de la vraie question, et éviter de discuter un problème sérieux, mais incommode. Vous et vos collaborateurs, vous ne pouvez ignorer que les lois et les institutions politiques de ce pays tendent à l'agglomération des terres dans un nombre de mains de plus en plus petit : — vous et moi, nous savons, par une expérience commune, quels sont les obstacles que la loi oppose au transfert des terres dans ce pays. La politique qui soutient cet état de choses est une question d'intérêt général, qui peut être discutée et qui attire l'attention des hommes publics. Nos hommes d'État éminents et nos plus grandes autorités légales ont étudié avec soin nos lois terriennes; mais je puis ajouter, — et c'est toute la réponse que je daigne faire à vos imputations, — que les deux hommes, accusés par votre journal de vouloir voler les propriétaires au profit des pauvres, ont donné des preuves nombreuses, pendant une discussion ardente d'un quart de siècle, qu'ils étaient décidés dans la question de la propriété et du transfert des terres à observer le frein des lois, de la justice et de l'économie politique.

Je suis convaincu par une longue expérience, que cette intrusion de la personnalité attirera l'attention publique sur une question qu'on voulait faire oublier. Le *Times* a servi toutes les causes, auxquelles il a voulu nuire. Par ses attaques violentes, j'allais presque dire scélérates, contre tout mouvement encore faible, il a éveillé l'énergie de ceux qui étaient ainsi poursuivis; il a excité l'attention d'un public indifférent et attiré la sympathie des hommes justes et indépendants. C'est ainsi que des mesures publiques, telles que l'abolition des lois-céréales, la révocation de l'impôt sur les connaissances humaines, la négociation du traité de commerce avec la France, ont triomphé malgré son opposition acharnée et sans scrupule; je suis arrivé à la conviction, que trois conditions sont nécessaires pour le succès d'un grand projet de réforme, — une bonne cause, des défenseurs ardents et l'hostilité du *Times*.

Je ferai publier cette lettre dans le *Rochdale Observer*, pour qu'elle soit lue par le public, qui a le plus grand intérêt à une controverse touchant la réputation de M. Bright et la mienne.

Je suis, Monsieur, votre obéissant serviteur.

R. COBDEN.

Midhurst, 9 décembre 1863.

M. Delane répondit (11 déc.) qu'il était vrai que M. Cobden et

lui se connaissaient personnellement depuis longtemps; qu'il n'était pas nécessaire de comparer les écritures; qu'il n'avait aucune envie de décliner la responsabilité de ce que Cobden appelait des « attaques scandaleuses ». Continuant à se défendre, M. Delane demandait ensuite s'il y avait de sa part une présomption déraisonnable à supposer qu'un homme, qui était prêt à sauter sur une seule phrase d'un article de peu d'intérêt pour lui, avait lu les articles qui discutaient son discours. Pouvait-on soupçonner qu'un gentleman, qui avait dit un jour qu'il préférerait un seul exemplaire du *Times* à « tous les livres de Thucydide », ne recevait pas le *Times* chez lui (1)? Et ainsi de suite. Il est inutile de reproduire tous les documents de cette controverse.

Il n'y a pas deux opinions aujourd'hui sur cette querelle chez les hommes sincères. Il n'est guère possible de nier les deux propositions suivantes : 1° que l'interprétation donnée par le *Times* à ce qui avait été dit à Rochdale était injuste, déraisonnable et calomnieuse; 2° que M. Delane n'avait essayé que faiblement de supprimer ou d'expliquer l'imputation de violence et d'excitation au pillage portée par lui contre Cobden. Aucun éditeur de journal ne commit une erreur plus évidente d'appréciation et ne sut moins la corriger. La conduite simple et hono-

(1) Ceci se rapporte à une expression de Cobden, qui était un sujet de plaisanteries perpétuelles contre lui à cette époque. A une réunion de l'Athenæum de Manchester (27 déc. 1850) Cobden avait dit : « Je crois qu'en règle générale, à notre époque si occupée, les hommes ne lisent guère que les journaux. Je pense que c'est une exception de lire un livre; l'homme qui a entre les mains 400 ou 500 journaux dans le courant de l'année, journaux quotidiens et journaux hebdomadaires, — et qui est absorbé dans les affaires, ou dans la vie politique, eh bien, cet homme, quoiqu'il dise, ou qu'il aime à faire croire, lit très peu en dehors de la littérature courante de la presse; je doute qu'un homme, avec peu de loisir, puisse rien lire qui lui soit plus utile. Il me semble me rappeler que l'on a dit qu'un numéro du *Times* contient plus d'informations utiles que tous les livres historiques de Thucydide — (on rit) — et je suis porté à croire que pour un Anglais ou un Américain de nos jours, c'est rigoureusement vrai. » — Cette opinion peut être juste ou non, mais l'expression était une de ces bévues, qui échappent par mégarde, car elle prouvait que l'orateur ne connaissait nullement l'auteur, sur la valeur duquel il faisait une comparaison. Des journalistes et des collégiens, qui ne connaissaient guère plus Thucydide que Cobden lui-même, abusèrent de cette erreur, et se mirent à écrire comme si cet auteur difficile était le compagnon favori de leurs heures de loisir.

rable que l'éditeur du *Times* aurait dû suivre était de dire : « L'article du *Times* a été écrit de bonne foi. Il est possible cependant que l'auteur de l'article ait été amené, par un préjugé conscient ou inconscient contre les orateurs, à lire dans le discours de M. Bright et dans le vôtre ce qui ne s'y trouvait pas littéralement. Je vois, en relisant les discours avec plus d'attention, que vos paroles n'ont pas la signification qu'on leur avait attribuée; votre plainte est juste. Je rétracterai publiquement, moi éditeur, une accusation qui est, je m'en aperçois, erronée. »

Comme cette excuse n'était pas offerte, Cobden était justifié de prendre personnellement à partie M. Delane pour le mauvais procédé dont il s'était fait responsable. L'anonymat dans le journalisme peut se défendre, — Cobden écrivit lui aussi bien des articles anonymes, — mais on ne peut invoquer le système afin de soustraire l'écrivain ou le directeur d'un journal à la responsabilité d'une calomnie persistante et répétée. D'un autre côté on ne peut nier que Cobden n'eût tort en accusant le directeur du *Times* de corruption. Quand il parlait des « avantages corrompteurs » et de la servilité envers le gouvernement, il faisait une imputation qu'il ne pouvait prouver (il s'en aperçut quand il essaya de porter sa cause devant le Parlement). Les directeurs du *Times* ne louaient pas les amis du gouvernement et n'attaquaient pas les ennemis du gouvernement pour placer tel de leurs rédacteurs à Bahamas, ou pour faire d'un tel autre un magistrat à *Bow Street*. Le *Times* était pour Palmerston parce que le pays était pour Palmerston, il fut plus tard pour Derby parce que le pays semblait être pour Derby. Il blâmait les théories terriennes de Cobden et de M. Bright, parce que les capitalistes, les gentilshommes campagnards, les grands seigneurs étaient effrayés par ces théories. L'éditeur d'un journal a le droit de choisir le public auquel il veut s'adresser. Le *Times* à cette époque aimait à servir, comme on le disait, l'aristocratie. Ce pouvait être une politique étroite et basse; mais M. Delane était bien libre d'aimer à passer la soirée parmi les ducs et les évêques, comme Cobden aimait à la passer avec les manufacturiers et les marchands. Ce que M. Delane n'avait pas le droit de faire, c'est d'attribuer à des hommes publics des propositions qu'ils n'avaient pas faites.

Il est clair que le *Times* avait tort sur la plupart des grandes

questions qui s'agitaient du temps de Cobden. Chacun sait combien il se trompa dans la guerre de Russie, dans la guerre de Chine, dans la guerre civile d'Amérique. Mais soyons justes. Si le *Times* avait tort, il en était de même du pays. Le journal ne faisait que répéter ce que disait la classe dirigeante. Les lettres de Cobden à ses amis le prouvent. Le *Times* exposait les vieilles idées de politique nationale que Cobden voulait anéantir. Comme le sophiste athénien, le journal défendait les préjugés de ceux qui le payaient.

Il n'y avait qu'une façon de détruire effectivement l'autorité excessive qu'avait acquise le journal et dont il abusait, c'était de lui susciter des compétiteurs. Cobden y concourut plus que personne, par la part qu'il prit à la réduction de l'impôt sur le papier, réduction qui rendit possible la presse à bon marché. La multiplicité des journaux a eu pour effet de ruiner le vieux charlatanisme et l'antique mystère dans le monde des écrivains et des éditeurs. Les noms des principaux journalistes de l'Angleterre sont maintenant aussi connus que ceux des membres importants du Parlement. Ce changement a créé chez les journalistes le sentiment plus sérieux de la responsabilité, que Cobden avait raison d'exiger d'eux.



CHAPITRE XXXIV

LA GUERRE DANOISE. DERNIERS DISCOURS AU PARLEMENT. CORRESPONDANCE

Un membre de la Chambre des communes dit avec raison à cette époque, que si l'on se rappelait la session de 1864 vingt ans plus tard, on se la rappellerait pour la réponse qu'elle ferait à cette question : l'Angleterre prendra-t-elle ou ne prendra-t-elle pas part à la lutte entre l'Allemagne et le Danemark ? Ce débat occupe une place considérable dans la vie de Cobden. La décision à laquelle on arriva fut un triomphe aussi remarquable pour les principes de Cobden, que le résultat de l'affaire de Don Pacifico avait été une victoire pour lord Palmerston, quatorze ans plus tôt. La question des nationalités, qui avait exercé une telle influence en Europe depuis 1848, avait amené une collision violente entre les Danois et les Allemands. Nous pouvons nous contenter ici de l'explication que donne Cobden, de ce qu'il appelait justement le plus compliqué de tous les problèmes. « En 1852, dit-il, grâce à l'activité funeste de notre ministre des affaires étrangères, sept diplomates se réunirent autour d'une table verte à Londres pour décider les destinées d'un million d'hommes, dans les provinces de Schleswig et de Holstein, sans consulter les besoins, les désirs, les tendances et les intérêts de ce peuple. Le préambule du traité exposait que les diplomates avaient conclu un arrangement pour maintenir l'intégrité de la monarchie danoise et l'équilibre du pouvoir en Europe. Rois, empereurs et princes étaient représentés à cette réunion, mais le peuple n'avait ni voix, ni droit dans l'affaire. On régla le traité, qui avait pour but de raffermir les liens qui unissaient ces deux provinces au Danemarck. La tendance de la grande majorité des habitants de cette province, — un million en

tout — les portait vers l'Allemagne. Depuis cette époque jusqu'à nos jours le traité a été suivi d'une agitation continuelle, il a produit deux guerres et il a enfin été dénoncé par deux des gouvernements qui l'avaient signé (1). »

Il s'agissait de savoir si l'Angleterre irait au secours de la plus faible puissance contre les deux autres. Avant que la guerre n'éclatât et après l'échec de la Conférence de Londres, lord Palmerston et lord Russell étaient en faveur d'une intervention vigoureuse. Ils encouragèrent bien certainement le Danemark à résister. Leurs collègues les retinrent; les deux vétérans se plaignirent amèrement l'un à l'autre de cette timidité. Quand la Conférence de Londres échoua, on craignit un instant que le parti actif ne l'emportât dans le Cabinet et que la Grande-Bretagne n'encourût sans allié le terrible danger d'une guerre avec l'Allemagne.

« A la fin de juin, — raconte Cobden, — le premier ministre annonça qu'il allait produire les protocoles et exposer l'opinion du gouvernement sur cette question. Il annonçait cette intention huit jours d'avance, alors je pus me convaincre de la révolution qui s'était accomplie dans notre politique étrangère. Les *fouetteurs* (*whippers-in*), — vous savez ce que je veux dire : ceux qui recueillent l'avis des votants d'un parti, — les fouetteurs, pendant cette semaine, prenaient note des sentiments des membres de la Chambre des communes. Le pays fit une telle démonstration contre la guerre, que chaque jour, pendant cette semaine mémorable, les représentants des grands collèges électoraux se rendaient, les uns après les autres, auprès des représentants du gouvernement dans la Chambre, et leur déclaraient qu'ils ne voulaient pas la guerre sur la question du Schleswig-Holstein (2). » Aussi quand lord Palmerston vint à la Chambre, le 27 juin, ce fut pour faire une déclaration profondément satisfaisante, mais profondément humiliante : il n'y aurait pas de guerre. Le gouvernement s'était convaincu, dit-il, que la France refusait de prendre une part active à la défense du Danemark. La Russie se tenait également à l'écart. Tout l'effort de chasser les troupes allemandes retomberait sur l'Angleterre. Dans ces circonstances,

(1) *Discours*, II, p. 341.

(2) *Discours*, II, p. 344.

le ministère n'avait pas cru de son devoir de conseiller à la Reine d'entreprendre cette tâche. Lord Palmerston finit son discours par la menace des grandes choses que ferait le gouvernement, dans le cas où la Prusse et l'Autriche s'avanceraient d'un pas dans certaines directions. Ces dénonciations vaines et de mauvais goût furent reçues par des cris de dérision. M. Disraeli eut toute la Chambre pour lui quand il les traita de marques de faiblesse et de folie. Il eut toute la Chambre pour lui, quand il déclara que, jugeant d'après le passé, il préférerait que les affaires du pays fussent conduites selon les principes des représentants de Rochdale et de Birmingham. Le résultat serait le même, mais la position de l'Angleterre serait plus conséquente et plus digne. Au moins, ces deux gentlemen ne menaceraient personne; au moins, ils n'auraient pas dit au Danemark que s'il était attaqué, il ne serait pas abandonné; au moins, ils n'auraient pas exaspéré l'Allemagne en déclamant dans le Parlement anglais contre « les outrages aggravés » de la politique allemande; au moins, ils n'auraient pas entraîné le Danemark à faire la guerre par des conseils trompeurs et des espérances mensongères.

Quand M. Disraeli proposa un vote de censure, Cobden ne laissa pas échapper l'occasion. La force de sa position rendit son discours encore plus exempt que d'habitude d'amertume ou de personnalité. Chacun sentait que l'échec humiliant du ministère des affaires étrangères et de la diplomatie tracassière et impuissante, dont lord Palmerston était le représentant, justifiait d'une façon éclatante le principe de non-intervention prêché par Cobden depuis tant d'années. Ce fut la dernière fois que Cobden fit entendre les vieux arguments en faveur des précautions raisonnables à prendre pour éviter les querelles continentales. « Notre pays — dit-il — a besoin de paix. Il y a des gens qui pensent que c'est dégradant, honteux pour un Anglais de déclarer que son pays a besoin de la paix; si nous parlons de notre commerce et de notre industrie comme une raison d'éviter les luttes étrangères, on nous reproche notre politique égoïste et terre à terre. Mais je dis que nous avons eu tort d'étendre notre commerce, si nous ne sommes prêts à user de sages précautions pour éviter les effets désastreux d'une guerre inutile sur nos opérations manufacturières et mercantiles. Ce pays a étendu ses

relations commerciales depuis vingt-cinq ans d'une telle façon qu'elles sont trois fois plus considérables ; le commerce étranger et les manufactures, qui en dépendent, ont grandi dans un quart de siècle deux fois plus qu'ils ne l'avaient fait dans les mille années précédentes. » (5 juillet.)

Sir Robert Cecil fit la remarque que, bien que Cobden eût l'intention de défendre le gouvernement contre le vote de censure, il n'avait guère d'enthousiasme pour lui. Le représentant de Rochdale, dit-il, était l'ami du gouvernement de Sa Majesté, comme le gouvernement de Sa Majesté avait été l'ami du Danemark ; il existait toutefois une différence notable entre les deux cas ; le ministère avait donné beaucoup de bonnes paroles au Danemark, mais pas d'appui matériel ; l'honorable député allait donner au gouvernement son appui matériel, qu'il accompagnait d'une forte dose de ce que l'on ne pouvait appeler des paroles d'encouragement. Le cabinet obtint une majorité de 18 voix ; mais lord Palmerston dut comprendre que la politique du libre échange avait, entre autres changements, enlevé le contrôle suprême de la paix et de la guerre à la vieille oligarchie terrienne.

Cobden fit deux autres discours élaborés dans la même session. Dans l'un, il exposait ses vues sur un sujet qui l'avait toujours préoccupé, la grande extension des établissements manufacturiers du gouvernement. Cobden soutenait que l'État ne devait pas produire pour lui-même un objet, qu'il pouvait obtenir des producteurs particuliers dans le marché de la concurrence (1). L'autre discours avait été prononcé au commencement de la session ; il traitait une question qui est devenue de plus en plus importante. Cobden demandait que la politique de non-intervention armée dans les affaires intérieures des autres nations, que nous faisons profession d'observer en Europe et en Amérique, fût observée dans nos rapports avec la Chine. Il montrait, comme il l'avait fait souvent, que le cri pour de nouveaux marchés pouvait devenir aussi dangereux que le vieux cri pour de nouvelles possessions. L'extension énorme de l'industrie rend une partie

(1) Ce discours, le dernier prononcé par Cobden dans la Chambre des communes, se trouve dans Hansard CXXXVI, 22 juill. 1864 et dans la *Selection of Speeches* de M. Rogers, 1^{er} vol., p. 577.

de la classe commerciale aussi désireuse d'employer la violence pour ouvrir de nouveaux débouchés à son activité, que l'aristocratie l'avait été pour satisfaire l'orgueil national ou l'ambition militaire. L'exposé que fit Cobden des dangers qui nous menacent de ce côté, — il ne négligea pas plus les dangers moraux que les dangers matériels, — a autant d'application pratique aujourd'hui qu'au moment même.

Cobden écrivit ses plus longues lettres, à cette époque, à M. Sumner et à M. Chevalier.

Le caractère du président Lincoln.

7 janvier. (A M. Sumner.)

Vous aurez bientôt à choisir un président. J'espère que vous réélirez Lincoln. Sa réputation grandit en Europe. Il possède de grandes qualités morales, qui à la longue exercent une plus profonde influence que l'intelligence. Je pensais que son expérience un peu étroite était un désavantage pour lui. Mais il connaît ses concitoyens et c'est l'essentiel. Étant étranger au reste du monde, il a moins de tentations de s'embarquer dans les controverses avec les autres nations. Rien ne montre mieux son bon sens que la pertinacité avec laquelle il évite les complications du dehors. L'élévation de son caractère, son naturel paisible mettent les autres gouvernements dans l'impossibilité d'entrer en lutte avec lui et inspirent la plus grande confiance à ceux qui ont embrassé la cause du Nord. Je parle ainsi dans la pensée qu'il a résolument accepté *l'abolition* comme la conséquence de la guerre. Tout compromis sur cette question couvrirait votre cause d'une infamie éternelle et ferait de la guerre civile, avec laquelle vous avez désolé le Nord et le Sud, une boucherie inutile.

La visite de Garibaldi à Londres.

3 mai 1864. (A M. Chevalier.)

Je pensais que vous étiez assez au fait des habitudes anglaises pour ne pas attacher une trop grande importance à l'affaire Garibaldi⁽¹⁾, du moins autant qu'elle concerne nos ministres. Ils jouaient une comédie pour gagner un peu de la popularité qui entourait le héros italien. Vous ne pensez pas que les vues de Palmerston soient d'accord avec

(1) Garibaldi arriva en Angleterre le 3 avril. L'enthousiasme exubérant, avec lequel il fut reçu par la foule la plus nombreuse qui ait formé à Londres une procession politique, inquiéta le gouvernement. Le grand héros de la révolution en Europe fut entraîné, par une intrigue, hors du pays, et embarqué sur le yacht du duc de Sutherland.

celles de Garibaldi. Il serait difficile de prouver que le premier ministre ait des vues, excepté le désir de rester au pouvoir en flattant la passion populaire du moment. Le peuple était tout à fait sincère dans l'hommage qu'il offrait à l'Italien (1). Il croit à son honnêteté et à son désintéressement, et il sait qu'il est bon lutteur. Il y a dans cet homme un certain pittoresque antique qui attire la multitude. Il y a encore d'autres raisons qui font partager à la classe moyenne l'enthousiasme de la populace. On le regarde comme l'ennemi du pape, et vous savez quels ardents protestants nous sommes. Les ducs et les duchesses ont pris possession de Garibaldi pour l'empêcher de tomber entre les mains des démocrates, et quand ils eurent fini de le fêter, ils l'envoyèrent à Caprera sur un yacht ducal. On s'attendait à ce qu'il fit un tour dans le Nord de l'Angleterre, et tout était préparé pour le recevoir à Manchester, Newcastle et ailleurs. Mais ses connaissances aristocratiques de Londres ont craint que s'il allait dans les provinces, il prononçât des discours révolutionnaires; ils le persuadèrent de retourner chez lui; les démocrates provinciaux sont furieux d'avoir été joués. Tout ceci est un épisode de notre pièce politique, dans laquelle les soi-disant hommes d'État et ministres de la couronne ne jouent pas un rôle bien digne.

Le libre échange en France.

27 Victoria Street, Westminster, 27 juin. (Au même.)

J'aurais dû vous écrire plus tôt pour vous remercier de l'aimable invitation que contenait votre dernière lettre. Soyez certain que rien ne causerait un tel plaisir à ma femme et à moi que de faire à madame Chevalier et à vous une longue visite. J'ai peur qu'il me soit impossible d'accepter votre amicale hospitalité. Dans l'état de ma santé, je dois m'attendre à être obligé de passer *l'hiver* à l'étranger. Vous savez que le climat de l'Angleterre de mai à octobre est le plus beau du monde et ne donne aucune excuse aux malades de s'éloigner. J'aime à rester avec ma famille l'été, dans le cas où ma santé me forcerait d'aller au midi cet hiver. J'aurais été charmé de passer quelques semaines avec vous. Nous aurions discuté, entre autres questions, le progrès du libre échange en France. J'avoue que je ne suis pas satisfait de voir que vous ne continuez pas à faire des réformes, ne fût-ce que pour garan-

(1) « Londres, 10 mai. (A. M. Potter.) — Les ouvriers de la capitale sont très fiers de leur réception de Garibaldi, et ceux des provinces souhaitent d'avoir l'occasion de le fêter. Les masses de ce pays penseront-elles jamais à la politique intérieure? Notre ami Bright remarquait, en voyant d'une fenêtre de *Parliament Street* les milliers de gens qui applaudissaient l'Italien: « Si le peuple voulait faire de telles démonstrations pour lui-même, « nous pourrions faire quelque chose pour lui. » Mais la politique étrangère seule occupe l'attention du peuple, de la presse et du Parlement. »

tir d'une réaction les résultats obtenus. Le temps presse. Voilà quatre ans que nous avons réglé le tarif. Êtes-vous sûr qu'en 1870, vous serez sous un régime suffisamment libre-échangiste pour empêcher le gouvernement de cette époque (Dieu sait ce que ce sera!) de retourner à la protection, quand le traité anglo-français aura expiré ?

La politique anglaise.

Midhurst, 5 novembre. (Au même.)

Jesuis heureux d'apprendre que vous et madame Chevalier êtes revenus en bonne santé à Paris. Il y a longtemps que nous n'avons pas échangé de lettre. J'ai végété ici depuis la fin de la session et je n'ai pas de nouvelles à donner à mes amis éloignés. Je ne sais pas encore si je devrais chercher un climat plus doux cet hiver. Dans tous les cas, je n'irai pas en Afrique; j'avoue qu'il me répugne d'entreprendre un si long voyage rien que pour ma santé, je serai peut-être forcé d'aller au midi de l'Europe.

J'ai reçu les *débats* avec l'article sur le système métrique. Nous avons fait un premier pas, mais quand je pense à la lenteur chinoise avec laquelle nous avançons dans la voie de la réforme, je crains de ne pas voir réalisé ce changement utile. Grande stagnation dans notre politique intérieure. Comment pourrait-il en être autrement?... Mais une révolution s'est accomplie dans notre politique étrangère. Après l'échec de la dernière session sur la question danoise, notre ministre des affaires étrangères ne cherchera plus à nous engager dans une lutte européenne pour l'équilibre du pouvoir ou tout autre but dynastique. Nous observerons désormais une abstention absolue sur le Continent. Non-intervention est le mot d'ordre du gouvernement anglais, que le Grand Turc se tire d'affaire lui-même, nous ne nous battons plus pour lui.

La loi du blocus.

9 septembre. (A M. H. Ashworth.)

La loi du blocus est une invention aussi infâme que la vieille loi-céréales. Supposez que Tom Sayers vive dans une rue et qu'en face de lui se trouve un boutiquier, chez qui il a l'habitude d'acheter. Tom se dispute avec le marchand et lui envoie un défi, qui est accepté. Tom, qui est un homme vigoureux, fait dire à chaque habitant de la rue qu'il va se battre avec le boutiquier, et que jusqu'à ce que la lutte soit terminée, personne dans la rue ne doit s'approvisionner dans ce magasin. Nous n'avons rien à faire avec votre querelle, disent les voisins, vous n'avez pas le droit de nous empêcher d'acheter où cela nous convient.

L'argument est aussi bon sur une grande échelle que sur une petite.

Les divers gouvernements anglais ont été les principaux et presque les seuls défenseurs des lois des blocus, aucune nation n'en souffrira davantage, sans parler de l'injustice qu'elles impliquent. Le plus tôt la loi du blocus suivra la loi sur le blé, la loi sur la navigation, le mieux ce sera pour toutes les nations, à commencer par l'Angleterre.

26 juillet. (Au même.)

Je suis content que vous ayez été satisfait de mes derniers discours. Et pourtant j'ai de plus en plus l'impression que ce ne sont que des mots. Je ne vois pas comment un progrès est possible dans les affaires publiques, tant que le vieillard qui dirige le gouvernement emploie tous les partis à ses fins. Il a pour collègues Gladstone et Gibson ; une partie des tories font tacitement cause commune avec lui, il est impossible d'espérer de l'honnêteté publique avant que le Temps ne nous ait débarrassé de ce vieux gentleman.

Cela aurait été un grand plaisir pour moi de passer quelque temps avec vous dans les Highlands, mais je vais tranquillement avec mes enfants à Dunford, quand le temps est beau, car je suis toujours menacé d'un voyage en hiver. Pendant la session, je vois peu mes enfants, et je crois qu'il est aussi sain qu'agréable de se reposer dans leur société du tumulte de la Chambre et des clubs. Je me rappelle que Wakley disait, quand O'Connell donnait des signes d'affaiblissement, que s'il laissait la politique et vivait avec ses petits enfants, il pourrait encore vivre dix ans. Il est vrai qu'il mourut au bout de douze mois.

CHAPITRE XXXV

DISCOURS A ROCHDALE. LA QUESTION DU SOL. CORRESPONDANCE.
DERNIERS JOURS ET MORT

Au mois de novembre, Cobden alla à Rochdale faire son discours annuel à ses électeurs. Il n'était pas en train au moment de partir, le voyage et la fatigue de parler à un énorme auditoire l'affaiblirent encore.

C'est dans ce discours (1) qu'il fit la mémorable déclaration sur la question du sol. Il avait dit l'année précédente, dans le même lieu : les paysans anglais n'ont pas d'égaux sur la terre, dans aucun pays il n'y a un tel divorce entre les paysans et le sol (2). Il disait alors : « Si j'avais vingt-cinq ou trente ans de moins, au lieu d'en avoir malheureusement le double, je prendrais Adam Smith dans la main, — je n'irais pas plus loin que lui, je n'aurais rien à faire avec la politique ; — je prendrais Adam Smith dans la main et je formerais une Ligue pour le libre échange du sol, comme nous avons eu une Ligue pour le libre échange du blé. Vous trouverez la même autorité dans Adam Smith pour l'une et l'autre réforme ; si on soulevait cette question comme il faut la soulever pour réussir, non sur le terrain politique, révolutionnaire, radical, chartiste, mais sur une base économique, le succès est certain. » Il n'expliqua pas davantage ce qu'il voulait dire par le libre échange du sol. Son allusion à Adam Smith suffit pour montrer qu'il songeait à l'abolition des substitutions et des autres moyens artificiels de retenir la propriété territoriale dans une même famille ; comme tous les hommes sensés il réclamait des facilités dans la *machinery* des transferts. Nous ne pouvons dire jusqu'où il voulait aller ;

(1) *Discours*, II, p. 339.

(2) *Discours*, II, p. 116.

il n'y a pas de preuve qu'il aurait favorisé en Angleterre et en Écosse le système français du partage obligatoire, et il y a des preuves nombreuses qu'il n'avait aucune sympathie pour les vagues projets de ce que l'on appelle la nationalisation du sol. D'un autre côté, il est probable qu'il aurait reconnu, dans la Grande-Bretagne comme en Irlande, le principe du *tenant right*. Nous ne connaissons pas dans leur ensemble les vues de Cobden sur la question de la terre en Angleterre(1). Nous avons vu quelle était sa solution en Irlande ; il voulait donner « l'Irlande aux Irlandais ».

Les quelques phrases qui se rapportaient à la formation d'une *Land League* excitèrent vivement l'attention publique ; mais le dernier discours de Cobden s'étendait sur beaucoup d'autres sujets et couvrait un vaste espace de terrain politique. L'effort de parler longtemps, devant une foule considérable, épuisa Cobden.

Je me serais remis, écrivait-il à M. Paulton, si j'avais pu me coucher pendant vingt-quatre heures après mon discours. Mais le lendemain, M. Kemp recevait deux cents des principaux libéraux, et je

(1) M. Thorold Rogers, qui a eu beaucoup de conversations avec lui sur cette question, dit que par le libre échange du sol, Cobden voulait entendre le principe du libre échange dans tout son développement aux propriétés, abolir toutes les restrictions sur les ventes volontaires ou involontaires. Voir *Cobden et ses opinions*, ch. III, p. 89. (Le programme de M. Goschen dans son beau discours, prononcé à Edimbourg, le 31 janvier 1885, se rapproche beaucoup de ce que Cobden entendait par le libre échange du sol. « Je voudrais voir disparaître, dit M. Goschen, les entraves qui pèsent sur le propriétaire du sol et qui l'empêchent de disposer librement de ce qui lui appartient. Je voudrais que la terre se vendît aussi facilement que les consolidés... Comme le faisait remarquer M. Bright il y a quelques jours, celui qui veut vendre sa terre est découragé par une foule de complications et d'énormes difficultés légales, qui s'opposent à son dessein..... Je voudrais voir, dans chaque grand centre local, une sorte de registre, une sorte de grand livre agricole, sur lequel les transferts de terres se feraient sans plus de difficultés que les transferts de consolidés à la banque d'Angleterre. Les hommes de loi diront : j'ai peur que ce soit impossible. Mais cela a été fait dans d'autres pays, où les difficultés n'étaient pas moindres... Il y a beaucoup de gens désireux de vendre leurs propriétés, pourquoi ne trouvent-ils pas d'hommes disposés à acheter ? Je crois que la cause en est dans les nombreuses difficultés légales, *settlement, entail*, etc. En opérant une réforme dans la législation à cet égard, on ne ferait aucun tort aux propriétaires, on ne toucherait à aucun droit. Il est mauvais pour un pays que les propriétaires actuels soient contrôlés par la main de leurs ancêtres morts. Je demande que la main vivante touche le sol vivant. »)

passai la soirée à donner des poignées de main et à causer avec des amis.

Le voyage pour revenir chez lui aggrava son état. Il ne voulut pas s'arrêter à Londres de peur d'être forcé par la maladie d'y rester, quand il arriva à Midhurst il avait assez bien échappé au mal; mais il prit la résolution de ne plus prononcer de discours dans une réunion publique en hiver. Il était plus atteint qu'il ne le supposait d'abord. Deux mois après son retour, il écrivait à M. Paulton :

25 janvier.

Je n'ai jamais eu une telle secousse. Je suis revenu tout à fait malade de mon imprudente expédition dans le Nord. Outre mon ancien ennemi (que le médecin d'ici appelle asthme nerveux) qui m'empêchait de respirer, j'avais une bronchite qui menaçait les poumons, mon estomac était délabré et j'avais la fièvre. Notre petit apothicaire s'est donné beaucoup de peine et je vais beaucoup mieux. L'asthme a presque disparu et je peux monter l'escalier sans souffrir. J'ai maigri; mais, d'ailleurs, comment peut-on se bien porter sans air ni mouvement? Je ne suis pas sorti depuis mon retour. Le froid irrite de nouveau ma gorge et me fait tousser. En réalité, ce dont j'ai besoin, c'est quinze jours du soleil de juillet. Nous avons le plus désagréable hiver que j'aie encore vu. En temps ordinaire, le soleil paraît au milieu de la journée, ne fût-ce que pour deux heures ou trois heures. Il y a de grandes fluctuations de température et beaucoup d'humidité. En ce moment, le sol est couvert d'une neige épaisse.

Je vous suis très reconnaissant, à vous et à madame Paulton, pour votre invitation. Je ne puis aller à Londres en ce moment. Il me serait impossible d'assister aux séances de la Chambre, et, dans mon état de santé, je dois rester chez moi. Il n'y avait, d'ailleurs, jamais si peu de motifs pour décider un homme à risquer sa vie et sa santé pour remplir ses devoirs publics... On parle d'une élection au mois de juin. Cette saison me conviendrait. Mais réellement, a-t-on le droit de prétendre soutenir le poids des affaires quand on peut à peine supporter ses infirmités? Je devrais renoncer à la vie publique.

Le sujet des dépenses nationales l'occupait toujours; les projets pour la défense du Canada avaient excité sa plus vive désapprobation. Il exprima son opinion dans deux lettres qu'il adressa à M. Gladstone, avec le faible espoir qu'il ferait entendre raison à ses collègues. Excepté M. Gladstone et M. Gibson, aucun ministre n'avait le moindre désir d'écouter les remontrances de Cobden. Et même M. Gladstone pensait que son cor-

respondant était injuste envers le gouvernement et trop favorable aux Canadiens.

Pendant ce temps M. Bright faisait des efforts dans une autre direction et déclarait que l'on ne ferait rien de bon sans une réforme électorale. Il commença l'année avec un grand discours à Birmingham, sur cette question.

Cobden lui écrivit :

16 janvier.

Je vois que votre réunion à Birmingham est fixée. Vous parlerez sur la réforme, je suppose. Il faut enterrer ces projets trompeurs qui doivent leur existence aux gens qui aiment à mystifier le public sur les questions de principe et qui s'égarèrent à la recherche de détails insensés. Parmi ces hommes, les plus importants sont lord Grey et Buxton. Vous savez, sans doute, que Stuart Mill a donné sa sanction au projet incompréhensible de Hare. C'est dommage que Mill, qui est si admirable dans ses sympathies et ses tendances, accepte ces nouveautés (j'ai reçu l'autre jour d'Australie une lettre d'un vieux ligueur; il me dit que les protectionnistes citent Mill pour justifier la conduite d'une jeune colonie qui a recours, pour un temps, à la protection). Il m'a toujours semblé que la meilleure manière de satisfaire ceux qui craignent sincèrement que certaines classes ou certains corps ne soient pas représentés, c'est de diversifier autant que possible les districts électoraux. Je permettrais à chaque collège de nommer un député. Ainsi, si Birmingham avait six représentants, ils seraient choisis par six quartiers. L'idée de représenter les minorités est une absurdité. Elle sape les fondements du gouvernement représentatif. Elle ignore le fait que *l'opinion* est toujours représentée par les minorités comme par les majorités, ou pourquoi y aurait-il des divisions de parti ?

Avez-vous jamais songé à rechercher quelle était la vieille franchise des bourgs ? Dans la *Vie d'Eliot* par Forster, il y a beaucoup de détails sur la lutte parlementaire et constitutionnelle entre la Chambre des communes et Charles I^{er}, avant le conflit révolutionnaire, et l'on trouve la description de débats fréquents devant les comités parlementaires, pour décider si le droit de vote appartenait à la « communauté en général » ou à des corporations et à des classes privilégiées. La décision semble avoir été d'ordinaire en faveur de « la communauté en général ». Cette phrase désignait au moins tous les chefs de famille. Je suppose que les papiers des vieilles élections existent encore; il serait curieux de voir quelle était la proportion entre les votants et la population. On cite en 1628 une élection contestée à Coventry, où le candidat, qui l'a emporté, avait une majorité de 600 votes.

Une plus grande partie de la population, par comparaison, devait prendre part à l'élection alors qu'aujourd'hui.

Je parlai avec Durrant Cooper, un des membres actifs de notre société archéologique de Sussex, et je lui dis que si, au lieu de consacrer un volume par an aux ruines de châteaux et de monastères, ils voulaient nous donner des faits mettant en lumière la condition politique et sociale des hommes d'autrefois, ils emploieraient leur talent d'une façon plus utile. Il existe une masse énorme de documents sur d'anciens faits.

Je n'ai pas de lettres récentes d'Amérique. Goldwin Smith dit qu'il est revenu un radical déterminé et un partisan d'une église libre; il est moins impatient, parce qu'il est plus certain du succès des idées libérales... Sa plume est une force dans l'État.

22 janvier. (A. M. Bright.)

J'espère que vous êtes heureusement revenu chez vous; si vous vous portez bien après votre double effort à Manchester, je vous félicite sur votre organisation vocale. J'ai été très satisfait de votre discours au *Town-Hall*. Je crois que vous avez eu raison de donner un avertissement aux factions gouvernantes, qui sont seules responsables de l'état actuel de la question de la réforme. Cela n'aura pas d'effet sur elles, car la crainte seule peut les amener à une concession. Vous avez fait votre devoir en leur montrant les cinq ou six millions d'hommes qui peuvent lever les yeux vers les portes de la constitution, avec une demande d'entrée à laquelle on ne pourrait résister. Vous avez employé un langage qui ne peut blesser personne et que chacun comprendra. Mais, après tout, je pense parfois que nous nous prêtons à une imposture en discutant ces matières, comme si nous faisons appel à un tribunal sur lequel la raison et la justice exercent de l'influence.

Au moment où Cobden était ainsi découragé, il reçut une lettre de M. Gladstone. Celui-ci lui écrivait (10 fév.) de la part du Cabinet, et sur le désir de lord Palmerston, pour lui offrir la présidence de la Cour des Comptes. On proposait de reconstituer la Cour des Comptes, de donner de l'importance à son président, qui serait chargé en même temps du contrôle de l'Echiquier; le salaire était élevé à 2000 livres par an. Les devoirs de cette charge, disait M. Gladstone, demandaient de très hautes qualités de la part de celui qui s'en acquittait, mais ils n'étaient pas très onéreux. L'offre de cette place ne reconnaissait pas d'une façon suffisante les éminents services qu'il avait rendus depuis tant d'années à la cause publique, mais c'était la plus haute fonction civile dont le gouvernement disposât. Après avoir réfléchi pendant deux jours à cette proposition, — bien

que probablement sa décision eût été prise de suite, — Cobden refusa.

Midhurst, 13 février 1865.

MON CHER MONSIEUR GLADSTONE,

Je reçois votre lettre, écrite au nom du gouvernement, m'offrant, dans les termes les plus amicaux, la place de président de la Cour des comptes, en remplacement de M. Romilly. L'état de ma santé m'empêche d'accepter un emploi qui implique des devoirs fixes à toutes les saisons, ou laisse un sentiment de responsabilité, si ces devoirs sont remplis par d'autres. Je suis sujet, depuis quelque temps, à des attaques de ce que les médecins appellent l'asthme nerveux. Sans me causer de souffrance, ce mal me rend incapable d'effort actif, et je n'en suis exempt que pendant la chaleur. Je ne puis vivre à Londres pendant la saison de brouillard et de gelée. Voilà de bonnes et suffisantes raisons pour m'affranchir des soucis de la vie officielle salariée. Mais si le cas était différent, tout en étant sensible aux bonnes intentions qui ont inspiré l'offre, je ne consulterais pas mon bonheur si j'acceptais le poste en question avec mes idées bien connues sur nos finances. Croyant, comme je le fais, que le revenu de l'État est prélevé par l'impôt sur les classes les plus humbles dans une proportion bien plus forte que dans les autres pays, tandis que les dépenses sont extravagantes au plus haut point, ce serait me condamner à une peine capitale que de me forcer, pour le reste de ma vie, à vérifier passivement nos finances. Je pense que ma santé dépérirait et que mes jours seraient abrégés par cette épreuve nauséabonde. Il vaut mieux que je garde mon siège au Parlement aussi longtemps que je puis remplir d'une façon tolérable mes devoirs ; là au moins j'ai l'occasion de protester, bien inutilement il est vrai, contre les dépenses du gouvernement. Mais je m'écarte du texte de votre bonne lettre, pour laquelle je vous remercie, surtout pour le post-scriptum (1), et je suis

Très sincèrement à vous,

RICHARD COBDEN.

En répondant à cette lettre, M. Gladstone exprima sa satisfaction que Cobden eût si bien apprécié l'intention dans laquelle le gouvernement et surtout lord Palmerston avaient fait cette proposition. Il ajoutait qu'il ne pensait pas que la décharge fidèle des devoirs de cette place aurait rendu en aucune façon celui

(1) Dans le post-scriptum, M. Gladstone lui disait qu'il était à son service, s'il désirait causer avec lui sur cette affaire.

qui s'en acquittait responsable des dépenses du pays. Aucun ami de Cobden n'a jamais douté de la sagesse de sa décision à cet égard.

Pendant ce temps, M. Bright lui écrivait pour lui dire que M. Seymour Fitzgerald allait bientôt parler sur les fortifications du Canada.

Je voudrais que vous soyez à la Chambre quand il traitera ce sujet. Vous comprenez les détails de cette question mieux que personne et vous pouvez empêcher que les Anglais ne dépensent stupidement leur argent à fortifier Québec. Je dirai quelque chose si vous êtes absent, mais j'espère qu'on ne discutera l'affaire que quand vous serez à Londres.

Une semaine plus tard Cobden reçut la dernière lettre que son ami devait lui écrire. C'était un billet indiquant par quel train M. Bright arriverait à Midhurst le lendemain (3 mars). Cobden pouvait maintenant s'aventurer à l'air au milieu de la journée. Il fit de courtes promenades avec M. Bright sur la terrasse de Dunford ou dans les sentiers. Dans une de ces occasions, Cobden tourna ses regards dans la direction de l'église, en disant : « Mon fils est enterré là, et avant peu de temps je serai avec lui. » Ce fut en effet un mois plus tard.

Voici les dernières lettres qui appartiennent à cette date.

23 février. (A M. Potter.)

J'ai envoyé la lettre de lord ... à Goldwin Smith. Il attribue l'hostilité de la classe gouvernante (que la masse, nous le savons, ne partagea pas) contre le Nord à la disposition que les Américains ont montrée (avant la guerre et depuis) à entrer en lutte avec nous. C'est une vieille accusation et je n'ai qu'une réponse. Avant la guerre civile, les États-Unis avaient une armée de 17,000 hommes, une marine de 7,000 hommes ; ils n'avaient pas accru, depuis dix ans, leur flotte d'un seul navire de guerre. Pourtant, dit-on, dans ses rapports avec l'Angleterre et les États européens, qui ont des armées d'un million d'hommes, des marines formidables, l'Amérique se montrait exigeante. Quelle meilleure preuve peut-on souhaiter de la supériorité de la force morale et du républicanisme. Quand *Bobadil* ou *Drawcansir* sont représentés sur la scène, ils sont toujours armés jusqu'aux dents. Mais voici une nation désarmée qui rudoie les grandes puissances militaires et navales. Plût au ciel que la France, la Russie, l'Autriche, l'Angleterre, l'Italie adoptent ce genre de rudesse !

Ce qui trompe lord ... c'est l'erreur vulgaire de confondre le langage de certains journaux et de certains partis, en Amérique, avec les actes du gouvernement. Est-il juste d'oublier que deux millions d'individus nés en Irlande se trouvent dans les États-Unis, que le nombre de ceux qui descendent de parents irlandais est presque aussi considérable, que tous ces hommes sont animés d'une haine violente contre l'Angleterre. La ville de New-York, au dernier recensement, comptait 260,000 Irlandais, un chiffre plus élevé que celui de la population de Dublin en 1851, de sorte que New-York est la plus grande cité irlandaise du monde. Ces gens ont leurs journaux, leurs orateurs : ils ont le droit de vote. Il n'est pas étonnant que leurs voix se fassent entendre. Mais que dire de la justice d'un Anglais qui sait que la dépopulation et la misère de l'Irlande ont été causées par des siècles d'oppressions et de violences iniques commises par l'Angleterre, qui suit les Irlandais en Amérique, et, au lieu de reconnaître qu'ils ont des motifs de ressentiment contre nous, fait un crime aux Américains qui leur ont donné un asile.

Avouerai-je la pensée qui me tourmente ? J'ai vu avec regret la façon différente dont on traite l'Amérique depuis qu'on a cessé de croire qu'elle s'était suicidée. Nos diplomates, nos journalistes, nos orateurs, tous s'étaient hâtés de donner le coup de pied au lion mort. Dans quelques mois, la victoire du Nord sera définitivement connue, et je crains de voir notre classe dirigeante — qui comprend et qui respecte le *pouvoir* mieux qu'aucune autre classe — s'abaisser devant le géant de la démocratie. Un tel spectacle ne m'inspirerait pas seulement du dégoût et de l'indignation, mais de la honte et de l'humiliation. Je vois les signes de ce qui va arriver. Le *Times* est moins insolent et lord Palmerston est plus poli.

15 mars. (A M. Bright.)

J'ai lu en entier le débat de lundi. Le changement de ton est très remarquable. Il est évident que l'hommage qui était refusé à la justice et à l'humanité sera rendu au succès. Aucune partie de votre discours ne m'a tant fait plaisir que celle où vous indiquiez que les sacrifices faits par le Nord n'avaient pas pour but de mettre les Bourbons sur le trône de France ou de garder des Turcs en Europe. Cependant, ne nous aveuglons pas. Il y aura un compte à payer. C'est très bien de parler de paix future et de bon vouloir, mais les Américains sentiront que nous leur devons une réparation pour le tort substantiel que nous leur avons infligé. Dans la loi internationale (si une telle chose existe), une nation est une unité, et le *tout* est responsable à un autre peuple des actes individuels. Les partis comprendront, en Amérique, le parti qu'ils peuvent tirer de ce ressentiment contre nos armateurs et nos marchands. Il n'y a pas un aspirant à la présidence, pas même notre cher ami Sumner, qui ne soit prêt à réclamer « l'indemnité due aux citoyens américains pour les pertes causées par l'Ala-

bama ». Je n'ai de confiance dans aucun de leurs chefs politiques, excepté Lincoln.

La question d'argent n'est qu'un détail. Il s'agit de l'état actuel de la loi maritime internationale ; plus qu'aucune autre nation, nous avons intérêt à la changer. Mais où est l'homme d'État capable de résoudre ce problème, quand chacun ne songe qu'aux préoccupations immédiates ? Je suis convaincu, toutefois, qu'une guerre entre l'Angleterre et l'Amérique est impossible.

J'ai été content de voir que vous avez exposé si clairement la loi du *homestead* (de l'établissement premier). Une fois que nos millions de pauvres gens sans terre auront compris que le peuple des États-Unis tient en réserve le plus grand et le plus riche domaine inoccupé du monde, non pour des monopolistes féodaux comme les Demidoffs ou les Sutherlands, pas même pour l'usage exclusif des citoyens américains, mais pour les millions d'hommes sans terre du vieux monde ; une fois qu'ils auront compris que chacun d'eux peut trouver une ferme aussi grande qu'il le désire et obtenir le droit de vote après six mois de domicile (c'est la règle générale dans l'Ouest), il sera impossible de soulever les masses dans ce pays contre ce peuple ami. Les classes gouvernantes ne peuvent nous entraîner à la guerre, mais elles peuvent, si elles continuent à nous gouverner, nous attirer une grande humiliation de la part de l'Amérique, ce qui serait impossible si la nation anglaise, dans son ensemble, contrôlait le politique de l'État.

Peu de jours après que M. Bright l'eut quitté, Cobden ne put résister au désir de prendre part à la discussion sur les fortifications du Canada, et le 21 mars, par un temps froid, il partit pour Londres, accompagné de madame Cobden et de sa seconde fille. Au lieu de descendre comme d'habitude chez M. Paulton ou chez quelque autre ami, il loua un appartement dans *Suffolk Street* ; sa demeure était près de l'*Athenæum* et aussi rapprochée que possible du Parlement. Dès qu'il fut arrivé, il écrivit quelques lettres comme il en avait l'habitude ; il fut pris d'une attaque d'asthme. Le temps était triste ; Cobden resta couché plusieurs jours, regardant sur les maisons d'en face la fumée chassée par le vent et espérant en vain que le cruel vent de l'est cesserait de souffler. A la fin de la semaine, il semblait convalescent, on lui permit de voir un ou deux amis. Ce mieux ne dura que quelques heures et fut suivi d'une crise plus grave. Pendant un jour ou deux, sa femme et sa fille le veillèrent avec des alternatives pénibles d'espérance et de crainte. Le 1^{er} avril,

l'asthme se compliqua d'une bronchite. Il était évident que Cobden était perdu. Il put faire son testament et dire quelques mots à celles qui veillaient à côté de lui.

M. Bright vint dans la soirée, mais on ne lui permit pas de voir le malade. Il revint le lendemain de bonne heure (dimanche 2 avril), et comme tout espoir avait disparu, il prit sa place à côté du mourant. Un autre ami était dans la chambre, M. George Moffat, dont l'intimité avec Cobden avait été longue et sincère. On voyait que la fin était proche. Quand les cloches de l'église Saint-Martin sonnèrent pour le service du matin, les ombres de la mort obscurcirent le front du mourant, et son esprit ardent, courageux et fraternel s'éteignit doucement. Bien des larmes furent versées dans les maisons où le nom de Cobden était aimé et vénéré, quand la nouvelle de sa mort y fut connue.

Il lui manquait deux mois pour atteindre sa soixante et unième année. Un jour, dans l'été de 1856, il lui était venu à l'esprit, comme il n'y avait rien d'intéressant à la Chambre, de visiter l'abbaye avec un de ses amis. Ils se promenèrent dans l'édifice pendant deux heures ; l'ami fit la remarque qu'un jour peut-être le nom de Cobden se trouverait parmi ces héros. « J'espère que non, répondit Cobden, j'espère que non, mon esprit ne reposerait pas en paix parmi ces hommes de guerre. Non, non, les cathédrales ne sont pas faites pour contenir les restes d'hommes comme Bright et moi. » Il fut enterré à côté de son fils, dans le petit cimetière de Lavington, sur la colline parmi les bois de pins. Un grand concours d'hommes se réunit autour de sa tombe ; les uns illustres, les autres obscurs, les uns des compagnons des victoires passées, les autres des associés dans des luttes qui paraissent encore désespérées, tous unis pour le moment par leur affection pour la mémoire d'un ami franc et cordial, d'un citoyen dévoué et clairvoyant.

« Avant de quitter la maison — nous a dit M. Bright — j'ai vu à côté de moi sa fille, qui se penchait douloureusement sur le cercueil, une fille dont l'attachement pour son père semble avoir été une passion qui a été rarement égalée par aucune autre fille. Elle me dit : « Mon père aimait à se faire lire par moi le Sermon « sur la montagne. » Sa vie à lui-même fut à un haut degré — je le dis avec piété et avec hésitation — sa vie fut un sermon fondé

sur le meilleur, sur le plus beau de tous les sermons. Sa vie fut une vie de sacrifice perpétuel. »

Le lendemain de la mort de Cobden, quand la Chambre des Communes se réunit, le premier ministre prononça quelques paroles de condoléance sur la perte qu'elle venait de faire. Il était réservé à M. Disraeli de toucher une note plus profonde. « Il nous reste une consolation, dit-il, quand nous nous rappelons nos pertes incomparables et irréparables ; ces grands hommes ne sont pas perdus entièrement pour nous, leurs paroles seront souvent citées dans la Chambre, leur autorité sera souvent invoquée, leurs expressions même feront partie de nos discussions. Il y a en effet, je puis le dire, quelques membres du Parlement qui tout en n'étant plus au milieu de nous sont encore membres de cette Chambre, qui sont indépendants des bills de dissolutions, des caprices des électeurs et même du cours du temps. Je pense que M. Cobden était un de ces hommes. »

Pendant que la Chambre était encore sous l'influence presque religieuse de ces paroles, M. Bright, cédant à une attente marquée et silencieuse, se leva et essaya de dire combien chaque parole qu'il avait entendue avait été douce pour son cœur. « Mais le temps — continua-t-il d'une voix brisée — qui s'est écoulé, depuis qu'en ma présence le plus vaillant et le plus doux esprit, qui ait jamais emprunté et quitté la forme humaine, a pris son vol, est si court, que je n'ose essayer d'exprimer les sentiments qui m'oppressent. J'attendrai un moment plus calme pour exposer devant mes concitoyens la leçon que l'on peut, je crois, tirer de la vie et du caractère de mon ami. Je dirai seulement aujourd'hui, qu'après vingt ans de l'amitié la plus intime et la plus fraternelle, je savais peu combien je l'aimais avant de l'avoir perdu. » Comme Homère dit de Nestor et d'Ulysse, ainsi de ces deux hommes on peut dire qu'ils ne parlèrent jamais différemment dans l'assemblée ou dans le conseil. Ils étaient toujours du même esprit. Ils enseignèrent aux Anglais avec sagesse et avec compréhension, comment tout pouvait être porté au mieux.

CHAPITRE XXXVI

CONCLUSION

Un caractère comme celui de Cobden n'appelle pas un grand effort d'analyse. Dans ses mobiles comme dans ses actions il était le plus simple des hommes, il allait droit au but. Bien qu'il fût amplement pourvu de cette sagesse pratique qu'Aristote regarde comme la première qualité de l'homme qui se mêle de gouvernement, toutes ses intentions, ses sympathies, ses maximes étaient transparentes comme le jour. Personne n'était plus exempt de calcul machiavélique. Il possédait le tact au plus haut degré, mais ce don lui venait de sa bienveillance pour les autres, du besoin inné de traiter les hommes avec égard et non d'un art social ou d'une subtilité cachée de sa nature. Nous avons assez parlé des qualités de Cobden considéré comme homme public (1). Il est utile de rappeler, à côté de ces qualités, quelques traits de son caractère privé.

On comprendra facilement qu'une nature aussi ouverte et aussi expansive devait attirer et attacher les amis. A la maison, où les hommes publics ne portent pas souvent ce souci de plaire, que leur impose au dehors la recherche de la popularité, il était tendre, affectueux, plein de sollicitude, il n'était jamais exigeant. Il préparait ses discours et ses pamphlets au milieu du tapage de ses jeunes enfants ; le travail lui était ainsi plus agréable. Son humeur aimable et cordiale faisait qu'il traitait en ami tous ceux qui l'approchaient. Peu de personnages se sont assurés des amis si différents. L'homme d'affaires pratique et l'homme de lettres blasé ressentaient également l'intérêt de sa conversation et le charme de son caractère. Il faut qu'il y ait eu quelque

(1) Voir chapitre VIII.

chose de particulièrement remarquable dans l'homme qui gagna l'admiration de Prosper Mérimée, l'amitié sincère de M. Goldwin Smith, le dévouement constant de gens d'affaires d'une habileté aussi positive que M. Slagg et M. Thomasson. Son extrême amabilité n'avait rien de banal ni d'insipide. Il n'était jamais amer, mais il savait frapper vigoureusement. Quand un ami, à l'occasion, faisait mal et que le public en souffrait, Cobden n'hésitait pas à le traiter comme il le méritait. Nous avons vu avec quelle force il dénonça les actes de sir John Bowring en Chine ; il ne jugea pas moins sévèrement la trahison supposée de sir William Molesworth dans le cabinet (1).

Il étendait son bon naturel jusqu'aux fâcheux qui persécutent les hommes publics de leur correspondance oiseuse. Quand des étrangers, qu'il ne connaissait pas, avaient assez peu de bon sens pour signer leur lettre d'une hiéroglyphe que personne ne pouvait déchiffrer, il se bornait à leur dire dans sa réponse, qu'il était bien malheureux qu'on n'eût pas adopté un système de récompenses et de punitions pour forcer les gens à écrire clairement leur nom. Il se permettait rarement de répondre aux impertinents qui protestaient contre sa conduite anti-anglaise, son manque de patriotisme et autres stupidités semblables, qui ne venaient pas exclusivement des tories. De vieux soldats dans l'armée de la Ligue supposaient que cette circonstance leur donnait le droit de le sermonner. Un jour, l'un d'eux, inconnu à Cobden, lui adressa une protestation véhémement contre la ligne de conduite anti-anglaise qu'il suivait en prenant parti pour le Nord dans la guerre d'Amérique ; il justifiait sa remontrance par le fait qu'il avait appartenu à la Ligue.

Permettez-moi de vous dire, répliqua Cobden, que vous n'étiez pas à votre place dans nos rangs, car on ne peut être l'ennemi conséquent du monopole quand on ne tolère pas une honnête différence d'opinion sur tous les sujets. Vous vous arrosez d'une façon ridicule, dans votre billet, une supériorité et une autorité sur moi que je ne reconnais pas.
(12 novembre 1864.)

(1) Une vive dispute éclata entre Cobden et Sir William Molesworth le 3 août 1855. Ce dernier était allé hors de sa route pour employer des paroles de blâme contre le parti de la paix. Cobden montra, avec beaucoup de force, qu'avant de faire partie du cabinet, Sir William Molesworth avait partagé les opinions de ceux qu'il venait d'attaquer.

Ce fut sa destinée d'être engagé toute sa vie dans une lutte incessante ; nous avons eu occasion de remarquer l'élasticité hardie avec laquelle il combattit presque seul et sans trêve lord Palmerston et son innombrable armée. Ce qui rend sa persévérance plus digne d'admiration, c'est que par nature Cobden n'était nullement porté à cette attitude de batailleur infatigable. On raconte, qu'en allant un jour à la Chambre, il dit à un ami : « Je hais d'avoir à défier des centaines de gens bien intentionnés, mais à l'esprit faux, et de rencontrer le regard de rage qu'ils me lancent. Je voudrais mille fois ne pas le faire, mais il le faut. »

Même dans ses discours les plus acérés, nous retrouvons ce sentiment. Il était impitoyable dans ses arguments, mais il ne cherchait jamais à blesser les individus, pas même lord Palmerston : « Je crois que Palmerston est parfaitement incère, » disait Cobden, « car plus je vis, plus je crois à la sincérité des autres. » Qu'une si honorable conviction ait pu être la leçon de l'expérience, rien n'atteste mieux un caractère pur et généreux.

La conversation de Cobden, comme ses discours publics, était simple, raisonnable, vide de figures de rhétorique, mais lumineuse, animée, expansive. Comme disait Mérimée, cette conversation était différente de celle des Anglais, car elle était exempte de banalités. Cobden se taisait d'ordinaire sur les questions religieuses. Quand il résidait à la campagne, il allait à l'église comme tout le monde. Ses habitudes personnelles étaient au plus haut degré simples et frugales. Il était indifférent aux plaisirs de la table, il n'aimait pas à acquérir de belles choses d'aucun genre, il n'avait aucune des passions du collectionneur. La politique était l'intérêt dominant de sa vie.

Mais il est bon de répéter encore une fois que Cobden aimait la politique réelle et non le jeu des partis. La politique, dans le sens où il entendait le mot, signifiait le grand ouvrage de la chose publique et non les manœuvres du Parlement. Quand le journal était déplié le matin, Cobden et ses amis ou ses hôtes y prenaient des sujets de conversation pour la journée. Ils discutaient les événements du monde entier dans leurs rapports avec des principes généraux bien définis ; on calculait leurs conséquences probables sur ce que Cobden concevait être les grands

mouvements économiques et sociaux de l'humanité. C'est de la même façon que Cobden lisait les livres et s'entretenait avec des hommes d'étude. Son point de vue était toujours actuel, non dans le sens de l'actualité vulgaire, mais dans un sens social et politique. Quand il lisait un livre, il le lisait comme il faudrait toujours le faire, en ne perdant pas de vue la vie et la pratique, et non pour satisfaire un sybaritisme intellectuel. La *Vie d'Eliot* par exemple le faisait songer à l'état de la franchise électorale dans ces temps reculés, et l'*Histoire des Pays-Bas* de Motley, qui l'intéressait vivement, lui suggérait la réflexion que la reine Élisabeth poussait trop loin son aversion pour les croisades européennes, que Palmerston affectionnait. Nous pouvons avouer que Cobden a traité trop irrespectueusement l'Ilyssus (1), mais on a mal interprété son ironie enjouée. Dans le dernier discours qu'il ait prononcé, il a montré qu'il était un grand avocat de toute culture intellectuelle. Ce qu'il voulait, c'est que les jeunes gens ajoutassent au savoir classique la connaissance précise des choses modernes et l'habitude de réfléchir sérieusement à la politique de leur époque (2).

(1) Ce passage d'un discours de Cobden se rapporte à une bévée du *Times*, qui avait fait remonter son cours à une des plus grandes rivières de l'Amérique pendant beaucoup de milles, vers une autre rivière, et ces deux rivières réunies (dont les eaux ne se mêlent jamais) se jeter dans un fleuve qui ne reçoit pas une goutte d'eau de l'une ou de l'autre. N'était-il pas ridicule, disait Cobden, que des jeunes gens qui connaissent à fond la géographie de l'ancienne Grèce ne pussent indiquer sur la carte l'emplacement de Chicago? « Quand j'étais à Athènes, — continua-t-il, — je sortis un matin d'été pour voir la fameuse rivière, l'Ilyssus, et après avoir marché pendant quelque temps dans ce qui semblait le lit d'un torrent à sec, je trouvai quelques blanchisseuses athéniennes, qui avaient barré la fameuse rivière classique et qui employaient chaque goutte d'eau à laver leur linge. Je demande pourquoi les jeunes gens, qui apprennent tout ce qui se rapporte à l'Ilyssus, ne sauraient pas quelque chose de la géographie du Mississippi, de l'Ohio et du Missouri? » (*Discours*, II^e vol., p. 364.)

(2) Dans ce même discours Cobden fit une déclaration, qui prouve combien il était éloigné de ce dédain pour la culture intellectuelle que MM. Seeley, Matthew Arnold et tant d'autres lui ont attribué. « On a beaucoup parlé, » dit Cobden, « des avantages et des désavantages de l'éducation classique. Je suis un grand avocat de toute espèce de culture intellectuelle, et quand vous trouverez des hommes, comme (nommant quelques-uns de ses amis), qui joignent à une profonde instruction classique une connaissance étendue des affaires modernes, et qui tout en étant des lettrés sont aussi des penseurs, ces hommes, je l'avoue, ont une grande supériorité sur moi, et je m'incline

Son activité à s'instruire était énorme. Ses pamphlets montrent son appétit pour les *bluebooks*, et comme avec les autres gens sensés, c'était un appétit qui ne consistait pas à avaler, mais à digérer et à s'assimiler. Il étudiait constamment *Hansard*, et pour un homme qui cherche dans un but d'action ou de controverse à bien connaître les transactions politiques de ce siècle, il n'y a pas de meilleur livre à consulter. Cobden ne reculait jamais devant un labeur utile ; il entreprit un jour avec entrain le travail ingrat d'une traduction ; dans un cas où il n'espérait pas au fond du cœur exciter bien vivement l'attention publique (1).

On s'est souvent étonné qu'un homme, qui avait une faculté de compréhension si remarquable dans les affaires publiques, eût si peu de succès quand ses propres intérêts étaient en jeu. On pourrait poser la même question à propos de Burke et de Pitt, qui étaient tous deux des économistes et des financiers de premier ordre et qui laissèrent leurs affaires privées aller à la dérive. Il y a une réponse toute prête. L'esprit de tels hommes est trop absorbé par le souci de l'intérêt public pour donner aux intérêts privés cette attention minutieuse, sans laquelle un homme pauvre ne peut s'élever à la fortune. Cobden, il est vrai, chercha résolument à acquérir la richesse, et il le fit sans prudence. L'échec était dû aux qualités mêmes qui assurèrent son succès dans les plus grandes affaires. La pénétration d'un tel homme distingue les différentes façons de gagner de l'argent, et son énergie le pousse naturellement à essayer de le faire. Cobden était pénétrant, énergique et optimiste. « Les annales du commerce malheureux, » comme le disait M. Bagehot, « abondent en hommes qui ont échoué, parce qu'ils ont eu une grande intelligence, beaucoup d'énergie et d'espérance, mais pas suffisamment de capitaux. »

Une critique de l'œuvre de Cobden qui a été souvent faite, c'est qu'il se promettait une grande réforme sociale, comme conséquence de l'augmentation et de la distribution plus équitable

avec respect devant cette supériorité. » Comme le fait remarquer M. Thorold Rogers, ce n'est pas là le langage d'un Philistin, qui méprise la culture intellectuelle.

(1) En 1858, il traduisit le pamphlet de M. Chevalier sur l'Or.

des richesses. Il aurait dû savoir, dit-on, que ce dont notre société a besoin, c'est la diffusion des lumières intellectuelles et le feu d'une morale plus pure. On prétend que le libre échange a fait plus de mal que de bien, parce qu'il a répandu dans le pays des richesses dont les hommes n'ont pas appris à se servir. En d'autres termes, le progrès moral n'a pas été en proportion du progrès matériel.

Personne ne savait cela mieux que Cobden. Le chagrin de sa vie, c'est que ceux qu'il avait tant contribué à enrichir refusèrent obstinément d'écouter ce qu'il avait à dire sur les idées sociales auxquelles leur richesse eût dû les conduire. Il écrivait à un ami :

Les nations n'ont pas encore appris à supporter la prospérité, la liberté et la paix. Elles l'apprendront dans un état de civilisation supérieure. Nous nous croyons des modèles pour la postérité et nous ne sommes que des phares, pour l'aider à éviter les rochers et les récifs.

Quand je viens à Dunford — écrivait-il à M. Hargreaves — pour errer seul dans les champs et réfléchir, je suis frappé de l'aspect que présente notre état politique et social. L'esprit de la féodalité est toujours vivant et actif au milieu du développement antagoniste de l'époque de Watt, d'Arkwright et de Stephenson. Loin de s'affaiblir, cet esprit prend de plus en plus l'ascendant dans la vie politique et sociale. Le pouvoir et le prestige du féodalisme sont tels, qu'il obtient l'appui et l'hommage de ceux-là mêmes qui sont les chefs naturels d'une civilisation nouvelle et meilleure. Les manufacturiers et les marchands semblent ne désirer la richesse que pour se prosterner aux pieds du monstre. Quelle sera la fin de tout ceci? Où tendent nos relations intérieures et extérieures? Pouvons-nous espérer que nous éviterons les collisions au dedans et les guerres civiles au dehors, quand tout pousse le pouvoir et l'influence du mauvais côté de la balance.

(10 avril 1863.)

Il avait commencé la vie avec l'idée que les grands manufacturiers et les marchands anglais devaient aspirer à la position éminente qui avait fait des Médicis, des Fuggers, des Witts, les égaux des souverains de la terre. A la fin il pensait encore qu'aucune autre classe ne possédait assez de richesse et d'influence pour tenir tête à la classe féodale. Dans toute sa vie publique, Cobden fit de son mieux pour moraliser la grande classe manufacturière, accroître son respect d'elle-même, la conscience de sa

dignité et de sa force. Comme tout homme, il ne pouvait travailler que dans ses propres limites. Il est trop tôt pour décider de quelle façon notre société féodale sera transformée. Jusqu'à présent la ploutocratie ne constitue pour la société qu'un mince progrès sur l'aristocratie, dont elle reste la copie, comme le déplorait sans cesse Cobden, et même une très mauvaise copie. La puissance politique exclusive de cette oligarchie a été brisée depuis les jours de Cobden. Il semble toutefois que la prépondérance définitive ne doive pas, comme il le croyait, passer à la classe moyenne, mais à la classe ouvrière.

Pour ce régime futur, l'œuvre de Cobden était la meilleure préparation. Il pensait qu'une certaine mesure de prospérité matérielle, universellement répandue, était un instrument indispensable de bien social. Par rapport à l'Angleterre, comme il l'indiquait, dès 1835, dans son premier pamphlet, avec une merveilleuse sagacité, le fait cardinal est l'existence des États-Unis, leur concurrence industrielle et leur exemple démocratique. C'est ce fait qui a transformé les conditions de la politique anglaise. C'est ce fait qui avertit les hommes d'État anglais de tenir leur maison en ordre. Pour qu'une nation dans notre position puisse rester à son niveau naturel de bien-être, l'essentiel était qu'elle eût l'accès libre vers les moyens de subsistance et les matières premières de l'industrie. Le bon ménage dans le gouvernement, la sage administration des capitaux privés sont devenus des obligations également impérieuses en présence du monde qui grandit autour de nous. Non seulement la prudence économique nous recommande d'éviter toute intervention dans les affaires des autres nations, mais c'est encore le seul moyen d'accorder l'attention indispensable à nos besoins sociaux et moraux. N'accusons donc pas Cobden d'avoir négligé de faire œuvre de moraliste social! C'est sa politique qui a donné une base au réformateur social. Il assumait la tâche qui d'après les exigences spéciales du temps lui incombait, et c'est faire preuve d'injustice et d'ingratitude que de le traiter d'esprit étroit, parce qu'il n'a pas fait la tâche des autres aussi bien que la sienne.

C'est cette vue étendue de la politique dans ses rapports avec le mouvement de la richesse et de l'industrie dans le monde en-

tier, qui distinguait Cobden et ses alliés des radicaux philosophes, que l'on s'attendait à voir former un parti si puissant dans le Parlement réformé (1). Hume avait devancé Cobden dans ses attaques contre les dépenses ; M. Roebuck avait prêché avant lui le *self-government* des colonies. Ce n'est que quand le système des retranchements budgétaires et la politique coloniale eurent été placés dans leurs vrais rapports avec l'expansion du commerce et l'augmentation de la population, qu'ils furent compris et acceptés. Le parti radical n'eut d'action réelle que quand il eut accordé ses principes avec les lois économiques. L'opposition de M. Mill aux changements, que Cobden voulait introduire dans la loi internationale maritime, fait ressortir les points de vue différents auxquels se plaçaient l'école de Manchester et les radicaux philosophes. M. Mill déclarait que la meilleure manière d'arrêter les guerres était de les rendre aussi onéreuses que possible aux individus, et que protéger les biens des marchands d'une nation belligérante était leur enlever un motif d'empêcher leur gouvernement de faire la guerre. Avec tout le respect qui est dû à l'auteur admirable de cet argument, on doit reconnaître que son opinion, si on la compare à celle de Cobden, est une abstraction qui ne repose pas sur les rapports réels des choses. Vous n'avez guère de chance d'abolir la guerre, soutenait Cobden, mais vous pouvez la rendre moins destructive et moins fatale aux intérêts et à la sécurité des populations. Un argument de ce genre s'appuie sur une base plus réelle et suppose une compréhension plus étendue des faits généraux actuels. De la même façon, il traduisait le mot d'ordre révolutionnaire de la fraternité des peuples dans le langage du bon sens et de la pratique ; le sentiment international tel qu'il le comprenait devenait un instrument de préservation et de consolidation pour l'ordre européen. Il regardait, avec raison, ses principes comme le vrai conservatisme dans les sociétés modernes.

Les grandes forces économiques et sociales s'épandent avec la force de la marée montante sur les sociétés, qui ne sont qu'à moitié conscientes de ce qui leur arrive. Les politiques sages sont ceux qui voient ce que le temps apporte, et qui s'efforcent d'a-

(1) Voir *Autobiographie de Mill*, p. 194-195.

dapter les institutions et d'accommoder les esprits et les desseins des hommes avec le changement qui silencieusement les enveloppe. Par le rôle qu'il a joué et par son caractère, Cobden appartient à cette famille d'hommes d'État. Aussi, au milieu des luttes brutales et des passions aveugles du jour, son nom restera comme celui d'un bon serviteur de la nation ; il vivra dans le souvenir reconnaissant de ses concitoyens.

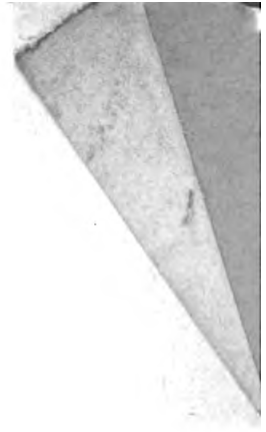


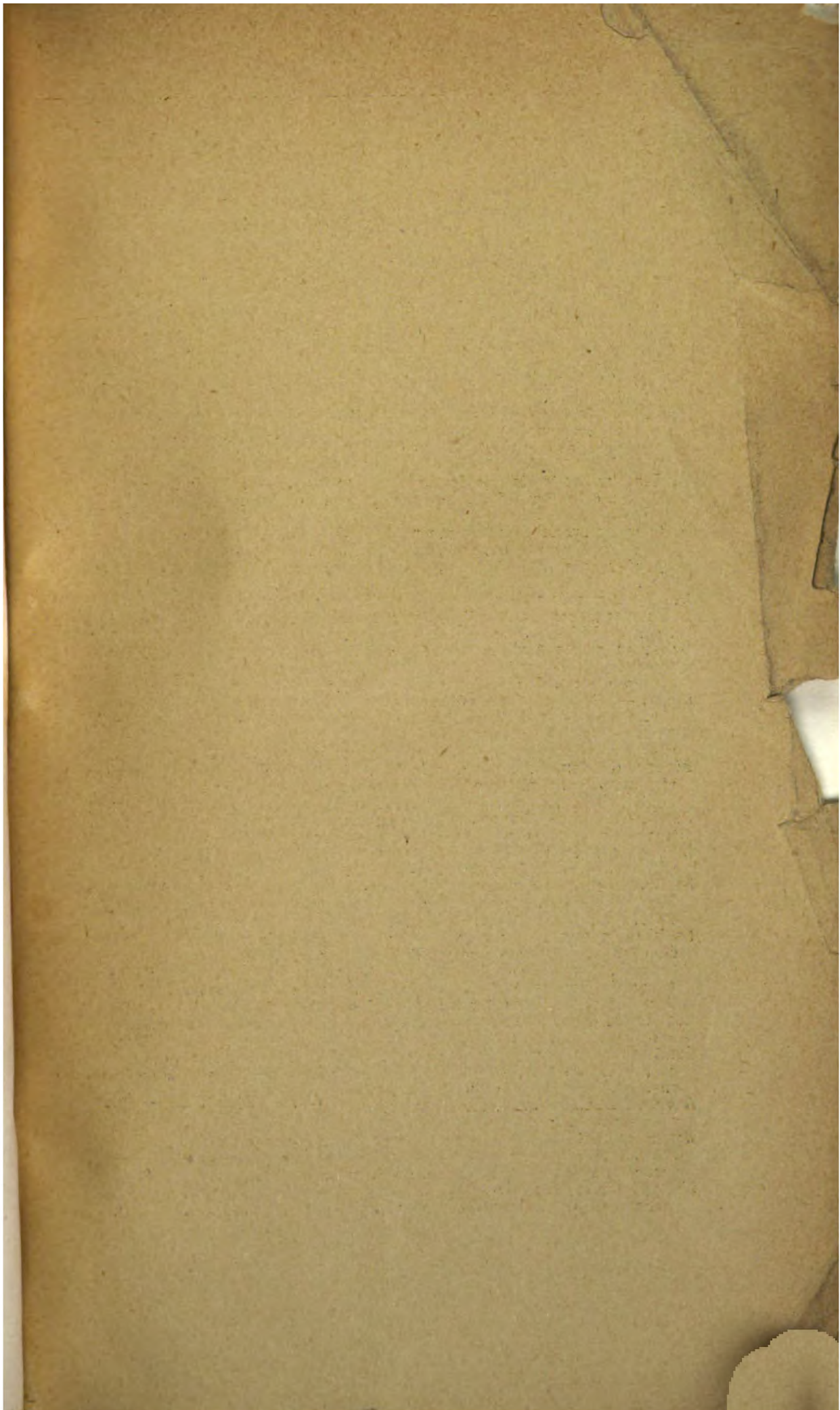
TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE.....		v
CHAPITRE	1 ^{er} . — Premières années.....	1
—	II. — Progrès commercial et intellectuel.....	10
—	III. — Voyages dans l'ouest et l'est.....	17
—	IV. — Les deux pamphlets.....	27
—	V. — La vie à Manchester [1837-39].....	39
—	VI. — L'origine de la Ligue.....	50
—	VII. — Les lois-céréales.....	64
—	VIII. — Cobden agitateur.....	76
—	IX. — La nouvelle loi-céréales.....	89
—	X. — La nouvelle politique de sir Robert Peel... .	104
—	XI. — Nouvelle activité de la Ligue. Cobden et sir Robert Peel. Campagne rurale,.....	112
—	XII. — La session de 1844. La législation sur les fa- briques. Le corps électoral.....	136
—	XIII. — Bastiat. Nouvelles tactiques. Activité parle- mentaire. Dotation de Maynooth. Affaires particulières.....	145
—	XIV. — L'automne de 1845.....	162
—	XV. — Abolition des lois-céréales et chute du gouver- nement.....	172
—	XVI. — Correspondance avec sir Robert Peel. Fin des travaux de la Ligue. Voyage à travers l'Eu- rope.....	190
—	XVII. — Élection dans le West Riding. Achat de Dun- ford. La Révolution de 1848. Correspon- dance.....	211
—	XVIII. — Correspondance sur des questions sociales et politiques.....	226
—	XIX. — Le débat de don Pacifico. L'agression contre le pape. Correspondance avec M. Bright sur la réforme.....	235
—	XX. — Les protectionnistes au pouvoir.....	251
—	XXI. — La panique de 1853.....	260

CHAPITRE	XXII. — La guerre de Crimée.....	271
—	XXIII. — Mort de son fils.....	283
—	XXIV. — Affaires chinoises. Proposition de Cobden. Dis- solution.....	289
—	XXV. — La révolte dans l'Inde. Affaires personnelles. Second voyage en Amérique.....	300
—	XXVI. — Retour d'Amérique. Le nouveau ministère....	309
—	XXVII. — Le traité avec la France.....	317
—	XXVIII. — Repos et retour à Paris. Affaires particulières.	334
—	XXIX. — Le tarif. Le projet de fortification.....	340
—	XXX. — La politique du traité de commerce.....	367
—	XXXI. — Correspondance 1859-60. Paris. Retour en An- gleterre.....	373
—	XXXII. — La guerre d'Amérique. Loi internationale....	383
—	XXXIII. — Correspondance avec M. Delane.....	398
—	XXXIV. — La guerre Danoise. Derniers discours au Par- lement. Correspondance.....	408
—	XXXV. — Discours à Rochdale. La question du sol. Cor- respondance. Derniers jours et mort.....	416
—	XXXVI. — Conclusion.....	427







EXTRAIT DU CATALOGUE

- Richard Cobden, notes sur les voyages, correspondances et souvenirs recueillis par M^{me} SALIS SCHWABE, avec une préface par M. G. DE MOLINARI, correspondant de l'Institut. 1 vol. in-8. Prix..... 6 fr. »
- La liberté commerciale, son principe et ses conséquences, par J. DUPUIT, inspecteur général des ponts et chaussées. 1 vol. gr. in-18. Prix. 3 fr. »
- Le libre-échange. Tome II des *Œuvres complètes* de F. BASTIAT. 2^e édition. 1 vol. in-18. Prix..... 3 fr. 50
- Cobden et la ligue. Tome III des *Œuvres complètes* du MÊME. 4^e édition. 1 vol. in-18. Prix..... 3 fr. 50
- Sophismes économiques et petits pamphlets. Tomes IV et V des *Œuvres complètes* du MÊME. 3^e édition. 2 vol. in-8. Prix..... 7 fr. »
(Ces 4 volumes font partie des *Economistes et publicistes contemporains* et de la *Bibliothèque des sciences morales et politiques*.)
- Études sur les tarifs des douanes et sur les traités de commerce, par M. AMÉ, conseiller d'Etat, directeur général des douanes. 2 vol. gr. in-8. Prix..... 15 fr. »
- Histoire du système protecteur en France, depuis le ministère de Colbert jusqu'à la Révolution de 1848, suivie de *Pièces, Mémoires et Documents justificatifs*, par M. Pierre CLÉMENT, membre de l'Institut. 1 vol. in-8. Prix..... 6 fr. »
- Les douanes et la contrebande, par M. VILLERMÉ. 1 vol. in-8. Prix. 5 fr. »
- Les douanes françaises, *Essai historique*, par Henri BACQUÉS. 2^e édition. 1 vol. grand in-18. Prix..... 2 fr. 50
- Notes et petits traités, par M. Joseph GARNIER, membre de l'Institut. 2^e édition. 1 fort vol. in-18. Prix..... 4 fr. 50
- Six notices : I. Combinaisons et procédés de la douane. — II. La contrebande. — III. Résultats de la réforme douanière et commerciale en Angleterre. — IV. Analyse du tarif français avant le traité de 1860. — V. Les réformes de 1860. — VI. Le libre-échange.
(Fait partie de la *Bibliothèque des Sciences morales et politiques*.)
- Richard Cobden, *les Ligueurs et la Ligue*. Précis de l'histoire de la dernière révolution économique et financière en Angleterre, par LE MÊME. 1 vol. in-16. Prix..... » fr. 50
- Bastiat et le libre-échange, par M. BOUCHÉ DE BELLE. 1 vol. in-8. Prix. 5 fr. »
Ouvrage couronné par la Chambre de commerce de Bordeaux.
- La France et les traités de commerce, par M. Émile FOUCCART, vérificateur des douanes à Honfleur. 1 vol. in-8. Prix..... 3 fr. »
- La liberté commerciale et les résultats du traité de commerce de 1860, par Louis WOLOWSKI, membre de l'Institut. 1 fort vol. in-8 avec tableaux. Prix..... 7 fr. 50
- Le libre-échange, journal de l'association pour la liberté des échanges, rédigé par MM Anisson-Dupéron, Frédéric Bastiat, Blanqui, Gustave Brunet, Campan, Michel Chevalier, Charles Coquelin, Dunoyer, Léon Faucher, Alcide Fonteyraud, Joseph Garnier, Louis Leclerc, de Molinari, Paillottet, Horace Say, Wolowski. 1 vol. in-fol. à 3 col. 1846-1847. Prix.... 12 fr. »
- Les traités de commerce. Texte de tous les traités en vigueur, par M. Paul BOITEAU. 1 fort vol. in-8. Prix..... 7 fr. 50
- Traité de commerce et de navigation entre la France et la Grande-Bretagne, ratifié en 1786, et suivi de l'acte de navigation de la Grande-Bretagne, etc. Paris, 1815. 1 vol. in-8. Prix..... 2 fr. 50
- Les prétentions et les arguments des néo-protectionnistes, par M. COUNCELLE-SENEUIL. in-8. (*Extrait du Journal des Economistes*.) Prix. » fr. 25
- Établissement en France du premier tarif général de douanes (1787-1791). Étude d'histoire et d'économie comparées, par M. le comte de BUTENVAL, ancien ministre plénipotentiaire. 1 vol. gr. in-8. Prix..... 6 fr. »
- L'impôt sur le pain, la réaction protectionniste et les résultats des traités de commerce, par E. FOURNIER DE FLAIX. 1 vol. in-8. Prix..... 7 fr. 50



